
UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

I

PAGES ACTUELLES, 1914-15.

Nos. 41 - 50.

N° 41

"Pages actuelles"
1914-1915



La France de demain

PAR

HÉBRARD DE VILLENEUVE



BLOUD ET GAY, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE, PARIS

La France de demain

" PAGES ACTUELLES "
1914-1915

La France de demain

PAR

HÉBRARD de VILLENEUVE



PARIS
BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
7, place Saint-Sulpice

1915

LA FRANCE DE DEMAIN[1]

Tant que durera la guerre, il faudra faire un réel effort pour penser à autre chose qu'à la guerre elle-même; mais s'il est impossible, en ce moment, de détourner les yeux du front, on peut, sans changer la direction du regard, le prolonger au delà et envisager l'avenir sous l'angle du présent. Les guerres les plus longues ne sont que des crises passagères. Quand la voix du canon se sera tue, quand le nuage de sanglante fumée qui barre l'horizon se sera dissipé, quel tableau s'offrira à nos yeux? Que sera la France de demain ? Les destinées d'un peuple libre dépendent surtout de lui-même : se demander quelle sera la France de demain, c'est se demander ce qu'elle voudra, ce qu'elle doit vouloir être.

(1) Extrait de la *Revue des Deux-Mondes*, du 1er mars 1915.

Tel est l'objet de cette étude, qui n'est pas un article de polémique, encore moins une œuvre de parti, et où nous essaierons simplement de grouper et de mettre en lumière des idées qui sont actuellement communes à la plupart des bons Français. Ces fils d'une même patrie, hier encore si divisés, si dispersés moralement, n'ont été ni abattus, ni même ébranlés par la formidable secousse qui les a au contraire remis debout et rapprochés les uns des autres. Le navire est menacé, et, de même que dans la tempête le grondement de l'océan étouffe tout autre bruit, dans la tourmente actuelle tous les cris discordants se sont tus, et l'on n'entend plus qu'une voix : la grande voix de la conscience nationale. Elle ordonne à toutes les énergies d'aspirer au même but et à tous les cœurs de battre à l'unisson : elle le leur ordonne, non seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour demain. Ce sont ces aspirations, ces battements que nous voudrions noter dans les pages qui vont suivre.

La question sociale.

On a dit quelquefois qu'il n'y avait pas *une* question sociale, mais une série de problèmes sociaux qu'il convenait de séparer les uns des autres pour les résoudre successivement. Nous ne saurions partager cette manière de voir. Sans doute, ce n'est pas là une de ces questions que l'on puisse trancher en bloc et d'un seul coup, mais il ne faut pas isoler les uns des autres les termes du problème et, pour arriver à une solution satisfaisante, on doit les étudier avec des vues d'ensemble à la lumière d'un principe commun.

Pour nous, la question sociale peut se ramener à une idée unique : la répartition équitable des avantages et des charges de la société entre ses membres. Si cette notion est exacte, on voit qu'elle déborde l'ancienne devise : Liberté, Egalité, Fraternité, en y ajoutant un élément supérieur : l'idée de justice. La réalisation de cette idée, qui suppose un pouvoir répartiteur

puissant, impartial et éclairé, n'est pas forcément lié à telle ou telle forme du gouvernement, mais il faut reconnaître qu'elle puise une grande force et de particulières facilités dans la forme démocratique. Là où le peuple, c'est-à-dire le plus grand nombre commande en maître, il semble qu'aucun obstacle ne puisse entraver la mise en œuvre d'un programme qui a précisément pour but l'amélioration du sort du plus grand nombre. Mais de ce que le peuple n'a pas d'autorité positive au-dessus de lui, il ne s'ensuit pas que son pouvoir soit absolu, car il peut se heurter à des lois naturelles et à des forces économiques qui résistent à sa force et paralysent ses lois. Non! malgré sa souveraineté nominale, le législateur issu du suffrage universel ne peut pas distribuer à son gré la fortune, pas plus que la santé et le bonheur. Il faut en prendre son parti, les bonnes réformes sociales, les réformes durables ne peuvent résulter que de la collaboration des lois et des mœurs : quand des lois interviennent d'une façon brutale et maladroite dans l'organisme social, elles risquent de fausser les rouages et d'arrêter le mouvement. On pourrait écrire un volume et

des plus suggestifs sous ce titre : « les lois mortes », où l'on verrait, ensevelies pêle-mêle, dans la même poussière, les plus creuses rêveries, les utopies les plus fausses et parfois les idées les plus justes et les plus généreuses : il leur a manqué pour vivre simplement ceci : le consentement de ceux pour qui elles avaient été conçues.

Or, ce qu'il y a de caractéristique et de consolant dans la crise actuelle, c'est qu'elle a étouffé les mauvais sentiments qui, soit en haut, soit en bas de l'échelle sociale, se rebellent contre l'idée de justice et opposent un obstacle insurmontable aux meilleures réformes. Ces sentiments, nous ne les connaissons que trop : c'est, en haut, l'égoïsme et l'indifférence ; en bas, la haine et l'envie. Inutile d'insister, n'est-ce pas ? ces quatre mots résument bien et expliquent l'histoire des luttes stériles et des convulsions des peuples à la poursuite de l'idéal de justice. Eh bien ! à la minute où nous vivons, minute peut-être unique dans nos annales, nous voyons abdiquer les égoïsmes les plus endurcis et désarmer les haines les plus tenaces et, par là même, disparaît le plus gros obstacle au progrès social. Qui donc ose-

rait parler aujourd'hui de guerre de classes? Ces mots ne nous révoltent même plus, car ils n'ont plus de sens à l'heure où le riche et le pauvre, fraternellement unis, soumis aux mêmes privations et aux mêmes dangers, luttent contre l'ennemi qui attire toutes leurs colères et absorbe toutes leurs facultés de haïr. Les chefs du socialisme français doivent reconnaître l'erreur qu'ils ont commise en cherchant leur point d'appui à l'étranger : ils sentent qu'à tout jamais les liens qui les unissaient à ces faux frères du dehors sont brisés, et ils s'en consolent sans doute en songeant qu'il sera plus naturel et plus facile de s'entendre avec leurs frères de France, avec ces frères qu'ils considéraient comme ennemis, parce qu'ils les jugeaient mal et qui, peut-être, ne se connaissaient pas bien eux-mêmes. Voyez ces riches qui, hier encore, accueillaient avec une méfiance chagrine toute réforme pouvant menacer, même légèrement, leurs intérêts ; quel changement dans leurs préoccupations! quelle révolution dans leur mentalité! Beaucoup, qui ont passé ces dernières années à trembler en prévision de la moindre atteinte qui pourrait être portée à leurs revenus, ont

vu, sans une plainte, sinon sans un regret, sombrer une partie de leur capital ; ils ont assisté impassibles à la ruine de leurs usines, au bombardement et à l'incendie de leurs maisons et, dans un cataclysme qui menace d'engloutir leur fortune, ils se sont noblement détachés de cette fortune si précaire pour placer plus haut leur idéal, le but et l'honneur de leur vie. A quelque milieu qu'elle appartienne, commerce, industrie, banque, agriculture, toute richesse acquise a subi, par le fait de la guerre, une profonde atteinte ; ce qui peut en rester, dépouillé de l'appui des lois, menacé par des règlements restrictifs, rogné par le *moratorium*, n'est point pour exciter l'envie. L'argent est détrôné : beaucoup n'en ont plus et, parmi ceux qui en possèdent encore, les uns le donnent, les autres le cachent, mais nul ne l'étale et personne n'en est plus fier. Dans ce brusque nivellement qui a opéré en quelques mois de tels changements, et qui a transformé la société française, le sentiment qui domine, c'est un besoin général d'union, un souffle ardent et profond de solidarité. Le mot est tellement *adéquat* à la situation qu'il semble avoir été fait pour elle. En

somme, de la mise en commun des anxiétés, des espoirs, des énergies, des sacrifices, se dégage une unité admirable, telle qu'aucun peuple n'en a jamais connue et qui est comme le rayonnement de l'âme de la France ! C'est là ce qui nous donne une confiance absolue dans l'issue de la lutte, et c'est là aussi ce qui restera comme un précieux prolongement de la victoire. Car on profitera de ce merveilleux élan national pour résoudre les problèmes sociaux dans un esprit de sincère justice et de généreuse fraternité.

L'œuvre est déjà assez avancée, et l'ensemble des lois sociales élaborées sous la troisième République forme un monument d'une assez vaste structure, mais qui est loin d'être parfait :

Lois de *liberté* et d'émancipation des travailleurs, notamment la loi sur les syndicats, étayée sur les lois qui ont libéré les associations et les réunions publiques;

Lois de *protection* réglementant les conditions du travail, assurant l'hygiène des ateliers, prenant des mesures spéciales pour ménager les forces des femmes et des enfants;

Lois d'*assistance* aux malades, aux vieillards,

aux femmes en couches, aux familles nombreuses, comprenant dans un immense réseau de secours toutes les formes de la misère humaine ;

Lois de *prévoyance*, spécialement les lois sur les caisses des ouvriers mineurs, les pensions des employés de chemins de fer et la grande loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières.

L'intervention de l'État s'est affirmée dans toutes ces lois d'une façon très nette et parfois imprudente : plusieurs d'entre elles ont donné lieu à des abus qui ont été justement signalés et à des difficultés d'application qui sont loin d'être résolues ; il semble donc qu'avant d'élaborer des lois nouvelles dans le même sens, il serait sage de se préoccuper d'abord d'améliorer et d'appliquer les lois déjà votées, en tenant compte des leçons de l'expérience.

Nous apercevons néanmoins trois ordres de mesures législatives urgentes, et qui seraient vraiment des lois de salut social :

La première consisterait à maintenir purement et simplement et à rendre définitives les prohibitions par lesquelles le gouvernement a cherché à enrayer les progrès de l'alcoolisme.

Une telle loi équivaudrait au gain d'une bataille, car ce fléau prive annuellement la France d'un contingent d'hommes valides supérieur à un corps d'armée. Nous espérons que les représentants du pays, qui n'avaient pas eu le courage nécessaire pour voter cette loi, n'auront pas la faiblesse de revenir sur des décisions inspirées par le souci des intérêts vitaux de la nation. Ce ne serait pas la peine d'arracher celle ci aux ennemis du dehors, si on la laissait procéder elle-même à son suicide physique, intellectuel et moral.

La deuxième réforme, dont M. Millerand a pris l'initiative et dont il reste l'apôtre convaincu, donnerait aux syndicats ouvriers la plénitude de la capacité civile. Non seulement cette mesure augmenterait la force et les moyens d'action des syndicats, mais elle pourrait avoir une influence des plus heureuses sur leur orientation et contribuerait à les soustraire aux suggestions révolutionnaires. Si les syndicats devenaient des capitalistes, ils sentiraient probablement fléchir leur prévention contre la richesse acquise : ce capital serait pour eux le commencement non seulement de la fortune, mais aussi de la sagesse, et les pa-

trons avisés ne devraient pas hésiter, dans leur propre intérêt, à se faire les premiers bailleurs de fonds des caisses syndicales.

Une troisième loi non moins importante, préparée depuis plus de dix ans par le Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, aurait pour but de permettre à ces bienfaisantes institutions d'étendre leur action et de remplir complètement leur mission économique et sociale. Il ne s'agirait pas d'ailleurs d'une loi nouvelle, mais d'une mise au point de la loi du 1er avril 1898, qui est, comme on le sait, la charte actuelle de la mutualité. Les propagateurs les plus zélés du mouvement mutualiste ont souvent constaté avec un vif regret toutes les difficultés qui s'opposent à ce qu'ils pénètrent dans les milieux ouvriers les plus humbles, précisément ceux où leur intervention serait le plus utile. Mêler l'effort mutualiste à l'action syndicale, comme l'avait d'ailleurs prévu la loi de 1884, ce serait faire faire un pas immense à la question sociale. Il appartient aux pouvoirs publics de favoriser un résultat si désirable, et, pour cela, ils auraient à envisager les mesures suivantes :

Procéder tout d'abord à la mise au point

dont nous parlions plus haut de la loi sur les sociétés de secours mutuels et la débarrasser des quelques dispositions contre lesquelles les mutualités sont unanimes à protester; faire à la mutualité une part plus large dans l'application des lois de prévoyance où elle peut être un auxiliaire si utile, augmenter sa participation à l'exécution de la loi des retraites ouvrières, la choisir nettement comme l'instrument de la retraite-invalidité; enfin, se montrer plus large dans l'allocation des subventions, qui sont aujourd'hui si parcimonieusement mesurées aux sociétés de secours mutuels. Si l'on veut bien réfléchir, on constate que l'argent donné par le Trésor à la mutualité est une simple avance, un placement de père de famille, car toute extension des sociétés de secours mutuels allège d'autant les charges de l'Assistance publique, et il est à la fois plus normal, plus juste et plus économique d'encourager la prévoyance que d'avoir à secourir la misère.

Nous croyons en somme que, pour la solution du problème social, il faut compter avant tout sur le développement des associations libres soutenues par l'aide généreuse de l'État et que, sans renoncer pour toujours à de nou-

velles améliorations légales en faveur des travailleurs, on devrait faire confiance aux initiatives privées dont l'action a déjà été si féconde et dont on peut encore beaucoup attendre. Enfin on ne saurait se lasser de répéter — surtout à un moment où l'on a quelques chances d'être entendu — que le problème n'est pas unilatéral et que sa solution exige l'entente entre le capital et le travail. A ceux qui pourraient en douter encore, la crise actuelle démontre que l'appauvrissement des riches ne fait pas l'enrichissement des pauvres. Le dernier mot de la sagesse pratique, en matière sociale, est donc le vieil axiome de « l'harmonie des intérêts » et l'un des éléments essentiels du progrès démocratique, c'est la prospérité économique et financière.

Jetons maintenant les yeux de ce côté, et voyons quelle sera, à cet égard, après la guerre, la situation du pays.

La situation économique et financière.

Deux facteurs inégalement importants, tristes legs tous les deux de nos revers, ont affecté assez sérieusement les finances et la prospérité de la France, depuis 1870. L'indemnité de guerre de cinq milliards, quoiqu'elle ait été facilement payée, a laissé derrière elle le poids mort de l'accroissement des arrérages de la dette ; le régime de faveur résultant pour l'Allemagne du traité de Francfort a lourdement pesé depuis un demi-siècle sur notre régime douanier et gêné la liberté de nos négociations avec les autres États. Espérons qu'après le traité... de Bruxelles, voulez-vous? — la situation sera renversée à notre profit. Nous reprendrons nos cinq milliards, avec les intérêts composés, et, profitant de notre liberté économique heureusement reconquise, nous essaierons de rétablir notre ancienne supériorité industrielle et commerciale.

Sur ce point, avouons qu'il y a beaucoup à faire.

Les amis de l'Allemagne — nous en étions aussi infestés que de ses espions — ont mené ces dernières années une campagne des plus actives pour que personne n'ignorât sa suprématie dans le domaine économique. Quel concert de louanges en l'honneur du puissant, du riche, du méthodique, de l'incomparable Empire! On y insistait trop pour qu'il y eût là simplement l'énoncé d'un fait; il y avait aussi une tactique. Les germanophiles faisaient complaisamment ressortir les chances de gain que de tels atouts mettaient dans le jeu de l'Allemagne en cas de conflit armé. L'inéluctable conclusion était la nécessité de s'entendre avec un voisin si bien outillé et si redoutable, de s'entendre à tout prix..., même au prix de l'abandon de nos droits les plus sacrés et de nos plus chères espérances. L'honneur de notre génération a été de résister à ces honteuses suggestions, estimant qu'il y a une chose pire que la douleur de la défaite, c'est la lâcheté de la résignation.

Il faut pourtant reconnaître que, dans ces éloges hyperboliques décernés à nos ennemis,

il y avait une part de vérité. Pendant quarante ans, ce peuple rapace, ce parvenu de la fortune, aiguillonné par un orgueil fanatique, a accumulé, en même temps que les plus redoutables instruments de mort, tous les instruments de la vie industrielle et commerciale. Des milliers d'usines, d'ateliers, de fabriques sont sortis de terre ; d'innombrables voies ferrées ont sillonné le vaste empire ; des centaines de vaisseaux ont promené le pavillon allemand sur toutes les mers. De cet outillage formidable, de cet immense effort, a surgi, lourd et imposant comme la *Germania* elle-même, le colosse industriel dont on peut mesurer la grandeur par un chiffre : 24 milliards d'exportation. Quelques-uns disaient bien qu'à côté de cette prospérité apparente on pouvait noter des signes inquiétants : tous les bénéfices étaient au fur et à mesure engagés dans des affaires nouvelles, et les réserves ne paraissaient guère proportionnées à l'importance des capitaux risqués dans des entreprises aléatoires. Il y a peu de temps, une crise générale, qui ne fut liquidée qu'avec de grosses pertes, avait suscité de vives inquiétudes et fait entendre un premier son d'alarme. Cette masse reposait-elle

sur une plate-forme vraiment inébranlable ? Le colosse n'avait-il pas des pieds d'argile ? Mais on répondait que l'industrie allemande avait comme sauvegarde la solide armature de sa puissance militaire : si de nouvelles crises venaient à surgir, on aurait un moyen infaillible de les résoudre : la victoire !

Voyons ce qui en est aujourd'hui. En quelques semaines, plus de quatre cents bâtiments allemands ont été capturés ; l'Allemagne a perdu ses colonies et les points d'appui de sa flotte ; la maîtrise de la mer appartient sans conteste aux Alliés : les routes de l'Océan conduisant les matières premières en Allemagne et en ramenant les produits fabriqués sont barrées : le commerce extérieur allemand est d'ores et déjà frappé de mort. Bientôt ce seront de nouveaux désastres et de nouvelles ruines. Sur mer, le blocus se resserrera de plus en plus ; sur terre les usines de Silésie payeront — compensation bien insuffisante — pour Reims et pour Louvain. Il faut que l'Allemagne soit non seulement battue sur terre, dans l'air et sur mer, par nos canons, nos aéroplanes et nos vaisseaux, mais aussi battue et dépossédée par nos industriels et nos commerçants sur le

champ de bataille économique. C'est là une heure décisive dont les intéressés doivent profiter sans perdre de temps : il faut qu'ils s'installent et se préparent pour chasser les Austro-Allemands des marchés du monde. En pareille occurrence, on peut compter sur l'intelligence et l'esprit d'initiative de nos compatriotes ; mais, pour réussir, ils ont besoin d'un levier indispensable : l'argent. Or on sait quelle disette d'argent a été produite par le régime dit du *Moratorium*. Cet expédient a peut-être été nécessaire au début pour prévenir une crise plus redoutable ; mais les mesures prises ont dépassé le but et, en tout cas, elles ne sauraient être prolongées sans de graves dangers pour l'activité et la prospérité nationales. Certains financiers, heureux d'échapper aux conséquences de leurs imprudentes spéculations, s'en accommodent aisément : il y a même des commerçants et des industriels qui les supportent sans trop de peine : leurs usines, leurs ateliers sont fermés, ils vivent sur leurs réserves, n'ayant à payer pour le moment, ni leurs ouvriers, ni leurs loyers, ni leurs échéances. Mais ceux qui voudraient contribuer à la reprise des affaires, ceux qui cher-

chent à remédier au chômage en restaurant le travail, sont cruellement embarrassés. Il ne leur est même pas possible de continuer leur industrie ou leur commerce ordinaires, faute de capitaux, comment pourraient-ils augmenter leur production, tenter d'autres entreprises, créer de nouveaux débouchés? Il y a là une question extrêmement grave et ces considérations pèseront sans doute dans la balance du gouvernement, quand il aura à examiner de nouveau ce problème.

Après la situation économique, si nous examinons la situation financière de demain, nous ne pouvons pas évidemment prendre pour base le programme classique : ni impôts nouveaux, ni emprunt. Même en escomptant une forte indemnité de guerre, il sera difficile d'équilibrer nos recettes et nos dépenses sans recourir à la fois à l'emprunt et à l'impôt. Jusqu'à présent, grâce à l'admirable trésor de guerre constitué par l'encaisse de la Banque de France, l'État a pu faire face aux nécessités de la défense nationale qui, en quelques mois, ont majoré de plusieurs milliards les dépenses prévues au budget de 1914 : ce merveilleux résultat témoigne

de la souplesse et de la résistance de nos rouages financiers. Le succès de l'émission des bons du Trésor, qui ont atteint rapidement près de trois milliards, est aussi un symptôme rassurant pour la réussite du futur emprunt. Il serait prématuré de chercher à en prévoir, dès aujourd'hui, les modalités et les conditions, mais nous envisageons, sur ce point, l'avenir avec confiance. Nous pouvons compter, en effet, non seulement sur la participation de nos nationaux dont l'épargne secouera joyeusement ce jour-là la poussière des bas de laine, mais aussi sur le généreux concours de nos alliés. Depuis le début de la guerre, les contingents britanniques ne cessent de nous arriver ponctuellement; pour la bataille financière, nous attendons « la cavalerie de Saint-Georges ».

A côté de la question de l'emprunt se posera immédiatement celle des impôts : impôts à supprimer, à transformer, à créer. Le ministère des Finances, qui a le sentiment des réalités, ne choisira pas cette occasion pour se livrer à des expériences fiscales. Nous supposons qu'avant de supprimer des impôts qui ont fait leurs preuves, il s'assurera du rendement de ceux que l'on voudrait y substituer. Dans le

choix à faire entre les différentes taxations, il écartera les considérations d'ordre purement théorique et ne laissera pas mêler imprudemment la question financière à la question sociale. Si le législateur n'a pas le pouvoir de corriger les inégalités naturelles : il n'a pas davantage — cette affirmation surprendra peut-être — le pouvoir de faire payer l'impôt par qui il veut. Nous entendons bien qu'en établissant une taxe, il peut désigner le redevable auquel s'adressera le fisc, mais comment empêcher celui qui fait ainsi l'avance de l'impôt de le rejeter sur son voisin? En matière d'*incidence* des contributions, ce n'est pas la loi du Palais-Bourbon qui est souveraine, c'est la loi de l'offre et de la demande. De telle sorte qu'on aura beau baptiser un impôt nouveau : taxe sur les riches, rien ne démontre que ce ne seront pas les pauvres qui en supporteront définitivement le poids. C'est ce qui s'est passé quand on a voulu augmenter l'impôt des propriétés bâties, qui est retombé sur les petits locataires.

Un autre préjugé dont le législateur devra se débarrasser, quand on procédera à la revision de notre système fiscal, c'est l'ostracisme absolu décrété en bloc contre les contributions indi-

rectes. Que l'on médite l'exemple des octrois qui, après avoir été supprimés dans certaines villes, ont été presque partout rétablis par les mêmes municipalités, avec de fortes majorations pour combler les vides causés par leur suppression. Qui peut répondre qu'en 1915 la rentrée des impôts directs se fera facilement et normalement ? N'ayons donc point de parti pris et soyons prêts à accepter sans murmurer tout impôt qui sera modéré, productif et facile à percevoir.

Enfin, nous espérons bien ne plus entendre parler, à la veille d'un emprunt important, de l'impôt sur la rente : ici, quoi qu'on fasse, l'incidence est fatale. Celui qui en définitive supportera l'impôt, ce n'est pas le rentier, c'est le crédit public, c'est l'État auquel les prêteurs feront durement sentir leur mécontentement et leur méfiance.

Ceci dit pour les recettes publiques, on peut se préoccuper aussi des dépenses et chercher à les réduire au moyen de réformes d'ordre administratif.

La réforme administrative.

Le point de vue des économies n'est pas précisément celui où s'est placé le plus souvent le législateur de ces dernières années pour régler l'organisation administrative du pays. La raison en est bien simple, c'est que la plupart des réformes ont été inspirées par les fonctionnaires et faites surtout dans leur intérêt. On ne peut nier que pendant longtemps la situation des agents de l'Etat, surtout celle des petits et des plus nombreux, a été à la fois précaire et misérable. Précaire, car dans bien des cas leur nomination, leur avancement, leur révocation n'étaient soumis à aucune règle, ce qui les livrait sans défense à l'arbitraire de leurs chefs ou plutôt, ce qui était pire, des influences qui pesaient sur leurs chefs ; misérable, car les employés de l'État, tenus à un certain décorum, étaient les plus mal rétribués de tous les travailleurs. Leurs revendications étaient donc justes en principe et elles ont fini par être

entendues. On a réglementé leur entrée et leur avancement dans les cadres et on a augmenté assez sensiblement leurs émoluments en même temps qu'on leur donnait des garanties contre les abus de pouvoir dont ils seraient victimes. Les fonctionnaires ont d'ailleurs usé énergiquement des armes qu'on leur mettait entre les mains, et de nombreux recours au Conseil d'État ont souvent abouti à la réformation des actes qui avaient lésé leurs droits. Dans cette campagne ardemment menée, ils ne se sont pas toujours montrés eux-mêmes très scrupuleux sur la légalité des moyens qu'ils employaient; c'est ainsi qu'ils se sont irrégulièrement servis des dispositions de la loi du 21 mars 1884 qui n'avait certes pas été faite pour présider aux rapports entre l'État et ses agents : allant jusqu'au bout de leur soi-disant droit syndical, quelques-uns n'ont pas hésité à s'affilier à la Confédération générale du travail. Cette alliance entre l'administration et l'anarchie prêtait à rire au public, mais elle ne pouvait être du goût du Gouvernement, qui voyait ainsi violer la loi par ceux-là mêmes qui ont pour mission de la faire respecter. Il fallait donc sévir, et on a sévi... de temps à autre; mais,

en réprimant les abus, on s'est préoccupé de donner satisfaction à ce qu'il pouvait y avoir de juste dans ces aspirations vers le syndicalisme. Un projet de loi sur le statut des fonctionnaires élaboré avec soin va prochainement régler la situation en définissant exactement leurs droits et leurs devoirs : on ne peut regretter qu'une chose, c'est que l'on n'ait pas adopté plus tôt le projet préparé en 1907 par le ministère Clemenceau, qui aurait coupé court aux désordres dont l'Administration n'a eu que trop à souffrir pendant ces dernières années.

Quoi qu'il en soit, le statut va donner satisfaction aux fonctionnaires. Il y a, en face, le point de vue des contribuables, qui n'est évidemment pas le même, mais qui n'est pas inconciliable avec lui. Ce qui frappe les contribuables conscients..., et il y en a, c'est que notre immense et lourde machine administrative, plus que centenaire, est à la fois trop compliquée et trop coûteuse et qu'à un pays transformé par tous les progrès modernes, il est temps d'adapter un organisme administratif plus neuf, plus simple, et moins dispendieux. La division de la France en départements, en arrondissements et en communes remonte, on

le sait, à 1789 : toute l'administration française a été organisée en l'an VIII sur cette base territoriale, et, depuis, on n'y a guère touché que pour créer des emplois nouveaux. Jamais on ne persuadera à un homme sensé, dégagé de tout intérêt personnel et isolé des sophismes politiques, que, dans un pays qui a des chemins de fer, des télégraphes et des téléphones, il est nécessaire, pour la même étendue de territoire, d'entretenir le même nombre de fonctionnaires qu'à l'époque où l'on voyageait en diligence et où une lettre — seul mode de correspondance connu — mettait huit jours pour aller de Calais à Marseille. Or, tous les fonctionnaires en surnombre sont une double ruine pour le pays, puisque, d'une part, il faut les payer et que, d'autre part, ce sont des cerveaux et des bras enlevés à l'agriculture, au commerce, à l'industrie.

Ces considérations sont trop évidentes pour ne pas avoir frappé souvent les hommes d'État ; mais, quand on a voulu réaliser la réforme, on s'est toujours brisé contre la coalition des intéressés et des influences de clocher. Il s'est rencontré pourtant un président du Conseil qui, il y a une vingtaine d'années, eut le cou-

rage de constituer une Commission dite de décentralisation, avec mission de rechercher les simplifications et les économies que pouvait comporter notre organisation administrative. Parmi les membres de la Commission, il y en eut une dizaine qui eurent la fantaisie de travailler sérieusement. Au bout d'un an, ils avaient élaboré un plan de réformes hardies et pratiques qui eût abouti assez rapidement à de réelles économies. Les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de réaliser les vœux de la Commission : celle-ci est depuis longtemps dissoute, mais son œuvre subsiste encore; si quelqu'un de nos lecteurs était curieux de consulter ces projets et documents, nous pouvons lui indiquer la retraite où ils ont été confinés, loin des yeux du public : par une sorte d'ironie, le Gouvernement a décidé que les archives de la Commission de décentralisation seraient versées au Conseil d'État, et les sceptiques n'ont pas manqué de rappeler que le Conseil d'État passe pour être la « forteresse de la centralisation », le mot est d'un décentralisateur fameux, M. Raudot. Nous pouvons affirmer pourtant que, parmi les membres du Conseil, il s'en trouverait plus d'un pour défendre un

plan de réformes qui allégerait les charges de l'État, tout en rajeunissant et en fortifiant l'administration française. Le moment ne va-t-il pas être opportun? En 1915, il est probable qu'on modifiera profondément la carte d'Europe : excellente occasion pour refondre la carte de France. Malheureusement, on risque de se heurter à l'obstacle signalé plus haut, à cet esprit de clocher qui est bien, lui, la forteresse de toutes les routines et de tous les abus. Mais il ne faut pas désespérer d'en venir à bout.

Veut-on ici nous permettre une brève et discrète incursion sur le terrain politique? Tout le monde aujourd'hui, sous la pression des événements, reconnaît qu'il y a des moments où le salut du pays exige la prédominance de l'intérêt général sur toutes les coteries locales. Avec un léger effort de bon sens et de désintéressement, on arrivera à admettre que ce point de vue, qu'on accepte comme exceptionnel et temporaire, doit survivre à la crise qui en a démontré l'existence.

Il y a des vérités qu'on aperçoit très nettement en temps de guerre, mais qui sont des vérités de tous les temps. Voilà ce qu'on se

dira demain. De là à rechercher un mode de scrutin qui ne permette plus aux intérêts locaux de se liguer contre l'intérêt général, il n'y a qu'un pas, et on le franchira. Peut-être même, une fois aiguillé dans cette voie, reconnaîtra-t-on que, dans un régime démocratique, autant et plus que dans tout autre, il faut maintenir le principe de la séparation des pouvoirs. Or ce principe suppose que le pouvoir exécutif doit être, sinon indépendant, au moins distinct du pouvoir parlementaire. Dans une machine bien réglée, il faut un moteur et un frein : le frein, c'est le pouvoir parlementaire; le moteur, c'est le Gouvernement. Personne n'oserait affirmer que cette règle de bon sens ait toujours été observée avant la guerre, et l'immixtion du Parlement dans les attributions essentielles du Gouvernement a souvent été une cause d'erreurs, de désordres, de fautes dont nous portons encore aujourd'hui le poids. Depuis la guerre on ne s'est pas trop mal trouvé d'avoir laissé une grande liberté d'allure et d'action à ceux qui ont la responsabilité du pouvoir et qui exercent, grâce à l'état de siège, une sorte de dictature. Après la paix, chacun reprendra sa place : on restituera aux citoyens

leurs libertés et au parlement son autorité légitime. Souhaitons qu'on réserve aussi la part légitime du Gouvernement, pour qu'il puisse prendre la direction des affaires du pays et réaliser les réformes nécessaires. Ainsi la République sortirait grandie et fortifiée d'une crise qui aurait été pour la nation et pour elle-même une crise de croissance.

Nous voudrions maintenant dire un mot d'une question qui n'est pas à proprement parler politique, quoiqu'elle ait été le pivot de certaines politiques — au grand détriment du pays — la question religieuse.

La question religieuse.

Mais, dira-t-on, il n'y a plus de question religieuse en France. Tous les problèmes qui s'y rapportaient ont été définitivement réglés par la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.

C'est là, à notre sens, une conception un peu simple d'une question très complexe et cet optimisme confiant ne résiste pas à l'examen.

La loi de 1905 est si peu intangible qu'on y a déjà touché à plusieurs reprises : non pas sur des articles de détail, mais sur des points essentiels, tels que la jouissance des églises et le droit pour les communes de contribuer à leur entretien; d'autre part, les dérogations apportées au texte primitif par les lois de 1907 et 1908 se sont accentuées dans les décrets appliquant la loi à l'Algérie et aux Colonies, qui ont admis que l'État pourrait allouer des traitements aux

ministres du culte. La séparation est définitive, dit-on : nous ne sommes même pas convaincus qu'elle soit complète. Quand le divorce a été prononcé entre deux époux pour incompatibilité d'humeur, ils ne continuent pas d'ordinaire à habiter ensemble : la séparation légalement prononcée devient effective; chacun va de son côté et tout danger de nouveaux conflits est ainsi évité.

Peut-il en être de même en ce qui concerne l'Église catholique et l'État français? Est-ce qu'ils ne continuent pas à vivre côte à côte dans chaque localité où la paroisse subsiste auprès de la commune, l'Église auprès de la mairie? Est-ce que le pouvoir civil et le pouvoir religieux ne restent pas face à face, ne fût-ce que dans la conscience de chaque citoyen soumis à la fois aux lois de l'État et aux lois de son Église, et ne faut-il pas trouver un instrument d'entente — le mot de Concordat importe peu — entre ces deux pouvoirs rivaux également indestructibles? Car personne ne peut envisager sérieusement la solution radicale qui mettait fin à tout conflit : suppression de la religion, ou instauration d'un régime théocratique.

Dans la question des églises, l'inconvénient de l'absence d'un régime légal, accepté de part et d'autre, éclate d'une façon singulière. Nous ne voulons pas rechercher si les catholiques ont bien fait de ne pas accepter la solution des associations cultuelles, qui auraient eu les bénéfices et la charge des lieux du culte. La condamnation prononcée à cet égard par la Cour de Rome a peut-être été le résultat d'un malentendu, car on pouvait très bien constituer ces associations préposées au service temporel du culte sans porter atteinte à la hiérarchie catholique, seule dépositaire de l'autorité religieuse, hiérarchie formellement reconnue par l'article 4 de la loi de 1905, hiérarchie sauvegardée depuis dix ans par une jurisprudence très ferme du Conseil d'État. Mais rien ne sert de revenir sur le passé, cherchons plutôt les moyens pratiques de remédier à la situation. Le problème ne se pose, à la vérité, ni pour les églises qui sont la propriété de l'État, ni pour celles qui sont classées comme monuments historiques, ni pour celles qui appartiennent à des sociétés ou à des particuliers. L'entretien des deux premières catégories est assuré par le budget des Beaux-Arts ; les dernières ont des ressources

que leur procurent leurs fondateurs. Restent les églises, non classées, qui appartiennent aux communes. Il semble, à première vue, que l'entretien étant une charge normale de la propriété, ce sont les communes qui devraient y pourvoir et y être contraintes au besoin par la voie de l'inscription d'office. A notre sens, cette solution ne serait ni juste ni habile : ni juste, puisque les communes n'ont pas la jouissance des édifices dont il s'agit, sur lesquels elles n'ont qu'un droit nominal de propriété ; ni habile, car on arriverait ainsi à exaspérer contre la religion des populations dont la majorité ne lui est déjà point très favorable, puisqu'elle lui refuse tout subside. Mais ce que l'État ne peut imposer aux communes, rien ne l'empêche de se l'imposer à lui-même en vue de conserver ces modestes lieux de culte auxquels se rattachent tant de souvenirs et qui font partie intégrante de notre sol et de notre histoire. Une combinaison qui a été envisagée et qui, nous l'espérons bien, sera prochainement adoptée, consisterait à créer une caisse spéciale pour les monuments religieux non classés et à lui fournir une première dotation, cette caisse devant être alimentée dans la suite par la géné-

rosité des fidèles. D'autre part, rien n'empêcherait d'organiser, sous l'empire de droit commun (loi du 1er juillet 1901), des associations placées sous le patronage des évêques : déjà des groupements se sont constitués pour les œuvres de charité, d'enseignement, de mutualité, de sport même, et leur fonctionnement a été favorisé par l'autorité ecclésiastique. Pourquoi mettrait-elle obstacle à la création d'associations spécialement chargées de l'entretien des églises, et pourquoi le gouvernement n'autoriserait-il pas ces associations à recevoir des dons et des legs en vue de pourvoir aux charges qui leur incomberaient ? Il y a là, sans même toucher à la loi de séparation, un moyen simple et pratique de résoudre la question des églises par un accord où chacun trouverait son compte.

Une autre question fort intéressante a été résolue sans aucune modification de la loi organique ; il s'agit des manifestations extérieures du culte. En l'absence de toute législation concordataire, ces manifestations sont évidemment soumises aux pouvoirs de police de l'autorité municipale ; mais il faut concilier ces pouvoirs avec la liberté de conscience et la liberté des cultes proclamées par l'article 1er de la loi de

1905. Faute de textes précis, le Conseil d'État s'est appuyé sur la tradition et les usages locaux pour annuler notamment certains arrêtés qui interdisaient les emblèmes religieux et la présence du clergé dans les cérémonies funèbres. Il est assez intéressant de voir le droit coutumier suppléer, dans des questions aussi délicates, à l'absence de tout droit écrit. Les principes posés dans l'arrêt de Sens ont servi de base à une série de décisions réprimant les abus de pouvoir de certains maires qui paraissaient avoir plutôt le souci de brimer leurs concitoyens que de protéger l'ordre public : c'est ainsi que la sortie des sociétés de musique, la liberté des cortèges, l'usage des sonneries, le port du viatique, ont donné lieu à des arrêts qui, en maintenant le pouvoir de police des magistrats municipaux, leur interdisent tout acte de ridicule persécution.

La question des Congrégations soulève des problèmes très épineux, et ce n'est pas ici le lieu d'examiner dans quelle mesure on pourrait remanier le titre III de la loi de 1901. Ce qui touche aux congrégations a, de tout temps, donné lieu à de vives controverses, et le moment n'est pas opportun pour engager des po-

lémiques qui risqueraient de rallumer des passions actuellement éteintes. Mais en tablant sur le maintien des lois en vigueur, on pourrait chercher à en rendre l'application moins rigoureuse, ne fût-ce que par égard pour l'admirable dévouement et l'ardent patriotisme dont tant de congréganistes donnent à leur pays des preuves journalières. On sait qu'après 1901 plusieurs milliers de demandes ont été faites par les congrégations reconnues pour régulariser la situation de leurs établissements non encore autorisés. Ces demandes, ajournées en bloc pendant les années qui ont suivi la séparation, sont aujourd'hui l'objet d'un bienveillant examen, et, depuis quelque temps, le nombre des autorisations accordées s'est considérablement accru. Il paraît néanmoins difficile d'accorder la personnalité civile aux huit ou dix mille établissements actuellement en instance. La vraie solution consisterait à distinguer entre les établissements proprement dits, comportant un nombreux personnel, des ressources propres, une administration autonome et les petits groupements composés souvent de deux ou trois membres, n'ayant pas de dotation et employés comme de simples auxiliaires par les

établissements publics, les communes, les particuliers. Ces petits essaims ne sont vraiment pas des établissements dans le sens des lois de 1825 et de 1901, et l'on devrait revenir à une ancienne jurisprudence qui permettait aux congrégations régulièrement reconnues d'essaimer sans constituer des établissements proprement dits et de prêter, en vertu de contrats temporaires, leur personnel aux œuvres, aux médecins, aux malades, sans mettre en mouvement la solennelle procédure d'un décret en Conseil d'État. C'est cette interprétation qui, depuis le commencement de la guerre, a prévalu par la force des choses et sans susciter aucune objection, pour les hôpitaux, ambulances, asiles de convalescents où les congréganistes prodiguent leurs soins à nos soldats blessés. Là encore, les nécessités de la guerre ont fait éclore une tolérance et une largeur de vues qui survivront, nous en avons le ferme espoir, au rétablissement de la paix.

Ainsi toutes les données de cette étude convergent vers une conclusion commune : nous

sortirons de cette épreuve plus unis et meilleurs, et les questions qui, hier encore, nous divisaient profondément, seront résolues dans un esprit d'apaisement, de sagesse et de liberté.

En terminant, et après avoir essayé de sonder l'avenir, si nous jetons un regard en arrière, une impression domine toutes les autres pour les hommes qui ont fait la guerre de 1870 et qui assistent actuellement à celle de 1914. Toute leur existence a oscillé entre ces deux pôles : ils ont vécu pour réparer le passé, pour préparer l'avenir. Jusqu'à présent, nous pouvions douter si nous avions bien rempli notre tâche; mais aujourd'hui la démonstration est commencée et s'achève sous nos yeux éclairés par l'aube de la victoire. La jeunesse qui est au front se montre admirable d'énergie, de bravoure, d'endurance; elle a conservé toutes les vertus de la race et y a ajouté des qualités nouvelles; le monde émerveillé acclame ces jeunes héros dans le cœur desquels bouillonne le meilleur du vieux sang français. Notre génération croira avoir assez fait pour le pays si elle lui a légué, en partant, une génération valant mieux qu'elle-même. Dans la chaîne impéris-

sable que forme l'histoire de la patrie, notre propre chaînon avait été faussé et presque brisé : nous l'avons vaillamment ressoudé et nous y avons ajouté un nouvel anneau mieux trempé, plus résistant et plus fort.

PARIS. — IMPRIMERIE LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

N° 42

“Pages actuelles”
1914-1915



Comment les Allemands font l’Opinion

I

NOUVELLES DE GUERRE AFFICHÉES A BRUXELLES
:: DU 20 AOUT AU 15 NOVEMBRE 1914 ::

INTRODUCTION

PAR

L. DUMONT-WILDEN



BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE, PARIS

« *Pages Actuelles* »
1914-1915



Comment les Allemands font l'Opinion

Nouvelles de Guerre
Affichées à Bruxelles
du 20 Août au 15 Novembre 1914

INTRODUCTION

PAR

L. DUMONT-WILDEN

TOME PREMIER

PARIS
LIBRAIRIE BLOUD & GAY
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1915

MÊME COLLECTION

L'Occupation allemande à Bruxelles racontée par les documents allemands. *Avis et Proclamations affichés à Bruxelles.* 1 vol. Indroduction par L. Dumont-Wilden.

INTRODUCTION

Les Allemands, depuis le début de la campagne et même auparavant, au cours de la préparation diplomatique de l'agression, ont fait du mensonge une véritable machine de guerre aussi minutieusement agencée que leur armée ou leur intendance. Ils ne l'ont pas toujours maniée avec finesse, ils en ont abusé au point d'en affaiblir bientôt la puissance. Mais on n'en doit pas moins admirer la continuité de l'effort, et l'inflexible méthode qui y a présidé. Dans leur propre pays, chez leurs alliés, chez les neutres, même chez l'ennemi ils ont essayé non seulement d'aiguiller l'opinion dans le sens de leur politique, mais même de la fabriquer. Chez eux, on sait qu'ils ont pleinement réussi ; les bureaux de la Wilhelmstrasse et ceux du grand état-major ont fait croire aux peuples germaniques tout ce qu'ils ont voulu. Chez nous, tant en France qu'en Angleterre et en Belgique, ils ont complètement échoué parce qu'ils se sont heurtés à un sentiment trop fort, à cet instinct de conservation des peuples sains qui fait qu'aux heures de crise, ils voient toujours clair. Chez les neutres, chez certains neutres, ils ont bien failli réussir et peut-être eussent-ils réussi si l'orgueil et l'inquiétude ne leur avaient fait perdre la tête, s'ils s'étaient rendu compte que, pour

accepter comme le public allemand toutes les histoires de brigands, tous les contes absurdes que peut lui faire un bureaucrate galonné, il faut la longue habitude de la servilité. Mais il ne faudrait pas croire que cette propagande par le mensonge ait été uniformément maladroite ; elle a essayé de se plier à l'état d'esprit de ceux à qui elle s'adressait ; elle a employé des procédés différents en Amérique, en Suisse, en Italie, en Espagne, dans les Balkans. Elle a tout utilisé, depuis l'or avec lequel on achète les consciences jusqu'aux homélies hypocrites des pacifistes. Partout et toujours elle a été conduite avec une méthode qui semble avoir été puisée dans les laboratoires de psychologie, qui a toute la continuité des travaux que l'on poursuivait dans ces antres glacés du travail universitaire et collectif, mais à quoi manque comme à eux, la force féconde de la vie.

Rien ne montre mieux à la fois la valeur et les imperfections de cette méthode que les *Nouvelles de Guerre* qui ont été affichées à Bruxelles dès les premiers jours de l'occupation. Il s'agissait d'impressionner les Belges, de leur faire perdre leur confiance dans la justice de leur cause, dans leur gouvernement, dans leurs alliés : il s'agissait surtout de leur persuader que la puissance allemande était invincible, de les amener à se résigner à leur sort, et à perdre tout espoir de revanche et de réparation. Pour atteindre ce but, rien ne fut négligé. Dès que l'administration civile du maréchal von der Goltz eut été établie à Bruxelles, une nuée d'agents allemands s'abattit sur la ville : beaucoup d'entre eux qui l'avaient habitée avant la guerre, et l'avaient quittée bon gré mal gré au moment de la mobilisation, reparurent, quelques-uns en uniforme. Avec une tranquille inconscience, ils se présentèrent dans les familles où ils fréquentaient, faisant les bons apôtres, offrant leur protection, protestant de leur sympathie, niant avec fermeté les atrocités qu'on commençait à connaître. D'autre

part, comme les journaux bruxellois avaient cessé de paraître, et malgré l'invitation formelle du gouverneur, avaient réfusé de reparaître, on vit naître une quantité de petits journaux prétendûment belges et qui acceptaient la censure allemande, et où, à côté des communiqués allemands, on lut bientôt certains articles sournois, certaines nouvelles tendancieuses qui avaient manifestement pour objet de faire croire aux Belges qu'ils s'étaient inutilement sacrifiés pour la France et pour l'Angleterre et de leur faire accepter le fait accompli. Les portes se fermèrent devant le nez des agents allemands, on ne lut pas les journaux suspects. Mais à côté de ces moyens détournés, le gouvernement essaya d'impressionner plus directement l'opinion. Il savait bien que, dans une ville privée de nouvelles, on lirait bon gré mal gré ses affiches. C'est pourquoi il prit le parti de placarder sur les murs de Bruxelles un véritable journal de la guerre : c'est ce journal qu'on trouvera ci-après.

Nous avons réuni ici toutes les affiches concernant les nouvelles de guerre qui ont été imposées aux Bruxellois du 20 août 1914 au 25 janvier 1915, c'est-à-dire pendant la première partie de la guerre. On y verra, d'une part, le mécanisme de la méthode allemande pour « faire l'opinion », d'un autre côté, on pourra y suivre l'affaiblissement graduel de leur confiance dans la victoire.

Les premières nouvelles de guerre qu'on fit lire aux Bruxellois ne sont point précisément mensongères. C'est le moment de l'offensive allemande et de la marche triomphante sur Paris : *ils* n'ont rien à cacher. Tout au plus, peut-on leur reprocher d'exagérer leurs victoires, de grossir démesurément le nombre de leurs prisonniers et la valeur de leurs succès : ils accordent par exemple, une importance énorme à la prise de Longwy ou à celle du fort de Manonvillers. En ce qui concerne le front oriental, ils célèbrent avec éclat « l'écrasement des Russes en Prusse

orientale », cachent la défaite de Lemberg, et, selon la bonne formule, attribuent à des raisons stratégiques le recul des Autrichiens en Galicie. Mais c'est au moment de la bataille de la Marne que leurs communiqués deviennent intéressants.

Ce n'est que le 10 septembre qu'ils consentent à avouer, non la défaite mais la retraite.

« Les corps d'armée avancés au cours des poursuites sur et au delà de la Marne, ont été attaqués par des forces supérieures venant de Paris, entre Meaux et Montmirail dit le communiqué. Dans de grands combats, durant deux jours, ils ont arrêté l'ennemi, et ont fait eux-mêmes des progrès ; lorsque la marche en avant de nouvelles forces ennemies assez fortes fut annoncée, notre aile s'est repliée. L'ennemi n'a suivi nulle part. Jusqu'ici on annonce comme butin 50 canons et plusieurs milliers de prisonniers. Les corps d'armée combattant à l'ouest de Verdun se trouvent en progrès. »

C'est tout. Les jours suivants, les affiches polémiquent au sujet du cardinal Mercier qui rentre d'Italie, reproduisent une phrase détachée de la *Westminster Gazette* qui, présentée sans son contexte, peut paraître excuser les crimes de Louvain, dénombrent les prisonniers faits sur les Russes et les Anglais. Enfin, le 14, ils reviennent à la bataille de la Marne.

« Sur le théâtre de la guerre de l'Ouest, dit alors le gouvernement militaire allemand, ont eu lieu des opérations dont le détail ne peut pas encore être publié, mais qui ont conduit à une bataille qui est favorable pour nous. Toutes les nouvelles répandues à ce sujet par tous les moyens par l'ennemi et qui présentent la bataille comme défavorable pour nous, sont fausses. »

A partir de ce moment, sur le front ouest bien entendu, il n'est plus question que de « situation inchangée », « d'attaques repoussées », de « contre attaques qui réussissent ».

Le 17 septembre, on annonce que « dans la bataille entre l'Oise et la Meuse, la décision définitive n'est pas encore intervenue, mais que certains indices font connaître que la force de l'adversaire faiblit ». Le 18, la décision est intervenue à... Noyon, où les 13e et 14e corps d'armée auraient été battus. Cette « défaite », que nous avons toujours ignorée, fut sans lendemain. A partir de ce moment, les communiqués sont de moins en moins prolixes en ce qui concerne le front français. On annonce encore triomphalement la prise du camp des Romains, on fait prévoir la chute prochaine de Verdun, mais depuis ce moment, on ne parle plus d'attaquer : on repousse des attaques, « avec des pertes énormes pour les Français ».

Comme un officier allemand montrait triomphalement à un bruxellois un de ces communiqués où l'on voit « l'attaque française s'écrouler sous notre feu » : — Tiens, répondit le Belge, ce n'est donc plus vous qui attaquez ? — L'Allemand rougit, et s'embrouilla dans une théorie confuse de l'attaque et de la contre-attaque.

Pourtant, le 7 octobre, le Gouvernement militaire allemand de Belgique annonce triomphalement que « les tentatives réitérées des Français pour tourner l'aile droite allemande ont étendu le front de combat jusqu'au nord d'Arras et à l'ouest de Lille, et ils proclament le 12 « une grande victoire près d'Hazebrouck ». Mais c'est la chute d'Anvers qui va leur permettre d'entonner à nouveau leur vieux chant de triomphe. Ils commencent pourtant avec une certaine discrétion. Le communiqué du 11 octobre porte simplement : « La place d'Anvers, avec tous ses forts, sur les deux rives de l'Escaut, a capitulé sans condition aucune ». On dirait qu'ils veulent ménager les sentiments des Belges. Mais le 12, on reproduit des extraits de journaux hollandais et anglais qui paraissent critiquer la façon dont la place fut défendue et secourue. Le 14 et le 15, on dénombre le butin, et annonce la prise de Lille ; mais c'est le der-

nier triomphe allemand. Dans les affiches de Bruxelles, nulle trace du *Vorwaerts nacht Calais !* dont la presse allemande et la presse des pays neutres sont véritablement inondées ; on dirait que les Allemands de Bruxelles se méfient du sourire ironique des Bruxellois, qu'ils se rendent compte qu'on ne les croira pas. Ils se contentent d'annoncer de petits succès locaux en Flandre de vigoureuses contre-attaques et bientôt se résignent à attribuer l'arrêt des opérations à l'inclémence de la température et aux inondations de l'Yser. C'est la fin de la bataille des Flandres, leur second grand échec sur le front occidental. A partir de ce moment, ils sont réduits à la défensive. Aussi leurs communiqués deviennent-ils de moins en moins véridiques. *Le 30 octobre*, ils annoncent qu'un zeppelin a lancé des bombes avec succès sur Paris : il est vrai qu'ils attribuent cette information fantaisiste à un de leurs journaux. La *Gazette de Francfort*. C'est chez eux un procédé constant : le gouvernement allemand ne prend jamais à son compte un mensonge grossier, brutal ; il se contente de reproduire une fausse dépêche publiée par un des journaux à sa solde. Le procédé date de Bismarck, il est toujours employé.

C'est aussi a un journal qu'ils attribueront les informations sensationnelles sur la misère à Paris, où le manque de charbon se ferait cruellement sentir et où « même les gens aisés » n'arriveraient plus à se chauffer.

A partir du moment où les troupes s'immobilisent décidément dans les tranchées et cessent d'attaquer, leurs communiqués changent de caractère ils donnent une place de plus en plus importante à la polémique. En prenant des phrases détachées du *Temps*, du *Times*, du *Morning Post*, en découpant plus ou moins habilement dans les journaux neutres ils s'efforcent de créer l'impression que le découragement règne chez les alliés. Ils font un sort à la démarche de M. Clemenceau auprès de M. Viviani au sujet de la censure, comme si l'on pouvait voir là l'indice d'une prochaine

révolution parlementaire ; ils font dire au romancier flamand Cyrille Buysse, lequel a protesté, que la Belgique a été abandonnée par ses amis ; se livrent à de fines plaisanteries au sujet d'un ordre du jour du général Joffre saisi en décembre sur le corps d'un officier tué, annoncent que le gouvernement russe a fait arrêter non seulement tous les chefs socialistes mais même tous les membres radicaux de la douma ; bref c'est un véritable journal par affiche qu'ils offrent aux Bruxellois un journal qui ressemble beaucoup à ce *Tadeblag Zeitung* que publie *Fantasio*.

Mais la note la plus comique est fournie par les communiqués Turcs. Les uns et les autres annoncent régulièrement victoire sur victoire ; victoires sur les Russes que l'on massacre, que l'on fait prisonniers par centaines de mille ; victoire sur les Serbes que l'on écrase définitivement. Cependant après les grandes défaites qui obligèrent les Austro-Hongrois à évacuer Belgrade, il faut bien avouer quelque chose. La phrase est une merveille de gaucherie.

« Les déplacements de forces considérables ennemis vers le sud ont rendu nécessaire de reformer aussi le groupe de notre armée des Balkans d'une façon correspondante et de replier notre aile droite. Ce fait simple est interprété par les dernières informations de Nisch comme un succès décisif de l'armée serbe. Les nouvelles serbes concernant nos pertes sont démesurément exagérées ».

Puis deux jours après le 16 décembre : « On mande officiellement : La situation opérative créée par l'inévitable reprise de notre aile droite a rendu utile d'abandonner aussi Belgrade. La ville a été évacuée sans combat. Les troupes ont souffert par suite des fatigues et des combats récents, mais sont animées du meilleur esprit ».

Et voilà pourquoi le général Potoriek a été vaincu !

En somme le mécanisme du mensonge allemand est simple c'est celui de la basse polémique : Sollicitation des textes, déformation d'un fait exact par exagération ou di-

minution, attribution à des tiers d'un mensonge utile mais qui découvert deviendrait dangereux. Ce qui leur appartient en propre c'est la méthode et la continuité avec lesquelles les procédés sont employés. Rien ne les décourage. On ne lit pas leurs premières affiches : ils en placardent d'autres ; on sourit de leur bluff : ils l'accentuent ; on met en doute leurs assertions, ils croient la fortifier d'une affirmation nouvelle. Ne savent-ils pas que ces moyens grossiers ont toujours parfaitement réussi en Allemagne ? Ne savent-ils pas que c'est en cuisinant l'opinion de cette manière que Bismarck a préparé les voies à l'empire ? Pourquoi ce qui a produit sur le peuple allemand l'effet attendu ne produirait-il pas le même effet sur les autres peuples?

Et ici apparaît une des lacunes les plus importantes de l'esprit allemand : l'incapacité foncière à comprendre les autres, à se mettre à *l'autre point de vue*, à sortir de soi-même. Cela se constate dans toute la préparation diplomatique de la guerre, cela se constate dans toute leur propagande chez les neutres, cela se constate surtout dans la façon dont ils ont traité les Belges, avant, pendant et depuis l'invasion. C'est parce qu'ils ont jugé la Belgique du point de vue allemand et à l'aune de l'Allemagne qu'ils ont osé lui proposer le déshonorant marché contenu dans l'ultimatum du 4 août. C'est pour les mêmes raisons qu'ils ont tenté de la terroriser par les massacres et les incendies ; c'est pour les mêmes raisons qu'après toutes leurs barbaries et tous leurs mensonges ils ont encore essayé de la tromper et de la séduire par leurs proclamations et nouvelles de guerre.

L. Dumont-Wilden.

NOUVELLES DE GUERRE AFFICHÉES A BRUXELLES PAR LE GOUVERNEMENT MILITAIRE ALLEMAND DU 20 AOUT AU 1er DÉCEMBRE 1914.

Ces affiches dont nous respectons scrupuleusement le style et l'orthographe plus ou moins tudesques furent généralement placardées à coté des avis et proclamations adressés à la population bruxelloise (1). *Elles portaient comme titre général en gros caractère* : Communications officielles du commandant de l'armée allemande ou nouvelles publiées par le gouvernement allemand *et comprenaient souvent plusieurs dépêches de date et d'origine différentes.*

COMMUNICATIONS OFFICIELLES DU COMMANDANT DE L'ARMÉE ALLEMANDE

1. Les armées allemandes de l'ouest, toujours victorieuses, pénétraient en territoire français neuf jours après avoir fini leur concentration. L'ennemi, battu partout entre Cambrai et les Vosges méridionales, se trouve à présent en pleine déroute. L'armée du général von Kluck, ayant refoulé les Anglais d'abord à Maubeuge, a renouvelé les attaques, en enveloppant l'ennemi du sud-ouest de cette place.

Pendant des combats de plusieurs jours, les armées Bulow et Hausen battaient huit corps franco-belges entre Sambre-

(1) Voir dans la collection des *Pages actuelles :* L'OCCUPATION ALLEMANDE A BRUXELLES RACONTÉE PAR LES DOCUMENTS ALLEMANDS.

Namur et la Meuse. Namur a été pris après deux jours de bombardement. Le siège de Maubeuge a commencé.

L'armée du duc Albrecht de Wurtemberg a poursuivi l'ennemi battu au delà de la Semois et traversa la Meuse.

L'armée du Kronprinz allemand a pris les positions fortifiées de l'ennemi au nord de Longwy et repoussa la forte sortie venant de Verdun. Longwy est tombée.

Lors de la poursuite des Français en Lorraine, l'armée du prince royal de Bavière a repoussé l'attaque des forces ennemies venant de Nancy et du Sud.

Dans les Vosges, c'est l'armée Heeringen qui continue à poursuivre l'ennemi vers le sud. L'ennemi a disparu de l'Alsace.

Les 26 et 27 août, plusieurs divisions belges sortirent d'Anvers pour attaquer nos lignes de communication, mais elles furent repoussées par nos troupes laissées en arrière pour cerner la ville. Cinq canons belges tombèrent entre nos mains.

La population belge a pris part presque partout aux combats. Il a fallu prendre les mesures les plus rigoureuses pour réprimer les bandes de francs-tireurs.

2. Le 26 août, notre armée a remporté une victoire décisive aux environs de Solesmes. L'aile gauche de l'ennemi, Anglais et Français, fut repoussée vers le sud et se retira pendant la nuit en pleine déroute. La poursuite fut continuée par nos troupes pendant la journée du 27 août et leur valut un succès radical.

Plusieurs milliers de prisonniers, sept batteries de campagne, une batterie lourde et de nombreuses mitrailleuses sont entre nos mains.

Les Anglais se voient couper la retraite vers l'ouest.

Notre corps de cavalerie n'a plus que deux jours de marche jusqu'à Paris.

3. Le 25 courant, des journaux officiels français ont publié un communiqué du gouvernement français disant que les armées françaises, étant poussées dans la défensive, ne seraient plus en état d'appuyer la Belgique dans le sens d'une offensive militaire (1).

(1) Cette première affiche qui contient un résumé de toutes les opérations antérieures (version allemande) fut placardée dans toutes les villes importantes de la Belgique aussitôt après l'arrivée des troupes.

Berlin, 24 août 1914.

Les troupes qui, sous le commandement du Kronprinz de Bavière, ont été victorieuses en Lorraine, ont franchi la ligne Lunéville-Blamont-Zieren. Le 21e corps d'armée est entré aujourd'hui à Lunéville. La poursuite de l'ennemi s'est faite avec grand succès. En dehors de nombreux prisonniers et étendards, l'aile gauche a déjà pris 150 canons. L'armée du Kronprinz allemand a continué le combat et la poursuite vers Longwy ; une armée commandée par le duc Alb. de Wurtemberg qui s'avançait des deux côtés de Neufchâteau, a battu complètement une armée qui avait passé la Semois ; cette dernière armée est poursuivie et a perdu de nombreux canons et étendards. Plusieurs généraux ont été faits prisonniers, sans compter de nombreux soldats et officiers. A l'ouest de la Meuse, les troupes allemandes s'avancent vers Maubeuge. Une brigade de cavalerie anglaise, qui s'avançait en avant de la ligne de combat, a été détruite.

Sofia, 23 août.

L'armée austro-hongroise s'avance avec grand succès vers l'intérieur de la Serbie, les Serbes, refoulés de tous côtés, sont en proie à la panique et se réfugient en grand nombre dans les villages frontière de Bulgarie.

1. Namur a été pris par les Allemands le 24 août.
2. L'armée anglo-franco-belge, à l'ouest de Namur, a été décisivement battue par les armées allemandes, qui ont fait des milliers de prisonniers et pris des canons en grand nombre. Les Anglais sont en pleine déroute. Une brigade anglaise a été écrasée ; son commandant et beaucoup de ses officiers faits prisonniers.

Le Gouverneur.

Près de Gilgenburg-Ortelsburg, dans la Prusse Orientale, nos troupes, sous l'ordre du général von Hindenburg, dans une bataille de trois jours, ont battu une armée russe composée de cinq corps d'armée et trois divisions de cavalerie qui avaient franchi le Nareco.

Dans ce moment, les troupes allemandes sont à la poursuite de l'ennemi au delà de la frontière russo-allemande.

Au théâtre de la guerre français, les troupes allemandes ont

pris Manonvillers à l'est de Lunéville, le fort d'arrêt le plus formidable de l'ennemi.

Bruxelles, le 30 août 1914.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 3 septembre.

Lors de la prise des forts d'arrêt situés sur les hauteurs rocheuses de Givet, tout comme à Namur, les lourdes batteries à moteurs envoyées par l'Autriche se sont distinguées par leur agilité, par la précision de leur tir et par leur efficacité. Elles nous ont rendu d'excellents services. Nous avons pris les forts d'arrêt de Girson, d'Ayvelles, de Fonde et de Lafère. Ainsi tous les forts d'arrêt du Nord de la France, sauf de la place forte de Maubeuge, se trouvent entre nos mains.

L'attaque contre Reims est préparée. L'armée de cavalerie du colonel général von Kluck pousse ses marches jusque devant Paris. L'armée de l'ouest a passé la ligne de l'Aisne, la marche vers la Marne continue ; certaines avant-gardes l'ont déjà atteinte.

L'ennemi est en retraite devant les armées des colonels généraux Kluck, Bülow et du duc de Wurtemberg. Sur et derrière la Marne, devant l'armée du Kronprinz allemand, il a résisté, s'appuyant sur Verdun, mais il a été rejeté vers le sud.

Les armées du prince héritier de Bavière et du colonel général von Heeringen se trouvent toujours en face d'un ennemi fort et protégé par des positions fortifiées de la Lorraine française.

Dans la Haute-Alsace, des troupes allemandes et françaises bataillent continuellement en patrouillant.

A l'Est, des troupes du colonel général Hindenburg récoltent de nombreux fruits de leur victoire. Le nombre des prisonniers russes augmentent quotidiennement et a déjà atteint le chiffre de 90.000. On ne peut pas encore préciser le chiffre des canons pris, de nombreux canons s'étant enfoncés dans les marais et dans les forêts. Il paraît que trois généraux commandant des corps d'armée sont parmi les prisonniers. Le généralissime russe serait, d'après des renseignements russes, mort.

Le Gouvernement militaire allemand.

Paris, 4 septembre.

Le président de la République et le ministère ont adressé un appel au peuple français, dans lequel il est dit, entr'autre : « Français ! Depuis plusieurs jours, des combats acharnés ont mis nos troupes héroïques à une rude épreuve. La bravoure de nos soldats leur a fait prendre sur plusieurs points des avantages remarquables ; par contre, dans le Nord l'avant-garde des combattants allemands nous a obligés de prendre la retraite. Cette situation force le président de la République et le gouvernement de prendre une décision pénible. Afin de pouvoir s'occuper du bien-être de la nation, les autorités ont le devoir de quitter momentanément Paris. La guerre se poursuivant dans le reste du pays, il est du devoir du gouvernement républicain d'organiser cette résistance acharnée. Il est indispensable que le gouvernement garde les mains libres pour agir. C'est pour cela que le gouvernement, sur le désir des autorités militaires, transfère pour le moment sa résidence à un point de la France qui lui permette une communication ininterrompue avec le pays entier. Nous remporterons la victoire finale. Nous la remporterons par la volonté ferme d'organiser une forte résistance. Une nation qui ne veut pas sombrer et qui est prête de souffrir et de faire des sacrifices est sûre de la victoire. »

Paris, 4 septembre (Havas).

Une information officielle dit que le général Gallieni, gouverneur militaire de Paris, a lancé la proclamation suivante à l'armée et à la population de Paris :

« Les membres du gouvernement de la République ont quitté Paris pour donner un nouvel essor à la défense nationale. J'ai reçu l'ordre de défendre Paris contre l'envahisseur. Je remplirai cette mission jusqu'au bout. »

Berlin, 4 septembre.

Reims a été occupé sans combat.

Le butin de guerre tombé en nos mains ne peut être précisé que lentement. Les troupes ne peuvent s'en occuper que très peu à cause de leur marche rapide en avant. A l'heure qu'il est, des canons et des chariots de munitions se trouvent abandonnés en plein champ. Les troupes d'étapes doivent les

enlever peu à peu. Jusqu'ici seule l'armée du général von Bülow a donné des indications plus ou moins précises à ce sujet. Jusqu'à fin août, elle a pris 6 drapeaux, 233 canons lourds, 116 canons de campagne, 79 mitrailleuses et 166 chariots de munitions, ainsi que 12.934 prisonniers.

De l'Est, le colonel Hindenburg annonce le transport de plus de 90.000 prisonniers non blessés. Cela équivaut à l'anéantissement de toute une armée.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 6 septembre.

L'ambassade d'Autriche-Hongrie publie la dépêche suivante qui lui a été transmise par le ministre des affaires étrangères de Vienne :

« L'information russe au sujet de la bataille de Lemberg et de la prise triomphale de cette ville est un mensonge. La ville ouverte de Lemberg a été abandonnée par nous, sans combat, pour des raisons stratégiques et humanitaires. »

Berlin, 8 septembre.

Le prince impérial, qui commandait en dernier lieu avec le grade de colonel une division de la garde, a été promu par l'empereur au grade de lieutenant-général.

Londres, 8 septembre (agence Reuter).

Une escadre allemande composée de 2 croiseurs et de 4 torpilleurs, a capturé 15 barques de pêcheurs anglaises dans la mer du Nord, et conduit de nombreux prisonniers à Wilhelmshafen.

Le *Times* annonce que le croiseur allemand *Dresden* a fait couler un navire à charbon anglais sur la côte brésilienne. En outre, deux navires de transport anglais auraient touché à des mines.

D'après des informations viennoises, deux croiseurs anglais gravement endommagés se trouveraient dans le port d'Alexandrie ; tous les deux montrent de fortes traces de coups de feu.

Rome, 8 septembre.

Le cardinal Mercier, achevêque de Malines, qui se trouvait i, est reparti pour la Belgique avec un sauf-conduit en tra-rsant les troupes allemandes. Cette protection a été obtenue pur le cardinal par le ministre de Prusse près de Vatican. Les formations contraires publiées par la presse française, an-aise et belge sont donc contraires à la vérité.

Breslau, 9 septembre.

Le commandant général du corps d'armée de Breslau publie ci :

« La Landwehr silésienne a livré hier un combat victorieux la garde impériale du 3e corps d'armée caucasien ; nous ons fait prisonniers 17 officiers et 1.000 hommes. »

Vienne, 9 septembre (communication officielle).

On apprend au sujet des récents combats déjà relatés de rmée autrichienne Dankl, contre laquelle l'ennemi (les Russes) ait amené par chemin de fer des renforts considérables, que l'rmée commandée par le lieutenant-feldmaréchal Kestranck a repoussé avec de sanglantes pertes une forte attaque russe. A cette occasion, 600 nouveaux prisonniers ont été ramenés. A part cela, un calme relatif a régné hier sur le théâtre de la guerre russo-autrichien.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 7 septembre (communication officielle).

L'empereur a assisté hier aux combats d'attaque contre les fortifications de Nancy. A Maubeuge, deux forts et les positions intermédiaires ont été pris. Le feu d'artillerie a pu être dirigé contre la ville, elle brûle sur différents points.

ressort de papiers tombés en nos mains que l'ennemi a été complètement surpris par la rapidité de la marche en avant des armées des généraux von Kluck et von Bülow, au nord de la Meuse belge. Encore le 17 août, il supposait qu'il n'avait là que de la cavalerie allemande. La cavalerie de cette aile, sous le commandement du général von Marwitz,

voilait alors très bien les mouvements de l'armée. Toutefois, nous ne serions pas restés ignorés de l'ennemi, si, au début de la marche en avant, les envois de la poste de campagne n'avaient pas été retenus. Les militaires et leurs familles ont eu à souffrir comme d'une charge lourde et en ont attribué la responsabilité à la poste de campagne. Dans l'intérêt des agents si zélés et si dévoués de la poste de campagne, il importe de publier cette explication.

Francforts-/M., 6 septembre.

On mande d'Amsterdam à la *Gazette de Francfort* : Les Anglais, qui, jusqu'à présent prétendaient que leurs pertes n'étaient que de 4.000 hommes, reconnaissent maintenant qu'ils ont perdu 10.000 hommes.

Londres, 5 septembre.

Le bureau de la presse publiait hier dans la nuit le rapport suivant, du général French :

« La situation sur le théâtre de la guerre ne s'est pas essentiellement modifiée. La situation de l'armée alliée se maintient. On croit que les Allemands se développent vers l'est et le sud-est. On annonce d'Ostende que les Allemands bombardent Termonde. »

Bordeaux, 6 septembre.

La ville est très animée depuis que les membres du gouvernement et du parlement, ainsi que beaucoup de Parisiens qui se réfugient vers le sud-ouest, sont arrivés ici. Poincaré est descendu à la préfecture, Viviani à l'hôtel de ville, et le ministre de la guerre a pris sa résidence au quartier-général de la place, le ministre de la marine dans l'école sanitaire de la marine. Les ambassadeurs résident à Bordeaux, les ministres plénipotentiaires à Arcachon. Le nombre des sénateurs qui arrivent ici augmente de jour en jour.

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 8 septembre (agence Reuter).

Bien que le recrutement des volontaires continue de façon satisfaisante, la semaine prochaine aura lieu à Birmingham,

en vue de donner un nouvel essor à ce mouvement, un grand meeting où MM. Churchill et Chamberlain prendront la parole.

Berlin, 9 septembre.

Sans cesse nos troupes trouvent, le long de tout le front, entre les mains des prisonniers français et anglais, des balles dum-dum emballées selon toutes les règles en usage dans les fabriques et qui ont été fournies par l'administration militaire. Cette flagrante violation de la Convention de Genève par des nations civilisées ne peut être assez condamnée. Ces procédés de la France et de l'Angleterre forceront finalement l'Allemagne de répondre à ce mode barbare de faire la guerre de la part de ses adversaires, par des moyens analogues.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 8 septembre (communication officielle).

La forteresse de Maubeuge s'est rendue. Sont tombés en nos mains, 4 généraux, 40.000 hommes et 400 canons.

Vienne, 7 septembre.

En résumant les faits, les autorités officielles déclarent maintenant que les troupes autrichiennes ont combattu jusqu'ici contre 40 divisions d'infanterie russe et contre 11 divisions de cavalerie, et qu'elles ont repoussé au moins la moitié de ces divisions avec des pertes considérables du côté de l'ennemi. Sur le théâtre de la guerre balkanique, le calme règne actuellement. Les Monténégrins ont été repoussés une fois de plus.

Paris, 7 septembre.

Un décret officiel a été publié hier, ordonnant que la classe de 1914 soit instruite dès maintenant, ensuite mobilisée après quelques mois, et remplacée immédiatement par la classe de 1915. Cette dernière sera instruite de façon à pouvoir, le plus tôt possible, entrer en campagne.

Vienne, 7 septembre.

On annonce officiellement du bureau de la presse de guerre : Le commandant supérieur de l'armée annonce : « Je suis heu-

reux de porter à votre connaissance qu'environ 40.000 hommes de troupes serbes ont été faits prisonniers en essayant de pénétrer sur notre territoire à l'est de Mitrovitza. A cette occasion, nos troupes du sud ont également pris du matériel de guerre serbe. »

D'après les renseignements ultérieurs, le nombre de Serbes faits prisonniers à Mitrovitza s'élève à 5.000.

Le Gouvernement militaire allemand.

Paris, 9 septembre.

Au conseil des ministres tenu le 3 septembre à Bordeaux, le ministre de la guerre, M. Millerand, a fait rapport sur la situation militaire. Ensuite on a traité une série de questions, notamment celle de l'alimentation. La session parlementaire a été close.

M. Viviani, président du conseil, fait ressortir dans sa lettre au président de la Chambre que de nombreux députés se trouvent comme soldats parmi les troupes et que les calamités qui pèsent sur la France augmentent de jour en jour et empêchent la Chambre de se réunir.

Berlin, 10 septembre.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* publie le télégramme suivant adressé par l'empereur au président des Etats-Unis Wilson :

« Je considère, comme mon devoir, monsieur le Président, de vous informer, en votre qualité de représentant le plus distingué des principes humanitaires, de ce fait que mes troupes ont trouvé, après la prise de la forteresse française de Longwy, dans cette place, des milliers de balles dum-dum travaillées par des ateliers spéciaux du gouvernement. Des balles de la même espèce ont été trouvées sur des soldats morts, ou blessés, ou prisonniers, de nationalité anglaise. Vous savez quelles horribles blessures et souffrances sont causées par ces balles et que l'emploi en est interdit par les principes reconnus du droit international. J'élève donc une protestation solennelle contre pareil mode de faire la guerre qui est devenue, grâce aux méthodes de nos adversaires, une des plus barbares, de l'histoire.

Non seulement ils ont employé eux-mêmes cette arme cruelle, mais le gouvernement belge a encouragé ouvertement la population civile à prendre part à cette guerre qu'il avait préparée soigneusement depuis longtemps. Les cruautés commises au cours de cette guerilla par des femmes et même par des prêtres contre des soldats blessés, des médecins et des infirmières (des médecins ont été tués et des lazarets attaqués à coups de feu), ont été telles que mes généraux se sont finalement vus obligés de recourir aux moyens les plus vigoureux pour châtier les coupables et pour empêcher la population sanguinaire de continuer ces abominables actes criminels et odieux. Plusieurs villages et même la ville de Louvain ont dû être démolis (sauf le très bel hôtel de ville) dans l'intérêt de notre défense et de la protection de mes troupes. Mon cœur saigne quand je vois que pareilles mesures ont été rendues inévitables, et quand je songe aux innombrables innocents qui ont perdu leur toit et leurs biens par suite des faits des criminels en question.

WILHELM II, K. »

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 10 septembre.

Les corps d'armée avancés au cours des poursuites sur et au delà de la Marne, ont été attaqués par des forces supérieures venant de Paris, entre Meaux et Montmirail. Dans de grands combats durant deux jours, ils ont arrêté l'ennemi et ont fait eux-mêmes des progrès.

Lorsque la marche en avant de nouvelles forces ennemies assez fortes fut annoncée, notre aile s'est repliée. L'ennemi n'a suivi nulle part. Jusqu'ici on annonce, comme butin : 50 canons et plusieurs milliers de prisonniers.

Les corps d'armée combattant à l'ouest de Verdun se trouvent en progrès.

En Lorraine et dans les Vosges, la situation n'est pas changée. Sur le théâtre de la guerre de l'Est, les combats ont repris.

Berlin, 10 septembre.

Le comité central du parti socialiste d'Allemagne a adressé au journal *Avanti*, de Rome, une déclaration où il proteste énergiquement contre la campagne de mensonges menée par

la presse franco-anglaise, notamment les prétendus attentats contre l'empereur et la fusillade des principaux chefs socialistes allemands. « Dans cette guerre, dit la déclaration, qui est une guerre défensive, il n'y a pas, en Allemagne, de partis politiques, il n'y a qu'une pensée, celle de protéger l'Allemagne. Liebknecht, qui aurait été fusillé, attend son rappel sous les drapeaux ; Frank est parti contre l'ennemi (et déjà mort sur le champ d'honneur). La fraction socialiste au Reichstag se rallie à la politique de défense de l'Empire et a, en conséquence, voté les crédits de guerre. »

Berlin, 12 septembre (officiel).

Le prince impérial a pris hier, avec son armée, la position fortifiée de l'ennemi au sud-ouest de Verdun. Des parties de son armée attaquent les forts d'arrêt situés au sud de Verdun. Les forts sont attaqués depuis la veille, par l'artillerie lourde.

Berlin, 12 septembre (officiel).

Le général von Hindenburg a battu, avec l'armée de l'Est (l'armée allemande envoyée contre la Russie) l'aile gauche de l'armée russe encore présente en Prusse Orientale. De cette manière, elle s'est créée l'accès dans le dos de l'ennemi. L'ennemi a abandonné le combat ; il est en complète retraite. L'armée de l'Est le poursuit dans la direction nord-est, vers le Niémen.

Berlin, 12 septembre (officiel).

Le prince Joachim de Prusse, fils de l'empereur, a été blessé hier par un éclat d'obus. Le projectile a passé à travers la cuisse droite sans toucher l'os.

Berlin, 12 septembre (communication officielle).

Le 22e corps d'armée russe (Finlande) a essayé d'intervenir dans le combat dans la Prusse Orientale en s'avançant par Lyck. Il a été battu à Lyck.

Le Gouvernement militaire allemand.

Cologne, 12 septembre.

La *Gazette de Cologne* ayant reproduit dans son numéro de jeudi un article du *Corriere della Serra* d'après lequel cardinal

belge Mgr Mercier se serait prononcé défavorablement sur les Allemands, en les qualifiant de barbares, le cardinal von Hartmann, archevêque de Cologne, écrit à la *Gazette de Cologne* ce qui suit :

« Je m'empresse de vous dire, au sujet de l'article portant pour titre « Le cardinal Mercier comme accusateur » (n° 1011 de la *Gazette de Cologne*) qu'au cours de sa présence récente à Rome, il a été interviewé par le correspondant du *Corriere della Serra*. Lorsque cette interview parut dans le journal, le cardinal a immédiatement contesté de la façon la plus énergique de s'être prononcé comme le *Corriere* le prétend. Aussi fit-il sur l'heure parvenir au ministre de Prusse près le Vatican, ainsi que par mon intermédiaire, à l'abbé von Stotzingen, une protestation qui devait être publiée dans l'*Osservatore Romano*.

Je vous serais très obligé, monsieur, de vouloir bien, dans l'intérêt de la vérité, publier cette déclaration dans la *Gazette de Cologne*. »

Constantinople, 12 septembre (communication officielle).

Par crainte d'une prétendue intervention de la Turquie en faveur de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, les puissances de la Triple-Entente ont offert à la Turquie, pour le cas où celle-ci reste neutre dans la guerre actuelle, leur consentement à l'abolition des capitulations (les privilèges consentis en Turquie aux grandes puissances). La Porte a répondu que sa neutralité n'est pas à vendre. Elle s'est cependant empressée de tirer les conséquences de cette offre des ambassadeurs de la Triple Entente en formulant un Iradé impérial qui abolit les capitulations.

Francfort, 12 septembre.

La *Gazette de Francfort* apprend de Stockholm : La vérité au sujet de Louvain commence à percer même en Angleterre. Dans la *Westminster Gazette*, un ancien membre du parlement écrit : « Lorsque la population urbaine tira tout d'un coup, de l'intérieur des maisons, sur les troupes allemandes, cet acte de folie devait nécessairement entraîner des conséquences justes. Le feldmaréchal lord Roberts fit incendier pour des faits analogues des fermes de Boers. »

Berlin, 12 septembre (communication officielle).

L'armée du colonel général von Hindenburg a complètement battu l'armée russe en Prusse Orientale, après une bataille qui

dura plusieurs jours. La retraite des Russes s'est transformée en fuite. Le colonel général von Hindenburg a déjà en poursuivant l'ennemi, franchi la frontière, et il annonce que jusqu'à présent il a déjà pris plus de 10.000 prisonniers non blessés et environ 80 canons, ensuite beaucoup de mitrailleuses d'aéroplanes et de véhicules de toute espèce. Le butin de guerre augmente encore continuellement.

Berlin, 13 septembre (communication officielle).

Jusqu'au 11 septembre il se trouvait en Allemagne 220.000 prisonniers de guerre. Ce chiffre se décompose comme suit :

Français : 1.680 officiers et 86.700 soldats :

Russes : 1.830 officiers et 91.400 soldats ;

Belges : 440 officiers et 30.200 soldats ;

Anglais : 160 officiers et 7.350 soldats.

Parmi les Français se trouvent 2 généraux ; parmi les Russes, 2 généraux commandants de corps d'armée et 13 autres généraux ; parmi les Belges, le commandant de Liége. En dehors de ceux-ci, un grand nombre de prisonniers nouveaux sont encore en route vers les camps de concentration des prisonniers.

(On ajoute officiellement que dans ces chiffres ne sont pas compris les 40.000 Français faits prisonniers à Maubeuge et une grande partie des 90.000 Russes faits prisonniers à la bataille de Tannenberg).

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 14 septembre (officiel).

Sur le théâtre de la guerre de l'Ouest (France) ont eu lieu des opérations, dont les détails ne peuvent pas encore être publiés, et qui ont conduit à une bataille qui est favorable pour nous. Toutes les nouvelles répandues à ce sujet, par tous les moyens, par l'ennemi et qui présentent la situation comme défavorable pour nous, sont fausses.

En Belgique, une sortie de trois divisions de la place d'Anvers a été repoussée.

Dans la Prusse Orientale, la situation est extrêmement bonne. L'armée russe est en fuite et en déroute complète. Jusqu'ici elle a perdu au moins 150 canons et de 20 à 30.000 prisonniers non blessés,

Berlin, 15 septembre (communication officielle).

Dans l'ouest (France), sur l'aile droite de l'armée, se passent des combats considérables, mais indécis jusqu'ici. Une tentative de passer à travers nos lignes entreprise par les Français a été victorieusement repoussée. Nulle part, aucunn action décisive n'a eu lieu.

Dans l'Est (Russie) l'anéantissement de la première armée russe se poursuit. Nos pertes à nous sont relativement peu considérables. L'armée du général von Hindenburg a déjà passé, avec de grandes forces, la frontière russe. Le gouvernement Suwalki a été placé sous l'administration allemande.

Le Gouvernement militaire allemand.

Bruxelles, le 15 septembre 1914.

Les sorties de l'armée belge, retirée à Anvers, ont été repoussées dans les journées des 10 au 13 septembre, avec de grandes pertes pour les troupes belges, lesquelles ont été rejetées dans l'avant-ligne de la forteresse.

Le gouverneur général en Belgique,
Baron von der GOLTZ,
Général-feldmaréchal.

Berlin, 16 septembre (officiel).

Le combat qui dure depuis deux jours sur l'aile droite de l'armée de l'Ouest s'est étendu hier aussi aux armées qui se trouvent à l'est jusqu'à Verdun. En certains endroits du vaste champ de bataille, des succès partiels de l'armée allemande sont à signaler. La bataille continue d'ailleurs.

Sur le théâtre de la guerre à l'Est, l'armée du général von Hindenburg a terminé la poursuite de l'ennemi et se range à nouveau.

Vienne, 17 septembre (officiel).

Les troupes serbes, qui avaient passé la Save, ont été partout repoussées. La Syrmie et le Banat sont donc complètement évacuées par l'ennemi.

Londres, 16 septembre.

D'après une dépêche Reuter, d'Athènes, le ministre des affaires étrangères, M. Streit, aurait donné sa démission. M. Venizelos a recueilli son portefeuille.

Bruxelles, 16 septembre.

Le 31 juillet, est tombé entre des mains allemandes un rapport du chargé d'affaires belge à Saint-Pétersbourg au ministre des affaires étrangères belge, M. Davignon ; ce rapport avait été envoyé le 30 juillet sous une fausse adresse. Dans ce rapport, il est dit entr'autres :

« Il reste incontestable ceci seulement : que l'Allemagne s'est, autant ici qu'à Vienne, efforcé de trouver un moyen pour éviter un conflit général, mais qu'elle a rencontré en cela la ferme résolution du cabinet autrichien de ne pas faire un pas en arrière, ainsi que la défiance du cabinet de Saint-Pétersbourg à l'égard des assurances de l'Autriche-Hongrie disant qu'elle ne songe qu'au châtiment et non pas à une prise de possession de la Serbie. Aujourd'hui, un communiqué officiel, transmis ce matin aux journaux annonce que les réservistes ont été, en un nombre déterminé, rappelés sous les drapeaux. Quiconque connaît la grande réserve des communiqués officiels russes, dira avec certitude que la mobilisation est générale. Aujourd'hui on est à Saint-Pétersbourg fermement convaincu et *on possède même l'assurance formelle que l'Angleterre viendra au secours de la France*. Ce secours pèse énormément dans la balance et n'a pas peu contribué à donner gain de cause au parti de la guerre... Tout espoir d'une solution pacifique semble être perdu ».

Par ce rapport du représentant diplomatique du royaume de Belgique près la Cour de Saint-Pétersbourg, il est prouvé : 1° que l'Allemagne était animée d'intentions pacifiques et cherchait par toutes les voies à éviter la guerre ; et 2° que l'Angleterre n'est pas intervenue dans la guerre à cause de la Belgique, mais parce qu'elle avait promis à la France de lui prêter son secours.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 16 septembre (officiel).

La situation sur le théâtre de la guerre de l'Ouest (France) ne s'est pas modifiée depuis hier. En certains endroits du front

de bataille, des attaques de troupes françaises, pendant la nuit du 15 au 16 septembre et pendant la journée du 16 septembre, ont été repoussées. Certaines contre-attaques des troupes allemandes ont été couronnées de succès.

Berlin, 17 septembre.

Le *Lokalanzeiger*, de Berlin, écrit, avec l'approbation de l'autorité militaire : « Les combats sur la Marne ne sont donc pas encore terminés, mais ils ont évidemment pris une tournure favorable pour nous. L'aile droite n'a plus cédé à une nouvelle pression, mais elle a, au contraire, repoussé la nouvelle tentative française de passer à travers nos rangs.

Vienne, 17 septembre (officiel).

Il résulte des rapports officiels de nos chefs d'étapes que jusqu'ici 41.000 Russes et 8.000 Serbes ont été conduits comme prisonniers dans l'intérieur de l'empire allemand. Jusqu'ici nous avons gagné 300 canons de campagne. En résumé, nous pouvons affirmer que notre armée a résisté héroïquement et avec grand succès à un ennemi numériquement supérieur et combattant avec bravoure et opiniâtreté.

Berlin, 17 septembre, au soir.

Dans la bataille entre l'Oise et la Meuse (donc sur le théâtre de guerre en France), la décision définitive n'est pas encore intervenue ; mais certains indices font reconnaître que la force de résistance de l'adversaire faiblit. Sur l'extrême aile droite, elle s'est écroulée sans qu'un effort spécial de nos troupes ait été fait. Le centre de l'armée allemande gagne lentement, mais sûrement du terrain. Les tentatives de sorties, sur la rive droite de la Meuse, de Verdun sont repoussés facilement.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 18 septembre, au matin (communication officielle). En complément de la communication d'hier soir, on annonce que les 13ᵉ et 14ᵉ corps d'armée français et des parties d'une autre division ont été battus hier d'une façon décisive, au sud de Noyon. Ils ont perdu plusieurs batteries. Les attaques ennemies contre divers endroits du front de bataille se

sont effondrées d'une façon sanglante. Une attaque des chasseurs alpins à la crête des Vosges, dans la vallée de la Breusch, a également été repoussée. Pendant l'assaut du château de Brimont, près de Reims, on a fait 2.500 prisonniers. D'autres prisonniers et des canons ont été capturés dans la bataille en plaine, mais leur nombre ne peut encore être apprécié maintenant.

L'armée de l'Est (opérant contre les Russes) continue ses opérations dans le gouvernement russe Suwalki. Des parties de nos troupes s'avancent contre la forteresse Osowiec.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 20 septembre.

Le succès de l'emprunt de guerre allemand est brillant au delà de toute attente. Ont été souscrits, abstraction faite de quelques résultats partiels :

1.260.000.000 marks en bons du trésor et 2.940.000.000 marks en titres d'emprunt, soit 4 milliards 200 millions de marks.

Le résultat définitif ne sera pas connu avant lundi soir (21 septembre).

Berlin, 21 septembre (officiel, arrivé dimanche soir).

Au cours de l'attaque contre l'armée franco-anglaise, nous avons fait des progrès en certains endroits. Reims se trouve dans le front des combats, de sorte que nous sommes forcés par les Français de riposter à leur feu. A notre regret, la ville sera donc endommagée, mais des ordres ont été donnés pour que la cathédrale soit, autant que possible, épargnée.

Dans les Vosges centrales, les attaques des troupes françaises ont été repoussées au Donon, près de Senones et près de Saales.

Aucun événement n'est renseigné du théâtre de la guerre de l'Est (Russie).

Londres, 20 septembre.

L'amirauté anglaise annonce la réception d'un télégramme du gouvernement australien relatant la perte du sous-marin A E 1. Les détails manquent.

Berlin, 22 septembre.

Un communiqué officiel d'hier soir annonce : Au cours des combats autour de Reims, les hauteurs de Craonelle, sem-

blables à des forteresses, ont été prises, et dans la marche vers la ville en feu de Reims, l'endroit de Béthény a été pris. Au cours de l'attaque contre les forts d'arrêt au sud de Verdun, nos troupes victorieuses de l'Est ont passé la côte lorraine défendue par le 8e corps d'armée français.

Une sortie entreprise par le front nord-est de Verdun a été repoussée au nord de Toul, les troupes françaises ont été surprises au bivouac par notre artillerie.

Pour le reste, aucun combat important n'a eu lieu aujourd'hui sur le théâtre de la guerre de France.

En Belgique et à l'Est (Russie) la situation ne s'est pas modifiée.

Londres, 22 septembre.

Le bureau de la presse dément officiellement la nouvelle d'un débarquement de troupes russes en France.

Stockholm, 22 septembre.

Un télégramme adressé de Londres au *Stockholms Dagblad* annonce que la tentative d'émettre un emprunt français aux Etats-Unis a échoué, le gouvernement américain en ayant refusé l'autorisation. La France doit maintenant essayer de placer son emprunt à Londres.

Berlin, 22 septembre.

Dans la nuit du 19 au 20 septembre, le major Charles-Alice Yate, du régiment de la Yorkshire Light Infantry, s'est évadé de Torgau où il était prisonnier de guerre. Yate est cet officier supérieur anglais au sujet de qui il fut l'autre jour annoncé qu'il ne conteste pas, sur une demande que les troupes anglaises ont été munies de balles dum-dum ; au cours de cet interrogatoire, il déclara que le soldat doit évidemment se servir des munitions qui lui sont fournies par le gouvernement.

Le fugitif a environ 1m73 de grandeur, il est élancé, blond, et parle bien l'allemand.

De Nisch, l'agence de la presse mande, le 22 septembre :

Lorsque le prince George conduisit ses troupes à l'assaut, il fut frappé à la colonne vertébrale par un projectile qui ressortit du côté du poumon droit. La blessure n'est pas dangereuse.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 23 septembre (communication officielle d'hier soir).

Le gouvernement français a assuré que le bombardement de la cathédrale de Reims n'aurait pas été une nécessité militaire. Pour y répondre, nous constaterons : après que les Français eurent fait, de la ville de Reims, par de forts remparts, leur principal appui de défense, ils nous forcèrent eux-mêmes d'attaquer la ville par tous les moyens nécessaires. Par ordre spécial du haut commandement allemand, la cathédrale devait être épargnée, surtout que l'ennemi n'en abuserait pas en sa faveur. Depuis le 20 septembre, le drapeau flottait sur la cathédrale et fut respecté par nous. En dépit de ces faits, nous avons pu constater la présence sur la tour, d'un poste d'observation, ce qui expliquait l'excellent effet du tir de l'artillerie ennemie contre notre infanterie. Dès lors, il devint nécessaire de supprimer ce poste et cela fut fait par un feu de shrapnels de notre artillerie de campagne.

Il n'était toujours pas permis à notre lourde artillerie de prendre part à ce tir. Depuis que le poste n'y était plus, nous avons pu observer que ces tours et les façades extérieures de la cathédrale ne sont pas détruites et que seulement la toiture a été détruite par les flammes. Les troupes ne sont donc pas allé plus loin dans leur attaque de besoin.

La responsabilité en incombe donc à l'ennemi qui a essayé d'abuser d'un vénérable édifice en le plaçant sous la protection du drapeau blanc.

Berlin, 23 septembre (officiel).

Le gouvernement français ne recule pas, hélas! devant une calomnie en dénaturant les faits, il prétend que les troupes allemandes auraient, sans nécessité militaire, bombardé systématiquement la cathédrale de Reims.

Reims est une place forte qui a été, en ces derniers jours, perfectionnée par tous les moyens possibles et qui sert depuis à la défense actuelle des troupes françaises.

Par suite de l'attaque de cette position, le bombardement de Reims devint une malheureuse nécessité.

Des ordres avaient été donnés d'épargner la célèbre cathédrale au cours de ce bombardement.

S'il était, malgré cela, confirmé qu'à l'occasion de l'incendie de Reims, la cathédrale aurait souffert — ce que nous ne pouvons pas encore constater — personne ne le regretterait autant

que nous. La responsabilité en incomberait uniquement aux Français, qui ont transformé Reims en place forte et en ont fait le principal appui de leur position de défense.

Nous devons énergiquement protester contre la calomnie imputant aux troupes allemandes de détruire par rage de destruction et sans nécessité absolue des monuments de l'histoire et de l'architecture.

Dusseldorf, 23 septembre.

La *Dusseldorfer Zeitung* annonce aujourd'hui qu'à proximité du hall des dirigeables, un aéroplane étranger aurait lancé deux bombes, lesquelles n'ont causé aucun dommage, abstraction faite de quelques vitres brisées.

Berlin, 23 septembre.

On mande officiellement de Londres, 22 septembre : Des sous-marins allemands ont fait sombrer par leur tir, dans la mer du Nord, les croiseurs cuirassés anglais *Aboukir*, *Hogue* et *Cressy*. Un grand nombre de marins ont été sauvés par des navires de guerre accourus au secours et par un vapeur hollandais.

L'agence Wolff apprend de source officielle qu'une confirmation officielle de la part de l'Allemagne ne peut pas encore être publiée, les sous-marins n'ayant pas encore pu faire leur rapport à cause de leur éloignement actuel.

Cependant d'autres sources font savoir que la collision s'est produite le 22 septembre, entre 6 et 8 heures du matin, à 20 milles au nord-ouest de Hoek van Holland. D'abord ce fut l'*Aboukir* qui fut touché par la torpille.

Le vapeur hollandais *Flora* transporta 257 survivants à Ymuiden.

Les vapeurs sombrés auraient été construits en 1900, possèdent un tonnage de 12.200 tonnes de déplacement d'eau et étaient armés de deux pièces de 23,4 centimètres, douze de 15 douze de 7,6 centimèt. Leurs machines étaient de 21.000 chevaux et leurs équipages de 750 hommes chacun.

(Cette information est confirmée depuis par l'état-major de la marine allemande : notre sous-marin U-9 est rentré intact, avec son équipage au complet.)

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 23 septembre.

Le *Times* publie cette note, de provenance de Paris :

« En théorie, le bombardement de Reims a été provoqué par » l'artillerie française, qui s'était établie dans la ville et ripos- » tait vigoureusement au feu des canons allemands. Des sol- » dats français campaient dans les rues. Dans la rue principale » se trouvait un parc d'artillerie et derrière celui-ci campait » l'infanterie ».

Vienne, 25 septembre.

Au cours des combats et sorties, le 5ᵉ régiment d'infanterie serbe a été complètement anéanti. Le prince George de Serbie a failli être prisonnier.

Le combat qui a été commandé du côté serbe par le prince George a duré huit jours. Les Serbes ont perdu 7.000 prisonniers et 1.000 morts et blessés.

La Syrmie est complètement abandonnée par la Serbie.

Berlin, 25 septembre (officiel).

Voici les résultats définitifs des souscriptions à l'emprunt de guerre :

1.318 millions en bons du trésor ;

3.071 millions en titres d'emprunt ;

Total : 4 milliards 389 millions de marks.

Berlin, 25 septembre.

Le généralissime de l'armée de l'Est, colonel von Hindenburg, a publié l'ordre du jour suivant à l'adresse de la 8ᵉ armée :

« Vous avez tressé de nouveaux lauriers autour de vos dra- » peaux. Au cours d'une bataille de deux jours sur les lacs » masuriens et pendant la poursuite acharnée à travers la » Lithuanie jusque bien loin au delà de la frontière russe, » vous avez maintenant non pas battu, mais terrassé la der- » nière des deux armées ennemies qui avaient envahi le terri- » toire de la Prusse Orientale, à savoir l'armée de Wilna. Jus- » qu'ici plusieurs drapeaux, 30.000 prisonniers non blessés, » au moins 150 canons, de nombreuses mitrailleuses, des con- » vois de munitions et de nombreux véhicules de guerre ont » été ramassés sur les nombreux champs de bataille, et la

» quantité de nos butins de guerre augmente toujours. Votre » combativité, vos marches admirables et votre bravoure » brillante vous ont valu cela.

» Rendez-en la gloire à Dieu !

» Il restera avec nous !

» Vive l'Empereur-Roi ! »

Berlin, 25 septembre (officiel, 24 septembre au soir).

Sur le théâtre de la guerre de l'Ouest (contre la Russie) aucun événement d'importance ne s'est produit aujourd'hui. Des combats partiels ont eu lieu, par-ci, par-là, et ont eu des résultats favorables aux armes allemandes.

De Belgique et du théâtre de la guerre de l'Est, aucune nouvelle n'est à signaler.

Londres, 25 septembre.

L'agence Reuter annonce officiellement de Calcutta :

Le croiseur allemand *Emden* a apparu devant Madras, et ses deux tanks à pétrole, a mis le feu à ceux-ci. Les forts anglais ripostèrent au bombardement, mais l'*Emden* éteignit ses feux et disparut dans les ténèbres.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 26 septembre (communication officielle d'hier soir).

Le progrès des opérations de l'Ouest a conduit à de nouveaux combats sur notre extrême droite, dans lesquelles une décision n'est pas encore intervenue. Au centre de la ligne de combat, il ne s'est rien passé, sauf quelque mouvement en avant des deux partis.

Un premier fort d'arrêt, le « camp des Romains », a été pris aujourd'hui au sud de Verdun, près de Saint-Mihiel.

Le régiment bavarois von der Tann a hissé le drapeau allemand sur ce fort et nos troupes y ont traversé la Meuse. Pour le reste, il n'y a pas de changements à relater ni à l'ouest ni à l'est.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 27 septembre (avis officiel du 26, au soir).

L'ennemi, en se servant de ses chemins de fer, a préparé une attaque importante contre le flanc extrême-droit de l'armée

allemande. Une division française qui s'avançait en même temps contre Bapaume a été refoulée par des forces inférieures allemandes. Ailleurs encore l'attaque fut arrêtée. Au centre du front de bataille, notre attaque avança en plusieurs endroits. Les forts d'arrêt attaqués au sud de Verdun cessèrent leur feu. Notre artillerie se bat maintenant avec des forces que l'ennemi a placées sur la rive ouest de la Meuse. Pour le reste du théâtre de la guerre, la situation ne s'est pas modifiée.

Berlin, 28 septembre.

Les réserves d'or de la Reichsbank allemande s'élèvent, d'après un rapport hebdomadaire publié hier, à 55 millions de marks de plus que la semaine précédente, à savoir à 1.676 millions de marks; c'est donc plus de 2 milliards de francs.

Berlin, 28 septembre (avis officiel du 27 au soir).

La situation sur les différents théâtres de la guerre ne s'est pas modifiée aujourd'hui.

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 29 septembre.

L'agence Reuter mande de Prétoria, 24 septembre : La station de police de Rietfontain a été prise, le 19 septembre, par un détachement allemand, fort de 200 hommes environ. (Il s'agit de la station anglaise assez importante de Rietfontain, située à l'est de Kettmanshoop.)

Berlin, 29 septembre.

On mande de Salonique, d'après des nouvelles de Monastir, qu'une révolte albanaise a éclaté dans la région de Dilra, au cours de laquelle les Serbes ont été chassés.

Vienne, 26 septembre.

La *Reichspost* annonce de Sofia : Le correspondant de la *Volja*, organe de Ghenadjew, écrit de Nisch : L'offensive autrichienne a des suites graves pour la Serbie : la révolte gronde dans le pays et dans l'armée, et chaque jour peut faire éclater

la révolution. Ces jours-ci, plusieurs régiments d'artillerie se sont encore révoltés. Un certain nombre de canons ont été démolis. Journellement, 2 à 300 personnes meurent, car l'hygiène publique est considérablement négligée, et les soldats refusent de monter la garde à proximité des baraques où se trouvent les malades atteints de choléra. La Ligue Militaire aurait pris, en présence de pareille situation, des décisions importantes, entre autres une au sujet d'un ultimatum à adresser au ministre-président Paschitsch, pour le sommer de faire amener en Serbie, par la voie la plus courte, 100 médecins, 3 bactériologistes et des quantités suffisantes de médicaments. Le roi Pierre est rentré ; il est complètement apathique et le prince héritier Alexandre ne sait que faire. L'étoile de Paschitsch pâlit et l'on craint qu'il n'y ait bientôt des victimes dans son entourage.

Paris, 27 septembre.

Un avion *Taube* a passé ce matin, à 11 heures, au-dessus de Paris. Il a jeté dans le brouillard, aux environs de la tour Eiffel, plusieurs bombes sur Paris. L'une est tombée dans l'avenue du Trocadéro; elle a tué un vieillard et blessé sa fille. On croit que les bombes étaient destinées au poste de télégraphie sans fil de la tour Eiffel.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 30 septembre (télégramme officiel).

Sur l'aile droite de l'armée en France, des combats jusqu'ici indécis ont eu lieu sur le front entre Oise et Meuse, le calme règne d'une façon générale. L'armée qui attaque les forts de la Meuse a repoussé de nouvelles attaques venant de Verdun et de Toul.

Hier, l'artillerie de siège a ouvert le feu contre une partie des forts d'Anvers. Une attaque de troupes belges contre la ligne d'investissement a été repoussée.

Dans l'Est, des attaques russes effectuées contre le gouvernement Suwalki en traversant le Niémen ont échoué. La grosse artillerie a ouvert le feu contre la forteresse Ostowez.

Vienne, 30 septembre.

On annonce officiellement du quartier général de la guerre, du 29 septembre à midi : En présence des nouvelles opérations

inaugurées par les forces alliées allemandes et autrichiennes, l'ennemi effectue des mouvements rétrogrades des deux côtés de la Vistule. De forts détachements de cavalerie russe ont été détruits par nous, près de Biecqz. Les armées alliées chassent devant elles, au nord de la Vistule, plusieurs divisions de cavalerie russe.

Constantinople, 30 septembre.

La préfecture du port annonce officiellement que les Dardanelles sont fermées depuis ce matin.

Londres, 30 septembre.

L'amirauté annonce qu'au cours des derniers jours le croiseur *Emden* a pris dans l'Océan indien, les vapeurs *Tumeriev*, *Kinglud, Riberia*, et *Toyle* et qu'il les a fait sombrer. En outre, un navire à charbon a été capturé. Les équipages de ces navires ont été transférés sur le vapeur *Gyfedale* qui avait été pris également, mais relâché ensuite. Ils ont été conduits à Colombo, où ils sont arrivés de grand matin.

Budapesth, 30 septembre.

Un officier supérieur de l'état-major arrivé d'Uszok a rapporté officiellement au préfet que les combats d'hier et d'avant-hier autour d'Uszok ont été couronnés de succès.

Les Russes ont été refoulés jusqu'à Sianki et la passe d'Uszok est de nouveau entre nos mains.

Les Russes ont subi des pertes considérables. Il n'y a plus un seul Russe sur le sol de la monarchie hongroise.

Le Gouvernement militaire allemand.

Vienne, 30 septembre (communication officielle).

Le haut commandement de l'armée publie l'ordre du jour à l'armée que voici :

« La situation est favorable pour nous et pour notre alliée, l'armée allemande. L'offensive russe est sur le point de s'écrouler. En commun avec les troupes allemandes, nous vaincrons et écraserons l'ennemi, qui déjà a été battu à Krasnik-Zamosa et à Interburg-Tannenberg. En France, l'armée principale allemande a pénétré irrésistiblement jusque loin dans

le territoire ennemi et une nouvelle grande victoire y est imminente.

Sur le théâtre de la guerre des Balkans, nous luttons également en terre ennemie.

La résistance des Serbes commence à faiblir ; à l'intérieur du pays, le mécontentement, la révolte, la misère et la famine menacent nos ennemis dans le dos, tandis que la monarchie et l'Allemagne, alliées, unies et remplies de confiance, sont décidées à conduire jusqu'à sa fin victorieuse cette guerre qui nous a été imposée d'une façon criminelle. Voilà la vérité sur la situation. Elle est à communiquer à tous nos officiers et à expliquer à nos soldats en leur langue maternelle.

L'archiduc Frédéric. »

Budapest, 1er octobre.

Le *Pester Lloyd* annonce de Constantinople que l'ambassadeur d'Angleterre a présenté au gouvernement turc des observations au sujet de la fermeture des Dardanelles et en a demandé le retrait.

Le gouvernement turc a déclaré être disposé à rouvrir les Dardanelles si l'Angleterre suspend la police maritime qu'elle exerce illégalement devant les Dardanelles et rappelle ses navires.

On dit que la Russie se joindra à ces réclamations de l'ambassadeur britannique.

Berlin, 1er octobre (communication officielle).

Les forces ennemies, numériquement supérieures, qui avançent, au nord et au sud d'Albert, ont été battues avec grandes pertes pour elles. Rien de nouveau à annoncer du front de la ligne de bataille. Aux Argonnes, nos attaques avancent continuellement, bien que lentement.

Devant les forts d'arrêt de la ligne de la Meuse, aucun changement n'est à signaler.

En Alsace-Lorraine, l'ennemi a poussé en avant, hier dans les Vosges centrales. Ses attaques ont été vigoureusement repoussées.

Devant Anvers, deux des forts attaqués ont été démolis.

Rien de particulier à signaler du côté du théâtre de la guerre de l'ouest.

Le gouvernement militaire allemand.

Berlin, 2 octobre
(communication officielle du 1er octobre, au soir).

Le 30 septembre, les hauteurs de Roye et de Fresnoy (au nord-ouest de Noyon) ont été enlevées à l'ennemi. Au sud-est de Saint-Mihiel, des attaques venant du côté de Toul ont été repoussées. Les Français y ont subi de fortes pertes.

L'attaque contre Anvers avance avec succès.

Aucun changement sur le théâtre de la guerre de l'est (Russie).

Berlin, 1er octobre.

Le médecin général de l'armée en chef du service sanitaire militaire, M. Schjerning, a adressé à S. M. l'Empereur le rapport suivant :

Il y a quelques jours, un hôpital militaire a été assailli, à Orchies, par des francs-tireurs. Lors de l'expédition de munition entreprise contre Orchies, le 24 septembre, par le bataillon 35 de la Landwehr, celui-ci a rencontré des forces ennemies supérieures et dut se retirer avec une perte de 8 morts et 35 blessés. Une expédition entreprise le lendemain ne rencontra plus l'ennemi et trouva l'endroit abandonné par les habitants. Dans l'endroit on trouva 20 blessés de la veille, morts et horriblement mutilés ; les oreilles et le nez leur avaient été coupés et on les avait asphyxés en introduisant de la sciure de bois dans la bouche et dans le nez. L'exactitude de ces faits, qui ont été consignés dans un procès-verbal, a été certifiée par la signature de deux prêtres français. Orchies a été rasé.

Bâle, 3 octobre.

Rentrant d'un voyage à Rome, le consul d'Italie livre ses impressions de la manière suivante : il n'y a pas à songer à une mobilisation générale en Italie ; les sentiments populaires ne sont en aucune façon belliqueux, partout le travail se continue comme en temps de paix et les nombreux immigrés s'occupent de la moisson qui est abondante.

Berlin, 3 octobre.

D'après une information d'Amsterdam adressée au *Berliner Tageblatt*, le petit croiseur *Karlsruhe* a fait couler dans l'Atlantique sept vapeurs anglais.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 2 octobre.

Le *Reichshsgetzblatt* (publication officielle de Berlin) publie une ordonnance du Conseil fédéral interdisant tout paiement à l'Angleterre. Il en ressort qu'il est interdit de faire des paiements à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et aux colonies ou possessions britanniques, soit directement, soit indirectement soit en espèces, soit en effets de commerce ou chèques, soit par transfert, ou d'y expédier, directement ou indirectement, de l'argent ou des valeurs.

Berlin, 30 septembre.

Dans la séance d'aujourd'hui du comité central de la Banque de l'Empire, le président du comité de direction de la banque, M. Havenstein, a exposé entre autres ce qui suit :

Le marché monétaire de l'Allemagne a conservé, pendant les deux premiers mois de la guerre, l'attitude la plus favorable de tous les pays. Le marché est assez liquide et les banques et autres organisations de crédit n'ont pas cessé un seul jour leur activité, contrairement à ce qu'on a vu en Angleterre et en France, ni même restreint les paiements sur dépôts en banque. S'appuyant sur la Banque de l'Empire, elles ont maintenu les crédits accordés sans restrictions rigoureuses et ont pu renforcer sensiblement leurs créances chez la Banque de l'Empire.

Nous sommes le seul peuple parmi les nations belligérantes qui ait pu se passer du moratorium et qui continue son travail économique et le réorganise.

En ce qui concerne l'emprunt de guerre, même les personnes qui n'avaient que quelques économies ramassées par leur travail et les petits capitalistes se sont empressés, comme jamais auparavant, d'offrir leurs économies pour l'emprunt de guerre.

Notre commerce extérieur s'est maintenu en majeure partie et notre exportation au mois d'août, malgré toutes les difficultés qui lui ont été créées, tant relativement qu'absolument, a eu moins à souffrir que celui de l'Angleterre, autant au sens relatif qu'au sens absolu.

Lundi a eu lieu, à Berlin, une manifestation commune de la part de toutes les sphères économiques de l'Allemagne, du commerce, de l'agriculture, de l'industrie et des métiers. Cette assemblée, tenue sous la présidence du président du Reichstag a voté, à l'unanimité, une résolution disant que, malgré les

lourdes charges que tous ont déjà supportées avec enthousiasme pour la patrie, ils sont tous prêts à assurer de nouveaux sacrifices. Tous sont fermement décidés à tenir bon jusqu'à l'obstention d'un résultat qui répondra aux immenses sacrifices de cette guerre et qui en exclue le retour.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 3 octobre.

D'après une communication du *Berliner Lokalanzeiger*, de Bucarest, le prince royal de Roumanie s'est débarrassé des éléments russophiles qui essayaient d'amener le roi Charles à abdiquer et de faire passer, avec l'aide du prince royal, la Roumanie du côté de la Triple Entente. Il leur déclara en termes non équivoques qu'il ne monterait jamais sur le trône de Roumanie, au cas où les intrigues des russophiles amèneraient le roi à abdiquer. Ceci détruit la fable accréditée par les agents russes, à savoir que l'héritier de la couronne se trouverait avec ses opinions publiques en contradiction avec le roi, au sujet des véritables intérêts de la Roumanie, et que les russophiles auraient le moindre motif de fonder sur lui des espoirs quelconques.

Berlin, 4 octobre (communication officielle d'hier soir),

Sur le théâtre de la guerre français, il n'y a pas eu de changements notables aujourd'hui.

Au cours de l'attaque sur Anvers, les forts de Lierre, Waelhem, Koningshoyckt et les redoutes intermédiaires ont également été pris. Dans les positions y intercalées, 30 canons ont été capturés. La brèche faite dans la ceinture des forts extérieurs permet de porter l'attaque contre la ceinture intérieure des forts et contre la ville.

Dans l'Est, le 3e corps d'armée de Sibérie et des parties du 22e corps d'armée qui se trouvaient à l'aile gauche des armées russes s'avançant au delà du Niémen, ont été battus après une bataille acharnée de deux jours. Plus de 2.000 prisonniers non blessés, des canons et des mitrailleuses ont été capturés.

Le Gouvernement militaire allemand.

Francfort, 2 octobre.

Sous le titre « La Neutralité de la Belgique », la *Gazette de Francfort* publie un article du journaliste italien Vittorio Ambrosini, où il relate ses impressions à l'occasion d'un voyage à travers la Belgique. On y lit entre autres choses : « Ma première impression à mon arrivée à Bruxelles, le 20 septembre, fut de l'étonnement, car tout avait l'air si pacifique qu'on eût pu penser que les soldats allemands se trouvaient ici en visite, comme invités ; ce sont tous des gens calmes et bien élevés qui paient partout au comptant ce qu'ils achètent. Tout le monde certifie qu'aucun soldat allemand ne fait aucun mal à personne. Les cafés publics sont remplis d'un monde élégant, les boulevards sont animés. Lorsque je parlai devant le commandant allemand de la destruction de Termonde, il me répondit : « Nous avons été, hélas, forcés de recourir à pareils moyens. De l'intérieur de chaque maison on tirait sur nous. C'étaient des soldats qui, à l'approche de nos troupes, jetèrent leurs tuniques et affirmèrent n'être pas des soldats. Cependant ils voyaient que toutes les maisons où flottait le drapeau blanc étaient épargnées. » En ce qui concerne la question de neutralité de la Belgique, le commandant me dit : « Nous possédons maintenant la preuve que la Belgique était depuis longtemps disposée à laisser passer les troupes françaises. » Le commandant me montra un dossier portant pour titre « Projet de débarquement des troupes anglaises en Belgique ». Dans ces documents étaient désignés les ports de Dunkerque, Boulogne et Calais comme ports de débarquement pour les troupes anglaises ainsi que les lignes de chemin de fer conduisant les troupes à Bruges, Gand et Bruxelles. Le dossier contenait, en outre, des images de soldats anglais, afin de les faire reconnaître, et des dessins. On laisse peut-être trop de liberté aux Belges ; chacun peut faire ici ce qu'il lui plaît, tant que cela ne nuit pas aux Allemands. J'ai fait le voyage à Liège dans un train militaire où tout le monde manifestait son enthousiasme et sa confiance en l'issue de la guerre.

J'ai vainement cherché les témoins oculaires de méfaits prétendûment commis par des soldats allemands. »

Berlin, 5 octobre (communication officielle d'hier soir).

Sur le théâtre de la guerre de l'Ouest, la lutte à l'aile droite de l'armée et dans l'Argonne se poursuit avec succès.

Les opérations devant Anvers et sur le théâtre de la guerre de l'Est se sont poursuivies encore aujourd'hui conformément aux plans et sans combat.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 6 octobre (communication officielle du 5 au soir).

Devant Anvers, les forts de Kessel et de Broechem ont été réduits au silence. La ville de Lierre et le fort du chemin de fer sur la ligne de Malines à Anvers ont été pris.

Sur l'aile droite, en France, les combats ont été continués avec succès.

En Pologne, les troupes allemandes avançant contre la Vistule ont gagné le contact avec les troupes russes.

Koenigsberg, 5 octobre.

Au sujet des combats près d'Augustow, il est mandé complémentairement : Les Russes ont été complètement battus dans un combat de deux jours les 1 et 2 octobre, près de Suwalki, et ont perdu 3.000 prisonniers, 18 canons parmi lesquels une batterie lourde, de nombreuses mitrailleuses et de nombreux caissons et chevaux.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 6 octobre.

Le correspondant spécial de la *Berliner Zeitung*, de midi, annonce que lors du premier assaut contre les positions de l'infanterie à Tsingtau, les Japonais et Anglais réunis furent repoussés avec une perte de 2.500 hommes. L'effet des mines, canons et mitrailleuses fut effrayant. L'aile droite des alliés fut attaquée avec succès par l'artillerie du croiseur austro-hongrois *Kaiserin Elisabeth* et de la canonnière allemande *Jauar*. Les pertes allemandes seraient de peu d'importance. Les Japonais attendent des secours du Japon.

Vienne, 6 octobre.

De source officielle on annonce à la date d'hier : Les opérations en Pologne russe et en Galicie avancent avec succès. Côte

à côte les troupes allemandes et austro-hongroises combattent et ont rejeté l'ennemi d'Opatow et de Klimontow vers la Vistule. Dans les Carpathes, les Russes ont été complètement battus au passage d'Uszokar.

Londres, 6 octobre.

Le *Daily Chronicle* annonce qu'à Aldershot, en chiffres ronds, 135.000 miliciens appartenant à toutes les armées seraient préparés à partir pour l'armée dès qu'ils seraient prêts. Cependant la préparation, en dépit des plus brillants efforts, ne donnerait pas de résultat satisfaisant, les troupes étant insuffisamment équipées. Le journal fait appel au concours du public et fait remarquer que, par exemple, aucun officier de la première armée de lord Kitchener ne possède de jumelles de campagne. Il manque, en outre, des chemises, des chaussettes, des mouchoirs, des souliers, du papier et de quoi écrire, des tambours et des fifres pour les régiments écossais.

Bruxelles, 7 octobre.

Au chef d'une troupe de cyclistes belges a été enlevé, près de Hennuyères, une instruction écrite destinée aux chefs des détachements dits « de destruction », où il est dit entre autres choses : « Répandre de fausses nouvelles : débarquement des Anglais à Anvers, des Russes à Calais ».

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 7 octobre (communication officielle d'hier).

Les tentatives réitérées françaises de tourner notre aile droite ont eu pour conséquence d'étendre le front de combat jusqu'au nord d'Arras. Aussi à l'ouest de Lille et à l'ouest de Lens nos avant-gardes ont rencontré de la cavalerie ennemie. Dans notre attaque sur la ligne d'Arras-Albert-Roye, aucune décision n'est encore intervenue.

Sur le front de bataille entre l'Oise et la Meuse, près de Verdun, et en Alsace-Lorraine rien n'est changé.

De même, rien de nouveau devant Anvers.

Sur le théâtre de la guerre de l'Est, la marche en avant des Russes contre la Prusse Orientale, dans le gouvernement de Suwalki, a été arrêtée. Près de Suwalki, l'ennemi a été attaqué depuis hier.

Dans la Pologne russe, des troupes allemandes ont chassé, le 4 octobre, la brigade des Tireurs de la Garde de leur position fortifiée d'entre Opatow et Ostrowez, et leur ont enlevé 3.000 prisonniers et plusieurs canons et mitrailleuses.

Le 5 octobre, deux divisions et demie de cavalerie russe ainsi que des parties de la réserve principale d'Iwangorod ont été attaquées près de Radow et refoulées sur Iwangorod.

Vienne, 7 octobre.

On écrit de source officielle : La soudaine marche en avant des troupes allemandes et austro-hongroises en Pologne russe semble avoir produit une forte surprise chez les Russes. Bien qu'ils aient envoyé des forces importantes de la Galicie au nord, ils ont été, dans leur tentative de passer la Vistule dans la direction d'Opatow, repoussés par les alliés sur l'autre rive du fleuve.

Nos troupes ont pris la tête du pont russe à Sandomir.

En Galicie, nous avançons conformément à nos plans. A Tarnabrzeg, une division d'infanterie russe a été rejetée par nous.

Vienne, 7 octobre.

La correspondance « Rundschau » annonce de Constantinople : Le mouvement antirusse gagne constamment en extension. A la légation russe de Téhéran, des lettres de menaces ont été trouvées. La Russie veut, en conséquence, envoyer des troupes pour protéger ses nationaux et son personnel diplomatique. A Tabris Kasprin et Seral, des comités de délivrance ont été constitués et ont trouvé beaucoup d'adhérents. Dans les monts d'Unar, des combats vifs ont eu lieu avec les troupes de frontière russes où les Schachsewennes l'ont emporté.

Le Gouvernement militaire allemand.

Budapest, 8 octobre.

On mande officiellement : Nos troupes ont battu les troupes russes qui avaient envahi Marmaros, Sziget, et qui sont déjà poursuivies jusqu'à Nagybogsky. Les administrations publiques reprendront déjà aujourd'hui leurs fonctions officielles. L'enterrement des Russes tués au dernier combat près d'Uszok se poursuit. Jusqu'ici 8.000 Russes morts ont été enterrés.

Berlin, 8 octobre (communication officielle d'hier soir).

Les combats sur l'aile droite de l'armée en France n'ont pas encore abouti à une décision. Les poussées en avant des Français en Argonne et au nord-est de Verdun ont été rejetées.

A Anvers, le fort de Broechem est entre nos mains. L'attaque a dépassé le secteur de la Nèthe et s'approche de la ceinture intérieure des forts. Une brigade anglaise et les Belges ont été rejetés entre la ceinture extérieure et la ceinture intérieure sur Anvers. Quatre lourdes batteries, 52 canons de campagne, de nombreuses mitrailleuses ont été pris en rase campagne.

L'attaque des Russes dans le gouvernement de Suwalki a été repoussée. Les Russes ont perdu 2.000 prisonniers et 9 mitrailleuses.

En Pologne, au cours de plusieurs combats peu importants mais victorieux à l'ouest d'Iwangorod, 4.800 prisonniers ont été faits.

Berlin, 7 octobre.

On mande officiellement de Tokio : Le détachement de la marine a occupé, sans résistance, Jaluit, siège du gouvernement des îles Marshal. Les négociants anglais ont été autorisés à faire l'importation. L'administration maritime déclare que le débarquement est un acte militaire, mais qu'il ne s'agit pas d'une occupation définitive. La déclaration officielle du ministère britannique des colonies dit : L'ennemi a entrepris en septembre de nombreuses tentatives de pénétrer en Afrique orientale britannique et de couper le chemin de fer de l'Ouganda. Ces tentatives échouèrent, seule une station de frontière fut maintenue par une petite troupe allemande. L'occupation militaire normale a été renforcée par des troupes indiennes.

Le gouverneur du Kameroun annonce des combats victorieux, du commencement de septembre, contre les Anglais et les Français, au cours desquels les lieutenants von Rothkirsch et Milbrat ont trouvé la mort. Les autorités compétentes pensent que ces combats ont eu lieu sur le Benue et sur le fleuve Gross.

Le Gouvernement militaire allemand.

Vienne, 9 octobre.

On mande officiellement (hier midi) : En avançant, nos troupes ont rejeté hier l'ennemi sur la chaussée de Przemysl,

près de Barycz, à l'ouest de Dynow. Przescow a été repris et des canons ont été gagnés.

Dans l'angle Vistule-San, nous avons enlevé aux Russes en fuite de nombreux prisonniers et véhicules. De nouvelles attaques violentes contre Przemysl furent brillamment repoussées. L'ennemi a eu des milliers de morts et blessés. Dans les combats victorieux près de Marmaros-Sziget, les Landsturm hongrois et est-galicien ainsi que les légionnaires polonais ont rivalisé de bravoure.

Vienne, 9 octobre.

Officiellement on a annoncé hier : L'action de nettoyage avance en Bosnie et a abouti au coup décisif, déjà annoncé, contre les troupes monténégrines, près de Vingrad où les Serbes avaient pénétré sans combat. Leur colonne septentrionale a été rejetée de Brabanios vers Braina-Bistra jusqu'à l'autre rive de la Drina ; leur train et leur colonne de munitions leur ont été enlevés. Leur force principale qui avançait sur Romania et Planina, sous le commandement du ministre de la guerre, a été battue complètement par nos troupes en un combat de deux jours. Il a évité, par une fuite rapide, d'être fait prisonnier, comme c'était notre plan. Un bataillon du 11e régiment de second ban a été fait prisonnier ; plusieurs canons à tir rapide sont tombés entre nos mains.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 10 octobre.

Le quartier général de l'armée annonce officiellement le 9 octobre, au soir : Aujourd'hui, avant midi, plusieurs forts de la ligne intérieure de fortifications d'Anvers sont tombés entre nos mains. La ville même est en possession allemande depuis l'après-midi. Le commandant belge et la garnison belge ont quitté Anvers et la région fortifiée ; quelques forts seulement sont encore occupés par l'ennemi, ce qui n'influence en rien sur le fait que nous possédons Anvers.

Berlin, 10 octobre.

Notre action a forcé les Russes de cesser leurs inutiles efforts contre Przemysl, efforts qui avaient atteint leur sommet dans

la nuit du 8 octobre et ont coûté des sacrifices énormes aux assaillants. Hier matin, le feu d'artillerie sur la forteresse s'affaiblissait. Les assaillants retirèrent une partie de leurs forces. Près de Lancut, l'ennemi se mit en grand nombre sur le chemin de nos troupes; le combat continue. Les Russes sont chassés de Roszwadow. Tout est bien dans les Carpathes. La retraite des Russes de Marmaros dégénère en fuite.

Le Gouvernement militaire allemand.

Bruxelles, 11 octobre.

La place forte d'Anvers, avec tous ses forts sur les deux rives de l'Escaut, a capitulé hier dans la matinée, sans condition aucune.

Bucharest, 11 octobre.

Le roi Carol de Roumanie est mort hier après-midi, à 6 h. 1/2, à Sinaïa.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 12 octobre (communication officielle d'hier soir).

A l'ouest de Lille, une division de cavalerie française a été complètement battue par notre cavalerie, et près de Haezebroeck une autre division de cavalerie française a subi de grandes pertes. Les combats au front, à l'ouest, n'ont pas encore abouti à une décision.

Au sujet de notre butin de victoire à Anvers, aucune communication ne peut encore être faite, les matériaux documentaires faisant naturellement encore défaut. De même, on ne peut encore apprécier définitivement le nombre de prisonniers, ni des Belges, ni des Anglais, qui ont passé la frontière hollandaise.

Sur le théâtre de la guerre de l'Est, toutes les attaques de la première et la dixième armée russes contre les armées de la Prusse orientale ont été repoussées par ces dernières, les 9 et 10 octobre. De même, la tentative d'enveloppement via Schierwind a été repoussée ; 1.000 Russes y furent faits prisonniers. Dans la Pologne méridionale, les têtes de nos armées ont atteint la Vistule. A Grojez, au sud de Varsovie, 2.000 hommes du deuxième corps d'armée sibérien ont été faits prisonniers.

Les nouvelles officielles russes au sujet d'une grande victoire russe à Augustow-Suwalki sont de la pure invention. La valeur des nouvelles officielles russes ressort du fait que rien n'a été publié par les informations officielles russes, au sujet des formidables défaites des Russes à Tannenberg et à Interburg.

Vienne, 12 octobre (communication officielle).

Notre rapide marche en avant a délivré Przemysl de l'enveloppement par l'ennemi. Nos troupes sont entrées à Przemysl. Partout où nous avons arrêté les Russes, ceux-ci ont été battus, et pendant leur fuite vers les passages du fleuve près de Sieniana ils ont été faits prisonniers en masse.

Le Gouvernement militaire allemand.

Vienne, 13 octobre (communiqués officiels d'hier midi).

Notre offensive a atteint hier, après de nombreux combats généralement victorieux pour nos troupes, la rivière du San. La reprise de la forteresse de Przemysl est chose faite. Au nord et au sud de la forteresse, les restes de l'armée ennemie qui avaient enveloppé la ville sont attaqués. Jaroslaw et Leseisk sont entre nos mains. De Sienowia, un ennemi fort se retire et à l'est de Chyrow notre attaque avance également.

Dans la Pologne russe, tous les efforts de forts contingents russes de passer la Vistule à Iwangorod et au sud de cette ville ont échoué.

Bruxelles, 13 octobre.

La ville de Gand est occupée par les troupes allemandes.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 15 octobre.

De Bordeaux, on mande officiellement le 13 octobre : Le gouvernement belge a décidé de se rendre en France. Tous les ministres, sauf le ministre de la guerre, se sont embarqués le matin à Ostende, pour Le Havre, où le gouvernement français avait pris toutes les mesures pour les installer. Le roi est resté à la tête de son armée.

Rotterdam, 14 octobre.

La *Nieuwe Rotterdamsche Courant* mande de Londres : La *Morning Post* critique sévèrement des mesures prises avant la chute d'Anvers. On avait envoyé 8.000 soldats marins avec quelques lourds canons à Anvers, alors que la ville et les forteresses étaient déjà intenables. On aurait dû ou retirer aussitôt l'armée belge et continuer la résistance en pleine campagne, ou envoyer une forte armée pour délivrer Anvers. Cette dernière voie eût été la moins bonne ; mais la plus grande faute a été d'envoyer une armée faible parce que cela a encouragé les autorités belges à une vaine et inutile résistance.

De Sas van Gent, le même journal mande le 13 octobre : Les troupes anglo-belges qui étaient partis de Gand dans la direction de Bruges, sont poursuivies par les troupes allemandes et rejointes hier soir. Aujourd'hui matin un combat est engagé.

Christiania, 15 octobre.

Le *Dagblades* écrit : Si l'on considère la situation actuelle de l'armée belge, il paraît plus que probable qu'elle n'entre pas en compte. L'*Aftenposten* reproduit en place spéciale le passage du communiqué parisien d'hier après-midi disant que 24 forts d'Anvers sont encore tenus par les Belges et que les Allemands n'occupent qu'un faubourg, et donne à cette reproduction pour titre : « Comment on est renseigné en France au sujet d'Anvers ».

Le Gouvernement militaire allemand.

Notice. — Les copies du document diplomatique « l'Angleterre et la Belgique », imprimées sur papier jaune et distribuées dans les rues, sont absolument authentiques. C'est par erreur que la signature du gouvernement militaire allemand a été omise.

Berlin, 13 octobre (officiel).

Aucune nouvelle importante n'est arrivée du théâtre de la guerre de l'Ouest. Des attaques violentes de l'ennemi à l'est de Soissons ont été repoussées. Dans la forêt des Argonnes, des combats acharnés continuent. Nos troupes opèrent dans l'épaisse

futaie avec les plus grandes difficultés en se livrant, avec tous les moyens, à une guerre de forteresse et avancent pas à pas. Les Français résistent opiniâtrement, ils tirent du haut des arbres avec des mitrailleuses et des fusils et possèdent de solides points d'appui dans des tranchées très fortes et établies en étages.

Berlin, 14 octobre (officiel).

Notre butin de guerre à Anvers ne peut pas encore être apprécié aujourd'hui. Le nombre des troupes désarmées en Hollande s'est élevé à environ 28.000. D'après des informations officielles de Londres et de Hollande, il y aurait parmi ce nombre 2.000 Anglais. Il faut croire que de nombreux soldats belges se sont enfuis en vêtements civils vers leurs communes d'origine. Les dommages matériels à Anvers sont peu considérables. Les écluses et les transports de passage sur le fleuve ont été détruits par l'ennemi. Au port se trouvent 4 vapeurs anglais, 2 belges, 1 français, 1 espagnol, 1 danois, 32 allemands et 2 autrichiens, ainsi que 2 voiliers allemands. Autant qu'il résulte d'un examen des navires allemands, les chaudières en paraissent avoir été abîmées pour les mettre hors d'usage.

Sur le théâtre de la guerre de l'Est prussien, le 11 octobre s'est passé calmement. Le 12, une nouvelle tentative d'enveloppement de Schiervindt par les Russes a échoué ; les Russes ayant perdu 1.500 prisonniers et 20 canons.

Dans la Pologne méridionale, les avant-gardes russes ont été rejetées au sud de Varsovie par nos troupes. Une tentative des Russes de passer la Vistule au sud d'Iwangorod a échoué ; les Russes y ont subi de grandes pertes.

Berlin 15 octobre (officiel).

Le grand croisseur cuirassé russe *Palada*, de la classe *Bajan*, a été coulé à l'entrée de la baie de Finlande par un coup de torpille allemand. Cette nouvelle est confirmée par l'agence télégraphique russe à Saint-Pétersbourg.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 15 octobre (officiel d'hier midi).

L'ennemi, parmi lequel se trouve une partie de l'ancienne garnison d'Anvers, se précipite dans une fuite rapide vers l'Ouest, c'est-à-dire vers la côte ; nos troupes suivent.

Lille est occupée par nous, nous y avons fait 4.500 prisonniers. La ville avait été déclarée, par les autorités communales, vis-à-vis des troupes allemandes, ville ouverte ; cependant l'ennemi a avancé des troupes du côté de Dunkerque pour tenter d'envelopper Gand et avec l'ordre de tenir bon jusqu'à l'arrivée de l'armée d'enveloppement, cette armée ne venant naturellement pas, la conséquence en fut que la ville, inutilement défendue, eut à supporter des dommages par suite de sa prise par nos troupes.

Rien de nouveau du côté du front. A proximité immédiate de la cathédrale de Reims, on a constaté la présence de deux batteries lourdes françaises ; de même on y a observé des signaux de lumière, du haut d'une tour de la cathédrale. Il va sans dire que toutes les mesures hostiles à nos troupes et tous les moyens y servant sont combattus par nous sans égard pour la conservation de la cathédrale. Les Français supporteront donc maintenant la responsabilité comme antérieurement, si le vénérable monument devient une victime de la guerre.

Sur le théâtre de la guerre à l'Est, les Russes ont été battus dans les combats autour de Schirwind. Ils ont perdu 3.000 prisonniers, 26 canons et 12 mitrailleuses. Lyck est de nouveau en notre possession. Bialla a été abandonné par les Russes. Plus loin au Sud, les avant-gardes russes marchant sur Varsovie ont été refoulées et ont perdu 8.000 prisonniers et 15 canons.

Vienne, 15 octobre.

La *Sudslavitsche Korrespondenz* publie cette information de Constantinople : Selon des nouvelles de journaux turcs de Téhéran, le journal *Sckems* d'Aschkbad (aux Indes) annonce que le fils de l'Emir d'Afghanistan aurait attaqué et passé la frontière des Indes avec une armée.

Le même journal mande de Simla : L'apparition du croiseur *Emden* devant Madras a provoqué une vive émotion parmi le parti nationaliste de la ville. Des attentats ont été commis contre des fonctionnaires anglais. Les auteurs en seraient des membres du parti de l'indépendance des Indes. Aussi, parmi les Sikhs, si belliqueux, du nord des Indes, un mouvement révolutionnaire a éclaté.

Berlin, 15 octobre.

La *Metze Zeitung* annonce que le préfet militaire de la police de Metz, général major von Rodenhausen, a été nommé commandant de la place forte d'Anvers.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 16 octobre
(communications officielles du quartier général).

A Anvers, entre 4.000 et 5.000 prisonniers ont été faits. Il est à présumer qu'endéans peu de temps encore un grand nombre de soldats belges, qui avaient des vêtements civils, seront capturés. D'après une communication du consul de Terneuzen, environ 20.000 soldats belges et 2.000 anglais ont passé en territoire hollandais où ils ont été désarmés. Leur fuite doit avoir eu lieu en grande hâte ; en témoignent les grandes masses jetées de sacs à vêtements, notamment par la division navale anglaise. Le butin de guerre à Anvers est considérable : au moins 500 canons, une quantité immense de munitions, de selles, beaucoup d'objets pour le service sanitaire, de nombreuses automobiles, des locomotives et des wagons, 4 millions de kilos de blé, beaucoup de farines, de charbons et de lin, de la laine d'une valeur de 10 millions de mark du cuivre et de l'argent-métal pour un demi-million de mark ; un train blindé de chemin de fer, plusieurs trains chargés de provisions et alimentation ; de grandes quantités de gros bétail.

Il n'y avait plus de navires anglais ni belges dans le port d'Anvers. Les 34 vapeurs allemands et 3 voiliers présents à Anvers au début de la guerre y sont toujours, à l'exception d'un seul, mais leurs machines ont été mises hors d'usage, on les a perforées. Seul le *Gneisenau* du Nordeutscher Lloyd, a été coulé. La grande écluse du port est intacte, mais provisoirement inutilisable parce qu'on y a fait sombrer des barquettes chargées de pierres. Les installations du port n'ont pas été endommagées.

La ville d'Anvers a peu souffert. La population garde le calme et paraît heureuse de ce que les journées de terreur soient finies. La population avait d'ailleurs commencé à pi

Les débris de l'armée belge ont abandonné, en toute hâte, la ville de Gand à l'approche de nos troupes. Le gouvernement belge se serait retiré, à l'exception du ministre de la guerre, au Havre.

Berlin, 16 octobre.

Les attaques des Français aux environs d'Albert ont été repoussées avec de grandes pertes pour les Français. Aucun autre changement à l'ouest.

A l'est, la marche en avant des Russes entreprise avec des forces considérables vers la Prusse orientale, peut être considérée comme ayant échoué. L'attaque de nos troupes en Pologne, où elles luttent côte à côte avec nos alliés autrichiens, progresse toujours. Nos troupes se trouvent devant Varsovie. La marche en avant entreprise par les Russes avec huit corps d'armée, venant de la ligne d'Iwangorod-Varsovie sur la Vistule, a été repoussée sur toute la ligne avec de grandes pertes pour les Russes. Les bruits répandus par la presse russe au sujet de la capture de canons allemands manquent de fondement.

Le Gouvernement militaire allemand.

Vienne, 16 octobre, midi (officiel).

Hier, nos troupes ont pris les hauteurs fortifiées de Starasol ; de même, notre attaque a avancé vers Stany et Sambor. Au nord de Strwaz, nous occupons une série de hauteurs jusqu'au front sud-est de Przemysl Sur la rivière San, en aval de la forteresse, le combat est également engagé. Dans notre poursuite de l'ennemi par les Carpathes, nous sommes arrivés à Wyshow et à Skole.

Berlin, 15 octobre.

Le bureau Reuter mande de Capstadt : A la suite d'une rébellion d'un petit détachement commandé par le colonel boer Moritz, qui marche vers le Damaraland, le droit martial a été proclamé pour toute l'Afrique du Sud. Le mécontentement serait de nature locale.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 17 octobre (communication officielle d'hier midi).

Les Russes ont tenté, le 14 octobre, de reprendre Lyck, mais leurs attaques ont été repoussées ; 800 prisonniers, 1 canon, 3 mitrailleuses, sont tombés entre nos mains.

Bruges a été occupé par nos troupes le 14 octobre, Ostende le 15.

De violentes attaques françaises dans la région au nord-ouest de Reims ont été repoussées. Les Français annoncent dans leurs bulletins officiels qu'ils auraient, en plusieurs endroits de leur front, par exemple près de Berry-au-Bac, au nord-ouest de Reims, fait des progrès remarquables. Ces informations ne répondent en aucune façon à la réalité.

Berlin, 17 octobre.

On mande, non officiellement, de Londres 15 octobre : Le croiseur anglais *Hawke* a été coulé dans le nord de la mer du Nord par une torpille lancée par un sous-marin. Un officier et 49 hommes ont été sauvés et débarqués à Aberdeen, environ 380 hommes manquent. En même temps, le croiseur *Theseus* a été attaqué, mais sans succès.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 18 octobre (communication officielle d'hier matin).

A Bruges et Ostende, de grandes quantités de matériel de guerre sont tombées entre nos mains, entre autres une grande quantité de fusils d'infanterie avec des munitions et 200 locomotives en état utilisable.

Du côté du théâtre de la guerre français, pas d'événement important à signaler.

Dans le gouvernement de Suwalki, les Russes sont restés tranquilles pendant la journée d'hier. Le nombre des prisonniers capturés près de Schirwindt a atteint le chiffre de 4.000 ; en outre, plusieurs canons ont été pris. Les combats près de Varsovie et au sud de cette place continuent.

Vienne, 18 octobre (de la veille à midi).

La bataille engagée sur la ligne de Stary-Sambor-Meducha ainsi que celle sur le San et nos opérations contre le Dniester

prennent une bonne tournure. Au nord de Wyszkow, les Russes ont attaqué de nouveau et ont été repoussés. Près de Synowodsko, nos troupes ont forcé la rivière Stryj, gagné les hauteurs au nord de l'endroit et commencé la poursuite de l'ennemi. De même, les hauteurs du nord de Pudbuz, et au sud-est de Stary-Sambor ont passé en nos mains après un combat acharné. Aussi au nord du fleuve Striwiaz notre offensive avance. Au nord de Przemysl nous avons pris pied ferme sur la rive orientale du San. Impossible d'apprécier, même approximativement, le nombre des prisonniers que nous avons faits au cours des opérations actuelles. D'après les renseignements que nous possédons déjà, ils dépassent les 15.000.

Berlin, 19 octobre (communication officielle du 18).

Sur le théâtre de la guerre de l'ouest, la journée d'hier s'est passée, en général, tranquillement. La situation est sans changement.

Sur le théâtre de la guerre de l'est, nos troupes avancent dans la région de Lyck. Le combat près et au sud de Varsovie continue.

Londres, 19 octobre.

Le 17 octobre, les torpilleurs allemands S-115, S-117, S-118 et S-119 sont entrés, non loin de la côte hollandaise, en combat avec le croiseur anglais *Undaunted* et quatre contre-torpilleurs anglais. D'après des informations officielles anglaises, les quatre torpilleurs allemands auraient été coulés (Cette nouvelle n'est pas encore confirmée par les autorités allemandes).

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 19 octobre.

Le *Times* publie une lettre de M. Hulke à l'adresse de l'amirauté au sujet de la brigade maritime expédiée à Anvers. Il y est dit : « Lorsque les premiers bruits à ce sujet circulèrent que des miliciens non préparés iraient au front, on traitait l'information comme ridicule. Beaucoup d'officiers de l'armée et de la flotte déclarèrent unanimement que l'envoi de la brigade dans les circonstances du moment, équivaudrait à un assassinat prémédité. Les officiers, sous-officiers et soldats

riaient de l'idée qu'on voulût les envoyer au combat. Mais lorsque, après leur départ, on apprit qu'ils avaient été réellement envoyés à Anvers, l'indignation et les craintes furent générales dans tout le district. Une grande partie des gens n'étaient pas bien équipés, ni convenablement préparés au service. Les officiers apprenaient les premières règles du service d'infanterie, ne savaient pas encore par cœur les commandements, étaient absolument insuffisants comme nombre. La première brigade manquait de 16 officiers ; sur les 14 officiers présents, 4 seulement étaient au courant du service de l'infanterie. Les hommes manquaient de cartouchières. Leurs cartouches étaient en nombre insuffisant ; ils ne s'étaient exercés au tir seulement avec le petit fusil et seulement à trente pas de distance et n'ont été munis du fusil réglementaire que la veille ou l'avant-veille du départ... Un sous-officier de la marine n'arriva au camp que le jour du départ, afin de montrer au moins qu'il savait mettre la baïonnette au fusil. »

Berlin, 20 octobre (communication officielle).

Le sous-marin anglais E-3 a été détruit le 18 octobre dans la baie allemande de la mer du nord.

Le Gouvernement militaire allemand.

Tokio, 21 octobre.

L'agence Reuter mande : D'après un avis officiel japonais, le croiseur *Takatchio* a touché le 17 octobre, à une mine, dans la baie de Kiautchou et a sombré. Sur les 264 hommes de l'équipage, 1 officier et 9 hommes auraient été sauvés.

Berlin, 21 octobre.

Nous apprenons que, lors de la destruction du sous-marin anglais, nous n'avons eu à déplorer aucune perte.

Berlin, 21 octobre (officiel).

Les troupes allemandes avançant d'Ostende, le long de la côte, ont rencontré, dans le secteur de l'Yser, près de Nieuport, des forces ennemies. Depuis avant hier, elles sont entrées en contact avec elles. Aussi hier, des attaques de ces adversaires

ont été repoussées, à l'ouest de Lille, avec de grandes pertes pour eux.

Rien d'important à signaler du théâtre de la guerre de l'est.

Berlin, 21 octobre.

La *Berliner Zeitung am Mittag* publie cette note datée de Copenhague : D'après des informations venant du *Retsch*, de Saint-Pétersbourg, le Roi Carol de Roumanie aurait recommandé, peu de temps avant sa mort, à son successeur de maintenir sa neutralité. Ses dernières paroles furent : « Epargne ta patrie ! Ne répands pas de sang ! » Le roi Ferdinand aurait dit au ministre président M. Bratianu en termes catégoriques et textuels : « Je ne trahirai pas le testament de mon prédécesseur ».

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 22 octobre (communication officielle d'hier avant midi).

Sur le canal de l'Yser, nos troupes se trouvent toujours en contact acharné avec l'ennemi. Celui-ci est appuyé par son artillerie du côté de la mer, au nord-ouest de Nieuport. Un torpilleur anglais a été mis hors combat par notre artillerie. Les combats à l'ouest de Lille continuent. Là aussi nos troupes ont passé à l'offensive et ont repoussé l'ennemi en plusieurs endroits. Environ 2.000 Anglais ont été faits prisonniers e plusieurs mitrailleuses ont été prises. Sur le théâtre de la guerre de l'est, aucun fait décisif ne s'est produit.

Vienne, 22 octobre (communication officielle du 21 à midi).

Au cour de gros et acharnés combats contre la position fortifiée de l'ennemi, de Felsztyn jusqu'à la chaussée à l'est de Medyha, nous avons gagné du terrain en plusieurs endroits, alors que les contre-attaques russes n'ont réussi nulle part. La nuit passée, nos troupes ont pris d'assaut la hauteur de La Chapelle, au nord de Mesyniec. Au sud de Magura, elles réussirent déjà hier à avancer des endroits gagnés vers les hauteurs. A l'aile sud, le combat est mené surtout par l'artillerie ; par suite de l'emploi très étendu de fortifications modernes de campagne, la bataille prend, en grande partie, le caractère d'une guerre de forteresse.

Dans les Carpathes, hier, le passage de Jablonica, dernière position occupée par un détachement russe, a été gagnée par nous.

Sur le sol hongrois, il n'y a plus aucun soldat ennemi.

Notre marche en avant dans la Bukowina a atteint le Grand Serithi.

Berlin, 22 octobre.

Les versements sur l'emprunt de la guerre ont dépassé, aujourd'hui, la somme de 3 milliards de marks.

Le Gouvernement allemand.

Manchester, 22 octobre,

Le correspondant londonien du *Manchester Guardian* écrit, au sujet des excès commis par la population contre les Allemands à Londres : La partie de la presse londonienne, qui fait tout ce qu'elle peut pour provoquer la fièvre de l'espionnage, devrait réfléchir si de telles brutalités pourront alléger le sort de nos milliers de prisonniers anglais en Allemagne. Nous possédons les déclarations de centaines de femmes anglaises rentrées d'Allemagne et qui nous disent qu'elles ont été traitées avec égard ; des lettres de source absolument digne de foi constatent que nos prisonniers, malgré la colère allemande du premier moment, à cause du conflit, ensuite de laquelle ils ont eu à souffrir un moment, sont maintenant traités humainement.

La destruction et le pillage des magasins, la persécution d'Allemands paisibles, ne sont pas l'indice de force, mais d'hystérie.

Constantinople, 22 octobre.

A des observations présentées par la Grande Bretagne, au sujet de la présence continuelle de militaires allemands sur les navires turcs, la Sublime Porte a répondu définitivement « que c'est là une affaire intérieure de la Turquie ».

Le Gouvernement allemand.

Londres, 23 octobre.

L'agence de Lloyds à Colombo télégraphie à l'amirauté que les vapeurs britanniques *Chilka, Troilus, Benmohr, Clan Grant,* et la drague *Ponrabbel,* ont été coulés par le croiseur allemand *Emden*, et le vapeur *Oxford*, capturé.

Berlin, 23 octobre.

Les combats le long du canal de l'Yser continuent. Onze navires de guerre anglais appuient l'artillerie ennemie. A l'est de Dixmude, l'ennemi a été repoussé ; de même nos troupes ont avancé avec succès dans la direction d'Ypres.

Les combats au nord-ouest et à l'ouest de Lille sont très acharnés. Mais l'ennemi a reculé lentement sur toute la ligne. Des attaques violentes venant de la direction de Toul, contre les hauteurs ont été rejetés avec des pertes extrêmement considérables pour les Français.

Il est péremptoirement constaté que l'amiral anglais commandant l'escadre d'Ostende n'a été empêché qu'à grand' peine par les autorités belges de renoncer à son intention de bombarder Ostende.

Sur le théâtre de la guerre de l'est, des parties de nos troupes suivent l'ennemi qui se retire dans la direction d'Ossowicz. Plusieurs centaines de prisonniers et de mitrailleuses sont tombées entre nos mains.

Autour de Varsovie et en Pologne, il n'y a pas eu, hier, de combats après une lutte indécise de plusieurs jours. La situation est encore pendante.

Vienne, 23 octobre.

Dans la bataille sur les deux rives du fleuve Strwiaz, nous avons réussi, aussi dans la région au sud de ce fleuve, à porter notre offensive en avant. Sur la hauteur trigonométrique dominante, 668, au sud-est de Stary-Sambos, les deux positions défensives de l'ennemi ont été prises. Au nord-ouest de cet endroit, notre ligne de combat s'est approchée de la chaussée de Starasol. D'après nos derniers renseignements, 3.400 Russes, parmi lesquels 20 officiers ont été faits prisonniers au cours des derniers combats, et 15 mitrailleuses furent prises. Nos troupes d'avant-garde sont entrées à Czernowitz.

Budapest, 22 octobre.

Les journaux annoncent que les troupes austro-hongroises, après avoir chassé les Russes de Serith, sont entrées à Czernowitz. Les Russes ont abandonné Czernowitz en prenant une direction vers le nord-ouest.

Le Gouvernement allemand.

Berlin, 24 octobre (communication officielle d'hier midi).

Sur le canal de l'Yser nous avons obtenu des succès hier. Au sud de Dixmude, nos troupes ont avancé.

A l'ouest de Lille, nos attaques ont été couronnées de succès. Nous avons pris possession de plusieurs localités.

Sur le reste du front de l'armée de l'ouest régnait généralement la tranquillité.

A l'est, des attaques russes dans la région d'Augustow ont été repoussées ; à cette occasion, nous avons pris plusieurs mitrailleuses.

Pas de nouvelles définitives du théâtre de la guerre du sud est.

Vienne, 24 octobre (communication officielle d'hier soir).

Pendant que hier, dans la bataille au sud de Przemysl, surtout notre lourde artillerie, installée contre les points d'appui de l'ennemi, avait la parole, des combats acharnés s'engageaient sur le San inférieur où nous avons laissé passer l'ennemi en plusieurs endroits à la rive ouest du fleuve, pour pouvoir l'y attaquer et battre. Les forces russes passées sont déjà presque partout acculées au fleuve. A Zarzecze, nous avons fait plus de 1.000 prisonniers. Des parties de notre armée ont apparu subitement devant Iwangorod et ont battu deux divisions ; elles firent 3.600 prisonniers russes et gagnèrent le drapeau et 15 mitrailleuses. Au retour de cette action victorieuse dans la région de la Sove, notre *Monitor Temes* rencontra une mine placée par l'ennemi et sombra. De l'équipage manquent 33 hommes ; les autres furent sauvés.

Berlin, 24 octobre.

L'agence Reuter mande de Las Palmas, 23 octobre.

Le vapeur allemand *Crefeld* est arrivé à Ténériffe avec, à bord, les équipages des 13 vapeurs britanniques que le croiseur allemand *Karlsruhe* avait coulés dans l'Atlantique. Le tonnage total de ces bâtiments s'élève à 60.000 tonnes.

Berlin, 24 octobre.

La nouvelle du *Times* datée de St-Pétersbourg et disant qu'à Varsovie les Russes auraient gagné 50 canons allemands, 2 dra-

peaux de régiment et fait un grand nombre de prisonniers est de pure invention.

Le Gouvernement allemand.

Bruxelles, 25 octobre.

Les bruits répandus en ville concernant le bombardement de Metz manquent complètement de fondement.

Berlin, 25 octobre.

Les combats dans le secteur du canal de l'Yser-Ypres sont extrêmement acharnés. Au nord, nous avons réussi à passer le canal avec des forces importantes. A l'est d'Ypres et au sud-ouest de Lille, nos troupes ont avancé au milieu de violents combats.

Ostende a été bombardé sans aucune utilité par les navires anglais.

Dans la forêt des Argonnes, nos troupes avancent également; nous avons descendu à coups de feu deux avions français. Au nord de Toul, près de Hirq, les Français ont décliné notre offre d'une armistice faite dans le but de leur permettre d'inhumer leurs nombreux morts et de mettre en sûreté leurs blessés.

A l'ouest d'Augustow (Russie), les Russes ont renouvelé leurs attaques, mais ont été repoussés partout.

Berlin, 24 octobre.

Le 20 octobre, le vapeur anglais *Glitra* a été coulé à la côte norvégienne, par un sous-marin allemand qui en a ouvert les soupapes après que l'équipage eut quitté, en barques de sauvetage, le navire conformément à l'ordre qui avait été donné aux hommes par le commandant allemand.

Vienne, 24 octobre (communication officielle d'hier).

Les fortes troupes monténégrines et serbes qui avaient pénétré, il y a quelque temps, dans la région limitrophe de la Bosnie orientale, ont fort maltraité la population mahométane. Le 22 octobre, elles ont été battues dans une bataille qui a duré trois jours, sur les deux rives de la Mokro-Regatica, et se sont retirées en toute hâte. Les détails du combat, au cours duquel

nos troupes ont fait preuve d'une bravoure admirable et ont rejeté, à la baïonnette, l'ennemi de plusieurs positions fortifiées, seront publiés spécialement.

Le Gouvernement allemand.

Bruxelles, 26 octobre.

L'Empereur d'Allemagne a décidé que les prêtres français, prisonniers de guerre, jouiraient du traitement de faveur accordé aux officiers, malgré que depuis la loi de séparation, ces prêtres sont incorporés dans l'armée française comme simples soldats.

Berlin, 26 octobre (communication officielle du quartier-général).

Le canal de l'Yser à Ypres a été passé par nous, avec des forces considérables et après des combats acharnés, le 24 octobre, entre Nieuport et Dixmude. A l'est-nord-est d'Ypres, l'ennemi reçut des renforts, ce qui n'empêcha pas nos troupes d'avancer en plusieurs endroits. Environ 500 Anglais, parmi lesquels 1 colonel et 28 officiers, furent faits prisonniers.

A l'est (Russie), nos troupes ont pris l'offensive contre Augustow, dans la contrée d'Iwangorod. Nos troupes combattent côte à côte avec les troupes austro-hongroises et ont fait 1.800 prisonniers russes.

Vienne, 25 octobre (officiel).

Sur le théâtre de la guerre du nord-est, notre armée et des troupes allemandes très considérables forment un front presque ininterrompu, qui s'étend des pentes septentrionales des Carpathes, par Stary-Sambord, l'avant-territoire de Przemysl, le San inférieur et la vallée de la Vistule polonaise, jusqu'à la région de Plozh, et se trouvent en combat avec l'armée principale russe, laquelle comprend aussi les troupes caucasiennes, sibériennes et turkestanes. Notre offensive par les Carpathes a rencontré des forces ennemies considérables. Dans la Galicie centrale, où les deux adversaires occupent des positions forti-
Var ...es, la bataille est, en somme, indécise et continue. Au sud-
...de Przemysl et sur le San inférieur, nos troupes ont obtenu
..., ces jours derniers, des succès multiples.

En Pologne russe, des troupes très fortes de part et d'autre sont engagées depuis hier dans la région sud-ouest de la Vistule, entre Iwangorod et Varsovie, dans un grand combat.

Vienne, 25 octobre.

Le bureau de la presse du département de la guerre annonce : Les méthodes russes de mener la guerre sont bien illustrées de nouveau par une nouvelle publiée d'une source absolument sûre : Les Russes ont promis une prime de 80.000 roubles pour la capture ou la mort d'un de nos hauts généraux. Cela explique l'attentat commis effectivement sur la personne de ce général, heureusement sans résultat.

Le Gouvernement allemand.

Berlin 26 octobre (communication officielle d'hier midi).

Hier matin, nos troupes ont, à l'ouest du canal de l'Yser, entre Nieuport et Dixmude, localités encore en possession de l'ennemi, attaqué l'ennemi qui se défendait encore avec acharnement. L'escadre anglaise, qui prenait part au combat, fut forcée par le feu de notre lourde artillerie de se retirer. Trois navires ont reçu des coups de feu en plein. Toute l'escadre se tint ensuite, pendant l'après-midi du 25 octobre, hors de vue. Près d'Ypres, le combat est indécis. Au sud-ouest d'Ypres et à l'ouest et au sud-ouest de Lille, nos troupes ont fait de bons progrès. Au cours d'un combat acharné dans les maisons, les Anglais ont subi des pertes considérables ; ils laissèrent entre nos mains 500 prisonniers.

Au nord d'Arras, une violente attaque des Français s'écroula sous notre feu ; les pertes de l'ennemi furent grandes.

Sur le théâtre de la guerre de l'est, notre offensive avance vers Augustow ; près d'Iwangorod, la bataille se présente comme avantageuse pour nous ; cependant il n'y a pas encore de décision.

Vienne, 27 octobre (communication officielle d'hier midi).

Dans les combats devant Iwangorod, nous avons fait jusqu'ici 8.000 prisonniers russes et pris 19 mitrailleuses. Près Jaroslaw, un coonell russe s'est rendu avec 200 hommes.

de Zaluczi (au sud-ouest de Smatyn) et près de Posunecza, l'ennemi a été repoussé. Pour le reste, la situation est inchangée.

Le Gouvernement allemand.

Berlin, 28 octobre (communication officielle d'hier avant midi).

Les combats dans le secteur du canal de l'Yser à Ypres, près d'Ypres et au sud-ouest de Lille, sont continués avec le même acharnement. Les troupes allemandes ont fait encore hier des progrès. Sur le reste du front de combat, à l'ouest, des faits saillants ne se sont pas produits.

A l'ouest d'Augustow, l'attaque allemande progresse lentement. Au sud-ouest de Varsovie, toutes les attaques de forces considérables russes ont été repoussées par nos troupes. Au nord d'Iwangorod, de nouveaux corps d'armée russes ont passé la Vistule.

Vienne, 28 octobre (communication officielle).

A midi hier, la situation en Galicie centrale était inchangée. Au sud-ouest d'Iwangorod, nos corps combattent avec bravoure, un d'eux à fait 10.000 prisonniers russes dans un combat avec des forces supérieures ennemies.

Le Gouvernement allemand.

Berlin, 29 octobre (communication officielle d'hier soir).

Les combats près de Nieuport-Dixmude continuent. Les Belges y ont reçu des renforts considérables. Nos attaques ont été continuées. Seize navires de guerre anglais ont pris part au combat contre notre aile droite, mais leur feu a été sans succès. A l'ouest de Lille, notre offensive se poursuit avec succès. Près d'Ypres, la situation est restée la même que le 27 octobre.

Dans la forêt d'Argonne, nous avons encore pris quelques retranchements de l'ennemi et leurs occupants ont été faits prisonniers. Sur le front de l'ouest, rien de saillant.

Serajevo, 29 octobre.

Dans le procès de haute trahison, le jugement suivant a été rendu :

Les accusés Ilis, Velgho, Cubrilowic, Nedo Kerovic, Jowanovic et Milowic ont été condamnés à la mort par la pendaison ; Mitar Kerewi aux travaux forcés à perpétuité ; Prinzip, Cabrinowic et Grabe à 20 années de travaux forcés ; Vasco Cubrilowic à 16 années ; Popowic à 13 années ; Kranjoevic et Gpikio à 10 années.

Les autres prévenus ont été acquittés.

Vienne, 28 octobre (communication officielle du 28).

Rien d'essentiel ne s'est passé hier en Galicie. En maints endroits de la ligne de front, les adversaires se trouvent, de part et d'autre, dans des tranchées. Nos lourdes batteries ont démoli plusieurs batteries et points d'appui de l'ennemi.

Le 27, nous avons remporté de nouveaux succès en Serbie. Les positions très fortifiées de l'ennemi, près de Ravaji, sur la voie de la Digue, au nord de Brnabara, ont été prises d'assaut après une résistance courageuse de l'ennemi ; 4 canons et 8 mitrailleuses furent pris ; 5 officiers et 500 hommes furent faits prisonniers ; une grande quantité de munitions est tombée en nos mains.

Le Gouvernement allemand.

Berlin, 30 octobre.

Le correspondant spécial du *Berliner Lokalanzeiger*, à Rosendael, écrit à ce journal :

Des soldats belges, désarmés, qui ont pris part aux combats d'entre Dixmude et Nieuport, font le récit de la marche indomptable en avant des soldats allemands. Lorsque je demandai à un de ces garçons, à l'air totalement miséreux par suite des souffrances endurées, si les pertes des troupes, lors de leur passage sur l'Yser, avaient été grandes, il me répondit carrément : « Ces gaillards nous repoussent avec leurs canons si terriblement qu'ils n'ont que très peu d'hommes à sacrifier. Chez nous, c'est, hélas, le contraire : on nous jette aveuglément dans la bataille. Bien de mes camarades ont dit : Nos officiers ne savent rien ; si nous étions conduits par des Allemands, nous ferions notre affaire aussi bien que les soldats allemands ». Comme dans les combats antérieurs, les Belges ont surtout souffert des attaques irrésistibles nocturnes. « Nous ne comprenons pas, s'écrie un autre Belge désarmé, comment

les Allemands parviennent à s'approcher de nous jusqu'à de très courtes distances, sans que nous les apercevions. Leur manière de tirer profit des localités est admirée par nos officiers. Ni les Français ni les Anglais n'y parviennent. Les bataillons allemands ont le pas d'airain ; lorsqu'on les entend arriver, on croirait qu'ils sont le double de leur nombre. » Parmi les Belges réfugiés, l'opinion est unanime : « Les Allemands vaincront ».

Le Gouvernement allemand.

Berlin, 30 octobre (communication officielle d'hier midi).

Notre offensive au sud de Nieuport gagne lentement du terrain. Près d'Ypres, la bataille reste indécise tout en continuant. A l'ouest de Lille, nos troupes ont fait de bons progrès ; plusieurs positions fortifiées de l'ennemi ont été prises ; 16 officiers anglais et plus de 300 soldats anglais ont été faits prisonniers, 4 canons ont été gagnés. Les contre-attaques franco-anglaises ont été partout repoussées.

Une batterie française, placée devant la cathédrale de Reims, et un poste d'observation français placé sur la tour de la cathédrale ont dû être bombardés.

Dans la forêt d'Argonne, l'ennemi a été jeté hors de ses tranchées et plusieurs mitrailleuses furent prises à cette occasion. Devant Verdun, une attaque française a été repoussée. Au cours de leur contre-attaque, nos troupes se sont avancées jusqu'à la position principale de l'ennemi et en prirent possession. Les Français subirent de fortes pertes. De même, à l'est de la Moselle, toutes les entreprises de l'ennemi, qui, du reste, étaient assez insignifiantes, furent repoussées.

Sur le théâtre de la guerre du nord-est, nos troupes se trouvent dans l'offensive et en progrès. Au cours des trois dernières semaines, nous y avons fait 13.500 prisonniers russes et pris 30 canons et 39 mitrailleuses.

Au théâtre de la guerre du sud-est, la situation ne s'est pas modifiée depuis hier.

Francfort, 30 octobre.

La *Gazette de Francfort* apprend par l'*Aftenbladt* de *Goeteborg*, de Paris : Mercredi, un Zeppelin a passé par dessus Paris. Il jeta six bombes dont trois causèrent des dommages consi-

dérables. Huit personnes furent tuées, un grand nombre d'autres blessées. Des aviateurs français essayèrent d'attaquer le dirigeable, mais celui-ci disparut dans le ciel.

Le Gouvernement allemand.

Sofia, 31 octobre.

L'agence bulgare annonce : Le 25 octobre, il y a eu combat entre les postes des frontières bulgares et grecs ; le combat a duré sept heures. Il fut provoqué par une tentative des Grecs de creuser des tranchées dans la zone neutre. Du côté bulgare, un homme fut tué ; du côté grec, il y eut un mort et deux blessés.

Vienne, 31 octobre (officiel).

Le nombre total des prisonniers ennemis internés en Autriche-Hongrie, à la date du 28 octobre, s'élevait à 649 officiers et 73.179 soldats, non compris de très nombreux prisonniers des dernières semaines qui ne sont pas encore expédiés aux lieux de leur internement.

Le Gouvernement allemand.

Berlin, 30 octobre (communication officielle de ce matin).

Notre offensive au sud de Nieuport et à l'est d'Ypres a été continuée avec succès. Huit mitrailleuses furent prises et 200 Anglais faits prisonniers.

Dans la forêt de l'Argonne, nos troupes ont pris plusieurs blockhaus et points d'appui. Au nord-ouest de Verdun, les Français prirent l'offensive sans aucun succès. Pour le reste, la situation est inchangée sur le théâtre de la guerre de l'ouest, tout comme sur celui de l'est.

Berlin, 31 octobre.

Les *Leipziger Neuesten Nachrichten* apprennent de Copenhague : D'après une information officielle de Saint-Pétersbourg datée de Tokio, le croiseur russe *Schemtschug* et un contre-torpilleur français furent attaqués en rade de Pulopenang par des torpilles du croiseur allemand *Emden* qui les firent sombrer. Le croiseur s'était rendu méconnaissable en se munissant d'une quatrième cheminée fausse, ce qui lui permit de s'approcher sans être reconnu.

Cette information est confirmée par une information de

l'officieuse agence télégraphique de Saint-Pétersbourg qui précise en disant que l'événement s'est passé en rade devant Penang.

A ce sujet, on mande encore de Copenhague au *Berliner Lokalanzeiger* : L'état-major de la marine russe fait savoir que la perte du croiseur russe *Schemtschug* devant Penang, causée le 28 octobre dans la matinée par l'attaque de l'*Emden* eut lieu de la manière suivante : l'*Emden* se rua de toute sa force sur le *Schemtschug* et ouvrit le feu en lançant une torpille contre le *Schemtschug*, dont l'avant-partie fit explosion ; le *Schemtschug* sombra avec 85 hommes ; 250 autres, parmi lesquels 112 blessés, furent sauvés.

Berlin, 30 octobre.

La *Berliner Zeitung am Mittag* écrit : D'après une information officielle de Constantinople, quelques torpilleurs russes tentèrent d'empêcher la flotte turque de passer du Bosphore dans la mer Noire. Les navires turcs ouvrirent le feu et firent sombrer deux navires russes. Plus de 30 marins russes furent faits prisonniers par les Turcs. La flotte turque n'a eu aucune perte à déplorer.

Londres, 31 octobre.

Le prince Louis de Battenberg a donné sa démission de premier lord de la marine.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 1er novembre (communication officielle).

Dans la forêt d'Argonne, ainsi qu'à l'ouest de Verdun et au nord de Toul, plusieurs attaques de l'ennemi s'écroulèrent avec des pertes très fortes pour les Français. Dans l'ensemble du combat, sur le théâtre de la guerre du nord-est, aucune décision n'est encore intervenue.

Notre armée, en Belgique, a pris hier Ramscappelle et Bixschoote. L'attaque contre Ypres avance également. Le fort de Zandvoorde, le château de Holbeke et Wombeke furent pris d'assaut. Aussi plus loin, au sud, nous avons gagné du terrain.

A l'est de Soissons, l'ennemi fut également attaqué et, au cours de la journée, chassé de ses positions très fortifiées à l'ouest de Vailly. Dans l'après-midi, Vailly fut pris d'assaut et

l'ennemi rejeté, avec des pertes considérables, par delà de l'Aisne. Nous avons fait plus de 1.000 prisonniers et gagné 2 mitrailleuses.

A l'ouest de Varsovie, les Russes suivent lentement nos forces occupées à se grouper à nouveau.

Francfort-s/Mein, 1er novembre.

Un télégramme de Lloyds annonce, d'après la *Gazette de Francfort*, que plusieurs torpilleurs (probablement turcs), dont on ne sait pas les noms, ont attaqué Odessa et firent couler la canonnière *Donetz*, au port. Une partie de l'équipage se noya ou fut tuée ou fait prisonnier. Trois vapeurs russes et un vapeur français furent endommagés. Plusieurs habitants furent blessés ou tués. La *Gazette de Francfort* annonce de Constantinople : Les croiseurs turcs *Sultan*, *Janus* et *Solta* ont bombardé avec succès Sébastopol et mirent l'incendie à la ville.

Le même journal mande encore de Constantinople : Le gouvernement turc annonce officiellement : Lorsqu'une petite partie de la flotte turque manœuvrait, le 28 octobre, dans la mer Noire, la flotte russe ouvrit, jeudi, les hostilités en attaquant les navires turcs. Notre flotte fit sombrer le vapeur poseur de mines russe *Prut* (tonnage 5.000) qui avait 700 mines à bord, endommagea un torpilleur russe et captura un charbonnier. Une torpille lancée par le *Muavenht Millie* endommagea gravement un garde-côte russe. Trois officiers et 72 marins russes furent sauvés et faits prisonniers. La flotte turque n'a subi aucun dommage. Le combat continue avantageusement.

Rome, 1er novembre.

L'Agencia Stéphani mande de Saint-Pétersbourg :

La Turquie ayant ouvert les hostilités, le gouvernement russe a ordonné à ses consuls de quitter la Turquie. La protection des sujets russes a été confiée à l'Italie. L'ambassadeur de Russie a reçu ordre de quitter Constantinople. La Russie prendra à l'égard des sujets turcs en Russie la même attitude que celle observée par la Turquie à l'égard des sujets russes.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 2 novembre (communication officielle).

En Belgique, les opérations sont rendues difficiles par suite d'inondations qui sont causées par la destruction des écluses sur le canal de l'Yser à Ypres, près de Nieuport. Près d'Ypres, nos troupes continuent à marcher en avant. Nous fîmes au moins 600 prisonniers et avons pris plusieurs canons aux Anglais. De même, les troupes combattant à l'ouest de Lille ont avancé.

Le nombre de prisonniers faits à Vailly s'est élevé à environ 1.500.

Aux environs de Verdun et de Toul n'ont eu lieu que des combats de moindre importance.

Dans le nord-est, nous continuons à combattre avec les Russes, en une lutte indécise.

Berlin, 1er novembre.

On annonce officiellement de Londres, 31 octobre : Un sous-marin allemand a fait sombrer par une torpille aujourd'hui, dans le canal, le vieux croiseur *Hermès*, rentrant de Dunkerque. Presque tous les officiers et soldats ont été sauvés.

Cette information n'est pas encore officiellement confirmée de la part de l'Allemagne. Le *Hermès* fut construit en 1898, il avait un tonnage de 5.000 tonnes et son équipage se composait de 480 hommes.

Constantinople, 31 octobre.

Les ambassadeurs de la Russie, de la France et de l'Angleterre ont reçu leurs passeports. Ceux de la Russie et de l'Angleterre partiront ce soir, celui de France demain.

Rome, 1er novembre.

Les troupes françaises ayant de nouveau installé une batterie devant la cathédrale de Reims et un poste d'observation sur la tour de la cathédrale, le ministre de Russie près le Vatican a adressé à la Curie, par ordre du chancelier de l'empire, une protestation formelle contre l'abus barbare d'édifices sacrés. Les Français seuls auront à supporter la responsabilité en cas de dommages ; s'ils essaient d'en charger les Allemands, ils commettent un acte d'hypocrisie.

Metz, 1er novembre.

Le bassin minier de Longwy-Briey, qui se trouve dans la

région française occupée, est placé, par ordre de l'empereur et par arrêté du chancelier de l'empire, sous la haute administration civile allemande, dont le gouverneur de Metz, général von Oven, est nommé le chef.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 3 novembre (communication officielle).

Au cours de l'attaque contre Ypres, nous avons encore gagné du terrain. Messines est entre nos mains. En face de notre aile droite la présence d'Hindous a été constatée avec certitude. Ceux-ci ne combattent pas, d'après nos constatations actuelles, en unités serrées, mais sont dissimulés sur tout le front des Anglais.

Aussi, dans les combats de la forêt d'Argonne, des progrès ont été réalisés. L'adversaire y a subi de fortes pertes.

Dans l'est, la situation ne s'est pas modifiée, une tentative russe de rompre notre front de Szertkehmen a été repoussée.

Berlin, 3 novembre.

Les versements à la Reichsbank sur l'emprunt de guerre s'élevaient, le 31 octobre, à beaucoup plus de 3 1/2 milliards de marks.

Londres, 2 novembre.

Le correspondant du *Times* constate, dans un compte rendu daté du théâtre de la guerre de l'est que les Allemands ne se sont rendus coupables d'aucune violation du code de guerre dans les endroits qu'il a visités. La population n'a pas été terrorisée, les maisons et les provisions n'ont généralement pas été endommagées ni enlevées.

Vienne, 3 novembre (officiel).

Les combats en Pologne russe se poursuivent sur le San. Les Russes ont eu de fortes pertes, surtout à Rowadow. Nous y avons fait 400 prisonniers et pris 3 mitrailleuses. De même, au sud de Stary-Sambor, 400 Russes furent faits prisonniers. Là et au nord-est de Turka, nous avons marché en avant. Près de Trébizonde, sur la frontière russo-turque, des combats se sont engagés entre troupes russes et turques.

Le Gouvernement militaire allemand.

Francfort-s/Mein, 4 novembre.

La *Gazette de Francfort* annonce de Constantinople : Aujourd'hui, au lever du soleil, une escadre franco-anglaise composée de 9 navires a ouvert, à une distance de 15 kilomètres, le feu sur les forts des Dardanelles. Les forts turcs ripostèrent au bombardement, qui cessa au bout de vingt minutes sans avoir rien endommagé.

Leipzig, 4 novembre.

Le *Leipziger Tageblatt* reçoit de Copenhague la nouvelle suivante : La *Berlinske Tijdende* apprend de Saint-Pétersbourg que le ministre de Perse a remis au gouvernement russe la demande de rappeler sans retard les troupes russes des régions persanes.

Londres, 4 novembre.

Le *Daily Telegraph* annonce : Prochainement, un emprunt de guerre va être émis; il s'élèvera à 200 millions de livres sterling (5 milliards de francs) ; il sera à 4 p. c. et remboursable au pair en dix ans.

Le Gouvernement militaire allemand.

Budapesth, 5 novembre.

Les troupes russes battues près de Kuty et au nord de Czernowitz se sont retirées vers Sniatyn. Ils ont essayé de s'y réunir : ils n'y ont pas réussi. Les pertes des Russes sont très considérables. Nous avons repris Snyatin : devant Czernowitz, les Russes restent tranquilles.

Stockholm, 5 novembre.

La presse suédoise s'indigne au sujet de la résolution de l'Amirauté anglaise de fermer la mer du Nord au moyen de mines. Les journaux déclarent, en invoquant l'opinion du directeur de la Ligue de navigation suédoise, que la pose des mines dans la mer du Nord constitue la mort de la navigation des Etats neutres.

Londres, 5 novembre.

La *Morning Post* mande de Washington : Le département de l'Etat a reçu la liste revue des contrebandes du gouvernement britannique. De l'avis des journaux les plus considérables, cette liste soulève des questions graves entre les gouvernements amé-

ricain et britannique et amènera les Etats-Unis, pense-t-on, à protester.

Vienne, 5 novembre (communication officielle).

Les mouvements de nos troupes en Pologne russe n'ont pas été troublés hier par l'ennemi. Un de nos corps a fait dans le combat de Lysa Gorn 2.200 prisonniers, plus 20 officiers russes. Sur le front galicien, près de Pudbuz et au sud de Sambord, plus de 200 et ce matin à Jaroslaw 300 se sont rendus.

Londres, 5 novembre.

L'Office de la Guerre déclare que rien, dans la situation actuelle, ne justifie l'opinion qu'une invasion serait probable ou imminente. Des ouvrages de défense de différente nature qui ont été exécutés en Grande-Bretagne, ne sont que des mesures de prudence que toute puissance maritime prendrait en temps de guerre.

Berlin, 5 novembre (communication officielle).

Hier, les Belges ont attaqué, avec l'appui des Français et des Anglais jusqu'au delà de Nieuport, entre la mer et la région inondée : ils furent repoussés sans peine. Près d'Ypres et au sud-ouest de Lille, ainsi qu'au sud de Berry-au-Bac, dans les Argonnes et dans les Vosges, nos attaques ont progressé.

Sur le théâtre de la guerre de l'Est, rien d'important ne s'est passé.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 5 novembre (communiqué hier avant midi).

Nos attaques contre Ypres, au nord d'Arras et à l'est de Soissons, ont été poursuivies lentement, mais avec bon succès. Au sud de Verdun et dans les Vosges, les attaques françaises ont été repoussées.

Sur le théâtre de la guerre de l'Est, rien d'important ne s'est produit.

Berlin, 5 novembre (communication officielle).

Le grand croiseur *York* a touché le 4 novembre dans la matinée, à une mine et a sombré.

D'après les renseignements reçus jusqu'ici, 382 hommes soit plus de la moitié de l'équipage, ont été sauvés. Les tra-

vaux de sauvetage ont été difficiles à cause de l'épais brouillard.

Vienne, 5 novembre.

La *Neue Freie Presse* annonce de Constantinople, d'après le *Tamin*, que les Anglais ont proclamé l'annexion de l'Egypte et nommé l'oncle du Khédive, le prince Hussin Kiassiel pacha, gouverneur général et son fils, le prince Kemal Sedin pacha, commandant en chef.

Londres, 5 novembre.

Le secrétaire de l'Amirauté annonce : De grand matin, une escadre ennemie a tiré sur la canonnière *Halcyon* qui fait partie de la garde de la côte et se trouvait en patrouille. Un homme du *Halcyon* fut blessé. La présence des navires ennemis ayant été signalée, ceux-ci se retirèrent, bien que poursuivis par des croiseurs légers. Ils ne purent être arrêtés pour le combat que vers la tombée de la nuit. Le dernier des croiseurs allemands sema, au cours de sa retraite, un certain nombre de ses mines. Le sous-marin *D-5* a été coulé ; 2 officiers et 2 hommes, qui se trouvaient sur le pont du sous-marin flottant à la surface de l'eau, ont été sauvés.

Vienne, 5 novembre (communication officielle).

On annonce officiellement du théâtre de la guerre du Sud : En marchant en avant, nos troupes ont rejoint de nouveau l'ennemi, au sud et au sud-ouest de Sabac. Le combat a aussitôt commencé et se poursuit avantageusement pour nous ; au cours du combat de Romanja, 7 officiers et 647 hommes furent faits prisonniers ; 5 canons, 3 camions à munitions, 2 mitrailleuses, ainsi que beaucoup de munitions et de matériel de guerre gagnés. Aux Monténégrins furent enlevées plus de 1.000 têtes de bétail qu'ils voulaient emmener en Bosnie.

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 6 novembre.

Le *Times* annonce : Un combat maritime a eu lieu hier près de Yarmouth ; à proximité de la côte anglaise apparurent plusieurs navires de guerre allemands et s'approchèrent de

Yarmouth, puis ouvrirent un feu formidable contre la côte. Sur le croiseur *Halcyon* qui a été légèrement endommagé, un marin a été gravement et 4 ou 5 autres légèrement blessés. Outre le sous-marin, qui heurta quelques heures plus tard une mine, deux pinasses à vapeur ont touché une mine et sombré en moins de vingt minutes. Les fortes détonations provoquèrent une immense émotion à Yarmouth, la foule accourut à la plage, mais ne voyait rien par suite du brouillard. Seules les lignes du navire avec ses quatre cheminées étaient visibles. Quelques obus tombèrent sur la station de télégraphie sans fil, établie en cet endroit, mais la plupart tombèrent à l'eau.

Londres, 6 novembre.

Un avis officiel annonce que l'Angleterre a annexé Chypre.

Londres, 6 novembre.

Une édition spéciale de la *London Gazette* contient la déclaration formelle que l'état de guerre existe avec la Turquie.

Vienne, 6 novembre (officiel).

Hier encore, les opérations se sont poursuivies au théâtre de la guerre du nord, conformément aux plans et sans être troublées par l'ennemi. Au sud de l'embouchure du Wieloka, nos troupes ont rejeté l'ennemi qui s'était installé sur la rive ouest du San, de toutes ses positions, firent plus de 1.000 prisonniers et gagnèrent des mitrailleuses.

De même l'ennemi ne fut pas en état de tenir tête à nos attaques dans la vallée du Stryj : ici encore 500 Russes furent faits prisonniers et une section de mitrailleuses et d'autre matériel de guerre ont été pris.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 7 novembre.

D'après une communication officielle du Bureau officiel de la Presse anglaise, notre escadre de croiseurs (allemande) a détruit aujourd'hui, prés de la côte chilienne, le croiseur cuirassé anglais *Monmouth* ; le croiseur cuirassé *Good Hope* a

été gravement endommagé ; le petit croiseur *Glasgow* a pu s'enfuir endommagé. Du côté allemand, ont pris part au combat les grands croiseurs *Scharnhorst*, *Gneisenau*, et les petits croiseurs *Nurnberg*, *Leipzig* et *Dresden* ». Nos navires n'ont, paraît-il, subi aucun dommage.

Berlin, 7 novembre
(communication officielle d'hier avant midi).

Notre offensive au nord-ouest et au sud-ouest d'Ypres fait de bons progrès. De même près de la Bassée, au nord d'Arras et dans les Argonnes, nous avons gagné du terrain. Infligeant des pertes considérables aux Français, nos troupes ont pris un important point d'appui dans le Bois-Brûlé, au sud-est de Saint-Mihiel.

Sur le théâtre de la guerre de l'est, rien de saillant ne s'est produit.

Londres, 7 novembre.

Le *Times* reçoit le compte rendu suivant d'une bataille maritime près du Chili : Quatre croiseurs allemands, parmi lesquels le *Scharnhost* et le *Gneisenau*, attaquèrent dimanche les croiseurs anglais *Good Hope*, *Monmouth* *Glasgow* et *Otranto*, à la tombée du jour, à proximité de l'île de Santa Maria.

Le combat dura plus d'une heure. Le *Good Hope* fut tellement endommagé qu'il dut s'enfuir sous la protection de l'obscurité. Le *Monmouth* essaya de s'enfuir, mais fut poursuivi par un petit croiseur allemand et fut frappé de plusieurs coups d'obus.

Par malheur, le mauvais temps rendait l'emploi des barques de sauvetage impossible. On croit que le *Glasgow* et l'*Otranto* sont endommagés, mais qu'ils réussirent, grâce à leur grande vitesse, de s'enfuir dans la nuit. Les navires allemands n'ont pas souffert de grands dommages. Deux hommes du *Gneisenau* sont blessés légèrement. Quant au *Monmouth*, on est d'avis que tout son équipage a péri.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 9 novembre (officiel d'hier, avant midi).

Nos attaques près d'Ypres et à l'ouest de Lille ont été continuées hier. A la lisière ouest de la forêt d'Argonne, l'impor-

tante hauteur près de Vienne-le-Château, hauteur de laquelle on a combattu des semaines durant, a été prise. A cette occasion, nous avons gagné 2 canons, ainsi que des mitrailleuses. Pour le reste, la journée, avec son brouillard, est restée calme sur tout le théâtre de la guerre de l'ouest.

De l'est, pas de nouvelles.

Constantinople, 9 novembre (officiel).

La frontière de l'Egypte a été franchie hier par les troupes turques. Les Russes ayant retiré leur flotte dans les ports de guerre, notre flotte a bombardé Poti, un des plus importants ports du Caucase, et y causa de nombreux et grands dommages. Nos gendarmes et les tribus qui prennent notre parti ont détruit les troupes anglaises débarquées à Akaba. Quatre navires de guerre anglais qui s'y trouvaient se sont retirés, seul un croiseur qui s'y trouvait est resté.

Vienne, 9 novembre (officiel).

Sur le théâtre de la guerre du sud-est, les combats ont continué hier toute la journée sur tous les fronts avec le même acharnement et les ennemis ont fait une résistance extrême à la suite du mot d'ordre qui leur avait été donné : « Jusqu'au dernier homme ». Malgré cela, nos braves troupes ont enlevé dans la section de Krupani un rempart. Jusqu'à ce matin 5 heures, un point d'appui considéré par les Serbes comme inexpugnable, Kostajnik, a été pris d'assaut. Le nombre des prisonniers et des canons pris en cet endroit ne peut être, en ce moment, indiqué qu'approximativement.

Londres, 9 novembre.

Le *Morning Post* écrit : Les Allemands ayant atteint, sur le front est, la ligne de la Warta et ayant renvoyé de là comme dispensables leurs meilleures troupes à l'ouest, il paraît probable que près d'Ypres et de la Bassée de nouvelles attaques se produiront.

La pression des armées turques se trouve encore trop éloignée du territoire allemand et ne possède pas assez de poids pour se faire beaucoup sentir. Les nouvelles attaques allemandes sur divers points démontrent que, du côté allemand, aucune fatigue n'existe, contrairement à ce que certains ont prétendu.

Zurich, 9 novembre.

Au sujet de la nouvelle de l'agence Reuter concernant la chute de Tsingtau, la *Neue Zuricher Zeitung* écrit : Ainsi s'accomplit le sort de cette petite troupe de héros allemands qui, exactement pendant trois mois, ont défendu ce boulevard de l'Allemagne dans l'Extrême-Orient contre l'assaut formidable du Japon. Le télégramme laconique par lequel le commandant promit de faire son devoir, télégramme sans phrase et qu'aucun article dithyrambique de journal n'accompagnait, a donné au monde l'exemple le plus brillant de ce que peut l'héroïsme fidèle allemand.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 10 novembre (officiel d'hier).

De nouveau, des navires ennemis ont dirigé, hier après-midi, leur feu contre notre aile droite, mais ils furent promptement chassés par notre artillerie. Une sortie de l'ennemi, entreprise de Nieuport vers le soir, et rejetée au cours de la nuit, a échoué complètement. Malgré la plus vive résistance, nos attaques contre Ypres ont progressé lentement, mais sans interruptions. Les contre-attaques de l'ennemi au sud-ouest d'Ypres furent repoussées et plusieurs centaines d'hommes furent faits prisonniers.

A l'Est, une attaque entreprise par des forces russes considérables au nord du lac de Wysztit a été repoussée avec des pertes graves pour l'ennemi. Les Russes ont laissé plus de 4.000 prisonniers et 10 mitrailleuses entre nos mains.

Vienne, 10 novembre.

Les Russes se plaisent à répandre des nouvelles fantaisistes au sujet de prétendues victoires de leurs troupes, au sujet de la situation difficile des nôtres, au sujet de nombreux prisonniers qu'ils auraient faits, etc. En présence de ces inventions, il est utile de constater que, depuis plusieurs jours déjà, il n'y a eu, ni en Galicie ni en Pologne russe, aucune collision et que les derniers combats, par exemple ceux de Stary-Sambor et de Turka, ont été victorieux pour nos troupes, et que celles-ci y ont fait plus de 2.500 prisonniers. Sur la Lysagora, nos

troupes se sont détachées de l'ennemi sans aucun combat et poursuivent des mouvements qui leur ont été commandés pour des motifs stratégiques, en parfait ordre et sans être molestés par l'ennemi.

Constantinople, 9 novembre (officiel).

Dans le combat, l'armée russe a été complètement battue ; notre armée occupe toutes les positions russes. Les détails seront publiés ultérieurement.

Athènes, 10 novembre.

L'agence d'Athènes dit que la nouvelle répandue par les journaux de Bucarest au sujet d'une mobilisation totale de la Grèce est totalement fausse.

Berlin, 9 novembre.

Sven Hedin a raconté à un collaborateur du *Lokalanzeiger* de Berlin ses excellentes impressions emportées du quartier général allemand. Il ajouta : « J'ai été très agréablement touché des sentiments que j'ai partout rencontrés à l'égard des Français. On les estime comme adversaires et comme hommes, on honore leur dévouement et leur patriotisme et on apprécie beaucoup leurs vertus militaires. Par contre, à l'égard de l'Angleterre, ce n'est que haine et mépris pour ces mercenaires.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 11 novembre (communication officielle d'hier).

Nos attaques contre Ypres ont encore progressé lentement. Plus de 500 Français, Anglais et hommes de couleur ont été faits prisonniers et plusieurs mitrailleuses prises. De même, plus au sud, nos troupes ont avancé. Des contres-attaques vives des Anglais ont été repoussées et les attaques de l'ennemi facilement rejetées.

Dans la Pologne russe, près de Konin, notre cavalerie a dispersé un bataillon russe et fait 500 prisonniers ; en outre, 8 mitrailleuses furent prises.

Londres, 11 novembre.

Le *Times* dit que l'essor tant espéré du recrutement ne se fait pas encore sentir. La semaine passée était, par rapport aux inscriptions dans la nouvelle armée, la plus mauvaise depuis le commencement de la guerre. Le député ouvrier Barnes a dit, dans un discours prononcé à Birmingham : « On dit beaucoup de choses étranges au sujet du service général : si la conscription en tant que question pratique entre dans la politique, la nation se séparera aussitôt en deux camps ennemis. Beaucoup de jeunes gens penseraient que l'Amérique est le dernier refuge de la liberté. Beaucoup y émigreraient. On ne pourrait même pas les en blâmer. »

Le Gouvernement militaire allemand.

Constantinople, 12 novembre (officiel).

Notre armée caucasienne attaque la seconde ligne des positions russes. D'après les dires de plusieurs prisonniers et déserteurs russes, le moral des Russes est fort affecté. Un croiseur et un contre-torpilleur français ont tirés quelques coups contre la côte, à Phokia, à Irmeudongh et à Smyrne. Lorsqu'on leur opposa de la résistance, ils s'éloignèrent sans avoir causé aucun dommage.

Berlin, 12 novembre.

La « Kriegszeitung » du *Berliner Lokalanzeiger* écrit : Un récit d'origine de Tokio et répandu par l'agence Reuter, des efforts inouïs et des innombrables sacrifices de vie du côté japonais en vue de la prise de Tsingtau, montrent la gloire de la petite troupe héroïque allemande, dans un éclat particulièrement brillant. Le génie japonais avait des centaines de morts avant qu'il réussit à faire sauter le dépôt de poudre des assiégés. Les Japonais furent abattus par série sous des pluies de balles de mitrailleuses avant de pouvoir commencer l'assaut. Le compte rendu japonais fait ressortir l'acharnement extrême de la défense allemande, surtout pendant la nuit de la prise par assaut du fort Moltke. Les combats étaient tellement violents que, du côté du Japon, ordre fut donné d'interrompre le combat afin d'empêcher les luttes par trop meurtrières dans les rues.

Tokio, 12 novembre.

De l'agence Reuter : Un torpilleur japonais a sombré devant Kiautschou en repêchant des mines. La plus grande partie de l'équipage a pu être sauvée.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 13 novembre (communication officielle).

L'ennemi, qui avait marché par Nieuport et avancé jusque dans le faubourg de Lombartzyde, a été rejeté par nos troupes par delà de l'Yser. La rive est de l'Yser jusqu'à la mer a été abandonnée par l'ennemi. L'attaque par le canal de l'Yser, au sud de Dixmude, fait des progrès. Dans la région à l'est d'Ypres, nos troupes ont avancé.

En tout, plus de 700 Français ont été faits prisonniers ; 4 canons et 4 mitrailleuses ont été gagnés.

Les attaques de l'ennemi à l'ouest de la forêt des Argonnes ont été repoussées dans la forêt même.

Le 13, dans la nuit, est arrivée encore la dépêche complémentaire suivante : Lors de la prise de Dixmude, nous avons fait 500 prisonniers et gagné 9 mitrailleuses. A l'ouest de cette position, nos jeunes régiments ont percé avec succès la première ligne de l'ennemi. Au cours de ces opérations, 2.000 prisonniers, pour la plupart des Français, ont été faits. A Saint-Eloi, nos troupes ont fait 1.000 prisonniers français et pris 6 mitrailleuses. En tout, la journée d'avant-hier nous a valu 3.500 prisonniers.

A l'Est, notre cavalerie a rejeté, à l'est de Kalisch, la cavalerie russe supérieure en nombre et qui avait avancé à nouveau.

Berlin, 13 novembre.

L'amirauté anglaise annonce que le petit torpilleur anglais *Niger* a été coulé ce matin à la hauteur de Douvres par un sous-marin allemand. Tous les officiers et 37 marins, faisant partie de l'équipage, furent sauvés.

Vienne, 13 novembre
(communication officielle du théâtre de la guerre du Sud).

Nos troupes ont continué hier la poursuite de toute la ligne de front, tout en combattant sans cesse avec les arrières-gardes ennemies qui s'étaient installées dans des positions préparées à l'avance. En général, la ligne des hauteurs à l'est Osetschina, Nakutschani-Novo-Selo sur la Save est atteinte, et l'ennemi se trouve en pleine retraite vers Kotscheljevo Valjevo, où, d'après les rapports de nos aviateurs, des milliers de camions de train barrent toutes les voies de communication. Outre le butin signalé déjà hier, nous avons encore gagné 4 canons, 14 voitures avec des munitions, des tentes, etc. Le nombre de prisonniers que nous avons encore fait ne peut être précisé pour le moment.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 14 novembre
(communication officielle d'hier avant midi).

Dans le secteur de l'Yser, près de Nieuport, nos troupes de marine ont infligé à l'ennemi des pertes des plus graves.

Nous avons fait 700 prisonniers français. Au cours des attaques, fort bien réussies, près d'Ypres, encore 1.000 ennemis furent pris. Des attaques très violentes françaises furent repoussées avec des pertes sensibles pour les Français.

A la frontière de Prusse Orientale, près d'Eydtkuhnen et à l'est de la région des lacs, de nouveaux combats se sont engagés, mais aucune décision n'est encore intervenue.

Constantinople, 13 novembre (communication officielle).

La nuit passée, nos troupes ont occupé, après une attaque brusque, tous les « blockhaus » le long de la frontière du vilayet de Trébizonde. Elles pénétrèrent trois lieues en territoire russe dans la direction de Batum et prirent la caserne russe de Kurdoghlu.

Constantinople, 13 novembre.

L'agence ottomane publie le communiqué suivant sur les événements de la frontière est au sujet desquels il n'a pu être publié de compte rendu jusqu'ici pour des raisons de stratégie :

Les Russes ont franchi, sans déclaration préalable de guerre le 1er novembre, en cinq colonnes, la frontière caucasienne. Il est hors de doute que l'exécution de pareil mouvement n'a pu se faire qu'après de longs préparatifs. En présence de la résistance incessante de nos troupes d'avant-garde, l'ennemi, qui réunissait toutes ses forces, ne put arriver dans la contrée de Kolbachie et de Koeprikosi que le quatrième jour après avoir franchi la frontière.

L'attaque des cosaques contre Koeprikos fut repoussée par une de nos divisions de cavalerie. Les 5 et 6 novembre, l'ennemi arrêta ses mouvements et commença à construire des retranchements. Le 11 novembre, nos troupes passèrent à l'offensive et le lendemain elles pénétrèrent dans les retranchements de l'ennemi à l'ouest de Koeprikori et occupèrent ses positions défendues par 4 régiments d'infanterie, 1 régiment d'artillerie et une division de cavalerie. L'ennemi se retira et alla occuper une autre position plus forte aux environs de Koeprikori où des renforts venaient d'arriver. Le 9 novembre, nous avions devant nous cinq divisions russes, soit tout le premier corps d'armée caucasien. Après une sanglante bataille, nos troupes prirent, le 11 novembre, à la baïonnette, la place de Koeprikori, qui constituait un point d'appui pour l'ennemi. La nuit suivante, le dernier point d'appui de l'ennemi fut pris à la baïonnette. Notre armée commença alors la poursuite de l'ennemi.

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 14 novembre.

A la Chambre des Lords, lord Selborne critiqua l'expédition le troupes de la marine à Anvers, ces soldats étant inapts à les opérations de terre. Beaucoup ont regardé avec un extrême étonnement l'emploi de la brigade maritime à la défense d'Anvers. L'orateur demande comment il était possible que l'escadre de l'amiral Cradock fut choisie pour défendre le drapeau britannique contre une escadre de croiseurs allemands.

La nation a droit à des explications précises. M. Selborne proteste contre le fait que le ministre de la marine. M. Churchill, envoie personnellement des messages à des puissances étrangères et la brigade maritime en son nom personnel, au lieu de les envoyer au nom du collège de l'Amirauté. Le lord chancelier déclara que le cabinet assume toute la responsabilité de ce qui s'est fait à Anvers.

Berlin, 15 novembre (communication officielle d'hier soir).

Les combats en Flandre occidentale continuent, mais étaient très incommodés par le temps pluvieux et les tempêtes. Nos attaques ont néanmoins lentement progressé. Au sud d'Ypres, 700 Français ont été faits prisonniers. Les attaques anglaises à l'ouest de Lille furent repoussées. Près de Berry-au-Bac, les Français ont dû abandonner une position dominante. Dans la forêt des Argonnes, notre offensive a bien progressé. Les Français ont subi de grandes pertes et laissèrent encore hier plus de 150 prisonniers entre nos mains.

Dans la Prusse orientale, les combats se poursuivent encore. Près de Stallupoenen, 500 Russes ont été faits prisonniers. A Soldau, aucune décision n'est intervenue jusqu'ici. Dans la région de Wlocawec, un corps d'armée russe a été repoussé ; 1.500 prisonniers et 12 mitrailleuses sont tombés en nos mains.

Londres, 14 novembre.

M. Asquith, premier ministre, a annoncé au Parlement une question posée par un député, que les pertes anglaises sur le théâtre de la guerre de France s'élevaient, le 31 octobre, à environ 57.000 hommes.

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 15 novembre.

On annonce officiellement que lord Roberts est mort. Il se trouvait en France où il était allé rendre visite aux troupes hindoues, dont il avoit été le commandant en chef.

Athènes, 15 novembre.

D'après des nouvelles de bonne source officielle, le khédive, accompagné de cinquante personnes, va quitter prochainement

Constantinople pour prendre le commandement suprême dans la campagne d'Egypte.

Vienne, 15 novembre (communication officielle d'hier midi).

La défense de Przemysl est menée, tout comme lors du premier cernement, avec une extrême activité. C'est ainsi que, hier, dans une grande sortie vers le Nord, notre armée a poussé l'ennemi en arrière jusque dans les hauteurs de Rokietnisa. Nos troupes y ont eu des pertes minimes.

Dans les Karpathes, différentes attaques de détachements ennemis ont été repoussées. De même, dans le restant du front, les éclaireurs russes ne parviennent pas à passer.

Londres, 16 novembre.

D'après le *Daily Telegraph*, la résolution de l'Amirauté de fermer toute la partie occidentale du Firth of Forth pour la navigation commerciale, a provoqué dans le monde industriel une extrême émotion. Des milliers d'ouvriers devront chômer. Le journal *Scotsman* dit que l'effet de l'arrêté sera de paralyser toutes les affaires des ports de Grangemouth et de Boness.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 17 novembre

(communication officielle d'hier avant midi).

Sur le théâtre de la guerre de l'ouest, l'activité des deux parts était, hier, par suite de la tempête et de la neige, minime. En Flandre, notre offensive progresse cependant lentement ; par contre, nous gagnâmes quelques points considérables dans la forêt des Argonnes.

Les combats à l'Est continuent. Hier, nos troupes ont rejeté l'ennemi de la Prusse orientale dans la région au sud de Stalenforien.

Les troupes opérant de la Prusse occidentale repoussèrent, avec bon succès, près de Soldau, la marche en avant des forces russes et jetèrent les forces considérables russes marchant sur la rive droite de la Vistule, après un combat victorieux, en arrière sur Plock. Dans ces combats, nous avons fait, jusque hier, 5.000 prisonniers.

Dans les combats qui se poursuivent depuis quelques jours à la suite de notre succès de Kladavoc, un résultat décisif est intervenu : plusieurs corps d'armée russes qui avaient pénétré chez nous ont été rejetés jusqu'au delà de Kutno ; ils ont perdu à cette occasion 23.000 prisonniers et au moins 70 canons et mitrailleuses. Le chiffre exact nous manque encore.

Vienne, 17 novembre (officiel d'hier).

Le général Potiorek, généralissime de notre armée des Balkans, a adressé aux troupes un ordre du jour où il est dit : « Après des combats acharnés, durant neuf jours, contre un adversaire numériquement supérieur, les vaillantes troupes de la 5e et de la 6e armée ont atteint Kolubara, mis l'ennemi en fuite et fait plus de 8.000 prisonniers ; en outre, elles ont pris 42 canons, 31 mitrailleuses et un nombreux matériel de guerre. La patrie se montra reconnaissante de ces faits d'armes ».

Paris, 16 novembre.

Le *Temps* a reçu d'un ancien officier une lettre où celui-ci exprime son étonnement de ce que le *Temps*, tout comme l'écrivain militaire anglais Repington, affirme que les Allemands n'atteindront pas leur but et que la situation serait favorable pour la France. L'officier écrit : « On oublie facilement en envisageant les mesures françaises et en appréciant la situation, que le but principal des opérations doit être d'assurer l'intégrité et la vie de la population. Puisque les Allemands sont encore partout, entre Reims et Lille, on doit juger comme étant très optimiste le fait que l'on appelle l'état actuel favorable. » Ensuite l'ancien officier s'étonne de ce que l'Angleterre ne se trouve pas aux côtés de la France avec au moins 700.000 hommes. L'offensive allemande a abouti à l'occupation de presque toute la Belgique et à la prise de tous les départements du nord et du nord-ouest de la France. En ce qui concerne la population et sa richesse, cela équivaut au sixième de toute la France. Les pertes des Français en habitations, fabriques, usines, chemins de fer et œuvres d'art s'élèvent à au moins 30 milliards. Le colonel Repington est d'avis que l'offensive allemande ne vaut que zéro. Que veut-il donc de plus? »

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 17 novembre
(communication officielle d'hier avant midi).

La journée d'hier, encore, s'est passée au théâtre de la guerre de l'ouest généralement dans le calme. Au sud de Verdun et au nord-est de Cirey, les Français ont fait des attaques sans succès.

Les opérations sur le théâtre de la guerre de l'est ont avantageusement progressé : les détails manquent pour le moment.

Berlin, 18 novembre.

Parmi les prisonniers russes faits dans la bataille de Kutno se trouvent aussi le gouverneur de Varsovie, général Korff, et son état-major.

Vienne, 18 novembre.

On mande officiellement du théâtre de la guerre du sud : Sur le théâtre de la guerre du sud, nos troupes victorieuses n'ont pas, par une poursuite acharnée, laissé à l'adversaire le temps de se réfugier dans ses positions fortifiées à l'avance, depuis deux années déjà, notamment près de Valjevo, et de s'y grouper à nouveau pour une nouvelle et énergique résistance. C'est pourquoi il n'y a eu hier que des combats avec des arrière-gardes ennemies avant Valjevo, où elles furent battues après une courte résistance et en perdant des prisonniers. Nos troupes ont atteint la Kolubra, occupé Valevo et Obrenovas. La réception à Valjevo était caractéristique ; d'abord on nous apporta des fleurs, mais seulement pour nous tromper, puis, immédiatement, on nous lança des bombes et des coups de fusil.

Vienne, 18 novembre.

Des journaux annoncent que déjà le premier jour de la souscription de l'emprunt de la guerre, plus d'un demi-milliard a été souscrit. Cela peut s'appeler un brillant pronostic pour le succès de l'emprunt.

Le Gouvernement militaire allemand,

Berlin, 18 novembre (officiel).

Nos combats dans la Flandre occidentale se poursuivent. La situation est généralement inchangée. Dans la forêt des Argonnes nos attaques continuent avec succès. Les attaques françaises contre Verdun sont repoussées.

Les attaques contre nos forces avancées près de Saint-Mihiel, sur la rive ouest de la Meuse, se sont, après un commencement de succès, complètement écroulées. Nos attaques au sud-est d'Ivey ont obligé les Français à abandonner une partie de leurs positions. Le château de Chatillon a été pris d'assaut par nos troupes.

En Pologne, dans la région au nord de Lodz, de nouveaux combats ont eu lieu, mais la décision n'est pas encore intervenue.

Au sud-est de Soldau, l'ennemi a été obligé de se retirer sur Mlavo.

Londres, 19 novembre (Chambre des Communes).

Le libéral Jones a appelé l'attention de la Chambre sur les attaques dirigées par le leader ouvrier, Keir Hardie, contre le roi et les nations alliées à l'Angleterre. Keir Hardie avait dit dans un article de journal : « Les violences commises sur des femmes ont toujours été un mal inhérent à la guerre. Même le *Times* et d'autres journaux conscients de leur responsabilité, ont exprimé leur effroi à propos de ce qui se passait dans nos camps de troupes. Dans d'autres journaux, il est dit qu'il est hors de doute que lors de l'irruption des Allemands en Belgique, des vieillards, des femmes et des enfants auraient été tués et mutilés. Mais peut-on affirmer que des faits de ce genre ne se sont pas passés dans les villes et villages repris par les Alliés ? »

Jones continue en disant que depuis la publication de ces articles, les résultats du recrutement dans la Galles du Sud ont considérablement baissé. Hardie a encore écrit : Des journaux russes se sont moqués de l'Angleterre et ont déclaré que lors du règlement final des comptes, la Russie aura la part du lion parce qu'elle aurait fait les sacrifices les plus considérables. En ce qui concerne la Belgique, l'Angleterre aurait beau parler au sujet de la neutralité ; si le gouvernement anglais avait eu à cœur de protéger la neutralité de la Belgique, il l'aurait fait tout comme la Russie et l'Angleterre l'ont fait en

ce qui concerne la Perse. Hardie ricanait au sujet du patriotisme de princes hindous, qui avaient reçu des instructions nettes de Londres.

Dans sa conclusion, il dit que les Alliés n'avancent pas, qu'ils ont établi une fabrique de mensonges relativement à des horreurs commises par les Allemands, et il termine en accusant le roi Georges de se chauffer au coin du feu, alors que l'empereur Guillaume prend part en soldat aux dangers de la guerre au front de son armée.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 19 novembre (officiel de ce matin).

Dans la Flandre occidentale et dans le Nord français, la situation est inchangée. Une escadre d'avions allemands a obligé, au cours d'un vol d'exploration, deux avions de combat de descendre et fit tomber un autre. Un de nos avions manque.

Une violente attaque française dans la contrée de Bervou, à la lisière occidentale des Argonnes, a été rejetée avec des pertes graves pour les Français. Nos pertes étaient de peu d'importance.

Au théâtre de la guerre de l'Est, les combats nouvellement engagés continuent.

Vienne, 19 novembre.

On mande officiellement du théâtre de la guerre du Sud : Le 18 novembre ont lieu dans le sud-est des combats assez importants aux passages détruits du Kolubra. Nos troupes se trouvent déjà de l'autre côté de la rivière. Le 16, nous avons fait 1.400 prisonniers et gagné beaucoup de matériel de guerre.

En outre, on mande officiellement : Hier, les opérations des Alliés ont forcé les forces principales russes en Pologne d'accepter une bataille qui s'est développée sur tout le front dans des conditions favorables. Un de nos groupes de combat a fait hier plus de 3.000 prisonniers.

Comparativement à ce grand combat, la marche en avant des forces russes vers les Carpathes est de moindre importance. En débouchant de Grybow, une forte troupe de cava-

lerie russe a été dispersée par le feu soudain de nos batteries.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 20 novembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

En Flandre occidentale, dans le nord de la France, aucun changement dans la situation. Le sol détrempé et a moitié gelé ainsi que la tempête de neige ont créé d'énormes difficultés aux mouvements de nos troupes. Une attaque française près de Compres, au sud-est de Verdun, a été repoussée.

A la frontière de la Prusse orientale, la situation est inchangée. A l'est du plateau des lacs, les Russes se sont emparés d'un ouvrage de campagne inoccupé, ainsi que des canons y installés. Les parties de l'ennemi retirées sur Mlava et Lipno ont continué leur retraite. Au sud de Plock, notre attaque a progressé. Dans les combats autour de Lodz et à l'est de Czenstochau, la décision n'est pas encore intervenue.

Berlin, 20 novembre (communication officielle).

Le 17 novembre, des parties de nos forces de la Baltique ont barré les entrées du port de Libau par des navires coulés et ont bombardé les ouvrages importants au point de vue militaire. Des torpilleurs qui ont pénétré dans le port intérieur, ont constaté que les navires de guerre de l'ennemi ne s'y trouvaient pas.

Berlin, 19 novembre.

Les informations russes de Saint-Pétersbourg au sujet de la marche en avant des Russes sur Gumbinnen et Angerburg, ainsi que relativement à l'occupation de Laugszargen, près de Tauroggen, sont devancées par les événements : les Russes étaient allés en avant, mais ont été battus en arrière.

Constantinople, 20 novembre.

Le quartier général turc annonce : Notre flotte, partie pour rechercher la flotte russe qui bombardait Trébizonde, l'a rencontrée sur la hauteur de Sébastopol ; elle se composait de 2 cuirassés et 5 croiseurs. Au cours du combat qui s'engagea,

un cuirassé russe fut sérieusement endommagé ; les autres navires russes prirent la fuite et furent poursuivis par notre flotte, dans la direction de Sébastopol.

Vienne, 20 novembre (communication officielle).

La bataille en Pologne russe se poursuit dans des conditions favorables. D'après les informations qui nous sont parvenues jusqu'ici, nos troupes ont fait 7.000 prisonniers et pris 18 mitrailleuses et plusieurs canons.

Le Gouvernement militaire allemand.

Vienne, 20 novembre.

Le correspondant berlinois de la *Neue Freie Presse*, M. Paul Goldmann, raconte sa visite chez le général colonel von Hindenburg, et fait un portrait intéressant de ce chef d'armée et des officiers de son état-major, notamment du général Ludendorff et du colonel Hoffmann. Parmi les propos du général Hindenburg au cours de la conversation pendant le dîner, il cite notamment :

A la question de savoir quelles expériences il a faites de la coopération des armées allemande et austro-hongroise, le général répondit : « Les Autrichiens et les Hongrois sont d'excellents soldats. Les hommes et les officiers sont braves et courageux. Nous apprécions les Autrichiens et les Hongrois comme des camarades excellents. Les rapports entre les commandants en chef des armées alliées revêtent toujours les formes les plus agréables. Les Russes sont de bons soldats et leur discipline est bonne ; mais cette discipline russe est très différente de celle du soldat allemand ou du soldat austro-hongrois. Dans nos armées, la discipline est un résultat de la morale : dans l'armée russe, elle est plutôt l'obéissance muette et inconsciente. Les Russes savent fort bien créer des tranchées pour s'y abriter. Mais cela ne servira plus à rien bientôt, lorsque le sol sera gelé. Voilà un des avantages que nous offre vis-à-vis des Russes la campagne d'hiver.

Quant à la supériorité numérique des Russes, elle ne nous inspire aucune peur. A Tannenberg ils étaient trois fois plus nombreux que nous, et vous avez vu ce qu'ils en ont retiré. Les Russes ne sont plus résistants, tout indique qu'ils seront bien-

tôt à bout de forces. Ils commencent à manquer d'armes et de munitions ; ensuite, ils ont faim. Même les officiers manquent de nourriture et le pays souffre de la misère. Plus la guerre est cruellement menée, moins elle le sera en réalité, parce que d'autant plus tôt elle sera finie. La guerre avec la Russie est, pour le moment, avant tout une question de nerfs : si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont les nerfs plus forts et se maintiennent — et ils les ont plus forts et se maintiendront — ils vaincront.

Le Gouvernement militaire allemand.

Vienne, 21 novembre

(officiel du théâtre de la guerre du sud).

Le 20, des combats partiels ont eu lieu sur tout le front. Les attaques contre la position fortifiée de Lazarevao font des progrès satisfaisants. Hier, nous avons fait 7 officiers et 600 soldats prisonniers. Le temps est mauvais ; sur les hauteurs, la neige a une épaisseur d'un mètre et les vallées sont inondées.

Vienne, 21 novembre.

Les alliés ont eu encore hier, partout en Pologne russe, de bons succès. Toutefois, il n'y a pas eu jusqu'ici de décision.

Le nombre des prisonniers monte devant Przemysl ; l'ennemi a subi des pertes sérieuses en essayant, sans succès, de conduire des troupes d'appui au front sud de la forteresse.

Constantinople, 20 novembre.

Une flotte russe, composée de deux vaisseaux de ligne et cinq croiseurs, s'est réfugiée, poursuivie par la flotte turque, vers Sébastopol. Une flottille de torpilleurs russes s'est réfugiée dans le port.

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 21 novembre.

Lord Newton a dit, le 18 novembre, dans une assemblée de recrutement, qu'il évalue les pertes anglaises, estimées par

M. Asquith pour la date du 31 octobre à 57.000 hommes, actuellement à 80.000 hommes. Certains bataillons auraient perdu tous leurs officiers. Un bataillon de troupe d'élite a été placé récemment sous le commandement d'un sergent-major. Deux divisions comptant ensemble 37.000 hommes auraient été réduits au chiffre de 5.300 hommes.

Milan, 20 novembre.

Le *Corriere della Serra* dit, sous la plume de l'écrivain militaire Angelo Catti : La France ne possède plus aujourd'hui que de la force défensive. Des nouvelles parvenues ici et dignes de confiance disent que l'armée française est très ébranlée, bien qu'elle ne se trouve pas encore dans un état critique.

Les rangs des Français n'ont pas été autant réduits par des pertes en morts et blessés que par suite de maladies. La cavalerie paraît déjà en grande partie combattre à pied par suite de l'excessive mortalité des chevaux. L'artillerie paraît se trouver dans une situation semblable par suite de pertes de chevaux, bien que chez elle la situation n'ait pas encore pris les mêmes proportions que dans la cavalerie. Pour combler les lacunes des troupes, on a rappelé les hommes de plus de 47 ans sous les drapeaux, en leur acccordant le privilège de choisir leur garnison. Pour ceux qui ne se conforment pas au rappel, le rappel en masse est annoncé sans aucune espèce de faveur. Aussi l'Angleterre, conclut l'auteur, ne possède plus, au point de vue actuel, qu'une force défensive, en face de la force vivante des Allemands. L'Angleterre ne pourra transformer sa force défensive en force vivante, du moins pas avant une couple de mois.

Londres, 20 novembre.

On mande au *Times*, de New-York : Les journaux américains s'occupent de la censure de presse en Angleterre, qui, disent-ils, dépasse tout ce qui pourrait être justifié par les circonstances actuelles. Le *Sun* dit que tous les observateurs impartiaux du mutisme officiel doivent accorder le premier prix à la censure anglaise. Les agents de la censure font tout leur possible pour troubler l'opinion publique de leur pays, pour la décourager et l'irriter, pour semer, à la place de la confiance en les dirigeant des affaires publiques, la méfiance. John Bull transformé en autruche, voilà un des plus singuliers spectacles de l'histoire.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 23 novembre (communication officielle d'hier).

Sur le théâtre de la guerre de l'ouest, la situation est inchangée.

En Pologne, la lutte continue pour la victoire. Elle se poursuit au sud de Plock et dans les régions de Lodz et de Czenstochau.

Constantinople 23 novembre.

Le quartier général turc annonce officiellement : Les troupes turques sont arrivées sur le canal de Suez. Dans une rencontre près de Kantara, les Anglais ont été battus. Ils ont pris la fuite en subissant des pertes considérables.

Constantinople, 23 novembre (officielle).

Par suite de nos attaques sur les forces russes qui essayaient d'avancer dans la vallée du fleuve Murad, les Russes ont pris la fuite en essuyant de fortes pertes. Nous avons gagné 3 canons de campagne.

Vienne, 23 novembre (officiel d'hier midi).

Les alliés ont continué énergiquement et avec succès leur offensive en Pologne russe. Notre aile sud de bataille a atteint le secteur de Szreniana. Des contre-coups tentés par l'ennemi ont été repoussés. Jusqu'ici les troupes austro-hongroises ont fait plus de 15.000 prisonniers. Une décision définitive n'est pas encore intervenue.

Aussi à l'ouest de Dujanec et dans les Carpathes, des combats importants sont engagés.

Vienne, 22 novembre.

Du théâtre de la guerre du sud, on annonce officiellement : Des forces considérables ont déjà dépassé Kolubara et l'ennemi résiste encore dans plusieurs positions bien choisies et fortifiées. Notre marche en avant est retardée par suite du sol détrempé et par des inondations des cours d'eau des montagnes, ainsi que par la neige de plus d'un mètre d'épaisseur mais notre marche n'est pas arrêtée. Nos grandes patrouilles de reconnaissance ont fait en ces derniers jours de nouveau

2.400 prisonniers. Le nombre total des prisonniers faits au cours des combats depuis le 6 novembre dépasse 13.000.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 23 novembre.

Les combats près de Nieuport et d'Ypres continuent. Une petite escadre anglaise qui s'approcha deux fois de la côte fut chassée par notre artillerie ; le feu des canons des navires anglais resta sans effet.

Dans la forêt de l'Argonne, nous gagnons du terrain pas à pas. Nous enlevons au Français un point d'appui après l'autre. Journellement nous faisons un certain nombre de prisonniers. Une reconnaissance violente contre nos positions sur la Moselle a été empêchée par une contre-attaque de nos troupes.

En Prusse orientale, rien n'est changé. En Pologne, l'arrivée de nouvelles troupes venant de la direction de Varsovie retarde toujours la décision. Dans la région à l'est de Cracovie, les attaques des troupes alliées se poursuivent.

Berlin, 24 novembre.

L'agence télégraphique suisse mande :

Samedi dernier, quelques avions anglais venant du côté de la France ont passé par dessus le territoire suisse et ont ensuite attaqué, à Friedrischshafen, les chantiers de la société Zeppelin. En présence de cette flagrante violation de la neutralité suisse, le Conseil fédéral a chargé les ministres de Suisse à Londres et à Bordeaux, de protester énergiquement aupèrs des gouvernements français et britannique contre la violation de la neutralité suisse et de réclamer une satisfaction.

Madrid, 24 novembre.

Des nouvelles dignes de foi : Les troupes françaises ont subi près de Kanipa, le 13 novembre, une défaite sérieuse. Il y aurait eu au moins 23 officiers et 600 hommes tués. Les Marocains prirent, en outre, 2 batteries.

Vienne, 24 novembre (communication officielle d'hier).

En Pologne russe, pas encore de décision. Les alliés continuent leurs attaques à l'est de Czenstochau et au nord-est de

Cracovie. En prenant la localité de Pilica, nos troupes ont fait hier 2.400 prisonniers. Notre artillerie a été d'un effet admirable. Les forces russes, qui avaient passé le Dujanec inférieur, n'ont pu avancer. Pour des raisons de tactique, nous avons abandonné quelques passages des Carpathes momentanément à l'ennemi. Le 20 novembre, nous avons repoussé, au cours d'une sortie de Przemysl, les troupes de cernement devant les fronts ouest et sud-ouest jusqu'au loin en arrière. L'ennemi se tient depuis hors de portée de canons.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 24 novembre (officiel d'aujourd'hui midi).

Des navires anglais sont arrivés hier à la côte française et ont bombardé Lombartzyde et Zeebrugge. Chez nos troupes, ils n'ont causé que très peu de dommage. Un certain nombre de citoyens belges, par contre, ont été tués et blessés.

Aucun changement n'est intervenu dans l'ouest.

Au théâtre de la guerre de l'est, la situation n'est pas encore éclaircie. En Prusse orientale, nos troupes maintiennent leurs positions au nord-est du plateau des marais et dans la Pologne septentrionale les combats importants en cours ne sont pas encore décidés. En Pologne méridionale, le combat dans la région de Czentoschau n'est pas encore décidé. A l'aile sud et au nord-est de Cracovie l'attaque se poursuit.

La nouvelle officielle russe disant que les généraux Liebert et Tannewitz auraient été faits prisonniers en Prusse orientale, est de pure invention: le premier se trouve à Berlin, le second à la tête de ses troupes. Ni l'un ni l'autre n'a été depuis longtemps en Prusse orientale.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 25 novembre (officiel).

L'Amirauté anglaise annonce officiellement, le 23 novembre, que le sous-marin allemand *U-18* a été coulé par un navire de patrouille anglais sur la côte de l'Ecosse. Le bureau Reuter dit à ce sujet que le contre-torpilleur anglais *Gary* en a sauvé 3 officiers et 23 hommes de l'équipage. Un homme s'est noyé.

Rotterdam, 24 novembre.

D'après des informations de source sûre, le sur-dreadnought anglais *Audacious* a touché une mine à la côte nord de l'Irlande. Il a sombré. L'Amirauté garde le strict secret de l'affaire, de peur d'une panique dans le pays. L'*Audacious* avait un deplacement de 27.000 tonnes et faisait 22 milles à l'heure. Il avait été lancé en 1912 et était armé de 10 canons de 34.3cm. et 16 canons de 10. 2 cm. : son équipage était de 1.100 hommes.

Copenhague, 24 novembre.

Les journaux mandent de San Franscisco que le comité révolutionnaire hindou de cette ville, pour provoquer une révolution aux Indes, a répandu un manifeste où sont énumérées les horreurs commises aux Indes par les Anglais. La mauvaise administration anglaise enlève au pays chaque année 157 millions de dollars.

Copenhague 25 novembre.

La *Berlingske Tijdende* mande de Paris : Le ministre de la guerre a rappelé toutes les classes de la réserve et des troupes territoriales de 1893 jusque 1910 sous les drapeaux, pour autant que ces hommes ne s'y trouvent pas déjà.

Bâle, 25 novembre.

Les *Baseler Nachritchen* annoncent de Zurich : Six Suisses de la Suisse française ont visité le lazaret de Constance et ont constaté que les Français y internés sont installés dans une vaste salle bien éclairée et aménagée contenant toutes les installations sanitaires et hygiéniques. Les blessés français sont bien vêtus, leurs lits sont parfaits ; on ne se croirait pas dans une salle de prisonniers malheureux ; ils avaient, du reste, bonne mine et déclaraient au cours des conversations qu'ils étaient satisfaits de leur traitement.

Le Gouvernment militaire allemand.

Berlin, 25 novembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Les navires anglais n'ont pas recommencé aujourd'hui leurs entreprises contre la côte. La situation sur le théâtre de la

guerre de l'ouest est inchangée. Près d'Arras, nous avons fait de petits progrès.

Dans la Prusse orientale, nos troupes ont repoussé toutes les attaques russes. La contre-offensive russe venant de la direction de Lowicz Strychow-Brzesiny, au nord-est de Lodz, a échoué. De même dans la région à l'est de Czenstochau, les attaques se sont toutes écroulées devant notre front.

Berlin, 26 novembre (officiel).

La situation sur le front de bataille en Flandre n'est pas changée. Dans la région de Saint Hilaire-Souain, les Français ont attaqué avec des forces supérieures. Mais l'attaque fut faiblement exécutée. Près de Apremont, nous avons fait des progrès.

En Prusse orientale, rien de nouveau. Dans les combats contre les troupes du général von Mackensen, près de Lodz et Lowicz, les première et deuxième armées russes, ainsi que des parties de leur cinquième armée, ont subi un échec considérable. Les Russes ont perdu beaucoup de morts et blessés. En outre, non moins de 40.000 prisonniers non blessés, 70 canons, 160 voitures de munitions et 156 mitrailleuses sont tombés entre nos mains; 30 canons furent rendus inutilisables par nos troupes.

Il est utile de constater que, dans ces combats, nos jeunes soldats, malgré les grands sacrifices qu'ils avaient à faire, se sont distingués d'une façon extraordinaire. Ensuite l'ennemi a envoyé de nouveaux renforts qui sont arrivés du nord et du sud. Mais leurs attaques d'hier furent repoussées partout. La bataille n'est pas terminée, et la décision finale, il faut l'attendre pour plus tard.

Vienne, 26 novembre.

La lutte formidable en Pologne russe continue.

Jusqu'ici, nos troupes ont fait, au cours de cette bataille, 29.000 prisonniers et gagné 49 mitrailleuses, ainsi que beaucoup d'autre matériel de guerre.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 26 novembre.

Selon le rapport de la Reichsbank du 23 novembre, l'état d'or de la banque est monté, depuis le 14 novembre, à

1.948,686,000 mark, soit une augmentation de 32.716.000 mark. La couverture en or des banknotes en circulation s'élevait le 23 novembre à 48.61 p. c., contre 47.21 p. c. au 14 novembre. Les versements sur l'emprunt de guerre s'élevaient le 23 novembre à 3769.9 millions de mark, soit 84.51 p. c. de la somme totale souscrite.

Berlin, 27 novembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Hier non plus la côte de la Flandre n'a été incommodée par la flotte anglaise. Sur le front du théâtre de la guerre de l'ouest, aucun changement essentiel ne s'est produit. Au nord-ouest de Langemark, un groupe de maisons a été pris, ainsi qu'un certain nombre de prisonniers.

Dans la forêt des Argonnes, notre offensive a fait des progrès. Des attaques françaises dans la région d'Apremont, à l'est de Saint-Mihiel, ont été repoussées.

A l'est, il n'y a pas eu de combats aujourd'hui.

Londres, 27 novembre.

Dans la séance d'hier de la Chambre des Communes, M. Churchill a annoncé que le vaisseau de ligne *Bulwark* a fait explosion dans la matinée du 25 novembre, près de Sheerness. 700 à 800 hommes ont péri, 12 furent sauvés. Les amiraux présents ont annoncé qu'ils sont convaincus que la cause de l'explosion réside dans une explosion intérieure dans le magasin et qu'aucun mouvement de l'eau ne s'en est suivi. Le vaisseau sombra endéans les trois minutes.

(Le vaisseau de ligne *Bulwark* fut construit en 1899 ; il avait 15.250 tonnes de déplacement, sa vitesse était de 18 à 20 milles et il était armé de 4 canons de 30. 5 cm., de 12 de 2 cm. et avait à bord 750 hommes).

Constantinople, 26 novembre.

Le journal *Terduuman Hakikat* confirme la nouvelle qu'à Taebris 2.000 Russes ont été massacrés par des nationaux de tribus persanes.

Le Gouvernement militaire allemand.

Thorn, 27 novembre.

Un ordre du jour adressé par le général von Hindenburg à son armée dit : « Par suite de combats lourds qui ont duré de longs jours, les armées sous mes ordres ont arrêté l'offensive de l'ennemi qui est de beaucoup supérieur en nombre que nous ».

L'ordre du jour reproduit ensuite le télégramme adressé par l'empereur au général von Hindenburg : « Votre manière énergique et intelligente de conduire vos troupes et la bravoure inébranlable et persistante de vos troupes ont obtenu un nouveau succès magnifique. Dans une lutte longue, mais soutenue par votre fidélité au devoir, vos armées ont fait échouer les plans de l'adversaire bien supérieur en nombre à nos troupes. Pour cette protection de la frontière de l'est de l'empire, la patrie vous doit toute sa gratitude. Ma reconnaissance suprême et ma gratitude d'empereur seront portées à la connaissance de votre armée, et je veux leur donner une expression formelle en vous élevant au rang de feldmaréchal. Que Dieu vous accorde, à vous et à vos troupes toujours victorieuses, de nouveaux succès. Hourrah ! (Signé) Guillaume. »

L'ordre du jour à l'armée continue ainsi : « Je suis fier d'avoir gagné ce plus haut grade militaire à la tête de pareilles troupes. Votre persistance et votre courage toujours prêt au combat ont infligé d'admirable façon à l'ennemi des pertes considérables ; 6.000 prisonniers, 150 canons et environ 200 mitrailleuses sont de nouveau tombés entre nos mains. »

Vienne, 29 novembre.

Du théâtre de la guerre du sud, on annonce officiellement : Hier encore on a combattu sur presque tous les fronts au théâtre de la guerre du sud, et plusieurs positions importantes fortifiées ont été prises d'assaut. Avant tout, la position dominante sur le Siljak. Au total, nous fîmes 900 prisonniers et prîmes 3 canons. La prétendue victoire, annoncée par le bureau de presse serbe et prétendûment remportée sur une colonne austro-hongroise, prés de Rogacica, s'est transformée hier en l'invasion de nos colonnes à Uzics. Avec le train gagné, le petit-fils du woirood Putnik, âgé de 16 ans, a été fait prisonnier ; mais, en égard à son âge et à sa parenté avec le généralissime serbe, ordre fut donné de traiter ce prisonnier avec des égards spéciaux.

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 27 novembre.

L'Amirauté a publié, hier soir, la liste des pertes de la flotte anglaise depuis le commencement de la guerre.

La liste signale 220 officiers morts, 3 blessés et 51 manquants ou internés, puis 4.107 hommes morts, 436 blessés et 2.492 manquants ou internés.

Viennne, 27 novembre.

La bataille en Pologne russe a pris, sur une grande partie du front, le caractère d'un combat sur place. Dans la Galicie occidentale, nos troupes repoussent les forces russes qui ont avancé par la Dunavec. De même, les combats continuent dans les Carpathes.

Luxembourg, 27 novembre.

Le *Luxemburger Wort* annonce que l'empire allemand a payé jusqu'ici au Grand-Duché de Luxembourg pour endommagements des champs, etc., une indemnité de 1.283.000 francs. En outre, le gouvernement luxembourgeois a reçu pour usage de routes et chemins, pour usage de bâtiments de l'Etat et pour logements, 311.000 francs.

Le Gouvrenement militaire allemand.

Berlin, 28 novembre (officiel de ce midi).

Sur le théâtre de la guerre de l'ouest, la situation est inchangée. Des attaques françaises dans la forêt des Argonnes ont été repoussées. Dans la forêt au nord-ouest d'Apremont et dans les Vosges, nous avons enlevé aux Français, malgré leur très vive résistance, plusieurs tranchées.

Dans la Prusse orientale, seulement des combats sans importance ont eu lieu. Près de Lowicz, nos troupes reprirent l'attaque ; le combat continue encore. De fortes attaques russes dans la région de Noworadomsk ont été repoussées. Dans la Pologne méridionale, tout est d'ailleurs inchangé.

Berlin, 28 novembre (officiel).

La nouvelle publiée par le *Daily Mail* et disant que Dixmude aurait été repris par les Français et Anglais est dénuée de tout

fondement : Dixmude est après comme avant, entre les mains des Allemands.

Constantinople, 23 novembre.

Le journal *Twaswiriefkian* apprend que la Perse prendra également part à la guerre contre la Russie ; elle attendra encore quelques jours jusqu'à ce que l'armée turque aura pénétré plus loin dans le Caucase, ce qui exclurait de nouvelles forces russes en Perse.

Le Havre, 28 novembre.

Le vapeur anglais *Malachite*, de 2.000 tonnes, a été coulé le 26 novembre, en route de Liverpool pour le Havre, attaqué à quelques milles du Havre, au nord-est, par un sous-marin allemand. Le capitaine du sous-marin a accordé à l'équipage du *Malachite* dix minutes pour quitter le vapeur. Quelques instants plus tard, le vapeur prit feu et le sous-marin disparut. L'équipage du *Malachite* put se sauver au Havre.

Londres, 28 novembre.

Le *Times* annonce de Yarmouth : Une barque de pêcheurs a touché hier une mine. L'équipage composé de neuf hommes s'est noyé.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 30 novembre (officiel d'hier avant midi).

De l'armée de l'ouest il n'y a, pour la journée d'hier, qu'à mander que les tentatives d'attaques de l'adversaire dans la région du sud-est d'Ypres et à l'ouest de Lens ont échoué.

Dans l'est, la situation sur la rive droite de la Vistule est inchangée. Les tentatives d'offensive des Russes dans la région de Lodz ont été repoussées. La contre-attaque, entreprise immédiatement après, a été pleine de succès.

Rien d'important à signaler de la Pologne méridionale.

Berlin, 30 novembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Rien à mander du front de l'ouest.

A la frontière de la Prusse orientale, une tentative de surprise, entreprise par des forces considérables contre les posi-

tions fortifiées allemandes à l'est de Darkehnen, a été repoussée avec des pertes considérables pour les agresseurs : le reste de ceux-ci, quelques officiers et 600 hommes, ont été faits prisonniers par les nôtres. Au sud de la Vistule, les contre-attaques signalées hier ont abouti à des succès sérieux : 18 canons et plus de 4.500 prisonniers sont tombés entre nos mains. En Pologne, rien d'important ne s'est produit.

Vienne, 30 novembre (officiel d'hier midi).

La journée d'hier a été très calme, le long de tout le front en Pologne russe et en Galicie occidentale. Dans les Carpathes, les forces marchant sur Hommoña ont été battues et refoulées. Nos troupes ont fait 1.500 prisonniers.

Bâle, 30 novembre.

Les *Baseler Nachrichten* publient des nouvelles venant de Milan qui annoncent que toutes les nouvelles envoyées de Saint-Pétersbourg au *Matin* ne peuvent être reproduites, à partir de ce jour, par le *Corriere della Sera*, que sous toutes réserves, les chiffres élevés des prisonniers allemands qui seraient tombés, d'après ces informations, entre les mains des Russes n'ayant pas été confirmés par les rapports officiels russes.

Vienne, 30 novembre.

Du théâtre de la guerre du sud, on annonce officiellement : L'adversaire a opposé sur toute la ligne actuelle de la lutte une résistance désespérée et a essayé, par des contre-attaques qui sont allées jusqu'à des charges à la baïonnette, d'arrêter notre marche en avant. Nos troupes, disposées sur la rive est de Kolubara, ont de nouveau, par endroits, gagné du terrain. Les colonnes avancées jusqu'au delà de Valjevo et au sud ont atteint, en général, les hauteurs à l'est du fleuve Ljig, ainsi que la ligne Suvobor-Triangle, à l'est d'Usicé. Hier, 2 commandants de régiment, 19 officiers et 125 hommes ont été faits prisonniers.

Le Gouvernement militaire allemand.

SAINT-AMAND (CHER) — IMPRIMERIE BUSSIÈRE

N° 43

“ Pages actuelles ”
1914-1915



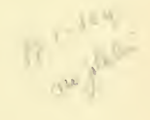
Comment les Allemands font l’Opinion

II

NOUVELLES DE GUERRE AFFICHÉES A BRUXELLES

DU 15 NOVEMBRE 1914 AU 25 JANVIER 1915





BLOUD ET GAY, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE, PARIS

« *Pages Actuelles* »
1914-1915



Comment les Allemands font l'Opinion

Nouvelles de Guerre
Affichées à Bruxelles
du 1er Décembre 1914 au 25 Janvier 1915

TOME SECOND

PARIS
LIBRAIRIE BLOUD & GAY
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7
1915

un groupe supérieur de nos forces arriva se mettre à leur rencontre et réussit au premier choc à rejeter l'ennemi. La poursuite de l'ennemi de l'autre côté de la frontière est organisée. Du front arrivent, sans cesse, des transports de prisonniers russes.

Vienne, 1er décembre.

On annonce officiellement, d'hier, du théâtre de la guerre du sud : Sur le théâtre de la guerre du sud, les combats continuent sans cesse. Hier, la place de Suvobor, qui est défendue avec acharnement et qui forme le point culminant de la route de Valjevo et Cacah, a été prise d'assaut après un combat violent. 1.254 hommes furent faits prisonniers et 14 mitrailleuses gagnées. A Ilice, beaucoup d'armes et de munitions furent trouvées.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 2 décembre (officiel d'aujourd'hui midi).

Dans l'ouest, des attaques peu importantes de l'ennemi ont été repoussées. Dans la forêt des Argonnes, le régiment d'infanterie wurtemburgeois n° 120, régiment appartenant à l'empereur, a pris un point d'appui très fort, 20 officiers et environ 300 hommes furent faits prisonniers.

Rien de nouveau de la Prusse orientale.

En Pologne septentrionale, les combats se sont poursuivis de façon normale.

En Pologne méridionale, des attaques de l'ennemi ont été repoussées.

La nouvelle répandue dans la presse étrangère que dans le chiffre de 40.000 prisonniers russes pris près de Kutno seraient compris les 23.000 Russes pris près de Kutno est fausse. « L'armée de l'est a fait, dans les combats de Wloclauree, Kutuo, Lodz et Lowicz, du 11 novembre jusqu'au 1er décembre, plus de 80.000 prisonniers russes non blessés. »

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 2 décembre (communication officielle d'hier midi).

Par rapport au compte rendu de l'état-major général russe du 29 novembre, concernant un épisode vieux de quelques jours déjà, des combats près de Lodz si favorables aux armes

allemandes, il est à constater : Les parties des forces allemandes, engagées dans la région à l'est de Lodz, dans des combats contre le flanc droit et dans le dos des Russes, furent, de leur côté, sérieusement menacées dans le dos par des forces importantes russes, venues de l'est et du sud. Les troupes allemandes firent, en face de l'ennemi placé devant leur front, volte-face, et dans un combat acharné qui a duré trois jours, percèrent le cercle que les Russes avaient déjà formé. A cette occasion, nos troupes firent encore 12.000 prisonniers russes et gagnèrent 26 canons, sans perdre elles-mêmes un seul canon. Aussi, presque tous nos blessés furent emmenés. Les pertes ne furent pas, en raison de la situation, légères ; mais elles n'étaient nullement « énormes ». Ce fut, certes, un des plus beaux faits d'armes de la campagne.

Vienne, 2 décembre (communication officielle d'hier midi).

Dans notre front en Galicie occidentale et en Pologne russe régnait, hier, généralement encore le calme. Devant Przemysl, l'ennemi fut encore, hier, repoussé par une contre-attaque de la garnison, lorsqu'il essaya de s'approcher de la position de campagne au nord devant la forteresse.

Les combats dans les Carpathes continuent.

Vienne, 2 décembre.

On mande officiellement, hier, du théâtre de la guerre du sud : Sur le théâtre de la guerre du sud, une nouvelle partie les opérations vient d'aboutir à un succès victorieux ; l'ennemi ésistait avec le plus grand acharnement pendant plusieurs ours, avec toutes ses forces, à l'est de la Kolubara et du Ljig, t fit des tentatives réitérées de passer à l'offensive. Mais il fut ejeté sur toute la ligne, et dans sa retraite il subit de nouveau es pertes sensibles. Sur le champ de bataille de Konatice eulement, nos troupes trouvèrent environ 600 morts non enerrés. De même, les nombreux prisonniers et les pertes matéielles signifient un affaiblissement sensible, car depuis la derière offensive, nous avons fait 19.000 prisonniers et gagné 7 mitrailleuses et 45 canons, ainsi qu'un nombreux matériel e guerre divers.

Berlin, 2 décembre.

D'après un avis officiel du *Russki Invalid*, les pertes en officers, du côté russe, s'élevaient, le 20 novembre, à 9.072 morts, .511 blessés et 3.679 manquants.

Londres, 2 décembre.

Le *Times* publie une lettre d'un major du service de santé anglais, de Calais, où il est dit que Calais est menacé d'une épidémie de typhus, que l'armée belge est atteinte du typhus et que, si on laisse l'épidémie s'étendre, il ne restera bientôt plus rien de l'armée belge. Il est de toute urgence de perfectionner les installations hospitalières.

Vienne, 3 décembre.

L'empereur a reçu par dépêche du général Franck, commandant la 5e armée, l'hommage suivant : « Je prie Votre Majesté de me permettre de déposer à ses pieds, en ce jour, 66e anniversaire du règne de Votre Majesté, la nouvelle que la ville de Belgrade vient d'être prise par les troupes de la 5e armée. »

Vienne, 3 décembre.

Du théâtre du sud de la guerre, on mande d'hier, officiellement : L'ennemi se trouvant en pleine retraite, aucun combat important n'a eu lieu hier. Les détachements de reconnaissance qui marchent en avant, ont rencontré des arrière-gardes et ont fait plusieurs centaines de prisonniers.

Constantinople, 3 décembre.

D'après des informations de source officielle, un combat a eu lieu hier au sud du Mawe, à Schania, près d'Ani Galako, entre des Senousi et des troupes françaises placées sous le commandement du général Largou. Si le chef de Schania, Scheick Abdullah, y trouva la mort, les Français furent cependant battus et mis en fuite. Les Senousi remportèrent aussi dans les régions de Kunem et de Wodai des victoires brillantes.

Le Gouvernement militaire allemand.

Londres, 4 décembre.

Le *Morning Post* mande de Saint-Pétersbourg : Le général Rennenkampf a été suspendu de son commandement parce qu'il a occupé deux jours trop tard sa position dans le mouvement de concentration ayant pour but le cernement des Allemands,

Londres, 4 décembre.

Le *Times* mande de Saint-Pétersbourg : La situation en Serbie est grave. Les Autrichiens y possèdent un demi-million de soldats, 30.000 Bavarois inclus. La Serbie a subi de très grandes pertes. Plusieurs régiments n'ont plus que 8 officiers au lieu de 75. Le seul espoir est encore le secours de la Russie.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin 4 décembre (communication officielle de ce midi).

Au théâtre de la guerre de l'ouest, les attaques françaises contre nos troupes en Flandre ont été repoussées à plusieurs reprises. Il en a été de même dans la région au nord-ouest d'Altkirch, où les Français ont subi des pertes considérables.

Sur le théâtre de la guerre de l'est, des attaques de l'ennemi à l'est du plateau des lacs Masuriens ont été repoussées avec de grandes pertes pour les Russes. Notre offensive en Pologne prend un cours normal.

S. M. l'Empereur est arrivée hier soir pour une courte visite à Berlin.

Munich, 4 décembre.

Les *Munchener Neuesten Nachrichten* mandent d'Amsterdam : Le vapeur anglais *Earl Aberdeen* a été, d'après les *Central News*, coulé entre Aberdeen et Heel par un sous-marin allemand. L'équipage a été sauvé.

Londres, 4 décembre.

Le correspondant militaire du *Times* indique comme chiffre des pertes de l'armée britannique 84.000 hommes, ce qui correspondrait à la force initiale de l'armée britannique lorsqu'elle entra en campagne.

Les pertes dans la bataille d'Ypres et Armentières se seraient élevées, à environ 50 000 hommes, dont à peu près 5.500 aux corps hindous. Le correspondant continue ainsi : Nous devons concéder que les troupes allemandes, malgré leurs terribles pertes, sont encore plus nombreuses que nous et qu'elles occupent de fortes positions. Elles possèdent une artillerie terrible qui occupe des positions dispersées et bien cachées. Leurs lourds canons possèdent toujours la suprématie et enterrent conti-

nuellement nos soldats en détruisant des sections entières de nos tranchées. Leurs tireurs sont audacieux et acharnés. Leurs mortiers de fossés et leurs obus nous causent des pertes continuelles. Bien que leurs reconnaissances dans les airs sont devenues plus rares, des Taubes et Albatros apparaissent toujours au-dessus de nous pour observer ce que nous faisons. Les officiers et sous-officiers anglais sont affaiblis dans des proportions effrayantes. Nous avons mené au front presque toute la réserve régulière et la meilleure partie de la réserve spéciale de beaucoup de corps. Si les dépôts ne sont plus à même d'envoyer de bonnes et régulières réserves, l'armée du front saluerait volontiers une partie des nouvelles armées comme remplaçants.

Nous avons besoin de tout homme que nous pouvons trouver et nous devrons bientôt rechercher comment nous devrons le mieux employer au front les nouvelles recrues, soit en armées, soit en divisions, soit en brigades, soit en unités ou pour remplir des lacunes.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 5 décembre
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

En Flandre et au sud de Metz, des attaques françaises ont été hier repoussées. Près de La Bassée, dans la forêt des Argonnes et dans la région à l'ouest d'Altkirch, nos troupes ont fait des progrès.

Dans les combats à l'est des lacs Masuriens, la situation est favorable. Des entreprises de peu d'importance nous y ont valu 1.-00 prisonniers. En Pologne, nos opérations suivent leur cours régulier.

Berlin, 5 décembre.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* annonce que l'ambassadeur impérial à Rome, M. von Flotow, doit se rendre en un long congé pour des raisons de santé. L'empereur a chargé le prince de Bülow de la gestion des affaires de l'ambassade.

Berlin, 5 décembre.

On mande de Genève au *Lokalanzeiger* : Les travaux ininterrompus de fortifications des Alliés ont été sensiblement gênés

par la lourde artillerie allemande près de Nieuport et au sud d'Ypres ; les positions des Alliés dans les terres inondées au sud de Dixmude en deviennent impossibles. Des points d'appui fort avantageux furent gagnés, ainsi qu'il ressort de l'ordre du jour du général Joffre, par notre artillerie à l'ouest de Lens, notamment près d'Aix-Roulette, ainsi que dans la région de la Woëvre.

Londres, 5 décembre.

La *Morning Post* renouvelle son attaque contre Asquith. Le journal espère que Asquith reconnaîtra le danger qui gît dans le maintien de pareil dilettante à la tête de l'Amirauté. L'attaque du journal est basée sur le mutisme de l'Amirauté concernant le malheur qui frappe la flotte, spécialement le fait que l'*Audacious* périt en coulant ou en échouant, fait déjà annoncé par la presse étrangère et au sujet duquel la *Gazette de Cologne* fit remarquer que le gouvernement anglais n'était évidemment pas rassuré en ce qui concernait l'opinion publique.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 6 décembre (officiel).

L'affirmation contenue dans un communiqué russe du 29 novembre que l'attaque allemande près de Czentochouvo aurait échoué, entraînant de grosses pertes pour les Allemands, est fausse. Le contraire est vrai. L'attaque du 17ᵉ corps d'armée russe, lequel s'est rapproché de nous jusqu'à 60 mètres de distance, fut ce jour-là rejetée avec des pertes extraordinairement grandes pour les Russes. Les Russes abandonnèrent un très grand nombre des leurs, morts ou blessés, et furent obligés de transporter leurs positions loin en arrière.

Berlin, 7 décembre (communication officielle de ce matin).

Cette nuit, la localité de Vemelles, au sud-est de Béthune, dont le maintien au milieu du feu incessant de l'artillerie française eut exigé des sacrifices inutiles, a été méthodiquement abandonné par nous. Les bâtiments encore existants avaient été auparavant démolis par explosion. Nos troupes ont occupé des positions bâties à l'est de l'endroit. L'ennemi n'a pu suivre jusqu'à présent. A l'ouest et au sud-ouest d'Altkirch, les Fran-

çais ont renouvelé leurs attaques, mais sans succès, bien qu'avec des forces considérables ; ils ont subi des pertes très grandes. Pour le reste, aucun événement quelque peu important à l'ouest.

Sur le théâtre de la guerre de l'est, l'adversaire reste tranquille. Le cours des combats autour de Lodz répond, après comme avant, aux espérances. Dans la Pologne méridionale, rien n'est changé.

Berlin, 7 décembre

(communication officielle hier après-midi).

Lodz a été pris cet après-midi par nos troupes. Les Russes qui s'y trouvaient, après avoir subi des pertes très grandes, sont en pleine retraite.

Berlin, 7 décembre.

Les nouvelles répandues à l'étranger au sujet de mouvements en arrière des troupes allemandes sur le canal de l'Yser sont fausses.

Vienne, 7 décembre (communication officielle d'hier midi).

La bataille en Pologne continue avantageusement pour les armes des alliés. Les forces russes avancées vers la Galicie occidentale ont été attaquées hier par nos troupes et les troupes allemandes par le sud. Les alliés ont fait 2.200 prisonniers et gagné plusieurs trains de l'ennemi. Dans les Carpathes, des combats partiels ont eu lieu. L'ennemi, après avoir envahi Beskid-Stelburg, en a été rejeté. Il y perdit 500 prisonniers.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 7 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Du théâtre de la guerre de l'ouest et de celui de l'est il n'y a pas de nouvelles importantes.

Dans la Pologne du nord, nous avons eu une longue lutte autour de Lodz, et, en rejetant les grandes forces russes réunies au nord, à l'ouest et au sud ouest de cette ville, remporté un succès tranchant. Lodz est en notre possession. Les résultats de la bataille ne peuvent pas encore, par suite de l'étendue

du champ de bataille, être appréciés. Les pertes russes sont sans aucun doute très grandes.

Les tentative des Russes, de venir dans la Pologne méridionale au secours de leurs armées en détresse du nord, ont été déjouées par l'intervention de forces austro-hongroises et allemandes dans le sud-est de Piotrkow.

Vienne, 7 décembre.

On mande du théâtre de la guerre du sud : Au sud de Belgrade, nos troupes gagnent du terrain. A l'ouest d'Arandjslovac Gorny Milanovoc, l'adversaire s'adjoignit de nouveaux renforts et continue actuellement ses attaques véhémentes vers l'ouest. Dans les régions serbes occupées par nos troupes, régions trouvées presque complètement désertes, les habitants enfnis commencent peu à peu à rentrer. Environ 15.000 habitants sont restés à Belgrade. L'administration nouvelle exerce déjà ses fonctions dans la ville.

Le Gouvernement militaire allemand.

Berlin, 8 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi.

A la côte des Flandres, l'état du sol, fortement détérioré par suite des fortes pluies de ces jours, rend les mouvements de nos troupes fort difficiles. Au nord d'Arras, nous avons fait quelques petits progrès.

Le lazaret de guerre de Lille a brûlé hier, probablement par suite d'un incendie criminel. Aucune perte de vie d'homme n'est à regretter.

L'affirmation des Français concernant leur marche en avant dans la forêt des Argonnes n'est pas conforme à la réalité des choses. Depuis un temps assez long, aucune attaque française ne s'y est plus produite. Par contre, nous avons constamment gagné du terrain.

Près de Malancourt, à l'est de Varennes, un point d'appui français a été pris avant-hier ; la plus grande partie de la garnison a été tuée. Le reste — plusieurs officiers et environ 150 hommes — furent faits prisonniers. Une attaque française contre nos positions au nord de Nancy fut repoussée hier,

À l'est, il n'y a plus de nouvelles de la frontière de la Prusse orientale

Dans la Pologne septentrionale, les troupes allemandes suivent immédiatement l'ennemi qui se retire de Lodz dans la direction de l'est et du sud-est. En dehors des pertes déjà annoncées hier, qui étaient extraordinairement considérables et sanglantes, les Russes ont perdu jusqu'à ce moment environ 5.000 prisonniers et 16 canons avec leurs camions de munitions. Dans la Pologne méridionale, rien d'important ne s'est produit.

Vienne, 8 décembre (officiel).

La lutte pour la décision sur le théâtre de guerre russe continue. Les troupes austro-hongroises et allemandes ont repoussé, dans l'attaque exécutée dans la région au sud-ouest de Piotrkow, les forces russes marchant vers le nord par Nowo-radomsk, où des troupes allemandes forcèrent l'ennemi à céder.

Dans la Galicie occidentale, des combats importants sont également engagés. Là, nos troupes et les troupes allemandes ont fait hier encore 1.500 prisonniers russes. Dans les Carpathes, les combats se poursuivent. En maints endroits, l'ennemi s'est retiré. De fortes troupes se montrent de nouveau derrière la crête de la montagne.

Constantinople, 8 décembre.

Le quartier général annonce : Dans la région d'Adjara, de nouveaux combats favorables pour nous ont eu lieu, où les Russes, se servant de balles dum-dum contre nous, ont dû laisser entre nos mains un canon, une grande quantité de bombes, d'armes et de munitions. Les attaques russes à l'est de Sansac, sur la frontière russe, furent sans succès. Par contre, nos troupes avançant de Revander, ont occupé Sooutchblaghs, à 70 kilomètres au delà de la frontière, ainsi qu'un important point d'appui des Russes dans la province d'Aserbeidschau.

Le Gouvernement général allemand.

Londres, 9 décembre.

Le *Times* expose, dans un article de tête, la situation en Pologne. On ne peut croire, dit-il, que les Russes soient réellement d'avis qu'il serait préférable de livrer les batailles en Po-

logne russe que sur le sol allemand. Aucune nation grande et fière ne s'exposerait à l'invasion, même momentanée, d'une province industrielle riche, tant qu'elle pourrait l'empêcher. Les Russes avaient décidé de s'opposer à une première grande invasion allemande de la Pologne centrale, parce qu'ils n'avaient pu achever à temps la cencentration de leurs forces en vue de protéger leurs frontières. Pendant que les Russes envoyaient des forces considérables à Cracovie, le général Hindenburg concentrait les forces allemandes et marcha de nouveau contre Varsovie. Tout Russe expert en choses militaires admettra que tout cela est venu contrairement à l'attente.

Londres, 9 décembre.

Le *Daily Mail* annonce que le chef des ouvriers irlandais, James Larkin, organise aux Etats-Unis une propagande dirigée contre l'Angleterre. Dans un établissement à Philadelphie, il a prononcé un discours où il fait appel aux Irlandais pour qu'ils envoient de l'argent, des armes et des munitions en Irlande, pour la journée glorieuse du règlement de comptes avec l'Angleterre.

« Pourquoi, demandait l'orateur, l'Irlande combattrait-elle dans cette guerre pour la Grande-Bretagne ? Qu'est-ce que la Grande-Bretagne a jamais fait pour notre peuple ? Nous combattrons pour la destruction de l'empire britannique et pour l'érection d'une république irlandaise, non pas pour le salut de l'ennemi qui, pendant sept cents ans, a couvert les champs de l'Irlande de mort et de dévastation. Nous combattrons pour délivrer l'Irlande d'un enserrement par cette ruine pourrie qui s'appelle l'Angleterre. » A ces paroles, le public éclata en un orage d'applaudissements.

Lorsque le rideau se leva, apparurent sur la scène, les armes à la main, une compagnie de volontaires irlandais et, en face d'eux, un groupe d'uhlans allemands. Les deux commandants croisèrent leurs sabres et puis se serrèrent les mains, pendant que les drapeaux allemands et irlandais furent déployés. Le public chanta la *Wacht am Rhein* et *God save Irland.*

Amsterdam, 10 décembre.

D'après une information de presse venant de Londres, lord Annesley et un officier anglais ont été descendus au cours d'un

vol au-dessus d'Ostende, le 5 décembre, à coups de feu par les Allemands. Les deux aviateurs furent tués.

Le Gouvernement général allemand.

Berlin, 9 décembre
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

A l'ouest de Reims, la Pêcherie Ferme, bien qu'on y eût hissé le drapeau de Genève, a dû être mise en feu par nos canons, parce qu'une photographie d'aviateur avait fourni la preuve pertinente qu'immédiatement derrière la ferme se cachait une batterie lourde française.

Des attaques françaises dans la région de Souain et contre les localités de Varennes et Vauquois, à la lisière orientale de la forêt des Argonnes, ont été rejetées avec des pertes pour l'adversaire. Dans la forêt des Argonnes même nous avons gagné du terrain en différents endroits. Dans les combats signalés hier au nord de Nancy, les Français ont subi de graves pertes. Nos pertes sont relativement peu importantes.

De la Prusse orientale, il n'y a pas de nouvelles informations. En Pologne septentrionale, nos troupes sont en contact étroit avec les Russes, qui ont fait halte dans une position solidement fortifiée à l'est de Niacga. Autour de Lowicz, la lutte continue.

En Pologne méridionale, les troupes austro-hongroises et les troupes allemandes ont de nouveau, côte à côte, attaqué, avec succès, l'ennemi.

Le Gouvernement militaire allemand.

Amsterdam, 9 décembre.

Les journaux répandent des nouvelles au sujet de l'activité de la commission de secours américaine pour la Belgique et font expressément ressortir que son œuvre de secours est appuyée par les autorités allemandes, et non pas, comme on le prétend du côté ennemi, combattue. Le rapport du comité de secours dit que l'administration allemande, à Bruxelles, a mis la moitié de toutes ses provisions et vivres, dont disposait l'administration militaire, à la disposition de la commission de secours. La commission rendra cela plus tard. Elle exprime sa

reconnaissance pour cette attitude des autorités allemandes qui n'y étaient pas tenues selon la convention de La Haye. La commission contredit, en outre, avec énergie, à l'affirmation disant que les autorités allemandes n'ont perçu aucun droit sur les importations américaines ; elles les ont laissé entrer sans retard ni obstacle et n'ont même pas compté les frais de transport par chemin de fer. De même, la commission proteste contre l'affirmation disant que des soldats allemands auraient, dans des logements civils belges, reçu leur part dans les dons américains. Du reste, il n'y a pas de soldats allemands logés chez des particuliers belges. Le *Handelsblad* ajoute que la commission désire évidemment le concours de la presse hollandaise pour réfuter pareil reportage faux.

Vienne, 9 décembre (communication officielle).

Hier, à midi, les combats en Galicie occidentale augmentèrent de violence. Attaquant à cette heure aussi du côté occidental, nos troupes chassèrent l'ennemi de la position Dobeyec-Wieliczka. Jusqu'à ce moment, 5.000 prisonniers, dont 27 officiers, sont déjà expédiés.

En Pologne, de nouvelles attaques russes au sud-ouest de Piotrkow ont été partout rejetées par nos troupes et les troupes allemandes.

Dans les Carpathes, rien d'important ne s'est produit.

Vienne, 9 décembre.

On mande officiellement du théâtre de la guerre du sud : La réformation des groupes de l'armée se poursuit conformément au programme. Des tentatives réitérées de l'adversaire de la troubler furent repoussées. A cette occasion, l'ennemi a subi des pertes sensibles. Notre offensive au sud de Belgrade fait de bons progrès. Nous y avons fait 14 officiers et 400 soldats prisonniers.

Le Gouvernement général allemand.

Berlin, 10 décembre.

Dans la région de Souain, les Français se sont bornés hier à les canonnades violentes. Une attaque française renouvelée lans la forêt orientale des Argonnes, contre Rocroi-Boureilles

n'avança pas ; elle s'éteignit sous le feu de notre artillerie. L'adversaire subit évidemment de grosses pertes. Trois aviateurs ennemis jetèrent hier sur la ville ouverte de Fribourg-en-Bade, située dans un territoire non occupé, dix bombes. Aucun dommage ne s'ensuivit. L'affaire n'est mentionnée ici que pour constater le fait qu'une fois de plus, comme déjà tant de fois depuis le commencement de la guerre, une ville ouverte, non située en territoire occupé, est bombardée par nos adversaires.

A l'est des lacs Masuriens, des combats d'artillerie sont engagés. En Pologne septentrionale, sur la rive droite de la Vistule, une de nos colonnes marchant en avant a pris d'assaut Prasnysz. 600 prisonniers furent faits et plusieurs mitrailleuses gagnées. Le long de la Vistule, l'attaque se poursuit. En Pologne méridionale, les attaques russes furent repoussées.

Le Gouvernement général allemand.

Berlin, 11 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

En Flandre, nous avons fait des progrès. A l'ouest et à l'est des Argonnes, des positions d'artillerie ennemies ont été combattues avec bon succès. Des attaques françaises dans le bois de Le Prêtre, à l'ouest de Pont-à-Mousson, furent repoussées.

A l'est du plateau des lacs Masuriens, il n'y a pas de changement.

Rien de nouveau de la Pologne méridionale.

Berlin, 11 décembre.

D'après une information de l'agence Reuter, une grande escadre anglaise, composée de 38 navires, aurait attaqué 5 croiseurs allemands près des îles Falkland. D'après des nouvelles anglaises, 2 ou 3 de nos croiseurs auraient sombré, les autres auraient pu s'enfuir. Ici nous ne possédons aucune confirmation de la nouvelle et, provisoirement, nous ne pouvons nous attendre à une nouvelle à ce sujet, parce que nous ne possédons ni possédions aucune communication avec notre escadre de croiseurs, laquelle battit encore récemment la flotte anglaise près de Coronel.

Vienne, 11 décembre (communication officielle).

En Pologne, la journée d'hier s'est passée dans le calme. Une unique attaque nocturne des Russes, dans la région du sud-ouest de Noworadomsk, a été repoussée.

En Galicie occidentale, les deux adversaires amenèrent des forces considérables au combat. Jusqu'ici 10.000 Russes furent faits prisonniers. La bataille se poursuit encore aujourd'hui.

Nos opérations dans les Carpathes ont déjà eu pour conséquence la reconquête de parties importantes de notre propre territoire.

Francfort-s-Mein, 11 décembre.

La *Gazette de Francfort* publie la traduction d'une lettre d'un Américain vivant en Suisse, à un de ses amis, où il est dit : Le ministre d'Angleterre à Berne, M. Duff, aurait demandé au conseiller fédéral M..., futur président de la Confédération helvétique, que la Suisse permette aux autorités militaires stationnées sur le Saint Gothard d'autoriser les Français ou les Anglais à reprendre, pour la durée de la guerre actuelle, les travaux radiotélégraphiques du gouvernement suisse sur le Saint-Gothard et à les utiliser aux services de la guerre. M... déclara qu'il considérait cette demande comme une offense à la Suisse et décida le Conseil fédéral helvétique à demander au gouvernement britannique de remplacer le ministre Duff par une personnalité apte.

Berlin, 11 décembre.

L'état d'or de la Reichsbank a dépassé, pour la première fois depuis que la Reichsbank existe, le chiffre de 2 milliards ; il s'élève à 2.019 millions, contre 1.253 millions au 31 juillet. La couverture d'or pur des notes en circulation est de 47,7 p c.

Le Gouvernement général allemand.

Londres, 12 décembre.

Le *Times* mande de Washington : Le secrétaire d'Etat, I. Bryan, a déclaré que le président du Syndicat de l'acier des tats-Unis, M. Schwab, a abandonné le projet de construire des ous-marins pour les états belligérants. M. Schwab y fut

amené par la conviction de M. Wilson que même la fourniture des parties non composées de navire serait inconciliable avec la neutralité américaine. Le correspondant du *Times* ajoute à cette information : Cette décision du président est un éclatant succès des Allemands, puisque les sous-marins devaient être fournis aux alliés. Les Allemands protestent aussi contre la vente de munitions aux alliés par des firmes privées. Cette manière de voir des Allemands trouve déjà de l'appui au Congrès. Hier, un projet de loi a été déposé au Sénat déclarant illégale la vente d'armes ou de munitions à un état qui vit en état de guerre avec un pays vivant en paix avec les Etats-Unis. A la Maison des Représentants, un projet de loi a été introduit qui donne au président le pouvoir d'empêcher l'exportation des munitions de l'espèce. Le Sénat a été saisi d'une résolution demandant des renseignements précis au sujet de l'activité des fabricants américains dans ce domaine.

Vienne, 12 décembre (communiqué officiel d'hier midi).

Nos opérations dans les Carpathes se poursuivent suivant les plans. Hier, l'ennemi n'a opposé de résistance qu'avec ses arrières-gardes, qui ont été repoussées. Il n'y a pas encore de résultat en Galicie. Les Russes ont été repoussés avec de grandes pertes là où ils ont attaqué. Le calme a encore duré hier sur notre front en Pologne. Przemysl est encerclé par l'ennemi, mais pas attaqué. La garnison inquiète journellement, par de petites ou grandes sorties, les troupes assiégeantes qui se tiennent à une distance respectueuse de la ceinture des forts.

Budapest, 12 décembre,

Le journal *Az Est* écrit : Les Russes ont quitté complètement le comté de Saroz. Ceux-ci ont quitté le territoire du comté par le défilé de Dukla. Nous avons réoccupé Bartfa. Quelques divisions sont encore dispersées dans le comté de Zemplin. Il y a encore quelques faibles divisions dans les environs du défilé de Uszek, ainsi que dans le village de Majdanka. Les Russes se sentent trop faibles sur les deux places pour tenter l'offensive. Bartfa a peu souffert.

Le Gouvernement général allemand.

Berlin, 12 décembre
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

En Flandre, les Français prirent hier l'offensive dans la direction de Langemarck. Ils furent rejetés et eurent environ 200 morts et perdirent environ 300 prisonniers. Notre artillerie bombarda la gare de chemin de fer à Ypres afin de troubler les mouvements des troupes ennemies. Près d'Arras, des progrès ont été réalisés.

Dans la forêt des Argonnes, les Français essayèrent, après une attitude absolument passive qui a duré des semaines, quelques coups d'attaques. Ceux-ci furent aisément repoussés. Par contre, les troupes allemandes prirent de nouveau un point d'appui français important en faisant sauter des mines. L'ennemi subit de fortes pertes en tués et en hommes ensevelis. En outre, nous fîmes 200 prisonniers.

Près d'Apremont, au sud de Saint-Mihiel, plusieurs attaques violentes des Français furent repoussées. De même sur la crète des Vosges, dans la région à l'ouest d'Altkirch.

A la frontière de la Prusse orientale, notre cavalerie rejeta de la cavalerie russe et fit 350 prisonniers. Au sud de la Vistule, en Pologne septentrionale, nos opérations continuent à se développer.

Dans la Pologne méridionale, des attaques russes furent repoussées par les troupes austro-hongroises et les nôtres.

Le Gouvernement général allemand.

Berlin, 13 décembre.

L'abandon de Lodz par les Russes s'est effectué clandestinement, pendant la nuit, et, conséquemment, sans combat. D'abord inaperçu, il n'a été cependant que le résultat des combats de trois jours qui l'avaient précédé. Dans ces combats, les Russes avaient eu des pertes tout à fait énormes, spécialement grâce à l'action de notre artillerie lourde. Les tranchées russes étaient littéralement remplies de morts. Jamais, pendant tous les combats de l'armée de l'Est, pas même près de Tannenberg, aucune de nos troupes n'a marché sur autant de cadavres russes que pendant les combats autour de Lodz-Lowicz et entre la Pabianice et la Vistule. Bien que nous fussions les auteurs

de l'attaque, nos pertes restaient de loin inférieures à celles des Russes. Nous avons, par exemple, contrairement à la situation des Russes, perdu relativement peu de morts. C'est ainsi que, lors de la fameuse percée de notre 25e corps de réserve, nous n'avons perdu de cette partie de l'armée que 120 hommes, chiffre évidemment minime, eu égard aux conditions de combat. Chez l'ennemi il y a eu, par contre, ceci de caractéristique que, seulement sur la hauteur au sud de Lutomierak (à l'ouest de Lodz), pas moins de 875 Russes morts furent trouvés et enterrés. Aussi les pertes totales russes peuvent-elles être évaluées, comme lors des batailles précédentes, assez exactement. Elles s'élevaient, dans les combats qui ont eu lieu jusqu'ici en Pologne, inclusivement les 80.000 prisonniers capturés par nous et qui, depuis, ont été expédiés par nous en chemin de fer en Allemagne, au moins à 150.000 hommes.

La ville de Lodz a très peu souffert par suite des récents combats pour sa possession. Quelques faubourgs et établissements industriels situés en dehors du rayon de la ville ont été endommagés ; mais l'intérieur de la ville est presque entièrement intact. Le Grand Hôtel, où le mouvement est très vif, est intact : le tram électrique marche comme en temps de paix.

Londres, 13 décembre.

Le *Daily Mail* annonce de New-York : L'escadre anglaise rejoignit le *Nürnberg* après une chasse émouvante et le somma de se rendre. Le *Nürnberg* refusa et combattit jusqu'à ce qu'il coula. L'escadre anglaise comprenait les croiseurs *Shannon*, *Achilles*, *Cochrane* et *Natal*.

Le Gouvernement général allemand.

Berlin, 13 décembre (communiqué de ce midi).

L'offensive française contre Apremont (au sud-est de Saint-Mihiel) a été repoussée. Hier après-midi, les Français ont attaqué sur un grand front Flirey (à mi-chemin de Saint-Mihiel à Pont-à-Mousson. Ceux-ci y perdirent 600 prisonniers et beaucoup de morts et de blessés. Nos pertes étaient environ de 70 blessés.

Pour le restant, au théâtre occidental de la guerre, la journée s'est passée d'une manière assez calme.

Au nord de la Pologne, nous avons pris plusieurs positions ennemies. Là, nous fîmes 11.000 prisonniers et prîmes 45 mitrailleuses.

Pas de nouvelles de la Prusse orientale ni de la Pologne méridionale.

Vienne, 14 décembre (communiqué officiel d'hier).

L'aile sud des Russes a été battue et forcée à la retraite près de Limanowa en Galicie occidentale. La poursuite de l'ennemi a commencé. Toutes les attaques sur le restant du front de bataille ont été repoussées. Nos troupes, passant les Carpathes, continuent énergiquement la poursuite. L'après-midi, nous avons pris Neusandec. Nos troupes sont rentrées à Grybow-Galice et à Zmigrad. L'ennemi a complètement évacué Voma dans le comté de Zemplin. Il fut impossible à l'ennemi de gagner du terrain.

Le calme règne en Pologne du sud. Nos alliés continuent victorieusement leurs attaques contre les fortes positions des Russes au nord de Lowicz.

Vienne, 14 décembre.

Le Correspondant à Sofia de la *Neue Freie Presse* a eu un entretien avec le feldmaréchal von der Goltz qui lui déclara : « La situation en Belgique est entièrement normale. La population belge gagne la conviction que les Allemands ne sont rien moins que cruels ».

Au théâtre de la guerre de l'ouest, les régions les plus riches françaises se trouvent en possession allemande. Les troupes françaises et allemandes combattent avec un courage suprême, mais les Allemands gagnent sans cesse du terrain. Le jour viendra où la résistance sera brisée.

L'enthousiasme belliqueux et la morale préparée en Allemagne en vue d'une guerre qui puisse durer des années et qui est toujours vivace, ainsi que l'entretien matériel de nos troupes, ne laissent subsister aucun doute de ce que l'Allemagne restera victorieuse. L'espoir de l'Angleterre de pouvoir affamer l'Allemagne est vain. L'Allemagne est parfaitement approvisionnée jusqu'à la prochaine récolte, et sa situation financière est meilleure que celle de tous les autres pays belligérants. »

Quant à la Turquie, le feldmaréchal déclara qu'il regardait avec une vive satisfaction l'armée turque, qui a fait de grands

progrès au cours des dernières années. Sa conviction est, dit-il, que la Turquie se justifiera brillamment.

Berlin, 12 décembre.

Le poète flamand Cyriel Buysse, qui, contrairement à son ami de jeunesse Maurice Maeterlinck, ne sert pas la cause de la France, a adressé la lettre suivante à la feuille amsterdamoise *Telegraaf* : La Belgique a fait son devoir, même plus que son devoir. Quoique tout à fait innocente, elle fut terrassée par ses adversaires et abandonnée par ses amis. La Belgique a été relativement trompée et meurt de la mort d'un héros en résistant jusqu'à la mort aux ennemis et en s'assurant une gloire éternelle.

(A cela ajoute le journal *Politiken* : Buysse est un homme de sentiments nationaux passionnés ; ce que dit le poète au sujet des alliés de la Belgique est actuellement l'avis de beaucoup de Belges clairvoyants. Cela ressort clairement de nombreuses lettres adressées de Belgique à des journaux hollandais).

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 14 décembre
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Des attaques françaises assez peu importantes contre des parties de nos positions entre la Meuse et les Vosges ont été aisément repoussées. Pour le reste, il n'y a rien d'important à annoncer ni du théâtre de la guerre de l'ouest, ni de la Pologne méridionale.

Dans la Pologne septentrionale, nos opérations se poursuivent. Au sujet des informations officielles russes et françaises, il est à remarquer : De Saint-Pétersbourg on a annoncé officiellement ce qui suit : « Au sud-ouest de Cracovie, nous avons poursuivi notre offensive : nous prîmes plusieurs canons allemands et des mitrailleuses, ainsi qu'environ 2.000 prisonniers. »

En réalité, pas un homme, pas un canon ou une mitrailleuse appartenant à nos troupes combattant au sud-ouest de Cracovie n'est tombé entre les mains russes.

L'information officielle parisienne du 12 décembre affirmait :

« Au nord-est de Vailly, une batterie allemande a été complètement anéantie. A Deux-Nous, à l'ouest de Vigneulles-les-Hatton-Châtel, deux batteries allemandes furent détruites, l'une de gros calibre, l'autre destinée à des avions. Dans la même région, les Français ont fait sauter un blockhaus et démoli plusieurs tranchées ». Toutes ces nouvelles sont fausses.

Vienne, 14 décembre.

Les déplacements de forces considérables ennemies vers le sud ont rendu nécessaire, comme nous l'avons déjà annoncé, de reformer aussi le groupe de notre armée des Balkans d'une façon correspondante et de replier notre aile droite. Ce fait simple est interprété par les dernières informations de Nisch comme un succès décisif de l'armée serbe. Les nouvelles serbes concernant nos pertes sont démesurément exagérées.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 15 décembre.

Au correspondant du *Hamburger Korrespondent*, le nouveau gouverneur général en Belgique, général baron von Bissing, a fait les déclarations suivantes : Je veux maintenir l'ordre et la tranquillité dans ce pays, qui est devenu la base des opérations de nos troupes Il faut que notre armée sache que l'ordre règne derrière elle, afin qu'elle puisse toujours librement diriger son regard uniquement en avant. J'espère aussi pouvoir la main dans la main avec l'administration civile, faire beaucoup pour la situation économique. Lorsque l'empereur me nomma gouverneur général, il me chargea, avec une insistance particulière, de tout faire pour aider les faibles en Belgique et pour les encourager.

Vienne, 15 décembre (communication officielle d'hier midi).

La poursuite des Russes en Galicie occidentale a été continuée et a gagné partout, sous des combats petits et grands, du terrain vers le nord. Dulka est de nouveau en notre possession. Nos troupes avancées par les Carpathes ont fait, hier et avant-hier, 9.000 prisonniers et ont pris 10 mitrailleuses. La situation au front de Rajbrot jusqu'à l'est de Cracovie et en Pologne méridionale est inchangée. Au nord de Lowicz, nos

alliés ont progressé dans la direction de la Bzura inférieure.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 15 décembre.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* écrit au sujet du jeu de l'Angleterre concernant la neutralité de la Belgique : De nouvelles preuves graves ont été trouvées démontrant la complicité anglo-belge. Récemment le secrétaire de légation anglais, M. Grant Warson, a été arrêté, lequel était resté à l'hôtel de la légation anglaise, où il fut, l'autre jour, surpris au moment où il essayait de faire disparaître des documents qu'il avait clandestinement emportés de la légation, il y avait parmi ces documents des pièces avec des données des plus intimes concernant la mobilisation belge et concernant la défense d'Anvers, des années 1913-1914, ainsi que des circulaires avec des ordres à l'adresse des hautes autorités militaires belges et portant la signature fac-similé du ministre de la guerre belge et du chef de l'état-major général, ainsi que des notes de compte rendu d'une séance de la « commission de ravitaillement d'Anvers » du 27 mai 1913. Le fait que ces documents se trouvaient à la légation d'Angleterre montre suffisamment que le gouvernement belge n'avait, en matière militaire, aucun secret pour le gouvernement britannique et que les deux étaient continuellement en étroite entente militaire. Particulièrement intéressante est cette note écrite à la main : « Renseignement. Primo : Les officiers français ont reçu ordre de rejoindre vers le vingt-sept juillet après-midi. Secundo : Le même jour, chef de gare de Feignies reçut ordre concentrer vers Maubeuge tous wagons fermés disponibles en vue transport de troupes. Communiqué par brigade gendarmerie de Frameries. » Les deux localités sont situées sur la ligne de chemin de fer de Maubeuge-Mons-Feignies, à environ trois kilomètres de la frontière belge en France. Frameries, en Belgique, est à environ dix kilomètres de la frontière.

Il en ressort que la France avait, dès le 27 juillet, pris les premières mesures de mobilisation et que la légation britannique en fut aussitôt avertie par la Belgique. Parmi les preuves antérieures démontrant les relations entre l'Angleterre et la Belgique, les documents découverts constituent des compléments précieux. Ils démontrent à nouveau que la Belgique aban-

donna sa neutralité au profit de l'Entente, qu'elle devint un membre actif de la coalition formée en vue de combattre l'empire allemand. Pour l'Angleterre, la neutralité de la Belgique représentait en réalité seulement un « wrap of paper » « chiffon de papier », qu'elle n'invoquait que pour autant qu'elle correspondait à ses intérêts, mais qu'elle considérait inexistante, dès que cela pouvait servir ses projets. Il est évident que le gouvernement anglais a simplement pris prétexte de la violation de la neutralité belge par l'Allemagne pour faire paraître aux yeux du monde et du peuple anglais la guerre avec nous comme équitable.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 16 décembre

(communication officielle d'hier après-midi).

Les Français ont attaqué sans succès, hier, en plusieurs endroits. L'attaque contre nos positions au sud-est de Ypres s'est écroulée en entraînant de fortes pertes pour l'adversaire. Une attaque ennemie venant de la région au nord-est de Suipper a été repoussée, de même qu'une autre attaque au nord-est d'Ornes (au nord de Verdun), avec des pertes considérables pour l'ennemi. Dans la région d'Ailly-Apremont, au sud de Saint-Mihiel, les Français ont essayé quatre fois de prendre nos positions d'assaut. Les attaques ont échoué. De même, une nouvelle attaque ennemie venant de la direction de Flirey (au nord de Toul) échoua. Dans les Vosges, des combats se poursuivent encore. Lors de la reconquête du village de Steinbach (à l'ouest de Sennheim), nous avons fait 300 prisonniers.

De la Prusse orientale, rien de nouveau. La colonne allemande marchant de Soldau par Mlavo dans la direction de Ciechanow reprend sous les yeux de l'ennemi, supérieur en nombre, son ancienne position.

En Pologne russe rien d'important ne s'est produit. La température mauvaise pèse sur nos opérations.

Vienne, 16 décembre.

On mande officiellement du théâtre de la guerre du sud : La situation opérative créée par l'inévitable reprise de notre aile droite a rendu utile d'abandonner, pour le moment, aussi Bel-

grade. La ville a été évacuée sans combat. Les troupes ont souffert par suite des fatigues et des combats récents, mais sont animées du meilleur esprit.

Vienne, 16 décembre (communication officielle).

Notre offensive en Galicie occidentale a forcé l'ennemi de battre en retraite et ébranla aussi le front russe en Pologne méridionale. Nos troupes, qui continuent la poursuite, sans lassitude, de la direction du sud, sont arrivées hier dans la ligne de Jaslo-Rajbrot. Au cours de cette poursuite et de la dernière bataille, 31.060 prisonniers russes ont été faits. Aujourd'hui il y a des nouvelles au sujet de mouvements de recul de l'ennemi sur tout le front de Rajbrot-Niepolomiet-Walbrom-Noworadomsk-Piotrkow. Dans les Carpathes, les mesures nécessaires ont été prises contre la marche en avant de forces ennemies vers Latorozatai.

Vienne, 16 décembre.

La *Politische Korrespondenz* apprend de Bucarest que des voyageurs revenant de Russie annoncent que non seulement les chefs socialistes, mais tous les membres radicaux de la Douma ont été arrêtés.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 16 décembre (communication officielle de ce matin).

Dans l'ouest, l'ennemi a, de nouveau, essayé une attaque par Nieuport, appuyé du côté de la mer par le feu des navires ennemis. Le feu est resté entièrement sans effet : l'attaque a été repoussée ; 400 Français ont été faits prisonniers. Sur le reste du front, il n'y a rien à signaler que la prise d'assaut d'une hauteur à l'ouest de Sennheim, depuis avant-hier défendue avec acharnement par l'ennemi.

De la frontière de la Prusse orientale, rien de nouveau à signaler.

En Pologne septentrionale, notre offensive se poursuit normalement. Plusieurs points d'appui bien fortifiés de l'ennemi furent pris et environ 3.000 Russes faits prisonniers ; en outre, 4 mitrailleuses furent enlevées. En Pologne méridionale, nos troupes combattant à côté de nos alliés ont gagné du terrain.

Londres, 16 décembre.

Un officier d'artillerie écrit au *Times* : Le bombardement de tours d'églises et de tout édifice élevé est inévitable. Il est contraire au bon sens de plaindre la destruction d'édifices hauts, peu importe qu'il s'agisse d'hôtels de ville, d'églises ou de fabriques. Nous les bombardons tout comme les Allemands. Les officiers des deux parties s'en servent comme des points d'observation. Actuellement, cela se fait en France ; plus tard, cela pourra arriver à la cathédrale de Cologne. Qu'on renonce aux plaintes, afin de ne pas paraître plus tard comme des hypocrites.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 17 décembre (communication officielle).

Des parties de nos forces de haute mer ont fait une attaque contre la côte orientale anglaise et ont bombardé, le 16 décembre tôt au matin, leurs deux places fortes côtières de Scarborough et Hartlepool. Au sujet de la suite de cette entreprise, aucune communication ne peut être faite pour le moment.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 17 décembre.

D'après des informations anglaises, à Hartlepool plus de 20 personnes ont été tuées et 60 blessées. Les dommages causés sont considérables. Le gazomètre est en feu. Le bombardement de la forteresse de Westhartlepool a commencé entre huit et neuf heures du matin. A Scarborough 2 églises ont été endommagées. Plusieurs toits se sont écroulés. A Whitby, l'abbaye historique serait en partie détruite. La population fuit dans l'intérieur du pays.

Berlin, 17 décembre.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* apprend de Bucarest : Le correspondant de guerre de la *Nowoje Wremia* annonce de la Pologne russe : Comme le journal *L'Universel* apprend de Saint-Pétersbourg, l'offensive russe a complètement échoué.

Les troupes russes se trouvent dans une situation extrêmement critique ; cela s'explique par l'énorme puissance et l'énergie de Hindenburg et de son offensive. L'alimentation et l'approvisionnement des troupes russes rencontrent des difficultés presque invincibles, les troupes étant menacées par les Allemands à l'est et à l'ouest. Uniquement un effort désespéré et fort au delà de toute attente ou une retraite complète et générale peut encore sauver les Russes de cette situation. Dans tous les cas, cela réclamera de très grands sacrifices. .

Cette information du journal russe, qui n'a pas été soumise à la censure avant sa publication, ne fait qu'augmenter encore, à Saint-Pétersbourg, les sentiments de désespoir. La *Nowoje Wremia* a été saisie par la police par ordre du gouverneur.

Londres, 17 décembre.

L'Amirauté annonce : Un mouvement important de la flotte allemande a eu lieu ce matin dans la mer du Nord. Scarborough et Harttepool ont été bombardés. Nos flotilles sont, en divers endroits, engagées dans des combats. L'action continue.

Londres, 17 décembre.

Reuter mande : D'après des nouvelles ultérieures concernant le bombardement de Scarborough il régnait du brouillard au moment où le bombardement commença. Beaucoup de femmes et d'enfants descendirent en vêtements de nuit dans les rues. On dit que 50 coups de canon ont été tirés.

De Hull on annonce que les autorités de Scarborough reçurent de grand matin la nouvelle de l'attaque projetée contre la côte. La défense fut soigneusement préparée. Toutes les unités de l'artillerie et de l'infanterie se trouvaient à leurs postes.

Le *Evening Chronicle* de Newcastle annonce : On croit que trois croiseurs allemands prirent part au bombardement de Hartlepool. A peine eurent-ils ouvert le feu, lorsqu'ils furent attaqués par quatre destroyers anglais.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 17 décembre
(communication officielle de cet après-midi).

Près de Nieuport, les Français ont continué leurs attaques sans aucun succès. Près de Zellebeeke et La Bassée, des attaques ont été tentées, mais repoussées avec de très fortes pertes pour l'ennemi. Le projet des Français de construire, près de Soissons, un pont sur l'Aisne a été déjoué par notre artillerie. A l'est de Reims, un ouvrage de campagne français a été démoli

Rien de nouveau à signaler de la frontière est ou ouest prussienne.

L'offensive annoncée par les Russes contre la Silésie et la Posmanie s'est complètement écroulée. Les armées ennemies ont été, dans toute la Pologne, forcées de se retirer après des combats acharnés et entêtés. L'ennemi est partout poursuivi.

Lors des combats d'hier et d'avant-hier en Pologne septentrionale, la décision a été due à la bravoure des régiments de la Prusse occidentale et de ceux de la Hesse. Les fruits de cette décision ne peuvent encore être évalués en ce moment.

Londres, 17 décembre.

Un chef de locomotive raconte avoir vu comment trois cheminées furent détruites à Scarborough.

De Whitby on annonce que deux croiseurs ont fortement bombardé l'endroit et détruit la station des signaux et un certain nombre de maisons. L'abbaye historique a été détruite en partie. Une personne a été tuée. Les croiseurs sont partis plus tard dans la direction du nord-est.

Berlin, 18 décembre
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Le combat près de Nieuport est favorable, mais pas encore fini. Les attaques des Français contre La Bassée et Arras, ainsi que des deux côtés de la Somme, ont échoué, avec des pertes graves pour l'adversaire. Seulement sur la Somme, les Français ont perdu 1.200 prisonniers et au moins 1.800 morts. Nos pertes n'atteignent pas même le chiffre de 200 hommes.

Dans les Argonnes, nos propres attaques, très bien réussies,

nous valurent environ 750 prisonniers et quelque matériel de guerre. Du reste du front ouest rien de spécial n'est à signaler.

Le long de la frontière de la Prusse orientale et occidentale, La situation est inchangée. En Pologne, nous suivons l'ennemi qui recule toujours plus loin.

Londres, 18 décembre.

Les dernières informations venant de Scarborough disent que 12 personnes ont été tuées et 24 blessées.

Copenhague, 18 décembre.

Ainsi que le *Berlingske Tijdende* l'annonce, à Scarborough et à Hartlepool, dans certaines rues aucune maison n'est restée intacte au cours du bombardement.

Londres, 18 décembre.

Le Bureau de la Presse annonce que le corps expéditionnaire anglais a perdu jusqu'au 14 décembre 3.871 officiers, à savoir ; 1.133 morts, 2.225 blessés et 513 manquants ou prisonniers. Jusqu'au 11 novembre, les chiffres des pertes étaient de 2.420 officiers. La liste des pertes porte les noms de 15 généraux, 108 colonels, 322 majors, 1.123 capitaines et 2.303 lieutenants.

Londres, 18 décembre.

Le vapeur *City* a ramené, au Tyne, 12 survivants du vapeur anglais *Elterwater*, qui sauta hier, pendant la nuit, après avoir touché une mine. Les hommes du *City* disent qu'ils ont vu, plus tard, sauter encore deux vapeurs.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 18 décembre.

Au sujet de l'attaque contre la côte orientale de l'Angleterre, les détails suivants sont livrés à la publicité : Lorsque nos croiseurs s'approchèrent de la côte anglaise, ils furent, par un temps brumeux, attaqués sans succès par quatre contre torpilleurs. Un de ceux-ci fut détruit, un autre fut perdu de vue, en état

fort endommagé. Les batteries de Hartlepool furent réduites au silence, les gazomètres détruits. Plusieurs détonations et trois grands incendies dans la ville purent être constatés à bord. Le poste de la garde de côte et les installations des eaux communales de Scarborough, ainsi que la garde de la côte et la station des signaux à Whitby furent détruits. Nos navires furent atteints par quelques coups de feu de l'artillerie de la côte qui cependant ne causèrent que peu de dommages. Ailleurs un autre contre-torpilleur fut encore coulé (officiel).

Vienne, 18 decembre (communication officielle).

Les nouvelles les plus récentes ne laissent subsister plus aucun doute que la résistance de la force principale russe est brisée. A l'aile méridionale, au cours de la bataille de plusieurs jours de Limanova, au nord, battus par nos alliés près de Lodz et maintenant aussi sur la Bzura complètement battus et, par notre marche en avant par les Carpathes aussi menacés du côté sud, l'ennemi a commencé sa retraite générale qu'il cherche à couvrir dans la région avant les Carpathes par des combats acharnés. Ici, nos troupes mènent l'attaque sur la ligne Grodno-Zakliaczyn. Sur le reste du front, la poursuite est engagée.

Londres, 18 décembre.

Le ministère de la guerre annonce que c'étaient évidemment deux vaisseaux de bataille et un croiseur cuirassé qui furent vus devant Hartlepool. Ils commencèrent le bombardement à huit heures du matin. A 8 h. 15 arriva le rapport de la batterie de la côte disant que des navires ennemis avaient été rencontrés et endommagés. Ceux-ci partirent à 8 h. 50. Aucun canon anglais n'a été atteint. Un obus est tombé dans les rangs d'un détachement de troupes du génie, un autre dans les rangs du 18e bataillon de l'infanterie légère du Durham. Les pertes de troupes s'élèvent à 7 morts et 14 blessés. La ville a subi quelque dommage. L'usine à gaz fut mise en feu par le tir de l'ennemi. De la population qui se pressait dans les rues, à peu près 22 personnes furent tuées et 50 blessées. En même temps un vaisseau de bataille et un croiseur cuirassé arrivèrent devant Scarborough. Ils tirèrent 50 coups qui causèrent de graves dommages. A Scarborough, 13 morts. Nulle part, aucune panique ne se produisit. L'attitude de la population était aussi parfaite qu'on pouvait le désirer. (Note de l'agence Wolff :

Voilà ce que dit Reuter. Des témoins oculaires parlent cependant autrement concernant l'attitude de la population.)

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, le 19 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

A l'ouest, une série d'attaques hostiles ont eu lieu. Près de Nieuport-Bixschote et au nord de La Bassée, on se bat toujours. A l'ouest de Lens, à l'est d'Albert et à l'ouest de Noyon, les attaques furent repoussées.

A la frontière de la Prusse orientale, une attaque de cavalerie russe à l'ouest de Pillkallen a été repoussée. En Pologne la poursuite se continue.

Berlin, 19 décembre.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* écrit au sujet de la manière russe de faire la guerre : Aux autorités allemandes sont soumis de nombreux objets découverts dans les camps de prisonniers en possession de prisonniers russes et qui, évidemment, proviennent de rapts commis par les Russes en territoire allemand. La liste des objets, parmi lesquels se trouvent beaucoup de choses de valeur, forme des preuves de la manière dont les troupes russes se sont en partie conduites en terre allemande. Il est à remarquer que les objets trouvés ne forment sans aucun doute que la moindre partie des objets volés.

Le Gouvernement général en Belgique.

Londres, 19 décembre.

L'agence Reuter annonce que, lors du bombardement de Hartlepool, 82 personnes furent tuées et 250 blessées. Parmi les navires anglais présents sur la hauteur de Hartlepool, le petit croiseur *Patrol* et le contre-torpilleur *Deen* eurent 5 marins tués et 15 blessés.

Paris, 19 décembre.

Un certain nombre de parlementaires et de journalistes se sont réunis au Sénat, sous la présidence de M. Clémen-

ceau, et nommèrent une commission pour présenter à M. Viviani une protestation contre la manière arbitraire et illégale de l'exercice actuel de la censure politique et administrative.

Vienne, 19 décembre (communiqué officiel).

Les forces principales russes battues sont poursuivies sur tout le front, large de 400 kilomètres et s'étendant depuis Krosno jusqu'à l'embouchure de la Bzura. Hier, l'ennemi a été chassé aussi de ses positions dans l'avant-région septentrionale des Carpathes, entre Krosno et Zafiezyn. Sur le Dunajec inférieur, les troupes alliées sont engagées dans un combat avec les arrières-gardes ennemies. En Pologne méridionale, la marche en avant s'est effectuée jusqu'ici sans combats importants. Pietrkrow a été pris d'assaut avant-hier par le régiment Wilhem Ier empereur allemand et roi de Prusse n° 34, et Przedborz, hier, par des détachements du régiment n° 31 de Hagyzzeben. L'héroïque garnison de Przemysl a continué avec succès des combats dans l'étendue avant-région de la forteresse La situation dans les Carpathes ne s'est pas encore essentiellement modifiée.

Bâle, 19 décembre.

D'après un télégramme adressé de Londres aux *Baseler Nachrichten*, la publication du télégramme que Bonar Law adressa, le 2 août, au premier ministre cause une vive sensation. Les Unionistes y déclarent qu'il serait fatal pour la Grande-Bretagne, si elle hésitait d'appuyer actuellement la France et la Russie. Il n'est pas question dans le télégramme de la Belgique.

Constantinople, 19 décembre (rappport du quartier-général).

Un croiseur anglais, qui croisait depuis qnelques jours depuis Akabo, y a débarqué des troupes ; mais celles-ci furent forcées de s'embarquer de nouveau. Notre feu détruisit le projecteur du croiseur.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 19 décembre.

D'après les comptes rendus des correspondants de guerre de journaux qui ont visité le champ de bataille de Limanova, les

combats ont abouti à la pleine chasse de l'ennemi de la Galicie occidentale. L'armée austro-hongroise fit 26.000 prisonniers et gagna une grande quantité de matériel de guerre. Les pertes des Russes sont énormes. A Limanova seul on a compté 1.200 morts. La poursuite est partout énergiquement menée. La population rentre dans le territoire évacué par les Russes.

Vienne, 20 décembre
(communication officielle d'hier midi).

Nos forces avançant sur la ligne de Krosno a Zakliezyn ont rencontré hier, à nouveau, une forte résistance. Aussi sur le Dujanec inférieur on combat violemment. Les arrière-gardes russes qui résistaient avec acharnement sur la rive occidentale du fleuve, sont presque totalement chassées. En Pologne méridionale, il y a eu des combats au cours de la poursuite. Partout sans exception, l'ennemi fut rejeté. Notre cavalerie déjà arrivée avant-hier soir à Jedrzejow (Andrejew), atteignit la Nida. Plus loin, vers le nord, les troupes alliées passèrent la Pilica. Dans les Carpathes, abstraction faite de quelques rencontres peu importantes, mais toutes favorables à nos armes, rien ne s'est passé. Les troupes de Przemysl, qui avaient fait une sortie, sont rentrées dans la forteresse, sans être molestées par l'adversaire, après avoir accompli leur mandat et en amenant quelques centaines de prisonniers.

Copenhague, 20 décembre.

Les *Politiken* écrivent : L'association des sociétés de navigation de cette place a déclaré que l'Amirauté anglaise a interdit provisoirement le départ de navires de Hull, *Newcastle* et *Grimsby*, pour cause de danger de mines. Les navires danois vont tous à Blyth et y reçoivent de nouveaux ordres de la par des vapeurs de la compagnie précitée. En conséquence se trouvent actuellement et provisoirement, à Hull, les vapeurs *Bernstorf* et *Primula*, à Grimsby *Tyr*, *Olga*, et *Knuttenberg*.

New-York, 20 décembre.

Le *New-York Times* se demande si l'offensive des navires allemands contre la côte anglaise figure l'avant-coureur de la tentative des croiseurs-dreadnought allemands de s'échapper dans l'océan Atlantique, afin d'y continuer l'action de l'escadre

du comte von Spée. Le *New-York Sun* est d'avis que l'attaque allemande démontre la possibilité désagréable qu'une escadre allemande peut toujours, momentanément dans l'océan Atlantique, inquiéter les voies du commerce par où la flotte britannique transporte chez elle d'énormes quantités d'aliments et de provisions de guerre.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 20 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Dans l'ouest, l'ennemi a cessé hier les attaques inutiles près de Nieuport et de Bixschote. Les attaques contre La Bassée, menées tant par les Français que par les Anglais, ont été repoussées avec de grandes pertes pour l'ennemi. 200 prisonniers, hommes de couleur et Anglais, sont tombés en nos mains. Environ 600 morts anglais, gisent devant notre front. Près de Notre-Dame de Lorette, au sud-est de Béthune, une tranchée allemande de 60 mètres de longueur a été perdue à l'adversaire. Nos pertes sont tout à fait minimes. Dans la forêt des Argonnes, nous avons fait de petits progrès et gagné trois mitrailleuses.

De la frontière de la Prusse orientale et de la Prusse occidentale, rien de nouveau. En Pologne, les armées russes ont essayé de se maintenir dans la position nouvellement préparée sur la Rawka et la Nida. Elles sont attaquées partout.

Berlin, 20 décembre (communication officielle).

L'Empereur, complètement remis, est parti de nouveau pour le front de l'armée.

Vienne, 21 décembre

(communication officielle d'hier matin).

Dans les Carpathes, hier, les avant-troupes ennemies dans la région de Latoroza ont été rejetées. Au nord-est du passage de Lupkow, des combats importants s'engagent. Notre attaque venant du front de Krozno-Zakliczyn a gagné surtout du terrain. Dans la vallée de Biala, nos troupes ont avancé jusqu'à Tachnow. Les combats sur le Dunajec inférieur continuent.

Les Russes ont donc pris de nouveau, avec de grandes forces, position en Galicie. En Pologne méridionale, nous avons atteint Nida.

Bâle, 21 décembre.

Une lettre de Paris adressée à la *National Zeitung* est consacrée à la question du manque de charbon à Paris. En raison de la légère construction des maisons et par suite de l'absence de doubles fenêtres, beaucoup, qui appartiennent cependant aux classes aisées, ont dû souffrir du froid. Le manque de travail persiste et impose d'énormes charges aux bureaux de bienfaisance, qui alimentent cependant quotidiennement plus de 60.000 personnes, et, chose à remarquer, non seulement dans les quartiers ouvriers. Des milliers ont réclamé des secours qui certainement n'ont jamais de leur vie été forcés de demander des dons.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 21 décembre.

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Des attaques françaises, près de Nieuport, ont été repoussées encore hier. Entre Richebourg, l'Avoué et le canal de Paire à La Bassée, nos troupes ont attaqué les positions des Anglais et des Hindous. Les tranchées ennemies furent prises d'assaut, l'ennemi fut rejeté, avec de grandes pertes, de ses positions. Nous gagnâmes 1 canon, 5 mitrailleuses, 2 projecteurs et fîmes 270 Anglais et Hindous prisonniers, parmi lesquels 10 officiers. La tranchée perdue le 17 décembre, près de Notre-Dame de Lorette aux mains de l'adversaire fut reprise. Dans la région de Souhain-Massigs (au nord-est de Châlons), les Français attaquèrent hier violemment et pénétrèrent à un certain point jusqu'à notre avant-tranchée. Cependant, toutes leurs attaques s'écroulèrent sous notre feu. 4 officiers et 310 hommes furent laissés entre nos mains par les Français. Un grand nombre de Français tués gisent dans nos positions. Dans les Argonnes nous prîmes une importante hauteur frontière près le Four-de-Paris ; nous gagnâmes 3 mitrailleuses, 1 canon-revolver et fîmes 275 prisonniers français. Les attaques menées avec grande violence par les Français au nord-ouest de Verdun échouèrent complètement.

La grande activité des Français devant tout notre front s'explique par l'ordre du jour suivant à l'armée, qui fut trouvé sur le corps d'un officier français tombé ; l'ordre du jour est du général Joffre et daté du 17 décembre :

Ordre du jour, 17 décembre 1914.

Depuis deux mois, les violentes et innombrables attaques n'ont pas abouti à nous percer. Partout nous leur avons résisté victorieusement. Le moment est venu, pour profiter de la faiblesse qui s'offre à nous après que nous nous sommes renforcés en hommes et en matériel. L'heure de l'attaque a sonné. Après que nous avons tenu les forces allemandes en échec, il s'agit de les percer et de délivrer définitivement notre pays de l'envahisseur. Soldats, plus que jamais la France compte sur votre courage, votre énergie et votre volonté afin de vaincre à tout prix. Vous avez déjà vaincu sur la Marne, sur l'Yser, en Lorraine et dans les Vosges. Vous saurez vaincre jusqu'au triomphe final.

JOFFRE.

En Prusse orientale et occidentale, la situation est inchangée.

En Pologne, les attaques aux positions où l'ennemi a fait front continuent.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 22 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Près de Nieuport et dans la région d'Ypres règne généralement le calme. Pour reconquérir les positions perdues, le 20 décembre, près de Festubert et Givenchi, les Anglais, renforcés par des territoriaux français, ont fait, hier et la nuit dernière, des attaques dispersées qui furent repoussées. Dans la région de Richebourg, ils réussirent à prendre pied dans leurs anciennes positions.

Les attaques d'hier des Français dans la région d'Albert, au nord-est de Compiègne, près de Souain et de Perthes, ont été rejetées avec de graves pertes pour eux. Dans la partie occidentale des Argonnes, nous avons pris quelques tranchées. A l'est des Argonnes, au nord-ouest et au nord de Verdun, les atta-

ques françaises ont été, en partie, avec les plus granaes pertes pour les Français, aisément repoussées.

Sur le théâtre de la guerre de l'est, la situation est inchangée en Prusse orientale et en Prusse occidentale. En Pologne, nos troupes combattent violemment dans le secteur de la Bzura et de la Rawka. En beaucoup d'endroits, le passage par ces secteurs est déjà forcé. Sur la rive de la Pilica, le combat continue.

A notre regret, nous avons constaté seulement après la publication que l'ordre du jour à l'armée du général Joffre du 17 décembre contenait ce post-scriptum : « L'ordre sera porté à la connaissance de toutes les troupes ce soir et des mesures sont à prendre pour qu'il ne parvienne pas à la presse ».

Vienne, 22 décembre (communication officielle d'hier midi).

Dans les Carpathes, notre offensive dans la région du Latorsza supérieur fait de bons progrès. Au nord-est du passage de Lupkow, sur le front au nord de Krosno-Tuchow et sur le Dujanec inférieur, le combat perdure avec violence. La situation en Pologne méridionale ne s'est pas modifiée.

Bruxelles, 22 décembre.

Il ressort des communications du commandement suprême de l'armée que les troupes allemandes ont repoussé, avec succès et avec des pertes graves pour l'adversaire, toutes les attaques françaises sur le front ouest.

Le Gouvernement général en Belgique.

Paris, 22 décembre.

Nous apprenons du grand quartier-général : De quelles sortes de bulletins de victoire le commandement suprême de l'armée française se plaît de soumettre aux représentants de la nation, le 22 décembre, ressort de l'extrait suivant des communications officielles françaises du 18 décembre :

« Une vigoureuse offensive nous rendit maîtres de plusieurs tranchées à Auchy-lez-la-Bassée, Loos, Saint-Laurent et Blangy.

Les premiers de ces endroits se trouvent loin en arrière de

nos positions. Nulle part, les Français n'ont pu prendre nos positions. Leurs tentatives d'attaques se sont, sans exception, écroulées. Près de Cuinchy, à l'ouest d'Auchy, 150 Français morts ont été trouvés le 18 au matin devant notre position. De petits détachements français, pénétrés à Saint-Laurent et à Blangy, furent anéantis ou faits prisonniers. Le 17, au soir, les Français se trouvaient comme maîtres de leurs positions dans leurs tranchées.

Les nouvelles suivantes : « sur l'Aisne et dans la Champagne notre artillerie lourde a eu la main haute » (18 décembre après-midi) et « sur les Hauts de la Meuse notre feu, dirigé par des avions, a anéanti deux batteries lourdes » (19 décembre après-midi) pourraient être prouvées à peine par les Français. On voit, du reste, par les résultats des attaques ultérieures françaises en Champagne, avec quel succès les batteries allemandes sont combattues. L'observation de l'aviateur semble avoir souffert de la mauvaise lumière. Dans tous les cas, il n'y a pas eu de lourdes batteries détruites de notre côté.

Plus loin on annonce :

« Les Allemands ont essayé de pousser en avant avec trois bataillons, de la tranchée française démolie. Mais cette attaque d'infanterie, ainsi que celle entreprise contre Saint-Hubert furent repoussées. »

Nos troupes ont fait dans leurs attaques 8 officiers et plus de 300 soldats français des 9e chasseurs, des 18e chasseurs et du 7e génie prisonniers. Les 9e chasseurs furent anéantis. Comment ces faits se concilient-ils avec les nouvelles en question ?

Et puis :

« Nous avons fait des progrès dans la contrée de Notre-Dame de Consolation, au sud de La Bassée, au cours de ces derniers jours. »

Cet endroit se trouve près de Vermelles. Le village a été évacué par nous le 6 décembre. Nous allâmes alors occuper une position à deux kilomètres de distance de Vermelles, à l'est, laquelle est restée en nos mains et de laquelle les Français cherchent à s'approcher lentement à l'aide d'attaques de sapeurs :

Puis :

« Dans la région d'Albert, nous avons marché en avant, dans la journée du 18, sous un feu très violent, et avons atteint les défenses en fil de fer barbelé de la seconde ligne des tranchées ennemies. »

Certes, les Français ont atteint ces défenses de fil de fer : ils

furent faits prisonniers ! Les autres attaques ne parvenaient pas, hélas ! aussi loin.

Enfin :

« Près de Lihons, une troupe ennemie en position de colonne fut surprise et littéralement abattue. »

On ne sait pas ici si la troupe allemande en position de colonne a été vue par les Français. Elle peut au plus s'être couchée pour se couvrir : dans tous les cas, il n'y a eu aucune perte dans cette région.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 23 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Les attaques dans les dunes de Lombartzyde et au sud de Bixschote furent aisément repoussées par nos troupes. Près de Richebourg, l'Avoué, les Anglais ont été jetés à nouveau hors de leurs positions hier. Malgré des contre-attaques déseespérées toutes les positions qui avaient été arrachées aux Anglais, entre Richebourg et le canal d'Aire à La Bassée, furent tenues et fortifiées. Depuis le 20 décembre, 750 hommes de coulenr et Anglais sont tombés comme prisonniers entre nos mains, 5 mitrailleuses et 4 lance-mines furent gagnés.

Aux environs du camp de Châlons, l'ennemi déploie une grande activité. Les attaques au nord de Sillerie, au sud-est de Reims et près de Souain et Perthes, ont été repoussées par nous en partie avec de graves pertes pour les Français.

En Prusse orientale et occidentale, la situation est restée inchangée Les combats dans le secteur de la Bzura et de la Pawka continuent, et sur la rive droite de la Pilica la situation est inchangée.

Vienne, 23 décembre officiel).

Le sous-marin français *Curie*, des batteries de la côte et des bâtiments de garde, a été coulé, sans qu'il soit arrivé à attaquer L'équipage a été fait prisonnier.

Le sous-marin XII a attaqué, le 21 décembre, dans le détroit d'Otrante, une flotte française de 16 grands navires et a torpillé par deux fois, le vaisseau amiral du type *Courbet*. Il toucha les deux fois. Alors une panique se produisit au milieu

de la flotte ennemie. Le voisinage dangereux de quelques navires et la haute mer, puis le temps brumeux empêchèrent le sous-marin de se procurer des renseignements sur le sort ultérieur du navire torpillé.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 23 décembre.

Dans les Carpathes, à proximité et au sud de la crête de la montagne, dans la région des fleuves Nagy-Ag Latorcza et Ung, des combats sont engagés. En Galicie, les Russes ont repris l'offensive, mais sans pouvoir avancer, surtout sur le Dujanec inférieur ils ont eu de grandes pertes. Sur la Nida et dans la région au sud de Tomazow, des combats de moindre importance se sont engagés. Les combats continuent dans l'avant-territoire de Przemysl.

Francfort, 23 décembre.

La *Gazette de Francfort* mande de Constantinople : l'armée turque est partie hier, pour délivrer l'Egypte, sous le commandement suprême de Dschemal Pacha pour le canal de Suez. Le frère du Cheik Senuss Mehmet Serussi, qui a séjourné pendant quelques temps à Constantinople, se trouve parmi la suite de Dschemal.

Paris, 23 décembre.

Le *Matin* annonce: Aux mairies de la France ont été affichés le 20 décembre, les tableaux de recrutement de la classe 1916.

Rome, 23 décembre.

Avant midi, devant l'église de Saint-Clément, une bombe a éclaté, ce qui a enfoncé plusieurs fenêtres de l'église. Une autre bombe fut trouvée aux environs. Il s'agit de bombes presque anodines, semblables à celles qu'on fait sauter pour s'amuser à l'occasion de la Noël. Les autorités ont ordonné une enquête.

Berlin, 23 décembre.

Aujourd'hui, avant midi, le comité de la Reichsbank a été convoqué pour prendre une décision concernant une diminution éventuelle du taux d'escompte.

Paris, 23 décembre.

Le *Temps* écrit : D'après ses rapports de la Société statistique le territoire français occupé par l'Allemagne possède une population de 8.255.000 âmes, soit 8.20 p. c. de la totalité de la population de France. La valeur des terres non bâties mais occupées serait d'environ 4 milliards, celle des bâtiments servant à des intérêts économiques 1,1 milliard ; celles des fabriques 1,5 milliard ; celle des maisons de commerce 1.2 milliards ; celle des maisons d'habitation 5,5 milliards ; celle du matériel commercial et industriel, 1 milliard.

La valeur totale du territoire occupé doit donc être évaluée à environ 14.5 milliards. La somme des dettes hypothécaires des territoires occupés s'élève à environ 1 milliard.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 24 décembre (communication officielle).

Nos opérations dans les Carpathes prennent un cours favorable. Dans la région de Latorcza, une tentative d'attaque russe près de Nalovez a été repoussée ; dans la vallée supérieure de l'Ung, nos troupes ont fait hier, près de Fenyvesnelgy, 300 prisonniers et ont avancé aussi vers le nord-est du passage de Lubkow. Dans la direction vers Lisko, notre attaque a gagné du terrain.

Le communiqué officiel de l'état-major russe du 18 décembre prétendait que nous aurions perdu sur ce front 3.000 prisonniers, ainsi qu'un canon et des mitrailleuses. Ces affirmations sont de l'invention. Notre groupe de combat, engagé hier, a perdu, en tout, comme morts, blessés et manquants, 2 officiers et 305 hommes, pas un canon ni aucune mitrailleuse n'est tombé entre les mains de l'ennemi. Les combats violents près de Krosno, Jaslo, Tuchow et sur le Dujanec inférieur continuent. Sur ce fleuve, les Russes ont encore, la nuit passée, renouvelé leurs attaques vaines et riches en pertes pour eux. Sur la Nida, le combat continue encore. A proximité de l'embouchure du fleuve, un front de l'ennemi passant sur la Vistule a été mis en feu. Au sud de Tomaszow, une attaque nocturne de régiments caucasiens a été repoussée par nos troupes.

Les combats de nos alliés autour du secteur de Rowka-Bzura

continuent. Sur tout le front, une nouvelle bataille est donc engagée.

Berlin, 23 décembre.

Le taux de l'escompte de la Reichsbank a été réduit à 5 p. c. et le taux d'intérêt sur Lombard à 6 p. c.

Londres, 23 décembre.

La police et les troupes ont enlevé du Liberty Hall, à Dublin, quartier général des partisans de Larkins, le grand drapeau qui portait ces mots : « Nous ne servons ni le Roi, ni l'Empereur, mais l'Irlande ».

Berlin, 24 décembre.

Le *Militaerwochenblatt* annonce: Le baron von Bissing, général de cavalerie, actuellement gouverneur général en Belgique, a été promu au rang de colonel général.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 24 décembre
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

L'ennemi n'a pas renouvelé hier ses attaques dans la région de Nieuport. Près de Bixschote, nos troupes ont fait dans les combats du 21 décembre, 250 prisonniers. Très vive était de nouveau l'activité de l'ennemi dans la contrée du camp de Châlons. Le très vif feu d'artillerie sur ce front était suivi, dans la région de Souain et de Perthes, d'attaques d'infanterie qui furent repoussées. Une tranchée, tenue sous le feu continuel de l'artillerie ennemie, nous fut arrachée, mais reprise par nous le soir. La position fut abandonnée après contre-coup bien réussi, parce que des parties de la tranchée avaient été presque nivelées par le feu de l'ennemi. Plus de 100 prisonniers sont restés entre nos mains.

Nos troupes ont de nouveau, du côté de Soldau-Neidenburg, pris l'offensive et rejeté les Russes en des combats de plusieurs jours. Mlava et les positions ennemies près de Mlava sont de nouveau entre nos mains. Au cours de ces combats, plus de 1.000 prisonniers ont été faits.

Dans le secteur de la Bzura et de la Rawka, par un temps

brumeux où l'artillerie pouvait peu se faire valoir, de nombreux combats à la baïonnette ont eu lieu ; les pertes des Russes sont grandes. Sur la rive droite de la Pilica, dans la région au sud-est de Tomaszow, les Russes ont attaqué à différentes reprises, mais furentrejetés avec de grosses pertes par les troupes alliées. Plus loin, au sud, la situation est, en général, inchangée.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 25 décembre

(communication officielle du 25 décembre avant-midi).

En Flandre régnait généralement, hier, le calme. A l'est de Saint-Hubert, comme suite de la prise de la position le 20 décembre, une nouvelle partie des fortifications des Anglais fut enlevée à ces derniers. Près de Chivy, au nord-est de Vailly, nos troupes ont pris dans une tranchée une compagnie ennemie qui s'était installée là devant notre position. 172 Français furent faits prisonniers. Au cours de la tentative de nous reprendre la position, l'ennemi a subi de fortes pertes. Des attaques françaises près de Souain et de Perthes, ainsi que de petites attaques, au nord-ouest de Verdun et à l'ouest d'Apremont ont été repoussées.

Dans l'est, le situation est inchangée.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 26 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi, théâtre de la guerre de l'ouest).

Près de Nieuport, des attaques entreprises par les Français et les Anglais pendant la nuit du 24 au 25 décembre ont été repoussées. Le succès des combats près de Festhubert avec les Anglais et les Hindous peut être apprécié maintenant seulement : 19 officiers et 819 soldats de couleur furent faits prisonniers ; 14 mitrailleuses, 12 lance-mines, des torpilleurs et d'autre matériel de guerre furent gagnés comme butin. Sur le champ de bataille, l'ennemi laissa 3.000 morts Un repos des armes demandé par les Anglais afin de pouvoir enterrer leurs

morts fut accordé. Nos pertes sont proportionnellement peu importantes.

Dans les combats de moindre importance dans la région de Lihons, au sud-ouest d'Amiens et Tracy-le-Val, au nord-est de Compiègne, nous avons fait 200 prisonniers. Dans les Vosges, au sud de Diedolshausen et dans la Haute-Alsace, à l'ouest de Sennheim, ainsi qu'au sud-ouest d'Altkirch, il y a eu hier des combats de moindre importance. La situation y est restée inchangée.

Le 20 décembre, l'après-midi, un aviateur français avait lancé neuf bombes sur le village d'Inor, bien qu'il ne s'y trouve que des hôpitaux militaires qui étaient parfaitement marqués comme tels, aussi pour des observateurs aviateurs. Le dommage causé n'était pas bien grave. La réponse à cet acte et au récent bombardement de la ville ouverte de Fribourg, située en dehors du rayon des opérations, a été ce matin le bombardement par nous de quelques endroits situés dans la position de Nancy, avec des bombes de moyen calibre.

Théâtre de la guerre de l'est. — Des attaques russes sur les positions près de Lotzen ont été repoussées. 1.000 prisonniers sont tombés en nos mains.

En Pologne septentrionale, au nord de la Vistule, la situation est restée inchangée ; au sud de la Vistule, nos attaques dans le secteur de la Bzura progressent sur la rive droite de la Pilica, au sud-est de la Tomaszow, notre offensive a été couronnée de succès.

Plus au sud, la situation est inchangée.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 27 décembre

(communication officielle de ce matin).

Théâtre de la guerre de l'ouest. — En Flandre, rien d'essentiel ne s'est passé hier. Des navires anglais se sont montrés ce matin.

Au nord-est d'Albert, l'ennemi a fait une attaque infructueuse sur La Boisselle, suivie ce matin d'une contre-attaque de nos troupes, laquelle a été couronnée de succès.

Des attaques françaises dans le Val-de-Meurissons (Argon-

nes) et au sud-est de Verdun se sont écroulées sous le feu de nos troupes.

En Haute-Alsace, les Français ont attaqué nos positions à l'est de la ligne de Tann-Dammerkirch. Toutes les attaques furent repoussées. Aux premières heures de la nuit, les Français prirent position d'une hauteur importante à l'est de Thann, mais en furent repoussés par une vigoureuse contre-attaque. La hauteur est restée ferme entre nos mains.

Théâtre de la guerre de l'est. — En Prusse orientale et occidentale, aucun changement.

En Pologne, nos attaques dans le secteur de la Bzura-Rawka ont fait de nouveaux progrès.

Au sud-est de Tomaszow, l'offensive a été continuée avec succès. Les attaques russes venant de la direction d'Inov-Lodz ont été repoussées avec de grosses pertes pour les Russes.

Vienne, 28 décembre
(communication officielle d'hier midi).

La situation dans les Carpathes est inchangée. Avant l'offensive russe préparée entre Rymanow et Tuchow, nos forces furent quelque peu reprises dans l'avant-région galicienne des Carpathes. Des attaques de l'ennemi sur le Dujanec inférieur et la Nida inférieure échouèrent. Des combats dans la région de Tomaszow continuaient.

Sur le théâtre de la guerre des Balkans, le calme continue.

Le territoire de la monarchie ici est évacué par l'ennemi, à l'exception d'une insignifiante partie de la frontière de la Bosnie et de l'Herzégovine et de la Dalmatie méridionale L'étroite languette de terre de Lpizza à Budua a été occupée par les Monténégrins déjà au début de la guerre. Leur attaque sur Bocche de Catarre a totalement échoué. Leurs canons français placés sur les hauteurs de la frontière furent complètement réduits au silence par notre artillerie de forteresse et de marine ; de même que les bombardements réitérés de quelques ouvrages de la côte par les détachements de la flotte française restèrent sans succès. Le port maritime est donc ferme entre nos mains. A l'est de Trébinic se trouvent des détachements faibles monténégrins sur le sol limitrophe de l'Herzégovine. Enfin des forces serbes se trouvent à l'est de la ligne Drina-Foca-Viségrad qui n'avaient pas cédé au cours de notre offensive.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 27 décembre communication officielle).

Le 25 décembre des forces anglaises légères pénétrèrent dans la baie allemande. Des hydroplanes, qu'elles avaient amenées avec elles, s'avançaient contre nos embouchures et lancèrent des bombes contre des navires à l'ancre et contre un gazomètre qui se trouve près de Cuxhaven, mais sans toucher et sans causer de dommages. Sous notre feu, les hydroplanes se retirèrent dans la direction de l'ouest. Nos dirigeables et nos aéroplanes explorèrent les forces anglaises. En jetant des bombes sur deux contre torpilleurs anglais et un vapeur qui accompagnait ces derniers, ils les touchèrent. Sur le vapeur, on pouvait observer un incendie qui venait de se produire. Le temps devenu brumeux, d'autres combats étaient devenus impossibles.

Berlin, 25 décembre.

D'après une information venant de Shanghaï l'agence d'assurances d'Yangtsékiang annonce que le croiseur auxiliaire allemand *Prinz Wilhelm* a coulé à la côte sud-est de l'Amérique du Sud quatre navires de commerce anglais.

Tokio 26 décembre.

Le Parlement a rejeté la proposition de loi du gouvernement tendant à augmenter l'armée de deux divisions par 213 voix contre 148 voix. L'empereur a aussitôt ordonné la dissolution du parlement (communication officielle).

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 28 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'ouest. — Près de Nieuport, l'ennemi a renouveté ses tentatives d'attaques sans aucun succès. Il fut en cela appuyé par le feu venant de la mer qui cependant ne nous fit aucun mal, mais tua ou blessa quelques habitants. De même, une attaque de l'ennemi contre la ferme de Saint-Georges, qu'il a prétendu dans ses rapports officiels avoir en ses mains, a échoué. Au sud d'Ypres, une tranchée a été prise

par nous et en même temps quelques douzaines de prisonniers tombèrent en nos mains. Plusieurs attaques vigoureuses de l'ennemi dans la région au nord-ouest d'Arras furent repoussées. Au sud-est de Verdun, l'ennemi a renouvelé ses attaques, également sans succès. Il en fut de même quant à son projet de reprendre la hauteur à l'ouest de Sennheim, autour de laquelle on avait lutté hier.

Théâtre de la guerre de l'est. — En Prusse orientale et en Pologne, au nord de la Vistule, rien de nouveau. Sur la rive gauche de la Vistule, nos attaques se développent malgré le mauvais temps.

Londres, 28 décembre.

Dans le rapport de l'Amirauté britannique concernant l'attaque contre la côte allemande de la mer du Nord, il est dit : Trois aviateurs anglais sont rentrés en barques de plongeurs. Leurs hydroplanes avaient sombré. Un aviateur manque, sa machine a été vue à l'état de wrack à 12 kilomètres de distance d'Heligoland.

Londres, 21 décembre (de l'agence Reuter).

Un contre-torpilleur britannique a heurté un rocher pendant une tempête sur la hauteur de Standrew (Ecosse). L'équipage a été sauvé.

Le Gouvernement général en Belgique.

Londres, 28 décembre.

Les prix du pain vont augmenter très prochainement, de sorte que le pain de quatre livres coûtera environ 70 pfennig. Les causes de la cherté se trouvent en premier lieu, dans le manque de navires et les hauts tarifs de transport qui en résultent, et dans la mauvaise récolte en Australie, ainsi que dans le bombardement de la mer Noire. Les prix du sel ont fortement augmenté.

Francfort-s/Mein, 28 décembre.

La *Gazette de Francfort* mande de Constantinople : La réception d'hier du nouveau délégué apostolique, Mgr Dolci, par le sultan peut être qualifiée d'évènement historique de la plus haute importance. Elle a eu lieu à la suite d'une lettre de crédit

adressée directement au sultan par le pape. La situation de protecteur de tous les chrétiens catholiques de l'Orient occupée par la France pendant plusieurs siècles est, dès à présent, définitivement annulée. Le pape s'appuyait jusqu'ici, pour arriver à ses fins, sur le bras fort de la France, laquelle avait ainsi obtenu une situation spéciale très marquée. Toutes les démarches diplomatiques entre la Sublime Porte et la chancellerie papale d'ici avaient besoin du concours de l'ambassade française : toutes les réceptions des délégués papals par le sultan ou près des autorités turques devaient se faire sous l'assistance d'un organe de l'ambassade de France. Extérieurement, la situation du protectorat de la France s'exprimait par le fait que dans les églises catholiques en Orient le représentant diplomatique ou consulaire de la France avait droit à une place spéciale et élevée. Pour le caractère de l'influence française, cette situation d'exception était de haute importance. C'est pourquoi l'annulation du protectorat français doit être considérée comme un coup des plus durs infligés à la France. Avec le droit des capitulations et du protectorat, la France avait gagné au cours des siècles une situation prédominante en Syrie, en Palestine et dans le Levant. Ces privilèges séculaires sont balayés par la guerre, celui-là compris contre lequel la France a toujours su se défendre, à savoir l'érection d'une légation turque près le Saint-Siège. Elle sera réalisée pratiquement comme une conséquence de l'introduction directe de l'évêque Mgr Dolci auprès du sultan.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 29 décembre

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'ouest. — Près de Nieuport et au sud-est d'Ypres, nous avons gagné dans des combats peu importants, quelque terrain. Plusieurs attaques françaises très vives au nord-est de Saint-Menehould furent repoussées avec des pertes graves pour les Français. Nous y fîmes quelques centaines de prisonniers. Une attaque au Bois-Brûlé, à l'ouest d'Apremont, eut pour conséquence le gain de trois mitrailleuses et la prise d'une tranchée française. Les attaques françaises à l'ouest de Sennheim furent repoussées.

Théâtre de la guerre de l'est. — En Prusse orientale et en

Pologne, à la droite de la Vistule, aucun changement. Dans les secteurs de la Bzura-Rawka, nos attaques ont progressé. Dans la région au sud d'Inowlodz, des attaques russes fortes furent repoussées.

Lyon, 29 décembre.

Le *Progrès* mande de Paris : Les spahis marocains ont été retirés du front par les autorités de l'armée parce qu'ils sont inaptes au service dans les tranchées et pour la guerre souterraine.

Bâle, 29 décembre.

D'après une information venant de Tokio, il y aurait eu au Parlement, avant la dissolution, des scènes orageuses. Les défenseurs de la politique insulaire en sont venus même aux mains avec les partisans de la politique continentale. Le député Schibawa, ancien ministre, fut tellement pressé entre les bancs qu'il en emporta des lésions intérieures.

Rotterdam, 29 décembre.

Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* mande de Londres, 28 décembre : La *Morning Post* apprend de Saint-Pétersbourg que le mécontentement du peuple russe se manifeste parce que les alliés occidentaux ne prennent pas leur part entière aux charges de la guerre qui augmentent sans cesse et parce que les Français et les Anglais n'ont pas encore réussi à jeter les Allemands hors de leurs positions, bien que les principales forces de l'Allemagne se trouvent à l'est. On croit que les armées des alliés devraient être assez fortes à cette fin. La *Morning Post* écrit à ce sujet, dans un article de fond, que la part de l'Angleterre dans la guerre consiste encore actuellement surtout dans la formation d'une armée nouvelle. Il serait imprudent de la part de Joffre de risquer une grande bataille avant que les Anglais disposent d'une forte armée.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 29 décembre.

M. Balfour a exposé devant une assemblée nombreuse, à Bristol, le 12 décembre, que la guerre avait été causée par des causes profondes. L'Angleterre était obligée, en vertu d'enga-

gements contractés et pour l'honneur national, de venir en aide à la Belgique à cause de la violation de la neutralité ; mais les tragédies belge et serbe ne constituaient qu'un épisode au cours du crime plus grand contre la civilisation. L'orateur vise ici l'essor de l'Allemagne. L'Allemagne aurait voulu s'assurer la domination du monde civilisé tout entier ; à l'appui de cette affirmation sont invoquées les théories en cours en Allemagne relatives au surhomme et d'un prétendu sur Etat.

A ce propos, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* fait remarquer que l'essor de l'Allemagne depuis 1870 est la vraie cause de la guerre germano-anglaise.

Aussi le successeur de M. Balfour, le chef actuel des unionistes, Bonar Law, a avoué nettement, dans une lettre adressée le 2 août à M. Asquith, que ce n'est pas la protection de la neutralité belge qui était la raison de l'intérêt porté par l'Angleterre à la guerre.

Berlin, 29 décembre.

Au sujet d'incidents survenus aux Chambres portugaises, on mande de Madrid, 16 décembre : Après que le nouveau ministère eut fait une déclaration au sujet de son programme de gouvernement relativement à la guerre européenne et l'accomplissement des devoirs contractés à l'égard de l'Angleterre, la plupart des chefs de partis des deux Chambres exprimèrent leur désapprobation. Il paraît que le gouvernement projetait de réunir les deux Chambres en une séance secrète, afin d'y prendre position vis-à-vis de cette défaite. On craint que la participation du Portugal à la guerre provoquera de nouveaux conflits politiques. (D'après une information de l'agence Reuter du 24 décembre, la Chambre des Députés aurait, entretemps, adopté une résolution en faveur du gouvernement.)

Londres, 28 décembre.

Le vapeur hollandais *Leersum*, de Rotterdam, est entré samedi soir, entre Scarborough et Filey, en collision avec une mine et a sombré. Deux hommes de l'équipage manquent, 17 ont été débarqués à Scarborough.

Vienne, 29 décembre (communication officielle d'hier midi).
Au nord du passage de Dukla, nos troupes ont évité une attaque des Russes en se retirant dans des positions plus proches de la crête des Carpathes. Entre Biala et Dujanec, dans la

région au nord-est de Zakliczyn, des attaques très violentes de l'ennemi ont été repoussées. Rien d'important ne s'est passé, en outre, à notre front sur le théâtre de la guerre du nord-est. Dans le sud, abstraction faite de quelques collisions à la frontière, le calme est complet Les Serbes ont fait sauter de nouveau le pont de Semlin.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 30 décembre
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'ouest. — Autour de la ferme Saint-Georges, au sud-est de Nieuport, que nous avons dû évacuer devant une attaque surprenante, le combat continue. La tempête et la pluie violente ont causé des dommages aux positions des deux partis, en Flandre et dans le nord de la France La journée s'est passée généralement dans le calme sur le restant du front.

Théâtre de la guerre de l'est. — En Prusse orientale, la cavalerie de l'armée russe a été repoussée sur Pillkallen. En Pologne, sur la rive droite de la Vistule, la situation est inchangée. Sur la rive occidentale de la Vistule, l'offensive a été continuée à l'est du secteur de la Bzura. Pour les combats à l'est du secteur de la Bzura et dans celui-ci continuent, de même que ceux près d'Inow-Lodz et au sud-ouest.

D'après des informations venant du dehors, il semble que Lowicz et Skierniewicz ne se trouvent pas en notre possession; ces localités ont été prises par nous depuis plus de six jours. Skierniewicz est situé bien derrière notre front.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 31 décembre.

Nous apprenons du grand quartier général : La nouvelle de la presse disant que les Belges auraient fait, dans les combats près de Lombartzyde, 2.000 Allemands prisonniers, *est entièrement inventée* Pendant les combats qui ont duré des semaines dans la région de Lombartzyde et de Nieuport, les Allemands

ont perdu, en morts, blessés et manquants, en tout seulement environ 1.200 hommes. Le nombre des manquants qui seuls pourraient être prisonniers, est extrêmement petit. De même, les circonstances dépeintes dans les informations de presse en question sont, d'un bout à l'autre, contraires à la vérité.

Paris, 30 décembre.

On annonce officiellement : Le sous-marin français *Curie*, qui a été détaché de la flotte afin d'exécuter seul des opérations militaires contre les navires de guerre austro-hongrois à l'ancre devant Pola, n'est pas rentré à la flotte dans le délai fixé Il peut donc être ajouté foi aux nouvelles de la presse étrangère disant que le sous-marin a été coulé et l'équipage fait prisonnier.

Vienne, 31 décembre
(communication officielle d'hier midi).

Dans les Carpathes, nos troupes passèrent, au nord du passage d'Uzek, à l'attaque et prirent plusieurs hauteurs. Au nord du passage de Lupgow, une contre-attaque arrêta les Russes. Plus loin, à l'ouest, l'ennemi s'approcha, avec des forces plus faibles, de plusieurs passages. Au nord de Gorlice, au nord-est de Zucliczyn et sur le Nida inférieur, les attaques russes s'écroulèrent sous des pertes considérables. Dans la région à l'est et au sud est de Torreszow, les alliés ont fait des progrès.

Sur le théâtre de la guerre des Balkans, le long de la frontière serbe, le calme règne. Des attaques nocturnes des Monténégrins sur le Gat près de Avtovac et de Lastva près de Trébinjé ont été repoussées.

Washington, 31 décembre.

Le gouvernement a adressé à L'Angleterre une longue note où il réclame avec insistance une prompte amélioration du traitement du commerce américain par la flotte anglaise et fait sévèrement observer que la grande sensibilité en Amérique est causée par l'intervention illégitime dans le commerce légitime américain. Le gouvernement se voit forcé de demander à l'Angleterre des communications définitives au sujet de l'attitude de l'Angleterre afin de prendre les mesures pour protéger les citoyens américains.

Le ministre de Hollande a rendu visite au département de l'Etat et y a reçu copie de la note américaine à l'adresse de l'Angleterre. Le ministre déclara que la Hollande a déclaré la même chose à l'Angleterre. Les représentants de la Hollande se trouvent cependant renforcés par l'attitude des Etats-Unis.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 31 décembre
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'ouest. Sur la côte, c'était, en somme le calme. L'ennemi dirigeait son feu sur la station balnéaire de Westende, y détruisit une partie des maisons, mais ne causa aucun dommage militaire.

Dans l'auberge-ferme d'Agger, au sud de Reims, que nous avions fait sauter, toute une compagnie française a été anéantie. Des attaques fortes françaises au nord du camp de Châlons ont été partout repoussées. Dans la partie occidentale des Argonnes, nos troupes ont gagné considérablement du terrain tout en prenant plusieurs tranchées consécutives et en faisant plus de 250 Français prisonniers. Dans la région de Flirey, au nord de Toul, des essais d'attaques des Français échouèrent. Dans la Haute-Alsace, à l'ouest de Sennheim, toutes les attaques françaises s'écroulèrent sous notre feu. Systématiquement ils réduisaient en ruines maison par maison du village de Steinbach, occupé par nous ; mais nos pertes sont petites.

Théâtre de la guerre de l'est. — La situation en Prusse orientale et au nord de la Vistule est inchangée. Sur la Bzura et à l'est d'elle, les combats continuent. Dans la région de Rawka, notre offensive a fait des progrès. Sur la rive orientale de la Pilica, la situation est inchangée.

Berlin, 31 décembre.

Nous apprenons du grand quartier général, 31 décembre, l'après-midi : nos troupes combattant en Pologne ont fait, au cours de la poursuite qui a été commencée après les combats de Lodz et de Lowicz, plus de 56.000 prisonniers et gagné beaucoup de canons et de mitrailleuses. Le bulletin total de notre offensive en Pologne, qui a commencé le 11 novembre, s'élève

donc à 136.000 prisonniers, plus de 100 canons et plus de 300 mitrailleuses.

Londres, 30 décembre.

Le *Times* annonce le 29 décembre : Hier, quatre navires anglais ont péri par suite de collisions avec des mines ; ce sont le vapeur *Limaria*, le petit vapeur *Gen* et deux vapeurs de pêche. Depuis la Noël, huit navires ont péri dans la mer du Nord par suite de mines.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 1er janvier (communication officielle).

L'empereur adresse la proclamation suivante à l'armée et à la marine allemandes :

« Après une lutte acharnée de cinq mois, nous entrons dans la nouvelle année.

» Nous avons remporté de brillantes victoires, d'éclatants succès ; les armées allemandes se tiennent partout en terre ennemie. Les efforts de nos ennemis pour inonder le territoire allemand de leurs masses armées ont échoué.

» Sur toutes les mers, mes vaisseaux se sont couverts de gloire et leurs équipages ont montré que non seulement ils savent triompher, mais aussi qu'ils savent, écrasés par le nombre, mourir en héros.

» Derrière l'armée et la marine se tient le peuple allemand, dans une union sans précédent, prêt à tout donner pour le foyer sacré, que nous défendons contre une tentative criminelle. Nous avons accompli de grandes choses pendant l'année écoulée, mais l'ennemi n'est pas encore terrassé. Toujours à nouveau il lance ses masses contre nos armées et celles de nos fidèles alliés. Mais leur nombre ne nous effraie pas. Malgré toute la gravité du temps et la difficulté de la tâche, qui nous attend encore, nous pouvons en toute confiance regarder l'avenir.

» J'ai confiance en ma sagesse divine et dans l'armée et la marine allemandes incomparables et me sais d'accord avec le peuple allemand entier.

» Aussi entrons confiants dans l'année qui commence, décl-

dés à de nouvelles actions d'éclat, décidés à vaincre pour la chère patrie.

Grand Quartier Général, le 31 décembre 1914.

» WILHELM. »

Berlin, 1er janvier (communiqué officiel).

A la fin de l'année, le nombre de prisonniers de guerre internés en Allemagne (pas de civils) se montait à :

8.138 officiers et 577.875 hommes.

Ne sont pas compris dans ce nombre les prisonniers faits pendant la poursuite en Pologne russe, ni ceux en route pour l'Allemagne. Ce nombre comprend :

Français : 3.459 officiers dont 7 généraux et 215.905 hommes
Russes: 3.575 officiers dont 18 généraux et 306.294 hommes ;
Belges : 612 officiers dont 3 généraux et 36.862 hommes ;
Anglais : 492 officiers et 18.824 hommes.

La nouvelle répandue de Copenhague, venant prétendûment du ministre de la guerre russe et annonçant 1.140 officiers et 134.700 hommes de prisonniers allemands en Russie, est inexacte. Les Russes comprennent dans ce nombre les civils retenus ou internés lors de la déclaration de la guerre. Il faut réduire le nombre de prisonniers militaires à 15 0/0 du chiffre indiqué.

Il faut d'ailleurs remarquer qu'un grand nombre furent faits prisonniers après avoir été blessés.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 2 janvier (communication officielle d'hier midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Près de Nieuport, rien d'important ne s'est produit. Il a été renoncé à la reprise de la ferme de Saint-Georges, complètement démolie par le feu de l'artillerie ennemie, à cause des très hautes eaux actuelles. A l'est de Béthune et au sud du canal, nous avons arraché aux Anglais une tranchée. Dans les Argonnes, nos attaques ont avancé. De nouveau 400 prisonniers, 6 mitrailleuses, 4 lance-mines et de nombreuses armes diverses et munitions sont tombés entre nos mains. Un camp

français situé au nord-ouest de Saint-Mihiel, près de Lahaymeix, a été incendié par notre bombardement. Les attaques près de Flirey et à l'ouest de Sennheim, qui ont repris hier, ont été toutes repoussées.

Théâtre de la guerre de l'Est.

Sur la frontière de la Prusse orientale et en Pologne, la situation est restée inchangée. Un fort brouillard empêchait les opérations.

Berlin, 1er janvier.

Nous apprenons du Grand Quartier Général : Le butin de guerre fait en décembre par nos troupes combattant dans les Argonnes s'élève au total à 2.950 prisonniers non blessés, 21 mitrailleuses, 14 lance-mines, 2 canons-revolver et 1 mortier en bronze.

Londres, 1er janvier (compte rendu détaillé).

Le *Daily Mail* écrit au sujet de l'attaque d'avions allemands contre Dunkerque : Avant-hier, 7 avions allemands ont lancé des bombes sur la ville. Dans tous les quartiers de la ville on entendait des explosions. A peine un avion eut-il disparu, qu'un autre apparut. Dans toute la ville crépitait la fusillade ouverte contre les avions qui jetaient des bombes qui faisaient explosion et produisaient des colonnes de fumée grosses et noires. Beaucoup de maisons furent endommagées. Dans toutes les directions, les éclats de fenêtres détruites volaient dans les rues. A un certain endroit, le rail du tram fut coupé en deux. La première bombe tomba sur une position fortifiée, deux autres à proximité de la station de chemin de fer, la quatrième dans la rue Caumartin, la cinquième dans la cuisine de l'hôpital militaire ; la prochaine près de l'hôtel de ville dans la rue Saint-Pierre et dans la rue Nieuport, la dernière à proximité de l'Arsenal. Deux bombes sont tombées, dans le faubourg Roosendael, sur une fabrique. De même, les districts de Budekerque et de Furnes furent atteints. Beaucoup de personnes ont été gravement blessées, les cadavres terriblement mutilés. Les bombes étaient remplies de balles qui trouaient les murs de différentes maisons comme un tamis. Un aéroplane allemand croisait, comme garde, au dehors de la ville, mais ne prit pas part à l'attaque, mais était évidemment prêt à repousser des attaques éventuelles d'aviateurs ennemis.

Le Gouvernement général en Belgique.

Londres, 2 janvier.

Le *Daily Telegraph* mande de Peking : Juansbchikai a fait passer une loi qui lui assure la présidence à vie et lui attribue le droit du choix d'un successeur.

Berlin, 2 janvier.

On annonce de Liesdorf, près de Sarrelouis : Deux aviateurs ennemis ont passé hier par-dessus notre endroit qui n'est pas protégé, et ont lancé, de peu de hauteur, quelques bombes. Ils ont disparu ensuite dans la direction de la frontière française.

Vienne, 3 janvier.

On annonce officiellement : La situation générale est inchangée. Après des combats acharnés, au cours des jours derniers, dans la région au sud de Tarnow, dans les Carpathes moyennes, le calme se produit momentanément. L'offensive par les troupes combattant près du passage d'Uszek a été reprise quelque peu des crêtes devant les forces supérieures de l'ennemi.

Constantinople, 3 janvier.

Le bruit court que l'armée turque serait entrée à Ardakhan, ville située à 80 kilomètres dans l'intérieur du Caucase. Le journal *Terdjumani Hakikat* assure avoir reçu la même nouvelle de source authentique. L'occupation de la ville a eu lieu avant-hier.

Copenhague, 3 janvier.

L'ordre concernant les bottes, publié par le chef du district militaire de Saint-Pétersbourg, est rendu public par le *Rjetsch* du 23 décembre. Il en ressort que certains bataillons de réserve russes ont des bottes tellement mauvaises que les soldats ne peuvent marcher avec elles.

Le Gouverneur général en Belgique.

Berlin, 3 janvier (communication officielle d'hier midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Des attaques de l'ennemi dans et autour des dunes de Nieuport ont été repoussées. Dans les Argonnes, nos troupes ont fait de nouveaux progrès sur tout le front. De violentes attaques françaises au nord de Verdun ainsi que contre le front Ailly-Apremont, au nord de Gomery, ont été rejetées avec des pertes graves pour les Français, 3 officiers et 100 soldats français furent faits prisonniers. Nos troupes réussirent à prendre complètement le Bois-Brûlé qui a été si souvent l'objet de combats chauds. Des combats de moindre importance au sud-est de Saarbourg avaient le résultat voulu par nous. Les Français bombardent depuis quelque temps systématiquement les localités situées derrière notre front ; dans le local d'une de nos divisions, ils réussirent à tuer 50 habitants. Le rapport officiel français annonce que dans le village de Steinbach nous n'avons, de notre côté, pas perdu une seule maison, toutes les attaques françaises y furent repoussées.

Théâtre de la guerre de l'Est.

A la frontière de la Prusse orientale, la situation est inchangée. A l'est du secteur de la Bzura et de la Rawka, nos attaques, par un temps assez favorable, ont avancé. En Pologne, à l'est de la Pilica, aucun changement.

Stockholm, 2 janvier.

Tous les journaux de Stockholm reproduisent un deuxième article du lieutenant-colonel Bouveng, chef de l'École militaire, qui est rentré, peu de jours avant la Noël, d'Allemagne. L'article fait l'éloge de la force défensive et de la volonté défensive de l'Allemagne et développe, plus loin, la conviction que l'Allemagne ne pourra jamais être vaincue militairement. L'auteur admire surtout les inépuisables réserves en hommes et en matériel. Chaque jour des blessés rentrent, guéris, dans les rangs ; quotidiennement, l'instruction militaire des nouvelles recrues s'accroît et par là augmente chaque jour la force de la puissance de guerre de l'Allemagne. Pour terminer, l'auteur polémique contre l'opinion que tout le combat se terminerait sous

l'influence de la fatigue ; celui qui pense ainsi de l'Allemagne commettrait dans l'appréciation de l'état d'âme de ce pays une erreur très grave. Celui qui connaît la volonté de ces nouveaux soldats, qui formeront au besoin des armées nouvelles, et quiconque sait ce que le patriotisme peut produire chez ces jeunes gens, n'admettra pas comme chose à prévoir, l'hypothèse de la fatigue. Là où un peuple a foi dans son avenir, des sentiments de fatigue ne peuvent naître.

Londres, 2 janvier.

Un grand vapeur de nationalité inconnue a touché, près de Flamborough-head, une mine et a sombré. On craint que tout l'équipage n'ait péri.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 3 janvier.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* écrit, sous le titre : « Communications du ministre serbe à Saint-Pétersbourg » : La *Nowoje Wremja* du 23 décembre publie une conversation que son représentant a eue avec le ministre serbe, M. Spalaikowitsch, à Saint-Pétersbourg. Nous en extrayons ceci : Le ministre me rappela le 24 juillet, lorsque nous vîmes tous clairement que la seule issue de la situation grave devait être la guerre. Il avait eu, me dit le ministre, une longue conversation avec le ministre des affaires étrangères, M. Sasonow, lequel montra une grande fermeté et me déclara, en termes catégoriques que la Russie ne pourrait en aucun cas permettre des actes agressifs de la part de l'Autriche à l'égard de la Serbie. Le ministre me dit qu'il avait saisi l'occasion d'en parler en toute franchise avec l'ambassadeur allemand M. Pourtalès. Le chef du ressort diplomatique de la Russie déclara au représentant de l'Allemagne qu'une attaque contre la Serbie toucherait au plus haut point les intérêts de la Russie et forcerait, pour ce motif, le gouvernement impérial de prendre les mesures qu'il jugerait, au moment donné, comme nécessaires. Cette déclaration de M. Spalaikowitsch est hautement intéressante ; comme le constate le Livre blanc allemand, M. Sasonow a déclaré au comte Pourtalès seulement que la Russie ne pourrait aucunement admettre que le différent serbo-autrichien fût réglé exclusivement entre les États intéressés ; nous ne

connaissions pas, jusqu'ici, la forme dans laquelle M. Sasonow a communiqué au ministre serbe le contenu de cette conversation. Par la publication de la *Nowoje Wremja*, nous apprenons maintenant pour la première fois que M. Sasonow le fit dans des termes qui différaient considérablement des déclarations faites par lui devant l'ambassadeur d'Allemagne et qui contenaient une menace de guerre ouverte de la Russie à l'Allemagne et à ses alliés, pour le cas où l'Autriche-Hongrie oserait réclamer à la Serbie une satisfaction sans sanction préalable de la Russie. La situation du gouvernement serbe ayant reçu un appui par cette déclaration de M. Sasonow, il n'est plus étonnant que la Serbie, confiante en l'appui armé russe promis, ait décliné l'ultimatum austro-hongrois et risqué la guerre. Ainsi il est maintenant démontré aussi officiellement par un partisan de la Triple Entente, que la Russie n'a pas eu en vue, dès le début de la crise, l'aplanissement de la crise, mais son aggravation.

Vienne, 2 janvier (communication officielle).

Les combats dans les Carpathes et dans la Bukowina continuent et n'ont produit hier aucun changement dans la situation. Dans le secteur de Biala et au sud de Tarow, des attaques ennemies réitérées pendant le jour et pendant la nuit ont été repoussées avec des pertes graves pour l'adversaire. Nos troupes firent 2.000 prisonniers et gagnèrent 6 mitrailleuses. Au nord de la Vistule, des brouillards très épais empêchent sans cesse l'action de combats. Par conséquent, le calme règne en partie ; en partie, de petits progrès sont faits. Sur le théâtre de la guerre du sud, rien de nouveau ne s'est produit.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 3 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Les nouveaux essais de l'ennemi de percer notre front de bataille à l'ouest et au nord-ouest de Gorlice ont de nouveau échoué avec des pertes graves pour l'adversaire. Au cours de ces combats, qui ont duré toute la journée, une hauteur, objet de longs combats, au nord de Gorlice, a été prise d'assaut ; un

bataillon ennemi a été anéanti, un officier supérieur, 4 officiers, ainsi que 850 hommes, furent faits prisonniers ; 2 mitrailleuses furent gagnées et un aéroplane de l'ennemi fut descendu à coups de feu. Il fait partie de notre butin. Sur le reste du front, rien d'important à signaler.

Constantinople, 4 janvier.

Le Quartier Général mande : Nos troupes ont pris, le 1er janvier, Ardagan ; à ce sujet, voici des détails : Une partie de nos troupes qui opérait dans la région de Tschoruk rencontra, dans sa marche sur Ardagan, le 28 décembre, près d'Ardagan, des cosaques qui furent repoussés. Ardagan était défendu par 3.000 hommes d'infanterie et 1.000 cosaques qui disposaient de 6 canons de campagne et de 2 mitrailleuses, le tout sous le commandement du général Zachem. Malgré son petit nombre, notre détachement n'hésita pas d'attaquer les positions bien fortifiées et renforcées par de l'artillerie. Le sanglant combat se termina, le soir, par la fuite des Russes qui avaient de grandes pertes.

Avant leur fuite, les Russes mirent le feu à une grande partie de la ville et des magasins de munitions et d'alimentation, pillèrent les biens des musulmans et tuèrent de nombreux hommes non armés et des femmes, ainsi qu'un homme dont ils ont crevé l'œil d'un coup de baïonnette. De grandes quantités de moyens de transport appartenant à l'ennemi sont tombés entre nos mains. La joie de la population délivrée du joug russe est immense.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 3 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Devant Westende ont apparu hier, accompagnés de torpilleurs, des navires ennemis, mais ils n'ont pas fait feu. Sur tout le front ont eu lieu des combats d'artillerie. Une attaque d'infanterie n'a eu lieu, de la part de l'ennemi, qu'au nord-ouest de Sainte-Menehould ; elle a été repoussée avec des pertes graves pour les Français.

Théâtre de la guerre de l'Est.

En Prusse orientale et dans la Pologne du Nord, aucun changement. En Pologne, à l'ouest de la Vistule, nos troupes ont réussi, après des combats lourds de plusieurs jours, à prendre la position principale russe de Borzymow qui était particulièrement bien fortifiée. Nous y avons fait 1.000 prisonniers et pris 6 mitrailleuses. Trois attaques nocturnes ont été repoussées avec de grandes pertes. De même, à l'est de la Rawa, notre offensive a lentement avancé.

Les succès russes près d'Inowlodz, mentionnés à plusieurs reprises dans des comptes rendus russes, sont complètement inventés. Toutes les attaques russes dans cette région ont été repoussées avec de grandes pertes pour les Russes et n'ont pas été recommencées hier. Pour le reste, la situation à l'est de la Pilica est inchangée.

Berlin, 4 janvier (communication officielle).

Le 1er janvier, à 3 heures du matin, un de nos sous-marins coula, comme il l'annonce par télégraphie sans fil, dans le canal anglais non loin de Plymouth, le vaisseau de guerre *Formidable*, par un coup de torpille. Le sous-marin a été poursuivi par des contre-torpilleurs, mais ne fut pas endommagé.

Stockholm, 4 janvier.

Les journaux publient une communication de Tokio disant que, d'après une source considérable, tous les bruits d'après lesquels le Japon enverrait des troupes sur tous les théâtres de la guerre européens et que des officiers japonais entreraient dans l'artillerie russe en Pologne, sont faux. Des officiers japonais ne seraient présents dans l'armée russe uniquement qu'à titre d'attachés. Le Japon prend part à la guerre uniquement pour remplir son devoir d'allié envers l'Angleterre, devoir qui exige une coopération uniquement pour protéger les intérêts en Extrême-Orient, mais non le concours dans des combats en Europe. Des troupes japonaises ne sont pas louées, moyennant argent, à l'Europe. Kiautchou se trouvant maintenant entre les mains du Japon et les vaisseaux de guerre allemands dans le Pacifique et dans l'Océan indien étant détruits ou désarmés, le rôle du Japon dans la guerre est, de fait, terminé.

Le Japon attend tranquillement et avec patience la fin de la guerre générale.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 3 janvier.

On annonce du Grand Quartier Général : Entre l'empereur et le Pape a eu lieu, hier, l'échange suivant de télégrammes :

« A Sa Majesté l'Empereur Guillaume II,
Empereur allemand,

» Confiant en les sentiments de charité chrétienne dont Votre Majesté est animée, nous prions Votre Majesté de terminer cette année malheureuse et d'ouvrir la nouvelle par un acte de magnanimité impériale en priant Votre Majesté de vouloir bien accueillir notre proposition que, entre les puissances belligérantes, un échange des prisonniers de guerre reconnus inaptes, ultérieurement au service militaire, ait lieu.

» BENOIT XV, Pape. »

« A Sa Sainteté le Pape,

» En remerciant Votre Sainteté de son télégramme, il m'est un besoin de cœur d'assurer que la proposition de Votre Sainteté d'adoucir le sort des prisonniers de guerre, ultérieurement inaptes au service militaire, rencontre ma pleine sympathie. Les sentiments de charité chrétienne, dont cette proposition est inspirée, répondent entièrement à mes propres convictions et vœux.

» WILHELM. »

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 4 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Abstraction faite de combats d'artillerie plus ou moins violents, le calme a régné en général sur le front. Seulement près

de Thann, en Haute-Alsace, l'ennemi a déployé une vive activité. Après un feu formidable sur la hauteur de Sennheim, il a réussi dans la soirée à prendre nos tranchées démolies sur cette hauteur, et ensuite le village de Steinbach que nous avions défendu avec acharnement et qui a été mentionné à diverses reprises ces jours derniers. La hauteur a été reprise de nuit par une attaque à la baïonnette ; autour de l'endroit de Steinbach, le combat continue.

Théâtre de la guerre de l'Est.

La situation dans l'est ne s'est pas modifiée. Nos attaques en Pologne, à l'est de la Rawka, continuent.

Berlin, 4 janvier.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* constate de nouveau quelques fautes surprenantes dans le Livre Jaune français. En plusieurs endroits, les dates d'événements importants sont changées. C'est ainsi que, par exemple, le rapport de l'ambassadeur français du 25 juillet (nº 38 du Livre Jaune) place la date du Conseil des ministres russes du 25 juillet, tenu sous la présidence du tzar et où fut décidée définitivement la mobilisation contre l'Autriche, à la date du 26 juillet, de sorte que le lecteur neutre doit être mis en cette erreur que la Russie n'aurait pas encore songé le 25 juillet à des mesures militaires. Ainsi l'ambassadeur français fait déclarer dans son rapport M. Sasonow qu'il évite tout ce qui pourrait accélérer la crise. Dans l'extrait des rapports d'agents diplomatiques en Allemagne du 30 juillet 1913 (nº 5 du Livre Jaune) il est dit à l'alinéa 5 : M. von Kiderlen-Waechter était pendant l'hiver dernier l'homme le plus haï en Allemagne. Cependant il commence à être moins détesté, car il fait savoir qu'il prendra sa revanche. Puisque Kiderlen est mort déjà en décembre 1912, il est manifesté que la note du 30 juillet 1913, qui fait parler M. Kiderlen six mois après sa mort de projets de revanche contre la France, a été fabriquée après coup.

Le Gouvernement général en Belgique.

Paris, 4 janvier.

La perte du vaisseau de ligne anglais *Formidable* a fait grande impression en France. Les journaux s'en consolent en

disant que le navire était vieux. L'*Echo de Paris* écrit : D'après des informations qui nous sont parvenues, le *Formidable* a été frappé par un sous-marin allemand ; la revanche ne se fera pas attendre. Le *Temps* écrit : Si réellement un sous-marin allemand a causé la perte du *Formidable*, la navigation submarine allemande a accompli un acte vaillant. Mais on peut rappeler la parole de M. Churchill disant que l'Angleterre pourrait perdre chaque mois un sur-dreadnought sans que sa prédominance en mer sera ébranlée. La *Liberté* écrit : La flotte anglaise est assez puissante pour nettoyer la mer de l'essaim de torpilleurs qui procèdent avec audace et qu'il faudra dompter coûte que coûte.

Lyon, 4 janvier.

Le *Républicain*, de Lyon, déclare que l'Allemagne équilibre l'infériorité de sa flotte de haute mer par son armement supérieur pour la guerre submarine. L'Amirauté anglaise recourra probablement à d'autres mesures pour rencontrer les soudaines attaques meurtrières qui pourraient conduire à des fautes sérieuses dans leurs calculs, si on ne les arrête pas.

Copenhague, 4 janvier.

Politiken appelle le Livre Jaune français nettement polémiste. Il n'apporte aucune preuve décisive concernant des sentiments agressifs allemands et n'est caractéristique que pour la manière française de voir les choses. Pour prouver cette manière, il la cherche dans la note du 19 mars 1913, qui ne mérite pas, si on la regarde de plus près, cette appréciation. De cette façon, la publication n'est, d'un bout à l'autre, qu'un acte d'accusation contre l'Allemagne, mais elle ne résoud pas la question saillante.

Vienne, 5 janvier.

On annonce officiellement : Dans des combats acharnés dans la région de Gorlice, qui se sont déroulés dans les conditions de température les plus difficiles, nos braves troupes se sont assuré, par la prise d'une ligne de hauteurs, une base avantageuse pour les événements ultérieurs. Dans les Carpathes, pas de changement. Dans la vallée du Ung supérieur, il n'y a eu que de petites rencontres. Au cours des combats pendant la période de la Noël, 37 officiers et 12.698 hommes ont été faits prisonniers au théâtre de la guerre du Nord.

Berlin, 5 janvier
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Au nord d'Arras, nos troupes ont fait sauter une tranchée de 200 mètres de longueur et firent quelques prisonniers. Des contre-attaques ultérieures de l'adversaire échouèrent. Dans les Argonnes, plusieurs attaques françaises furent repoussées. Une attaque française entre Steinbach et Uffholz fut rejetée par un combat à la baïonnette.

Théâtre de la guerre de l'Est.

En Prusse orientale et dans le nord de la Pologne, la situation est inchangée. Nos attaques à l'est de la Bzura, près de Kesslow-Biskupi et au sud, font des progrès. Aussi, au nord de Belimow, nos troupes ont avancé à l'est de la Rawka par Humin et sur les hauteurs situées au nord de Humin. Plus loin au sud jusqu'à la Pilica, ainsi que sur la rive droite de la Pilica, rien ne s'est modifié. L'état des chemins et le temps défavorable empêchaient nos mouvements.

Budapest, 5 janvier.

Le *Pester Lloyd* écrit : D'après des renseignements arrivés ici aux endroits officiels, la situation militaire dans les Carpathes est toujours favorable. Les troupes russes n'ont nulle part gagné du terrain. Leur marche en avant a été arrêtée par nos troupes, surtout au delà de la crête de frontière, et partout où ils ont pénétré en territoire hongrois, ils furent arrêtés immédiatement à la frontière. Les milieux informés attendent avec certitude que les ennemis seront à très bref délai repoussés aussi de là.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 6 janvier
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Les Français ont continué hier leur bombardement systématique des endroits situés en arrière de notre front. Il leur paraît

indifférent s'ils enlèvent, en agissant ainsi, l'abri de leurs propres compatriotes ou s'ils tuent ceux-ci ; quant à nous, ce bombardement nous nuit peu. Près de Souain et dans la forêt des Argonnes, nous nous sommes emparés de plusieurs tranchées, avons repoussé plusieurs attaques ennemies et avons fait prisonniers 2 officiers français et plus de 200 hommes.

Sur la hauteur tant convoitée à l'ouest de Sennheim, les Français ont pris de nouveau hier matin position, mais furent rejetés, par une vigoureuse attaque à la baïonnette, de la hauteur et n'osèrent plus aucune nouvelle attaque. 50 chasseurs alpins furent faits prisonniers par nous.

Théâtre de la guerre de l'Est.

A la frontière de l'est et en Pologne du nord, il n'y a eu aucun changement hier.

En Pologne, à l'ouest de la Vistule, nos troupes ont poussé en avant, après avoir pris plusieurs points d'appui de l'ennemi, jusqu'au secteur de la Sucha ; 1.400 prisonniers et 9 mitrailleuses restèrent entre nos mains. Sur la rive est de la Pica, la situation est restée inchangée.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 6 janvier.

La *Neue Freie Presse* annonce : Le gouvernement américain a donné ordre que la flotte, qui était sur le point de partir, en vue de l'Exposition universelle de San Francisco, pour le Pacifique, soit retenue dans l'Atlantique. Cela ne doit pas, naturellement, être interprété dans ce sens que, dans les rapports entre Washington et Londres, une crise excédant les froissements diplomatiques se prépare, mais la mesure démontre que le président Wilson est poussé par l'opinion publique du pays, de faire valoir énergiquement son point de vue dans la question de la navigation si importante pour l'Amérique, et de faire sentir à Londres, par une manifestation non équivoque, que ses réclamations doivent être prises en considération.

Paris, 6 janvier.

Comme Clémenceau, le *Gaulois* attaque également maintenant les nombreux « embusqués » jeunes Français qui, en leur

qualité de fils à papa, sont systématiquement favorisés dans leurs efforts de se soustraire au service dans la ligne de feu. L'avocat Chenu dit dans le *Gaulois* qu'on pourrait former avec eux au moins un corps d'armée. Clémenceau trouve que Chenu est modeste et déclare qu'on en formerait aisément deux corps d'armée. Avant qu'on cherche les Japonais de l'autre bout du monde, il serait bon de montrer à la totalité des jeunes Français le chemin du front. Que de phrases n'a-t-on pas faites au sujet de l'institution du service général ; le moment est venu de l'appliquer.

Londres, 6 janvier.

Lloyds annonce de Nagasaki : Le vapeur japonais *Dato-Maru* 2, de Dalny pour Osaka, en route avec des charbons, a sombré le 31 décembre près de Port Hamilton, 24 hommes de l'équipage ont péri, 8 ont été sauvés.

Lyon, 6 janvier.

Le *Républicain* mande de Lisbonne : Les sénateurs unionistes ont suivi l'exemple des députés unionistes et ont déposé hier leurs mandats. Le nombre des députés exigé par la Constitution n'étant plus atteint, les Chambres n'ont plus pu siéger.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 7 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Les Anglais et Français ont continué la destruction, par leur bombardement, des localités françaises et belges situées en arrière de notre front. Au nord d'Arras ont encore lieu, en ce moment, des combats acharnés pour la possession des tranchées que nous avons prises d'assaut hier. Dans la partie occidentale de la forêt des Argonnes, nos troupes ont encore avancé ; l'attaque entreprise, le 5 janvier, dans la partie occidentale de la forêt des Argonnes, est arrivé jusque dans nos tranchées. Mais l'ennemi fut rejeté de nouveau sur toute la ligne de notre position, en subissant les pertes les plus graves.

Nos pertes sont proportionnellement peu importantes. A l'ouest de Sennheim, les Français ont essayé, hier soir, de s'emparer de nouveau de la hauteur 426 ; mais leurs attaques se sont écroulées sous notre feu. La hauteur est restée en nos mains.

Théâtre de la guerre de l'Est.

Dans l'Est, pas de changement. La continuation des opérations a souffert de la température la plus défavorable possible. Malgré cela, nos attaques ont progressé lentement.

Constantinople, 6 janvier.

Le bureau des renseignements turc annonce au sujet des combats près d'Asserbeidschan : Les troupes turques, renforcées par des tribus persanes, ont rencontré, le 28 décembre, dans la région de Miandaob, une colonne russe composée de 4.000 hommes d'infanterie, 300 cosaques et de l'artillerie, et renforcée de partisans du Scheich ed Dauleh, qui pillaient les villages des environs. Les Russes furent complètement battus et ont eu plus de 200 morts. Les Turcs et Persans ont eu 6 morts et quelques blessés.

Dans un autre combat dans la contrée de Rumia, deux partisans du Scheich el Dauleh, dont le fameux Baghirkhan, ont été faits prisonniers, et 100 cavaliers russes tués. Par suite de cette défaite, le moral des troupes russes est brisé.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 7 janvier.

L'ambassadeur américain à Berlin a reçu du gouvernement de Washington la communication que de la part des gouvernements anglais et français l'assurance a été donnée que le coton ne sera pas inscrit dans la liste des marchandises déclarées de contrebande et qu'ils ne veulent pas capturer des chargements de coton. Le coton peut donc être importé en Allemagne par navires neutres.

Berlin, 8 janvier.

Il ressort d'une lettre non suspecte trouvée sur des prisonniers français et de déclarations d'un officier français que le

général Joffre a fait savoir officiellement à son armée qu'il possède des preuves que les Allemands fusillent tous les prisonniers. Cet avis montre de quels moyens les Français doivent se servir pour maintenir leurs combattants. Joffre, après avoir pris connaissance de la publication des chiffres de nos prisonniers, devra inventer un autre moyen.

Bâle, 8 janvier.

D'après les nouvelles de Bâle, dans les combats près de Sechatschew, le général Sawitsch, membre du conseil suprême de guerre, a été tué. D'après le *Russkoje Slowo*, 10 aéroplanes russes auraient été perdus au cours des combats près de Lodz-Lowicz.

Vienne, 8 janvier

(communication officielle d'hier après-midi).

Au front hongrois-galicien a régné le calme. Dans les régions plus élevées, il y a eu des gelées et de la neige. Sur le Dunajez et en Pologne russe ont eu lieu par-ci par-là des combats d'artillerie. Dans l'avant-région des Carpathes et dans la Bukowina méridionale, nos troupes de garde avancées ont été reprises devant des forces ennemies supérieures.

Londres, 7 janvier.

Le prix de la farine est encore monté d'un shilling ; de sorte que le sac coûte maintenant 42 shillings.

Londres, 7 janvier.

Le vapeur *Astarte*, de Glasgow, a sombré par suite d'une collision dans le Mersey.

Londres, 7 janvier.

L'agence Reuter mande de Las Palmas : Les navires français coulés par le croiseur auxiliaire allemand *Kronprinz Wilhelm* sont : les vapeurs *Bellevue* et *Montael* et les voiliers *Union* et *Anne de Bretagne*.

Bâle, 8 janvier.

On mande de Londres aux *Basler Nachrichten* que l'attaque aérienne contre Cuxhaven a été exécutée non pas par sept,

mais par neuf aéroplanes dont, d'après l'aviateur Hewlett qui se trouve à Amsterdam, six ont été détruits.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 8 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Par suite des pluies incessantes, le terrain des Flandres devient de plus en plus du marais, de sorte que les opérations sont fort empêchées. A l'est de Reims, les Français ont essayé la nuit dernière de nous enlever une avant-tranchée. Par une contre-attaque ordonnée aussitôt, ils furent repoussés dans leurs positions et ils perdirent 50 prisonniers. Au centre et dans la partie orientale des Argonnes, nos troupes ont fait de nouveaux progrès. L'attaque nocturne française contre nos positions au Buchenkopf (tête des hêtres), au sud de Diedolshausen (Vosges), fut repoussée. Des attaques réitérées des Français s'écroulèrent sous le feu de notre artillerie. Nous fîmes 2 officiers et plus de 100 hommes prisonniers. Autour de la localité d'Oberburnhaupt, au sud de Sennheim, on se bat toujours.

Théâtre de la guerre de l'Est.

Dans l'Est aussi, le temps est défavorable. A la frontière de la Prusse orientale et dans le nord de la Pologne rien ne s'est modifié.

A l'est de la Rawka, nos attaques ont avancé. 1.600 Russes furent faits prisonniers, 5 mitrailleuses gagnées.

Sur la rive sud de la Pilica ont eu lieu des combats d'artillerie.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 9 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

La température défavorable, des pluies souvent torrentielles avec des orages, ont continué encore hier. La Lys a, par en-

droits, débordé. Plusieurs attaques de l'ennemi, au nord-est de Soissons, ont été repoussées avec de fortes pertes pour les Français. Une attaque française près de Perthes (au nord du camp de Châlons) a été repoussée avec de très fortes pertes pour l'ennemi. Dans la partie orientale des Argonnes, nos troupes ont fait une attaque à l'assaut, couronnée de grand succès, où nous fîmes 1.200 prisonniers et gagnâmes quelques lance-mines et un mortier en bronze. Les chasseurs silésiens, un bataillon lorrain et la landwehr hessoise se sont distingués à cette occasion. Une tranchée avancée et non pas occupée par nous, près de Flirey, a été fait sautée au moment où les Français venaient d'en prendre possession. Toute la garnison française fut anéantie.

A l'ouest et au sud de Sennheim, rien ne s'est modifié. Les Français ont été rejetés de Ober-Burnhaupt et des tranchées qui précèdent cet endroit dans leurs positions et laissèrent plus de 190 prisonniers entre nos mains.

Théâtre de la guerre de l'Est.

La situation dans l'Est, le temps étant invariablement mauvais, est inchangée. Notre butin du 7 janvier s'est porté à 2.000 prisonniers et 7 mitrailleuses.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 9 janvier
(communication officielle d'hier).

La situation générale est inchangée. Dans les Beskides orientales, une attaque tentée par des forces russes considérables par les hauteurs à l'est de Czremscha a été repoussée loin ; à cette occasion, 400 prisonniers et 3 mitrailleuses sont tombés en nos mains.

Au théâtre de la guerre du sud, une attaque nocturne contre notre ligne d'avant-postes a échoué complètement près d'Avtovec.

Constantinople, 9 janvier (communication officielle).

Nos troupes opérant dans la région d'Aserbeidschan, ont occupé Kotur. L'ennemi a quitté aussi cette région et s'est retiré dans la direction de Salmas et Choi. Parmi les morts tués

dans les combats près de Mianduab se trouve aussi le grand-duc Alexandre Michailowitch, aide de camp général du Czar et le conseil de Saudschbulak.

Londres, 9 janvier.

L'Amirauté publie une liste des marins péris avec le *Formidable* ; elle contient plus de 500 noms.

Rotterdam, 9 janvier.

Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* mande de Grimsby : Ici le capitaine d'un vapeur de pêche a été condamné à une amende de 3 guinées, parce qu'il conduisait un navire sans pilote à travers un champ de mines à Humber. Le journal fait observer que la récente affirmation du *Times*, que les Anglais n'auraient pas placé des mines, est donc inexacte, car sur un champ de mines anglais seul un pilote anglais peut se reconnaître.

Bâle, 9 janvier.

La *Nationalzeitung* mande de Paris : Le *Journal des Débats* combat la propagande entreprise par des journaux français en faveur d'une intervention du Japon sur le continent européen. « En aucun cas celle-ci pourrait-elle être achetée au prix de la moindre partie des possessions coloniales françaises. »

Bâle, 9 janvier.

D'après une information de Paris de la *Nationalzeitung*, Georges Hervé, appelle, dans la *Guerre Sociale*, l'attention sur le grave inconvénient, déjà blâmé par d'autres journaux français, que les soldats territoriaux âgés de 40 à 42 ans combattent déjà des mois sans repos ni récréation dans les tranchées, tandis que des milliers de jeunes gens se trouvent dans les dépôts et que de nombreux soldats ne cessent pas de jouer les « embusqués ».

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 10 janvier
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Le mauvais temps a persisté hier. La Lys a débordé en certains endroits jusqu'à une largeur de 800 mètres. Les tentatives de l'ennemi de nous rejeter de nos positions, dans les dunes, près de Nieuport, ont échoué. Au nord-est de Soissons, les Français ont recommencé leurs attaques, qui toutes ont été rejetées hier avec des pertes graves pour eux. Plus de 100 prisonniers sont entre nos mains. Aujourd'hui les combats y sont de nouveau engagés. A l'ouest et à l'est de Perthes (au nord-est du camp de Châlons), les Français renouvelèrent leurs attaques. Cependant ces attaques violentes s'écroulèrent, avec de très grandes pertes pour les Français. Nous avons fait 150 prisonniers. Dans la forêt des Argonnes, nous avons de nouveau gagné du terrain. Ici comme dans la région d'Apremont, au nord de Toul, les combats continuent. Le 8, au soir, les Français ont essayé de nouveau de prendre, par une attaque nocturne, le village de Ober-Burnhaupt. L'attaque échoua complètement. Nos troupes ont encore fait 230 prisonniers et gagné une mitrailleuse, de sorte que notre butin d'Ober-Burnhaupt s'augmente de 2 officiers, 420 hommes comme prisonniers, plus une mitrailleuse. Les Français ont ici encore visiblement des pertes considérables. Un grand nombre de morts et de blessés gisent devant le front et dans les forêts voisines. Hier, il n'y a eu que de petites collisions en Haute-Alsace. Vers minuit, nos troupes repoussèrent, près de Niederaspach, une attaque française.

Théâtre de la guerre de l'Est.

Le temps ne s'est pas amélioré. Sur tout le front de l'Est, la situation est restée inchangée. De petites attaques russes au sud de Mlava ont été repoussées.

Paris, 10 janvier.

Dans un article sur la marche de la guerre, le *Temps* écrit : La guerre a pris un caractère auquel on ne s'est pas attendu : on doit compter maintenant avec une guerre d'usure ; c'est

pourquoi il faut éviter toute impatience dangereuse ; l'Allemagne peut, malgré ses grandes pertes d'hommes, mettre sur pied encore beaucoup de réserves. Les Alliés ne peuvent gagner la victoire qu'au prix des sacrifices les plus lourds. L'Allemagne n'est pas encore au bout. Les grandes difficultés commenceront seulement au printemps, surtout si les neutres restent fermes. La guerre que la France mène actuellement est une grande épreuve pour la patience et les vœux pour l'accélération des opérations ; mais il faut de la patience.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 11 janvier
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Dans la région de Nieuport, Ypres et au sud, il n'y a eu que des combats d'artillerie. Une attaque française près de La Boisselle, au nord-est d'Albert, a échoué complètement. Au nord de Soissons, les Français, qui s'étaient fixés seulement dans une petite partie de nos tranchées les plus avancées, attaquèrent de nouveau, mais n'obtinrent pas de succès jusqu'ici. Les combats continuent encore. A proximité de Soupire, aucun combat n'a eu lieu ces jours derniers. A l'est de Perthes, nos troupes ont repris la partie d'une tranchée qui leur avait été enlevée. L'ennemi a eu de graves pertes. Dans les Argonnes, nos attaques ont encore progressé. Dans la Haute-Alsace règne généralement le calme.

Théâtre de la guerre de l'Est.

La situation en Prusse orientale et dans le nord de la Pologne est inchangée. En raison du temps défavorable, nos attaques en Pologne, à l'ouest de la Vistule, n'avancent que lentement.

Vienne, 11 janvier (communication officielle d'hier).

La situation générale ne s'est pas modifiée. Au sud de la Vistule, les Russes ont bombardé nos positions sans aucun succès. Ils ont dirigé le feu notamment contre la hauteur occupée par nous au nord-est de Zalikczyn. Au nord de la Vis-

tule, il y a eu, par endroits, de violents combats d'artillerie. L'essai de l'adversaire de passer la Nida, avec des forces assez faibles, a échoué. Dans les Carpathes, le calme règne. Deux étachements d'éclaireurs ennemis qui se sont risqués, dans la Bukowina, trop près de notre ligne d'avant-postes, ont été dispersés par le feu de notre artillerie et de nos mitrailleuses.

Sur le théâtre de la guerre du Sud a eu lieu un court combat d'artillerie qui s'est étendu de l'est de Trébinje jusqu'aux positions avancées le long de la frontière.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 12 janvier (communication officielle d'hier).

La situation est inchangée. En Pologne russe, sur la Nida inférieure, des combats acharnés ont eu lieu hier. Les Russes y passèrent à l'attaque et essayèrent en plusieurs endroits, avec des forces considérables, de passer la région basse du fleuve, mais ils furent partout repoussés avec des pertes graves. Pendant ces attaques d'infanterie, un violent combat d'artillerie eut lieu dans les secteurs voisins, qui dura plusieurs heures. Sur les autres fronts rien d'essentiel ne s'est produit. Une de nos actives patrouilles de reconnaissance a réussi, la nuit passée, à percer la position de l'ennemi et à pénétrer dans un endroit situé derrière la position jusqu'à l'habitation du commandant du régiment ennemi. De cette expédition audacieuse, notre patrouille revint avec, comme prisonniers, un officier et six soldats. Puisque depuis peu il a été constaté que des personnes appartenant à l'armée russe se servent d'uniformes autrichiens et hongrois pour surprendre des patrouilles ou de petits détachements, il est annoncé avec insistance que des officiers ennemis, qui de cette façon ont contrevenu aux lois ou usages de la guerre de terre, ne sont pas traités en belligérants.

Turin, 12 janvier.

Le parti ouvrier d'ici a organisé hier, dans une grande assemblée, une manifestation contre la participation de l'Italie à la guerre.

Lyon, 12 janvier.

Le *Républicain* écrit dans un article sur la situation militaire : Tout le front des armées allemandes en France ressemble

à une forte forteresse, dont la prise demanderait un long et épuisant siège. Toute la Belgique jusqu'au Rhin est fortifiée au mieux, et il faudrait des sacrifices énormes pour refouler les Allemands. Il est extrêmement difficile, sinon impossible, de conquérir toute la série de tranchées, sans se rendre dans le plus grand danger. Joffre est trop prudent pour risquer pareille entreprise. Dans le même sens, le général Cherfils écrit dans l'*Echo de Paris* : Figurons-nous que derrière la première tranchée à prendre se trouvent infiniment d'autres et que nous usons inutilement nos forces si nous voulons reconquérir notre territoire tranchée par tranchée.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 12 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Au sud du canal de La Bassée ont eu lieu des combats sans importance, qui jusqu'ici sont restés sans résultat. Au nord de Crouy, les Français ont attaqué hier soir, mais furent rejetés avec de grandes pertes. Aujourd'hui matin, les combats ont repris ici. Une attaque française entreprise hier après-midi dans la région à l'est de Perthes s'est écroulée sous notre feu. L'ennemi a eu de très grandes pertes.

Dans les Argonnes, un point d'appui français a été pris au chemin des Romains ; 2 officiers et 140 hommes y sont tombés entre nos mains. Dans les combats dans la partie orientale des Argonnes, il a été enlevé aux Français, depuis le 8 janvier (y compris ceux qui ont déjà été signalés) : 1 major, 3 capitaines, 13 lieutenants et 1.600 hommes comme prisonniers, de sorte que leurs pertes totales, morts et blessés compris s'élèvent, dans ce terrain de combat restreint, à 3.500 hommes. Des attaques françaises contre Saint-Mihiel ont échoué.

Théâtre de la guerre de l'Est.

En Prusse orientale, rien de nouveau. Des attaques russes dans le nord de la Pologne n'eurent aucun succès. Nos attaques dans la région à l'ouest de la Vistule ont fait, malgré le mau-

vais temps, dans quelques endroits, des progrès. Sur la rive est de la Pilica, aucun changement.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 13 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Dans la région de Nieuport a eu lieu un violent combat d'artillerie qui a eu pour résultat l'abandon des tranchées ennemies près de Palinsburg (faubourg de Nieuport). Les attaques ennemies sur le canal de La Bassée sont définitivement repoussées. Les attaques françaises contre La Boisselle et la hauteur de Nouvron ont été rejetées. Aux attaques inutiles d'hier des Français, contre les hauteurs de Crouy, a suivi une contre-attaque allemande qui s'est terminée par une défaite complète française et le nettoyage des hauteurs au nord-est des Bussies et au nord de Crouy. Nos soldats de la Marche se sont emparés de deux positions françaises, ont fait 1.700 prisonniers et gagné 4 canons et plusieurs mitrailleuses. Une attaque de sapeurs-pompiers dans la région au sud de Saint-Mihiel a été repoussée avec plein succès. Nos troupes se sont emparées de la hauteur au nord et nord-est de Nomeny. Dans les Vosges, la situation est inchangée.

Théâtre de la guerre de l'Est.

La situation dans l'Est ne s'est pas modifiée hier.

Paris, 13 janvier.

Le *Temps* annonce : La population de Paris sera, sous peu, informée, par la presse des mesures qui seront prises en vue d'une diminution éventuelle de l'éclairage public afin de rencontrer le danger d'un bombardement par les dirigeables Zeppelin.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 14 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Dans les dunes près de Nieuport et au sud-est d'Ypres, combat d'artillerie. L'ennemi dirige un feu particulièrement violent contre Westende-les-Bains, qu'il aura bientôt complètement détruit. Des torpilleurs disparurent dès qu'ils reçurent du feu. En continuant l'attaque du 12 janvier au nord-est de Soissons, nos troupes ont repris l'attaque contre les hauteurs de Crouy et nettoyé aussi ce haut plateau de l'ennemi. Par une pluie battante et par un sol argileux profondément trempé, jusque dans l'obscurité du soir, tranchée par tranchée fut prise d'assaut et l'ennemi chassé jusqu'au bord du haut plateau. 14 officiers français, 1.130 hommes furent faits prisonniers, 4 canons, 14 mitrailleuses, 1 projecteur furent gagnés. Brillant fait d'armes de nos troupes, sous les yeux du souverain chef suprême de l'armée.

Le butin total provenant des combats des 12 et 13 janvier au nord-est de Soissons s'élève, après vérification plus exacte, à 3.150 prisonniers, 8 canons lourds, 1 canon-revolver, 6 mitrailleuses et d'autre matériel de guerre.

Au nord-est du camp de Châlons, les Français ont attaqué de nouveau hier matin et après-midi avec des forces importantes à l'est de Perthes. En quelques endroits ils pénétrèrent dans nos tranchées, mais en furent chassés par de vigoureux contre-coups et rejetés, avec de graves pertes, dans leurs positions. Ils laissèrent 160 prisonniers entre nos mains.

Dans les Argonnes et dans les Vosges, rien d'important.

Théâtre de la guerre de l'Est.

Au sud-est de Gumbinnen et à l'est de Loetzen, des attaques russes ont été repoussées ; nous y avons fait plusieurs centaines de prisonniers.

En Pologne du Nord, la situation est inchangée.

En Pologne, à l'ouest de la Vistule, nos attaques sont continuées. Sur la rive est de la Pilica, rien de particulier ne s'est produit.

Francfort-sur-Mein, 13 janvier.

La *Frankfurter Zeitung* mande de Saint-Pétersbourg : Le *Russkojes Slowo* annonce de Tokio que le Japon se trouve dans une crise économique extraordinairement grave à laquelle seules les plus grandes firmes échapperont. Les prix du riz sont montés de 50 0/0.

Rome, 13 janvier.

Le matin, à 7 heures 55 minutes, une forte secousse de terre a été ressentie et a provoqué une grande terreur parmi la population.

Le Gouvernement général en Belgique.

Paris, 14 janvier.

Le bombardement de Reims est continué avec une extrême vigueur. Hier, 108 obus sont tombés dans la ville et ont causé des dommages considérables.

Paris, 14 janvier.

Le *Temps* publie un rapport d'un membre d'une université française sur l'état des provinces occupées. D'après lui, une livre de farine est fournie à chaque personne par jour. Tous les moulins marchent. L'ancien manque de pain, de sel, de sucre, de café, d'allumettes et de tabac a cessé. Les conditions de vie se sont beaucoup améliorées. Les Allemands essaient de satisfaire de toute manière la population et de la gagner à la conviction que la France agricole et l'Allemagne industrielle sont des alliés naturels contre l'Angleterre trouble-paix.

New-York, 14 janvier.

Le *World* s'irrite fortement contre la note de réponse de sir Édouard Grey et l'appelle évasive et injuste.

Hambourg, 14 janvier.

Le vapeur norvégien *Castor* a sombré dans la mer du Nord. D'après les indications du capitaine, le vapeur a rencontré une

mine anglaise. L'équipage a été sauvé, à l'exception des chauffeurs. L'équipage est arrivé à Hambourg.

Rome, 14 janvier.

Le tremblement de terre s'est étendu encore sur Avezzano, Celano, Callamel et Cerchio et a causé partout de grands dommages. Beaucoup d'hommes ont été tués et blessés. De vastes secours sont organisés. On annonce encore qu'il y a de grands dommages, des morts et blessés à Bussi, à Torre, à Cagnon Amiterno, à San Felice, à Ocre, à Castel Vecchio et à Subequo. Des troupes sont parties pour porter secours.

Rome, 14 janvier.

Le Bureau central de météorologie annonce que le tremblement de terre a eu lieu le matin à 7 heures 53 minutes et a duré 15 secondes. Il avait un caractère onduleux. Sa plus grande force s'est produite entre Rome et Aquita.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 15 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

A hauteur de Westende, quelques torpilleurs et des bateaux de moindre importance firent leur apparition hier, en se tenant à une distance d'environ 14 kilomètres de notre côte.

Les attaques des Français des deux côtés de Notre-Dame de Lorette (nord-ouest d'Arras) furent repoussées par nos troupes. Une tranchée emportée par nous il y a huit jours près d'Écurie, au nord d'Arras, et occupée par des parties d'une compagnie, nous fut enlevée hier. Les combats en cet endroit ont repris et se poursuivent.

Au nord et au nord-est de Soissons, la rive nord de l'Aisne a été définitivement débarrassée des Français. Les troupes allemandes s'emparèrent, par des attaques ininterrompues, des villages Cuffies, Crouy, Bucy-le-Long, Missy et des fermes Vauxrot et Verris. Notre butin, fruit des luttes d'hier au nord

de Soissons, se monte maintenant en tout à 5.200 prisonniers, 14 canons, des mitrailleuses et plusieurs canons-revolvers.

Les Français subirent des pertes sérieuses : on trouva 4.000 à 5.000 Français morts sur le champ de bataille ; ils effectuèrent leur retraite au sud de l'Aisne sous le feu de notre grosse artillerie.

Des attaques de l'ennemi au nord de Verdun, près de Consenvoy, échouèrent. Plusieurs assauts contre nos positions près d'Ailly, au sud-est de Saint-Mihiel, furent repoussés par des contre-attaques, bien que par endroits ils eussent pénétré, au prix de pertes sensibles, jusque dans nos premières tranchées.

Pendant le dernier combat nocturne, nos troupes s'emparèrent des positions ennemies que nous abandonnâmes volontairement et sans combat pendant la nuit, quand nos positions eussent été remises en état. Une attaque insignifiante près de Mesniel, au nord de Saint-Mihiel, fut repoussée de nos troupes. D'ailleurs, il n'y eut dans les Vosges que des combats d'artillerie.

Théâtre de la guerre de l'Est.

Dans la Prusse orientale et dans la Pologne septentrionale, pas de changment.

Notre offensive en Pologne, à l'ouest de la Vistule, avance lentement. Après l'enlèvement d'un point d'appui ennemi au nord-est de Rawa, 500 Russes furent faits prisonniers et 3 mitrailleuses furent prises. Des assauts violents et des contre-attaques des Russes furent repoussés avec de grosses pertes pour eux.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 16 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Dans la région de Nieuport n'ont eu lieu que des combats d'artillerie. Des attaques de l'ennemi contre nos positions ont été repoussées. Au cours de la contre-attaque, nos troupes ont conquis deux tranchées et fait prisonniers leur garnison.

La ferme de La Boisselle, si souvent mentionnée en ce der-

nier temps au nord-est, a été hier complètement démolie et les Français en ont été chassés.

Au nord-est de Soissons, le calme règne. Le nombre des canons français gagnés dans les combats du 12 au 14 janvier s'est élevé à 35.

De petits combats, victorieux pour nous, ont eu lieu dans les Argonnes et dans la forêt de Courbevoye, au nord de Verdun. Une attaque contre Villy, au sud-est de Saint-Mihiel, s'est écroulée, au moment où elle se développait, sous notre feu.

Dans les Vosges, rien d'important.

Théâtre de la guerre de l'Est.

Rien de changé. Le temps pluvieux et brumeux rendait impossible toute action de combat.

Francfort-sur-Mein, 15 janvier.

De Berlin on écrit au *Journal de Francfort* : Nous savons qu'un grand nombre de prisonniers français, après les premières minutes d'entretien, demandent anxieusement s'ils vont être fusillés maintenant ou quand ils le seront. Il y a quelque temps déjà, il nous revint que, par un ordre du jour du général Joffre communiqué à l'armée, on assurait aux soldats que les Allemands fusillent les prisonniers. Nous ne savons pas comment Joffre est arrivé à cette constatation, mais il est certain que dans l'armée française, ainsi que parmi ce peuple, qui se vante de son intelligence, des légendes calomnieuses circulent au sujet de l'armée allemande et de sa façon de faire la guerre. Comment ce mensonge a pu se répandre en France, alors que les Français ne peuvent pas ignorer qu'en ce moment environ 300.000 Français se trouvent prisonniers en Allemagne, est une de ces énigmes que nous pose cette guerre menée à l'aide des moyens inaccoutumés du mensonge, de la calomnie et de la mystification. Ce qui est certain, c'est qu'un commandant d'armée, qu'un gouvernement utilisant consciemment l'épouvantail des Allemands fusillant leurs prisonniers, a perdu tout droit à l'objectivité et à la bonne foi.

La même chose peut se dire du soi-disant rapport d'enquête publié par Viviani, ce rapport qui, sous le couvert d'une enquête, basée sur des témoignages donnés sous serment, sur des violations du droit des gens par les Allemands, n'est rien

d'autres qu'un enchaînement des plus basses et plus injustes calomnies.

Les événements réels de cette guerre prouvent qu'aucune armée au monde ne fait preuve d'un esprit si idéalement militaire, d'une si haute culture et d'une discipline aussi sévère que notre armée ; que nulle part les lois de la guerre, qui interdisent le vol, le meurtre, le pillage et l'enlèvement du bien d'autrui, ne sont respectées avec autant de sincérité et autant de rigueur que dans l'armée allemande.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 15 janvier.

Aux bruits répandus dans les journaux étrangers touchant des pertes que la flotte austro-hongroise aurait subies dans ses actions contre la flotte française dans l'Adriatique, le commandant de la flotte oppose les constatations suivantes : Depuis le 16 août, date à laquelle sombra le sous-marin *Zenta*, aucun de nos vaisseaux, bateaux ni avions, malgré la profusion de munitions gaspillée contre eux, n'a subi le moindre dommage, si petit qu'il soit ; pas un seul homme de la flotte n'a pas même été blessé, tandis que dans la flotte française le sous-marin *Curie* fut détruit et le cuirassé du type *Courbet* fut frappé de deux torpilles, c'est-à-dire gravement atteint, si pas coulé. Depuis le 3 novembre, à part des sous-marins, aucun bâtiment ennemi n'a été signalé le long de notre côte.

Constantinople, 15 janvier.

Du Quartier général le communiqué suivant :

Nos troupes, appuyées de contingents persans, continuent à s'avancer dans l'Aserbeidschan, dans le but de délivrer ce pays du joug russe.

Nous avons remporté là-bas de nouveau un éclatant succès en nous emparant de Tabris et de Selmas, les deux derniers points d'appui russes. Les Russes, qui avaient l'intention de se défendre énergiquement, ont abandonné en désordre ces deux places.

Un grand nombre de Méharistes, qui formaient en partie les troupes d'occupation anglaises en Égypte, se sont rendus à nos avant-postes.

Berlin, 15 janvier.

La marche qu'a suivie jusqu'ici le marché monétaire allemand montre à l'évidence qu'il a été absolument à la hauteur de la tâche que lui imposa la guerre : les fonds liquides s'accroissent de jour en jour. La demande d'escompte privé dépasse l'offre, parce que le fonds d'échange s'est fait rare, au point que la Reichsbank elle-même signale une diminution dans les effets à escompter. Ce phénomène est dû à ce que le besoin de crédit en général a sérieusement diminué, et que la livraison contre traite a fait place au payement au comptant. L'escompte privé cote 4 0/0 et moins, l'argent au jour reste largement offert à 2 192 0/0. Les grosses banques recherchent comme placement pour leurs grandes disponibilités les obligations du trésor de l'Empire, qui s'escomptent de 3,75 à 3,50 0/0.

Rome, 15 janvier.

Le Roi arriva hier après-midi à Avezzano pour visiter le lieu du désastre. Jusqu'ici on a retiré plus de 30 cadavres. Les équipes de sauvetage trouvèrent nombre de blessés sous les décombres. Les blessés transportables furent menés en trains spéciaux à Rome.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 16 janvier.

Le correspondant de guerre de la *Neuen Freien Presse* annonce : L'ennemi se tient, dans toutes les parties du front, passif. Il semble attendre, avant toute nouvelle entreprise, l'arrivée de la classe la plus jeune de recrues. D'après des nouvelles concordantes, provenant d'hommes de confiance et des déclarations de prisonniers, des transports d'hommes arrivent maintenant toujours au front sans fusil et y sont seulement successivement armés de fusils devenus vacants.

Constantinople, 16 janvier.

Le grand quartier-général annonce que le sous-marin français *Saphir* a essayé de s'approcher de l'entrée des Dardanelles, mais a été aussitôt coulé par notre artillerie. Une partie de l'équipage a été sauvée.

Vienne, 17 janvier (officiel du 16 janvier).

En Pologne, en Galicie et dans les Carpathes, la situation est sans changement. Sur le Dunajec, notre artillerie obtenait encore une fois de beaux succès dans le combat avec l'artillerie lourde de l'ennemi.

Saint-Pétersbourg, 17 janvier.

Ruskoje Slovo publie des extraits de journaux japonais de Tokio qui repoussent tous, soit poliment, soit brusquement, les appels de M. Pichon à l'aide japonaise. Le journal *Asahi* observe d'une façon particulièrement sévère que déjà a perdu qui, pour vaincre, a besoin d'autrui.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 17 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

En Flandre, de part et d'autre, rien que des duels d'artillerie. Près de Blang, à l'est d'Arras, nous fîmes sauter une grande usine en faisant quelques prisonniers.

Du reste du front, sauf des duels d'artillerie variant d'intensité et la continuation d'une lutte au moyen de la sape et des mines, rien d'important à signaler.

Dans les Argonnes, de petits progrès. Les opérations tout le long du front ont été contrariées par les tempêtes et les pluies.

Théâtre de la guerre de l'Est.

La situation en général n'a pas changé.

Il y a environ quatre semaines, on publia l'ordre de l'attaque générale que le commandant en chef de l'armée française donna à ses troupes, à la veille de la rentrée des corps législatifs en décembre dernier. Les différents assauts entrepris là-dessus par l'adversaire sur notre front de l'ouest n'ont d'aucune manière empêché le commandement en chef de l'armée allemande d'exécuter toutes les mesures que celui-ci a jugées

utiles. Sur aucun point, ces efforts n'ont rapporté à l'ennemi des avantages de quelque importance, tandis que nos troupes ont porté, tant au nord de La Bassée que près de l'Aisne et dans les Argonnes, des succès très réels à leur actif.

Les pertes de l'ennemi pendant ce laps de temps en hommes morts comptés par nous se montent à environ 26.000 *hommes et à* 17.860 *de prisonniers non blessés.* Leurs pertes globales comporteront : les blessés étant calculés à la proportion de 1 : 4 basée sur l'expérience, et sans compter les malades, plus les morts et manquants constatés, à 150.000 *hommes minimum.*

Quant à nos pertes, elles n'atteignent, pour la même période, pas le quart de ce nombre en tout.

Commandement en chef de l'armée.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 18 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Dans la région de Nieuport, rien que des combats d'artillerie. Des mouvements d'attaque de l'ennemi n'ont plus été remarqués ces jours derniers. A la côte, des mines anglaises ont été, en plusieurs endroits, jetées par la mer sur la plage.

Près de La Boisselle, au nord-est d'Albert, nos troupes ont chassé à coups de baïonnettes les Français qui s'étaient réinstallés au cimetière et dans la ferme située à côté et ont fait à cette occasion 3 officiers et 100 hommes prisonniers.

Dans la forêt des Argonnes, plusieurs tranchées françaises ont été prises et leurs garnisons anéanties presque entièrement. Une attaque des Français contre nos positions au nord-ouest de Pont-à-Mousson les ont conduits à une hauteur de 2 kilomètres au sud de Vilcey jusque dans notre position. Le combat dure encore.

Dans les Vosges et en Haute-Alsace règnent de fortes chutes de neige et le brouillard qui empêchent les opérations de combat.

Théâtre de la guerre de l'Est.

En Prusse orientale, la situation est inchangée.

Dans le nord de la Pologne, les Russes ont essayé d'avancer

par le secteur de la rivière de la Wkra, près de Radzanow, mais furent repoussés.

En Pologne, à l'ouest de la Vistule, rien d'important ne s'est produit.

Vienne, 18 janvier (officiel).

La situation est inchangée. En Pologne, sur le Dunajec, dans la région au sud de Tarnow, il y a des combats d'artillerie qui ont duré, avec intensité changeante, toute la journée d'hier. Dans les Carpathes, le calme règne.

Rome, 18 janvier.

D'après les dernières enquêtes, le nombre des morts, à la suite du tremblement de terre, s'élèverait pour Avezzano à 10.000, pour Pascina à 5.000, pour Celano à 4.000 morts, pour Sora à plusieurs milliers et dans chacune des cinquante localités situées au lac de Fucina, qui sont complètement dévastées, à une cinquantaine de morts. Le chiffre total des victimes du tremblement s'élèverait à 30.000. L'après-midi, le Pape s'est rendu de nouveau à l'hôpital papal Santa-Maria pour visiter les blessés.

Le Gouvernement général en Belgique.

Bâle, 18 janvier.

D'après le *Basler Nachrichten*, le ministre belge M. Helleputte, rentrant de Hollande, aurait constaté que 900.000 Belges s'étaient enfuis en Hollande. Entre temps, le chiffre est descendu à 200.000, de sorte que 700.000 sont retournés en Belgique.

Saint-Pétersbourg, 18 janvier.

D'après une information du *Nowoje Wremja*, le comte Okuma aurait déclaré dans le journal *Kokumin* : Le Japon a des missions plus importantes que celles de disposer du sort des insignifiantes colonies allemandes. Sa mission est d'ouvrir à l'Europe les yeux sur la vraie importance du Japon. Le Pacifique se trouve déjà dans le rayon de l'influence du Japon. Les Japonais peuvent maintenant développer à un haut point le prestige de leur empire. Une paix non armée n'est pas une paix véritable. La diplomatie étant impuissante sans un appui mi-

litaire, l'augmentation de l'armée et de la flotte du Japon s'impose. Okuma termine l'article par cette déclaration que, dans le cas où le gouvernement ne réussirait pas de s'assurer dans les élections une majorité, le cabinet démissionnera.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 18 janvier.

Au sujet de la bataille de Tanga, le plus grand fait d'armes qui se soit produit jusqu'ici sur le sol de nos colonies, nous possédons maintenant les rapports officiels du gouverneur de l'Afrique orientale allemande. D'après eux, le succès a été encore bien plus grand que ne le concèdent les rapports anglais. Les combats eurent lieu les 3, 4 et 5 novembre. Les Anglais, arrivés devant Tanga avec 2 navires de guerre et 12 navires de transport, réclamèrent la reddition immédiatement, mais le gouverneur la refusa. Alors les navires partirent, mais revinrent le troisième jour devant Tanga et débarquèrent devant Ras Kasene un régiment d'Européens et quatre régiments indiens, parmi lesquels de la cavalerie avec 8 mitrailleuses et 9 canons. Les gros canons de marine du croiseur *Fox* appuyèrent, de la mer, l'attaque de l'ennemi. Le corps de débarquement fut repoussé dans des combats acharnés, durant trois jours, avec des pertes graves pour l'ennemi.

Le 4 novembre, le combat dura sans interruption quinze heures et demie. Le soir eut lieu un combat décisif contre toutes les forces réunies de l'ennemi, malgré le violent bombardement de la ville par les canons de la marine ennemie.

Le feu de nos canons mit le vapeur de transport anglais en flammes. De même, le croiseur *Fox* fut gravement atteint par nos coups. Le 6 novembre, les navires anglais partirent vers le Nord.

Le corps de débarquement était fort de 8.000 hommes, alors que les nôtres ne comptaient que 2.000 hommes. Les pertes de l'ennemi s'élevaient à plus de 3.000 morts, blessés et prisonniers. Nos pertes étaient petites ; les chiffres exacts manquent encore. D'après un recensement hâtif, notre butin comprenait : 8 mitrailleuses, 300.000 cartouches, 30 appareils de téléphones de campagne, plus de 1.000 couvertures de laine, beaucoup de fusils et d'objets d'équipement, enfin de grandes quantités d'approvisionnement. Le moral de nos troupes victorieuses

(troupes de protection et de police et volontaires de guerre indigènes) était parfait. Aussi les Askaris faisaient preuve de dévouement et d'héroïsme. Toute la portée de la défaite anglaise ne peut encore approximativement être appréciée ici.

Londres, 18 janvier.

Le *Daily Express* de Londres écrit : Tandis que la flotte anglaise maintient les mers libres, les compagnies de navigation ont de nouveau augmenté leurs tarifs, à tel point que les prix des articles alimentaires sont aussi élevés comme si la flotte allemande avait coupé de gros transports à nous destinés. Le journal demande avec insistance que le gouvernement exerce la surveillance de la navigation et du commerce tant que la guerre durera.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 19 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Sur tout le front n'ont eu lieu, sauf des rencontres insignifiantes, que des combats d'artillerie.

Théâtre de la guerre de l'Est.

Le temps a été très défavorable.

En Prusse orientale, rien de nouveau.

Près de Radzanowo Bjezhun et Sierpez, les Russes ont été repoussés avec de grosses pertes. Plusieurs centaines de prisonniers russes sont restés entre nos mains. A l'ouest de la Vistule et à l'est de la Pilica, la situation est généralement inchangée.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 19 janvier

(communication officielle d'hier midi).

Au nord de la Vistule, il n'y a eu, depuis hier, aucun événement important. Sur les hauteurs à l'est de Zalkiczyn, notre

artillerie a forcé les Russes, par un feu concentré, d'abandonner plusieurs tranchées les plus avancées de tireurs. Le mouvement de retraite se propagea chez l'ennemi aussi parmi d'autres parties du front, à tel point que finalement l'ennemi abandonna sa position la plus avancée sur une étendue de six kilomètres et se retira en désordre sous le feu efficace de notre artillerie et de nos mitrailleuses sur la ligne de hauteurs la plus proche, en abandonnant de nombreux fusils et beaucoup de munitions dans sa position ancienne.

Sur le reste du front en Galicie occidentale, il n'y a eu que des combats d'artillerie.

Dans les Carpathes, il y a eu seulement des rencontres insignifiantes de patrouilles.

Rome, 19 janvier.

L'*Osservatore Romano* écrit : Le Pape a ordonné, par un Bref, des prières pour la paix qui seront dites à certains jours fixes. Ensuite, conformément aux vœux du Pape, des offices spéciaux seront célébrés dans toutes les cathédrales et églises de l'Europe, le 7 février, et dans les autres parties du monde le 21 mars. L'*Osservatore* publie le texte du Bref et des prières.

Paris, 19 janvier.

Avec les trains de nuit sont arrivés, ces jours derniers, de nombreux habitants de Soissons. Ces voyageurs ont dû faire 15 kilomètres à pied avant de pouvoir monter dans les trains. Ils ont déclaré que le combat continuait avec violence et que Soissons était notamment fortement bombardé par l'artillerie. L'évêque, les archiprêtres, le sous-préfet, les juges de paix ont quitté la ville où seuls le commandant de la place, les membres du Conseil municipal et cinquante notables sont restés. Les bombes à incendie, lancées par les Allemands sur la ville, ont mis le feu à de nombreuses maisons. Des renforts importants sont arrivés à Soissons pour remplacer les troupes fatiguées.

Constantinople, 19 janvier.

Le Quartier Général annonce : Nos troupes caucasiennes ont défendu avec acharnement leurs positions contre les Russes qui les attaquent avec des forces supérieures. L'essai de l'ennemi de circonvenir les ailes de nos corps a échoué après un combat entre notre cavalerie et celle des Russes,

A l'ouest de Hoy, l'ennemi prit la fuite en abandonnant ses morts et blessés.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 20 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Dans le secteur entre la côte et la Lys n'ont eu lieu que des combats d'artillerie.

Près de Notre-Dame-de-Lorette, au nord-ouest d'Arras, une tranchée de 200 mètres de longueur a été enlevée à l'ennemi ; à cette occasion, 2 mitrailleuses ont été gagnées et quelques hommes faits prisonniers.

Dans les Argonnes, nos troupes ont pris quelques tranchées ennemies, à un certain endroit ; notre gain de terrain de ces jours a été de nouveau de 500 mètres.

Dans le bois au nord de Sennheim, notre attaque a bien progressé ; l'Airzstein a été pris, 2 officiers et 40 chasseurs alpins ont été faits prisonniers

Théâtre de la guerre de l'Est.

La situation dans l'est est inchangée

Constantinople, 20 janvier

communication du Quartier Général turc).

Au cours d'une attaque nocturne contre les fortifications anglaises sur le Schatelasrab, l'ennemi a été surpris. Il perdit 100 morts et blessés. Un détachement de cavalerie anglaise essaya dans la région de Cotrna, de surprendre un détachement de notre infanterie. Leur attaque, appuyée par le feu de canonnières, fut repoussée avec de grosses pertes pour les Anglais. Les canonnières furent également forcées de se retirer.

Vienne, 20 janvier (officiel).

En Pologne et en Galicie occidentale, rien que des combats d'artillerie. Dans les Carpathes, rien de nouveau. De quelques

régions on annonce de nouveau de la neige très forte. Près de Jakobeny, dans la Bukowina du Sud, une attaque russe a eu lieu, mais a été rejetée avec des pertes considérables pour l'adversaire. Sur le théâtre de la guerre du sud, la situation est inchangée.

Lyon, 20 janvier.

Le *Progrès de Lyon* annonce : Un avis officiel du préfet de police déclare que les autorités militaires sont décidées à mettre fin aux abus que commettent certaines personnes rappelées sous les drapeaux, en se faisant dispenser illégitimement du service au front pour se faire engager dans des fabriques et ateliers qui travaillent pour des besoins de l'armée, en prétendant qu'elles exercent une profession ou un métier qu'elles n'ont réellement jamais exercé. L'avis ajoute qu'on espère que cette observation suffira pour décider les « embusqués » à se présenter pour le service au front.

Le Gouvernement général en Belgique.

Constantinople, 20 janvier.

D'après des nouvelles venues par Mossul, les canons enlevés aux Russes, en Perse, sont arrivés ici. Les Russes faits prisonniers à Seutschbulak vont être envoyés à Mossul.

Les quinze hommes de l'équipage du sous-marin français *Saphir*, qui furent sauvés et faits prisonniers, ont été transportés ici et mis à la disposition du ministre de la guerre.

Le Bureau d'information ottoman apprend que la population de la ville persane Sine est très enthousiaste de la guerre, Les fetwas y relatifs, qui furent lus vendredi dernier dans les mosquées principales, ont provoqué un vif enthousiasme parmi les fidèles. Aussi d'autres parties du nord de la Perse arrivent des nouvelles où la participation des Kurdes et d'autres peuplades à la guerre sainte est constatée. Beaucoup faisaient des dons d'argent, les femmes ont sacrifié leurs pendants d'oreilles pour la guerre.

Au sujet de la prise de Tabris, on apprend maintenant des détails. Après la prise de Miardoab, toutes les tribus qui prennent part à la guerre sainte partirent pour Merogha, où la population leur fit une réception enthousiaste. Les chefs des tribus voisines, la population des villes de Bunyan et Sches-

chwan partirent avec des troupes pour Tabris. L'infanterie et la cavalerie russe, qui avaient été en garnison à Tabris, prirent position près d'Adzkjopni, à proximité de la ville, mais se retirèrent à la suite de la nouvelle que des troupes turques avançaient avec les tribus vers Sofian par la route de Dichulfa. Alors les troupes turques rentrèrent à Tabris.

Berlin, 20 janvier (communication officielle).

Les journaux de Londres se préoccupent de l'inquiétante augmentation des prix des vivres qui sont survenus malgré la domination des mers par l'Angleterre, et ils essaient de s'en expliquer les causes. Ils trouvent particulièrement inquiétante l'augmentation des prix du froment.

Une statistique publiée à ce sujet montre que le meilleur froment, qui coûtait il y a un an, à pareille époque, 36 shilling le quarter, en coûte actuellement 60 ; le meilleur froment canadien coûte 61 shilling, contre 36 il y a un an à la même époque. Le plus cher est le froment d'Australie, qui coûte 62 shilling le quarter. D'après le *Times*, certaines sphères réclament une enquête officielle au sujet des causes de cette augmentation des prix, ainsi qu'une action pour y mettre un terme. Le comité national du parti ouvrier recommande au Gouvernement de reprendre toutes les provisions de froment qui se trouvent dans le pays et de régler par une loi les tarifs de transport.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 21 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Entre la côte et la Lys ont eu lieu, encore hier, seulement des combats d'artillerie. La tranchée de Notre-Dame-de-Lorette, que nous avions prise, a été de nouveau perdue la nuit passée.

Au nord-ouest d'Arras, les Français ont entrepris des attaques des deux côtés de la chaussée d'Arras à Lille, mais furent rejetés.

Au sud-ouest de Berry-au-Bac, deux tranchées ont été enle-

vées aux Français, qui ont été maintenues par nous en dépit de vives contre-attaques françaises.

Des attaques françaises contre nos positions au sud de Saint-Mihiel furent repoussées. Au nord-ouest de Pont-à-Mousson, nous avons réussi à reprendre une partie des positions qui nous furent enlevées il y a trois jours. Nos troupes gagnèrent, à cette occasion, 4 canons et plusieurs prisonniers. Pour le reste des positions perdues, on combat encore.

Dans les Vosges au nord-ouest de Sennheim, des combats sont toujours engagés.

En Prusse orientale, la situation est inchangée. Une escarmouche à l'est de Lipno s'est terminée favorablement pour nous : 100 prisonniers restèrent entre nos mains.

Dans la région à l'ouest de la Vistule, au nord-est de Borsimow, notre offensive a progressé.

Une attaque russe à l'ouest de Lopuszno, au sud-ouest de Conskie, a été repoussée.

Londres, 20 janvier.

Reuter annonce : Un témoin oculaire dans le Quartier Général déclare, le 16 janvier ,que le rapport français et anglais sur la prise de la position près de La Bassée est inexact. Aucune attaque n'a été essayée par les Alliés.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 21 janvier (officiel).

La situation générale est inchangée. Sur le front en Pologne n'ont eu lieu, abstraction faite de rencontres de patrouilles, que des combats d'artillerie. Sur le Dunajec, notre artillerie a bombardé avec succès plusieurs secteurs de la ligne d'infanterie et forcé l'abandon d'une ferme. Un détachement spécial pénétra jusqu'au fleuve et infligea à l'ennemi la perte de plusieurs centaines d'hommes, détruisit ensuite un pont de guerre que l'ennemi avait construit sur le Dunajec. Dans les Carpathes, rien que des escarmouches sans importance.

Berlin, 20 janvier (officiel).

Dans la nuit du 19 au 20 janvier, des dirigeables de la marine ont entrepris une attaque contre plusieurs places fortifiées de

la côte orientale anglaise. Par un temps de brouillard et de pluie, ils ont lancé, avec succès, des bombes. Les dirigeables ont été bombardés, mais sont retournés sans être endommagés.

Londres, 21 janvier (agence Reuter).

Hier soir, un dirigeable ennemi a apparu au-dessus de Yarmouth, qui y est resté pendant dix minutes et a jeté cinq bombes sur la ville. Trois personnes furent tuées et plusieurs maisons détruites, beaucoup de fenêtres ont éclaté. Deux des bombes sont tombées sur la plage. Le dirigeable ne pouvait être vu par suite de l'obscurité, mais les moteurs furent clairement entendus ; aussi des flammes étaient visibles dans l'air.

Le dirigeable alla à Sheringham et y jeta des bombes qui n'y causèrent cependant pas de dommages. De même, le dirigeable jeta des bombes sur Comer.

A quart avant onze heures, le dirigeable arriva au-dessus de Kingston où il jeta quatre bombes. Deux maisons furent détruites et une autre endommagée. Dans une de ces maisons un jeune homme fut tué ; son père fut enseveli sous les décombres. Par le bruit des moteurs, on reconnut que le dirigeable marchait vers l'est. Aussi de Sandringham, résidence du Roi, on annonce que le dirigeable y a passé.

Londres, 21 janvier.

Le dommage causé par le dirigeable allemand à Yarmouth est officiellement évalué à plusieurs milliers de livres sterling. Le dommage causé aux vitres et vitrines seules s'élève à une centaine de livres. A Yarmouth, deux personnes ont été tuées ; à Kingslymn, également deux personnes.

La Haye, 21 janvier.

Le chef de l'état-major de la marine annonce que les dirigeables aperçus hier au-dessus des îles du Nord n'ont pas passé au-dessus des Pays-Bas, mais au-dessus de la mer, à une distance considérable de la côte.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 21 janvier.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* annonce que le ministre de la guerre et chef de l'état-major général de l'armée, von Falkenhayn, a été promu général de l'infanterie et, à sa demande, reçu sa démission de ministre de la guerre. Le général-major Wild von Hohenborn a été nommé lieutenant-général et ministre d'État et de la guerre.

Constantinople, 22 janvier.

Le grand quartier général annonce : Les attaques des Russes sur tout le front caucasien ont été arrêtées sur toute la ligne.

Constantinople, 22 janvier.

Le Bureau des informations ottoman apprend qu'il se confirme que la population de Tiflis commence à quitter la ville pour se rendre dans l'intérieur du pays. Les autorités communales ont accordé une somme extraordinaire pour faciliter le départ des familles des fonctionnaires et agents publics. Tiflis comme Kars seront complètement évacués par la population. Les bâtiments du gouvernement, les mosquées, églises et grands bâtiments privés sont transformés en hôpitaux militaires. Par suite de la hausse des vivres, la misère est grande et générale. Même les officiers russes sont persuadés que la Russie n'est pas en état de résister aux attaques des Allemands dans le Nord et des Turcs dans le Caucase, mais sera battue.

Des informations arrivées ici de milieux ottomans bien renseignés disent que les Anglais essaient maintenant de gagner la population indigène en lui concédant les libertés refusées jusqu'ici. Mais l'augmentation de l'effervescence montre que toutes ces mesures de prétendues sympathies des Anglais ne suffisent pas aux Indiens, tant qu'il ne leur sera pas concédé une administration indépendante.

Cologne, 22 janvier.

La *Gazette de Cologne* annonce : L'*Impartial* de Madrid reçoit de son correspondant romain la nouvelle que le Pape aurait adressé un télégramme énergique aux cardinaux allemands et austro-hongrois pour faire ressortir la portée de la façon pré-

tendument scandaleuse dont le cardinal Mercier aurait été traité.

La *Gazette de Cologne* apprend à ce sujet que, en ce qui concerne les cardinaux allemands, cette information est de pure invention.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 21 janvier.

Le député belge qui donnait en Roumanie des conférences sur de prétendues horreurs commises en Belgique par les Allemands et faisait de la propagande en faveur d'une union balkanique, dirigée tant contre la Russie que contre l'Autriche, n'a été bien accueilli que par une partie du public et de la presse, tandis que, par exemple, le journal français paraissant à Bukarest, *La Politique*, lui a reproché une série d'attaques dirigées dans ses écrits contre la Roumanie et que d'autres journaux se moquaient de lui à cause de son attitude théâtrale.

Ensuite de ces expériences, Lorand semble avoir jugé bon de ne pas étendre sa tournée de conférences aux autres pays balkaniques et est reparti pour l'Italie. Après son départ, une scène publique de scandale s'est produite entre le rédacteur d'un journal à la solde de la Russie, lequel l'avait engagé, et un autre journaliste.

Vienne, 22 janvier (officiel).

La situation est inchangée. Sur tout le front, il n'y a que par endroits des combats d'artillerie.

Lucerne, 22 janvier.

Le *Vaterland* fait remarquer combien le traitement de l'affaire de la lettre pastorale du cardinal Mercier a été correct, et déclare qu'il ne songe pas du tout à critiquer l'attitude du gouverneur général allemand. Où donc était l'indignation des organes libéraux français, italiens et belges lorsque le gouvernement français traîna la lettre pastorale collective de l'épiscopat français concernant la question scolaire, ainsi que l'appel des deux cardinaux, devant les tribunaux ? Que de lettres pastorales des évêques français qui traitaient de sujets purement religieux, ont conduit leur auteur devant le juge ? La

guerre a-t-elle effacé toutes les œuvres exécutées par les dirigeants français en temps de paix ?

Francfort-sur-Mein, 21 janvier.

La *Gazette de Francfort* mande de Rome : Le comité du parti socialiste d'Italie, réuni à Florence, a décidé de maintenir le principe de l'Internationale et d'envoyer le député Morgori à l'étranger pour renouer les fils déchirés avec les partis socialistes des autres pays. Le comité central du parti a demandé aux organisations des différents pays d'exclure du parti les membres qui, malgré l'explication du mot d'ordre du parti, s'associent aux sociétés qui excitent l'Italie à la guerre. Après une longue discussion sur l'attitude du parti socialiste dans le cas d'une guerre de défense, l'ordre du jour a été adopté qui répudie l'héroïsme et ordonne l'organisation de réunions dans tout le pays, ainsi que des manifestations contre la guerre, au 21 février prochain.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 22 janvier
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

La pluie incessante a rendu des opérations d'une certaine importance impossibles entre la côte et le canal de La Bassée. Près d'Arras, il n'y a eu que des combats d'artillerie. Une tranchée que nous avions prise avant-hier au sud-ouest de Berry-au-Bac, a été abandonnée et démolie par nous, parce qu'elle avait été détruite en partie par suite de l'écroulement d'un mur de fabrique. Une attaque française au nord de Verdun a été aisément repoussée. Après les combats d'avant-hier au sud de Saint-Mihiel, de petits détachements français se tenaient toujours non loin de nos positions. Par une attaque, le terrain devant notre front jusqu'à l'ancienne position des Français fut nettoyé. Le combat autour de Pont-à-Mousson continue. Une forte attaque française contre la partie reconquise par nous, de notre position, a été repoussée avec de grandes pertes pour l'ennemi. Dans les Vosges, au nord de Sennheim, nos troupes ont chassé l'ennemi des hauteurs du Hartmansweilerkopf et firent 2 officiers et 125 hommes prisonniers.

Théâtre de la guerre de l'Est.

En Prusse orientale, la situation est inchangée.

Dans le secteur de la Sucha, nos attaques ont lentement progressé.

A l'est de la Pilica, rien de nouveau.

Le Gouvernement général en Belgique.

Vienne, 23 janvier (communication officielle d'hier).

Au nord de la Vistule, un combat d'artillerie assez vif s'est engagé hier. Notre artillerie opérait surtout avec grand succès dans le secteur extrême-sud de la Nida et près de Checiny, où le service de chemin de fer des Russes a été sensiblement atteint par des obus tombés en plein sur une gare. Aussi au sud de la Vistule, dans des parties du front, ont eu lieu des combats d'artillerie de force changeante. La situation dans les Carpathes est inchangée.

Vienne, 23 janvier.

Le ministre des affaires étrangères, M. Burian, se rendra ce soir, accompagné du conseiller de légation comte Hoyon, par Berlin au quartier général allemand où il sera reçu le 24 janvier par l'Empereur.

Washington, 23 janvier (agence Reuter).

Le consul américain à Brême télégraphie que l'équipage du vapeur américain *Greenbiar*, qui conduisait un chargement de coton, a été remis en liberté. On ignorait en Amérique qu'il était arrêté. Le gouvernement attend des renseignements pour prendre attitude.

Londres, 23 janvier.

L'attaque aérienne contre la côte orientale anglaise a eu pour conséquence que les Londoniens s'assurent avec hâte contre l'éventualité d'une attaque contre Londres.

Vienne, 23 janvier.

D'après une constatation définitive, les souscriptions à l'emprunt de la guerre s'élèvent dans toute la monarchie à 3.306 millions de couronnes, dont 2.136 millions reviennent à l'Autriche et 1.170 millions à la Hongrie.

Constantinople, 23 janvier.

Le quartier général publie le rapport suivant : Les forces principales des Russes qui n'ont pas réussi, comme c'est déjà annoncé, à cerner notre aile gauche, se sont retirées devant notre contre-offensive. Les troupes poursuivent l'ennemi.

Le 21 janvier, des forces anglaises ont essayé, sous la protection de trois canonnières, une offensive contre nos troupes qui se trouvaient près de Korna ; elles furent totalement vaincues et forcées de se retirer avec de grandes pertes. Nos pertes sont peu importantes.

Rome, 23 janvier.

Le Pape a dit, dans une allocation au Consistoire : Je déconseille à ceux qui voient leur patrie occupée par l'ennemi, d'empêcher le maintien de l'ordre public et d'empirer ainsi leur situation.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 23 janvier

(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Des aviateurs ennemis ont lancé hier, sans succès, des bombes près de Gand et de Gentbrugge.

Entre Souain et Perthes, au nord du camp de Châlons, l'ennemi fit hier après-midi une attaque ; celle-ci s'écroula sous notre feu et l'ennemi s'enfuit dans ses tranchées. Dans la forêt des Argonnes, nos troupes conquirent à l'ouest de Fontaine-la-Mitte une position ennemie, firent 3 officiers et 245 hommes prisonniers et gagnèrent 4 mitrailleuses. Au nord-ouest de Pont-à-Mousson, deux attaques françaises furent repoussées avec de grandes pertes pour l'ennemi. Dans les combats destinés à regagner nos tranchées, nous avons enlevé à l'ennemi, depuis le 21 janvier, 7 canons et 1 mitrailleuse. A Wissembach, des chasseurs alpins furent rejetés. Plusieurs puissantes attaques de l'ennemi contre Hartmannsweilerskopf restèrent sans succès.

Théâtre de la guerre de l'Est.

En Pologne orientale, rien de nouveau.

Au nord de la Pologne, dans la région de Przasnysz, une attaque russe insignifiante a été repoussée. De Blinno et Gojsk les Russes furent chassés. Des détachements russes plus faibles venant de Szital-Gorny furent forcés de se retirer. Nos attaques contre le secteur du Szucha ont progressé. Dans la région de Rawa, à l'ouest de Szenciny, de violents combats d'artillerie sont engagés.

Zurich, 23 janvier.

Le colonel Muller décrit dans la *Neue Zuricher Zeitung* les mesures hygiéniques prises avec la plus grande circonspection et les plus grands soins au front de l'armée allemande. La question du drainage des eaux prend la première place lors de l'établissement de tranchées ; brillant est le système de l'alimentation abondante et saine des troupes et leur équipement avec des sous-vêtements chauds, ce qui est essentiel pour le maintien d'un bon état sanitaire. Les hommes ont, pour la plupart, la mine florissante. De chez eux coule sans cesse le fleuve des « Dons de l'Amour ». Un rationnel changement du service entre les marches, des exercices d'armes et le travail de génie contribue à conserver aux hommes la bonne santé et la bonne humeur. A un point de vue qu'on ne croirait pas possible en pleine guerre, la possibilité de prendre des bains a été réalisée.

M. Muller termine ainsi : L'esprit frais et militaire, la bonne camaraderie, la bonne conduite et l'attitude correcte et honnête des soldats allemands dans la campagne doivent être remarqués avec joie par tout observateur sérieux. Ferme comme un roc sont la conviction et la foi en la victoire jusque chez le dernier homme ; une troupe animée de pareils sentiments et placée sous la conduite d'officiers capables et conscients de leurs devoirs telle que l'armée allemande est à la hauteur des tâches les plus élevées.

Le Gouvernement général en Belgique.

Berlin, 25 janvier.
(communication officielle d'aujourd'hui midi).

Théâtre de la guerre de l'Ouest.

Dans la région de Nieuport et d'Ypres ont eu lieu des combats d'artillerie. Au sud-ouest de Berry-au-Bac, nous avons

perdu, il y a quelques jours, une tranchée que nous avions enlevée aux Français. Pendant qu'hier un combat d'artillerie a eu lieu au nord du camp de Châlons, aujourd'hui des combats d'infanterie s'y sont engagés qui durent encore. Dans la forêt des Argonnes, au nord de Verdun et au nord de Toul, de vifs combats d'artillerie sont engagés, des attaques françaises contre Hartmannsweilerkopf ont été toutes repoussées. Les combats dans la forêt font perdre beaucoup de monde aux Français. Pas moins de 400 chasseurs français ont été trouvés morts. Le nombre des prisonniers français augmente.

Théâtre de la guerre de l'Est.

En Prusse orientale il y a combat d'artillerie sur le fron Loetzen-est-Gumbinnen et au nord. L'ennemi a été forcé par notre feu d'abandonner certains endroits au sud-est de Gumbinnen. Au nord-est de Gumbinnen, des attaques de l'ennemi furent repoussées avec de graves pertes pour les Russes. Dans le nord de la Pologne, peu de changement. A l'est de la Pilica, rien de nouveau.

Berlin, 25 janvier.

Depuis hier, le service des voyageurs a été repris entre Ostrovo et Lodz, de sorte qu'on peut voyager en chemin de fer allemand de Lodz jusqu'à Lille.

Le Havre, 25 janvier.

Le gouvernement militaire a ordonné que l'éclairage d'intérieur des maisons particulières au Havre et dans les communes voisines ne doit plus être visible, la nuit, du dehors, et que l'éclairage des bâtiments publics, ateliers et magasins doit être restreint au minimum. Les vitrines d'étalages doivent être recouvertes.

Lisbonne, 25 janvier (de l'agence Havas).

Au cours du Conseil des ministres, le ministre de la guerre a déclaré qu'il était décidé à donner sa démission.

Le Gouvernement général en Belgique.

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie Bussière.

N° 44

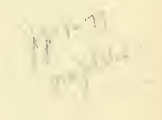
"Pages actuelles"
1914-1915



Les Catholiques espagnols et la Guerre

par

MAURICE DE SORGUES





BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
7, Place Saint-Sulpice, PARIS

LES CATHOLIQUES ESPAGNOLS
ET LA GUERRE

"Pages actuelles"
1914-1915

Les Catholiques espagnols et la Guerre

par

MAURICE DE SORGUES



PARIS
BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
7, Place Saint-Sulpice, 7
1915

LES CATHOLIQUES ESPAGNOLS ET LA GUERRE

I

Voici revenus les temps, qu'on croyait abolis, où Luther exhalait sa haine et sa rage contre les docteurs catholiques de Louvain (*) et les traitait de « vraies bêtes, épicuriens et pourceaux ».

Les temps où Luther écrivait une lettre d'insultes au roi d'Angleterre (*), protestant aussi mais qui commettait le « crime » d'avoir une opinion différente de la sienne sur « la captivité de Babylone ».

Voici revenus les temps où les principes luthériens d'anarchie intérieure déchaînaient dans l'Europe centrale un ouragan de folie rouge et de sadisme et abaissaient l'Allemand à un niveau au-dessous de celui de la bête.

Les temps où Luther lui-même, effrayé des conséquences de la rupture avec Rome, s'indignait « contre les paysans meurtriers et pil-

Le signe (*) renvoie aux notes à la fin du volume.

lards » ses compatriotes, puis, se retournant contre les seigneurs allemands qui ne valaient pas mieux, écrivait :

« On dit que les seigneurs abusent du glaive et qu'ils égorgent à leur tour. A ces chiens sanguinaires, il importe peu de frapper l'innocent avec le coupable; ils portent l'épée pour assouvir leurs passions. Oh! les brutes immondes pires que les loups et les tigres! ».

Les temps où Luther avait raison de dire de son peuple : « Il n'y a pas de nation plus méprisable que les Allemands ».

Voici revenus les temps où Hermann prêchait « le massacre de tous les prêtres et magistrats ».

Les temps où Mathias Harlem partait de Munster, qu'il appelait « la montagne de Sion », pour soumettre, disait-il, « toutes les nations de la terre à son pouvoir ».

Les temps où le même Harlem, à la tête d'une bande féroce, brûlait les églises et forçait les habitants paisibles à apporter à ses pieds leur or, leur argent et leurs bijoux.

Car les principes de Luther, de Harlem et de Hermann, aggravés par ceux de Kant et de Fichte, gouvernent l'armée et le peuple allemands contemporains; ils dictent leurs actes dans la guerre actuelle.

On a dit que c'est une guerre économique, une lutte pour l'hégémonie industrielle et commerciale, une guerre que la France n'a pas cherchée, mais qui lui vaudra la reconquête de ses provinces perdues. Mais c'est aussi — c'est peut-être surtout — une guerre de religion. Les Allemands ont voulu cela, au xxe siècle; ils l'ont voulu et s'en sont vantés.

Nous avons là-dessus leur propres aveux. Prenons-en un parmi une centaine, celui du pasteur Johannès Muller, l'un des écrivains protestants les plus populaires d'Allemagne : « Par beaucoup, en Allemagne et hors d'Allemagne, lisait-on naguère dans *la Semaine littéraire de Genève*, Johannès Muller est considéré comme un esprit affranchi, un conducteur d'âmes, une volonté et une conscience ». Consultée par un disciple qui lui avouait que la guerre telle que la faisait l'Allemagne « le troublait profondément », cette conscience répond; elle emploie contre les martyrs catholiques belges des termes que ne désavouerait pas Luther; elle excuse les atrocités allemandes, et conclut ainsi :

« Cette guerre me fait, moi aussi, prodigieusement souffrir, au point de me rendre mélancolique. Mais, d'un autre côté, *je suis content que cela soit arrivé*. Car je vois toujours dans cette

guerre une nécessité pour le développement de la culture, et J'ATTENDS D'ELLE UN PAS EN AVANT POUR LA VENUE DU RÈGNE DE DIEU ».

De quel Dieu?

Demandez-le aux soldats qui, d'après des témoignages irréfutables, ont massacré des religieuses et des prêtres, lesquels représentaient, selon l'aveu de leurs bourreaux, « la plus grande force morale du pays »; demandez-le à ceux qui ont martyrisé un de ces prêtres, un vieillard, en lui offrant la vie sauve s'il voulait abjurer le catholicisme.

Demandez-le surtout à leur maître Guillaume II qui, bien avant la guerre, avait dit et écrit que « la destruction de l'Église romaine est le but suprême de sa vie (1) ».

Il disait à ses soldats :

« Le Très-Haut sera avec Guillaume.

« Rappelez-vous que vous êtes le peuple élu! L'Esprit du Seigneur est descendu sur moi parce que je suis l'Empereur allemand.

« Malédiction et mort à ceux qui résistent à ma volonté! Malédiction et mort à ceux qui ne croient pas en ma mission! Malédiction et mort aux lâches!

(1) Lettre à la landgravine de Hesse.

« Que les ennemis du peuple allemand périssent! Dieu demande leur destruction. Dieu, par ma bouche, vous ordonne d'exécuter ma volonté » (1).

Jamais un prince français, jamais un autre prince chrétien n'ont prononcé de pareilles paroles. C'est, presque mot pour mot, ce que vociféraient au XVIe siècle, en Allemagne, les mystiques détachés de la raison (*) et de la discipline catholique, les anarchistes névropathes et sanguinaires.

Les officiers, les poètes, les philosophes, les savants, les maîtres d'école qui avaient l'ordre de préparer le triomphe de Luther, de Fichte et de Krupp se chargeaient de répéter et de commenter les paroles impériales. Guillaume et ses domestiques avaient, d'ailleurs, des précurseurs, des modèles dont on répandait les pamphlets à profusion, tel Gorres qui écrivait dans *le Mercure de Souabe* un siècle exactement avant les événements de septembre dernier :

« *Réduisez en cendres cette basilique de Reims où fut sacré Clodovig*, où prit naissance cet empire des Francs, faux frères des Germains, *incendiez cette cathédrale!* ».

(1) Extrait de plusieurs discours du kaiser.

Ces excitations ont produit l'effet que Guillaume II, ce Mathias Harlem moderne, en attendait. Elles l'ont produit d'autant plus facilement qu'il n'a cessé de les continuer après la déclaration de guerre et de placer son armée et ses crimes sous la protection d'un personnage qu'il nomme « mon vieux Dieu ».

En voyant le résultat de ses prédications, en constatant les crimes commis à Louvain, à Reims et en tant d'autres lieux contre les hommes, contre la civilisation et contre Dieu lui-même, toutes les âmes sincères seront convaincues que ce personnage n'est ni le Dieu des catholiques, ni celui des protestants, mais une idole mythologique sortie des forêts de la vieille Germanie, où elle naquit des instincts terrorisés d'une peuplade de barbares.

Il excite aussi ses soldats au nom du grand ancêtre que, dans une récente proclamation, il appelle « mon ami Luther ». Quelque jour, il s'identifiera au père de la Réforme, il se proclamera le Luther des temps nouveaux. Et il aura raison.

« Ce qui me choque le plus dans Luther, dit Erasme en une de ses lettres à Mélanchthon, c'est que tout ce qu'il entreprend de soutenir, il le pousse à l'extrémité et jusqu'à l'excès. Averti de ses excès, loin de s'adoucir, il pousse encore plus

avant et semble n'avoir d'autre dessein que de passer à des excès encore plus grands ».

Et cela choque aussi dans Guillaume II.

Est-ce de Luther ou de l'empereur allemand qu'il s'agit dans les lignes suivantes :

« Cet homme qui a la singulière idée de s'appeler *Notharius Dei* divague, il a perdu à moitié le jugement. Et ce n'est pas étonnant, car il a soufflé et avec son souffle s'est déclaré un terrible incendie. C'est qu'il y avait là un magasin de poudres et son souffle en a approché une étincelle; et l'insensé qui, dans son aveuglement, ne l'a pas vue, dit en son délire : je suis tout puissant; voyez, mon souffle embrase, IL MET LE MONDE EN CONFLAGRATION! (1) ».

Cela fut écrit, il y a trois quarts de siècle, par le plus grand des théologiens et des philosophes de l'Espagne moderne. Ce que Balmes écrivait de Luther et de la conflagration du seizième siècle s'applique exactement à Guillaume II et à la conflagration actuelle. Cette dernière est, comme l'autre, et par la volonté prussienne, une guerre de religion.

Un gros livre allemand qui vient de paraître est intitulé *Unser heiliger Krieg*. (Notre guerre sainte).

(1) BALMES : *Le Protestantisme comparé au catholicisme*, chapitre XI.

Also sprach Mathias Harlem : ainsi parlaient les anabaptistes pour s'exciter au massacre des autres chrétiens.

C'est pourquoi les anabaptistes modernes devraient provoquer contre eux l'union de tous ceux qui participent à la civilisation européenne et universelle. Tous se trouvent en présence d'une menace formidable de régression vers la barbarie intellectuelle et morale, vers le plus sombre des fanatismes religieux ; tous, les catholiques comme les sceptiques et les athées, les conservateurs et les révolutionnaires, les orthodoxes grecs et russes, et même les protestants des pays non germaniques.

II

Pour les dernières lignes qui précèdent, nous avons répondu sommairement à une objection déjà faite à d'autres qui, avant nous, ont signalé le caractère religieux de la conflagration européenne.

Les Anglais protestants, dit-on, combattent aux côtés des Français et des Belges catholiques ; les Allemands protestants ont pour alliés les Autrichiens catholiques. Enfin, il y a, en France, une minorité de protestants qui ne sont ni moins Français ni moins patriotes que la majorité. On ne peut donc parler de guerre de religion. Les arguments abondent contre ce raisonnement.

Le grand journal français *le Temps*, qu'on ne peut suspecter de partialité contre les tendances intellectuelles germaniques et qui mériterait plutôt le reproche contraire, publiait récemment un tableau de l'histoire de la civilisation auquel nous empruntons quelques paragraphes :

« Sans doute, le monde moderne n'aurait pas pu surmonter toutes les crises de sa laborieuse adolescence s'il n'eût été soutenu, dans sa lente évolution, par les cadres de l'empire romain. La vie tourmentée du moyen âge est un long effort pour sauver le noble héritage que Rome a transmis aux nouvelles capitales de l'Occident latin, et qu'elle a recueilli elle-même dans les brillantes métropoles de l'hellénisme...

« Malgré des diversités de races que domine une admirable communauté de sentiments et de pensées, toutes les puissances maintenant alliées pour la défense du droit, c'est-à-dire, en définitive, pour le maintien des traditions intellectuelles et morales de Rome et d'Athènes, peuvent prendre leur part de ce témoignage de reconnaissance collective envers les initiateurs de la culture antique.

« ... Les historiens de l'Angleterre nous font voir comment la Grande-Bretagne a reçu, dès le deuxième siècle de l'ère chrétienne, l'influence bienfaisante de la latinité... La logique mystérieuse de l'Histoire a voulu qu'au moment précis où le sort de la nation anglaise allait se décider, prendre parti entre le génie latin et la mentalite germanique, l'arrivée des Normands de France, et aussi des Bretons, des Poitevins du duc de

Normandie, apportât aux habitants de la Grande-Bretagne ce qui était nécessaire à l'achèvement de leur caractère national. Désormais initiés, pour toujours, à des institutions politiques dont la plupart continuent de régir encore leur domaine, ils ont recueilli de la main même des continuateurs d'une tradition séculaire les premiers chefs-d'œuvre d'une littérature écrite en langue romane et déjà inspirée par les grands modèles de l'antiquité. C'est pourquoi l'époque de la Renaissance est la même que pour l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la France. Ce développement de la nation anglaise est d'accord avec le progrès de tous les peuples latins. Shakespeare appartient au siècle de Michel-Ange, de Cervantès, du Camoëns, de Ronsard, de Montaigne et de Rabelais. »

Le Temps dit ensuite que « la barbarie germanique est demeurée naturellement réfractaire » à cette Renaissance européenne.

Au seizième siècle l'Angleterre devient protestante, mais la civilisation à laquelle elle participait la mit en garde contre les extravagantes conséquences de la doctrine religieuse allemande. Peu à peu elle devait éliminer le venin luthérien qui l'aurait infailliblement dégradée.

Cela est vrai, à plus forte raison, pour les protestants français, enfants égarés de la Rome impé-

riale et pontificale, mais ses enfants quand même. Ceux d'aujourd'hui ne peuvent pas faire que leurs ancêtres qui se convertirent ne fussent des latins et des Français : ils portaient en eux des siècles de civilisation, d'ordre, de logique, de clarté, de politesse et d'honnêteté française. Toutes ces qualités étaient trop enracinées pour ne pas constituer chez eux et leurs descendants un puissant antidote contre le poison luthérien. Si ce poison a agi un peu sur ces derniers dans la période kantienne de notre histoire dont nous parlerons plus loin, le mal n'est pas grand en comparaison de celui qui a été fait à l'âme allemande. Puissent les tragiques leçons de l'heure actuelle achever de briser tous les liens entre Montauban et Berlin !

Pour en revenir à la Grande-Bretagne remarquons que, dès le début, il y a une différence profonde, un abîme entre l'Eglise anglicane et l'Eglise allemande. L'Angleterre conserva la hiérarchie ecclésiastique, l'épiscopat pour le maintien duquel en Allemagne Mélanchthon avait lutté, car il prévoyait que si on ne rétablissait pas l'autorité des évêques, « la discorde serait éternelle et qu'elle serait suivie de l'ignorance, de la *barbarie* et de toutes sortes de maux » (1).

---

(1) Livre IV, p. 196.

Mélanchthon insiste maintes fois, mais sans succès, sur cette nécessité : « Il faut tout dire ; Mélanchthon n'était pas beaucoup en peine de rétablir la puissance temporelle des évêques ; ce qu'il voulait rétablir, c'était la police ecclésiastique, la juridiction spirituelle, et en un mot, l'administration épiscopale, parce qu'il voyait que sans elle tout allait en confusion : « Plût à Dieu, plût à Dieu que je pusse « non point confirmer la domination des évêques, « mais en rétablir l'administration, car je vois quelle « Église nous allons avoir si nous renversons la « police ecclésiastique ! Je vois que la tyrannie sera « plus insupportable que jamais. » C'est ce qui arrive toujours quand on secoue le joug de l'autorité légitime. Ceux qui soulèvent les peuples sous prétexte de liberté se font eux-mêmes tyrans ; et si on n'a pas encore assez vu que Luther fut de ce nombre, la suite le fera paraître de manière à ne laisser aucun doute (1). »

Le maintien de l'épiscopat n'est pas le seul point par lequel l'Église d'Angleterre s'est séparée du protestantisme de Luther et de Calvin ; elle a gardé presque tous les dogmes du catholicisme. Elle est plus près de Rome que de Berlin. Le roi Henri VIII, son fondateur, avait bien compris les

(1) Bossuet : *Histoire des variations des Eglises protestantes*, liv. V.

dangers que les doctrines allemandes faisaient courir aux mœurs et à l'intelligence de ses peuples, lui qui, après sa rupture avec la papauté comme avant, ne cessa de persécuter les luthériens, les calvinistes et les wiclefistes et les empêcha d'étendre leur lèpre sur toute la Grande-Bretagne.

Il persécuta aussi les catholiques. Mais une fois passées les périodes d'effervescence et d'apostolat, les sentiments de haine s'adoucirent alors qu'ils ne faisaient que s'exalter en Allemagne; et ils ont fini par faire place, de nos jours, non pas à la simple tolérance — car ce mot appelle à l'esprit celui d'erreur — mais au respect. Le catholicisme a cessé de décliner en Angleterre; il est plutôt en progrès.

Au reste, jamais le roi Georges, jamais un de ses ministres, de ses généraux, des professeurs de ses universités n'ont déclaré qu'ils sont contents que la guerre soit arrivée parce qu'ils attendent d'elle « un pas en avant pour la venue du règne de Dieu », jamais ils n'ont excité le fanatisme de leurs soldats au nom du « vieux Dieu », au nom de « l'ami Luther ».

Au contraire! quoiqu'ils aient été peu luthériens dans le passé, les Anglais le sont encore moins aujourd'hui qu'ils voient le fanatisme allemand à l'œuvre. Leur respect pour la puis-

sance éducatrice du catholicisme opposée à la puissance destructrice et anarchiste de la religion allemande en est accru. C'est ainsi qu'on pouvait lire récemment dans un journal protestant anglais paraissant en pays musulman, *l'Egyptian Mail :*

« Que nous nous raillions ou non au catholicisme, le fait n'en demeure pas moins que l'Eglise catholique romaine a un nombre d'adhérents bien plus grand que toutes les autres branches de la chrétienté réunies... *L'Eglise catholique est aujourd'hui la seule et la plus grande puissance éducatrice de l'Egypte, sans excepter le gouvernement lui-même* ».

Pendant que les Anglais, sans renier leur religion, mais en présence de ce fait indéniable : les bienfaits de la civilisation catholique en Orient, s'inclinent devant la papauté et reconnaissent que ses services sont supérieurs à ceux de leur gouvernement, que fait le kaiser dans les pays musulmans?

III

« Parmi les singularités qu'il (Luther) avançait tous les jours, il y en eut une qui étonna tout le monde chrétien. Pendant que l'Allemagne, menacée par les armes formidables du Turc était toute en mouvement pour lui résister, Luther établissait ce principe : *qu'il fallait vouloir non seulement ce que Dieu veut que nous voulions, mais absolument tout ce que Dieu veut;* d'où il concluait que *combattre le Turc, c'était résister à la volonté de Dieu qui nous voulait visiter* (1) ».

Telles sont les conséquences de la doctrine luthérienne appliquée au gouvernement des peuples : elles les conduiraient forcément au suicide. Aucune nation protestante n'a observé sur cette question du fatalisme le credo du père de la Réforme. Luther a été renié par les siens. Tant il est vrai que les anarchistes ne peuvent s'entendre que lorsqu'il s'agit de démolir et que l'histoire du

---

(1) Bossuet : *op, cit;* liv. I.

protestantisme n'est que celle de ses variations et de ses luttes intestines!

Mais en ce qui concerne les Turcs, les Allemands ont fait pire que de suivre le conseil que leur donnait Luther de ne pas les combattre; ils se sont alliés avec eux, non pas pour une guerre d'intérêts temporels, mais pour une guerre religieuse. Guillaume, au nom de « son vieux Dieu » et de « son ami Luther » s'est proclamé le protecteur de l'islam. Sur ses conseils, sur son ordre, le calife a décrété la « guerre sainte » (*). La guerre simple, celle que la Turquie moderne a faite jusqu'ici à d'autres pays d'Europe, à l'Italie, aux nations balkaniques, ne lui suffisait pas. Il a fallu que le Mathias Harlem du vingtième siècle — ou plutôt Hadji Mohammed Ghilioun, car c'est ainsi qu'on le nomme en pays musulmans, — obtienne des Jeunes Turcs constitutionnels la proclamation solennelle et moyenâgeuse de la « guerre sainte », c'est-à-dire de la guerre de religion; la guerre non pas à l'État français, à l'État anglais, à l'État russe, mais la guerre à tous les chrétiens en leur qualité d'infidèles, à l'exception des Allemands et des Autrichiens considérés comme fidèles d'Allah, une guerre à laquelle ne doivent pas participer les Turcs seulement mais où l'on appelle tous les musulmans du monde entier. Il ne peut y avoir

aucun doute sur ce point. Ce n'est pas le drapeau rouge de l'État ottoman qu'on agite mais l'étendard vert du Prophète et du calife.

Qu'on ne nous objecte point que la Turquie n'a pas déclaré la guerre à l'Espagne, à l'Italie et aux autres pays neutres. Le principe a été posé ; les kurdes sauront en tirer les conséquences. Déjà tous les intérêts catholiques en Orient sont en souffrance, et si le monde musulman tout entier n'a pas pris les armes, ce n'est pas la faute de la propagande allemande et turque.

Si cette trahison allemande qui met le kaiser au ban de la civilisation n'a pas soulevé le dégoût et l'indignation de toute la chrétienté c'est que, vraiment, il y a quelque chose de changé dans le monde; il y a que l'unité morale de l'Europe est brisée : elle l'est depuis le seizième siècle. Beaucoup d'esprits incroyants ou sceptiques qui s'imaginaient que la Révolution française avait clos l'ère des guerres de religion commencent, à la lumière aveuglante des faits, à comprendre cette vérité. Et ils en sont frappés de stupeur.

Il ne suffisait pas à Guillaume de se poser en champion et protecteur de l'Islam. Ce cabotin sinistre, qui se fait passer auprès des Espagnols pour converti au catholicisme, fait dire en Orient qu'il est musulman (*).

Tous les moyens sont bons pour parvenir à sa fin qui est la destruction du catholicisme ; son peuple, dans le présent comme dans le passé, a toujours pensé comme lui. Gœthe lui-même, le sage et grand Gœthe, ne fait pas exception quand il s'agit d'exciter le fanatisme germanique, Gœthe qui est l'auteur du petit poème suivant :

« C'est la gloire des hommes de la Germanie d'avoir haï le christianisme jusqu'au temps où les braves Saxons succombèrent sous l'épée fatale du seigneur Charles. Ils luttèrent assez longtemps, mais enfin ils furent domptés par la prêtraille et se courbèrent sous le joug ; mais ils remuèrent toujours de temps en temps. Ils n'étaient que dans un demi-sommeil quand Luther traduisit si bien la Bible en allemand. »

Pour Gœthe, la Réforme n'était qu'une transition pour aboutir à l'anéantissement du christianisme. L'homme de la guerre sainte, « Sa Majesté islamique Hadji Mohammed Ghilioun » semble avoir repris cette idée. Tous les moyens sont bons pour soulever le fanatisme musulman, tous, même les plus odieux, les plus grotesques. C'est pourquoi les Turcs ont lu dans leur journal *Terdjiman-I-Afkier*, le 6 décembre :

« Le discours délivré par Sa Majesté islamique Guillaume II, prononcé la semaine dernière, du

trône installé dans l'ancienne Chambre du Parlement français, est un document inoubliable de ses exploits. Entouré par les vaincus, il offrit son impériale main à baiser à tous les anciens députés de la Chambre française dont les cœurs étaient touchés par la magnanimité de Sa Majesté islamique. »

C'est pourquoi un autre journal turc, le *Djerideh-I-Sharkeyeh,* a publié cette stupéfiante nouvelle :

« Conformément à une dépèche radiotélégraphique reçue de Belgique au bureau allemand, toute la population du nouveau territoire conquis par les Allemands a prêté serment de fidélité à Sa Majesté islamique. La population belge de toutes classes s'empresse par milliers auprès des fonctionnaires allemands et *se convertit à la vraie foi islamique. Les Belges transforment volontiers leurs églises en temples musulmans. Puissent leurs bons exemples être suivis par les autres infidèles !* »

Comment, en entendant de pareilles nouvelles répétées, amplifiées dans les mosquées, les fanatiques et ignorants musulmans d'Asie Mineure ne croiraient-ils pas que l'islam, rajeuni et fortifié par la conversion de l'Allemagne, s'est levé pour la conquête du monde ?

On a lu, enfin, dans un autre journal turc :

« Le harem de Sa Majesté islamique Guillaume II et les harems de ses officiers d'état-major arriveront à Constantinople au début du printemps. Dix des plus puissants dreadnoughts britanniques capturés escorteront le harem impérial ».

C'est logique. Un prince musulman et ses officiers d'état-major doivent avoir des harems.

En 1540, Philippe, landgrave de Hesse, voulut épouser Marguerite de Saal du vivant de sa première femme, Christine de Saxe, et sans même se séparer de celle-ci. Il demanda une « consultation » à huit docteurs protestants parmi lesquels Luther, Mélanchthon et Bucer. Luther rédigea, signa et fit signer par les autres un document qui est un des monuments les plus monstrueux de l'aberration religieuse. Il conclut à l'autorisation du mariage. On y lit :

« Si Votre Altesse est entièrement résolue d'épouser une seconde femme, nous jugeons qu'Elle doit le faire secrètement... c'est à dire qu'il n'y ait que la personne qu'Elle épousera et peu d'autres fidèles qui le sachent .. L'on ne doit point se soucier beaucoup de ce qui s'en dira, *pourvu que la conscience aille bien*... Votre Altesse a donc dans cet écrit non seulement l'approbation

de nous tous en cas de nécessité sur ce qu'Elle désire, mais encore les réflexions que nous y avons faites ; nous La prions de les peser en prince vertueux, sage et chrétien, et *nous prions Dieu qu'il conduise tout pour sa gloire et pour le salut de Votre Altesse* ».

Toute la mentalité allemande se trouve dans ce document : l'hypocrisie ; l'anarchie intérieure ; la bassesse ; le vice toléré, encouragé, pourvu que peu de personne en soient témoins ; le sadisme luthérien qui place sous la protection de Dieu les plus honteux des actes ; la déformation, la perversion du sentiment religieux.

Et dire que les huit docteurs qui ont signé cela sont les mêmes qui brisaient l'unité religieuse de l'Europe et mettaient le monde à feu et à sang sous prétexte que quelques évêques vendaient des indulgences !

Mais il y a un autre document qu'il ne faut pas séparer de cette consultation ; c'est le contrat de mariage passé, le 4 mars 1540, par devant Balthazar Rand de Fulde « notaire public impérial ». On y trouve, entre autres considérants :

« Que Son Altesse s'en est expliquée à *beaucoup* de prédicateurs doctes, prudents et chrétiens, et qu'Elle les a là-dessus consultés. Que ces grands personnages, après avoir examiné les

motifs qui leur avaient été représentés, *ont conseillé à Son Altesse de mettre son âme et sa conscience en repos par un double mariage.* Que la même cause et la même nécessité ont obligé la Sérénissime Princesse Christine, duchesse de Saxe, première femme légitime de Son Altesse, par la haute prudence et par la dévotion sincère qui la rendent recommandable, *à consentir de bonne grâce qu'on lui donne une compagne*, afin que l'âme et le corps de *son très cher époux* ne courent plus de risque, et QUE LA GLOIRE DE DIEU EN SOIT AUGMENTÉE, comme le billet écrit de la propre main de cette princesse le témoigne suffisamment. »

Un prince allemand « vertueux, sage et chrétien » bigame avec l'autorisation des fondateurs du protestantisme et de sa « prudente et dévote » épouse afin « que la gloire de Dieu en soit augmentée »!

C'est la même fin qu'on invoque en mutilant les enfants, en violant les femmes, en massacrant les prêtres. Dieu, toujours Dieu! toujours le même horrible Dieu germanique!

Guillaume II n'a pas besoin de se faire musulman pour avoir le droit de prendre deux ou trois femmes. « Son ami Luther » et sept autres des pères de la Réforme lui donnent ce droit.

Et maintenant, journalistes et orateurs carlistes qui avez applaudi à l'entrée en lice des Turcs, qui n'avez pas cessé ces applaudissements lorsque le calife proclama la guerre sainte, qui préférez l'Orient musulman et l'Allemagne des huit conseillers du landgrave Philippe à « la France incroyante », qui célébrez les vertus et la magnanimité du nouveau Luther, — continuez à affecter de croire et à faire croire aux simples que le kaiser est catholique, continuez à pousser vos prêtres à faire fumer l'encens très pur de vos églises devant « Sa Majesté islamique Hadji Mohammed Ghilioun »! Votre aveuglement et vos passions seront l'un des plus grands scandales de l'histoire de notre temps!

IV

L'Autriche catholique est alliée de l'Allemagne protestante. Ce sera, devant les futurs historiens impartiaux, la honte éternelle de l'empereur François-Joseph et de ses ministres d'avoir permis que « l'ami de Luther » fît de cette guerre un moyen de propagande religieuse. Ils se sont tus, alors qu'en Allemagne même des catholiques, trouvant qu'on allait vraiment trop loin, osaient, au milieu de la terreur générale, élever quelques timides réclamations ; un de leurs journaux, le *Koelnische Volkszeitung*, s'est plaint de la propagande protestante que des associations évangéliques allemandes font parmi les soldats étrangers prisonniers.

Mais le *Reichsbote* de Berlin a déclaré que cette propagande est *un devoir* pour les Allemands, « le peuple de la Réforme » , il a demandé qu'on permît aux pasteurs de visiter les prisonniers et de répandre parmi eux les bibles protestantes traduites en français, en anglais, en polonais et en russe.

Les journaux protestants des pays neutres

rapportent ces faits et d'autres non pour les approuver, mais pour s'en indigner. Car, nous ne saurions trop le répéter, ce serait commettre la pire des injustices que d'envelopper dans la même horreur et la même réprobation les protestants de tous les pays d'Europe. La religion des Suisses et des Hollandais n'est pas celle des Allemands, bien qu'elle ait le même nom et les mêmes rites. D'ailleurs, ils se chargent eux-mêmes de rompre leurs liens de solidarité religieuse avec les hordes du kaiser. Par exemple, le journal protestant suisse *le Semeur vaudois* considère la guerre actuelle *comme une honte pour le protestantisme* puisque c'est l'Allemagne protestante qui martyrise la Belgique innocente et que ni ministres, ni docteurs, ni savants n'ont osé désapprouver ce fait :

« Si quelques robes de pasteurs, ajoute-t-il, droites et fières, de celles qui devaient symboliser, de la part de Dieu, la vérité et l'honneur s'étaient dressées ! Quelle humiliation qui découle sur la famille protestante tout entière ! »

Les protestants suisses trouvent la conduite des Allemands tellement exécrable qu'ils estiment que la guerre sera profitable au catholicisme. Ils admirent la renaissance religieuse française. Citons encore *le Semeur vaudois :*

« La France s'est tournée presque tout entière vers l'Église catholique. N'est-ce pas l'Église de la patrie ? C'est, en tout cas, pour la masse des Français, l'Église des aïeux, l'Église de Jeanne d'Arc, la vierge lorraine, la libératrice du territoire auréolée de son caractère féminin, de son origine, de sa jeunesse, de ses visions surnaturelles, de l'espoir qu'on met en elle comme dans la sainte française de l'avenir. N'a-t-on pas promis solennellement de lui élever un temple magnifique si elle délivrait la France des Allemands ?

« Un écrivain aimé, Pierre Mille, a raconté qu'un protestant français lui avait dit : « Je ne me contente plus des sermons de nos pasteurs ; pour être en communion avec la France, je vais aussi à la messe ». Et Pierre Mille ajoutait que lui-même, quoique désaffecté depuis longtemps, sentait désormais le besoin de communiquer religieusement avec son peuple ».

Comme nous l'avons vu plus haut, le gouvernement anglais n'a pas fait de cette guerre un instrument de propagande religieuse. Il ne cherche pas à anéantir les croyances de ses alliés français comme font les protestants d'Allemagne à l'égard de celles des Austro-Hongrois.

De son côté, le gouvernement français a gardé

en matière de religion une stricte neutralité légale, tout en rendant aux prêtres et aux religieuses héroïques l'hommage qu'ils méritent. Il n'a peut-être pas favorisé, encouragé le magnifique élan de la France vers Dieu ; il ne l'a pas entravé non plus. Ce qui devait arriver est arrivé. L'Esprit a soufflé, sans que de fanatiques névropathes s'arrogeassent le droit de hurler en son nom.

« On communique des Flandres que, parmi les chefs, officiers et soldats protestants anglais qui forment partie de l'armée d'opérations, on observe un mouvement marqué vers le catholicisme ; on les voit fréquenter avec ferveur les temples catholiques. On attribue cela à l'exemple de religion et de soumission des soldats et des officiers français catholiques, spécialement de ceux qui ont un caractère sacerdotal. On dit qu'à la fin de la guerre, il y aura de nombreuses conversions de protestants au catholicisme ».

Cet entrefilet a été publié par le journal carliste et catholique de Barcelone, qui ne cesse d'insulter la France, son peuple et son armée et de vanter les vertus et la piété des Allemands et des Turcs. Et après avoir lu ces lignes dans leur propre journal, les rédacteurs n'ont pas rougi de honte, et ils n'ont pas brisé leurs plumes !

V

« La Grèce vaincue conquit son rude vainqueur et introduisit les arts dans le Latium agreste (1). »

Temps heureux de l'antiquité où la défaite d'un peuple civilisé n'était que le prélude d'un nouveau triomphe de la civilisation !

Temps plus heureux encore des aubes chrétiennes où les barbares victorieux déposaient leurs armes devant la majesté de la Raison catholique et romaine et se faisaient éduquer par les prêtres et les artistes des vaincus ! Temps où une femme faisait baptiser Clovis et les Francs que les Germains devaient traiter de faux frères parce que, dans le sanctuaire de Reims, Dieu les avait élus pour des gestes augustes !

Les Allemands modernes ont changé tout cela avec la complicité plus ou moins consciente des nations civilisées.

L'histoire intellectuelle du dix-neuvième siècle est l'histoire de l'empoisonnement de la pensée

(1) HORACE.

européenne et principalement de la pensée française, par la philosophie allemande issue de Luther. Mais l'influence de la barbarie d'outre-Rhin se fit surtout sentir à la suite de la guerre de 1870. Ceux qui nous avaient subjugués sur les champs de bataille gouvernèrent aussi dans nos universités. Le conquérant barbare vainquit une seconde fois le peuple civilisé et lui imposa le culte de ses professeurs et de ses philosophes. Kant devint un demi-dieu.

Il a fallu les tragiques leçons des événements présents pour amener une réaction. Et encore avons-nous des esprits distingués qui n'ont pas ouvert complètement les yeux et gardent le silence sur les méfaits du kantisme. Tel M. Boutroux, dans une étude publiée par la *Revue des Deux Mondes* :

« M. Boutroux, écrit Charles Maurras en un article qui a été déjà cité (1) mais qu'on ne saurait trop relire, a négligé de voir ou de dire l'essentiel : savoir que, depuis le XVI[e] siècle, par la doctrine du libre examen et de la souveraineté du sens propre, l'Allemagne, autrefois participante de la civilisation européenne, a fait schisme, puis régression, puis un vrai retour à l'état sau-

(1) *La Catalogne et les germanophiles*, par Marius ANDRÉ.

vage ; que la science de l'Allemagne, bénéficiant de la vitesse acquise, s'est développée d'une part, mais que sa philosophie théologique et morale a été, d'autre part, en recul constant, car l'individualisme absolu, tel qu'il se dessina chez Kant, dut aboutir à un anarchisme sauvage, l'anarchie de chaque être pouvant faire un dieu de son « moi » ; que cette apothéose du « moi » se tourna, grâce à Fichte, à diviniser le « moi » allemand, la nature de l'Allemagne considérée comme être parfait, type pur, modèle absolu de toute chose, et qu'ainsi toutes les aberrations, toutes les grossièretés, toutes les férocités, naturellement impliquées dans le caractère allemand se trouvèrent monstrueusement accrues et multipliées par le culte systématique officiel, public, que leur faisait accorder la morale en cours. Il n'y eut plus ni vrai, ni faux, ni bien, ni mal, mais seulement allemand et non allemand comme, dans le jargon de la même école, moi et non moi. De là, la conception de « science allemande ». De là, une morale allemande. De là, l'abolition de toute connaissance et de toute vertu qui se flatteraient d'être défavorables ou simplement extérieures à l'Allemagne. De là, une anarchie intérieure très complète et ramenant dans la direction de la sauvagerie, bien que coïncidant avec toutes les res-

sources matérielles que la civilisation met au service de toutes les nations. »

Les raisons invoquées par Maurras, ajoutait-on, s'imposent avec une telle force — celle de la santé et de la logique — que quelques jours après, en une conférence à Londres, M. Boutroux se décidait à inculper Kant.

Quelques personnages au cerveau encore obscurci consentent à sacrifier Fichte et les philosophes allemands contemporains ; mais ils demandent grâce pour Kant dont ils voudraient continuer à faire l'éducateur de notre jeunesse. Maurras leur a répondu. Les professeurs de l'Institut catholique de Paris leur ont répondu :

« Ils ont eu le courage de dénoncer dans la culture allemande le vice intellectuel qui en explique le dérèglement. Ils ont montré *le lien vivant qui rattache l'Allemagne idéaliste à l'Allemagne brutale*, et comment une philosophie qui semblait inoffensive par l'excès de ses abstractions s'est réalisée, si l'on peut dire, dans cette mentalité sauvage dont le monde civilisé demeure étonné. Ils ont osé touché à Kant et faire peser sur ce funeste génie une lourde part de responsabilité dans la déviation morale dont les savants et les artistes allemands nous ont donné la douloureuse évidence... La démonstration qu'il n'y a pas, qu'il

n'y a jamais eu deux Allemagnes l'emporte sur toute considération. Elle est, à cette heure, de salut national.

« Kant, dit le manifeste de l'Institut catholique, n'a-t-il pas posé en principe que chacun doit agir de telle sorte que ses actes puissent être érigés en règle *universelle*, laissant à la conscience *individuelle* le soin de juger si la condition est remplie? Il est impossible de mieux dénoncer le sophisme sur lequel le philosophe de Kœnigsberg appuie sa morale. (1) »

A ceux qu'indignent aujourd'hui les théories de Fichte, mais qui ne désertent point le culte de Kant, Balmes avait déjà répondu, il y a 70 ans :

« Le système de Kant conduit à celui de Fichte. Lorsque quelqu'un pose un principe périlleux, il ne manque jamais un autre assez audacieux pour en tirer toutes les conséquences, quelles qu'elles soient. (2) »

Assez audacieux ; disons aussi assez logique.

L'individualisme absolu, l'apothéose du « moi », la divinisation du « moi allemand » déjà impliqués dans le kantisme sont condensés en quelques

---

(1) Paul Bourget, dans l'*Echo de Paris*.

(2) *Philosophie fondamentale*, liv. 9, ch. XIX.

phrases lapidaires dans les *Discours à la nation allemande* de Fichte :

« Il faut, dit-il, élever la nation allemande en l'induisant à acquérir conscience de soi-même, c'est-à-dire de sa pure essence germanique afin de réaliser cette essence à l'extérieur, lorsque ce sera possible, et la faire régner sur le monde.

« *L'Allemand est à l'égard de l'étranger ce que le bien est à l'égard du mal.* »

« *Non seulement l'Allemagne est élue par la Providence, mais encore elle est la seule élue.* »

« Cette phrase qui serait monstrueuse si elle n'était ridicule, écrit un conservateur espagnol, s'est convertie en doctrine dans tout l'empire allemand d'aujourd'hui, dont le nouveau Messie, le kaiser Guillaume II, vient sauver l'humanité non avec des paroles de paix et de concorde, comme le Christ, mais par le sang et par le feu, pour mener à bout cette difficile « mission providentielle (1). »

Mieux que dans les chaires de l'université, la lutte contre la philosophie allemande se fait actuellement sur les champs de bataille. Kant et Fichte seront, avec leurs prédécesseurs Luther

(1) Alvaro Alcala Galiano : *La verdad sobre la guerra.*

et les anabaptistes, et avec leurs successeurs le kaiser, ses « savants » et ses généraux, les vaincus de cette guerre. Nos soldats façonnent de nouvelles âmes, ils *agissent* de nouvelles pensées qui éclaireront l'intelligence de leurs enfants. Que de témoignages magnifiques de cette action nous avons déjà ! Au hasard de notes prises au jour le jour nous citerons celui qu'a si éloquemment commenté M. le chanoine Collin, de Metz, dans une de ses conférences. Étudiant les ressorts de l'âme française, son amour du sol natal, son esprit de solidarité, sa vaillance et sa confiance, il répète, d'après un combattant, le récit des prouesses d'une brigade française qui *veut* venger ses morts et vaincre :

« Chacune des balles qui touchait l'un de nous, dit le narrateur, exaspérait la brigade tout entière, ainsi que le marteau cognant la cloche fait rendre à tout le métal un son total et infini; » puis il ajoute cette étrange parole : « *Nous n'étions plus chacun, nous étions tous*, » et alors il montre la ruée formidable vers les bataillons prussiens. Je cite encore mon héros : « Nous ne voulions plus entendre que le terrible grondement de nos six mille bonds, le fracas de nos quarts heurtant les bidons et le souffle rugissant de nos poitrines. » Et il ajoute cette parole plus belle et plus signifi-

cative encore que la première : « Étais-je moi? Non, j'étais nous! »

« Ah! messieurs, reprend le chanoine Collin, permettez à mon admiration de répéter ces deux formules : « *Nous n'étions plus chacun, nous étions tous! Étais-je moi? Non, j'étais nous!* » J'indique aux historiens de l'avenir ces deux mots sortis du cœur d'un soldat et des actes de toute une brigade comme l'épitaphe à inscrire sur *le tombeau de l'individualisme* définitivement mort dans notre pays, et j'invite la jeunesse à les prendre à l'avenir comme les mots de passe de la fraternité française. »

VI

L'Espagne aussi, la catholique Espagne, a subi l'influence de la philosophie et de la religion luthériennes. Déjà, vers 1840, Balmes la craignait, la prévoyait, quand il écrivait :

« Il ne serait pas impossible qu'à la faveur de l'un des ébranlements qui fatiguent notre nation malheureuse, on vît s'élever parmi nous des hommes assez aveugles pour tenter d'introduire dans notre pays la religion protestante. Le jour où elle prétendrait au droit de cité, l'opinion nouvelle se présenterait sous un air modeste, sollicitant uniquement le droit d'habitation, au nom de la tolérance et de l'hospitalité; mais bientôt son audace s'accroîtrait, elle réclamerait d'autres droits, et on la verrait disputer le terrain pied à pied à la religion catholique. L'aversion avec laquelle les peuples regarderaient la prétendue réforme serait, qu'on n'en doute pas, accusée de rébellion; les pastorales des évêques, qualifiées de suggestions insidieuses; le zèle de nos prêtres traité de provocations séditieuses. Au milieu des efforts des uns et de la résistance des autres, nous verrions se renouveler plus ou moins les scènes des temps qui ne sont plus. Il ne faut pas

oublier que lorsqu'il s'agit de religion, en Espagne, on ne peut compter sur la froideur et l'indifférence que d'autres peuples montreraient de nos jours dans le cas d'un conflit. En Espagne, les sentiments religieux sont encore profonds, vifs, énergiques. Le jour où on les combattrait de front, l'Espagne éprouverait une secousse aussi universelle que rude. Tous les hommes qui sentent battre dans leur poitrine un cœur espagnol doivent se mettre d'accord pour empêcher qu'une main funeste ne jette sur notre sol cette semence de discorde éternelle (1). »

Il écrivait au sujet de la philosophie allemande :

« Heureusement, il y a en Espagne un fonds de bon sens qui ne permettra point que ces *monstrueuses opinions* accueillies si facilement et si bienveillamment dans d'autres pays, s'introduisent et encore moins prennent racine parmi nous. C'est pourquoi il n'est pas à craindre que les erreurs dont je parle causent parmi nous les maux qu'elles ont produits dans d'autres pays. Toutefois, les études philosophiques sont tellement négligées parmi nous, il y a en Espagne un si petit nombre de personnes au niveau actuel de la science, qu'il serait facile, nous le craignons, qu'à

(*Le Protestantisme comparé au Catholicisme*, ch. XII.

l'insu des hommes de saine doctrine et de droite intention, certains novateurs hallucinés *s'emparassent de l'enseignement* et jetassent dans l'erreur la jeunesse crédule (1). »

Le philosophe catholique n'a pas besoin d'insister auprès de son correspondant sceptique pour lui faire comprendre combien est monstrueuse la philosophie allemande :

« J'éprouve un plaisir tout particulier en voyant que votre lettre me dispense, maintenant et pour toujours, de vous parler de la philosophie allemande et de la française qui en est une imitation. Je pressentais bien que *votre esprit naturellement juste, ami de la vérité et ennemi des abstractions*, ne pouvait s'accommoder de ce langage symbolique et de ces pensées fantastiques dont les bons Allemands ont orné la philosophie (2). »

Nous ne saurions trop faire remarquer que c'est à un sceptique que le théologien catalan s'adresse en termes si élogieux. Dans un autre passage il lui dit : « Je n'attendais pas moins de votre clair talent et de votre noble cœur. » De pareilles appréciations ne se trouvent jamais sous sa plume quand il parle des philosophes allemands; les termes qu'il emploie le plus volontiers pour qua-

(1) *Lettres à un sceptique*, VIII.
(2) *Op. cit.* lettre XI.

lifier ces derniers sont ceux de *monstruosité*, *délire*, *stérilité*, *extravagance*. « L'esprit naturellement juste, porté au vrai » du théologien sympathise avec celui d'un incroyant doué des mêmes qualités et a en horreur les philosophes luthériens qu'il appelle, avec un doux mépris « les bons Allemands » après les avoir traités de monstres.

Que pensent de leur génial compatriote les rédacteurs du *Correo Catalan* qui font l'éloge des philosophes allemands et écrivent plusieurs fois par semaine qu'ils préfèrent à la cause de la France « sceptique et incroyante » celle des Allemands et des Turcs parce que ceux-ci craignent et servent pieusement *leur* Dieu? Mais, que penserait de ces indigences spirituelles le grand Catalan de Vich dans sa logique et dans sa foi?

Balmes penserait « qu'à l'insu des hommes de saine doctrine et de droite intention, certains novateurs hallucinés » menacent de précipiter le peuple dans l'erreur.

Balmes semble avoir confiance en la santé de la France et préférer pour elle l'athéisme à la religion et à la philosophie de Luther et de Kant :

« Vous vous étonnez avec raison que cette philosophie ait pu se répandre en France où les esprits penchent plutôt vers l'extrême opposé,

c'est-à-dire vers un positivisme sensuel et matérialiste... Au surplus, si je dois dire franchement ma pensée, j'estime que *le génie français ne s'accommodera pas bien de la philosophie allemande...* Sans s'arrêter longtemps à discuter et à subtiliser sur la substance universelle et unique, il arrivera bientôt à la dernière conséquence qui est le pur athéisme (1). »

Il lui écrit encore :

« Ainsi donc vous avez pu rectifier ou, pour mieux dire, rejeter l'opinion que vous vous étiez formée sur le clergé catholique de France quand vous vous imaginiez que ses clameurs contre le venin de certain chef de l'Université étaient des déclamations fanatiques uniquement inspirées par l'esprit d'intolérance, et par un acharnement à enfermer l'entendement humain dans les limites prescrites par les prêtres (2). »

Par conséquent, cet homme qui, aux yeux de Balmes, paraît incarner le scepticisme français et avec lequel il entretient une correspondance courtoise, est assez éloigné du « délire » des « bons Allemands » pour finir, sous l'empire de la raison, par approuver le clergé français dans sa lutte contre les doctrines de l'élégant et fade,

1. *Op. cit.*, lettre XI.
2. *Op. cit.*, lettre X.

mais dangereux, Victor Cousin? Tant il est vrai que le théologien estime la justesse et la propreté d'esprit des vrais sceptiques que quelques-uns de ses compatriotes d'aujourd'hui couvrent d'injures!

A l'époque de Balmes, l'Allemagne était, intellectuellement et économiquement, bien éloignée de l'Espagne; elle n'existait pour ainsi dire pas; sa langue, ses industries étaient presque inconnues; les relations entre les deux pays étaient à peu près nulles. Il craignait que les « monstrueuses opinions » germaniques ne fussent introduites dans son pays par le canal de la littérature française: aussi mettait-il les Espagnols en garde contre la France irréligieuse et liberale et surtout contre quelques spiritualistes français qui traduisaient, commentaient ou délayaient les pauvres choses et les choses dangereuses d'outre-Rhin. Il craignait aussi l'influence de l'Angleterre protestante.

Aujourd'hui, il n'aurait pas les mêmes craintes. Il constaterait que l'Angleterre ne fait pas de prosélytisme protestant, qu'elle se rapproche, au contraire, du catholicisme pour lequel elle professe le plus grand respect. Les lois françaises sur les congrégations et la séparation de l'Église et de l'État auraient indigné son âme d'Espagnol, de

prêtre et de théologien. Mais avec quelle joie, par contre, il aurait assisté au renouveau du miracle des grands pèlerinages, qui est presque exclusivement français ! Avec quel enthousiasme il aurait salué, lui qui, malgré tout, admirait le génie français, le mouvement de renaissance catholique française qui a été accéléré par les événements actuels et leur est antérieur !

Mais il aurait frémi devant le péril dont les prétentions allemandes menacent le catholicisme. Quelle série de lettres il aurait écrites aux sceptiques et aux incroyants pour les appeler tous à la défense du patrimoine commun contre les « monstruosités » des « pieux » Allemands mille fois pires que l'athéisme et l'indifférence !

Peu de temps après la guerre de 1870, un enfant espagnol, qui devait devenir un grand écrivain, visita, avec son père, une fabrique espagnole dirigée — déjà ! — par des ingénieurs allemands qui les invitèrent à déjeuner. A la fin du repas, un de ces ingénieurs, qui s'appelait Jacobi, se mit à énumérer avec une orgueilleuse satisfaction tous les produits que son pays fabriquait et exportait dans les autres. Après avoir achevé son énumération, il fit une pause, puis reprit en souriant :

— Nous exportons aussi de la philosophie.

En racontant ce souvenir d'enfance, Palacio Valdès le fait suivre de réflexions qui prouvent qu'il n'a pas très bien compris la réalité, la puissance et le danger de cet article d'exportation. Balmes aurait pleinement compris. Il aurait ardemment souhaité le triomphe de la France qui, si elle est victorieuse, saura interposer entre l'Espagne de sainte Thérèse et l'Allemagne de Luther et de Sa Majesté islamique Guillaume II des barrières de douanes spirituelles difficiles à franchir.

Si des Espagnols germanophiles mettent nos affirmations en doute, nous ne pouvons que les engager à lire les œuvres de Balmes : cette lecture leur réserve des surprises. En parcourant les quatre volumes du *Protestantisme* et les *Lettres à un sceptique*, ils ne s'éloigneront guère de la palpitante actualité. Le Balmes de 1840 est beaucoup plus actuel que certains écrivains contemporains qui font du bruit aujourd'hui et qui seront illisibles demain. Il est plus actuel parce qu'il ne s'écarte pas de la vérité catholique et de la raison ; on ne peut en dire autant de cet harmonieux orateur que les carlistes appellent un « prophète » et qui s'est converti au messianisme prussien.

VII

Disons-le très clairement : par la phrase qui précède nous désignons Son Excellence don Juan Vazquez de Mella, député aux Cortès, chef du parti carliste. Sans une autorisation formelle et publique de son maître don Jaime de Bourbon, ancien colonel — non honoraire, comme l'a dit un de ses journaux, mais effectif — de l'armée russe, et colonel qui a été au feu, premier gentilhomme d'Europe puisqu'il est, dans la ligne mâle, le descendant le plus direct de saint Louis et de Louis le Grand, rois de France, sans cette autorisation, disons-nous, il a, grâce à son autorité, à son prestige et à son éloquence, jeté presque tout son parti dans le camp ennemi de celui des Français ; il y a jeté aussi un grand nombre de catholiques. Nous ne disons pas : tous les carlistes (*) ; le seul écrivain de talent que compte le parti, don Ramon de Valle Inclan, est un francophile enthousiaste. Nous disons encore moins : tous les catholiques.

Le mot d'ordre est parti de son journal *El Correo español* de Madrid et s'est répandu dans toutes les provinces et jusque dans les villages les plus reculés. Alors que des journaux royalistes conservateurs sont franchement francophiles ou observent tout au moins une neutralité plus ou moins bienveillante, les journaux carlistes étalent dans leurs colonnes, à l'égard de la France, des injures qu'ils expriment en un style de bibliques luthériens et de mystiques désordonnés. Par contre, ils ne trouvent pas de louanges assez fortes, et toujours dans le même style protestant, pour la pieuse Allemagne et pour son « grand » empereur. Ils parlent de Guillaume comme d'un héros et d'un saint; ils ont insinué qu'il est converti au catholicisme, mais ils se gardent bien de reproduire le discours sur « l'ami Luther » et les nouvelles de Constantinople relatives à « Sa Majesté islamique Hadji Mohammed Ghilioun ».

Les insinuations des premiers mois se sont vite transformées en affirmations catégoriques. Il ne suffit même plus de dire que le kaiser est catholique; des brochures, des pamphlets répandus à profusion apprennent aux Espagnols que l'empereur d'Allemagne est le meilleur des défenseurs de leur sacro-sainte religion et *un des plus grands*

souverains catholiques du monde (*). Dans les mêmes papiers la France est traitée de nation païenne. Les curés de villages et même de villes qui lisent ces articles et ces opuscules depuis près de huit mois ont fini par être persuadés, de bonne foi, que la victoire allemande amènerait dans l'Europe entière le triomphe du catholicisme qui n'aurait plus à craindre les menaces du paganisme français.

Pour l'honneur de son parti, pour son propre honneur, le « chevaleresque » Vazquez de Mella aurait dû élever la voix et protester contre ces immondes mensonges dont on fait remonter l'origine jusqu'à son entourage sinon jusqu'à lui-même. Mensonges d'autant plus blâmables qu'ils finissent par faire passer pour le plus grand des défenseurs du catholicisme un prince luthérien qui a martyrisé un peuple de catholiques et l'a privé d'une partie de son clergé. Mensonges d'autant plus dangereux qu'ils sont accompagnés d'autres actes de propagande germanophile qui tendent à corrompre l'esprit des croyants espagnols. Dans les journaux carlistes on lit couramment des éloges dithyrambiques de tout ce qui est allemand ; on y a même lu des éloges à peine atténués de la philosophie allemande et de ce que Balmes appelait les « monstrueuses opinions »

germaniques. On a déjà eu l'occasion, en s'adressant aux carlistes catalans, de leur dire qu'ils versent du poison dans les âmes de leurs dévots lecteurs et que ceux-ci seraient moins en péril s'ils lisaient des journaux anticléricaux.

Un des plus grands méfaits des « penseurs » de l'Allemagne est l'anarchie qu'ils ont introduite dans les idées. Mais que cette anarchie luthérienne produisît des ravages dans la catholique Espagne, dans le pays des grands théologiens et des mystiques disciplinés, voilà un scandale inattendu ! Presque tout le poids en pèsera sur la conscience de Vazquez de Mella qui continue à tolérer que ses fidèles tiennent un langage sacrilège en parlant de l'empereur luthérien fanatique comme d'un saint Louis. Seule, la victoire définitive et complète de la France peut empêcher l'orateur carliste aveuglé d'être traité par la postérité catholique comme un des plus grands corrupteurs de l'esprit de sa nation.

D'autres Espagnols sont aussi germanophiles que lui ; mais, plus logiques et plus clairvoyants, ils le sont pour des motifs opposés. Un journal socialiste anticlérical de Barcelone a publié une série d'articles d'un de ses coreligionnaires « dévot passionné de l'Allemagne » comme les carlistes, mais d'une autre manière. Ce fanatique pro-

teste « contre les viles calomnies lancées contre le peuple qui, le premier, répandit dans l'Europe entière l'idée, le fait et même les paroles de libre pensée et de liberté de conscience, contre le peuple qui se glorifie d'avoir engendré Luther et Kant ». Pour lui, l'Allemagne est « un peuple de géants » qui « consacre toute sa vie au perfectionnement de la race humaine; » son impérialisme est « légitime ». Il dit aussi que « l'histoire de l'Allemagne est l'histoire même de la liberté non en ses manifestations externes et matérielles, mais en sa racine spirituelle, par conséquent en son aspect le plus fécond, le plus humain, le plus universel ». Qu'on ne lui parle pas de la Révolution française qui est bien peu de chose en comparaison de la révolution commencée par Luther et qui dure encore !

Combien il a raison, cet anabaptiste espagnol! Je ne puis comprendre qu'un carliste puisse le lire sans trouble et sans remords.

Pour lui la Révolution française a manqué d'efficacité et fut sans doute trop généreuse. Il y avait en elle quelque chose d'universel, non dans le sens allemand, mais dans le vrai et unique sens, c'est-à-dire de *catholique*. Oh ! ne vous scandalisez pas, don Juan ! vous n'en avez plus le droit, et nous connaissons la valeur étymologique des

mots. Les révolutionnaires français avaient pour but la liberté de tous les peuples. Étaient-ils égarés, se trompaient-ils dans leurs intentions, leur but et leurs moyens? Ont-ils commis des atrocités? Ce n'est pas de cela qu'il s'agit en ce moment. Les pires de leurs égarements sont, d'ailleurs, des fautes vénielles à côté de la sauvagerie anabaptiste et luthérienne qui, en plein vingtième siècle, menace de nouveau le monde.

Aussi, l'action de ces révolutionnaires français contre la religion catholique est bien petite de conséquences en comparaison de celle de l'Allemagne luthérienne qui, elle, n'a jamais eu en vue l'humanité, l'universalité, le bien de la civilisation puisque, de son propre aveu, elle travaille à asservir le monde à une secte, puisque, d'après son plus grand prophète après Luther, « l'Allemand est à l'égard de l'étranger ce que le bien est à l'égard du mal ». Le but de toute religion, de toute société humaine organisée étant le triomphe du bien et l'anéantissement du mal, il est bon, il est juste que tout ce qui n'est pas luthérien allemand soit anéanti ou subjugué. C'est nécessaire pour la gloire du Dieu luthérien car, selon le même prophète, l'Allemagne est la seule élue de la Providence.

Telles sont les hérésies, telle est la monstrueuse

doctrine que don Juan Vazquez de Mella, Espagnol, traditionnaliste, catholique, défend explicitement ou implicitement dans l'espoir enfantin que l'Allemagne victorieuse fera cadeau à l'Espagne de Gibraltar, de tout le Maroc, de quelques autres dépouilles de la France et de l'Angleterre et l'élèvera au rang de grande Puissance.

Si un grand nombre de catholiques espagnols l'ont suivi, si l'abominable propagande que font ses journaux a convaincu tant de naïfs, serait-il vrai que nous sommes encore au temps où Balmes regrettait que les études philosophiques fussent tellement négligées? Ne nous y trompons pas : le nombre des responsables est excessivement restreint; ils n'en sont que plus coupables. La masse des catholiques espagnols est victime du mensonge. Quand un curé, après avoir lu un pamphlet de quelque disciple de Vazquez de Mella, assure aux paysans de son village que Guillaume II est un dévot catholique qui fait la guerre aux païens pour le triomphe de la religion, aucun d'eux ne peut concevoir le moindre doute. Quand ce curé, toujours de bonne foi puisque c'est de la part de Vazquez de Mella qu'on l'a endoctriné, ajoute que le roi Alphonse veut aller à la guerre avec les païens contre l'empereur catholique, il jette de nouvelles semences de guerre civile dans son

malheureux pays; d'ailleurs, ces mots *guerre civile* ont été écrits en menace dans les journaux carlistes. Et cela éclaire tout : ce n'est pas dans l'intérêt de la religion qu'on répand, pour faire vénérer par les Espagnols « l'ami de Luther », les plus odieux, les plus grotesques des mensonges — car le catholicisme ne vit que de vérité et de propreté d'esprit. Seul l'intérêt d'un parti est en jeu, et d'un parti qui n'a la majorité ni dans l'ensemble de la population ni parmi les catholiques sincères.

Si ces paysans lisaient plusieurs journaux, ils constateraient que Vazquez de Mella a de singuliers alliés dans sa campagne antifrançaise. Nous en avons cité un; il y en a bien d'autres, tel ce Pio Baroja qui se fait gloire d'être germanophile parce que, dit-il, l'Allemagne détruira le catholicisme. Pio Baroja et le frénétique Barcelonais sont logiques, Vazquez de Mella ne l'est pas.

Nous avons eu l'espoir qu'il était revenu à la raison, en voyant à la vitrine des libraires une brochure nouvelle intitulée : *Le cardinal Mercier et sa célèbre pastorale. Opinion de Juan Vazquez de Mella.* « Enfin! » avons-nous pensé. Du moment que le grand orateur catholique commente la pastorale d'un prince de l'Église, il est impossible que ce soit pour la désapprouver. Or, s'il se

range du côté du cardinal Mercier, il n'est plus germanophile. Et nous avons pris l'opuscule.

Hélas! quelle déception! L'opinion de M. Vazquez de Mella ne remplit qu'une page d'une brochure qui en compte soixante-deux; son nom n'a été mis sur la couverture que pour attirer l'acheteur.

Et quelle opinion! Voici d'abord comment elle est annoncée : « Que dit M. Vazquez de Mella du brillant philosophe du malheureux royaume? Dans sa bibliothèque si riche d'œuvres de choix, dans son coin d'intimité du café Suisse, dans le salon de conférences du Congrès, dans tous ces lieux où il n'y a que respect et admiration pour sa parole d'or, le magistral tribun a dit du cardinal Mercier des choses très fines, profondes, d'un charme irrésistible qui, si nous pouvions les reproduire intégralement et bien qu'il leur manquât le trésor singulier du geste et de l'attitude, seraient suffisantes pour constituer le plus remarquable des portraits de l'érudit cardinal. »

M. Vazquez de Mella parle donc du cardinal Mercier chez lui, au Congrès — et même au café : étrange endroit que choisit là le tribun catholique pour entretenir ses disciples, au milieu de l'agréable parfum de la bière et des cigares, du martyre présent d'un peuple catholique et du

messianisme prussien ! Au reste, il a bien raison d'aller au café pour traiter de pareilles questions, car ce qu'il dit est si pauvre et si insignifiant que cela ne vaut pas la peine d'être répété. Cependant, l'auteur de la brochure le résume. M. Vazquez de Mella déclare, paraît-il, qu'il admire le cardinal Mercier parce que c'est un prélat doué de toutes les vertus, un excellent théologien, un bon pasteur pour lequel les Belges ont une vénération immense.

Et c'est tout ; et ce n'est rien.

Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, don Juan ! Les vertus, la compétence théologique, l'érudition du cardinal ne sont pas en cause, car personne ne les nie. Si votre ami, « l'ami de Luther », donnait son opinion sur lui, elle ne différerait pas de la vôtre. Il s'agit d'autre chose ; il s'agit du texte de sa pastorale ; il s'agit de la violation de la neutralité belge, du massacre des prêtres de votre religion, des femmes et des enfants, de l'incendie de Louvain. Puisque vous êtes un homme d'honneur, un caballero, puisque vous êtes un catholique, je vous demande la permission de mettre sous vos yeux quelques passages de la lettre pastorale du primat de Belgique ; il me semble impossible que vous les ayez lus :

« A Rome même, j'appris coup sur coup la des-

truction partielle de la collégiale de Louvain, l'incendie de la bibliothèque et d'installations scientifiques de notre grande université, la dévastation de la ville, les fusillades, les *tortures infligées à des femmes, à des enfants, à des hommes sans défense*. Et tandis que je frémissais encore de ces horreurs, les agences télégraphiques nous annonçaient le bombardement de notre admirable église métropolitaine, de l'église de Notre-Dame au delà la Dyle, du palais épiscopal et de quartiers considérables de notre chère cité malinoise.

«... De nombreuses paroisses furent privées de leur pasteur. J'entends encore l'accent douloureux d'un vieillard, à qui je demandais s'il avait eu la messe, le dimanche, dans son église ébréchée : « Voilà deux mois, me répondit-il, que nous n'avons plus vu de prêtre ». Le curé et le vicaire étaient dans un camp de concentration à Nunsterlagen, non loin de Hanovre.

« ... Des centaines d'innocents furent fusillés ; je ne possède pas au complet ce sinistre nécrologe, mais je sais qu'il y en eut, notamment, quatre-vingt-onze à Aerschot, et, que là, sous la menace de la mort, leurs concitoyens furent contraints de creuser les fosses de sépulture. Dans l'agglomération de Louvain et des communes limitrophes, cent soixante-seize personnes, *hommes*

et femmes, vieillards et nourrissons encore à la mamelle, riches et pauvres, valides et malades, furent fusillés ou brûlés (*).

« Dans mon diocèse seul, je sais que treize prêtres ou religieux furent mis à mort. L'un deux, le curé de Gelrode, est, selon toute vraisemblance, tombé en martyr. J'ai fait un pèlerinage à sa tombe et, entouré des ouailles qu'il paissait hier encore avec le zèle d'un apôtre, je lui ai demandé de garder du haut du ciel sa paroisse, le diocèse, la patrie.

« ... L'article 7 du traite signé à Londres le 19 avril 1839 par le roi Léopold, au nom de la Belgique, d'une part ; par l'empereur d'Autriche, le roi de France, la reine d'Angleterre, le roi de Prusse, l'empereur de Russie, d'autre part, énonce que « la Belgique formera un État indépendant et perpétuellement neutre et qu'elle sera tenue d'observer cette neutralité envers tous les États » (*).

« De leur côté, les cosignataires du traité « promettent, pour eux et pour leurs successeurs, sous la foi du serment, d'accomplir et d'observer ledit traité en tous ses points et articles, sans y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu. »

« La Belgique était engagée d'honneur à défendre son indépendance : elle a tenu sa parole.

« Les autres puissances s'étaient engagées à

respecter et à protéger la neutralité belge : l'Allemagne a violé son serment, l'Angleterre y est fidèle.

« Voilà les faits.

« Les droits de la conscience sont souverains : il eût été indigne de nous de nous retrancher derrière un simulacre de résistance.

« Nous ne regrettons pas notre premier élan, nous en sommes fiers. Ecrivant, à une heure tragique, une page solennelle de notre histoire, nous l'avons voulue sincère et glorieuse.

« ... J'affime sur l'honneur et je suis prêt à déclarer sous la foi du serment que je n'ai pas, jusqu'à présent, rencontré un seul ecclésiastique, séculier ou régulier, qui ait excité la population civile à se servir d'armes contre l'ennemi. Tous, au contraire, ont obéi fidèlement aux instructions épiscopales qu'ils avaient reçues, dès les premiers jours d'août, et qui leur prescrivaient d'user de leur influence morale auprès de nos populations, pour les porter au calme et au respect des règlements militaires ».

Vous ne direz pas, vous catholique, que la plus haute autorité religieuse d'un pays catholique a menti en écrivant cela et le reste qui n'est pas moins atroce. Le cardinal Mercier a dit la vérité.

Et alors, la seule question qui se pose est la

suivante : Restez-vous partisan de l'Allemagne et du messianisme prussien dont Fichte a établi la théorie et dont les conséquences pratiques sont dénoncées avec tant de douleur chrétienne et patriotique, avec une si haute élévation de langage par un prince de l'Eglise ?

Si vous persistez dans votre germanophilie, vous aurez beau dire que le cardinal Mercier est « le modèle des pères spirituels », vous aurez beau aller à la messe et vous approcher fréquemment de la Sainte Table, vous n'en trahirez pas moins, dans un but politique, les intérêts les plus sacrés de la cause de la religion et, sans vous en rendre compte peut-être, vous cesserez d'être un catholique.

Singulière époque que celle où des incroyants lucides et intelligents se rapprochent de la route unique, de *la diritta via,* qui conduit à Rome, tandis que des catholiques, fervents mais empoisonnés par le vent pestilentiel qui souffle d'Allemagne, se perdent dans des landes hérissées d'orties et dans des marécages ! Quelques jours avant la victoire de la Marne, alors que, dans le monde entier on considérait la France comme perdue, le député catalan républicain Corominas écrivait dans un journal de son parti, *El Poble catala*, un article qui est un hymne d'amour à la France, en laquelle il espérait encore malgré tout :

« ... Aujourd'hui, disait-il, les Allemands ne luttent pas contre la Révolution française... Le soldat teuton vit dans un monde peuplé de chimères, plein d'entéléchies philosophiques, sûr qu'il est de l'avenir allemand ; il lutte pour la *Critique de la raison pure*. Kant, Fichte et Hegel sont les aigles de ses drapeaux.

« C'est ainsi que les étrangers doivent saisir l'aspect comique de la situation où se trouvent les fanatiques espagnols qui font de l'esprit révolutionnaire l'apanage des alliés de la Russie et de la Serbie, et qui célèbrent comme leur appartenant les victoires des soldats de la *Critique de la raison pure*.

« Si la Prusse luthérienne arrivait de nouveau à vaincre la France, le catholicisme latin serait absorbé et, en son essence, anéanti par le rationalisme teuton. La fureur germanique, qui fut vaincue dans les guerres religieuses des temps déjà modernes, reconstruirait un nouveau Sacré Empire d'Occident.

« ... Pendant que les peuples de l'Ibérie vivent au hasard d'une indolente divagation et qu'ils permettent que l'abjecte crainte de la mort prenne racine dans le cœur de leurs enfants ; pendant que les terres d'Italie semblent envahies par des barbares, tellement le « conceptualisme » germa-

nique a enivré et endormi leur science et leur art... oh! France vengeresse! *lutte pour nous tous*, renouvelle en tes terres de la Champagne ta tradition chevaleresque, et détruis la *Critique de la raison pure* avec le glaive latin étincelant! »

Moi, humble laïque qui ne commettrai jamais l'indécence luthérienne de dresser ma conscience comme un juge sans appel en matière de foi, mais qui, avant d'écrire ces pages et afin de me mettre en état de grâce spirituelle et de propreté, ai relu, annoté et médité dix volumes du grand théologien français Bossuet et du grand théologien espagnol Balmes, je prends sans crainte la liberté de déclarer qu'en écrivant cette dernière phrase le député républicain, démocrate et anticlérical Pere Corominas était plus près de la vérité catholique, apostolique et romaine que le député carliste, traditionnaliste et catholique Juan Vazquez de Mella. J'attends un démenti motivé, signé par un évêque espagnol.

Je l'attends en toute tranquillité: je suis certain que je ne le recevrai jamais.

NOTES AU CHAPITRE Ier

I

Luther et les docteurs de Louvain.

Pendant que ce chef des Réformateurs tiroit à sa fin, il devenoit tous les jours plus furieux. Ses thèses contre les Docteurs de Louvain en sont une preuve : et je ne crois pas que ses disciples puissent voir sans honte, jusque dans les dernières années de sa vie, le prodigieux égarement de son esprit. Tantôt il fait le bouffon, mais de la manière du monde la plus plate : il remplit toutes ses thèses de ces misérables équivoques, *vaccullas* au lieu de *facultas*, *cacolyca Ecclesia* au lieu de *catholica;* parce qu'il trouve dans ces deux mots, *vaccultas* et *cacolyca*, une froide allusion avec les vaches, les méchants et les loups. Pour se moquer de la coutume d'appeler les Docteurs *nos maîtres*, il appelle toujours ceux de Louvain, *nostrolli Magistrolli*, *bruta Magistrolia;* croyant les rendre fort odieux ou fort méprisables par ces ridicules diminutifs qu'il invente. Quand il veut parler plus sérieusement, il appelle ces docteurs, *de vraies bêtes, des pourceaux, des épicuriens, des païens et des athées, qui ne connoissent d'autre pénitence que celle de Judas et de Saül, qui prennent non de l'Écriture, mais de la doctrine des hommes tout ce qu'ils vomissent;* et il ajoute ce que je n'ose traduire, *quidquid ructant, vomunt et cacant*. C'est ainsi qu'il oublioit toute pudeur, et ne se soucioit pas de s'immoler lui-même à la risée publique, pourvu qu'il poussât tout à l'extrémité contre ses adversaires.

Bossuet.

(*Op. cit.* liv vi.)

II

Luther et le roi d'Angleterre.

Au reste il s'emporta contre ce prince (Henri VIII) avec une telle violence, que les luthériens eux-mêmes en étoient honteux. Ce n'étoit que des injures atroces et des démentis outrageux à toutes les pages : *c'étoit un fol, un insensé, le plus grossier de tous les pourceaux et de tous les ânes.* Quelquefois il l'apostrophoit d'une manière terrible : *Commencez-vous à rougir, Henri, non plus roi, mais sacrilège?* Melancton, son cher disciple, n'osoit le reprendre, et ne savoit comment l'excuser. On étoit scandalisé, même parmi ses disciples, du mépris outrageux avec lequel il traitoit tout ce que l'univers avoit de plus grand, et de la manière bizarre dont il décidoit sur les dogmes.

Bossuet.

(*Op. cit.* liv. II.)

III

Les mystiques disciplinés et les autres.

Le catholicisme dit à l'homme : « Ton entendement est très faible et, en beaucoup de choses, a besoin d'un appui et d'un guide. » Le protestantisme lui dit : « La lumière t'environne, marche où tu voudras, tu n'as pas de meilleur guide que toi-même. » Quelle est des deux religions celle qui est d'accord avec les leçons de la plus haute philosophie?

***

Le protestantisme en en appelant à l'homme seul en matières religieuses, n'avait que deux moyens de le faire : ou le supposer inspiré du ciel pour la découverte de la

vérité, ou assujétir toutes les vérités religieuses à l'examen de la raison : c'est-à-dire ou l'inspiration ou la philosophie. Le fait de soumettre les vérités religieuses au jugement de la raison devait produire tôt ou tard l'indifférence; et l'inspiration particulière ou l'esprit privé devait engendrer le fanatisme.

***

Rien de plus palpable que la différence qu'il y a sur ce point (l'inspiration) entre les protestants et les catholiques. Chez les deux il y a des personnes qui se prétendent favorisées de visions célestes ; mais avec les visions les protestants deviennent orgueilleux, turbulents, frénétiques, tandis que les catholiques gagnent en humilité et en esprit de paix et d'amour.

Balmes.

(*Le Protestantisme comparé au catholicisme*, ch. IV et VII, et note 12 du tome I.)

IV

Catholiques et incroyants contre les barbares.

Le projet de liguer les athées et les catholiques n'est pas une imagination de M. Brunetière, comme on le repète souvent.

La dernière année de sa vie (1857), Auguste Comte députa l'un de ses disciples, Alfred Sabatier, au Gesu de Rome pour y négocier, avec le R. P. Beckx, une alliance entre le positivisme et l'Institut des Jésuites contre le déisme, le protestantisme et les autres formes de l'anarchie moderne « qui entretiennent la société dans un état permanent de fermentation ».

Le Français fut reçu par un dignitaire de l'Ordre qui, dès les premiers mots, perdit le sens de l'entretien, car il prenait Auguste Comte pour Charles Comte, l'économiste. Les interlocuteurs se séparèrent, sans avoir eu contact, sur ces mots d'Alfred Sabatier : « Quand les orages politiques de l'avenir manifesteront toute l'intensité de la crise moderne, vous trouverez les jeunes positivistes prêts à se faire tuer pour vous comme vous êtes prêts à vous laisser massacrer pour Dieu. »

Les choses ont marché depuis 1857. Du côté des Jésuites, mieux renseignés, est sorti un excellent analyste du positivisme : l'Autrichien Gruber. D'autre part, « ces orages politiques de l'avenir » dont parlait Alfred Sabatier, sont devenus comme présents, et la crise intellectuelle semble plus forte de jour en jour. Celle-ci aura bientot fait de déclasser les « libres penseurs » et les « incroyants » pour les répartir en esprits anarchiques et en esprits politiques, en *barbares* et en *citoyens*. Commentant la démarche de Comte et de Sabatier, le docteur Audiffrend écrivait, il y a peu d'années : « Le positivisme invite ceux qui ne croient plus en Dieu et qui veulent travailler à la régénération de leur espèce à se faire positivistes, et il engage ceux qui y croient à redevenir catholiques. »

Athées positivistes et catholiques théologiques ont là-dessus, au temporel comme au spirituel, de profonds intérêts communs, les intérêts de la tradition et du monde civilisé, menacés d'une dilapidation soudaine en même temps que d'une dégénérescence insensible. S'ils se distribuaient entre ces deux systèmes, l'un et l'autre énergiquement ordonnés, les défenseurs du genre humain auraient vite raison de leur adversaire, l'esprit de l'anarchie mystique. C'est contre cet esprit, ennemi-né des groupements nationaux aussi bien que des combinaisons rationnelles que les deux Frances peuvent se réunir encore. Si

elles ne parviennent à tomber d'accord de ce qui est vrai, il leur reste à s'entendre sur le bon et l'utile.

Je ne prétends point que cela arrive nécessairement; mais si cela n'arrive pas, nous sommes perdus.

Charles Maurras.

(*Trois idées politiques. Chateaubriand, Michelet, Sainte-Beuve.*)

NOTES AU CHAPITRE III

I

Premiers épisodes de la guerre sainte.

13 *novembre.* — Grosse nouvelle : un *fetva* proclame la guerre sainte contre les Anglais, les Russes, les Français. Une bande de braillards soit-disant Persans a hurlé sa joie et son union avec les Turcs; pas d'enthousiasme.

L'autre jour, on a fait le recensement des porcs qui se trouvaient en élevage dans divers établissements de bienfaisance ou autres, par exemple, chez les Petites Sœurs des Pauvres. L'enquêteur a été légèrement interloqué quand on lui a demandé s'il était permis maintenant aux Musulmans de manger cette chair défendue. Il a bien fallu avouer que c'était pour nourrir les marins allemands.

17 *novembre.* — C'est en pleine nuit que l'on a opéré à Coum-Capou (Stamboul) chez les Pères et les Sœurs Assomptionnistes; le premier mouvement a été d'aller à

la caisse et d'y mettre les scellés. A Saint-Benoit et à Sainte-Pulchérie, on a également visité le coffre-fort... La procure des frères des écoles chrétiennes à Galata a été l'objet d'une sollicitude spéciale; c'était un morceau tentant pour les Turcs faméliques.

Il semble que les procédés les plus rudes aient été réservés aux religieuses. S. Exc. M. l'ambassadeur d'Amérique, présent chez les religieuses de Notre-Dame de Sion de Pancaldi (Constantinople), a exigé que le préfet se présentât lui-même pour déclarer ses intentions et a empêché toute violence. Chez les mêmes religieuses à Kadi-Keuï, une enfant a dû emporter sous son manteau à l'église paroissiale le Saint-Ciboire, tandis que la Supérieure cachait sous son vêtement la lunule de l'ostensoir. Là, les religieuses n'ont pu obtenir de faire préparer leur repas.

Plus dur a été le traitement infligé aux Sœurs Franciscaines de l'école Sainte-Elisabeth ; enfermées dans un parloir, elles sont restées là de longues heures, pendant que sur l'ordre des policiers quelques sœurs entassaient dans deux ou trois chambres les objets personnels, linge, etc., en vue d'un départ exécutable dans les quarante-huit heures.

Quelques établissements de bienfaisance ont été aussi molestés; les orphelinats des sœurs de charité d'où les Turcs voulaient faire partir les enfants, se chargeant, disaient-ils, de celles qui n'auraient pas de famille!...

... Tout le monde s'accorde à dire que jamais les Turcs abandonnés à eux-mêmes n'auraient songé à pareils procédés : on sentait la main allemande...

19 *novembre*. — Les détails se précisent. A Prinkipo, la police a dépassé toute mesure avec les sœurs de Sainte-Elisabeth, prétendant rester dans le dortoir pour y garder les religieuses, puis les conduisant comme des malfaitrices aux postes de Stamboul...

25 *novembre*. — Il est 5 heures du matin, les messes s'achèvent, les derniers élèves disent adieu. Quel déchirement!

R. P. Bruno,
Supérieur des Capucins de Saint-Louis de Péra, Constantinople.

(*Le Correspondant*, 10 avril 1915.)

Mission américaine attaquée par les Turcs.

On télégraphie de Djoulfa que le consul de Turquie Rahibbey, à la tête de 70 eskaris, a attaqué la mission américaine d'Ourmia où s'étaient réfugiés 15.000 chrétiens orthodoxes.

Le consul a fait sortir de la mission trois prêtres et deux diacres, qui ont été promenés par les rues et frappés sans pitié, au milieu des insultes.

Il a fait, en outre, dresser un gibet dans la cour de la mission pour y pendre les missionnaires.

M. Allen, missionnaire américain, qui a eu à supporter de mauvais traitements, a pu envoyer deux émissaires à Salmas, chargés de demander l'envoi de troupes russes pour protéger les chrétiens que la mission ne peut plus défendre.

(*Le Temps*, 23 mars.)

II

Guillaume II philosémite et franc-maçon.

Tour à tour ou simultanément luthérien, catholique et musulman, le Kaiser ne pouvait manquer d'être philo-

sémite et franc-maçon, toujours par intérêt. Dans son intéressant ouvrage *Berlin*, qui est loin d'être un pamphlet contre Guillaume II et l'Allemagne, Jules Huret dessine ces deux nouveaux masques impériaux :

« On croyait que Guillaume II, par l'influence du pasteur Stœcker, serait plus antisémite que ses ancêtres. Le contraire arriva... C'est le premier Hohenzollern qui soit allé chez un juif. Un jour, en effet, Guillaume II s'invita à déjeuner chez James Simmons, dont l'hôtel s'élève dans le Tiergarten. Un autre jour, il invita cinq capitalistes juifs, les deux Rathenau, Friedlænder, Schwabach, James Simmons à goûter ou à souper au Château pour causer avec eux d'aérostation et les « taper » de fortes subventions... »

« Beaucoup d'officiers allemands sont francs-maçons et ne s'en cachent pas, au contraire. Le prince Léopold de Prusse, président d'une loge à Berlin, manifesta un jour son contentement de voir tant d'officiers présents à un convent maçonnique, car, dit-il, l'empereur approuve la maçonnerie. Il faut dire que, comme en Amérique, les francs-maçons ne font pas de politique, elle leur est même rigoureusement interdite ; leur but est la charité, l'égalité, la fraternité ; ils veulent conserver l'essentiel du christianisme, en l'épurant. »

Les officiers allemands ne font pas de politique, c'est entendu. Mais ils « font » de la religion. Ils épurent le christianisme ; l'œuvre de Luther leur paraît insuffisante. En quoi consiste cette épuration, les prêtres et les religieuses de Belgique, de Pologne et du nord-est de la France l'ont appris.

NOTES AU CHAPITRE VII

I

Les carlistes ne sont pas tous antifrançais.

Lettre d'un carliste engagé volontaire dans l'armée française, publiée par l'*Action Française*.

Vendredi Saint, le 2 avril 1915.

Cher ami, je profite de ce moment de repos pour vous écrire cette lettre dans laquelle je vous prie de trouver mes meilleurs souhaits.

Je crois, mon ami, que mon départ d'Espagne pour m'engager dans l'armée française n'a pas été infructueux pour notre cause. Je vous racontais, à Lyon, l'opposition que trop de carlistes faisaient à la cause de la France en cette guerre. Quand je suis parti, le 4 novembre, il ne se trouvait, chez les carlistes, de sympathie publique pour la France que chez le professeur à l'Université de Saragosse, M..., dans quelques articles du *Diario*, de Valence, département..., et dans les articles écrites par... à Barcelone.

Mais mon ami X... et moi, nous avions réussi à nous faire un petit cercle d'amis qui ne cachait pas sa francophilie en même temps qu'il donnait toujours son affirmation carliste. Mais ce n'était pas notre propagande qui réussissait : c'étaient les travaux de Maurras qui avaient gagné ces amis de la France, et vous pouvez toujours dire que ceux qui aiment Maurras aiment la France. Moi parti de l'Espagne, notre groupe s'est défait, mais tous ceux qui le composaient restent attachés à la cause de votre noble pays. Mais un journaliste, M..., a publié un écrit dans *El Correo Español*, à Madrid, en disant que j'avais été arrêté en France et traduit devant un conseil de guerre, mais ma famille a protesté, et le rédacteur en chef du *Correo Catalan* a écrit une lettre rectificative au *Correo Español* qui l'a insérée volontiers. L'affaire est donc arrangée, mais cette impudence a fait plus pour notre cause que tous nos efforts. Aujourd'hui, beaucoup de carlistes qui

n'avaient pas montré leur sympathie pour la France en ont témoigné au sujet de mon départ et de cet incident. Mais je vous ai dit que ce qui gagne les batailles, c'est M. Maurras.

Extrait d'un article que nous avons publié dans le même journal :

A l'hôtel où je loge, j'avais pour voisin de table un homme d'une quarantaine d'années, que les traces d'une estocade à la joue me faisaient prendre pour un militaire et qui charmait ses interlocuteurs par l'élégance et la noblesse de son langage. J'écoutais sans prendre part à la conversation. Avant-hier soir, quelques phrases sur la politique intérieure de son pays me firent connaître ses opinions. Bien que je ne lui eusse pas été présenté, j'eus l'audace de l'interpeller :

— Vous êtes carliste, monsieur, c'est-à-dire antifrançais?

— Monsieur, me répondit-il avec une grâce exquise, si j'étais antifrançais je ne vous le dirais pas, par courtoisie envers l'hôte étranger que vous êtes chez nous.

— Oh! Vous pouvez le dire. Je ne vous conteste pas le droit d'être germanophile, bien qu'il soit assez singulier de voir des catholiques fervents souhaiter le triomphe d'un empereur qui a déclaré que la destruction du catholicisme est le but suprême de sa vie...

— Je ne suis pas germanophile. Loin de désirer l'écrasement de votre patrie, je l'aime et je crois en elle. J'aime la France de saint Louis et de Jeanne d'Arc...

— Toujours vivante!

— Renaissante... peut-être. Mais il y a une autre France dont les devoirs de courtoisie déjà invoqués m'empêchent de vous parler.

— Oh! vous pouvez en parler aussi. Mais puisque vous n'êtes pas de nos ennemis, dites-moi, monsieur, je vous en prie : ne considérez-vous pas comme un malhonnête homme le catholique espagnol qui a osé écrire que l'empereur d'Allemagne est un des souverains les plus catholiques du monde et que ses actes sont basés sur les principes et les dogmes — il a écrit : « les dogmes », le malheureux! — de notre sacro-sainte religion?

— Peut-être le croit-il de bonne foi, me répond l'inconnu un peu interloqué.

— Alors c'est un faible d'esprit, et le malhonnête homme est celui qui le lui a fait croire.

— Monsieur, vous savez que la presse, dans tous les pays, n'est plus ce qu'elle était autrefois. En temps de paix et de calme, elle s'abandonne à des exagérations. Comment ne voulez-vous pas qu'elle exagère en des moments où toutes les passions sont surexcitées?

— Un jour peut-être prochain, vos journaux carlistes — qui sont en contradiction avec votre chef — regretteront leur injuste campagne.

— Je le crois. Et non seulement je le crois, mais je le désire. Mais pourquoi écrit-on, en France, que tous les carlistes sont germanophiles? On connaît l'opinion d'une douzaine de journalistes. Que fait-on des autres, des milliers et des milliers qui n'écrivent point? Leur a-t-on demandé ce qu'ils pensent? Avez-vous fait un plébiscite? Alors ne dites point que nous sommes tous vos ennemis.

Je suis touché; c'est mon tour. Je ne puis rien répondre à cette objection.

— Moi germanophile? reprend mon inconnu. Monsieur, je suis le fils d'un des plus fidèles et des meilleurs serviteurs de don Carlos. Après l'échec de notre dernière grande tentative, mon père se réfugia dans le midi de la France comme sur la plus douce des terres d'exil. J'y suis né. Je ne suis pas le seul des carlistes de mon âge né Français.

— Puis-je savoir à qui j'ai l'honneur de parler?

— Le comte de...

Je me lève et me présente. Nous échangeons nos cartes et une poignée de main.

. . . .

II

« *Un des plus grands souverains catholiques du monde.* »

Cette phrase se trouve dans une brochure distribuée par les soins de l'ambassade allemande et de l'horloger-propagandiste Coppel, à Madrid. En une chronique publiée par *l'Eclair* de Montpellier, nous avons raconté récemment une visite à la boutique de ce dernier. En voici les principaux passages :

— Pio Baroja, reprend l'employé, est l'homme le plus intelligent de l'Espagne et son plus grand écrivain. Qu'est-ce, à côté de lui, que ce réactionnaire Azorin auquel on fait une réputation en France en ce moment? Baroja a beaucoup étudié le caractère et l'histoire des Allemands, et vous savez ses conclusions.

— Oui, dis-je, il est germanophile parce qu'il est révolutionnaire, anticatholique et même antichrétien. Il compte sur l'Allemagne pour anéantir le catholicisme. Il a raison, cet homme-là, ou du moins il est logique.

— N'est-ce pas? La véritable émancipatrice de la conscience humaine, la plus formidable ennemie de la superstition romaine, ce n'est pas la France, c'est l'Allemagne. Mais on ne peut pas dire ça aux Espagnols qui sont encore bien arriérés, ne vous en déplaise... Aussi, pour les gagner à notre cause il faut employer d'autres moyens. Nous avons toute une collection de brochures pour la propagande auprès des catholiques.

L'employé va vers le fond de la boutique et en revient avec un paquet déjà ficelé qu'il nous remet.

— Voici ce qu'il vous faut, dit-il. Je vous recommande tout particulièrement la brochure sur « l'Alliance franco-espagnole » par le notaire public du site royal de San Lorenzo del Escorial. . . . .

. . . .

Nous parcourons la brochure du notaire de l'Escorial. Elle prouve, au moyen d'arguments puisés dans l'Écriture Sainte, que l'Espagne doit faire alliance avec l'Allemagne. Elle divise les hommes en deux catégories : les catholiques et les païens. « L'Espagne est un peuple catholique par la grâce de Dieu. La France, *d'après ce qu'on dit*, est une nation païenne. Donc une alliance entre ces deux États est logiquement absurde et périlleuse. »

Et l'Allemagne, excellent notaire, ne serait-elle pas, par hasard, luthérienne? Luther, le protestantisme, cela

n'existe pas et n'a jamais existé pour notre notaire. Rien que des catholiques et des païens. Aussi, la conclusion s'impose :

« N'est-il pas plus rationnel et positif que nous fassions alliance avec l'Allemagne, dont l'auguste empereur *est un des souverains les plus catholiques du monde*? »

Et plus loin : « Puisque *c'est des dogmes et des principes de notre sacro-sainte religion* que s'inspire le grand empereur d'Allemagne (que Dieu garde!), pour quelle raison suffisante repousserions-nous l'alliance d'un peuple dont les destins sont dirigés par un si insigne et exemplaire magistrat? »

Et voilà les moyens qu'emploient les Allemands pour plaider leur cause. Luthérien à Berlin, musulman à Stamboul, catholique à l'Escorial, leur empereur (que le diable l'emporte!) doit se faire passer pour anthropophage dans le centre de l'Afrique.

— Je ne crois pas, dis-je à mon ami en conclusion, qu'il existe un catholique espagnol capable d'écrire de pareilles énormités, qui sont presque des sacrilèges. Les Boches ont forcé la note; il y a de l'*hubris* germanique dans cette brochure; il faut être religieusement et intellectuellement teutonisé pour l'avoir écrite. Pour moi, ce notaire n'existe pas; c'est un pseudonyme de Pio Baroja.

III

La guerre aux femmes et aux églises.

(Aux environs d'Arras) la trêve de Noël, que Benoît XV aurait voulu étendre à toutes les armées belligérantes, fut conclue et loyalement respectée... Mais il n'en fut pas ainsi, hélas! pour l'ensemble des troupes ennemies. On constata, au contraire, sur l'immense développement de

leurs lignes, que, pendant la nuit de Noël, à minuit et demi exactement, c'est-à-dire à l'heure où les Allemands pouvaient supposer que les fidèles étaient agenouillés devant la crèche du Fils de Marie, obéissant à un mot d'ordre sacrilège, ils bombardèrent en même temps toutes les églises catholiques qui étaient à la portée de leurs canons. Fort heureusement, l'autorité militaire française, qui avait sans doute ses raisons pour se défier de cette fantaisie sauvage, avait partout interdit la messe de minuit dans les églises situées sur le front : mesure très sage, qui sauva la vie à d'innombrables personnes.

Mais que dut penser le Saint-Père, quand il fut informé de ce nouvel attentat commis, avec préméditation, par les Allemands contre les églises catholiques, et aussi contre des milliers de femmes et d'enfants, en cette fête de la Nativité du Christ? J'imagine qu'alors il apprécia, à leur juste valeur, les sentiments de religion et d'humanité dont les intellectuels d'outre-Rhin ont coutume de faire un si bruyant étalage.

Mgr L. Lacroix.

Le Clergé et la guerre de 1914, 2e fascicule.)

IV

La violation de la neutralité belge.

Un peuple vivait paisible et pacifique, protégé, semble-t-il, derrière les protocoles de 1831, de 1839, derrière les conventions de la Haye de 1907 que les cinq grandes puissances, France, Angleterre, Russie, Autriche, Allemagne avait solennellement juré d'observer, au bas desquelles elles avaient posé leur signature, garante de leur

honneur. Et voilà que, s'abritant derrière de fallacieux prétextes, que le temps, vite, réduisit au néant, l'Allemagne viole la neutralité belge ; et, cette violation, on l'avoue, on s'en fait gloire. C'est M. de Jagow, secrétaire d'État aux affaires étrangères de l'Empire, qui dit au baron Beyens : « Que voulez-vous? C'est une question de vie ou de mort pour l'Empire. » Et au Reichstag, M. de Bethmann Hollweg, le 4 août, énonce ces principes : « Messieurs, nous nous trouvons en état de légitime défense et nécessité ne connaît pas de lois. Nos troupes ont occupé Luxembourg et ont, peut-être, déjà pénétré en Belgique. Cela est en contradiction avec le droit des gens... L'injustice que nous commettons de cette façon, nous la réparerons dès que notre but militaire aura été atteint. A celui qui est menacé au point où nous le sommes et qui lutte pour son bien suprême, il n'est permis que de songer au moyen de se dégager. »

L'aveu est formel : c'est sans droit que l'Allemagne a envahi la Belgique. Plus tard, quand le gouvernement allemand verra le retard qu'apporte à l'ensemble des opérations l'héroïque sursaut de la Belgique s'immolant à l'honneur, il feindra de croire que ce pays avait partie liée avec l'Angleterre. Une visite de l'attaché militaire anglais au chef d'état-major général fournira le prétexte ; mais il faudra recourir à une altération de texte pour étayer ces preuves fléchissantes, et la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, lisant *conversation*, sur le rapport Ducarne traduira par *convention*.

(*Adresse de l'Association catholique de la Jeunesse française aux jeunesses catholiques des nations alliées et neutres.*)

Paris. — Imp. Paul Dupont (Cl.).. — 343.5.15.

N° 45

“ Pages actuelles ”
1914-1915



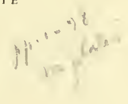
Un Examen de Conscience de l'Allemagne

D'après les papiers de prisonniers de guerre allemands

PAR

P. HAZARD

LIEUTENANT INTERPRÈTE





BLOUD ET GAY, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE, PARIS

Un Examen de Conscience de l'Allemagne

“ Pages actuelles ”
1914-1915



Un Examen de Conscience de l’Allemagne

’après les papiers de prisonniers de guerre allemands

PAR

P. HAZARD

Lieutenant interprète



PARIS

BLOUD ET GAY, ÉDITEURS

7, Place Saint-Sulpice, VIe

1915

UN EXAMEN DE CONSCIENCE
DE L'ALLEMAGNE

D'après les papiers de prisonniers de guerre allemands

Voici venir l'habituelle moisson de la journée ; triste moisson. On apporte les papiers des prisonniers de guerre : il faut les examiner.

Pauvres papiers, salis, tachés de boue, et quelquefois tachés de sang ! Humbles écritures laborieuses, venues des Poméranies lointaines; lettres élégantes et parfumées ; cartes postales grossières, dont les rodomontades antifrançaises paraissent si lamentables maintenant; billets hâtifs, écrits au crayon dans la tranchée, avant de partir à l'assaut : tout se mêle, les lettres jalousement gardées depuis le début de la campagne, et les réponses prêtes à partir. On a fait faire la photographie de la maisonnée pour l'envoyer à l'absent; l'homme de la *Landwehr* a voulu s'admirer dans sa tenue de guerre, et, fier de son image, il

l'a serrée dans son portefeuille, belliqueuse et ahurie ; elle est là. Ou bien il a fait collection des vues de nos villages, hélas ! et voici nos clochers. Quelques cahiers de chansons, mais officiels, et où la verve personnelle n'a point cours ; beaucoup de livres de prières, marqués au numéro du régiment, qui font partie de l'équipement réglementaire ; quelques brochures belliqueuses ; d'étranges vocabulaires franco-allemands, où la prononciation figurée donne à notre langue des airs barbares, qui font rire et qui font souffrir ; des carnets de route surtout. Car il n'est guère de soldats qui ne s'en soient munis au départ, et qui n'aient enregistré fidèlement les péripéties de la campagne, de la « guerre mondiale » à laquelle ils prenaient part : jusqu'au jour où les chefs, comprenant sans doute quels témoignages redoutables les auteurs fournissaient ainsi contre eux-mêmes, ont interdit de rien écrire. Tout ce qui s'écrit, tout ce qui s'imprime est représenté parmi ces papiers flétris ; et, si blasé qu'on soit pour en avoir vu tant et tant, des trouvailles viennent encore exciter la surprise, et défient la satiété.

Ce qu'on y trouve d'utile pour la conduite des opérations de guerre, je ne le dirai pas. Mais je puis dire ce qui s'y révèle de l'âme d'un peuple. Je crois assister à l'examen de conscience le plus

complet et le plus sincère, entendre l'aveu le plus spontané et le plus ingénu. Les femmes restées au logis, les très jeunes et les très vieux que la guerre n'a pas appelés, parlent dans l'abondance de leur âme. Ils ne se soucient pas de littérature, ni d'effet à produire ; ils n'exagèrent pas, et ils disent tout. C'est la vie saisie dans son cours, si brusquement arrêtée qu'elle palpite encore. Un psychologue ne saurait désirer matière moins apprêtée, plus voisine des réalités mêmes. Les lettres adressées à ceux qui vont mourir ne sauraient être que des effusions de cœur : qu'on le demande aux mères. S'il est vrai que les réponses des soldats ne disent pas tout, par prudence, leurs carnets de route n'ont rien à cacher. Les intérêts, dont on avait fait le sacrifice au départ, renaissent avec âpreté ; les passions sont avivées par l'absence ; on cherche à fuir l'image d'un présent si instable, en poursuivant la félicité de demain ; les instincts s'affirment avec brutalité. Peu à peu les mêmes traits, se répétant, s'accusent ; sous la multiplicité des détails, les principes directeurs apparaissent ; ni les inégalités sociales, ni les différences de culture n'empêchent les caractères primitifs de se ressembler. Ce que nous avons là, c'est la confession de l'Allemagne.

*
* *

Un soldat, arrivé en France le 13 octobre, écrit dans son carnet, le 15 : « Nous avons un jour de repos, que nous employons à chercher du vin, et autres délicatesses. Et voilà, à peu près à un kilomètre de l'endroit où nous logeons, un château, dans la cave duquel nous trouvons du vin en quantité surhumaine. Sur la route qui nous y conduisait, nous croisions déjà des soldats, avec trois bouteilles de vin sous chaque bras. Quand nous arrivâmes dans la cave, elle était inondée de vin. Nous étions dans le vin jusqu'aux chevilles. Nous avons cherché pour nous quelques bouteilles de bon vieux vin ; et puis, nous sommes partis tout joyeux... »

Voyez la grossièreté naïve de ce passage scrupuleusement traduit; entendez ce mot *vin*, répété comme un refrain d'ivrogne ; savourez l'expression qui assimile aux dieux les gens qui possèdent beaucoup de vin, *unmenschlich viel Wein ;* sentez passer la joie de la ripaille ; et comprenez, à cette impression première d'un jeune soldat de bonne famille arrivé en France, un des caractères les plus fréquents, et le plus marqué peut-être, de la psychologie générale : le désir de la conquête pour jouir. Après la bataille, le butin ; et,

par précaution, le butin avant la bataille, simplement parce qu'on se trouve en pays conquis, où l'on a tous les droits. Il n'y a rien qui ne soit bon à prendre, linge, tableaux, meubles, et pianos même ; mais le meilleur, c'est encore ce qui se boit et ce qui se mange :

« Nous entrons maintenant dans la localité. Mais tous les habitants l'ont abandonnée. Alors nous allons au cantonnement, que nous préparons nous-mêmes. Vin, champagne, cognac, liqueurs, chaussures, chemises, tout est à profusion. Je ne peux rien voler ; je ne prendrai que des provisions de bouche. Ainsi j'ai bien rempli mon bidon avec de la bonne liqueur vie de la Brunelle (Eau-de-vie de prunelle ?)... »

Le souci des choses matérielles, dans les carnets de route, est incomparablement le plus fort. Tel jour, on a mangé du lard ; tel autre jour, on a fait rôtir des poulets ; tel jour encore, on n'a eu que du pain de munition : ces faits semblent aussi importants à noter qu'un assaut ou une retraite ; chez les moins cultivés, ils sont même les seuls qui comptent. Pareillement, l'envoi des paquets contenant des provisions de bouche est un des sujets le plus longuement traités dans les lettres ; les cris du cœur ne sont souvent que des tiraillements de l'estomac. « Je mangerais bien encore

un morceau de saucisse, une fois en ma vie, » écrit un mari, du fond d'une tranchée; et la femme se hâte de satisfaire un désir si mélancoliquement exprimé ; elle envoie de la saucisse, de la graisse, du chocolat, des cigares. Ils appellent cela des dons d'amour, — *Liebesgaben*. Quoi d'étonnant, dès lors, à ce que ces affamés mangent, quand ils arrivent sur la terre promise !

« *10 octobre*. — Nous avons trouvé un plat de harengs ; j'en ai mangé quatre.

« *14 octobre*. — Nous logeons chez un marchand d'œufs; j'en ai gobé trois, mangé huit ou neuf en omelette, et trois durs. Bon repas.

« *15 octobre*. — J'ai mangé pour un franc vingt-cinq de jambon, bu deux verres de bière, et un cognac. »

Ils boivent plus encore qu'ils ne mangent. Le vin, c'est la boisson exquise, auprès de laquelle la bière paraît fade au goût. C'est la boisson délicate, qui n'est pas accessible d'ordinaire aux gens de peu. On voit, quand on passe devant les restaurants des riches, les bourgeois qui s'en font servir ; les bouteilles sont sur la table avec une nappe et des cristaux. Le vin confère une sorte de privilège aristocratique; les femmes en rêvent au fond de leur village : « Rapporte-moi donc des pantalons rouges, et un peu de vin... » Heu-

reux pays, que celui où le vin se trouve à la disposition de celui qui veut le voler ! — « Pris cent bouteilles de vin pour la compagnie. » — « Vidé la cave. » — « Villa ; beaucoup de vin. » — « Dormi dans le salon du curé ; beaucoup de vin. » — « Il y a ici énormément de vin ; presque chaque maison a sa cave. » — « Pour faire une surprise à mon capitaine, j'ai été lui chercher une bouteille de vin rouge. » L'ivresse est un péché mignon, que l'on se rappelle avec une certaine tendresse de cœur. « Nous sommes pleins jusqu'en haut. » — Il arrive que les officiers eux-mêmes cèdent à un penchant qui paraît si doux :

« Pendant la nuit, événements forcenés. Vers minuit, arriva une chose qu'aucun homme au monde ne voudrait croire. Plusieurs officiers étaient venus dans les tranchées complètement ivres. Ils prirent des fusils, et tirèrent sur des sentinelles allemandes. Mais, grâce au ciel, personne d'entre nous ne fut blessé. Les détonations durèrent jusqu'au matin. »

Et voici sous quelle forme ignoble on voit enfin cet instinct se traduire : « Nous passons à H..., ville belge, qui est entièrement dévastée. Je vois les premiers cadavres brûlés. Odeur infecte. Beaucoup de vin. Je lave mes pieds dans du vin rouge. »

Comme ils aiment la rapine, ils aiment la destruction. On sait de reste qu'ils ne laissent après eux que des ruines ; qu'ils n'épargnent ni les vieillards, ni les femmes ; qu'ils appellent ruses de guerre des crimes de lèse-humanité. Mais, au moins voudrait-on trouver, dans les impressions des soldats, quelque honte de ces forfaits, quelque remords. Ou, si c'est trop leur demander encore, on voudrait leur entendre dire qu'ils ont agi par ordre, et qu'ils ont dû obéir. La faute retomberait sur l'état-major, qui a voulu faire de la terreur un moyen d'action, et qu'on redoutât l'approche de ses troupes comme jadis celles des hordes barbares ; au moins, la responsabilité des humbles s'en trouverait-elle atténuée. On le voudrait pour l'honneur de l'espèce.

Or, ils passent sans frémir devant les décombres et regardent les cadavres des innocents sans rougir. Je multiplierai les citations, afin qu'on n'aille point croire qu'il s'agit d'un cas isolé, choisi à dessein parmi des témoignages contradictoires. En fait, il n'est pas de carnet de route qui ne relate des exécutions sommaires d'habitants et il n'est pas de soldat allemand qui ne les considère comme chose légitime, naturelle, ordinaire. Dans les formidables agglomérations d'hommes qui constituent les armées modernes, il se ren-

contre parfois des criminels, et on ne saurait rejeter sur tout un peuple les forfaits isolés que la discipline punit. Ces forfaits, les Allemands les ont commis en grand nombre ; les enfants mutilés et les femmes outragées crient vengeance au ciel. Mais il ne s'agit pas de ceux qu'eux-mêmes traiteraient peut-être en coupables. Il s'agit de la moyenne, de la foule des « bons soldats », des événements qu'ils notent avec tranquillité, parce qu'ils les considèrent comme normaux. Voici la remarque brève, jetée en passant :

« *18 août.* — Brûlé tout un village, fusillé huit habitants. »

Dans un autre carnet :

« *25 août.* — Nous avons fusillé des habitants du village ; cinquante environ. »

Dans un autre encore :

« *19 octobre.* — Le soir, cantonnement à M... ; nous fusillons quelques civils. »

Voici la description qui s'étend avec complaisance. A Louvain :

« Le 30 août, nous allâmes à Lœwen. L'aspect était effrayant. La ville entière était en flammes. Plus une maison debout. Les étudiants se sont démenés : mais nos troupes n'ont pas eu de pitié. Elles ont tout bombardé. Nous sommes restés là trois jours. Il y avait beaucoup de vin, et nous

avons bu tout le jour, depuis le matin jusque tard dans la soirée. Nous étions couchés dans les rues, et le sommeil était difficile. Mais c'est du service pour la patrie. »

Voici la comparaison qu'éveille chez un soldat la vue des victimes après le supplice :

« Vous ne pouvez vous faire une idée de l'aspect actuel de la Belgique. La plupart des villages sont complètement détruits. Tout est brûlé. Les habitants ont tiré sur les soldats. On les a simplement collés au mur. Quelques bonnes balles à travers le corps, et les voilà couchés comme des grenouilles. »

Voici une scène qu'un médecin juge digne d'être fixée par la photographie :

« Nous avons vu six cadavres de francs-tireurs. Sur un cadavre était un petit chien, qui ne voulait pas s'en aller. Un médecin de la Croix-Rouge a photographié les six cadavres... »

Voici je ne sais quel dilettantisme affreux :

« Il semble que ce fut une ville riche. Dans la rue, il y a encore des cadavres d'habitants qui sont en pourriture. L'odeur se répand à la ronde. Devant une maison gisent les cadavres de toute une famille : femme, père, enfants. Au milieu des cadavres se trouvent aussi les corps des chevaux, des vaches, des cochons. Les seuls

êtres vivants sont de petits lapins qui courent partout, joyeux de vivre. Dans les rues, des meubles, du linge, de beaux cadres brisés, des gravures, etc. Seules se dressent les ruines d'un beau château avec un parc et un verger... »

*
* *

Mais enfin, à quel sentiment obéissent-ils ? Quel raisonnement, fût-il barbare, leur permet-il de considérer de tels actes comme dignes de mémoire ? Quelle justification, ou seulement quelle explication, peuvent-ils fournir ?

Lorsqu'ils anéantissent un village après avoir massacré les habitants, ils se vengent des francs-tireurs. Ils en voient partout. Qu'un des leurs soit blessé par une balle perdue, la balle vient d'un franc-tireur. Qu'un soldat manque à l'appel, c'est un franc-tireur qui l'a tué, et qui a fait disparaître son cadavre. Sont-ils dans leurs cantonnements ? Les francs-tireurs guettent dans l'ombre, prêts à assaillir le soldat qui d'aventure sortirait. La sentinelle qui monte la garde aux avant-postes n'a pas seulement à craindre ses adversaires directs : là aussi, les francs-tireurs veillent. Le franc tireur est un être mal défini, qui d'une façon générale cherche à nuire aux honnêtes Allemands. Les

prêtres, notamment, sont soupçonnés *a priori* d'être des francs-tireurs ; il est bon de s'assurer de leurs personnes : « Vingt-cinq hommes furent faits prisonniers, dont deux prêtres... On nous amena encore onze autres prêtres. Nous avons obligé ces Messieurs à porter nos sacs, nous leur avons donné des livres de chansons, et nous leur avons fait chanter la *Wacht am Rhein...* » Le premier qu'on fusille dans les villages est toujours le curé ; les aumôniers ne sont pas épargnés. « Un aumônier belge qui avait excité ses soldats à des cruautés bestiales contre nos braves troupes, avec deux criminels de son espèce, a été réduit à l'impossibilité de nuire, pour toujours ; on l'a enterré sans tambour ni trompette. » — Les meuniers sont généralement aussi des « Frank terore, » qui font des signaux à l'ennemi avec les ailes de leur moulin.

C'est une loi inique, que de faire payer à la foule des innocents la faute d'un seul coupable. Si un civil vient à tirer sur la troupe, il appartient à la logique, sinon à l'humanité, de le rechercher et de le punir seul. C'est une loi inique, instituée par eux, et qui n'a pas reçu d'autre consentement que le leur. Mais au moins, l'application de cette règle présente-t-elle quelque garantie ? Y a-t-il un jugement ? Un défenseur ? Des formalités qui

entravent l'arbitraire ? La procédure dont s'entoure toute justice, si expéditive, si impérieuse qu'on la suppose ? — Rien de tout cela. On fusille « aussitôt », suivant l'expression d'un soldat. A tout le moins, faut-il des faits avérés, évidents ? des flagrants délits? des actes tels, qu'ils excluent l'ombre même du scrupule ? Non pas même. On se contente des « on-dit », des « peut-être » ; on accepte les témoignages les plus suspects, quand on ne les provoque pas. Chose inouïe, le doute profite à l'accusateur. On raconte qu'il y a eu une mitrailleuse dans le clocher : qu'on brûle le village. Il paraît qu'un prêtre a tué un général : « cent habitants, dont le curé, ont été fusillés ». On estime qu'une maison en flammes constitue un signal pour l'artillerie française : donc, on se vengera sur les francs-tireurs. Une dénonciation, une présomption, constituent des preuves. L'inconscience des soldats, témoins et acteurs, prend un caractère tragique. « Nous avons détruit tout le village, dit l'un, parce que des civils, et aussi des militaires, ont tiré sur nous. » Un autre : « Nous avons saisi les habitants, les innocents et les coupables. » Un autre encore : « Naturellement, les habitants ont prétendu qu'ils n'y étaient pour rien, et que les coups de feu avaient été tirés par des soldats français venant de Mont-

médy. » En conséquence, le village brûlé, les habitants fusillés. — Ainsi l'on arrive à cette triple iniquité : ce sont eux qui ont institué la loi, ce sont eux qui l'appliquent sans jugement, ce sont eux qui désignent les victimes sans enquête.

Or, toute leur psychologie est là. Je ne veux pas chercher quelle en est la source profonde. Je ne veux pas savoir dans quelle mesure les intellectuels allemands, revendiquant leur part de solidarité dans le sac de Louvain et dans le bombardement de Reims, sont responsables de la mentalité générale. Je ne veux pas remonter jusqu'aux philosophies qu'on trouve toujours, en dernière analyse, dans la conduite des peuples. Je constate des faits, et je les enregistre, tels qu'ils m'ont apparu dans des témoignages journaliers. Ils sont la manifestation d'une croyance unique : tout ce que veut un Allemand, tout ce qu'un Allemand exécute, est intangible et sacro-saint. Cet axiome suffit à tout. Il n'y a pas de devoir qui soit en contradiction avec l'intérêt allemand. Le droit, c'est l'Allemagne. L'acte en lui-même est indifférent ; on peut ordonner ou défendre le pillage et le meurtre, suivant les cas : il ne faut pas piller, par exemple, les villages où l'on veut s'établir à demeure, les villes où l'on veut engager la population à rentrer. « Ne brûlez les maisons

que si l'ordre en est donné par l'état-major. » Incendier ou ne pas incendier, massacrer ou ne pas massacrer, peu importe au point de vue moral, pourvu que la patrie allemande y trouve son compte. Les Allemands violent la neutralité de la Belgique, et rompent délibérément le pacte qu'ils avaient conclu avec ce pays. Il devrait en résulter que la Belgique soit déliée de ses obligations envers l'Allemagne, et que son premier droit soit de se défendre par la force contre celui qui emploie la force contre elle. Mais non ; l'Allemagne a la faculté d'agir comme elle l'entend à l'égard de la Belgique, la Belgique n'a pas la faculté d'agir comme elle l'entend à l'égard de l'Allemagne. Il y a même chez les soldats une irritation qui serait comique, si elle n'aboutissait au massacre, à l'idée que les Belges ont l'audace de se défendre ; et plus héroïquement ceux-ci se défendent, en effet, plus les autres les trouvent coupables. Déjà un pays grand et fort montre beaucoup de mauvais goût, quand il n'admet pas l'arbitraire de l'Empire germanique ; qu'un pays si petit, et en apparence si faible, ose résister, voilà qui dépasse les bornes. Et ce sont les mères allemandes qui insultent la Belgique :

« Te voilà donc, mon cher Maurice, dans cette cruelle, meurtrière, bestiale Belgique... »

L'exemple le plus frappant de cet étrange renversement des valeurs morales dans l'âme d'un soldat est celui-ci. Un brancardier écrit dans son carnet de notes qu'étant au cantonnement, il part avec un camarade pour aller chercher du vin dans la cave d'une maison voisine. Ils sont reçus par des « francs-tireurs », et sont obligés de se replier vers leur compagnie. Aussitôt le chef de la compagnie envoie huit hommes pour s'emparer des dits francs-tireurs. « Alors, raconte le soldat, « nous enlevâmes nos brassards pour pouvoir tirer, nous aussi... » Ainsi, les habitants n'ont pas le droit de défendre leur propriété contre des pillards. Mais les Allemands ont le droit d'employer les armes pour les réduire ; et les brancardiers allemands ont le droit de violer la Convention de Genève qui les protège, pour participer au meurtre.

Est-ce à dire que toutes les vertus de l'âme allemande aient disparu ? — Ne parlons plus de sa sensibilité. Nous avions cru longtemps, sur la foi de Mme de Staël, que toute tendresse fleurissait de l'autre côté du Rhin, avec toute vertu ; et même, de nous sentir si secs et si légers par comparaison, nous éprouvions comme un remords. Nous avons contemplé avec une admiration mêlée d'envie les bergeries d'une Germanie de rêve, où pleuraient

les Werther, mélancoliquement; la musique des *lieds* nous semblait être la chanson même du cœur. Heureux de n'avoir pas à changer des images qui nous charmaient, nous nous sommes refusés à voir les changements qui s'étaient opérés pendant trois quarts de siècle; il a fallu 1870 pour nous amener à une plus juste appréciation des réalités. Mais depuis, nous sommes avertis; et personne ne s'étonnera d'apprendre que l'Allemagne de 1914 n'est pas revenue à l'idylle. « Mon cher Conrad », écrit une mère à son fils, « n'ayez pas de pitié pour cette maudite racaille de Français et d'Anglais. N'en laissez pas. Ne faites pas de prisonniers. Cette bande de vauriens n'en vaut pas la peine... » Ce sentiment est assez répandu pour que le mot : *Pas de pardon* soit devenu une sorte de devise, qui apparaît dans beaucoup de lettres, et qu'on trouve tout imprimée sur des cartes postales. Pourquoi, disent couramment les gens du peuple; pourquoi garder des prisonniers et les nourrir, quand la vie est déjà si chère en Allemagne? Mieux vaudrait tuer tout de suite ces ennemis détestés. — Ils ne songent pas, quand ils veulent ainsi bannir de la guerre la dernière pitié, qu'on trouve leurs lettres sur leurs fils, prisonniers à leur tour; et qu'ils porteraient ainsi, si nous voulions leur appliquer les mesures que

demandent les leurs, leur propre condamnation.

Mais si cette vertu de compassion a disparu du cœur des femmes elles-mêmes, je trouve chez certains hommes de la bravoure et de la piété. Ils ont quelquefois de la bravoure, qui ne se traduit pas en exploits isolés, que ne tente pas l'aventure, que ne flatte point le panache; solide, tenace, obstinée. Ils ne l'étalent pas pour le plaisir, mais ne la marchandent pas, quand elle doit aboutir à un profit certain. Leur courage veut être soutenu et encadré; esclaves de la discipline, ils lui obéissent, lorsqu'ils sont en corps, jusqu'à la mort. On les a vus marcher à l'assaut en rangs serrés, comme pour la parade. Le nombre des engagés volontaires a été considérable, et beaucoup ont sacrifié leur vie à leur patrie avec une joie farouche. — Seulement, en raison de leur psychologie générale, ils ont décrété que cette vertu était un privilège allemand ; privilège et monopole. Ils n'ont même pas voulu concevoir que d'autres pussent la posséder, surtout sous une forme différente de la leur. D'où ce dédain de notre effort ; cette superbe ; la certitude qu'il leur suffirait de se présenter pour franchir en triomphateurs les portes de notre ville ; d'où, ensuite, leur surprise devant notre résistance ; d'où, à présent, les premières marques de découragement.

Pieux, ils le sont aussi, à leur manière. Ils enlèvent le crucifix de la maison qui brûle, après qu'ils ont eux-mêmes incendié la maison :

« *Visé, 20 août.* — J'eus une sensation étrange en voyant un de nos soldats briser une lampe à pétrole dans une pièce confortable, verser le contenu de la lampe sur de petits morceaux de bois, nous faire sortir et allumer. Un crucifix était placé sous un globe sur la cheminée ; je le pris et le portai devant la maison, près de la porte. Malheureusement, il fut écrasé ensuite lorsque la maison s'effondra. »

Ils prennent part aux cérémonies du culte comme à un exercice commandé. Ils chantent en chœur des cantiques. Ils portent, en guise d'amulette, une prière qu'on retrouve à un grand nombre d'exemplaires parmi leurs papiers : « Premièrement, tous les fusils visibles et invisibles se tairont pour ne pas t'atteindre, grâce au baptême du Christ, qui a été baptisé par saint Jean dans les eaux du Jourdain. Deuxièmement, tous les fusils, visibles et invisibles, se tairont pour ne pas t'atteindre par ordre du Saint-Esprit. Troisièmement, tous les fusils visibles et invisibles se tairont pour ne pas t'atteindre, grâce à l'angoisse de Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui nous a créés, toi et moi... Que celui qui ne veut pas croire à ces

signes et à ces lettres les écrive sur une feuille de papier, qu'il suspendra autour du cou de son chien; qu'il tire ensuite sur son chien, il verra bien alors qu'ils sont efficaces... » Mais ce n'est pas seulement la superstition qui fausse la piété, chez les faibles d'esprit; chez tous, c'est encore l'orgueil allemand. Ils ont confisqué à leur profit Dieu lui-même; ils ont fait de l'Éternel leur propriété. Le Christ n'est plus mort pour tous les hommes; il protège le peuple élu, haïssant les autres, et assurant leur défaite. Les autres, tous les autres sont des pécheurs, qui ont hâté par leur crime leur châtiment. On ne saurait concevoir aberration religieuse plus profonde, plus voisine de l'idolâtrie primitive, que celle qui consiste à faire de la divinité le fétiche d'une tribu. Ainsi, aux temps barbares, on détruisait avec joie, comme ils le font, les temples consacrés de l'ennemi, parce qu'ils abritaient un autre Dieu.

On comptait encore, parmi leurs vertus traditionnelles, la bonhomie : celle-là aussi est exploitée, au détriment du juste et du vrai, pour le plus grand profit de l'Allemagne. On abuse, en effet, de la crédulité des soldats à un point surprenant. Chaque fois que le moral de la troupe risque de baisser, on met en circulation une fausse nouvelle : que l'Italie a déclaré la guerre à la France;

que les forces russes sont complètement anéanties. « Notre capitaine nous réunit pour nous annoncer que Verdun est tombé; 70.000 Français ont été faits prisonniers d'un seul coup; on ne sait où les mettre, tant ils sont nombreux. » Sans doute, certains régiments allemands ont reculé, depuis l'époque de leur marche sur Paris : simple mouvement d'aile, accompli pour des raisons stratégiques. Les inventions les plus puériles, et à vrai dire les plus sottes, trouvent crédit. « N'aie confiance que dans les Allemands ! Méfie-toi des trappes des maisons françaises, et des aliments empoisonnés. Fais-les d'abord goûter aux enfants des personnes chez lesquelles tu loges. De même pour le chocolat : fais-le goûter d'abord... » — « Frau Ziegler est arrivée mardi de Wurzbourg, apportant la nouvelle que tu étais empoisonné : un Français t'avait donné de la saucisse empoisonnée... » On a été jusqu'à codifier les précautions à prendre contre de tels dangers : « Avis important à nos compatriotes qui sont en pays ennemi : 1° Prendre garde en pénétrant dans les maisons françaises qu'elles ont souvent des trappes pour descendre à la cave, et même souvent plusieurs dans le même bâtiment; 2° ne pas oublier de prendre garde aux armoires cachées dans les murs; 3° si des gens du pays ennemi offrent à

manger ou à boire, ne rien prendre avant d'en avoir fait goûter aux gens eux-mêmes. Faire remuer complètement les boissons par ces gens, les faire déguster par eux sous vos yeux. S'ils le font, vous pouvez boire. » — En face de la vertueuse Allemagne, justicière et vengeresse, la France battue, avilie, et perfide par surcroît.

Ainsi tout se mêle, les instincts légitimés et les vertus faussées. Comme ils écrivent sur la porte des maisons de nos villages où ont séjourné leurs espions : *Gute Leute*, pour que ces maisons deviennent sacrées à leurs soldats, de même ils ont proclamé leurs âmes bonnes entre toutes. Il n'y a plus d'harmonie dans ces âmes, plus de principe d'ordre. Elles n'ont plus d'aspiration : elles veulent rester ce qu'elles sont, leur être propre représentant la perfection allemande, et par conséquent toute perfection. Elles ont érigé leur orgueil en dogme. Elles ont renoncé à la grande loi qui demande comme premier principe de vertu l'humilité, au travail intérieur, à l'effort qui exalte ce qui est noble, abolit ce qui est bas. Plus de progrès depuis quarante-quatre ans, puisqu'elles ont renoncé aux conditions mêmes du progrès ; elles sont demeurées telles que les avait faites leur précédente victoire. Ce n'est plus en elles-mêmes qu'elles regardent ; elles considèrent

comme leur tâche de s'imposer aux autres dans tous les domaines, à titre de modèle absolu. Elles demandent, elles exigent qu'on reconnaisse cette supériorité sans discussion, pour la raison qu'elles l'ont établie. Tout leur effort est de dominer, non pas au nom du droit, mais au seul nom de la puissance allemande. Seulement, à force de vouloir être allemandes, elles se sont exclues de l'humanité.

Ceci n'est pas une formule. J'entends encore ce jeune Prussien de dix-huit ans, engagé pour la guerre, qui a quitté pour les champs de bataille le lycée où il terminait ses humanités. Il vient d'être fait prisonnier, après s'être courageusement battu. On lui a reproché, à lui qui peut comprendre, les actes de barbarie commis par ses compatriotes. Il a soutenu leur cause, et a voulu trouver à toutes les accusations des réponses. Il continue à se défendre, maintenant qu'il est seul avec moi dans l'automobile qui l'emmène vers l'arrière. Le pittoresque du spectacle, — les sentinelles qui nous arrêtent de leur fanal, un régiment de dragons qui nous croise dans l'ombre, les cantonnement entrevus, tout le mystérieux d'une nuit pleine de rumeurs guerrières, — rien ne distrait sa pensée et ne calme son émotion. Il parle de la violation de la neutralité de la Bel-

gique. « Du point de vue humain, je ne dis pas que nous ayons eu raison. Mais du point de vue allemand, nous devions le faire... »

*
* *

Les voici devant nous, ces guerriers. La campagne est finie pour eux ; ils sont prisonniers, et désarmés. Leur patrouille s'est avancée trop près de nos lignes ; ou bien leur tranchée a été conquise par les nôtres ; quelques-uns se sont rendus spontanément. Il y en a de toutes les régions ; ceux-ci ont l'accent de Bavière, et ceux-là de Saxe. Il y en a de vieux et de jeunes ; beaucoup de très jeunes, avec je ne sais quoi de puéril encore dans l'expression du visage. Race qui apparaît moins vigoureuse qu'on n'aurait cru d'abord, à mesure que les réserves viennent boucher les vides ; la boutique et l'usine ont arrondi les épaules et voûté la poitrine. On rencontre quelques types solides, massifs ; on n'en rencontre guère qui soient beaux.

Le drap gris de leurs vêtements est déchiré par places : les fils de fer des tranchées, quelquefois l'éraflure des balles, ont emporté les lambeaux. Leurs bottes sont boueuses ; leurs mains sont hâlées et tannées ; leur barbe est inculte ; leur

visage porte la marque des fatigues et des souffrances : toute l'usure des marches, des alertes, des nuits sans sommeil, des matins glacés ; tous les nobles stigmates de la guerre... Pourtant, il leur manque la fierté que devraient leur donner ces vêtements salis, cette boue qui fut leur lit de repos, cette pâleur qui dit leurs sacrifices. Rien dans l'allure ne révèle le combattant trempé par l'épreuve ; aucune noblesse individuelle ; leur attitude affaissée, leurs gestes lourds, leur passivité, donnent l'impression d'une vulgarité foncière. Ils saluent avec une raideur d'automates, lorsqu'ils devinent un de nos officiers, puis retombent dans leur affaissement. Dans des décors qui varient au hasard de la campagne, le préau d'une école, le vestibule d'un château, la prison très primitive d'un petit village ; en plein air, au milieu d'une prairie ou d'un champ ; quelquefois le soir, à la lueur d'une lampe incertaine, tandis que les silhouettes falotes se détachent à peine des profondeurs de l'ombre, on interroge ces vaincus.

Ici non plus, je ne répéterai pas ce que leurs réponses peuvent apporter d'utile à nos chefs ; c'est mon devoir. Mais ceci exclu, comme elles apparaissent bien telles que les montraient leurs confessions écrites, ces âmes sans charité ! Quels pauvres débris offre le surhomme, lorsqu'on lui

a retiré tout d'un coup l'orgueil qui faisait son seul soutien ! Sur la figure de ces prisonniers se peint la stupeur.

Ils sentent obscurément qu'ils ont vécu jusqu'ici sous une loi d'exception faite par eux et pour eux, et qu'ils retombent maintenant sous la loi de justice faite pour tous les hommes. Ils ont pillé à la fois par plaisir et par ordre ; quand ils allaient enduire de pétrole les maisons des villages de France, c'était, comme ils l'écrivaient, du service pour la patrie ; ils fusillaient les non-combattants, parce qu'il est du devoir d'un bon Allemand de démoraliser l'ennemi, sans s'arrêter au choix de moyens. Ils se rappellent maintenant qu'il est défendu de détruire, et que le sang innocent doit retomber sur celui qui l'a versé. Ce pays qu'on avait représenté aux plus intelligents d'entre eux comme si profondément enfoncé dans la paix, qu'il serait incapable même d'une convulsion guerrière, les tient désormais en son pouvoir. Ces gens, qui parlent autour d'eux une langue qu'ils ne comprennent pas, sont ceux qu'ils méprisaient tout à l'heure ; au lieu d'être la matière d'une facile conquête, ils sont les vainqueurs. Ces soldats à l'uniforme qui faisait l'objet de leurs plaisanteries, ces « pantalons rouges », ainsi qu'ils les désignaient, ces vaillants qui se sont emparés d'eux,

possèdent la force : ils les entourent, en armes, tandis qu'eux-mêmes sont désarmés. Ils avaient rêvé une entrée solennelle dans Paris, objet de leur convoitise, idéal souhaité, qu'on leur rappelait dans les lettres venues du pays : ils ont passé dans les rues du village qu'ils avaient essayé de prendre la veille, mornes et piteux : tel fut leur cortège triomphal. Habitués à se tourner vers leurs officiers dans toutes les circonstances de la vie, ils n'ont plus personne qui pense pour eux, et qui leur explique ce mystère. Les fausses nouvelles dont on avait entretenu leur courage sont démenties sans appel. « Le journal vient d'arriver. En grosses lettres : la prise de la forêt de l'Argonne. » Ce n'est pas vrai. « Nous venons d'apprendre que la ville d'Ypres est entre les mains des Allemands. » Ce n'est pas vrai. « Le bruit circule que les Français sont complètement encerclés. » Ce n'est pas vrai. « Notre aile droite et notre aile gauche ont déjà tellement entouré l'ennemi, que toute la bande sera bientôt forcée de se rendre. » Ce n'est pas vrai. Toutes leurs illusions tombent d'un seul coup ; il semble à leurs cerveaux confus qu'ils entrent dans un monde dont toutes les données seraient renversées ; et à leur stupeur se mêle l'effroi. Car leurs chefs leur ont encore dit, se méfiant des désertions faciles,

que les Français traitaient mal leurs prisonniers, et les tuaient. Sachant qu'ils ont mérité ce châtiment pour avoir transgressé les lois de la guerre, et qu'ils n'hésiteraient pas à l'appliquer eux-mêmes, ils le redoutent, et ils tremblent ; nous avons vu des sous-officiers de carrière pleurer à la pensée que, l'interrogatoire fini, on allait les fusiller. « Pas de pardon. »

Et nous en avons vu, qui disaient avoir pris part à plusieurs assauts à la baïonnette ; qui portaient sur leur poitrine le ruban de la Croix de fer, — prodiguée sans doute, multipliée comme une réclame, mais qui n'en veut pas moins signifier une hiérarchie dans la bravoure ; — plus que de simples soldats, des gradés à la veille de passer officiers : nous en avons vu de tels, et souvent, qui révélaient d'une âme tranquille ce que le devoir le plus élémentaire leur eût interdit de cacher. Sans avoir l'air de se douter de la trahison commise, ils disaient tout; leurs gros doigts montraient sur la carte les emplacements et les positions ; il n'était même pas besoin de les presser, pour obtenir d'eux tout ce que nous voulions savoir. Assurément, et surtout au début de la campagne, quelques officiers hobereaux ont montré une morgue qui faisait un contraste ridicule avec les réalités de leur situation. Certains

aussi, refusant dès l'abord de répondre, ont fait preuve de dignité. Mais c'est l'exception. D'ordinaire, ils parlent ; même les officiers de réserve ne se croient pas tenus au secret ; comme si, débarrassés de leur fonction, ils étaient délivrés du même coup des obligations morales qu'elle comporte.

C'est ici, précisément, que se trahit encore l'absence d'un principe supérieur qui les soutienne. Ils allaient comme une force inconsciente, en vertu de l'impulsion reçue ; ils n'avaient pas pris la peine de soumettre à l'épreuve de la réflexion intérieure les mobiles qui les dirigeaient, sûrs de leur valeur, puisqu'ils étaient Allemands. La critique, l'angoisse du doute, la nécessité de refuser ou d'accorder une adhésion personnelle même aux vérités que l'autorité et la tradition donnent comme certaines, n'ont jamais ébranlé leur âme, mais ne l'ont pas non plus trempée. Leur courage ne va pas jusqu'à la vertu personnelle, capable de prolonger l'effort collectif parce qu'elle l'a d'abord fondé. Réglés en tout, disciplinés, ils sont incapables d'improviser quoi que ce soit, fût-ce le devoir. Hors du dogme de l'orgueil, ils n'ont plus rien. Ils sont pris : ils parlent.

Les soldats à plus forte raison, dans la mesure

où ils sont au courant de leurs propres opérations. Quand on a dissipé leur terreur première ; quand on leur a affirmé qu'ils seraient conduits dans une ville de l'intérieur, où on les traitera bien, jusqu'à la fin de la guerre : alors ils pourront regagner leurs foyers ; quand ils voient que nous les traitons sans cruauté, et que nos soldats partagent avec eux leur pain : ils semblent revenir à la vie. Finies les batailles, finies les privations ; ils mangeront à leur faim ; ils ne souffriront plus du froid ; leur tranquillité est assurée, presque leur bien-être, par comparaison. Ils sont heureux comme des naufragés échappés à la mer, et ils parlent. Ils disent à leur façon la bataille, et ouvrent des yeux effarés, en rappelant les journées passées sous le feu de notre artillerie, tandis que leurs régiments semblaient fondre. La guerre ? Mais personne ne la voulait. « Nous savons bien que les Français ne voulaient pas la guerre ; mais les Allemands ne la voulaient pas non plus. » Ils sont convaincus que leur pays ne s'est engagé dans le conflit que malgré lui ; ils racontent d'obscures histoires d'où il ressort que la responsabilité retombe sur tous les peuples d'Europe, excepté sur l'Allemagne et sur l'Autriche. Et ils répètent, inlassablement, qu'ils n'ont pas souhaité la guerre, que la guerre contre la France n'a

jamais été populaire chez eux, que leur plus grand désir est de la voir finir. Ils nous font la grâce de nous assurer qu'ils veulent nous anéantir sans nous détester ; à les entendre, nous devrions envier aux Russes, et davantage encore aux Anglais, l'honneur d'être haïs par eux.

Disent-ils vrai ? Ils disent aussi qu'ils ont observé les lois de la guerre ; qu'ils ont respecté nos œuvres d'art : qu'ils n'ont bombardé nos cathédrales que poussés par la nécessité ; qu'ils ont respecté les femmes, et qu'ils n'ont jamais tué d'enfants. Même quand on trouve sur eux des objets de pillage, ils soutiennent qu'ils n'ont pas pillé, et rejettent la faute sur quelque camarade, dont ils les auraient reçus sans en connaître la provenance. Mais s'il était vrai qu'ils eussent fait cette guerre sans haine, combien leur âme serait plus basse encore, capable de tels forfaits sans passion !

*
* *

J'ai dit ce que j'ai vu. Certes, cette guerre offre des spectacles sublimes, et qu'on voudrait être capable de décrire. D'autres diront l'aspect nouveau des champs de bataille, où les yeux inexercés cherchent en vain l'ennemi : des lignes de tranchées confusément aperçues ; quelques points

mouvants, bientôt disparus, qui sont les compagnies ou les bataillons; et, dans le ciel, les flocons blancs des obus poursuivant les aéroplanes. Ils diront la violence inouïe des canonnades, et les duels d'artillerie que la nuit même n'interrompt pas. Ils diront les villages ravagés, les villes devenues décombres, et les murs des églises éventrées debout parmi les ruines. Et d'autres diront encore, — suivant l'expression d'un écrivain au mâle génie, digne de traduire les sentiments de la nation, et capable de les exalter encore, — d'autres diront les saints de France : nos soldats dans les tranchées. Humbles saints, qui n'ont rien du romanesque niais qu'on leur prête, d'autant plus admirables qu'ils sont plus simples, et que leur vertu de patience est plus mêlée aux réalités communes...

Le spectacle des prisonniers de guerre n'a pas cette beauté. Le sort n'a fait à ces hommes, en leur sauvant la vie, qu'une faveur mesquine, puisqu'il les a désarmés. Même envers ceux d'entre eux qui furent braves, on serait tenté, si on ne prenait garde, d'être injuste, pour les voir si loin de l'action, si près de l'espoir.

Mais, s'il manque de grandeur et de poésie, ce spectacle est utile ; et plus utile encore l'examen des lettres et des papiers, qui montre le fond des

cœurs. Non par des théories, mais par les constatations les plus immédiates, auxquelles nous nous sommes tenus à dessein ; par des faits, dont nous avons voulu que le lecteur fût juge, en rapportant les expressions mêmes qui les énonçaient, nous sommes arrivés à voir ces réalités : une âme qui s'est mise au-dessus de l'humanité, par orgueil ; une âme qui se trouve, lorsque cet orgueil vient à lui manquer, dépourvue des vertus véritables qui font la force de l'homme.

En vérité, j'aime mieux notre âme française. Il n'y a pas si longtemps qu'elle apparaissait au monde comme déchirée, et, par endroits, gâtée. Ceux qui l'aimaient ne s'y trompaient pas ; ils distinguaient, au milieu des défauts, des germes de vie qui voulaient se faire jour ; ils prévoyaient la floraison. Mais il fallait leur intuition pour voir, dans les penseurs qui avaient commencé à traduire son renouveau, les maîtres de l'heure, qui ne semblaient être encore que les prophètes d'un avenir lointain. Et comme elle étalait ses imperfections et dissimulait volontiers ses vertus, ceux qui avaient intérêt à son dépérissement allaient prédisant qu'elle devait mourir.

Au moins, rien de ce qui est humain ne lui était-il étranger; si elle péchait, elle ne péchait pas par l'hypocrisie du pharisien ; elle était inquiète

et tourmentée ; elle cherchait ; ce qu'elle demandait, c'était peut-être l'épreuve. L'épreuve est venue et lui a rendu sa qualité première. Tandis que l'Allemagne, sortie de son ivresse, n'aura plus aux lèvres que l'amertume et le dégoût, la France retrouve son intelligence saine, son cœur vaillant, tous les jours davantage. Des lendemains glorieux que nous promet l'amour de la patrie purifiée, je veux pour preuve les admirables soldats qui passent au moment même où je termine ces lignes, et qui s'en vont, la tête haute et les yeux graves, vers la bataille, — vers la victoire qu'ont préparée nos chefs.

4008 — Imprimerie spéciale de la Maison Bloud et Gay

N° 46

"*Pages actuelles*"
1914-1915



Guerre et Philosophie

PAR

Maurice DE WULF
Professeur aux Universités de Louvain et de Poitiers.



BLOUD ET GAY, Editeurs
7, PLACE SAINT-SULPICE, PARIS

Maurice DE WULF

Professeur aux Universités
de Louvain et de Poitiers.

Guerre et Philosophie



PARIS
BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1915

GUERRE

ET

PHILOSOPHIE

I

PHILOSOPHIE ALLEMANDE ET MILITARISME

Lorsqu'au mois d'août dernier la guerre éclata, et qu'une traînée de feu vint embraser les trois quarts de l'Europe, c'en devait être fait pour longtemps, semble-t-il, des discussions philosophiques. La philosophie n'est-elle pas fille de la paix, comme l'art et la science? Et du jour où le canon gronde, que l'industrie, le commerce, tous les ressorts de la vie économique et sociale sont paralysés, quelle place peut-il rester à ces études de luxe que, même en temps de paix, d'aucuns disent frappées de stérilité?

Et il fut bien ainsi pendant les premières semaines de la guerre.

Dès que le chancelier de l'empire allemand eut émis sur l'inviolabilité des traités garantissant la Belgique sa théorie tristement célèbre du chiffon de papier, dès qu'on eut déclaré en plein Reichstag que la violation du territoire belge allait à l'encontre du droit des gens, mais que cette violation était justifiée par la nécessité

militaire, on eut l'impression qu'un renversement des valeurs morales était en voie de s'opérer en Allemagne. Sitôt franchi le pont de Visé, les armées impériales ouvrirent une série ininterrompue d'horreurs auxquelles le monde civilisé ne voulut d'abord pas croire et qui, lorsqu'il les connut, arracha des cris de stupéfaction, de révolte : incendie de villes et de villages, fusillade en masse des civils, massacre d'otages, assassinat de prêtres, tuerie d'enfants et de vieillards, pillages de maisons, destruction de bibliothèques et de monuments artistiques. Ces choses lamentables, que le constat d'enquêtes officielles commence à faire connaître par le détail, étaient organisées par les chefs militaires, puisqu'on avait créé par avance un outillage scientifique, pour qu'on les pût mieux et plus rapidement exécuter. Alors, par toute la Belgique, le pitoyable exode des populations affolées s'accomplit ; un vent de terreur souffla sur les habitants des régions envahies et les poussa sur les grandes routes ; et ceux qui ont vu se dérouler ces longs cortèges de fuyards ont encore les yeux remplis de visions de détresse. Des instruments perfectionnés, des procédés scientifiques avaient permis aux nouveaux barbares de parfaire en quelques semaines ce que les barbares anciens mettaient des années à accomplir.

Or, les excès mêmes de cette invasion foudroyante et brutale amena chez les Allemands d'abord, chez les Alliés ensuite, enfin chez les neutres le retour singulier d'une discussion, dont la philosophie fait les frais pour une grande part. Voici plusieurs mois que des journaux, des pamphlets, des revues, des livres, des manifestes, des votes académiques agitent — non pas seulement les causes immédiates et les responsabilités de la guerre — mais les principes de philosophie sociale dont s'inspi-

rent les belligérants, et cette discussion n'est pas un des phénomènes les moins significatifs de la crise actuelle.

Comment se produisit ce retour ?

Quand l'Allemagne s'aperçut de l'émotion produite dans le reste du monde par les abominations de ses armées, elle comprit le danger dont son crédit moral était menacé et inaugura tout un système de procédés destinés à donner le change : les canons de Krupp ne pouvant rien dans l'occurrence, on mobilisa les hommes de science et les philosophes. Dans le courant du mois d'octobre parut l'extraordinaire manifeste de 93 représentants de l'art et de la science allemande couvrant de leur autorité d' « intellectuels » les agissements de la coterie militaire. Ce factum, — qui est signé de quelques uns des hommes de science les plus universellement estimés, qui, d'autre part, est couvert d'un certain nombre de signatures de remorque, et enfin dans lequel on est heureux de ne pas voir figurer un groupe important de personnalités de premier ordre — constitue une apologie du militarisme allemand, puisqu'il nie les excès que celui-ci a pu commettre et légitime le principe dont il s'est inspiré.

Sans compter que dans des interview de journaux ou dans des articles de revues, plusieurs de ses signataires les plus notoires, comme Ostwald, Lasson, Wundt vinrent justifier leur adhésion ou même renchérir sur les déclarations du manifeste, celui-ci démontra à l'évidence l'existence d'une mentalité uniforme, l'union étroite du groupe militaire et du groupe des hommes de culture et de science.

On pouvait croire, avant la guerre, que le parti des junkers, dont l'importance allait toujours grandissante, avait contre lui un parti de pacifistes constitué de

bourgeois, de commerçants besogneux et surtout des hommes d'étude si nombreux en Allemagne. Il n'en est rien. La légende des deux Allemagne a vécu. Toutes les forces vives de la nation sont tendues vers la guerre. Les armées affirment par le canon et les schrapnells, les intellectuels par des raisonnements et des théories, une morale internationale nouvelle qui prétend établir le droit et le devoir de l'Allemagne à entreprendre une guerre d'agrandissement et de conquête.

Au moment où on s'y attendait le moins, la philosophie reprend son rang. Elle redevient, selon la parole de Platon dans l'*Euthydème*, l' « *art royal* ». La guerre actuelle ne met pas seulement en conflit des nations et des groupements politiques mais les principes mêmes des sociétés. La lutte est devenue une lutte de deux conceptions de la vie et de l'humanité. Jamais il n'a été plus vrai de dire, avec un philosophe américain, que « si la philosophie ne sert pas à cuire du pain, elle dicte la conduite des Nations ».

Essayons de montrer de quoi se constitue cette philosophie allemande mise au service de la guerre, et d'établir ainsi parmi les causes d'ordre si divers qui ont déchaîné le cataclysme de 1914, une des plus profondes et des plus agissantes.

I. — La Prédestination de l'Allemagne et le Monisme.

La philosophie allemande, qui est venue si inopinément apporter son *placet* aux folies du militarisme, est le produit de deux facteurs principaux : le premier, d'ordre spéculatif, a pris corps au début du XIXe siècle, dans les écrits de Fichte, un des fondateurs de l'université de Berlin — le second, facteur pratique ou même

racique, est un faux mysticisme, spécial aux Germains, et qui recouvre d'une vapeur d'irrationalisme toutes les idées philosophiques venant à éclore dans leurs têtes rondes et blondes. Les deux, philosophie théorique et mysticisme pratique aboutissent à une apologie de la vie sociale qu'on a appelée la Kultur et dont les généraux allemands n'ont fait que poursuivre l'expansion.

C'est de Fichte qu'il faut parler d'abord, car c'est bien de lui, ainsi que M. Boutroux l'a montré dans une étude de la *Revue des Mondes*, que procède pour la plus grande part, la philosophie de l'Allemagne militariste. D'autres penseurs ont été dénoncés comme les auteurs responsables de la mentalité de brutal égoïsme qui pousse une nation à déposséder ses voisins. Les noms de Nietsche et de Kant ont été sur toutes les lèvres, mais à tort selon nous. Assurément, quand on s'est nourri l'âme des étranges commandements de Zarathustra, quand on considère la pitié comme une faiblesse, et la force comme un droit, on est admirablement préparé à remplir dans l'armée d'un von Manteuffel le poste d'incendiaire, de pillard et d'éventreur. Ce ne sont pas les loups qui sont coupables de dévorer les agneaux, déclare Nietsche : quand ils sont mangés, les agneaux doivent s'en prendre à eux-mêmes, à leur chair tendre et délicate ; et les loups n'y sont pour rien, si les agneaux sont des morceaux de choix. — Mais il ne faut pas oublier que la morale de Nietsche est une morale individuelle bien plus que sociale, que si elle a pu déformer et déprimer ceux qui ont ouvert la porte de leur âme à ses préceptes empoisonnés, elle n'inspire pas directement les théories nationalistes, l'idéal pangermaniste que la guerre de 1914 a la prétention de servir.

Quant à Emmanuel Kant, on a tort d'oublier que sa philosophie critique est une psychologie individualiste.

Le Kantisme est redevable de sa grande place dans l'histoire des idées à ses analyses — pénétrantes et profondes dans leurs erreurs — des trois fonctions de la conscience : fonction de connaître qui fonde la science. fonction de vouloir qui fonde la morale, fonction de contempler les événements d'un point de vue finaliste, qui fonde la téléologie et l'esthétique. Or, Kant professe le respect de l'individu humain ; il proclame la valeur de sa personnalité ; il se fait l'apôtre de ses libertés individuelles. On ne découvre rien dans sa doctrine qui ressemble à une déification de la Société, à une justification de l'absolutisme gouvernemental. Ce n'est pas dans sa philosophie de l'Etat qu'il a déposé son venin, mais dans sa psychologie de l'individu, puisqu'il voue celui-ci au subjectivisme du savoir et à la sécheresse du cœur. Ceux qui font remonter à Kant la paternité intellectuelle des principes du militarisme allemand oublient en outre que Kant s'est dressé comme l'apôtre de la paix. Par une ironie des choses, à la veille de la guerre, les éditeurs d'outre-Rhin répandaient des éditions populaires de l'opuscule de Kant sur la Paix éternelle (Zum ewigen Friede). Kant, à qui les intellectuels allemands taillent un socle de gloire, n'eût pas signé leur manifeste, non plus que Leibniz qui passe pour le fondateur de la philosophie allemande moderne.

En fin de compte c'est du monisme allemand et de la théorie de la déification de l'Etat, couvée dans ce monisme, que découle la philosophie des militaristes. Or l'ancêtre, ou mieux l'initiateur de ce monisme dévergondé qui pénètre jusqu'à la moelle la pensée allemande du XIXe siècle, qui inspire à la fois et sa métaphysique et son romantisme artistique — est sans contredit Johann Gottlieb Fichte, dont Schelling, Hégel et les autres n'ont fait que suivre le sillage.

La parenté intellectuelle de Fichte n'est pas douteuse : il est de souche kantienne. Tout le subjectivisme de Kant est absorbé dans la systématique de Fichte, mais poussé à l'extrême, et transposé dans une tonalité moniste qui en constitue l'originalité. Fichte comme ses successeurs a trahi les principes purs du Kantisme ; il leur a tordu le cou, et suivant le mot de Paul Janet les âpres discussions qui surgirent entre lui-même, Schelling son disciple et Hégel son émule au sujet de leur fidélité respective à Kant, donnèrent le spectacle d'une guerre civile de panthéistes.

Il suffira de rappeler ici la double et profonde transformation que le célèbre recteur de l'université de Berlin imposa à la doctrine kantienne, et qui, pour un siècle, aiguilla la philosophie allemande dans la voie de la plus obstruse métaphysique.

La première est la transformation *moniste :* il n'y a qu'*une* seule réalité, et cette réalité est le Moi absolu, correspondant à l'Esprit Absolu de Hégel. Représentez-vous que les individus humains que nous sommes se ramènent à des positions éphémères d'un Grand Moi, et que celui-ci, *étant un Esprit,* n'a d'autre fonction que se forger sans cesse des représentations, l'activité représentative étant la seule dont un Esprit est capable. Il est une tendance à agir, c'est-à-dire à penser, sans trêve et sans repos : il convertit ses états en objets de connaissance. Ainsi se dissipe aux yeux de Fichte la difficulté à laquelle se bute le Kantisme quand il est mis en demeure d'expliquer « l'uniformité des fonctions psychiques dont tous les hommes sont nantis à leur naissance ». Si nous ne sommes tous que des devenirs éphémères d'un Seul Etre, c'est cet Etre unique qui en dernière analyse bâtit en chacun de nous une science et une morale uniformes.

La seconde transformation est la transformation *idéaliste* et elle est non moins capitale : en déclarant que le Moi ou l'Esprit Absolu est la seule réalité, il suit que le *non moi*, ou l'objet que cette Intelligence absolue se représente, ce qu'il tient devant le regard de sa pensée (quod sibi repraesentat) n'est qu'*un produit* de cet Esprit. Ce non moi est ce que nous appelons notamment le monde extérieur ; si bien que tout cet ensemble de corps, de plantes, d'animaux, d'organismes humains au milieu desquels nous croyons vivre et nous mouvoir se ramène à un faisceau de fantasmagories engendrées par d'incessantes représentations, et n'ayant aucune existence en dehors de l'Esprit qui les engendre. Il le faut bien, dit Fichte, car si l'Esprit ne se créait pas sans cesse des objets, si, par une sorte de génération inconsciente, il ne suscitait pas des obstacles devant lui, il ne pourrait alimenter sa tendance à agir. En faisant du monde expérimental un produit de l'Esprit qui se le représente, Fichte croyait résoudre une seconde énigme du Kantisme, expliquer l'origine du matériel expérimental qui déclanche nos fonctions psychiques, et qui d'après les principes du Kantisme demeure inexplicable.

Ce qu'il faut retenir de cet exposé forcément incomplet et raccourci, c'est que dans la philosophie de Fichte le Monde ou le Non Moi, c'est-à-dire tout objet pensé, est un produit du Moi, et que sa génération mentale est nécessaire pour alimenter le besoin d'agir de cette tendance inassouvissable à agir qu'est le Moi ou l'Esprit. Ainsi que le dira Schiller plus tard, le Moi se crée le Monde « pour jouer », « pour s'amuser ».

Or voici que ces rêveries de métaphysicien descendent de façon inattendue de la région des nuages sur le ter-

rain des théories patriotiques. En 1807-1808, dans les dernières années de sa carrière, alors que la Prusse était placée sous la domination napoléonienne, Fichte prononça à Berlin ses célèbres *Discours à la Nation allemande*, pages prophétiques qui donnent le vertige et qui contiennent en germe plus d'un sophisme inspirateur de la guerre.

En voici le résumé :

Le Moi Absolu, cette sorte d'Esprit Racique, Impersonnel dont la « Théorie de la Science » (Wissenschaftlehre) étudie l'agir et les fonctions, descend dans un nombre indéfini de Moi individuels. Tous seraient membres d'un même Etat social, si la diversité des habitats, des races, des langues, des religions n'amenait comme conséquence la coexistence de nations distinctes. — Or, de toutes les nations dans lesquelles l'Esprit Impersonnel se réalise, la meilleure est la nation allemande. « Dans ce peuple seul, écrit-il, se trouve encore à l'état vivant la force psychique originelle de l'humanité, qui peut engendrer et communiquer une vie nouvelle. Si ce peuple venait à disparaître, c'en serait fait de l'Humanité. »

Le voilà lancé pour la première fois le postulat factice de la prédestination de l'Allemagne. Postulat de folle ambition, mais qui, dans les harangues académiques de Fichte, n'est qu'une thèse étrange, sans répercussion sur les événements politiques de l'heure et dont un théoricien déductif à outrance pouvait sans risquer d'être contredit poursuivre les justifications et les conséquences.

Fichte rappelle à la grandeur de ses destinées la Prusse affaiblie après Iéna et Friedland. Il veut la renouveler, en lui rendant la conscience de sa supériorité ; il dresse un plan de réforme qui doit lui assurer la domi-

nation mondiale. Et pourquoi donc, ce qui est Allemand, *die Deutscheit,* est-il un germe de perpétuel renouveau qui assure à la nation sa supériorité sur toutes les autres? Fichte répond : « Parce qu'au milieu de ses pérégrinations et de ses contacts avec les autres peuples, la nation allemande a su garder l'originalité des peuples primitifs (Urvolk) et que sa langue est une langue originelle. Les Allemands seuls continuent de parler une langue vivante, telle qu'elle est issue des forces de la nature. Les autres peuples, détachés du tronc germanique et façonnés par le moyen âge chrétien, ont mélangé leur langue au latin ; ils parlent des idiomes néo-latins, des langues dont la vie est en surface et qui sont mortes en réalité ». Suivons la longue chaîne des corollaires et des oppositions qui en découlent : il suffit que le peuple allemand prenne conscience de lui-même pour que de cette source jaillissante se répandent sa philosophie, sa religion, sa poésie, — tandis que ces trois grandes manifestations de la culture ou de l'énergie psychique de l'humanité n'apparaissent chez les peuples néo-latins qu'à l'état d'épiphénomènes, de choses adventives et ne touchent pas à la vie populaire. La culture allemande est vivante, la culture étrangère est morte. Aussi, rien de ce qui est bon chez les autres ne trouve son parachèvement, sa perfection finale, sans avoir été vivifié par la culture allemande. C'est de l'étranger que naît au xve siècle l'engouement pour les études classiques, mais l'Allemagne seule pénétra l'esprit de l'antiquité, s'assimila son esprit ; et après qu'elle eut ainsi transformé les études classiques, elle en fit bénéficier les nations inférieures ses voisines. Ainsi encore, la Renaissance italienne se parachève dans la Réforme allemande ; la philosophie expérimentale des Anglais trouve son couronnement dans la philosophie critique de Kant, et

— voyez la modestie de l'auteur — dans la Wissenschaftlehre de Fichte. La France suscita la Révolution, mais l'Allemagne la fit servir à l'éducation populaire.

Faut-il s'étonner dès lors que tout est supérieur en Allemagne? « Rien de ce qui est allemand, dit M. Boutroux, ne se retrouve, avec la même excellence, dans les autres Nations. Les femmes allemandes, la fidélité allemande, le vin allemand, la chanson allemande tiennent dans le monde le premier rang [1]. »

Ce n'est pas tout. L'incommensurable orgueil de Fichte l'entraîne jusqu'au bout de la théorie, et il esquisse la plus extraordinaire notion du patriotisme qui ait jamais été conçue : les Allemands étant seuls à représenter le type originel de l'humanité sont seuls à constituer un vrai peuple; les étrangers n'étant que des formes mortifiées de l'espèce ne méritent pas le nom de peuple. Dès lors le patriotisme ou l'amour de son peuple n'existe que pour l'Allemand. Aussi tout doit être subordonné à la grandeur de la Patrie Allemande; et quand elle est en danger, tout doit être sacrifié pour maintenir ce qu'il appelle « la flamme consumante (verzehrende) du Patriotisme, grâce à laquelle la Nation tient du divin ».

Il s'ensuit encore que les autres peuples doivent recevoir de l'Allemagne leur salut, et une prospérité qu'ils ne sont pas capables de se procurer à eux-mêmes. Ils sont à l'Allemagne *ce que le Non-Moi est au Moi*. De même qu'en métaphysique l'objet représenté devant l'Esprit comme Non-Moi, ou comme monde, n'a d'autre raison d'être que d'alimenter le besoin d'agir de cet Esprit, la tendance inéluctable qu'il a de s'occuper en

1. Boutroux. L'Allemagne et la guerre. *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1914, p. 394.

se représentant quelque chose, de même les autres peuples n'ont de raison d'être que s'ils entrent dans le champ d'éclairage de la Nation Royale.

Pour engager la nation dans le chemin de son triomphe, Fichte établit par le détail un plan d'éducation populaire, qu'il emprunte à Pestalozzi, et dont il suffira de marquer l'idée inspiratrice : avant tout, qu'on donne à l'Allemand conscience de sa supériorité sur les autres hommes, et de sa subordination à la grandeur de la Patrie. Qu'on inculque au peuple le culte de son unité racique, afin de combattre par le moyen de cette unité, la politique factice de l'équilibre européen. « Si au moins l'Allemagne était demeurée une, s'écrie-t-il, elle se serait reposée sur elle-même au centre du monde civilisé, comme le soleil au centre de l'univers. Elle eût conservé la paix, elle l'eût donnée en partage à ses voisins et sa seule existence assurait l'équilibre des autres. » Enfin il faut conférer à l'Allemagne la plénitude de son indépendance économique et commerciale — indépendance que Fichte considère comme le moyen indispensable de son salut et par là même du salut de l'Europe.

Ces pages datent de plus de cent ans. Ne dirait-on pas qu'elles sont écrites d'hier ? Certes, tout n'a pas survécu des doctrines de Fichte. Il n'a pas fait école, et ses disciples l'ont atrocement querellé. Ses *Discours à la nation allemande* n'ont pas été compris de ses contemporains immédiats, mais pour être à longue échéance leur action n'en fut ni moins sûre ni moins pénétrante.

Plus personne, même en Allemagne, n'oserait reproduire les arguments sur lesquels Fichte croit pouvoir fonder la supériorité de sa nation. La prétendue perfection originelle de la langue allemande ne supporte pas un instant le contrôle de la linguistique. La langue allemande n'est pas originelle au sens de Fichte, et

quand même elle serait pure de tout contact et de tout alliage, il n'en résulterait pas au profit de ceux qui la parlent, je ne sais quel titre de Sur-homme ou de Sur-peuple. A ce compte des peuplades primitives de l'Australie ou de l'Afrique dont la langue est demeurée réfractaire à des contacts étrangers, pourraient revendiquer le même privilège.

. Les Allemands du xxe siècle ont substitué à l'argument bancal de Fichte d'autres arguments qui ne valent pas mieux, ainsi qu'on le verra plus loin. En tout état de cause, ils ont retenu la thèse, ou mieux le postulat, que leur Nation est prédestinée, qu'elle est investie d'une mission civilisatrice à l'endroit des autres.

Hegel, qui pendant un demi-siècle façonna les esprits d'Outre-Rhin, renforce cette folle apologie patriotique en développant la théorie de l'Etat. L'Etat n'est pas seulement supérieur, mais encore *antérieur* à la famille et à l'individu : ainsi l'exige le rythme de l'objectivation de l'Esprit, seule Réalité, dont l'Etat est un Devenir impersonnel. Dès lors, l'Etat a sa fin en lui-même, il est une Entité distincte des membres qui le composent, un organisme vivant, ayant son vouloir et sa moralité. Rien sur terre n'est au-dessus de l'Etat. C'est le Dieu Moloch devant qui tout s'incline. Sa force constitue son droit. Le jour où son indépendance, c'est-à-dire son existence est en jeu, l'Etat a le droit de déclarer la guerre, et il doit exiger que ses citoyens se sacrifient corps et biens à son service. Il suffit de lire chez Hegel l'apologie de la guerre, de son action purificatrice, bien plus de sa vertu moralisante, pour se rendre compte de la griserie que cette apologie dut exercer sur un parti militariste disposé à accueillir et à exploiter tout ce qui peut précipiter un appel aux armes.

Quelque étrange, en effet, que la chose puisse paraître,

les idées de Fichte et de Hegel ne demeurèrent pas enfermées dans un cénacle d'initiés. Elles rayonnèrent sur la masse, et on les retrouve dans les écrits des techniciens qui constituent en Allemagne les dirigeants de la guerre. On ne peut poursuivre ici, dans tous ses méandres, la progression de cette philosophie du militarisme. Il suffira, après avoir marqué son point de départ chez Fichte, son complément chez Hégel, de signaler son point d'arrivée chez le général von Bernhardi, dont l'ouvrage très remarqué constitue le spécimen le plus significatif de la philosophie militariste de ces dernières années. Ce général de cavalerie, bien mieux fait pour aligner des hommes que pour hiérarchiser des idées philosophiques, est l'auteur d'une étude sur *l'Allemagne et la prochaine guerre*, qui en 1912 en était à sa 5e édition allemande et dans lequel on trouve une mise au point contemporaine des idées émises il y a cent ans par Fichte.

Avant d'entrer dans le plus minutieux détail de la mission sociale de l'Allemagne, du rôle politique mondial auquel elle doit prétendre, de l'orientation militaire qu'il convient d'imprimer à toutes les forces de la nation, du caractère que prendra la prochaine guerre sur terre et sur mer, de l'attitude possible des divers peuples que l'Allemagne trouvera sur son chemin, des ressources militaires qu'il convient de rassembler, von Bernhardi démontre que la guerre de conquête n'est pas seulement un droit mais un devoir. La trop longue paix est démoralisante, écrit-il à la suite de Hégel, et la guerre périodique est une loi de nature. L'Etat a le devoir de faire la guerre non seulement quand le peuple est à l'étroit dans son territoire, mais encore — et ceci nous ramène à Fichte — *quand le peuple doit faire rayonner au dehors la culture* dont il a *le dépôt sacré*. Or, la nation allemande est le peuple élu entre tous ; aucun autre ne

peut rivaliser avec sa suprématie intellectuelle. Sa science est la lumière du Monde. Les solutions qu'elle a su donner aux problèmes religieux et sociaux sont les plus parfaites. Sa mission civilisatrice est évidente. D'autre part, ni l'importance géographique de l'Allemagne, ni son influence politique, ni son expansion coloniale ne sont proportionnées à la haute mission civilisatrice qui lui incombe. « Le territoire de l'Allemagne actuelle, écrit-il, si on considère sa géographie, n'est qu'un torse tronqué de l'ancien empire germanique ; il n'embrasse qu'un tronçon du peuple allemand. Un grand nombre de frères allemands sont annexés à d'autres Etats ou vivent de façon indépendante, comme ceux des Pays-Bas qui se sont développés en peuple spécial mais qui, par leur langue et leur caractère, ne peuvent renier leur germanisme.[1] » La conclusion s'impose : il faut s'agrandir aux dépens des voisins, annexer la Hollande et la Belgique, attaquer la France, amoindrir l'Angleterre. A ce moment se déclanchent tous les principes de la morale hégélienne : la guerre devient un devoir, une question de vie ou de mort. Tout fléchit devant la nécessité. La grandeur postulée de l'Allemagne place les intérêts de son expansion au-dessus de tous les traités et de toutes les neutralités.

II. — Le faux mysticisme.

Mais ne sont-ce pas là des paradoxes? Les intellectuels allemands croient-ils sincèrement à la supériorité de leur race, à sa mission civilisatrice et quasi divine? Que cette superbe puisse inspirer des dis-

1. *Deutschland und die nächste Krieg*, 1912, p. 79, trad.

cours, des harangues, des livres : soit. Mais peut-elle descendre dans l'organisation de la société vivante, corrompre les voies de tout un peuple ?

Oui, à une condition : que le tempérament intellectuel de la nation la dispose à prendre pour du réel une part d'irréel ou d'utopique, à croire à la réalisation d'un idéal illusoire. Et il en est bien ainsi. Le peuple allemand est affecté d'une sorte de crédulité sentimentale faite de faux mysticisme et de religiosité, grâce à laquelle il est toujours prêt à faire place dans sa vie à quelque parcelle de l'étrange et de l'incompréhensible.

Cet aspect de la mentalité allemande qui constitue un des traits les plus curieux de la race, n'explique pas seulement la prédilection de sa littérature et de sa musique pour les légendes et le merveilleux, mais surtout le crédit qu'on y attache.

Les ondines des ballades de Gœthe sont si bien de réelles séductrices que plus d'un s'est jeté à l'eau pour les rejoindre, tout comme des milliers de jeunes gens se sont suicidés dans l'appareil dramatique où mourut Werther. Le dieu Wotan, les filles du Rhin et les divinités de la mythologie des Niebelungen, qui jouent un rôle dans les drames de Wagner, ne sont pas que des mythes ; ils représentent quelque chose de l'antique Germanie qui continue de vivre.

Nulle part cette crédulité sentimentale ne s'affirme avec plus de fantaisie et de puissance que dans les formes du mysticisme allemand et de la philosophie religieuse auquel aboutit l'alliage de ce mysticisme avec les données de la philosophie chrétienne. C'est le monisme, ou l'unité substantielle de toutes les réalités, qui constitue l'arrière-pensée de Gœthe, quand il personnifie dans les ondines la mystérieuse attirance de l'eau qui nous invite à rentrer dans le Grand Tout. C'est encore le monisme qui

forme le pôle de la mystique allemande, l'aimant qui fausse tout ; et il suscita aux temps de la Réforme les plus bizarres interprétations du dogme chrétien. Quelque extraordinaire que cet accouplement de mots puisse paraître, il y eut — et il y a encore en Allemagne — une mystique chrétienne panthéiste. On la pressent, de très loin, dans les écrits de maître Eckehart de Hocheim, au XIII[e] siècle, mais elle apparaît triomphante dans la métaphysique de Zwingli, dans l'anthropologie mystique de Sébastien Franck et surtout dans la théosophie de Jacob Böhme, à la fin du XVI[e] siècle. Si nous réservons une mention spéciale à ce cordonnier théosophe, c'est que son crédit est plus actuel que jamais en Allemagne : on s'est complu à l'appeler le « philosophus Teutonicus », le philosophe teutonique par excellence, et il n'est aucun des leaders philosophiques qui ne se soit occupé de cette étrange personnalité. Or la philosophie de J. Böhme est avant tout une explication panthéiste de la coexistence du bien et du mal dans le monde, coexistence originelle et dès lors nécessaire. Un jour Böhme, voyant un vase d'étain qui réfléchissait les rayons du soleil, se dit que sans l'étain, obscur en lui-même, on ne verrait pas la lumière solaire. Le positif serait inconnaissable sans le négatif, la lumière sans les ténèbres, le bien sans le mal. Les deux forces contradictoires du bien et du mal tiennent à la nature de Dieu même, et Dieu c'est l'humanité, ou l'âme humaine qui est unique dans tous les représentants de l'espèce humaine, l'« abîme sans fond contenant le ciel et la terre dans son immensité ». On ne peut s'empêcher de rapprocher l'image à laquelle Böhme recourt de la théorie de Fichte sur le Moi et le Non-Moi. Si l'humanité est constituée de bien et de mal, ne voyez-vous que certaines nations sont supérieures, d'autres inférieures.

suivant l'élément bon ou mauvais qu'elles contiennent à l'état dominateur ? Or ce n'est certes pas l'Allemagne qui est le plat d'étain obscur par lui-même, elle ne peut être que le soleil ; et la lumière du germanisme ne rayonnera au dehors qu'à la condition de se réfléchir dans les nations voisines, réduites au rôle de repoussoir.

Plus on entre dans le détail de la pensée de J. Böhme et qu'on dégage ses idées abstruses de la livrée poétique dont il les recouvre — plus on s'enfonce dans l'incompréhensible. Et comme le principe protestant de l'interprétation de la Bible lui donne libre carrière, Böhme peut adapter toute la dogmatique chrétienne à ce faux mysticisme. Le péché originel est l'humanité choisissant le mal ; la rédemption est l'âme humaine faisant retour au bien. Le Christ n'est pas un Dieu personnel fait homme, il n'est qu'une partie de l'humanité déifiée. M. R. Eucken, professeur à Iéna, un des grands admirateurs de Böhme et signataire du manifeste, considère la vie mystique intérieure (die Innerlichkeit) comme un des traits essentiels du peuple allemand ; et le dernier ouvrage qu'il a publié[1] assigne, comme cause profonde de cette aspiration vers l'intériorité, le sentiment de notre parenté intime avec le tout du réel, « le sentiment de la communauté panthéiste de l'homme avec le reste de l'univers ».

Bien plus. Il y a de la crédulité à l'endroit de l'irréel et de l'incompréhensible non seulement dans la littérature et dans l'art des Allemands, non seulement dans leur mystique, mais dans les grands systèmes philosophiques du XIXe siècle qui constituent leur production la plus originale. La métaphysique de Fichte,

1. *Zur Sammlung der Geister*, 1913.

de Schelling, de Schleiermacher, de Hégel, de Franz von Baader, de Feuerbach donne le vertige. Elle se nourrit des notions de l'absolu les plus inaccessibles et parfois les plus contradictoires. Schelling varia cinq fois dans la théorie qu'il en présente. Oken, un de ses disciples, le symbolise par le signe ± O. C'est une débauche de la pensée, et il ne faut pas s'étonner de la difficulté qu'il y a à pénétrer ces philosophes qui s'accusent entre eux de ne pas se comprendre. « Un seul homme a compris Kant, écrit Fichte dans un discours, et cet homme c'est l'auteur de la *Théorie de la Science* », c'est-à-dire lui-même. Et il ajoute : « Personne n'a compris dans ses principes ma théorie de la science ». Dans ses études sur Hégel, l'esprit ténébreux par excellence, le professeur Windelband n'hésite pas à écrire : « On peut compter sur ses dix doigts ceux qui ont achevé la lecture de la Phénoménologie de Hégel. Qu'on se dépêche à étudier Hégel car la génération capable de le comprendre est en voie de s'éteindre ». Quoi de plus germanique d'ailleurs que ce singulier romantisme auquel se rattachent des ironistes comme von Schlegel et des poètes comme Schiller et Gœthe. Ces hommes veulent adapter à la littérature les idées les plus subtiles des métaphysiciens, comme plus tard Richard Wagner essaye de traduire dans ses *Leit-Motiv* musicaux le vouloir-vivre (der Wille Zum Leben) de Schopenhauer. Faut-il s'étonner dès lors que les généraux de cavalerie ouvrent leurs traités sur la guerre par des chapitres de philosophie, et qu'ils s'en réfèrent, à chaque page, à la théorie de l'Etat de Fichte, à la doctrine politique de Treitschke ?

III — La culture.

Quand un peuple entier est placé dans de pareilles conditions psychologiques, on comprend qu'il n'aperçoive pas ce qu'il y a d'excessif et d'utopique dans un *idéal* qui flatte l'orgueil de sa race et qu'on ne cesse d'attiser et de stimuler dans l'âme des citoyens, à tous les degrés de l'éducation. Appliquez à la société vivante les principes du patriotisme allemand de Fichte, de l'omnipotence de l'Etat de Hégel et vous obtenez la culture allemande, qu'on peut définir : « l'organisation de toutes les forces de la nation, armée, finances, industrie, commerce, agriculture, arts et sciences pour la glorification de l'Etat Allemand ». Aucun peuple, écrit Eucken dans le livre que nous avons cité, ne possède à un plus haut degré que le peuple allemand ce génie de la discipline, qui fait de l'Allemagne moderne le miroir vivant du monde moderne. La discipline subordonne à chaque instant l'individu qui n'est rien, à l'Etat qui est tout. Et quand cet Etat a la hantise de la domination mondiale et de l'agrandissement de ses territoires ; quand il prend au sérieux sa mission civilisatrice, et qu'il est décidé à entraîner ses voisins dans le sillage du progrès en usant de la force, le militarisme doit être, en temps de paix comme en temps de guerre, l'institution nationale par excellence, le facteur primordial de la *culture*. Dès lors, rien ne doit plus étonner dans l'éducation guerrière qu'on donne à la jeunesse, dans les dépenses formidables qu'entraînent les armements, dans l'organisation minutieuse des moindres services de l'armée. La sixième affirmation du manifeste des intellectuels jette sur les relations du militarisme et de la culture un

jour tout nouveau : « Sans notre militarisme, dit le manifeste, la culture allemande aurait disparu depuis longtemps de la terre. C'est pour la protéger que, né d'elle, le militarisme s'est formé dans un pays qui fut, pendant des siècles, livré comme pas un autre au brigandage des invasions ».

Dès lors, quand la nation allemande déclare la guerre pour remplir sa mission divine de peuple élu, pour faire avancer la cause du progrès identifié avec sa propre cause, ou — comme le dit Guillaume II — pour suivre ses destinées, elle est au-dessus des lois de la morale internationale ; bien plus elle en renverse la valeur à son profit. « Deutschland über alles ». Wundt, le savant, ne parle pas autrement que Von Bernhardi le stratège : les nécessités militaires de l'Allemagne ne connaissent pas de lois. Or « le passage des troupes allemandes, écrit-il dans *Scientia*, a été considéré pour des motifs stratégiques, comme une nécessité absolue de défense légitime[1] ». Donc le droit pour l'Allemagne de violer la Belgique est incontestable. Qu'importe alors les protestations d'un petit peuple qui ose revendiquer les titres de son indépendance pour s'opposer à l'envahisseur ? A-t-on dû sourire d'abord, s'irriter ensuite de la résistance de ce pygmée qui se dressa devant le colosse ?

Et voyez comment les chefs d'armée savent mettre en pratique la philosophie de l'Etat dont les théoriciens ont rempli leurs livres : puisque l'individu humain n'est rien et que l'Etat est tout, qu'importe le gaspillage des vies humaines pourvu qu'il serve la cause de l'Etat. La marche en rangs serrés, en masses profondes

1. Wundt. L'Allemagne aux yeux des nations neutres ou ennemies (*Scientia*, janvier 1915, p. 65).

au-devant de la mort est un procédé révoltant où se révèle un mépris absolu et immoral de la dignité humaine et qui constitue une des plus horribles pratiques de guerre que jamais l'humanité ait connues. On songe malgré soi au char des idoles indiennes qu'on faisait avancer par-dessus les corps broyés des adorateurs, mais au moins les fakirs se jetaient volontairement sous les roues fascinatrices. Et si le soldat allemand compte pour si peu de chose entre les mains de ses chefs, quel prix voulez-vous que ceux-ci attachent à la vie des soldats ennemis et des civils qu'ils rencontrent sur leur route? Les otages sont rendus responsables d'actes qu'ils n'ont pas commis ; la collectivité des innocents doit expier la faute du coupable inconnu. Pour être certain de le frapper, on fait des exécutions en masse, à la façon d'Hérode qui pour supprimer l'enfant divin ordonna un massacre collectif des nouveau-nés. Tout cela est dans la logique du système.

De cet exposé une conclusion se dégage sur laquelle on ne saurait trop insister : les partisans de la *Cultur* veulent que celle-ci soit chose propre à l'Allemagne, un produit supérieur mais autochtone de la nation. Ainsi le veut Fichte, ainsi le proclament cent ans après lui les signataires du manifeste quand ils parlent de *notre* culture, de la *deutsche Kultur*. Cet aveu est précieux et nous verrons quels enseignements s'en dégagent.

Il a fallu un cataclysme comme celui qui convulsionne l'Europe en ce moment pour que les nations latines et anglo-saxonnes prennent conscience de ce qui différencie leur mentalité de celle des Allemands. Ces différences, on le verra, sont irréductibles.

II

PHILOSOPHIE ALLEMANDE
ET MENTALITÉ LATINE

Pour comprendre combien cette philosophie allemande répugne à la mentalité latine, il faut remonter aux principes qui inspirent l'idéal des Germains, tels que nous les avons exposés. Ces principes sont diamétralement opposés à ceux dont s'alimente l'idéal des peuples latins. Il en résulte des antinomies irréductibles qu'on peut ramener à trois principales :

Au monisme allemand l'esprit latin oppose la philosophie pluraliste — au mysticisme rêveur, son amour des idées claires — à la culture allemande, les droits de la civilisation humaine.

I. — Monisme et Pluralisme.

C'est bien du monisme ou du panthéisme que relève en dernière analyse la philosophie du militarisme allemand, puisque c'est au monisme que se rattache son orgueilleuse et utopique doctrine de l'Etat. Celle-ci se compose de deux thèses qui en forment l'ossature. La première tient dans le postulat que la nation allemande

est investie d'une mission, qu'elle est d'une essence humaine supérieure parce qu'elle parle une langue originelle et pure. D'où il résulte que la race allemande est une race de maîtres appelée à établir sa domination sur les autres nations.

La seconde thèse établit le primat de la collectivité allemande, représentée par l'Etat, sur les citoyens allemands qui la composent. L'Etat seul peut réaliser la mission qui incombe au peuple élu. Dès lors l'individu doit se sacrifier à lui ; toutes les ressources individuelles, les vies mêmes ne sont que des moyens vis-à-vis de cette fin. Amorcée par Fichte, la doctrine reçoit toute son ampleur chez Hégel et c'est de lui que les générations actuelles ont appris à ployer le genou devant le Dieu-Etat. Von Bernhardi écrit à la suite de Hégel : « L'individu doit s'immoler à une communauté supérieure dont il est un membre. L'Etat au contraire est ce qu'il y a de plus élevé dans la communauté des hommes ; et voilà pourquoi le devoir de l'immolation ne peut s'appliquer à lui. Le devoir chrétien du sacrifice à quelque chose de plus élevé n'existe pas pour l'Etat, car il n'y a rien dans le monde qui soit au-dessus de lui[1] ».

Primauté de la nation allemande dans le monde ; et dans cette nation primauté de l'Etat sur l'individu : les deux théories s'emboîtent, et la seconde sert d'appui logique à la première. L'une et l'autre dérivent d'une conception moniste du réel : le Moi de Fichte, l'Esprit absolu de Hégel est unique ; cette unique réalité s'objective dans les Entités à part qui sont les Etats, et parmi les Etats l'Allemagne détient l'hégémonie.

Or, à ces divers principes le génie latin en oppose

1. *Op. cit.*, p. 45.

d'autres qui en sont le contrepied et que voici : d'une part l'absence de primauté au profit d'une nation privilégiée et le droit pour les nations civilisées de suivre leurs voies ; d'autre part la supériorité téléologique ou finaliste de l'individu sur l'Etat et par-dessus tout la dignité du citoyen basée sur l'indépendance substantielle de sa personnalité.

La supériorité sociale des Allemands sur tous les autres peuples n'est pas seulement la plus intolérable, mais la plus absurde des prétentions. Ce qu'on écrit aujourd'hui au sujet des qualités exceptionnelles de la race teutonique n'a pas plus de valeur que les assertions surannées de Fichte sur le caractère originel de la langue allemande. Quand les Teutons apparaissent sur la scène de l'histoire dans l'Europe médiévale, ils sont loin d'être auréolés de la couronne de vertus tressée par les apologistes modernes. Leur brutalité pendant les premiers siècles du moyen âge dégénère en violence d'une cruauté inouïe et leurs procédés de guerre dépassent en sauvagerie tout ce que les autres peuples ont pu inventer. Il faut lire le terrible réquisitoire qui se dégage des sources — pour être édifié sur l'étiage moral du militarisme allemand à l'époque othonienne.

Les témoignages des chroniqueurs — et plusieurs sont de souche teutonique — rapportent des faits qui font frémir :

« Le chef slave Stoinef décapité après une bataille, sept cents captifs immolés devant sa tête sanglante, son conseiller atrocement mutilé et abandonné sur le champ de bataille ; ces trente chefs massacrés traîtreusement dans un festin par le margrave Gero, leur hôte ; le chef hongrois Chussal et ses compagnons traités de même en 904 ; tous les habitants d'Iéna passés au fil de l'épée par Henri Ier ; à Lenzen tous les prisonniers

immolés ; les voleurs et les bandits de l'Allemagne entière lâchés sur les Slaves par l'autorité royale, à la grande satisfaction d'hommes tels que Tietmar et Wildukind, clercs tous les deux ; des régions entières dépeuplées chez les Slaves au point que pas un seul de leurs habitants ne survécut ; les captifs grecs faits en 969 dans le sud de l'Italie, renvoyés chez eux le nez coupé : les excès des envahisseurs allemands en France sous Louis le Germanique, en Italie sous tous les rois sans exception, en Bourgogne sous Henri II et Conrad II, etc. Les Thuringiens de l'armée [d'Attila s'étaient montrés si cruels en France, que le souvenir des horreurs commises par eux subsista longtemps. Le fils de Clovis Théodoric, sur le point d'envahir leur pays, excitait encore ses troupes en leur rappelant que le peuple qu'elles allaient combattre avait jadis en Gaule suspendu les enfants aux arbres par le nerf de la cuisse, attaché les jeunes filles par les bras au cou de chevaux furieux, cloué des femmes dans les ornières avec des pieux et fait passer des charrettes sur leur corps. Si Louis le Germanique et son fils ne purent jamais prendre pied en France, malgré les sympathies qui les y attendaient, ils le durent aux excès abominables commis par leurs soldats. Henri II et Conrad II, à qui le roi de Bourgogne, Rodolphe, avait cédé ses Etats, s'y rendirent tellement odieux par leurs massacres ou pilleries que le même Rodolphe en fut réduit, comme nous le verrons, à prendre lui-même les armes pour chasser ces étranges amis. Devant des faits de ce genre on ne s'étonne pas que le pape Pascal II se soit refusé à faire le voyage d'Allemagne parce qu'il en considérait les habitants comme des gens encore barbares. L'auteur de la chronique urspergienne, un Allemand, écrit à propos de Godefroy de Bouillon : « Il témoigna plus

d'égards aux guerriers de notre nation qu'à tous les autres, essayant de faire accepter, à force d'urbanité et de douceur, leur rudesse aux chevaliers français... » En pleine période courtoise, Frédéric Barberousse terrifie les Italiens par des châtiments d'une férocité inouïe. En 1161, devant Milan, s'étant saisi de quelques habitants de Plaisance qui apportaient des vivres aux assiégés, il fait couper la main droite à vingt-cinq d'entre eux. La même année, six captifs milanais ont un œil arraché sur son ordre, tandis que six autres sont complètement aveuglés et qu'on coupe le nez à six encore. Au siège de Vérone, à la suite d'une sortie des ennemis, il fait couper les lèvres et le nez à deux cents prisonniers, pendre deux cents de leurs compagnons et jeter le reste en prison. Tous les captifs faits à Alexandrie furent aveuglés. Henri VI, son fils, fit écorcher vif à Palerme un homme qui s'était rendu coupable de lèse-majesté et empaler un certain nombre de gens compromis dans une révolte. Dans leurs guerres intérieures les Allemands déployaient une égale cruauté. Les nobles eux-mêmes, quand ils tombaient entre les mains de leurs adversaires, étaient pendus ou jetés dans d'affreuses geôles[1]. »

Comme nous sommes loin du peuple idéal de Fichte, et comme on retrouve dans les inoubliables barbaries commises en 1914 contre les populations belges les pires influences ancestrales. M. Reynaud a montré que les Germains allemands du moyen âge sont redevables des débuts de leur culture à des infiltrations celtiques, et que c'est la France qui par sa propagande morale et religieuse dégrossit la noblesse allemande du XIe siècle.

1. L. Reynaud. Les origines de l'influence française en Allemagne. t. I, p. 418 (Paris, 1913).

D'autre part, on n'a pas suffisamment remarqué — et nous le démontrerons en détail dans de prochaines études — que l'intense mouvement théologique et philosophique du XIIe et du XIIIe siècle a son foyer en France, d'où il rayonne sur la Germanie.

Inexistante dans le passé, on ne voit pas davantage où découvrir cette supériorité sociale dans le présent. Le peuple allemand possède des qualités remarquables qu'il serait puéril de méconnaître, et notamment un respect de la discipline, une sorte d'instinct grégaire, une force d'organisation qui se développe en raison inverse de l'initiative laissée à l'individu. Mais les nations latines et anglo-saxonnes, non moins solidement constituées, ont d'autres qualités, qu'il serait non moins puéril de méconnaître. Il faut un grain de naïveté et une dose d'orgueil peu commune pour écrire avec Eucken que l'Allemagne, en raison de cette discipline, est le miroir vivant du monde moderne.

Les intellectuels allemands font grand état de leur science. Ils ont respiré, jusqu'à l'énivrement, les vapeurs d'encens que depuis vingt ans on brûle en leur honneur. Mais ici encore leurs mérites réels et les services qu'ils ont rendus ne devraient pas leur faire méconnaître les mérites et les services rendus par les autres dans la république des lettres ; et rien de ce côté ne fonde la supériorité ou l'infériorité racique.

Au fond ces raisonnements cachent une arrière-pensée : ce n'est ni la discipline ni la science qui justifie la prédestination de la nation allemande aux yeux des théoriciens allemands, mais la force brutale — déifiée par Hégél, glorifiée par le *Faust* de Gœthe.

La force brutale exerce son prestige fascinateur sur les esprits les plus cultivés du germanisme, depuis l'historien Mommsen qui la justifie partout où elle a

réussi dans le passé, et qui approuve toutes les tentatives historiques de domination mondiale, jusqu'au stratège von Bernhardi qui répète avec Hegel et avec Goethe que la force est la créatrice souveraine des droits, jusqu'aux 93 intellectuels nos contemporains qui déclarent :« Le militarisme est né de la culture et doit la protéger. »

Le sophisme est grossier : au lendemain de la guerre, les qualités de la race, l'obéissance à la discipline, le mérite de la science resteront ce qu'elles étaient avant la guerre. Tant il est vrai que la force brutale ne crée pas la valeur intellectuelle et morale d'un peuple.

La vérité est que la théorie de la prédestination d'un peuple sur les autres n'a pas de sens dans la civilisation du xx[e] siècle. Les progrès industriels et matériels d'une part, l'essor des choses de la science et de l'art d'autre part ont été menés sous des formes différentes, dans des groupements raciques dont nul ne doit être écrasé au profit de l'autre, parce que chacun représente la civilisation humaine sous un aspect différent. Dans une conférence faite en février 1913. M. Pineau, recteur de l'Académie de Poitiers, alors doyen de la Faculté des lettres de Clermont dénonça les visées du militarisme à la fois philosophique et pratique du général von Bernhardi; il s'éleva avec indignation contre la théorie de la prédestination de l'Allemagne, à un moment où il fallait de la clairvoyance et du courage pour pousser des cris d'alarme, et il rappela en ces termes les principes de la morale internationale et du droit naturel :

« Nous aussi, Français, nous sommes un peuple qui a le droit de vivre, nous avons aussi le droit de défendre notre honneur et de remplir notre mission civilisatrice dans le monde. Cette mission la France ne demande qu'à la réaliser pour et par la paix. Mais puisque la

force barbare nous menace, menace de détruire notre indépendance et notre civilisation, nous avons le devoir impérieux de préparer la guerre. »

Ce droit à l'existence des nations civilisées n'appartient pas seulement aux grands mais encore aux petits. Un peuple a droit de vivre, de disposer de ses destinées, si par l'expansion de son activité économique, politique, scientifique et sociale il a servi et est capable de servir la cause de la civilisation. Wundt est obligé de le reconnaître, puisqu'il écrit dans *Scientia* : « La crainte mal fondée qu'ont nos voisins des velléités d'annexions allemandes prouve combien est petite leur connaissance de l'âme allemande. Sans cela ils devraient savoir qu'il n'y a en Allemagne pas un personnage politique assez audacieux pour conseiller de violenter des Etats pacifiques » [1]. Et pour justifier l'agression de la Belgique, il se rejette sur la légende d'après laquelle la Belgique se serait volontairement départie de sa neutralité.

Français et Anglais d'aujourd'hui ne répugnent pas moins à cette autre thèse que l'Etat porte sa fin en lui-même et que le citoyen n'est qu'un outil à son service. Ni les uns ni les autres n'abdiquent leur personnalité entre les mains d'une entité collective. Pourquoi ? Parce que les uns et les autres ont le plus grand souci de la dignité individuelle. Et la lumière de ce principe éclaire sous son vrai jour la théorie des rapports de l'individu et de l'Etat. Les déclarations des droits de l'homme sont ancrées au fond des consciences modernes. Quelles que soient les exigences de la vie sociale et les tendances de la centralisation administrative, l'individu

1. L'Allemagne aux yeux des nations neutres ou ennemies *Scientia*, janvier 1915.

n'est pas fait pour l'Etat, mais l'Etat pour l'individu.

L'Etat, qui représente la société, a pour mission d'aider ses membres à la réalisation d'un bien-être matériel et moral que les individus seraient impuissants à atteindre s'ils étaient dans l'isolement. Une solidarité étroite s'établit de ce chef, entre citoyens d'un même pays, vivant sur le même sol, soumis à un ensemble d'institutions librement choisies, acceptant un régime approprié à leurs caractères et chérissant les traditions d'une même race. Et c'est tout à la fois ce sol, ces institutions, ce régime, ces traditions qui constituent la chose sacrée qu'est la Patrie.

Mais cette solidarité même n'aurait plus de sens si la personnalité des membres du corps social venait à s'évanouir. Les juristes ont pu reconnaître à certaines sociétés, dotées de personnalité civile, une existence indépendante de celle de ses membres, à tel point que la société pourrait subsister à leur disparition. Au point de vue philosophique ce ne sont là que des fictions. Dès qu'on se reporte à la réalité, on se heurte au vieux principe de la métaphysique d'Aristote que l'individuel est la vraie substance, et dès lors l'Etat n'est rien sans les individus qui le constituent.

Par contre, l'Etat-Entité apparaît logiquement dans la théorie d'un Fichte, d'un Hégel, d'un von Bernhardi, c'est-à-dire dans la théorie moniste ou panthéiste. Et ceci nous amène à une répugnance plus profonde de l'âme des latins et des anglo-saxons, à laquelle se rattachent les oppositions que nous avons marquées jusqu'ici : la répugnance au panthéisme.

Non seulement nous répugnons à l'idée que le plus intime de notre être se confond, dans un même tout, avec l'être des animaux, des plantes, des corps inorganiques répandus dans l'univers, mais nous nous révol-

tons à l'idée que notre moi plonge dans un même fonds avec le moi de nos semblables. Nous ne sommes ni des parcelles d'un même être comme l'enseigne le grossier panthéiste substantialiste, ni des formes d'une activité unique comme le prétend, avec plus de subtilité, le panthéisme dynamiste.

La personnalité humaine nous apparaît au contraire avec les caractères sacrés de l'incommunicable. Le droit romain et latin ne reconnaît-il pas des titres juridiques au dément, au nouveau-né et même à l'embryon humain ? Preuve que la personnalité est un substratum de réalité plus profond que la conscience elle-même : elle subsiste à travers les variations ou les absences de l'état conscient, elle touche à la substance même de l'individu humain.

Autant la mentalité philosophique du germain l'entraîne vers le panthéisme, autant celle du latin et de l'anglo saxon l'en éloigne. L'histoire de la philosophie confirme la justesse de ces vues.

En parcourant les formes de la philosophie française et anglaise depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours, on est frappé de voir partout ce triomphe de l'individualisme et le peu de succès du panthéisme. Descartes et Bacon, qui passent pour les pères de la philosophie française et anglaise, ont fondé des philosophies pluralistes où l'état indépendant des corps de la nature et de la personne humaine est solidement établi. Poursuivez ensuite l'évolution de la pensée cartésienne chez Malebranche ou Bossuet par exemple : voyez au XVIIIe siècle les formes multiples que revêt, sous des influences venues d'Angleterre, le sensualisme de Condillac, de Diderot, des encyclopédistes et des idéologues révolutionnaires, ou bien les théories de Montesquieu et de J.-J. Rousseau — suivez au XIXe siècle soit le filon de l'éclectisme depuis Maine de Biran, soit la lignée des

traditionnalistes dans les voies ouvertes par de Bonald, soit enfin le positivisme d'A. Comte et les transformations qu'il subit chez ses successeurs — nulle part vous ne rencontrerez le panthéisme.

Le même phénomène se produit, peut-être avec encore plus d'intensité, dans la suite des systèmes qui remplissent la philosophie anglaise depuis Bacon jusqu'à aujourd'hui. L'Anglais est trop *selfish* pour qu'il souscrive jamais à une théorie qui absorbe sa personnalité soit dans le Grand Tout du Cosmos, soit dans une Entité Etatique. Les psychologies de Locke, de Berkeley, de Hume, des associationnistes s'accordent sur cette doctrine capitale avec la morale égoïste d'un Bentham ou même avec la morale altruiste d'un Adam Smith dont l'individu ne demeure pas moins toute la raison d'être. Chez les philosophes écossais comme Thomas Reid et Hamilton ; chez les positivistes comme les deux Mill et Herbert Spencer il en va de même ; et les pragmatistes contemporains, William James, Schiller par exemple, sont par tendance des pluralistes.

On peut dire que dans la pensée française et anglaise le panthéisme n'apparaît qu'à l'état sporadique et il serait intéressant de montrer que l'élément moniste accueilli par certains penseurs, est en marge de leur système. Victor Cousin, par exemple, n'a fait que traverser le panthéisme, ou encore Taine et Spencer l'ont relégué dans l'inconnaissable et ne s'en sont pas autrement occupés.

J'ajouterai que sur cette question, capitale en philosophie, les Belges ont suivi, ainsi que je l'ai établi ailleurs[1], l'orientation de la pensée anglo-saxonne et

1. De Wulf, Histoire de la philosophie en Belgique, Paris, Alcan, 1910. Préface et conclusion.

latine : le panthéisme répugne au tempérament belge.

Dans la philosophie moderne et contemporaine le panthéisme est donc un produit d'Outre-Rhin. Renonçons-y et prémunissons-nous contre sa contamination.

II. — Mysticisme et intellectualisme.

La mentalité latine ne repousse pas seulement le lot de doctrines philosophiques qu'on vient d'exposer, mais encore et surtout le faux mysticisme grâce auquel ces doctrines chimériques ont pu descendre dans l'organisation de la vie de tout un empire. Ceci nous fait toucher du doigt une seconde différence profonde entre le génie teutonique et le génie latin.

Il n'est pas une bourgade de France, d'Angleterre ou de Belgique où l'on n'ait condamné l'outrecuidante prétention de ce peuple qui ne cesse de répéter sur tous les tons : « Nous valons mieux que vous — nous sommes la nation privilégiée. » Avant la guerre ce thème faisait sourire, comme on souriait du mystérieux commerce que Guillaume II, dans ses harangues, se flatte d'entretenir avec la divinité. Mais quand on s'aperçut que la nation entière y ajoutait foi et que ce bizarre mysticisme, pris au sérieux, devenait l'idée-force du fanatisme militariste, la conscience latine se révolta. Elle se révolta, comme elle se révolte contre l'utopique, l'exagéré, l'irréel.

La crédulité faite de sentimentalisme mystique, qui dispose le génie allemand à faire dans ses conceptions une place à l'irréel — et qui, nous l'avons vu, envahit son art, sa religion, sa métaphysique et sa théorie de l'Etat — se ramène au fond à un défaut d'optique intellectuelle. Ce n'est pas seulement un manque de cet

esprit de finesse dont Pascal parle avec tant d'élégance, mais une injure au simple bon sens. De même que la maladie fait mieux apprécier la santé, de même les aberrations de ceux qui méprisent le bon sens met en valeur son rôle capital dans l'hygiène de l'esprit.

L'homme latin se rebiffe devant le faux mysticisme de l'irréel et de l'incompréhensible. Il prise la poésie des légendes mais ne bâtit pas sa vie sur des données mythologiques ; il manie l'allégorie et l'image avec des souplesses et des nuances que jamais le germain ne sut imiter, mais il distingue l'image de la réalité ; il parle de l'âme des choses, mais ne cherche pas comme l'hégélien Lotze à enfermer sa personnalité dans le coquillage d'un mollusque. Autant que l'homme allemand, le latin est assoiffé d'idéal, d'absolu, mais sa métaphysique est ancrée au roc vif de l'expérimentable, et si haut qu'elle s'élève elle reste en contact avec la réalité. Rien n'est plus opposé à notre tempérament intellectuel que les rêveries mystiques d'un J. Bohme, ou les spéculations nébuleuses de la lignée de philosophes issus de Fichte et de Hégel.

Et n'est-ce pas encore le manquement grave au bon sens qui froisse plus que tout le reste daus l'appel des intellectuels allemands? Les signataires de ce factum ne revendiquent pas leur qualité de citoyens de l'Empire, mais celle de représentants de la science et de l'art allemands. Or, que voyons-nous : ces naturalistes, historiens, théologiens, dont les travaux nous ont habitués à une critique sévère, à une pratique minutieuse des méthodes d'observation ; ces philologues qui cherchent chicane pour une virgule déplacée dans un texte ne se sont pas contentés d'approuver une doctrine, mais ils se sont prononcés sur la matérialité de faits de barbarie, dont il leur était impossible en

octobre dernier de contrôler le bien ou le mal fondé. Les yeux bandés, ils donnent un blanc seing où ils certifient, sur la foi des officiers incriminés par l'opinion publique, que la conduite de ces officiers fut irréprochable. Leur raisonnement peut se résumer ainsi :

« L'organisation militaire allemande est infaillible.

« Or, les officiers ont dû sévir.

« Donc les civils sont coupables ».

Ils furent seuls às'étonner de l'émoi que produit ce syllogisme brutal. Seuls ils ne comprennent pas qu'ils ont dépassé la mesure.

Les répugnances de l'homme latin et principalement du Français pour l'incompréhensible et l'irréel tient à son amour de la clarté. Le Français est un passionné d'idées claires et c'est une des plus brillantes qualités de son esprit.

Intellectualiste, il l'est par tradition et par tempérament. Depuis Descartes, dont le Discours de la méthode s'ouvre par une apologie du bon sens et des idées claires, il n'a cessé de l'être. On a souvent remarqué les points de contact qui surgissent à ce point de vue, entre les Grecs anciens et les Français actuels. La langue des uns et des autres, merveilleusement assouplie, perce à jour la rêverie, comme le rayon du soleil dissipe le brouillard. Chez les uns comme chez les autres, elle fait briller le pur cristal de la pensée.

N'en déplaise à Fichte, on ne peut mettre en parallèle la langue allemande et la langue française sans être frappé de la supériorité que donne à celle-ci sa parenté latine et son pouvoir de clarifier les idées. Langage des diplomates, le français est non moins celui des philosophes, et grâce à l'étroite solidarité qui unit la langue d'un peuple et sa pensée, on peut dire que

l'intellectualisme est le pôle autour duquel oscille toute la philosophie française.

M. Bergson même n'est pas un détracteur farouche et absolu de la raison raisonnante ; s'il montre les faiblesses de l'intelligence il ne nie pas ses services, et quand il parle des intuitions supérieures et quasi instinctives, c'est grâce à son prestigieux langage qu'il parvient à « intellectualiser » les nuances de sa théorie.

III. — Culture et civilisation.

S'inscrivant en faux contre la philosophie allemande et le postulat de la prédestination allemande d'une part ; d'autre part méconnaissant à l'utopie le droit de vivifier la réalité, latins et anglo saxons du xx[e] siècle doivent logiquement répudier la *culture* et lui opposer la *civilisation*.

La dangereuse synonymie qui était en voie d'être consacrée au moment où éclata la guerre, est dissipée à jamais Désormais la Culture est une chose allemande, la Civilisation une chose humaine : et ces deux conceptions de la vie sociale sont irréductibles. La culture est un produit de l'esprit germanique, de la Deutscheit — la Civilisation est une émanation de l'âme humaine ; la première est nationale, la seconde supra-nationale, l'une est propre à une race, l'autre constitue l'atmosphère très pure et très sereine dans laquelle toutes les races respirent quand elles s'élèvent à une vie supérieure.

La culture allemande conçoit l'organisation sociale, la discipline collective d'une façon qui heurte nos consciences et nos individualités ; elle est un symbole d'orgueil démesuré : elle veut être autonome et ne ressembler en rien à la culture des autres peuples. Les

intellectuels l'affirment sans embages et ils s'écrient dans les dernières phrases du manifeste :

« Croyez que dans cette lutte nous irons jusqu'au bout en peuple civilisé, en peuple auquel l'héritage d'un Gœthe, d'un Beethoven et d'un Kant est aussi sacré que son sol et son foyer. »

Cette revendication comme d'une propriété nationale de Gœthe, de Kant et de Beethoven — si tant est que Beethoven est allemand — ressemble fort à une insulte faite à la mémoire de ces trois grands hommes. Si au lieu d'appartenir à l'humanité entière, leur art et leur pensée ne sont qu'un produit allemand, ne voyez-vous pas qu'on les arrache brutalement du socle de gloire que leur tailla la postérité. Que diriez-vous des Grecs modernes qui revendiqueraient comme leur héritage propre — c'est le mot du manifeste — la philosophie de Platon et d'Aristote, l'Iliade d'Homère et les produits de la statuaire antique ? Oui, Aristote et Phidias appartiennent à la Grèce, J.-Sébastien Bach et Emmanuel Kant à l'Allemagne, Racine et Pasteur à la France ; mais n'appartiennent-ils pas bien plus, comme tous les génies, à la grande famille humaine ? Ne sont-ils pas au service de ces grandes choses, la science, l'art, la morale qui se constituent et qui valent par-dessus les temps et les pays, les nations et les races ?

Pourquoi n'y a-t-il pas des *sciences nationales*, par exemple, une géométrie française, une chimie allemande ? Parce que *dans ses résultats définitifs*, les choses de la science sont indépendantes des conditions temporelles et des caractères raciques. Déclarer que tout est variable dans le savoir humain et que les sciences ne sont que des nécropoles d'hypothèses c'est confondre les vues personnelles, les conceptions gra-

tuites, les théories systématiques avec les conclusions objectivement établies. Celles-là passent, celles-ci demeurent : elles s'imposent par une évidence qui est la même pour tous les hommes, et le progrès scientifique consiste à étendre mais aussi à toujours mieux délimiter le champ d'éclairage de l'évidence. Dès le moyen âge le savoir est supra-national ; il est international aujourd'hui et il le sera demain.

Ceci n'exclut pas la tournure d'esprit que chaque race, et même chaque savant apporte dans le traitement des problèmes dont il s'occupe. Et à ce point de vue on ne peut méconnaître que le tempérament allemand accomplit sans défaillances et sans répugnance des travaux d'observation et de documentation qui font souffrir violence aux esprits latins. Voilà pourquoi certains départements scientifiques sont devenus une sorte d'apanage germanique, par exemple en philologie ou dans l'histoire d'érudition. Un Allemand peut consacrer sa vie entière à étudier un hymne du Rigveda, il dépensera des années à faire des statistiques lexicographiques et des vocabulaires, à constituer des apparatus criticus, à compter combien de fois un auteur construit *quamvis* avec l'indicatif et combien de fois avec le subjonctif.

Les Allemands sont des manouvriers inlassables qui apportent à pied d'œuvre les briques, les moellons, le sable, le mortier. Mais ce qui fait leur force, fait aussi leur faiblesse. Quand il s'agit de construire avec les matériaux assemblés, souvent l'équilibre fait défaut à l'édifice scientifique, et celui-ci, à force de s'élever dans des généralisations subjectives, se crevasse puis s'écroule. On a cité des exemples remarquables de ce travers d'esprit dans le domaine de la philologie. Il apparaît non moins dans celui de la philosophie. Du

fait observé leur pensée bondit d'un coup jusque dans les nuages, leur métaphysique alors se couvre d'un brouillard qui s'épaissit et qu'il devient presque impossible de percer. Les productions de l'école hégélienne en fournissent un saisissant exemple et des auteurs comme Schasler sont franchement inintelligibles. C'est l'incompréhensible qui revendique sa place et s'installe dans le système.

On s'apercevra mieux, après la guerre, de certaines insuffisances de la science allemande qu'on subissait jusqu'à la hantise ; on osera dire tout haut ce que plusieurs disaient tout bas et parler des réputations surfaites. Mais ce serait une illusion de croire qu'on pourra se passer de l'apport des savants allemands. S'il est sage de se mettre en garde contre les défauts auxquels peut conduire leur façon de traiter la science, il serait insensé de méconnaître les services qu'ils ont rendu et qu'ils rendront. Précisément leur erreur est de croire que ces services sont rendus à une *science allemande* et par voie de répercussion à la culture allemande, alors qu'en réalité ces services bénéficient à la *science tout court,* à un savoir humain qui se constitue par de lentes alluvions, se dépersonnalise dans ses conquêtes définitives et devient un apanage collectif et commun de l'espèce humaine.

Et il n'en est pas autrement des chefs-d'œuvre de l'art. Les conditions de temps et d'espace inspirent aux artistes des formules de beauté, des procédés d'exécution qui font l'originalité des écoles et contribuent à la formation d'un art national. Mais la beauté n'est pas chose conventionnelle et éphémère qui périodiquement se crée et se dissipe. A travers les styles, les procédés, les techniques, les prosodies qui changent, — les éléments que la beauté a recouverts de son manteau

royal demeurent. Ils parlent à l'âme humaine de tous les temps. Voilà pourquoi J.-S. Bach n'est pas un musicien de culture allemande, il est musicien tout court, ou, pour reprendre l'énergique expression d'Edgar Tinel, il est la musique même. Revendiquer Beethoven comme un artiste de leur culture, comme le font les allemands est aussi insensé que serait de notre part un interdit jeté sur son œuvre. L'éditeur allemand des *Sonates* de Beethoven est mieux inspiré quand il écrit à leur sujet : « De même que le nom de Bach domine tout le xviiie siècle musical, de même Beethoven marque le xixe du sceau de son génie, devant lequel se courbera encore le respect de maintes générations »[1]. Nous n'hésiterions pas à rectifier les derniers mots et de dire : le respect de toutes les générations.

Pour ces mêmes raisons les tableaux des maîtres de la peinture. les cathédrales gothiques sont bien moins la propriété exclusive du musée qui les détient ou du pays qui les a élevés sur son sol que de l'humanité dont elles expriment les aspirations éternelles. Pauvres cathédrales ! Elles sont impuissantes devant les invasions ! Les Allemands les ont bombardées, car s'ils le pouvaient ils bombarderaient les poèmes et les pensées de leurs ennemis. La destruction des monuments est un crime de lèse-humanité. Et on s'étonne que les neutres aient assisté, impassibles, à l'accomplissement de l'irréparable.

Enfin, plus encore que des conquêtes de la science et des trésors de l'art, la civilisation se constitue d'un ensemble de principes moraux qui, malgré la variété de leurs déductions lointaines, malgré les vicissitudes de leur application, expriment des relations stables et

1. Kohler, édit. Peeters. Préface Bd. I.

immuables, des lois naturelles basées sur la dignité de la personnalité humaine et qui fondent à leur tour le commerce social des individus et des peuples.

Tu ne tueras point injustement, tu respecteras tes parents, tu seras fidèle à la parole donnée sont des dictamen de l'honnêteté naturelle, que Xénophon et Platon placent dans la bouche de Socrate et qui aujourd'hui encore sont inscrits, inchangés, dans les consciences humaines. La violation des traités solennellement conclus, le pillage des biens privés en pays ennemis, le meurtre des civils sont flétris par Démosthène, par Cicéron, par saint Ambroise, comme ils le furent dans la suite par les congressistes de la paix.

Parlant des ambitions de Philippe de Macédoine qui voulait assujettir les villes au mépris des traités, Démosthène, dans les *Discours de la Couronne,* en appelle à la justice méconnue. « Un prince, s'écrie-t-il, qui commettait toutes ces violences, agissait-il contre la justice, contre la foi des traités : rompait-il la paix ou non ? »

Puis se posant à lui-même la question de savoir si Athènes n'eût pas mieux fait de céder aux volontés de Philippe et de sacrifier sans coup férir l'indépendance de la république, il répond par cette apostrophe à Eschine, son adversaire et l'avocat de la cause du déshonneur : « Quand même l'avenir eût été connu de « tous les Athéniens, que tous les Athéniens l'eussent « prévu et que vous, Eschine, vous l'eussiez prédit, le « publiant à grands cris, vous qui n'avez pas ouvert la « bouche ; la république d'Athènes ne devait pas « changer de conduite pour peu qu'elle eût égard à sa « propre gloire, à celle de ses ancêtres, au jugement de « la postérité. Elle paraît, à présent, avoir échoué dans « une entreprise, comme il peut arriver à tous les « hommes si telle est la volonté des dieux ; mais alors

« on l'eût accusée d'avoir livré tous les Grecs à Phi-
« lippe, si, après avoir prétendu à la prééminence, elle « eût renoncé à ce beau privilège. Si jamais elle eût « cédé, sans combat, ces droits importants, pour les« quels nos ancêtres ont bravé tous les périls, qui n'eût « pas eu le dernier mépris pour vous Eschine? car la répu« blique et moi nous serions à l'abri de tout reproche. « De quel œil, grands dieux, verrions-nous accourir « ici tous les Grecs, si, les affaires étant réduites au « point où elles sont, et Philippe nommé « chef et « arbitre de la Grèce, d'autres, sans nous, eussent « pris les armes pour s'opposer à ce déshonneur et cela, « tandis qu'Athènes en aucun temps, ne préféra jamais « une sûreté honteuse à des dangers honorables[1]. »

Ce n'est pas le succès des armes qui crée le droit et donne la mesure de l'honneur. On a beau répéter sur tous les tons que la nécessité militaire ne connaît aucune espèce de loi, on a beau faire contresigner pareilles déclarations par 93 hommes de science ou artistes, la voix accusatrice de l'humanité s'élèvera plus haut que les manifestes et le cliquetis des armes.

En morale, comme en esthétique, comme en science, tout n'est donc pas sujet à fluctuation, et le progrès ne consiste pas pour une génération à bouleverser de fond en combre l'œuvre de la génération précédente, afin de tout reconstruire à nouveau. Bien au contraire, il y a des éléments fixes en matière de bonté et de moralité, une sorte de patrimoine, capital humain, sans lequel il n'y aurait plus de civilisation.

*
* *

Pourquoi l'humanité, essentiellement perfectible, ne

1. Trad. Hachette, p. 242.

trouverait-elle pas un jour des formules de progrès qui consacreraient la coexistence des Etats civilisés, le respect de toutes les formes du patriotisme, le droit pour un peuple de disposer de lui-même, la coexistence des cultures nationales sans que périodiquement, à des échéances fatales, doive sonner l'heure tragique des conflits armés. La guerre pour la guerre est un crime, et il est monstrueux avec Hegel et Von Bernhardi d'en faire une loi de nature. Arrivera-t-on à la prévenir, en obtenant par exemple, comme le suggérait M. Roosevelt, qu'en cas de conflit deux nations laissent passer une année avant de recourir aux armes; obtiendra-t-on qu'on renonce définitivement au procédé de l'attaque foudroyante sans préavis, qui est une forme de banditisme, de barbarie. Et en attendant que cet idéal se réalise sera-t-il possible d'obliger efficacement les adversaires aux prises à respecter dans la pratique de la guerre certaines lois élémentaires d'humanité que tous les jours, hélas, on viole en ce moment ?

Je l'ignore. Mais ce que je sais, c'est que la réalisation de cet idéal de progrès ne sera possible que si l'honnêteté politique des belligérants se modifie ; si les chanceliers de l'avenir respectent les engagements conclus ; si les Etats cessent de confondre la force avec le Droit.

47.

TABLE DES MATIÈRES

I

PHILOSOPHIE ALLEMANDE ET MILITARISME

II

PHILOSOPHIE ALLEMANDE ET MENTALITÉ LATINE

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY

N° 47

"*Pages actuelles*" (1914-1915)



Les Aumôniers Militaires

PAR

M. GEOFFROY DE GRANDMAISON



BLOUD ET GAY, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE, PARIS

"Pages actuelles"
(1914-1915)



LES

Aumôniers Militaires

PAR

M. GEOFFROY DE GRANDMAISON



PARIS
BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1915

AVANT PROPOS

Les premiers paragraphes de cette étude offrent une simple esquisse de l'Aumônerie en France à travers les âges. Ils ne furent écrits, à vrai dire, que pour servir d'introduction aux dernières pages. Les Aumôniers de jadis, les Aumôniers d'aujourd'hui forment les deux parties d'une étude dont l'intérêt réside dans l'actualité des circonstances, dans la narration des événements qui dominent nos pensées.

La création, le développement, l'action des Aumôniers Militaires, tels que nous les voyons à l'œuvre, voilà ce que nous avons essayé de rappeler en témoin informé.

La mémoire d'Albert de Mun planait au-dessus de nos souvenirs. Retracer son dessein était notre but ; c'est autour de son nom que se concentre notre récit. Nous n'avons pas crû devoir faire davantage en ce moment, les éléments sont trop incomplets pour viser à des conclusions et déduire des conséquences générales.

Dans les journaux, les revues, les Bulletins plus intimes des familles religieuses, on publie des lettres, des relations, des fragments de Notes et de Mémoires ; nous les lisons avec édification et fierté,

Ces anecdotes piquent la curiosité, justifient la confiance, raniment les courages. Elles préparent l'histoire complète dont les matériaux ne sauront être dressés qu'après le dernier coup de canon tiré.

Alors on verra le fort et le faible des choses; l'expérience permettra de réglementer un « corps » qui aura servi avec tant de distinction et d'utilité. Remercions Dieu s'il nous est seulement permis de poser les jalons de l'organisation future. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu sortir des généralités, ni poursuivre des détails sur la composition, le fonctionnement, les emplacements, les lacunes de l'Aumônerie.

Pour les morts, les blessés, les décorés, les listes ne sont pas closes. Nous n'en ouvront donc aucune qui resterait incomplète, et la discrétion s'impose à ceux qui participent, dans une mesure quelconque, à la défense nationale.

Juin 1915.

LES

AUMONIERS MILITAIRES

I

« Aumônerie » est un terme qui vient d'un mot grec signifiant proprement : miséricorde, plus que libéralité ou aumône ; et de l'aumônier militaire, l'Académie donne cette définition : « ecclésiastique attaché à certains corps pour y remplir des fonctions analogues à celles des curés ».

L'érudition facile, qui trouve, avec ses meilleures jouissances, sa base solide dans le Dictionnaire Larousse, constate qu'en 742 le concile de Ratisbonne décida que deux évêques, suivis de prêtres et de chapelains, accompagneraient les armées, et que tout chef aurait licence d'emmener avec lui son confesseur.

C'est ainsi que dans la croisade d'Égypte, lors du siège de Damiette, Joinville conte ce trait : « Il y avait tout plein de gens qui se confessaient à un frère de la Trinité, qui avait nom Jehan et qui était au comte de Flandre. » Et comme les chevaliers se trouvaient en un grand péril de mort,

ils s'avouèrent les uns aux autres leurs propres péchés. « Messire Guy d'Ibelin, connétable de Chypre, s'agenouilla près de moi et se confessa à moi; et je lui dis : « Je vous absous avec tel « pouvoir que Dieu m'a donné. » Mais quand je me levai de là, il ne me souvint plus de chose qu'il m'eût dite ni racontée. »

De semblables circonstances ne furent pas rares, et plus fréquents encore étaient les besoins de l'âme chez les soldats chrétiens en un temps où les lois de l'Église réglaient les consciences et la vie. Aussi, au treizième siècle, la charge d'aumônier est instituée pour veiller à ces nécessités religieuses quotidiennes. Sous la monarchie, le Grand Aumônier, ce personnage considérable, avait dans ses attributions de désigner les aumôniers militaires et prenait de ce fait le titre d'Évêque des armées.

Les moines franciscains remplissaient habituellement ce rôle, et de même que dans les grandes villes ils étaient chargés de veiller à éteindre les incendies, devançant ainsi notre organisation de pompiers, leur zèle tenait à honneur ces fonctions apostoliques, à la fois pénibles et périlleuses, qui les font les précurseurs de nos aumôniers modernes.

Pour fournir d'aumôniers les vaisseaux du Roi, Sa Majesté avait établi un communauté de prêtres séculiers à Brest, puis un séminaire à Rochefort et un autre pour l'instruction de vingt ecclésiastiques à Toulon. Une ordonnance donnée à Fontainebleau en 1681, par Louis XIV, réglementait les choses pour les gens de mer :

« *Article premier.* — Dans les navires qui feront des voyages de long cours, il y aura un prêtre approuvé de son évêque diocésain ou de son supérieur (s'il est religieux) pour servir d'aumônier.

« *Art. III.* — Il célébrera la messe, du moins les fêtes et dimanches, administrera les sacrements à ceux du vaisseau et fera tous les jours, matin et soir, la prière publique, où chacun sera tenu d'assister s'il n'a empêchement légitime.

« *Art. IV.* — Défendons, sous peine de la vie, à tous propriétaires, marchands, passagers, mariniers et autres, de quelque religion qu'ils soient, qui se trouveront dans les vaisseaux, d'apporter aucun trouble à l'exercice de la religion catholique; et leur enjoignons de porter honneur et révérence à l'aumônier, à peine de punition exemplaire. »

En 1760, en pleine guerre de Sept ans, on posa le principe des aumôniers par régiment. Ils étaient chargés de l'enseignement religieux en particulier des enfants de troupe, de la conservation de la bibliothèque, de la tenue des registres de l'état civil (avec défense expresse de procéder à aucun mariage), de la communication aux familles des décès survenus.

La présence d'un ministre du culte paraissait si essentielle au bon ordre et aux consciences qu'on n'imaginait pas qu'aucune « religion » en fût dépourvue : les régiments d'Alsace et autres corps étrangers au service de France avaient des pasteurs protestants.

Ce principe, la Révolution le détruisit au contraire.

Napoléon adopta l'idée, où il reconnaissait une force morale. Il voulut dans les hôpitaux militaires attacher un prêtre; mais, avec sa mentalité policière et administrative, il le considérait comme un « surveillant » en temps de paix, et en campagne comme le chef d'une « cure ambulante, à la suite de l'armée ». — Et l'expression ne nous déplaît pas, car il s'agit bien en effet de « paroisses militaires », assurant aux troupes leurs droits et leurs besoins religieux,

La Restauration élargissait la fonction en augmentant le personnel. La lettre de service, signée du ministre de la guerre, parle clairement : « J'ai l'honneur de vous prévenir, monsieur, que le Roi, bien informé de votre piété, vigilance et sage conduite, et prenant une entière confiance dans votre fidélité et affection à son service, vous a appelé à l'emploi d'aumônier... » L'ordonnance du 24 juillet 1816 dotait chaque corps de son aumônier. On en comptait environ deux cents. Que ce fut un avantage pour les chrétiens et un bien moral accessible à tous, on ne saurait le contester; que certains abus de prérogatives, certaines maladresses aient pu se produire, il est vraisemblable et il est même certain; des ambitieux peuvent se glisser partout, et toute influence trouve. pour l'exploiter à leur profit, des quémandeurs et des hypocrites. Dans le renouveau religieux qui accompagna le retour des Bourbons et chercha dans la foi catholique un antidote social aux dangers révolutionnaires de la veille, les

« conversions » dans l'armée frappèrent les spectateurs attentifs ; vingt fois on cita les exemples de ces soldats touchés par une parole dite à propos et il n'y eu pas de *mission* où l'on ne vit des troupiers revenir au Dieu de leur enfance, suivre pieusement les pratiques d'une religion qu'au milieu des hasards des camps ils n'avaient jamais bien connue. A côté des recrues mystérieuses de la *Charbonnerie* dans les Loges, on eut la surprise d'apercevoir au grand jour l'uniforme des croyants dans les églises.

Quant au personnel même de l'aumônerie, je trouve sans doute, dans un régiment de la Garde royale, un certain abbé Chatel, déjà cerveau brûlé, de mœurs équivoques, d'allures trop cavalières, et qui devait devenir, sous Louis-Philippe, quasi célèbre en fondant une religion, dont le culte apostat sombra dans le ridicule. Mais j'y vois aussi — à ne citer qu'une demi-douzaine de noms — les abbés Jager, Bour, Delalle, Moret, Deguerry, Suchet, plus tard, respectivement, professeur à la Sorbonne, chanoine de Notre-Dame, évêque de Rodez, chanoine de Saint-Denis, curé de la Madeleine, vicaire général d'Alger; et ces titres respectés indiquent bien, chez ceux qui les portent, de la valeur et du mérite.

Avec beaucoup d'autres choses, le soleil de juillet 1830 dessécha l'arbre mal planté de l'aumônerie militaire. Devenue en fait impossible et dangereuse, l'institution était supprimée. L'ordonnance du 10 novembre déclarait : « Il sera attaché un aumônier dans les garnisons, places fortes et établissements militaires où le clergé des paroisses

sera insuffisant pour assurer le service divin, de même qu'à chaque brigade, lorsqu'il y aura des rassemblements de troupes en division ou corps d'armée. » — Ce texte a régi en principe l'état du service religieux dans l'armée jusqu'en 1873 ; en fait, il ne fut jamais appliqué pour les troupes en campagne, et en temps de paix l'organisation demeura purement imaginaire.

En 1847, un remaniement dans le personnel de la marine amena la nomination d'un aumônier à bord des vaisseaux amiraux. — Lors de la guerre de Crimée, par un décret du 10 mars 1854, un aumônier supérieur fut attaché à l'état-major de l'armée d'Orient, un aumônier à chaque division, plusieurs aux ambulances. Et il se trouva tout naturellement que, dans les hôpitaux de Constantinople et de Gallipoli, des lazaristes visitèrent les soldats que soignaient les Filles de la Charité.

L'histoire a conservé le nom de P. de Damas parmi les plus vaillants volontaires et les plus populaires. C'était un Jésuite et certainement l'un des hommes apostoliques les plus « particuliers » du dix-neuvième siècle. De vieille race, aristocrate jusqu'au bout des doigts, mortifié jusqu'à la pauvreté la plus extrême, charitable jusqu'au dépouillement parfait ; original d'esprit, ardent de cœur, de plume alerte, de parole hardie, il a marqué longtemps parmi les pionniers de l'influence française en Orient, dans les missions de Syrie et d'Arménie. Mais sa personnalité s'accentua surtout comme aumônier militaire.

Il en avait acquis l'expérience pendant deux ans à Sébastopol, il en déploya les qualités à l'armée

de Metz, il en poursuivit le rôle consolateur jusqu'au fond des prisons d'Allemagne que le prestige de sa naissance lui avait ouvertes. Après la guerre, son zèle a soutenu de ses conseils, de sa prévoyance, de sa persévérance la longue préparation de la loi sur l'aumônerie militaire, qui n'eût peut-être pas abouti sans lui. Il était adoré du troupier, son camarade et son directeur tout ensemble, prêtre avisé, ennemi des exagérations comme des mièvreries, se souvenant qu'il était fils d'un ministre de la guerre et le descendant des croisés (1).

A l'abbé de Parabère, rompu déjà à la vie des camps, fait chevalier de la Légion d'honneur en Afrique, de nouveaux héroïsmes valurent la rosette, au mois de juin 1855. Pour sanctifier cette aumônerie officielle, il y eut des victimes : l'abbé de Geslin, un jeune vicaire de Saint-Martin, qui prit devant Sébastopol le choléra en soignant des typhiques et mourut, à vingt-huit ans dans les bras de son frère le comte de Geslin, alors capitaine de chasseurs, depuis un brillant général que les Pari-

(1) Il a laissé des livres fort curieux : *Souvenirs de Crimée* (1858) ; *Souvenirs de guerre et de captivité* (1873).

Son apostolat était très simple, libéral et clairvoyant ; on en jugera par cette page sur « la religion dans l'armée », que je reproduis parce qu'elle s'applique à merveille à l'admirable situation morale de nos soldats, à l'heure présente :

« Il ne faut rien exagérer ; il ne faut vouloir ni prodiges, ni miracles ; la simple vérité est plus belle. Oui, notre armée est chrétienne, sans cela elle ne serait pas française. Parmi ses membres, quelques-uns poussent la vertu jusqu'à l'héroïsme ; d'autres sont naïvement bons et vertueux, si je puis m'exprimer ainsi ; le très petit nombre se tient encore

siens ont bien connu, après la guerre de 1870, vif, alerte, martial, adoré des soldats et craint des « rouges ». — Le second du P. de Parabère, c'était le P. Gloriot, élève de la maison fameuse de Saint-Acheul, professeur à Fribourg, supérieur à Dole; emmené en Orient par le maréchal de Saint-Arnaud, il fut décoré pour sa vaillance et, atteint à l'hôpital de Pera, succomba à l'épidémie. De même, l'abbé Ferrari, convoyant des blessés de Crimée à Constantinople, frappé du typhus à bord du *Titan*, décédé au lazaret de Varna. Le médecin juif, Michel Lévy, saisi d'admiration, prononça un discours plein d'émotion sur sa tombe.

Malgré ces exemples qui prouvaient la nécessité de l'emploi et assuraient la façon dont il pouvait être rempli, l'aumônerie militaire ne fut pas réorganisée sous le Second Empire. Au début de la campagne d'Italie, sur l'ordre de Napoléon III, on désigna trente-huit prêtres pour les divisions et les hôpitaux, l'un d'eux fut même attaché à la personne du prince Napoléon, mais ceci semble une ironie. Tous étaient licenciés au mois d'août 1859. — L'abbé Lanusse fit là ses premières armes, il gagna ses galons de vétéran au Mexique, à l'assaut de Puebla.

Le décret du 14 février 1866 désignait bien, pour

en garde, sous l'impression de sots préjugés. Tous, à mon avis, sont près du royaume de Dieu, parce que, au fond, ils aiment la religion de leurs pères... » « La communauté des souffrances et la présence continuelle du danger réunissent les cœurs et exercent une influence salutaire sur les consciences. Les passions sont plus calmes, et les idées de la raison et de la foi reprennent leur empire. »

la parade, un aumônier en chef de l'armée de terre, chef sans troupe, tête sans corps, agent sans fonction d'une charge sans but. Le titulaire, à partir de 1867, se trouva un excellent homme, l'abbé Laine, l'un des chapelains de Napoléon III. On ne dit pas ce qu'il fit, ce qu'il fut appelé à faire, et quand il arguait de son titre pour célébrer ces belles messes militaires du camp de Châlons, qui ont laissé dans la mémoire de ceux qui y assistèrent un souvenir ineffaçable, le maréchal Niel lui faisait répondre que M. le curé de Mourmelon était tout désigné et très propre à ce ministère.

II

Vint la guerre contre la Prusse. Dans le grand branle-bas de combat que domina l'imprévu, on s'empressa de mettre en route les ecclésiastiques de bonne volonté, qui se présentaient pleins de zèle et d'inexpérience. Point annoncée, moins encore attendue, leur arrivée aux camps de l'armée du Rhin fut accueillie avec surprise. Selon le souvenir de l'un d'entre eux, on les considéra comme des intrus, des trouble-fête, presque des « espions ». Les troupiers, songeant aux dernières prières, disaient avec une grimace : « Ce sont nos croque-morts. »

Cet échec moral était la conséquence de ce phénomène étrange d'avoir depuis quarante ans éloi-

gné par système de l'armée permanente de France les pratiques religieuses : scandale qu'on n'eût rencontré je ne dis pas dans la catholique Espagne, mais ni en Angleterre, ni en Russie, ni en Suisse, ni en Chine, ni au Japon.

Quarante-six aumôniers pour 300 000 hommes, tel était le chiffre au début de la guerre, en août 1870, et la proportion avait été plus basse en Crimée, en Italie, au Mexique. Il n'y avait rien en Afrique (1), cependant qu'on donnait un marabout aux bataillons de tirailleurs algériens en garnison à Paris, et on avait raison, parce que sa présence était une consolation pour les Arabes et leurs familles.

Au reste, la glace fut bientôt rompue, dès qu'on eut vu les aumôniers à l'œuvre, et quand l'abbé Baron, à qui nous empruntons ces souvenirs, homme d'expérience acquise à l'hôpital militaire du Gros-Caillou depuis 1849, se fut signalé au milieu des balles à Gravelotte, avec un héroïsme qui lui valut la croix, la plus chaude confiance s'établit entre les hommes et lui. Jamais le soldat n'a repoussé le prêtre, sa présence aux heures graves lui est une force morale, dont la vertu consolante augmente sa force de volonté et d'action.

A côté, au-dessus des règlements, la poussée de l'opinion fit son œuvre : on vit passer sac au dos, sur les grands boulevards, se rendant à la

(1) C'est à titre individuel que l'abbé Stalter, chanoine d'Alger, en Afrique depuis seize ans, fut fait chevalier de la Légion d'honneur après le combat du 1er juin 1853, par le maréchal Bosquet, qui lui remit lui-même la croix.

gare de l'Est, vingt-trois ecclésiastiques enrôlés comme brancardiers, et la foule, sur la terrasse des cafés, applaudissait (1).

De tous côtés, les bonnes volontés s'offrirent. « L'administration » parla des difficultés budgétaires; l'intendance disait aux solliciteurs: « C'est à vos risques et périls, vous n'aurez ni logement, ni table, ni solde. » Ce n'est pas cela qu'on demandait. La lettre suivante, qu'on me permettra de faire connaître, donne bien cette note d'un devoir supérieur compris et recherché :

22 août 1870.

« Monsieur le Ministre,

« Dans un autre temps, les Franciscains Récollets ont eu l'honneur d'être aumôniers des armées et des flottes de la France. Ils seraient heureux,

(1) A quarante-quatre ans de distance, la même sympathie accueille les prêtres qui rejoignent l'armée. Un caporal, fils de saint François, écrit à ses frères du Canada :

« Vous connaissez l'histoire de notre rentrée en France. Ce fut un véritable triomphe... A Paris, le spectacle fut grandiose. En sortant de la gare du Nord, nous sommes 25 franciscains avec notre habit religieux. Et le peuple nous acclame: « Bravo! bravo! les moines! » Des mains se tendent vers nous, des mains qui, hier, se seraient peut-être levées contre nous... A Etapes..., il me faut passer devant près de 200 à 250 officiers... un jeune et grand lieutenant m'arrête : « Pardon, mon Père, est-ce que vous êtes soldat? — Oui, mon lieutenant. » Et il faut lui dire d'où je viens, où je vais et si je suis content d'aller défendre la Patrie. Tout à coup, les officiers qui, tous, m'entourent, applaudissent. Il y eut un moment de surprise parmi tous les voyageurs. Mais bien vite on reconnut la raison de cette manifestation : « C'est le moine que l'on salue. » (*Revue du Tiers Ordre*, février 1915.)

dans les circonstances actuelles, de suivre les traces de leurs prédécesseurs dans ce glorieux ministère. Si Votre Excellence ne peut les recevoir à ce titre, ils sollicitent au moins la faveur de donner leurs soins aux blessés dans les ambulances et sur les champs de bataille.

« P. Denis,

« Principal des Franciscains Récollets de France. »

Dans les corps volontaires, nul ne récusa cette aide précieuse, apportée par des gens de cœur et de choix. L'aumônier des francs-tireurs du Haut-Rhin, commandés par Émile Keller, était l'abbé de Dartein, appartenant à l'une des premières familles de Strasbourg. Aux bataillons des volontaires de l'Ouest : le P. Doussot, un dominicain, et le P. de Gerlache, un jésuite, — je le dis en tremblant, — les abbés de Pélacot, Dulong de Rosnay, de Marhallach se distinguèrent. Le premier y gagna, au milieu des mobiles de la Haute-Loire, le ruban rouge, et nous l'avons connu, aimé, respecté de tous, évêque de Troyes. Le second rendit son nom un des plus populaires parmi la jeunesse intelligente de son temps, mêlé à toutes les œuvres de régénération sociale d'après la guerre. Le troisième, Breton bretonnant, compagnon autant que pasteur de ses compatriotes, partageant joies et dangers, donnant l'exemple toujours et parfois davantage.

A l'assaut de Villers-sur-Marne, il se place en tête de la colonne. Survient le général Renauld : « Eh ! l'abbé, s'écrie le vétéran des guerres d'Afri-

que, ce n'est pas votre place ici. Vous marcherez à l'arrière ! » — A ce moment, un éclat d'obus atteint le général à la jambe et lui broie le pied gauche.

« Vous voyez bien, mon général, que je suis à ma place ; mon devoir est de me trouver partout où il y a des blessés. »

Une autre fois : « Couchez-vous à terre ! crie un officier aux soldats, en voyant arriver les obus. Eh bien, et vous? monsieur l'aumônier. — Moi ? je dois rester debout pour les bénir. »

Réponse qu'eût bien trouvée aussi l'abbé Huot, un Parisien qui accompagna jour et nuit les armées du Rhin et de la Loire, et dont les lettres sont marquées de cet humour alerte qui nous enchante dans la correspondance actuelle de nos aumôniers des tranchées et du front. Un autre enfant de Paris, vicaire à Charonne, Jacques Lamarche, dont les premières armes se firent en Crimée, au sortir du séminaire, et qui passa par Grenelle et les Batignolles pour devenir évêque de Quimper. Il assista, lui, les dragons à Saint-Privat et à Gravelotte, comme l'abbé Gardey, le futur curé de Sainte-Clotilde, les cuirassiers de Reichshoffen.

Toute une phalange d'aumôniers volontaires arriva dans les prisons d'Allemagne quand l'internement commença. Nous avions là-bas 400 000 hommes. A côté de l'abbé Baron, vétéran des vieilles guerres, et de jeunes volontaires qui valaient les anciens, je note deux assomptionistes : le P. Pernet, le fondateur vénéré des Petites Sœurs gardes-malades des pauvres, le P. Bailly, dont la renommée devait grandir sur beaucoup

d'autres terrains d'apostolat ; — des Pères du Saint-Esprit, des capucins, des dominicains, des maristes. Le P. de Damas, muni d'une autorisation spéciale qu'il était allé arracher, à Versailles, au vieux roi Guillaume, parcourait les villes, pénétrait dans les casernes, les lazarets, les hôpitaux, suivi de deux autres enfants de Saint-Ignace non moins entreprenants, deux Alsaciens : les PP. Stumpff et Staub. Un carme, le P. Augustin, ingénieux aussi à secourir les détresses, s'installait dans la forteresse de Spandau. « Comme il se dépensait tout entier à ce qu'il faisait, l'œuvre allait très bien, mais il est mort », écrivait de lui Louis Veuillot.

En témoin, le général Ambert résume le sort et la consolation des prisonniers :

« En les voyant dans leurs casemates ou leurs baraques, privés de toute liberté, enfermés dès quatre heures du soir dans une salle mal éclairée, jusqu'au lendemain sept heures, on s'attristait à la pensée de ces grandes misères morales. Les prêtres étaient les seuls hommes qui pouvaient soulager ces misères. »

Déjà les brutalités germaniques se dévoilaient et contrastaient avec nos usages civilisés. Si nous sommes surpris de constater combien sans progrès l'histoire se recommence, nous pouvons aussi voir à quel degré semble incurable la barbarie native et habituelle du Teuton.

« S'il y eut jamais une guerre où le besoin du prêtre se fit sentir, ce fut la guerre de 1870, guerre atroce, implacable, où il semble que la haine du protestantisme allemand ait fait tous ses

efforts pour accabler la France catholique. Il faudrait retourner de nombreux siècles en arrière, aux époques les plus barbares, pour voir de pareils faits de cruauté, de vandalisme. Nulle pitié de la part du vainqueur. Pendant que, dans les ambulances françaises, des aumôniers, des sœurs de charité secourent, comme s'ils étaient leurs frères, les blessés de l'Allemagne victorieuse, les Prussiens tirent sans pitié sur des hôpitaux, sur des églises, sur des ambulances protégées par la croix de Genève, de cette société internationale dont fait partie la reine de Prusse Augusta. Ici, on soigne les Allemands. Là on tue sans pitié les malades et les blessés (1). »

Le secours à ces milliers de prisonniers (les pires victimes de la guerre, celles qu'anéantissent les émotions, les tristesses, les fatigues, les privations et l'isolement), le secours que les aumôniers leur apportèrent, les suivit jusque dans la mort et après la mort. Beaucoup périrent sur la terre étrangère, de blessures, de misère, d'épidémie ; toujours, les ayant consolés, les aumôniers obtinrent pour eux une sépulture honorable et entourée de respect. Et quand il fallut quitter pour jamais ces dépouilles glorieuses et misérables, ensevelies et comme perdues dans 187 cimetières allemands, du moins des monuments funèbres marquèrent nos regrets et nos souvenirs. L'entreprise laborieuse, délicate et coûteuse fut menée à bien par l'un des plus courageux aumôniers des prisonniers, le P. Joseph, missionnaire

(1) Bournand, *Nos aumôniers militaires.*

apostolique (1). Les dons de la Société de secours aux blessés militaires et des souscriptions privées permirent de créer « l'Œuvre des Tombes » et de planter la croix, symbole de la résurrection, sur le cercueil des petits soldats morts pour la patrie.

III

Après la guerre, comme chacun avait la mémoire toute fraîche des services rendus, du réconfort apporté, la pensée parut très naturelle et fort opportune de donner à notre armée une organisation religieuse, mal suppléée par des zèles individuels. Aussi, en 1872, l'Assemblée nationale reçut-elle de nombreuses pétitions pour le rétablissement d'une aumônerie. La question passionna les esprits dans les journaux, dans les congrès, à la tribune. Ce grand mouvement, assez proche de l'Année terrible pour que les plus indifférents comprissent la nécessité d'un appui moral et d'un élément chrétien dans la reconstitution de nos troupes, aboutit, non sans de pitoyables débats parlementaires, à la loi du 20 mai 1874. Elle sauvegardait, dans une large mesure, la foi religieuse des Français appelés sous les drapeaux.

Elle instituait, nommés par le ministre de la guerre, des aumôniers titulaires ou volontaires,

(1) P. Joseph, *La Captivité à Ulm* (1872).

placés comme le clergé paroissial sous la responsabilité et l'autorité spirituelle de l'évêque diocésain, permettant normalement le contact du soldat avec le prêtre de sa confession (1).

La période de paix fut assez courte. On sait que, dès 1877, « la guerre au cléricalisme » était déchaînée ; elle adopta toutes les formes avec un plan très méthodique et entreprit, avec une remarquable précision, la destruction des libertés reconnues aux catholiques en tant que catholiques. Dans l'espèce, la loi nouvelle du 8 juillet 1880 vint priver les hôpitaux et établissements militaires de leurs aumôniers titulaires. Les services du dimanche étaient rendus malaisés aux hommes de troupes, une vague aumônerie paroissiale remplaçait l'aumônerie officielle.

En cas de mobilisation, le décret du 27 avril 1881 apportait des précisions ; il prévoyait : un aumônier à chaque quartier général d'armée, un à chaque ambulance de corps, un à chaque division de cavalerie ou de territoriale ; un dans chaque place de guerre d'une garnison de dix mille hommes, dans un fort détaché d'au moins deux mille hommes. On assimilait tous ces prêtres aux capitaines de première classe montés.

(1) « L'aumônerie diocésaine remplaçait l'aumônerie hiérarchique de la Restauration, qui faisait de l'aumônier un *capitaine*, mais qui, détachant le prêtre de son évêque, le soustrayait à la surveillance diocésaine. La nouvelle organisation évitait cet écueil pour tomber dans un excès contraire ; elle plaçait l'aumônier en dehors de la hiérarchie militaire, l'exposait à l'isolement et paralysait son action. » Commandant Grandin, *Aumôniers et soldats*.

Le plus célèbre d'eux tous, c'était l'abbé Lanusse, l'aumônier de Saint-Cyr, vieillard paternel et indulgent, qui, sans être las de soixante-deux ans de sacerdoce et de cinquante-trois ans de service militaire, marchait fièrement en tête du premier bataillon de France, la poitrine constellée de croix et de médailles de guerre gagnées sur le champ de bataille. Vous l'avez tous remarqué aux revues du 14 juillet, lorsqu'il débouchait sur la pelouse de Longchamp, salué par les applaudissements des Parisiens, avec le même enthousiasme et le même respect qu'un drapeau criblé de balles.

Une simple circulaire ministérielle (15 octobre 1905), prise vingt-cinq jours avant la loi de séparation, écarte subrepticement, mais définitivement, toutes les bonnes volontés qui, à un titre quelconque, assuraient le service du culte dans les hôpitaux militaires. Il fallut désormais par écrit la demande expresse des familles ou la volonté formelle du défunt pour que l'enterrement fût religieux. M. Berteaux supposait sans religion tout soldat français, et de l'exception faisait la règle. Devant les protestations indignées, M. Etienne admit (janvier 1906) que les obsèques seraient célébrées conformément au culte auquel appartenait le militaire.

Le corps des aumôniers de la marine survécut un peu plus de quinze mois aux aumôniers de l'armée de terre ; il était réduit à seize prêtres, quand il fut licencié en mars 1907.

Nous ne rappelons pas ces souvenirs pour avoir le triste plaisir de nous livrer à de vaines récrimi-

nations sur le passé, mais pour montrer qu'on doit faire mieux, quand il est possible.

L'expédition du Maroc (1908) en fournit le motif et en donna la raison. L'intervention discrète et à la fois autorisée de M. Grousseau auprès du général Picquart ne fut pas inefficace. Des religieux franciscains français se mirent et furent mis à la disposition du corps expéditionnaire du général d'Amade ; mais « à leurs frais ». Cette restriction puérile, qui reviendra jusqu'au mois d'août 1914, comme la « tarte à la crème » de Molière, chaque fois qu'il sera question de laisser partir des aumôniers, n'était pas un argument qui pût arrêter des hommes apostoliques. Quelle singulière mentalité de croire que l'appât d'une solde peut influencer des gens qui de leur plein gré affrontent le danger et la mort pour la gloire de Dieu au service de la patrie ! Combien, par contre, les sectaires montrent le secret de leur cœur, en étalant la maxime : « Pas d'argent, pas de Suisse ». Laissons cela encore, mais tirons leçon du procédé.

La bonne volonté un peu émue, mais intelligente du général Picquart n'avait pas été suivie par ses successeurs Berteaux et Messimy. Ils s'obstinèrent à paralyser par les moyens les plus mesquins l'action des aumôniers réclamés par les troupes du Maroc, où nos franciscains tout ensemble apportaient du réconfort à nos soldats et contrebalançaient l'influence franciscaine espagnole (1).

(1) Je ne citerai qu'un nom : le P. Henri Kœhler, un jeune franciscain de 30 ans, qui s'était distingué dans la subdivi-

A leurs besoins pourvoyait l'*Œuvre de l'aumônerie militaire coloniale* (1).

Ils trouvèrent également une aide précieuse auprès du *Comité catholique des militaires et marins* qui, depuis sa fondation (1884), soutenait dans leurs œuvres les aumôniers des garnisons de France et des colonies.

En 1913, M. Millerand comprit au contraire la nécessité et l'utilité d'une organisation. Une fois encore, M. Grousseau fut écouté. Le décret du 5 mai en fait foi.

On était en pleine discussion de la loi militaire; il fallait régler les nouvelles formations sanitaires prévues par le règlement du service de santé en campagne : « Deux ministres du culte catholique, disait-il, un ministre du culte protestant, un ministre du culte israélite » étaient attachés au groupes de brancardiers de corps, deux catholiques à chaque groupe de division et un aux divisions de cavalerie, qui n'ont pas de brancardiers.

Il eût été certainement préférable de les fixer aux groupes de brancardiers de régiments, mais enfin il était ainsi. En organisant les choses au point de vue matériel, on semblait les rendre moralement caduques. De même qu'on *ignorait* le Pape pour les églises et le clergé de France, ici on *ignorait* les évêques. Toutefois, comment ad-

sion de Meknès, et qui vient d'être décoré dans les tranchées de l'Aisne.

(1) Créée à Lyon en 1904, encouragée par l'épiscopat de France, présidée par Mgr Le Roy, évêque d'Alinda, elle fondait des chapelles et des postes dans le Sud-Oranais, au Sénégal, Madagascar, en Indo-Chine.

mettre que des aumôniers pussent exercer leur ministère sacerdotal sans des pouvoirs reçus de leur évêque, sans l'agrément préalable de celui-ci? — Anomalie, contradiction, incohérence. On s'en tira, on crut s'en tirer par le silence. Le sommeil n'a jamais passé pour un moyen d'action ; le réveil est douloureux.

La loi de trois ans existait donc depuis douze mois quand la guerre éclata. S'il y avait quelque partie où l'on n'était pas prêt, c'était bien l'aumônerie.

Il fallait aller vite, on télégraphia. Les feuilles de mobilisation furent établies en hâte ; de l'ordre de préférence bien déterminé qui voulait que, parmi les candidats, on prît d'abord les ecclésiastiques absolument libérés, puis ceux du service auxiliaire, puis de la réserve de la territoriale, de la territoriale ensuite, et enfin de la réserve de l'active, on mêla çà et là les échelons. Ce fut le chaos.

Une chose apparaissait surtout évidente : l'insuffisance du nombre des postes officiellement désignés.

C'est alors que se produisit l'intervention de M. de Mun.

IV

Il avait prévu le choc de l'Allemagne. Ses efforts, depuis trois ans, se concentraient sur l'annonce du danger. En 1911, après le coup d'Agadir, il donnait « les avertissements suprêmes (1). » En 1912, après la guerre des Balkans, il entendait sonner « l'heure décisive (2) », et la campagne pour la défense nationale par le service de trois ans, au printemps de 1913, domina sa pensée. De ces articles enflammés, nul ne contestait la vigilance et le patriotisme, mais certains se laissèrent aller à en regretter la monotonie. Personne ne risquerait plus cette critique. Le jour de la mobilisation, il était prêt. Sa vaillance regrettait de laisser ses trois fils partir sans lui pour l'armée, son âge lui interdisait la joie personnelle de la revanche. Cependant les combats de la plume, où il venait d'exceller et qu'il allait poursuivre aux applaudissements de la France entière, ne paraissaient pas suffire à son zèle ; une sorte d'activité plus extérieure lui était nécessaire.

A côté du champ de bataille il y a l'ambulance. Ce terrain d'action s'offrait dans les rangs de la Croix-Rouge, et à son dévoué secrétaire général, M. de Valence, le 3 août, il écrivit ce billet :

(1) *Pour la Patrie*, 1 vol. (1912).

(2) *L'Heure décisive*, 1 vol. (1913).

« Vous m'avez promis, mon cher ami, au moment d'Agadir, que vous pourriez m'employer si la guerre venait. Me voici donc. Je n'ai que deux difficultés : la marche, même peu prolongée, et les escaliers. Hors de là, en roulant, assis, en mission, je suis bon pour le service ; dites-moi ce que je peux faire. » — L'accueil fut empressé. M. de Mun retrouvait des amis très chers : le marquis de Vogüé, Mme la comtesse d'Haussonville, le vicomte d'Harcourt, à la Société Française de secours aux blessés militaires (1).

En ce mois d'août plein de lumière, l'hôtel de la rue François Ier présentait l'aspect laborieux d'une ruche bourdonnante au soleil. Au-dessus de la porte, le grand pavillon flottait au vent dans le ciel bleu ; sous la voûte, un va et vient ininterrompu, les escaliers pris d'assaut, chaque pièce des trois étages remplie de visiteurs et d'amis ; une nuée de cyclistes empressés entouraient les automobiles rangées en deux files profondes, les voitures prêtes au départ emportaient les infirmières, enveloppées dans leur cape noire, le front serré par le bandeau blanc, la petite valise à la main. La foule massée sur les trottoirs saluait ces femmes marchant au dévouement, au danger, le sourire aux lèvres. Les paquets s'amoncelaient, on dévalisait avec ordre les magasins de lingerie, approvisionnés chaque matin par une prévoyance nouvelle. Un généreux entrain, tempéré par la

(1) C'est l'aînée et la plus importantes des trois Sociétés de la Croix-Rouge française. Son siège est 21, rue François-Ier, à Paris.

gravité des événements, animait tous les cœurs. L'enthousiasme d'Albert de Mun trouvait là un aliment nouveau, sa présence apportait aussi un réconfort. Que de poignées de mains échangées, quand son fauteuil léger, soutenu par deux porteurs, gravissait les marches et quelles paroles de cordialité !

Il était tout entier à l'action. Au Palais-Bourbon, la séance du 4 août avait exalté son patriotisme, et son grand cœur se berçait d'un vaste espoir à sentir, enfin, chez des gens la veille encore divisés par les plus mesquines querelles politiques, l'unanimité du sentiment français réveillé, moins en face du danger de la patrie que de la cause sacrée de son honneur.

Il avait toujours gardé ce qu'on appelait jadis le goût des armes. Les moindres détails de la mobilisation, de l'organisation des troupes, le captivaient. Dans les combats prochains de nos soldats, leurs besoins lui étaient présents à l'esprit. Il songeait surtout aux âmes. Nos régiments auraient-ils des aumôniers (1)? Le décret du 5 mai 1913 réglait la question d'une manière très insuffisante : il instituait quatre aumôniers par corps d'armée, et il était resté lettre morte. A la première heure de la mobilisation, on n'avait pas fait difficulté de désigner une centaine de prêtres dont les noms, depuis de longs mois, dormaient dans les cartons du ministère (2). Mais, au reste, c'était là un chiffre dérisoire, avec les fronts si étendus qu'allait pré-

(1) Il le demandait dans la presse, dès le 4 août.

(2) Par dépêche on en laissait même l'initiative aux commandants de corps d'armée.

senter la guerre actuelle et le grand nombre des blessés et des mourants à prévoir.

Or il y avait, à Paris et en province, une foule de prêtres, libres d'obligations militaires, encore très vigoureux, plusieurs rompus par la vie coloniale à la fatigue et aux soins des malades. L'un d'eux, des Pères du Saint-Esprit, se présenta à la Croix Rouge et vint à M. de Mun exposer ses désirs et offrir ses services. Son supérieur, Mgr Le Roy, par une visite personnelle, appuya sa démarche; il apportait aussi le concours des Lazaristes. A l'Archevêché de Paris, le même souci préoccupait le cardinal Amette, et l'autorité militaire répondait aux envoyés de Son Eminence que tout était organisé. Plusieurs Pères de la Compagnie de Jésus se montraient également soucieux, avides de cette besogne de dévouement, surtout les directeurs des Conférences d'étudiants en droit et en médecine; ils auraient souffert de ne pas donner cet exemple à leurs jeunes gens partant pour le front (1).

Toutes ces bonnes volontés spontanées et généreuses stimulaient M. de Mun. Il s'émut d'un appel plus pressant que les autres. Il reçut la visite de deux femmes d'officiers supérieurs; leurs maris et leurs fils venaient de rejoindre leurs régiments et elles songeaient, dans une anxiété sans

(1) Cet exemple, ils l'ont en effet donné jusqu'au bout : le Directeur de la Conférence Olivaint, le P. Aucler, enrôlé le 4 août 1914, a succombé le 23 février 1915 aux fatigues des campagnes de l'Yser. Et, par une réciprocité héroïque, tous les membres du « Bureau » de sa Réunion de Jeunes gens ont été frappés au champ d'honneur.

défaillance, que les êtres si chers qui les quittaient ne trouveraient peut-être pas la force consolatrice dans la présence d'un prêtre à l'heure du sacrifice. Je me souviendrai toujours de l'accent pénétrant de ces chrétiennes quand j'eus l'honneur de les introduire, le dimanche matin du 9 août, dans le salon de la Croix-Rouge où nous faisions notre correspondance ; au coin de la longue table verte qu'entourait tant d'activité, l'audience à voix basse se prolongeait, instante, et M. de Mun fit la promesse de tout essayer.

Des bureaux ministériels, on lui répondit aussi que les choses se trouvaient en règle : les aumôniers titulaires étaient nommés. Cette façon administrative de résoudre une difficulté angoissante lui déplaisait. Il jeta son action personnelle dans la balance. S'étant assuré de l'approbation des plus hautes autorités gouvernementales, dans la journée du mardi 11 août, il se rendit le soir même chez le président du Conseil et, lui montrant tout ensemble les intérêts religieux des combattants, l'effet moral sur les familles, dont l'inquiétude s'aggravait, il l'adjura de permettre que des aumôniers volontaires, agréés par leur évêque, partissent, munis d'un sauf-conduit de l'état-major général, qui leur permettrait de parvenir sur le territoire occupé par les armées. Pour tout simplifier, il proposait de servir d'intermédiaire et de ne présenter sur ses listes que des noms soigneusement contrôlés. La question budgétaire parut seule faire objection. M. de Mun la résolut d'un geste : les prêtres catholiques partiraient sans solde. Le président du Conseil acquiesça. Et sur l'heure, il

était près de minuit, par téléphone on avertit le ministre de la guerre ; on lui demandait de fixer le chiffre que pourraient atteindre ces désignations complémentaires. Il répondit aussitôt : 250.

Il n'y avait plus qu'à se mettre à l'ouvrage. Nous y fûmes le lendemain. Courrier par courrier, le généralissime « remerciait le comte de Mun de ses offres et des sentiments qu'il lui exprimait » ; il mettait à sa disposition un officier de l'état-major pour régler les détails. Afin de ne perdre à ces détails aucun instant précieux, M. de Mun voulut se rendre lui-même au ministère de la guerre. Parcourir les longs corridors, gravir les marches lui occasionnèrent une fatigue imprévue ; il dut s'arrêter, haletant, et recourir à un flacon de sels ; sa courtoisie s'excusa de cette lassitude comme d'une faiblesse, mais il reprit toute sa parfaite sérénité pour enrouter des relations que je n'avais plus désormais qu'à suivre aisément avec la direction du Service de santé.

Il avait dit « des Volontaires sans solde », et il comptait sur le dévouement des prêtres, sur la générosité des fidèles. Ni l'un ni l'autre ne lui firent défaut. Devant les listes ouvertes d'enrôlement et de souscription, ce fut bientôt un égal empressement. L'*Echo de Paris*, où son article quotidien réconfortait les lecteurs, publia de longues colonnes de dons, souvent anonymes. Une autre partie des offrandes parvenait directement à M. de Mun et c'était pour les donateurs l'occasion de lui exprimer admiration, joie et gratitude. Comme les lettres arrivaient par centaines on ne

peut songer à les reproduire ; toutes reflétaient le plus pur patriotisme, les mêmes mots exprimaient vingt fois les mêmes sentiments pour « l'œuvre admirable ». — « Comment un chrétien pourrait-il résister à votre appel ? » disait celui-ci. — « Vous vous êtes fait l'écho de toutes nos angoisses et de tous nos désirs, soyez-en béni au nom de toutes les mères », déclarait celle-là. — « Chaque soir, je demande à Dieu l'énergie pour le lendemain, chaque matin je trouve le réconfort de votre parole et de votre cœur. Vous soutenez nos âmes, nos pauvres âmes, qui ne veulent pas être découragées. Mère, chrétienne, française, je vous envoie mes sentiments d'infinie reconnaissance. » Une autre, le cœur serré en songeant à son enfant qui vient de tomber glorieusement, contient son cri de douleur et ajoute : « Et puis les phrases sont inutiles. Je vous envoie... pour les aumôniers militaires qui consoleront les mourants. »

Tous donnent : l'Archevêque de Paris, ses curés, leurs vicaires ; du fond de la Normandie, « un père de neuf fils qui attend son dixième » ; les Arméniens de Paris, « en témoignage de leur affection profonde et de leur attachement à la vaillante et généreuse France » ; la Manécanterie des petits chanteurs à la croix de bois ; le Comité catholique des militaires et des marins ; un sergent mobilisé qui date sa lettre « jour de départ pour la gloire ». Les anciens combattants de Gravelotte veulent remettre eux-mêmes leur souscription à leur ancien camarade de l'armée du Rhin, et leur devise parle au cœur : « Souvenir, Espérance ». A Compiègne, la femme d'un géné-

ral recueille des aumônes qui deviennent des largesses. En Anjou, une châtelaine réunit les offrandes de ses voisins. En Angleterre, c'est une quête pour le « fils d'Eugénie de la Ferronnays » auprès de ceux qui ont gardé au cœur le souvenir charmé des héroïnes du *Récit d'une sœur*. Un vieux mendiant apporte 1 franc, « afin que Dieu lui réserve la suprême faveur d'être, lui aussi, béni par un prêtre ». Voici la collecte des « femmes d'officiers du 3e d'artillerie lourde » ; et ce terme d'artillerie lourde fixe aujourd'hui avec reconnaissance et orgueil notre pensée ! Un modeste employé de banque envoie les appointements supplémentaires que lui a valus le départ pour la frontière de ses collègues de bureau plus jeunes que lui. Les petits enfants vident leur tirelire. La receveuse des postes d'une plage bretonne ne se contente pas de son obole, elle tend la main. Des commerçants des Halles sollicitent leur clientèle. Des femmes d'industriels déjà partis pour l'armée, des maîtresses d'atelier, « avant de manquer d'ouvrage », s'empressent de donner ; des sœurs, des épouses, des mères. Ah ! des mères surtout, pour l'âme des soldats et pour la cause sacrée. Les riches donnent comme les pauvres, ils réclament seulement le privilège de ne pas être nommés et il arrive des chèques anonymes de 500, de 1.000, un de 10.000 francs.

Il parut discret, au bout de deux semaines, de contenir cet élan, d'arrêter ces dons. Le premier m'avait été offert le matin du 15 août, au sortir de la messe, sur la place du Palais-Bourbon, par un de mes amis, M. du V., qui me trouva préoccupé

des fonds à recueillir pour des besoins que l'on pressentait très nombreux ; il me remit un billet de 100 francs, plus une pièce d'or, au nom de son fils, un futur aspirant de marine (1), qui l'avait chargé d'employer ses économies à « quelque chose pour la guerre » ; cette générosité d'un bon petit Français nous porta bonheur : la souscription dépassa 100.000 francs (2).

L'emploi en allait être facile. A peine une note dans les journaux eut-elle annoncé l'heureuse nouvelle que les candidatures affluèrent par visites, lettres et dépêches. Une circulaire précisa les trois conditions pour être accepté (3). Car ce fut un examen, presque un concours. Au premier moment on avait rédigé un appel aux Evêques ; on renonça à l'envoyer : déjà nous étions débordés !

Il avait fallu organiser un « Bureau ». Aucun de ceux qui y sont entrés n'en perdra le souvenir. L'hospitalité de la Croix-Rouge était précieuse et elle fut accordée avec une bonne grâce très spontanée. On aimait à dire à Albert de Mun, et il aimait à penser, qu'il se trouvait chez lui. Ainsi, dans cet hôtel de la rue François Ier, dont j'ai rappelé le mouvement et la vie, nous apportions un élément d'agitation de plus. Au fond de la cour, bientôt noire de soutanes, une remise qu'entouraient des rayons de livres fut à notre disposition ;

(1) Aujourd'hui, il est à bord d'un de nos vaisseaux, aux Dardanelles.

(2) Ouverte le 14 août, close le 23, elle se prolongea jusqu'au 29.

(3) Etre libre de tout engagement militaire, autorisé par son Evêque, posséder une bonne santé.

des tables de bois blanc et des chaises de fer, des plumes et quelques cahiers de papier composèrent tout le matériel. A la porte on plaça un écriteau, près de l'écriteau un petit jeune homme, et le défilé commença.

*
* *

Jamais gens vertueux ne furent plus impatients. Tous voulaient s'enrôler parce qu'ils pensaient que le dévouement était la seule condition requise ; tous voulaient partir, parce qu'ils comprenaient l'urgence du danger à courir et du secours à porter. L'admirable tableau dans sa simplicité renouvelée de minute en minute ! Quelle rivalité dans l'ardeur du zèle ! Il est vrai que rien ici-bas ne pouvait soulever plus haut la noblesse des âmes que cette union de la foi et du patriotisme dans un cœur bien placé. Le prêtre qui, du même coup, sert sa patrie et l'Eglise doit ressentir des joies intimes, véritablement insoupçonnées. Simple spectateur de ces instances généreuses, nous n'en pouvons parler que les larmes aux yeux, et le souvenir en reste une leçon que le temps n'affaiblit pas.

Ce fut une émulation entre les séculiers et les réguliers. Pères du Saint-Esprit, vétérans des Missions-Etrangères, Lazaristes, enfants de Saint Ignace et de Saint François, Dominicains, Sulpiciens, Assomptionnistes, Missionnaires déjà formés au Maroc, au Congo, en Tunisie, en Chine, accourus les uns de Terre-Sainte, les autres du

Canada (1) ; curés de campagnes, professeurs de collèges, vicaires de nos faubourgs de Paris, prêtres bretons, vendéens, angevins, lyonnais ou basques ; des Lorrains, qui prétendaient bien posséder un droit particulier à voir des premiers la délivrance de la terre natale et à réserver leur bénédiction aux soldats qui tomberaient sur ce sol reconquis. Il fallait saluer ces ardeurs et les calmer, redescendre aux détails matériels : interroger sur l'âge, le diocèse, la fonction, le service militaire, les aptitudes physiques, la santé. La santé surtout, chacun prétendant, même de taille grêle et d'apparence chétive, être un colosse et un intrépide marcheur. Les plus forts affichaient leur carrure, les moins robustes parlaient de leur endurance, qui valait mieux que leur mine. C'était bien le plus étrange conseil de revision au rebours des espérances ordinaires. Et quels mauvais arguments pour de si bons désirs : « Inscrivez-moi, mon père a été tué en 70. — J'ai cinq frères sous les drapeaux, vous voyez bien qu'il faut que je parte à mon tour comme aumônier. » Ce pasteur voulait donner cet exemple à sa paroisse, ce professeur de grand séminaire mettre en pratique les leçons de sacrifice sacerdotal qu'il enseignait ; ce capucin était habitué aux privations, ce jésuite à la discipline, et tous les missionnaires de Palestine se prévalaient de leur habitude du cheval. Les jeunes

(1) Le P. Gaillot (Frère Albert), un capucin parti de Québec, fut à Bordeaux le dernier aumônier enrôlé par M. de Mun, le jour même de sa mort. — Depuis il a été cité à l'ordre du jour, décoré et il vient d'être tué le 22 avril, sur le canal de l'Yser, au milieu de ses zouaves.

vicaires ou les directeurs de patronages insistaient sur leur talent de cycliste, et un prêtre, dont la famille avait de la fortune, annonçait que, possesseur d'une voiture automobile, il l'offrait en plus de sa personne pour multiplier son ministère.

Les moins heureux furent quelques imprudents, venus, accourus du fond de leur province, démunis des pièces nécessaires, se croyant exemptés d'obligations militaires qui, malgré une réforme antérieure, pouvaient encore leur incomber. L'expérience a prouvé depuis que les accepter eût été commettre à leur égard une imprudence : s'ils lisent jamais ces lignes, ils me pardonneront la rigueur d'un refus qui nous coûtait presque autant qu'à eux.

Combien, par contre, étaient joyeux les « élus » et quel ravissement dans leur regard lorsqu'on spécifiait qu'ils allaient partir pour « la ligne de feu » ; une ambulance à l'arrière leur eût paru une déchéance.

En attendant, quelques jours se passèrent, nécessaires à préparer la confection des lettres de service ; la très grande bonne volonté des bureaux du ministère de la guerre n'allait pas jusqu'à oublier les règles, d'ailleurs sages et prudentes, de l'administration. Il fallait bien aussi tenir compte des fluctuations de la ligne de combat, et par suite des déplacements de toutes les formations sanitaires, vers qui nos aumôniers devaient se rendre, par une gare régulatrice, afin d'y recevoir leur destination définitive.

Le mois d'août fut pour tous une période de ten-

sion nerveuse dans un calme d'esprit très viril. A Paris, le mouvement était plus intense que partout ailleurs, avec une impressionnante gravité. Racontant la dernière œuvre du comte Albert de Mun, c'est la mieux expliquer que de dire le labeur ordonné de sa journée.

Après la prière du matin, le travail, placé sous le regard de Dieu, se succédait sans trève. La lecture des journaux et des « communiqués » conduisait à l'étude réfléchie des cartes toujours ouvertes, où l'on plantait les épingles, afin de jalonner le chemin de la victoire. L'heure du courrier amenait un flot de lettres : souscripteurs, solliciteurs, admirateurs, conseillers, lecteurs, amis fidèles ou inconnus ; et ceux qui suggéraient des « idées », et ceux qui donnaient des plans de bataille. Il fallait lire, classer, répondre. Quiconque a travaillé avec M. de Mun sait sa précision et sa clarté d'esprit. Puis commençaient les audiences à la Croix-Rouge, la longue théorie des aumôniers. Deux fois par jour, séances au ministère de la guerre pour la commission de ravitaillement ; deux fois par jour, visites au journal pour supputer les nouvelles. La nuit était venue qu'il se mettait à sa table pour écrire l'article quotidien ; un courrier l'emportait, revenait une heure après avec l'épreuve d'imprimerie encore humide et, vers minuit, les corrections achevées, le grand travailleur entrait dans sa chambre sans qu'il pût se promettre qu'une suffocation ne viendrait pas interrompre son sommeil. En le voyant le lendemain, si amène, d'une gaieté sereine, d'une énergie alerte et confiante, qui se fût douté de ce surmenage par lequel il domptait



les anxiétés de son patriotisme? C'était sa manière de combattre et de donner à la France, sinon son sang, du moins sa vie.

Enfin les lettres de service arrivèrent du ministère. La joie de nos aumôniers éclatait en les recevant. Plusieurs demandèrent à M. de Mun de leur attacher lui-même le brassard des ambulances, et cette accolade fraternelle leur parut une investiture ; tous remerciaient, promettaient leurs prières. Munis de la « solde » légère que nous avait confiée la charité des souscripteurs, trente se mirent en route les premiers, le jeudi 27 août, puis le lendemain 28, puis cinquante, et les départs se succédèrent.

La situation se compliquait : à côté des bruits de guerre qui dominaient tout, un coup inattendu frappa le monde catholique : le Pape Pie X, le 20 août, vint à mourir. A Rome, se préparait le Conclave, d'où l'élection de Benoit XV allait sortir. A Liège, la Belgique envahie était attaquée en trahison. A Charleroi et à Givet, l'armée allemande pesait sur notre frontière. A Paris, un nouveau ministre de la guerre devait prendre les rênes en main, et c'était celui que M. de Mun aurait souhaité. Son activité redoubla par la présence aux affaires de M. Millerand, dont il appréciait depuis trois semaines, à la commission de ravitaillement, la largeur d'esprit et la puissance de travail. Coup sur coup, il donnait le réconfort qui détendait les cœurs angoissés et soulevait les âmes. Il réveillait l'énergie nationale. *Confiance !* ce fut le thème de son article du 4 août, et tour à

tour, sous des titres divers, ce même argument revenait sous sa plume (1).

Quand le gouvernement français se rendit à Bordeaux, M. de Mun y suivit son journal pour sauvegarder la liberté de sa parole, maintenir le contact nécessaire avec les ministères de la guerre et des affaires étrangères. Car son action en faveur des aumôniers venait de se doubler de celle qu'il prévoyait urgente en faveur des prisonniers. Déjà, à cette intention, un comité se formait à la Croix-Rouge sous sa présidence. A peine une séance se put-elle tenir le 31 août, mais l'idée devait être suivie avec succès à Bordeaux et devenir une organisation aujourd'hui en pleine activité (2).

Je ne saurais beaucoup parler et cependant je ne puis tout à fait me taire sur ce départ pour Bordeaux où je devais rejoindre M. de Mun, mais d'où d'autres devoirs m'éloignèrent. On me pardonnera cette réminiscence en songeant que, à mon insu, je quittais pour toujours un ami et un maître qui commandait mon admiration et ma fidélité depuis trente-cinq ans. A la fin de la journée du 1er septembre, marquée de fébrilité et de travail hâtif, pour régler les choses, empiler les dossiers et fermer les tiroirs, par un pressentiment

(1) *Derniers articles d'Albert de Mun* (28 juillet-5 octobre 1914). 1 vol. de 274 pages (1915).

(2) M. de Mun fut le président de cette *Agence* officielle installée à Bordeaux, quai des Chartrons, et depuis à Paris, 63, avenue des Champs-Elysées. — Le Comité exécutif, présidé par le général Michal, est composé de MM. le baron d'Anthouard, Cornélis de Witt, Ernest Carnot, Louis Maurange.

nous échangeâmes des adieux quand nous voulions nous dire au revoir simplement. Sa noble figure prenait une apparence froide et austère, son sourire était triste et sa parole s'arrêtait en des silences impressionnants. Je l'entendais pour la dernière fois.

Ce fut une « coupure », comme il me l'écrivait la semaine suivante, non un arrêt, car si notre bureau de la rue François 1er était découronné de son chef (1), des bords de la Gironde, celui-ci ne cessa de s'intéresser aux aumôniers militaires. Il reçut les demandes de prêtres désireux de servir, les enregistra, les soutint et, pour plusieurs, obtint gain de cause. Sa dernière dépêche, — elle n'arriva qu'après sa mort, — m'annonçait encore dix-huit nominations d'aumôniers. Car par le contact constant à Bordeaux qu'il avait bien prévu, son autorité morale allait grandissant, je ne parle pas seulement du triomphe de ses articles quotidiens qui lui avaient conquis, comme on l'a dit spirituellement, le « ministère de la confiance nationale » ; au milieu des périls de la guerre, il était écouté, admiré, respecté des premiers personnages de l'État, en même temps qu'au milieu

(1) M. François Veuillot voulait bien en assurer le fonctionnement et M. Veillard, ancien inspecteur des finances, en vérifier les comptes. M. Henry Reverdy, avocat à la Cour d'appel de Paris, nous a depuis apporté son concours. Et je n'oublierai pas nos deux petits secrétaires de la première heure : Xavier de Courcy et Jean de Chateaurenard, trop jeunes pour suivre sur le champ de bataille leurs frères aînés qui y ont trouvé glorieusement la mort en Lorraine, dans l'Argonne et sur le *Bouvet*.

des viscissitudes de l'Église, le nouveau Pape Benoît XV, une heure après son élection, lui envoyait spontanément sa bénédiction particulière. Le rapprochement est assez éloquent pour ne pas avoir besoin d'être souligné davantage. La Providence n'a pas permis que nos espérances d'union et de paix soient, en notre pays, réalisées de cette façon, et une fois de plus il suffit de dire humblement que les voies de Dieu ne sont pas nos voies.

Tant d'efforts, de soucis, de tension et de labeur eurent leur résultat implacable. Pendant qu'il travaillait à développer chez les autres ce tempérament calme et fort, capable de tout attendre, de tout supporter, sans murmure et sans plainte, il s'usait. Ceux qui l'approchèrent en ce mois de septembre en étaient effrayés. On n'eût osé l'arrêter dans la crainte de détendre trop brusquement le ressort, il se brisa. Au milieu de la nuit du 6 octobre, Dieu rappela son serviteur et lui fit la grâce, accordée aux plus vaillants, de tomber sur la brèche. Un deuil national transforma en un triomphe la douleur cruelle de sa famille et de ses amis. La spontanéité, la sincérité, l'unanimité des regrets furent impressionnantes. Le peuple, l'Église et l'État n'ont pas ménagé leurs suffrages à ce grand catholique. Parmi les prières les plus touchantes, il convient de noter celle des aumôniers. Tous unissent la tristsse à la reconnaissance, et ces sentiments expliquent, glorifient la dernière œuvre du comte Albert de Mun, née d'une nécessité religieuse et patriotique.

* * *

Nos aumôniers volontaires étaient à peine en route, dans le premier train de ravitaillement où ils montèrent pour rejoindre une destination encore inconnue, qu'ils rencontraient de nos officiers blessés et leur apportaient très opportunément les soins de leur ministère, ainsi d'ailleurs qu'à des Bavarois prisonniers et touchés à mort, dont plusieurs recevaient d'eux sur place l'extrême-onction. Partout et par tous, ils ont été admirablement accueillis. Nul doute, leur présence répondait bien à un besoin, et chacun, médecins, brancardiers, officiers et soldats, leur firent fête. Leurs lettres abondent sur ce point en renseignements unanimes et touchants. Envoyer des prêtres aux armées, c'est combler l'attente des catholiques, c'est réconforter le combattant de toute religion, relever le moral des incrédules. Peu importe le motif, ceux qui ont pris ou permis cette décision ne manquèrent pas leur coup. En face de l'ennemi et de la mort, il est bon d'entendre parler des exigences héroïques du devoir militaire et d'entrevoir les récompenses de la vie éternelle. Le nombre des aumôniers est trop restreint, voilà tout ce que l'on peut regretter. Et ici, dans la guerre étrange qui désoriente toutes nos méthodes, déroute tous nos souvenirs, apparaît cet élément inconnu et nouveau du prêtre-soldat. Bénie soit la loi fameuse des « curés sac au dos » ; elle n'avait pas été faite pour cela, mais elle a produit ce résultat de multiplier la présence des ecclésiastiques, elle les a fait

connaître, c'est-à-dire apprécier, de leurs compagnons de route, de besogne et de bataille (1).

Malgré tout leur zèle, ils ne saurait suppléer le ministère spécial de l'aumônier, plus libre de ses mouvements, tout entier à sa tâche sacerdotale, jouissant de l'autorité de son grade et uniquement appliqué à son devoir de consolation.

Il convient de laisser parler les témoins eux-mêmes de cette rude campagne ; cartes, lettres nous arrivent avec lenteur, sans doute, mais régularité. Plusieurs ont eu l'occasion de revenir entre deux combats, aucun n'a manqué de nous faire visite; nous en avons rencontré d'autres, blessés pour leur part, dans les ambulances et les hôpitaux. Ce qu'ils ont fait, vu, entendu dépasse toute attente, la leur comme la nôtre. Je résume vingt témoignages par cette phrase de l'un d'eux : « J'ai exercé le ministère le plus consolant et le plus émouvant de ma vie de prêtre. » Les mères de

(1) Je n'efface pas cette phrase ni ne la récuse, mais je voudrais qu'elle fût prise dans le sens où je l'ai écrite.

Maurice Barrès (*Echo de Paris*, 15 décembre 1914) l'a peut-être un peu magnifiée en soulignant avec la chaleur de « son vieux cœur boulangiste », comme il dit, par quelles conséquences inattendues la loi du 15 juillet 1889, qui soumettait les séminaristes au service militaire, a poussé les prêtres français à défendre la patrie les armes à la main. D'autres, après lui, dans une intention moins juste et moins correcte, ont encore insisté.

Or, il ne faut pas oublier que la loi fut votée en haine de l'Eglise et en hostilité de sa discipline. L'Episcopat a protesté selon ses droits, le clergé s'est soumis selon son devoir, et de cette erreur doctrinale il a, dans la pratique, à travers les circonstances présentes, tiré un grand bien.

C'est tout ce que j'ai voulu dire en constatant une vérité.

famille qui les virent partir avec tant de joie peuvent savoir combien leurs vœux ont été exaucés.

V

On pourrait améliorer le service. Actuellement, il y a donc quatre aumôniers titulaires par corps d'armée, un par division de cavalerie indépendante; les volontaires, en nombre égal, les doublent, les suppléent et assez souvent se mêlent plus directement aux régiments dans les secours aux blessés sur la première ligne de feu. L'organisation réglementaire minutieusement préparée, est ingénieuse : à la place même de l'action, là où il tombe, les brancardiers relèvent le blessé à la faveur de la nuit, le portent au petit poste de secours (« Nid de blessés ») établi à l'abri, non loin du combat. Dès que possible, il est amené au poste de secours régimentaire et de là, après un sommaire pansement, à la formation sanitaire de sa division. Plus tard, un train l'emmènera vers l'hôpital d'évacuation. — L'ambulance divisionnaire a beaucoup de travail; un aumônier près de Reims, en septembre, y a reçu sous la grêle des obus (des « marmites ») 1.280 blessés en trois jours. L'ambulance de corps d'armée a souvent peu à faire ; un aumônier en un mois n'y a pas vu un blessé; attacher un titulaire à toutes les forma-

tions sanitaires de l'arrière serait, dit-il, un « gaspillage de dévouement ». Aussi je sais un aumônier volontaire, un jésuite, qui a refusé d'accepter cette fonction et l'offre de se voir titulariser avec une solde de capitaine ; prêt à marcher ici ou là, il est resté à sa petite ambulance, à la surprise des majors qui ne s'expliquaient pas trop ce désintéressement d'honneur et d'argent. — La répartition des aumôniers volontaires s'est faite au début d'une façon inégale : le 4e corps en avait reçu douze ; le 13e, deux ; le 12e, pas du tout. — Tout cela s'est fort régularisé peu à peu, dans l'application de ce principe très juste : pourvoir aux besoins reconnus.

Les modes nouveaux de combats ont créé des méthodes de secours nouvelles. Au N*** corps, une ambulance volante est attachée directement à l'état-major, quinze voitures automobiles sont là, prêtes à se porter sur les points les plus essentiels ; deux de nos aumôniers volontaires s'y consacrent.

En résumé, je parle sur l'expérience des autres, un aumônier par régiment serait l'idéal, presque unanimement souhaité.

Le souhait est accompli parfois grâce au zèle intelligent de colonels qui comprennent l'avantage patriotique pour leurs hommes d'un secours moral et religieux de tous les instants. Ils désignent pour cette fonction un « prêtre-soldat » de leurs bataillons qui au lieu d'être cuisinier, perruquier ou clairon, remplit, côte à côte de ses camarades, l'emploi de « curé » et à ce titre les accompagne au feu. C'est la mise en pratique de l'adage vul-

gaire : à chacun son métier : et tout le monde est content.

On formulerait encore d'autres *desiderata ;* beaucoup semblent logiques et, dans la pratique, plusieurs se trouvent réalisés à l'avance par les complaisances de tous. Il y aurait avantage à pourvoir chaque aumônier d'un cheval, au moins d'une bicyclette, car si les uns reçoivent les blessés à l'ambulance de l'arrière (leur place réglementaire), d'autres les vont chercher au poste de secours et jusque sur la ligne des tranchées. Il faut leur permettre de circuler ainsi dans tout l'espace occupé par la division. — Une petite croix et un brassard les distinguent : les insignes du grade également devraient être de droit ; cette marque extérieure, qui n'ajoute rien à l'homme, souligne l'autorité qu'il peut posséder. — La soutane est un vêtement malaisé pour courir les champs et les bois ; bientôt souillée de boue, maculée, déchirée, elle devient peu convenable et impratique ; un uniforme de couleur sombre, d'une coupe dégagée, une sorte de redingote courte, comme en portent les aumôniers des armées anglaises, belges ou allemandes, a été souhaité parce qu'il donnerait de l'aisance aux aumôniers français. L'expérience de l'un d'eux, revenant du feu, des ambulances et même des prisons d'Allemagne, pensait néanmoins que le vêtement, raccourci, devait toujours conserver l'apparence de la soutane qui est la robe du prêtre, et qu'il était bon qu'on la vît dans la bataille, comme la blanche cornette, incommode peut-être pour qui la porte autour d'un lit d'hôpi-

tal, est la coiffure révérée des Filles de la Charité.

En principe, il fut accordé une allocation pour la nourriture aux aumôniers volontaires ; en fait, ils dépendaient un peu de la bonne volonté du médecin chef du groupe. Ils étaient partis sans traitement, et c'est pourquoi la souscription a été ouverte, mais elle eût été vite épuisée par la prolongation de la guerre au delà de toutes les prévisions. Quand on a pu voir à l'œuvre ces « volontaires », un esprit de justice a voulu assurer leur existence par une indemnité journalière.

La sagesse de M. Millerand, dans un geste réfléchi de gratitude, a doté les aumôniers d'une solde (1), leur nomination se continue régulièrement sur des listes de candidats munis de l'autorisation épiscopale, libres ou libérés d'obligations militaires; les vacances (morts, blessés, malades, prisonniers, disparus) sont comblées sur la demande du Grand Quartier Général.

Les choix ne sont pas arbitraires ; dans ce réservoir on vient puiser pour prendre ceux que l'on croit les meilleurs, du moins les plus aptes à remplir la fonction. Un exemple suffira.

Au moment de la formation d'un corps expéditionnaire en Orient, avant que le public tournât son attention vers les Dardanelles et que des dévoûments nouveaux vinssent s'offrir avec une spontanéité un peu ingénue, déjà avait été préparé, sélectionné, désigné un petit groupe d'aumôniers. Tous étaient d'anciens missionnaires, la plupart chassés d'Asie par les récents événements,

(1) Circulaire ministérielle du 12 novembre 1914.

hommes de haute valeur, ayant occupé en Turquie, à Constantinople, à Smyrne, Jérusalem, etc., des charges de supérieurs, de professeurs, connaissant le pays, la langue, les mœurs, et pouvant, auprès des habitants, apporter l'influence de leurs relations antérieures, de leurs mérites personnels reconnus (1).

Mérite que sanctionnait avec son autorité particulière, le ministre de la guerre, quand devant la Chambre, il proclamait le droit à la croix de guerre pour les aumôniers « d'ores et déjà assimilés aux officiers » (2). Juste assimilation que M. Millerand a le patriotisme de reconnaître à ceux qui, de leur côté, gagnent au prix de leur sang des citations à l'ordre du jour et le ruban rouge de la Légion d'honneur. Quant à la façon dont ils s'acquittent de leur tâche périlleuse et consolatrice, la reconnaissance des familles, la confiance des soldats, l'admiration de la France et du monde donnent la réponse. « Sel de la terre » par vocation, ils sont devenus le « sel de l'armée », où ils ont trouvé tout de suite le plus sympathique accueil. Dans l'enquête ouverte pour manifester par des faits les héroïsmes ou les barbaries de cette terrible guerre, on ne lira pas de page plus éloquente.

Et j'aime à en résumer la leçon dans ces paroles d'un politique qui ne saurait être suspect, Paul Bethmond, président du centre gauche à l'Assemblée nationale : « Il n'y a pas d'armée forte qui

(1) Déjà l'un d'eux, le P. de Contagnet, a été tué devant les tranchées le 9 juin.

(2) Séance du 25 mars 1915.

comprenne le sentiment du devoir et de la discipline, qui sache mourir, si Dieu n'est à côté d'elle, comme la pensée la plus élevée du sacrifice et du dévouement (1). »

Cela je le crois, les soldats de France le savent et les aumôniers militaires le prouvent.

Partout on les voit accueillis avec empressement, salués bientôt avec gratitude. Ils sont aux ambulances, c'est leur poste réglementaire, mais aussi à la relève des blessés, aux lignes du front, dans les tranchées, dans les cantonnements, célébrant le saint sacrifice au milieu des bois, dans les églises en ruines, soutenant les énergies, recueillant les dernières confidences, accompagnant les morts, bénissant les tombes. Plusieurs ont voulu suivre leurs malades dans les prisons d'Allemagne ; leur présence reste un des réconforts de la captivité. Que de lettres sont entre nos mains qui témoignent de cette action merveilleuse : dans ces camps de concentration une piété intense, une prière ininterrompue, « comme à Lourdes », écrit l'un d'eux, des messes matinales, dans des chapelles toujours pleines, des communions fréquentes (par milliers), des conférences de morale, des cours de religion, des lectures, des entretiens, une foi qui relève les courages, une conscience qui donne le calme, un patriotisme qui engendre l'entrain, une ingéniosité joyeuse dont sont émerveillés les officiers allemands. Des aumôniers sont revenus de qui l'on tient ces détails ; d'autres, captifs volontaires, restent pour

(1) 12 juin 1872.

ne pas s'arracher au « plus bel apostolat de leur vie ».

La fatigue, la maladie a couché quelques-uns de ces vaillants, plusieurs sont tombés au champ d'honneur. Et nous lisons quotidiennement les « motifs » qui leur valent des citations à l'ordre du jour de l'armée :

« Depuis le début des opérations, provoque chaque jour l'admiration des hommes et des officiers ; a toujours été au premier rang pour porter secours aux blessés, se prodiguant indistinctement soit qu'il s'agisse de l'accomplissement de son ministère, ou de seconder les blessés. »

« Blessé d'un éclat d'obus, alors qu'il transportait un blessé au poste de secours. »

« N'a cessé de faire preuve du plus grand courage, sous le feu violent de l'ennemi ; remplit ses fonctions avec un zèle inlassable et un héroïsme de chaque jour pendant le bombardement de nos lignes, où il exalte les courages par son exemple et le mépris absolu du danger. »

« Dans un village violemment bombardé, a quitté son abri pour courir à l'appel de blessés qu il a aidés à relever et soigner, et n'est rentré qu'après s'être assuré que tous étaient en sûreté. »

« A fait preuve d'une haute conception de son devoir professionnel, en apportant jusque sur la ligne de feu le renfort de sa présence aux blessés grièvement atteints qui réclamaient le secours de son ministère. »

« N'ayant pas voulu abandonner les blessés de son ambulance, a été fait prisonnier par l'ennemi. »

« A secondé le médecin-chef du poste de se-

cours, en procédant lui-même à l'évacuation des blessés malgré le bombardement intense du village. »

« A conduit les équipes de brancardiers là où étaient les hommes gravement atteints, et a sauvé un officier qui, sans lui, serait resté sur le terrain. »

« Depuis le début de la campagne a fait preuve de zèle, de tact et de bravoure ; se porte fréquemment jusqu'aux premières lignes, pour s'entretenir avec les blessés et assurer une sépulture convenable aux militaires qui avaient été tués. »

« Etant allé dans la tranchée au moment d'une attaque pour l'accomplissement de son ministère, y a été frappé mortellement pendant qu'il se portait au secours des soldats ensevelis sous les débris d'une explosion de mine et qu'il exhortait les hommes à faire leur devoir. »

« Est demeuré trois jours dans un village bombardé pour prodiguer aux blessés le secours de son ministère. Toujours aux points les plus exposés, il a contribué à maintenir au niveau le plus élevé le moral de la troupe avec laquelle il est continuellement, en lui inspirant la plus grande admiration. »

Aussi le « Bureau » de M. de Mun ne peut-il fermer sa porte. Il doit continuer cette œuvre et il la continue sous l'égide de la Société de secours aux blessés militaires. Il garde le contact avec les aumôniers qui sont partis : titulaires, volontaires ou aumôniers « bénévoles » ; il les ravitaille de mille manières ; il tient à jour la liste éventuelle des candidats que le ministère agrée ; il subvient,

autant qu'il le peut, aux dépenses variées qui surgissent; quand il ne le pourra plus, si la guerre dure encore, il fera appel à la générosité des catholiques et il sera entendu.

Il recueille le récit des aumôniers, reçoit avec respect leurs confidences. Plus tard, avec ces lettres écrites dans la musique de l'artillerie, sur le genou, car « encre et plumes sont absentes, si la poudre ne manque pas », on aura les éléments d'un livre vécu, d'un témoignage éloquent pour nos traditions nationales et religieuses. Les « auteurs » sauront prendre le soin, trouver le temps, de remplir ce devoir. Dès aujourd'hui, quelques passages de leurs missives, recueillis çà et là, instructifs en soi, caractérisent l'épopée que nous vivons tous, ils attirent une sympathie grandissante sur le dévouement héroïque de notre clergé. Il s'y mêle toujours de la bonne humeur, car cette qualité que M. Deschanel, avec une pointe d'envie, admirait chez M. de Mun: « la joie de la certitude » est l'apanage de tous les hommes de foi, prêtres et laïques.

L'aumônerie militaire a trouvé ses chroniqueurs, demain elle aura ses historiens; elle possède ses serviteurs vaillants, ses blessés, ses prisonniers, ses morts, elle compte déjà un martyr. Pour terminer, je m'incline devant cette tombe du premier aumônier victime des coups de l'ennemi : le P. Véron.

Enrôlé avec enthousiasme parmi les « volontaires », il partait le 28 août. « J'ai fait, disait-il, le sacrifice de ma vie, bien que mon compagnon, un mathématicien sublime, m'ait prouvé

par $a+b$ qu'il n'y avait aucun danger pour moi. » Il fut envoyé à l'ambulance du 2e corps; dès le 3 septembre, il tomba aux mains des Allemands à Crépy-en-Valois. Malgré ou à cause de sa robe, ils affectèrent de le considérer comme un espion, le frappant de leurs crosses, le labourant de leurs baïonnettes, l'insultant de leurs sarcasmes, dont le ricanement répétait sans cesse : *Pastor catholik !* Car telle est la *culture* germanique des enfants de Luther. Las de ces brutalités et de ces dérisions, ils le jetèrent enfin sur un tas de cailloux. Recueilli par un fourgon, le P. Véron fut déposé dans un village, il y agonisa cinq jours. Il murmurait : « Je crois que nous faisons un peu de purgatoire. » Ses forces l'abandonnant tout à fait, il dit: « Je suis bien content d'aller voir Notre-Seigneur », et il expira, le 8 septembre, au matin.

L'année dernière, le P. Véron était devenu l'aumônier des Cercles catholiques, successeur dans cette charge du P. du Lac et du P. Hubin, en sorte que le souvenir de son apostolat nous ramène encore à M. de Mun, à sa grande pensée sociale comme à sa dernière œuvre, celle qu'il qualifiait « la plus belle de ma vie ». Elle éveilla en effet dans les cœurs les sympathies les plus ardentes, lui valut la reconnaissance la plus vive des prêtres, à qui il donnait la joie du sacrifice; elle aura noué entre eux et les soldats, du champ de bataille à l'ambulance, des liens que rien ne pourra rompre et, nous rendant une France forte et unie, restera le miracle de la guerre,

APPENDICES

Bref de S. S. Pie IX

Déterminant les pouvoirs des Aumôniers militaires français.

(6 Juillet 1875).

...L'Assemblée nationale française s'est occupée de l'organisation de l'Aumônerie militaire pour les catholiques qui servent dans l'armée de terre de la République ; il a été établi que l'on nommerait des prêtres chapelains, dits aumôniers de garnison, qui seraient attachés aux divers corps d'armée, régiments et bataillons, et exerceraient leur ministère spirituel sous la juridiction et l'autorité des évêques, dans le diocèse desquels les diverses troupes tiennent garnison. C'est pourquoi, afin de mieux assurer et faciliter le bien spirituel des catholiques de l'armée, nous avons décrété, de Notre autorité apostolique, les mesures suivantes:

Dans les localités où les troupes françaises tiendront garnison, ces prêtres ou aumôniers de garnison dépendront entièrement, pour le ministère spirituel, des Archevêques ou Evêques de ces localités. Mais lorsque les troupes seront mobilisées, pour que le salut éternel des âmes, qui est l'objet de tous Nos soins et de Nos pensées, ne vienne pas

à souffrir quelque dommage, Nous accordons de Notre autorité Apostolique, en vertu des présentes, à tous et chacun des aumôniers militaires, tant principaux qu'auxiliaires qui suivront l'armée, de pouvoir user librement et licitement, hors du diocèse, sur le territoire et hors du territoire de la République française, de tous les pouvoirs dont ils jouissaient dans le diocèse par concession de leur propre Archevêque ou Evêque, avant la mobilisation.

Nous y ajoutons les pouvoirs suivants :

Tout aumônier pourra célébrer la sainte messe une heure avant l'aurore et jusqu'à une heure après midi ; de plus, s'il est nécessaire, hors d'une église et en plein air, en un lieu convenable, sur un autel portatif muni d'une pierre sacrée et de tous les objets nécessaires ; et cela en présence même d'infidèles, d'hérétiques et d'excommuniés, s'il est impossible de faire autrement et pourvu qu'il n'y ait pas péril de sacrilège, de scandale ou d'irrévérence...

Tout aumônier pourra administrer les sacrements de l'Eglise à tous les fidèles combattant dans l'armée françaises ou qui dans ces circonstances appartiendront d'une manière quelconque à l'armée ; les absoudre de tous manquements réservés à ce Siège Apostolique ou aux Ordinaires des lieux par lesquels l'armée passerait ou dans lesquels elle serait cantonnée ; à ces mêmes fidèles, fussent-ils convertis de l'hérésie, de l'apostasie ou du schisme, il pourra donner l'indulgence plénière et rémission des péchés à l'article de la mort, alors même que ces fidèles ne pourraient pas faire la confession sacramentelle, pourvu qu'ils soient contrits de cœur...

Tout aumônier pourra encore absoudre, au for de la conscience, ces mêmes fidèles de toute hérésie, apostasie de la foi et schisme, et les réconcilier avec notre sainte Mère l'Eglise, aux conditions prescrites...

Nous voulons et prescrivons que les prêtres et aumôniers dont Nous parlons n'exercent les présents pouvoirs que pendant la campagne et dans la mesure où les temps et les besoins le demandent ; mais ils pourront s'en servir sans avoir à les soumettre aux Ordinaires des lieux par lesquels l'armée aurait à passer ou à établir ses cantonnements pendant l'expédition.

Instruction ministérielle.

(7 Juillet 1913)

Le ministre de la Guerre à M. le Général Commandant le ...e Corps d'armée.

« ... Les ministres des différents cultes, domiciliés sur le territoire de votre corps d'armée, qui désireraient être affectés aux formations sanitaires mobilisées, en qualité d'aumôniers militaires, auront à vous adresser une demande écrite. Celle-ci me sera transmise par vos soins sous le timbre de la présente dépêche, avec votre avis personnel, celui du préfet du département et l'indication de la situation militaire de l'intéressé. Avant de formuler votre avis, vous aurez soins de vous assurer auprès des intéressés eux-mêmes qu'ils sont munis des pouvoirs réguliers de leur clergé, sans lesquels ils seraient inaptes à exercer leur culte.

Seront désignés pour l'emploi d'aumôniers militaires, par ordre de préférence :

1° Les ministres des cultes classés dans les services auxiliaires de l'armée ou dégagés de toute obligation militaire, mais suffisamment valides pour exercer leurs fonctions à la mobilisation ;

2° Les ministres des cultes classés dans la réserve de l'armée territoriale ;

3° Les ministres des cultes classés dans l'armée territoriale ;

4° Exceptionnellement, et à défaut de candidats appartenant aux catégories ci-dessus, les ministre classés dans la réserve de l'armée active.

Les aumôniers désignés pour les formations sanitaires pourront être maintenus dans leurs fonctions éventuelles jusqu'à la limite d'âge fixée pour les officiers subalternes de réserve par l'article 56 de la loi du 13 mars 1875 sous la réserve qu'ils seront physiquement aptes à faire campagne.

Ces personnels pourront être affectés à des formations se mobilisant dans une région autre que celle où ils sont domiciliés... »

Appel aux Aumôniers militaires volontaires

(19 Août 1914)

Trois obligations sont nécessaires pour être présenté comme aumônier volontaire :

A) Être libéré de tout engagement militaire, c'est-à-dire avoir été réformé *ou* être âgé de 48 ans.

B) Être porteur de l'autorisation de son Evêque.

C) Posséder une bonne santé.

Les prêtres remplissant ces conditions, munis de leurs pièces, peuvent venir à Paris, à la *Société de Secours aux Blessés Militaires*, 21, rue François Ier, au bureau de M. le Comte de Mun, pour être inscrits.

Les 250 aumôniers volontaires accordés par le Ministre de la Guerre seront employés dans les conditions suivantes :

1° Ils doubleront les aumôniers titulaires (déjà à leur poste) ;

2° Porteurs d'une lettre ministérielle, les accréditant auprès des généraux commandant les armées, ils seront envoyés, de Paris, à ces quartiers généraux et, de là, dirigés sur les groupes de brancardiers qui se trouvent sur la ligne de feu ;

3° Les aumôniers volontaires ne recevront par conséquent aucun poste dans leur région et n'auront pas à indiquer de préférence pour tel ou tel corps ;

4° Ils ne toucheront pas de solde ;

5° Ils voyageront à leurs frais pour rejoindre l'armée ;

6° Ils vivront avec l'aumônier titulaire et pourront user de sa « chapelle ». Ils recevront les mêmes allocations que lui pour leur nourriture et le logement ;

7° Leur bagage se bornera à une valise ou à une cantine d'officier ;

8° Ils se muniront des pouvoirs de leur Evêque ;

9° Avant leur départ on leur remettra à Paris la lettre ministérielle et le brassard des ambulances ;

10° Ceux qui se trouveraient sans ressources seront munis d'un subside, fourni par la souscription ouverte et selon ses résultats.

Circulaire ministérielle

(Paris, le 25 Août 1914.)

Le Ministre de la Guerre
à Monsieur le Général Commandant la ... Armée.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai autorisé un certain nombre d'ecclésiastiques à se rendre aux armées en qualité d'aumôniers volontaires en plus des ministres des cultes déjà affectés aux formations sanitaires de campagne conformément aux tableaux d'effectif de guerre.

Ces ministres des cultes seront pourvus par mes soins d'une lettre de service les accréditant auprès de vous, et mis en route sur la gare régulatrice desservant votre armée, d'où ils seront dirigés au fur et à mesure de leur arrivée et par les soins du commissaire régulateur, sur les groupes de brancardiers de corps ou divisionnaires que vous voudrez bien désigner.

Ils auront droit dans ces formations, aux mêmes prestations en nature que les aumôniers déjà en fonctions.

Je vous prie de vouloir bien donner d'urgence les instructlons nécessaires en vue de l'exécution de cette décision.

Le Bureau des Aumôniers militaires volontaires

(Octobre 1914)

L'organisation des Aumôniers militaires volontaires a été la dernière œuvre de M. de Mun, son appel a suscité des demandes empressées d'enrôlement et de généreuses souscriptions ; il a pu lui-même accueillir les unes et recueillir les autres, sa mort ne saurait arrêter l'entreprise qui a soulevé tant de sympathie.

Ses collaborateurs ont le devoir de continuer sa tâche bien que privés de sa puissante direction. Au milieu des graves événements qui nous emportent, pressé par la besogne quotidienne, M. de Mun n'avait pu trouver le temps matériel de remercier lui-même tous les souscripteurs. Ce fut un de ses regrets. Nous le faisons en son nom, sachant combien il avait été ému de la spontanéité et la multiplicité des offrandes qui lui furent remises. Une partie déjà a fourni le subside nécessaire aux Aumôniers qui se sont mis en route sans autre solde ; le surplus sera consacré aux besoins constants de cette organisation et à son fonctionnement.

Sous l'égide de la *Croix Rouge* nous tenons ouvert, 21, rue François Ier, le Bureau qu'avait créé le Comte Albert de Mun, afin de maintenir nos relations de correspondance, de renseignements et d'action.

Nous sommes persuadés que s'il en était besoin les catholiques ne nous laisseraient pas manquer des ressources indispensables à la vie matérielle des Aumôniers accueillis avec tant d'empressement par tous nos soldats, dans les ambulances et sur le front. GEOFFROY DE GRANDMAISON.

Circulaire ministérielle

(Bordeaux, le 12 Novembre 1914).

Le Ministre de la Guerre
à Monsieur le Général Commandant en Chef.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la date du 10 Novembre 1914, j'ai décidé que les aumôniers qui ont été accrédités depuis le début des opérations auprès des Généraux Commandants d'Armée en qualité d'aumôniers volontaires conformément aux dispositions de ma dépêche ci-jointe du 22 Août 1914, recevraient une indemnité journalière de 10 francs à partir du moment où ils auront rejoint les armées en campagne, jusqu'à la date à laquelle ils quitteront la formation à laquelle ils ont été affectés.

Les Aumôniers titulaires continueront à percevoir les appointements et indemnités prévus par le décret du 5 Mai 1913 (capitaine ayant plus de quatre ans de grade).

Il doit être bien entendu que les aumôniers qui ont été munis par mes soins d'une lettre de service les accréditant auprès des Généraux Commandants d'Armée auront seuls droit à l'indemnité journalière de 10 francs visée ci-dessus.

D'autre part, j'ai décidé qu'en principe les vacances qui se produiraient dans le cadre réglementaire des aumôniers titulaires seraient comblés à l'avenir par la titularisation d'Aumôniers volontaires.

Les aumôniers volontaires ainsi titularisés seront immédiatement remplacés par mes soins.

Note Bibliographique.

Anonyme. . . . . *L'Aumônier du Régiment*. — 1846.

COQUEREAU. . . *Rapport sur l'Aumônerie*. — 1850.

— *Instructions aux Aumôniers de la flotte*. — 1852.

BARON. . . . . . *Une aumônerie militaire dans l'armée française*. — 1871.

— *Les conditions d'un service religieux dans l'armée*. — 1872.

P. JOSEPH. . . . *La Captivité à Ulm*. — 1872.

Anonyme. . . . . *L'Aumônerie dans l'armée* (Comité catholique). — 1873.

BARON. . . . . . *Le Directoire des Aumôniers de l'armée française*. — 1874.

T. DE CAER. . . *Causerie sur l'Aumônerie militaire*. — 1875.

— *Pas d'Aumôniers militaires*. — 1875.

SEVE. . . . . . . *Souvenirs d'un Aumônier militaire (1826-1850)*.

DE MEISSAS. . . *Journal d'un Aumônier militaire*. — 1890.

BOURNAND. . . . *Nos Aumôniers militaires*.

— *Le clergé pendant la guerre*.

BOYER D'AGEN. . *Les héros de la cornette et du tricorne*.

Anonyme. . . . . *L'Aumônier du 3e léger*. — 1875.

GODEFROY. . . . *Un projet sur l'Aumônerie militaire*. — 1896.

GRANDIN. . . . . *Aumôniers et Soldats*.

GIQUELLO. . . . *L'Aumônerie militaire coloniale*. — 1903.

J. BURNICHON. . *Un Jésuite. Amédée de Damas*. — 1908.

BEDEL. . . . . . . *Petit manuel de l'Aumônerie militaire.* — 1913.

Cardinal LUÇON. *Lettre pastorale au sujet des Aumôniers.* — 1913.

BOYER D'AGEN. . *Mgr Lanusse.*

Anonyme. . . . . *Aumônerie militaire coloniale.*

COUGET. . . . . . *Manuel pratique de l'Aumônier militaire.* — 1914.

TROUSSAINT. . . *La direction du service de santé en campagne.* — 1914.



149. — Imprimerie « Lux », 131, boulevard Saint-Michel, Paris.

N° 48

"*Pages actuelles*"
(1914-1915)



Les Arabes et la Guerre

PAR

ERNEST DAUDET



BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE, PARIS

"Pages actuelles"
(1914-1915)



Les Arabes et la Guerre

PAR

ERNEST DAUDET



PARIS
BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1915

Les Arabes et la Guerre

I

Leur loyalisme.

Le loyalisme dont ont fait preuve, dès le début de la guerre, les empires coloniaux de la Grande-Bretagne et de la République française aura été l'un des traits les plus caractéristiques et les plus réconfortants de la période tragique que nous traversons. On sait avec quel empressement ardent et enthousiaste celui du Royaume-Uni répondit à l'appel de la métropole. Au Canada, à Terre-Neuve, en Australie, en Egypte, dans l'Afrique du Sud, aux Indes, partout enfin où flotte le pavillon britannique, les populations affirmèrent superbement leur dévouement que l'empereur d'Allemagne avait eu le tort de croire factice et fragile, et, sous un souffle généreux et patriotique, se dissipèrent comme par enchantement les nuages qui, à un moment donné, auraient pu faire craindre un désaccord entre l'Angleterre et ses possessions d'outre-mer. Ce démenti solennel infligé aux préventions orgueilleuses de Guillaume II, en des conditions singulièrement imprévues pour lui,

constitue, avec ce qui s'est pasé en Irlande, l'événement le plus considérable de l'histoire de la Grande-Bretagne dans les temps contemporains.

Le spectacle qu'a donné au monde, dans les mêmes circonstances, l'empire colonial français n'a pas été moins digne d'admiration. Nous avons vu, là aussi, nos compatriotes et les indigènes communier dans l'amour de la France et, comme en France même, l'oubli des dissentiments et des griefs de la veille élevé à la hauteur d'un principe, d'une nécessité de salut national. En Tunisie, pays de protectorat, les témoignages de loyalisme ont été tout aussi éclatants que dans nos colonies. Il s'est manifesté avec autant d'éclat que d'unanimité et tout d'abord par l'ordre et le bon vouloir, la rapidité et l'entrain qui ont caractérisé la mobilisation.

Le devoir patriotique commandait aux Français mobilisables, commerçants, employés, colons établis en Tunisie, de donner le bon exemple aux indigènes. Ils l'ont donné en répondant, comme leurs frères de la métropole, à l'appel du pays en un élan de volonté que nous avons tous salué comme un prélude de victoire. Il en est qui ont sollicité ainsi qu'une faveur de marcher immédiatement au combat et ceux-là seuls ont paru mécontents, que les autorités militaires ont dû retenir dans le pays pour les nécessités de sa défense. J'en sais qui continuent à demander à être envoyés aux armées pour venger nos morts.

Parmi ces soldats, figurent, comme en France, des prêtres, des religieux, tels que les Salésiens et les Pères Blancs de Carthage, préparés, on le sait, à une vie de périls, de privations et de sacrifices. Puis, c'est des colons qui, dès les débuts de la guerre, ont voulu partir

encore qu'ils n'y fussent pas obligés et qu'il ne dépendît que d'eux de bénéficier de la législation qui les a dispensés du service militaire, s'ils ont pris l'engagement de se consacrer à leur entreprise agricole pendant un certain nombre d'années. Cette considération ne les a pas retenus. Plusieurs d'entre eux qui avaient été officiers se sont enrôlés comme simples soldats et sont allés regagner leur grade sur la ligne de feu ; d'autres ont suivi cet exemple, bien qu'ils fussent au delà de la limite d'âge.

Tel est donc l'exemple que les Français ont donné aux indigènes et qui d'ailleurs n'était pas nécessaire pour inciter ceux-ci à remplir leur devoir. Tous ceux qu'atteignait l'appel se sont présentés au jour voulu en proclamant hautement leur amour pour la France, que le bey de Tunis, dans une allocution officielle, appelait « notre mère ». Au nombre de 30.000, ils ont été dirigés sur l'Algérie d'où on les a expédiés vers le champ de bataille avec les contingents algérien et marocain. A peine est-il besoin de rappeler que les tirailleurs et spahis se sont distingués par leur vaillance au feu, par leur fureur contre l'ennemi. Ils l'ont combattu et continuent à le combattre avec la fougue quasi sauvage qui les rend si redoutables quand ils sont déchaînés.

Il convenait de faire jouir ces incomparables combattants d'un traitement largement équitable, en ce qui touche leur solde et l'allocation à leur famille. C'était d'autant plus nécessaire que, par suite d'une sécheresse qui durait depuis des mois, la Tunisie subissait, en 1914, notamment dans le Sud, une crise agricole désastreuse. Privés de toute récolte, les indigènes, en dépit des mesures prises par le gouvernement pour leur venir en

aide, souffraient cruellement et eussent été réduits à la famine, si ces mesures n'avaient apporté un soulagement à leur misère. La mobilisation, en leur procurant d'importants avantages matériels, conjurait les maux dont ils étaient menacés. Une prime de 200 francs, accordée au mobilisé au moment où il est engagé au titre algérien, une solde journalière de 25 centimes, une allocation de 75 centimes à sa femme, qui s'augmente de 25, s'il est envoyé en France, et qui est alors payée par le gouvernement de la métropole, tel est le traitement que lui assurait la mobilisation à lui et aux siens. C'en était assez pour la rendre populaire, ne l'eût-elle pas été déjà grâce au prestige dont jouit le drapeau français parmi les indigènes et au sentiment qui les porte à considérer comme un honneur de servir sous ce drapeau. On peut donc dire qu'entre le gouvernement du Protectorat et les populations, il y eut satisfaction réciproque.

Il importe peu maintenant qu'elle ait paru un moment devoir être troublée par les retards involontaires qui se sont produits au début dans l'application des mesures qui viennent d'être exposées. Des mobilisés se plaignaient de ce que leur famille n'avait pas touché l'allocation promise. C'était vrai, et on a pu constater qu'en quelques cas, d'ailleurs assez rares, les promesses gouvernementales n'avaient pas été suivies d'effet dans les délais où elles auraient dû l'être. On a accusé d'abord la vénalité de certains caïds qui se seraient adjugé les allocations qu'ils étaient tenus de distribuer. Mais tout autre est la vérité, et les fonctionnaires indigènes méritent d'autant moins d'être accusés que ce n'est pas eux qui étaient chargés des distributions.

Ce soin avait été confié aux agents des finances français, auprès desquels la femme arabe, empêchée par les mœurs et les usages d'entrer en relations directes avec eux, devait être représentée, en l'absence de son mari, par un mandataire désigné par lui. Or, le départ des premiers mobilisés avaient été si rapide qu'ils n'eurent pas le temps pour la plupart de désigner ce mandataire, d'où un grand embarras pour nos agents des finances, qui durant quelques jours ignorèrent à qui les allocations étaient légitimement dues et ensuite par quelles mains ils pouvaient les faire parvenir aux ayants droit. On a dit aussi qu'en certain cas, le mandataire désigné par le mari, lequel est ordinairement un membre de sa famille, n'avait pas rempli loyalement le mandat qu'il avait reçu et n'avait versé à la femme qu'une partie de la somme qu'il devait lui remettre.

C'est là, on le reconnaîtra, de bien menus incidents auxquels il était aisé de remédier. Il y a été, en effet, mis fin en peu de temps. Si j'y fais allusion, c'est qu'ils donnèrent lieu, lorsque le bruit s'en répandit, aux rumeurs les plus alarmantes, qui, du reste, ne me semblent pas avoir dépassé les limites de la Tunisie. Il y a, dans ce pays comme dans la métropole, des personnes trop disposées à voir tout en noir, à accueillir les bruits alarmants de préférence aux nouvelles rassurantes. Chez certaines de ces personnes, cette disposition au pessimisme est excusable. Elle résulte, quand elles ont un ou plusieurs membres de leurs familles sous les drapeaux, d'inquiétudes légitimes, et parfois aussi de leur douleur lorsque la mort a frappé l'un d'entre eux, douleur cruelle que peut ennoblir la gloire de son trépas, mais qu'elle ne saurait apaiser. Il faut avoir une âme

cornélienne, — et rares sont ces âmes-là en dehors du champ de bataille, — pour garder une indomptable foi dans la victoire quand un être aimé court le risque de la payer de sa vie. Mais tous les propagateurs de fausses nouvelles n'ont pas cette excuse. C'est parmi ceux qui ne l'ont pas que les rumeurs auxquelles je fais allusion trouvèrent le plus rapidement créance et peut-être même prirent naissance.

Sans insister autrement sur leurs origines, je constate que l'espèce d'ébullition purement locale et toute de surface par laquelle s'était traduit le mécontentement des indigènes dont la famille n'avait pas encore reçu l'allocation promise fut interprétée comme le prélude d'une révolte générale des indigènes. Que dis-je, le prélude? La révolte elle-même fut annoncée comme un fait acquis; on en parlait entre soi, mystérieusement, comme aussi du massacre des colons prédit pour le jour du grand Baïram. On avait vu des aéroplanes suspects lancer sur le pays des banderoles de papier blanc; c'était là le signal du soulèvement; ce signal était donné par la Turquie. Est-il nécessaire d'ajouter qu'en tous ces récits, rien n'était vrai, que tout y était de pure invention, et qu'il n'en reste rien aujourd'hui, si ce n'est la preuve certaine de la sincérité du loyalisme des indigènes dont, au surplus, ceux qui sont sur le front rendent chaque jour héroïquement témoignage.

J'ai entendu des gens la mettre en doute en rappelant la tentative de soulèvement du mois de novembre 1911. A leur opinion, on peut opposer celle des hommes le mieux placé pour voir et savoir. Ceux-là sont restés convaincus que cette tentative, qui très probablement fut l'œuvre des influences exercées par l'espionnage

allemand dont je parlerai tout à l'heure, a été un fait accidentel, isolé, auquel on ne vit prendre part aucune personnalité marquante de la société indigène.

A cette époque, les effectifs des forces métropolitaines en Tunisie étaient très diminués par le départ des troupes envoyées au Maroc et se trouvaient réduits à quelques centaines d'hommes. L'occasion parut propice à des agitateurs pour fomenter, en l'absence du Résident général, appelé à Paris, afin d'y traiter des questions intéressant le Protectorat, un mouvement dans la ville arabe. Réprimé en une journée, ce mouvement dont la désaffectation d'un cimetière avait été le prétexte, fut l'objet d'une enquête destinée à en faire découvrir les auteurs responsables.

Les soupçons s'étaient portés d'abord sur le parti « Jeune-Tunisien ». Comme le parti « Jeune-Egyptien » au Caire et le parti « Jeune-Turc » à Constantinople, le parti « Jeune-Tunisien », quoique peu nombreux et constituant plutôt une coterie qu'un parti proprement dit, pourrait, le cas échéant, exercer un certain ascendant sur la population, grâce au rang social de ses membres, qui sont, pour la plupart, riches, distingués et d'une haute culture intellectuelle. Mais l'enquête démontra que, sauf quatre ou cinq d'entre eux qui avaient agi isolément et furent aussitôt expulsés, ils étaient restés étrangers à la tentative de soulèvement. Leur attitude depuis les débuts de la guerre n'a pu que confirmer l'opinion qu'on s'était faite alors à cet égard.

Quant à ce que j'appellerai l'aristocratie arabe, je veux dire les personnages qui, par leur passé, leur famille, leur fortune, les services que leurs ancêtres et eux-mêmes ont rendus au pays, se sont acquis le res-

pect et la confiance de leurs compatriotes, la soupçonner eût été lui faire injure, car le mouvement dont on recherchait les origines lui avait justement fourni l'occasion d'affirmer son loyalisme en des circonstances dont, à la section tunisienne de la Croix-Rouge, on n'a pas perdu le souvenir.

Le siège de la Croix-Rouge à Tunis est situé en plein cœur de la ville arabe ; là fonctionnait déjà, sous l'autorité d'une infirmière-major envoyée de Paris et assistée de femmes dévouées, le dispensaire où, chaque jour, les indigènes pauvres viennent par centaines recevoir les soins que prescrivent, après examen, les chirurgiens et médecins attachés à la section. Dès les premiers incidents qui se produisirent, il parut au gouvernement du Protectorat comme aux autorités beylicales qu'étant donné le peu de troupes dont on disposait, il convenait de ne pas laisser au dispensaire les infirmières qui y étaient fixées à demeure; elles furent invitées à s'installer provisoirement dans la ville française.

D'abord, elles opposèrent à cette invitation une résistance énergique. Indignées qu'on eût douté de leur courage, elles considéraient, en outre, comme un devoir de rester à leur poste; elles se flattaient de n'y courir aucun danger et d'y être protégées par la gratitude de la population à qui elles prodiguaient leurs soins. Leur conviction n'entraîna pas celle du gouvernement; l'invitation dont elles étaient l'objet devint un ordre qui leur fut signalé par le président de la section, et des landaus qu'il avait amenés les emportèrent dans un des principaux hôtels de la ville française, où d'ailleurs leur séjour fut de courte durée, car, peu de jours après, elles se réinstallaient au dispensaire et y repre-

naient leurs fonctions. Mais, dans l'intervalle, leur président avait reçu la visite de plusieurs indigènes notables, accourus pour lui exprimer leur surprise et lui reprocher courtoisement de n'avoir pas eu confiance en eux.

— Ces dames n'auraient couru aucun risque, puisque nous étions là, lui avaient-ils dit, et s'il en eût été autrement, elles auraient trouvé dans nos harems, asile et protection.

Ce trait confirme ce qui a été dit plus haut du loyalisme des indigènes. On va voir d'ailleurs que, depuis la déclaration de guerre, ce n'est pas seulement par la mobilisation qu'il s'est manifesté. On en trouve une preuve non moins décisive dans la générosité avec laquelle ils ont répondu aux demandes de souscriptions qu'on leur avait adressées en faveur des inscriptions charitables dont, en Tunisie comme ailleurs, on est heureux de constater l'existence.

II

L'espionnage allemand.

Ce loyalisme avait été cependant soumis à de rudes épreuves, par suite du système d'espionnage organisé par l'Allemagne depuis le jour où elle fit entrer dans ses plans la conquête de nos possessions africaines, et notamment de ce poste admirable de Bizerte dont les avantages suffiraient seuls à justifier notre établissement en Tunisie. Située en sentinelle avancée sur le canal de

Sicile, d'où elle a vue sur les deux bassins de la Méditerranée par son lac qui peut abriter les plus fortes escadres, Bizerte était le complément nécessaire de Toulon, notre grande base maritime méditerranéenne. Aussi, a-t-on sans cesse poursuivi l'outillage de l'arsenal pour qu'il fût en état de recevoir et de réparer nos plus grands navires. De puissantes batteries, bien réparties sur les hauteurs qui constituent son front de mer, garantissent Bizerte contre les entreprises du large, tandis que les accès par terre sont fermés par des ouvrages qui utilisent heureusement les divers points qui dominent les vallées environnantes.

Ces défenses étaient en état de jouer dès les premiers jours de la mobilisation par le seul concours de la marine et de l'artillerie, celle-ci, renforcée par les réservistes, ayant armé sur l'heure les forts et les postes de surveillance du littoral, celle-là prolongeant à l'aide de torpilleurs et de sous-marins le rayon d'investigation de la place. On sait que si ces grand'gardes ne parvinrent pas à rejoindre le *Gœben* et le *Breslau*, c'est que la vitesse de ces deux croiseurs leur permit, aussitôt leurs méfaits accomplis, de s'enfuir avant qu'on eût pu les atteindre. Depuis, la décision des escadres ennemies de rentrer dans leurs ports, et d'y demeurer à l'abri des forts et des mines, n'a pas fourni à Bizerte l'occasion de donner toute sa mesure en tant que valeur défensive.

En revanche, elle a pu remplir dans le calme son rôle principal de base de nos escadres qui, après avoir assuré la sécurité du passage des troupes africaines sur le continent, allaient opérer dans l'Adriatique pour faire le blocus des côtes d'Autriche et tenter de frapper au cœur cette puissance en s'emparant de Pola.

Si l'on ajoute à ces détails que, par sa position avancée sur les routes commerciales du Levant à Gibraltar, Bizerte se trouve dans des conditions exceptionnelles pour exercer la police de la mer à l'encontre des cargo-boats suspects de ravitailler l'Allemagne par des interpositions plus ou moins habilement dissimulées, on appréciera mieux encore tous les services qu'a rendu et est appelé à rendre un poste si merveilleusement situé et organisé pour assurer aux alliés, dans les circonstances actuelles, la maîtrise de la Méditerranée.

Ces services, l'Allemagne les prévoyait depuis longtemps; elle en avait saisi l'importance et lorsque, dans son infatuation, elle ambitionna, pour réaliser ses rêves de domination sur toutes les mers, de s'approprier nos colonies d'Afrique, la possession de la Tunisie qui devait lui assurer celle de Bizerte, entra dans ses projets et y prit la première place. Dès ce moment, les pays qu'elle convoitait devinrent l'objet des études de son état-major, et quand on sait ce qu'elle a fait ailleurs pour se renseigner à l'avance sur la topographie des pays qu'elle voulait conquérir, sur les mœurs, les opinions et les dispositions de leurs habitants et l'espionnage infernal auquel elle s'est livrée en France, en Belgique, en Angleterre, en Russie, on ne saurait mettre en doute qu'en Tunisie, elle a usé des mêmes procédés et que, là comme ailleurs, elle a jalonné les chemins qu'elle jugeait les plus rapides et les plus pratiques pour arriver à son but.

A Tunis, au début de la guerre, on arrêta une demi-douzaine d'Allemands établis depuis longtemps dans cette ville et notamment deux photographes associés pour l'exploitation de leur industrie. Leurs promenades

professionnelles leur avaient rendu familier tout le pays tunisien jusque dans ses coins les plus reculés, ses villes, ses villages, ses sites, ses montagnes, ce qui, vu leur nationalité, autorisait à croire que leur métier apparent s'était doublé d'un autre moins honorable, qu'ils avaient travaillé pour l'état-major de Berlin et qu'en un mot, ils méritaient les soupçons dont ils étaient l'objet. Ils ont été internés dans une localité africaine et leurs familles invitées à quitter la Tunisie.

Pour justifier cette accusation d'espionnage, il suffit de rappeler l'invasion d'Allemands dont ce pays était tous les ans le théâtre au printemps et en automne. Favorisée par sa beauté naturelle, par le désir commun aux Français et aux indigènes d'en accroître la prospérité en y attirant de riches étrangers, encouragée surtout par notre courtoisie proverbiale et par notre excès de confiance, cette invasion était devenue périodique et, tantôt en bandes d'excursionnistes, tantôt en groupes de savants, d'artistes, d'amateurs d'antiquités, l'Allemagne versait en Tunisie de nombreux voyageurs. Le tourisme, les recherches documentaires sur l'histoire et l'archéologie, le désir de voir du pays, d'observer les mœurs arabes, étaient de bons prétextes pour donner à cette affluence un caractère inoffensif. Mais, maintenant que les coutumes germaniques ne sont plus un secret pour nous, comment admettre que, parmi ces touristes, n'opéraient pas des espions qui observaient tout, questionnaient surtout, prenaient note de tout et, s'ils se flattaient d'avoir gagné ici ou là, par leurs propos ou leurs libéralités, la confiance des indigènes, s'efforçaient de les détacher de la France ?

J'ai reçu à cet égard de personnes sages et pondérées

des confidences significatives, comme si la guerre actuelle, en évoquant dans leur mémoire le souvenir de choses vues et entendues et trop promptement oubliées, avait subitement ouvert leurs yeux sur la perfidie des tentatives de nos ennemis pour faciliter dans un avenir prochain la conquête des territoires et des populations qu'ils rêvaient de nous arracher. Les preuves de cette perfidie qui affectait des formes diverses, insinuantes ici, arrogantes là, revenaient à l'esprit de ces bons Français, jusque-là sans défiance, et, dans les entretiens que j'avais avec eux, ils rappelaient des traits qui ne les avaient pas frappés lorsqu'ils en avaient été les témoins ou lorsqu'on les leur rapportait. Tantôt, c'était un général allemand s'installant à Carthage, rayonnant de là dans toute la Tunisie, se montrant partout généreux, jovial, bon enfant, questionnant la main ouverte, s'informant et se vantant de se documenter en vue de travaux historiques ; tantôt, c'était un touriste qui, en prenant congé de colons qui l'avaient aimablement reçu, lui et ses compatriotes, disait, d'un accent où perçait la menace :

— Nous reviendrons ! Vous nous reverrez, et vous n'y perdrez rien.

Puis c'était, à Carthage, un groupe d'Allemands saluant au passage, par un feu d'artifice tiré sur les hauteurs qui dominent le golfe, un bateau sur lequel plusieurs de leurs compatriotes quittaient la Tunisie après l'avoir visitée et ceux-ci répondant par des cris et des chants qui proclamaient la grandeur de l'Allemagne et prédisaient qu'elle dominerait le monde ; et encore un arabisant prussien, — il se donnait cette qualité, — récitant devant des indigènes un hymne à la gloire du

Kaiser et le leur traduisant comme pour le leur apprendre. Quelles manœuvres souterraines cachaient ces allées, ces venues, ces manifestations extérieures, et n'y peut-on voir l'expression d'une vaste espérance à peine dissimulée sous les moyens plus ou moins audacieux et insolents, employés pour en hâter la réalisation ? Au surplus, voici qui confirmera cette hypothèse.

Au mois d'avril dernier, une personne de ma famille s'était rendue à Carthage pour visiter le musée des Pères Blancs. Comme elle sortait de la gare, un petit Arabe vint gambader autour d'elle, la main tendue, en criant et en baragouinant en mauvais allemand la fameuse devise qui est aujourd'hui le mot d'ordre germanique à travers le monde : *Deutschland über alles* (L'Allemagne au-dessus de tout).

— Qui t'a appris ce mensonge, mauvais drôle ?

A cette question, l'enfant ne répondit pas ; il s'éloigna moitié railleur, moitié piteux, comme s'il eût compris que son cri s'était trompé d'adresse. Ce cri n'en constituait pas moins la preuve qu'une influence allemande avait tenté de s'exercer dans le milieu où vivait ce gamin.

Autre preuve à rapprocher de celle-ci : un de mes amis excursionnant dans le Sud de la Tunisie est surpris par un orage. Rencontrant un arabe qui rentrait dans son douar, il lui demande un abri. L'Arabe, après avoir éloigné ses femmes, reçoit l'étranger dans sa demeure, et celui-ci est tout surpris de voir accroché au mur le portrait du Kaiser et ceux des fils groupés autour de lui et tous, comme lui, coiffés de la *chechia*. Feignant de ne pas les reconnaître, il demande :

— Qui sont ces gens-là ?

— C'est l'empereur d'Allemagne avec sa famille.

— Où as-tu trouvé ce dessin ? De qui le tiens-tu ?

— Il m'a été donné à Tunis dans la rue par quelqu'un que je ne connais pas.

Comment ne pas mentionner encore les paroles prononcée par la femme du consul d'Allemagne à Tunis, lorsqu'après la déclaration de guerre, elle est partie pour rejoindre son mari? En faisant ses adieux à une femme de la colonie française, elle lui disait :

— Je vous plains, je plains ceux qui restent, car ils verront sous peu des choses épouvantables.

Cette prophétie de malheur ne s'est pas réalisée et la Tunisie n'a pas vu sur son territoire des choses épouvantables. Mais on y redoute toujours l'espionnage et s'il fallait en croire les rumeurs dont on recueille à tout instant les échos, il ne se lasserait pas encore et continuerait ses efforts pour ébranler le loyaliste des indigènes. Je suis persuadé qu'il y a beaucoup d'exagération dans les bruits qui circulent à ce sujet et qu'ils sont dus surtout aux imaginations pessimistes trop promptes à accueillir les mauvaises nouvelles et toujours plus ou moins disposées à les dénaturer et à les exagérer en les répétant. Il faut cependant reconnaître que le théâtre où ces alarmistes évoluent, sans paraître se douter du mal qu'ils font par leurs propos, est particulièrement favorable à leur circulation. Dans cette suggestive campagne tunisienne, *le bled* comme on dit ici, sillonnée par les tribus de nomades qui se transportent périodiquement du nord au sud et du sud au nord, les nouvelles vraies ou fausses, bonnes ou mauvaises, se propagent avec une inconcevable rapidité, surtout lorsqu'elles touchent aux intérêts musulmans. Je l'ai

souvent constaté en m'égarant dans *le bled* au hasard de mes promenades.

Je n'y vais guère que pour me pénétrer de la beauté de ces vastes solitudes, auxquelles je trouve le même charme qu'à la campagne romaine. Elles sont surtout remarquables par l'uniformité que leur donnent les plantations d'oliviers, qui parfois s'étendent à perte de vue. Avec leur feuillage sombre, leurs troncs tordus, contournés, figés dans des attitudes menaçantes, avec leur écorce comme vidée et leurs branches aussi déchiquetées et osseuses que les bras d'un squelette, ces arbres vénérables, dont à en croire les légendes du pays quelques-uns remontent aux temps bibliques, affectent, sous le soleil qui les dore, la physionomie de monuments en ruines, ne tenant plus au sol que par miracle et que leur fragilité condamne à une destruction totale et prochaine. La nuit venue, on dirait des fantômes postés de toutes parts pour effrayé au passage le piéton attardé.

Mais ce qui, plus encore que les visions qu'ils nous offrent, les pare d'une rare beauté, ce sont les souvenirs que nous y attachons. Les admirateurs de la nature, qui vénèrent en elle la grande continuatrice du passé, peuvent, dans ce cadre agreste et somptueux, se croire transportés sur le théâtre des événements racontés par les Livres saints et saluent, dans ces branchages dont l'ombre se répand sur un tapis de verdure rugueuse, etoilé de fleurs sauvages, les témoins de ce passé.

Voilà, me dira-t-on, un terrain qui, au premier abord, semble peu propice à la mise en circulation des nouvelles alarmantes propres à répandre l'effroi et à affaiblir la confiance des indigènes dans la nation qui, de-

puis tant d'années, exerce sur eux son protectorat. C'est là cependant et jusque dans les entours des gourbis de nomades que j'ai appris, à ma grande stupéfaction, certains faits dont je me serais alarmé si leur invraisemblance n'eût été par trop évidente. Un jour, c'était la révolte armée d'un bataillon d'indigènes mobilisés, un autre jour, l'apparition d'un cuirassé allemand en vue de Bizerte. J'ai su bientôt que la révolte en question se bornait au retard de quelques heures qu'avaient apporté des permissionnaires dans leur rentrée à la caserne. Quant au bateau allemand, il était exact qu'il avait touché les côtes de Tunisie, mais à l'état de prisonnier. C'était une capture des Anglais qui le conduisaient à Malte. Je pourrais citer d'autres faits analogues ; mais à quoi bon ? Ils ne prouvent que la sottise accidentelle des alarmistes et la crédulité des Arabes.

Ce n'est pas à dire toutefois que l'Allemagne et la Turquie, quoiqu'en fait d'espionnage elles soient réduites à l'impuissance en Tunisie par suite des mesures rigoureuses prises pour déjouer leurs intrigues, aient renoncé à toute tentative pour tromper les populations. Naguère même, on a prétendu que des espions étaient parvenus à se glisser parmi les bandes de nomades. La preuve n'en a pas été faite. Il n'en est pas moins vrai que le gouvernement du protectorat a ordonné un redoublement de surveillance autour des campements et des allés et venues des indigènes errants.

Cette mesure se justifiait, en outre, par la nécessité de veiller sur les domaines coloniaux, grands et petits, pour qui les nomades sont en tout temps des voisins incommodes, parfois même dangereux, et le sont deve-

nus plus encore depuis que la mobilisation et les engagements volontaires ont fait des vides dans le personnel ouvrier de la plupart de ces domaines. Ce bouleversement n'était que demi-mal là où les régisseurs et contremaitres n'étaient plus assez jeunes pour être atteints par la mobilisation. Mais il n'en a pas été ainsi partout; en beaucoup d'endroits. c'est la femme du propriétaire qui a dû prendre en main la direction de l'exploitation. Il est de notoriété publique que les dames à qui est incombé ce rôle s'acquittent à merveille des devoirs qu'il leur impose. Il est d'autant plus important cette année qu'à la suite des pluies torrentielles du dernier hiver et de ce printemps, on prévoit des récoltes superbes. D'après les vieux colons, on n'a rien vu de pareil depuis trente ans. L'un d'eux m'a dit que, sur les terres qu'il exploite, il a constaté qu'un grain ensemencé avait donné jusqu'à quarante-cinq épis, tous épais et lourds.

Ces détails feront comprendre pourquoi il a fallu protéger contre les tribus vagabondes les domaines insuffisamment gardés. Chapardeurs, mendiants, souples, rusés, avides de larcins, habiles à tromper la surveillance la plus rigoureuse, ces nomades font main basse sur tout ce qu'on laisse à leur portée : œufs, volailles, fleurs, fruits, légumes, voire du bétail. On ne saurait donc trop se méfier d'eux, de leur vénalité et de leurs habitudes de rapine. D'autre part, s'il est certain que dans ces contrées comme au Maroc, comme en Algérie, comme en Egypte, comme aux Indes, l'appel à la Guerre Sainte adressé aux musulmans a fait long feu, il n'est pas dit qu'on n'essaie pas encore de le faire entendre, bien qu'il n'ait plus aucune chance d'être écouté, et qu'à

défaut des moyens de propagande d'autrefois, paralysés aujourd'hui par une surveillance rigoureuse, les émissaires allemands et ottomans ne tentent pas de recourir aux nomades pour faire circuler et répandre leurs écrits auxquels, depuis longtemps, l'Afrique française est fermée. Ne serait-ce qu'en prévision de cette tentative et bien qu'elle semble devenue impraticable, on doit approuver les mesures prises pour empêcher les tribus errantes de s'en faire, à prix d'argent, les complices.

On sait que ces écrits, véritables engins de guerre, heureusement moins meurtriers que ceux qu'on forge dans les ateliers d'Essen, sont fabriqués de toutes pièces dans les usines de mensonges que le gouvernement impérial a créées à Berlin et que le soin de les propager est confié à une agence de Barcelone. Mais il convient de dire qu'ils ne donnent pas une haute idée des ressources du génie allemand en matière d'inventions mensongères, et si c'est à l'aide de ces moyens que nos ennemis ont espéré opérer des conversions parmi les Arabes, ils se sont lourdement trompés. Dans ces écrits, l'odieux le dispute au grotesque ; mais c'est surtout, malgré les intentions, le grotesque qui domine. A ce point de vue, ils constituent une véritable injure pour ceux à qui on les adresse, car c'est leur faire injure que de supposer qu'ils ajouteront foi aux affirmations invraisemblables et souvent imbéciles qu'on leur prodigue sous prétexte de leur faire connaître la vérité. En tous cas, ils ne les reçoivent pas, grâce aux mesures prises pour les arrêter à la frontière Marocaine.

III

Les tirailleurs indigènes.

Un de mes amis qui occupe à Tunis une haute situation m'avait dit : « Ne manquez pas d'assister au départ des troupes qui sont expédiées en France ou dirigées vers des destinations qu'elles ne connaîtront qu'en y arrivant. Qu'elles partent d'ici par mer ou qu'elles aillent s'embarquer à Bizerte, elles vous donneront un grand et émouvant spectacle. » Je n'avais garde de ne pas suivre ce conseil et j'ai pu constater ainsi de quel esprit de résolution, poussé jusqu'à l'enthousiasme, sont animés les soldats, zouaves, spahis, chasseurs d'Afrique, qui des côtes tunisiennes vont grossir sur la ligne de feu les légions qui les y ont précédés. Mais l'impression la plus vive que je conserve de ce que j'ai vu, je la dois aux tirailleurs indigènes partis de Tunis en plusieurs détachements.

Ces départs ont lieu à des intervalles irréguliers sans que le plus souvent la population en soit prévenue ; on ne les lui cache pas, mais on ne les lui annonce pas, afin surtout d'éviter une trop grande affluence de foule aux abords du quai d'embarquement. N'empêche qu'elle s'y presse nombreuse. Mais le quai est sévèrement gardé ; il faut pour y pénétrer un laissez-passer signé du commandant de la place. Au jour et à l'heure qui m'avaient été désignés, je m'y trouvais de bonne heure ; l'enceinte était encore à peu près déserte. Un petit

groupe d'officiers et cinq ou six dames de la Croix Rouge, venues pour distribuer aux tirailleurs du tabac et des friandises, stationnaient autour de la passerelle montante qui donne accès au bateau, attendant les partants au nombre de deux cent cinquante, tous indigènes sauf leurs officiers et quelques sous-officiers.

Le départ étant fixé à trois heures, le quai d'embarquement s'anime peu à peu. Aux barrières, la foule se presse contenue par une rangée de zouaves. De temps en temps, on voit une femme arabe se glisser malgré les consignes à travers la ligne des gardes. Veut-on l'empêcher de passer, elle prie, supplie, elle allègue que son fils ou son mari va partir ; elle veut une dernière fois le serrer dans ses bras et le zouave bon enfant ferme les yeux. Autour du bateau dont les machines sont sous pression, le groupe des militaires se grossit. Les généraux et leurs états-majors se portent vers l'entrée de l'enceinte au devant du ministre résident général de France, M. Alapetite, qui assiste régulièrement au départ des soldats. Presqu'aussitôt, une sonnerie de clairons jouant une marche accélérée déchire l'air ; les partants arrivent fusil sur l'épaule avec des petits drapeaux et des fleurs plantés dans le canon. Vigoureux, bien taillés et portant haut la tête, le front, tatoué plus ou moins, à demi caché sous la chéchia, ils marchent résolument, une flamme dans les yeux et le sourire aux lèvres. Quelques-uns ont mis, suivant la coutume arabe, un œillet à leur oreille, tandis que d'autres, quoique la chaleur soit très ardente ce jour-là, se sont enveloppés dans des cache-nez confectionnés à leur intention par les œuvres d'assistance qui fonctionnent à Tunis.

Quand le détachement a pénétré sur le quai, un

commandement l'arrête et le fait se ranger face au bateau. Suivi des autorités militaires, le résident général le passe en revue ; puis lui-même vient se ranger avec sa suite au pied de la passerelle. Alors commence l'embarquement. Les tirailleurs défilent devant le groupe ; chacun d'eux, en arrivant auprès du représentant de la France et des généraux, s'arrête et, s'inclinant, les embrasse sur l'épaule, baiser filial qui, dans la famille arabe, n'est donné par les enfants qu'à leur père. J'ai cru d'abord que ce témoignage de respect et de dévouement était le résultat d'un ordre ; j'ai su ensuite qu'il avait été spontané. Le soldat qui tenait la tête du défilé avait donné l'exemple et ses camarades ont fait comme lui.

Dans ce défilé, où il n'y a de Français que des gradés, je suis surpris de voir surgir tout à coup un jeune visage brillant d'intelligence et qui n'a rien d'arabe.

« C'est un Alsacien », me dit-on ; « il est né à Colmar et avait été mobilisé dans l'armée allemande ; il a trouvé moyen de s'enfuir et est venu s'engager ici. Il n'a pas froid aux yeux et une fois là-bas il fera du bon travail. »

Cependant voici l'embarquement commencé. La passerelle se couvre d'une file de soldats qu'on voit peu à peu se masser sur les ponts du navire et se pencher sur les bastingages en formant des grappes humaines. Chacun d'eux voulant être au premier rang, ils se bousculent en poussant des cris de joie et d'adieu en réponse aux acclamations de ceux qui les regardent partir. Le spectacle est inénarrable. Ils agitent leurs drapeaux, jettent en l'air leur chéchia, et quelques-uns, du bout des doigts, nous lancent des baisers. Parfois l'on en voit un quitter sa place, revenir vers la passerelle,

dégringoler sur le quai pour aller embrasser une femme arabe, jeune ou vieille, dont les larmes mouillent le voile noir qui lui couvre le visage.

Tout à coup, le clairon rappelle ; les retardataires se précipitent. Quand le dernier a passé, on retire la passerelle. La sirène du navire mugit. Alors, c'est du délire à bord. Je vois des silhouettes s'agiter, danser, brandissant des fusils à bout de bras ; l'espace retentit de hurlements dans lesquels je distingue ces mots prononcés en mauvais français : « Vive la France ! Mort aux Boches ! » Le navire s'est ébranlé ; il emporte une fois de plus un fragment de la fortune de la France vers les régions où se déroule l'épopée libératrice.

Ce que sont devant l'ennemi ces Africains, devenus des soldats de France, on peut en juger par les fragments suivants de lettres inédites, envoyées ici par les chefs de ceux qui ont déjà figuré sur les champs de bataille, lettres qui sont à la fois un hommage et une prophétie, car ce qu'ont fait les premiers, les seconds le feront : où le père a passé, passera bien l'enfant.

Voici ce qu'écrit à son commandant un jeune officier, lieutenant dans un bataillon indigène : « M. B... vous a mis au courant des circonstances dans lesquelles nous avons été blessés. Il y a un point cependant sur lequel vous ne m'en voudrez pas d'insister, c'est l'admirable attitude au feu de nos tirailleurs, si impassibles et si calmes pendant un stationnement de plus d'une heure sous un feu violent d'artillerie bien réglé, en terrain découvert, presque sans abri ; ensuite, leur élan dans l'offensive sur la « Taulette » où nous parvînmes en deux bonds de trois cents et cinq cents mètres à toute

course sans la moindre hésitation de leur part, alors que pendant la seconde partie de ce mouvement nous recevions en plein flanc droit le plus violent feu d'artillerie et de face le tir simultané des fusils et des mitrailleuses. A quels braves gens nous avons l'honneur de commander, mon commandant! »

Autre lettre d'officier de tirailleurs : « Le lundi matin 6 octobre, la compagnie est désignée comme soutien de l'artillerie. Pendant quatre jours, établis dans des tranchées au bord de la route de Lens à Arras, nous assistons à un duel d'artillerie. Nos 75 font, paraît-il, des ravages terribles dans les rangs ennemis. Tous les obus de siège lancés par les pièces lourdes allemandes sont trop courts et n'atteignent pas le but. Deux zouaves, revenant blessés l'un au bras, l'autre à la jambe et voyant les effets produits par notre 75 sur les tranchées allemandes, ne pensent plus à leurs blessures... « Si vous voyiez, disent-ils, les dommages causés par notre artillerie, c'est stupéfiant. Lorsqu'un obus arrive dans une tranchée, il fait sauter en l'air cinq ou six Allemands ; jambes, bras et têtes coupés... »

« On apprend que le clocher du village de L. N*** abrite une mitrailleuse allemande. Le général commandant la brigade se rend en personne sur la ligne de feu. Il fait remettre trois obus à un artilleur premier pointeur en lui disant: « Je te donne cinq francs si, avec « ces trois obus, tu démolis le clocher. »

« Au deuxième coup, la flèche s'effondre entraînant mitrailleurs et mitrailleuses dans un amas de décombres...

« Le 27 octobre, un soldat marocain que j'ai dans ma section où il est venu après avoir perdu sa compagnie

dans une marche de nuit, s'aperçoit qu'une patrouille ne peut rentrer étant sous le feu de l'ennemi. Sans rien dire à personne, il sort de la tranchée et part sur les sentinelles allemandes faisant le coup de feu tous les dix mètres. A son approche, les sentinelles allemandes s'enfuient. J'ai beau l'appeler, rien ne l'arrête. Il prend la direction d'une tranchée allemande. Le voyant en danger, j'envoie une patrouille le chercher. En le ramenant, on trouve tout l'équipement des deux sentinelles allemandes qui s'étaient enfuies devant lui en n'emportant que leur fusil. Mon Marocain, fou de son exploit, me montre sa capture de guerre. Je le blâme au point de vue disciplinaire et je lui observe qu'il ne doit pas faire la guerre tout seul ni partir de la tranchée sans ordre. Mais je le félicite de son exploit, car la patrouille menacée a pu rentrer sans incident...

« Ce qu'il y a de plus amusant, c'est le soir à la tombée de la nuit. Vous allez tranquillement prendre possession des tranchées, lorsque, tout d'un coup, vous entendez un cri :

« Un homme à l'eau ! »

« C'est simplement un tirailleur qui, par mégarde, s'est laissé choir dans un trou de marmite plein de bouillon.

« Une autre fois, c'est un pan de tranchée qui s'affaisse juste au-dessous d'un tirailleur qui faisait sa sieste tout tranquillement et qui est légèrement enseveli. Alors grand sauvetage : les uns le tirent par les bras, d'autres par les pieds et enfin on le sort de sa triste position sans trop de mal, mais légèrement défraîchi. Vous voyez que c'est très, très amusant et, de ce fait, nous sommes aussi un peu pompiers. »

Autre lettre écrite par un chef arabe de la région de Sfax, qui doit son influence et son autorité à la sagesse des conseils qu'il a toujours donnés à ses compatriotes. Dans cette lettre, écrite dans leur langue et traduite par le destinataire, l'auteur explique d'abord le flottement dont je parlais tout à l'heure.

« Avant la pluie, mande-t-il, ils se plaignaient de la sécheresse et de la faim, car, en général, ces réservistes sont mariés et pères de plusieurs enfants. Mais le gouvernement du Protectorat s'est empressé de leur prodiguer des secours en argent et en céréales, et il a fait tout son possible pour que les familles des mobilisés fussent mises en état de satisfaire à tous leurs besoins. Puis, la pluie est venue ; ils se sont réjouis et leur loyalisme envers la glorieuse France s'est de plus en plus affirmé. Que Dieu la fasse triompher de ses ennemis, qui sont très nuisibles dans l'univers : voilà ce qu'ils souhaitent unanimement.

« Dans toute la population indigène, je l'affirme, il n'y a plus qu'un cœur, il n'y a plus qu'une âme. Ce cœur bat à l'unisson de tous les cœurs français et cette âme partage toutes les préoccupations de l'âme française. Jamais peut-être les Tunisiens n'ont mieux compris et senti que dans les circonstances présentes toute l'étendue de la filiale affection et de l'étroite solidarité qui les unit à la nation protectrice. Dans ces heures difficiles, ils ont les yeux tournés vers leur patrie d'adoption, dont les destinées leur sont si chères. »

Je pourrais citer plusieurs autres lettres non moins significatives que celles-là. Mais j'ai mieux encore à raconter. A une date récente, le commandant d'un bataillon de tirailleurs indigènes casernés dans la ban-

lieue de Tunis était conduit, par des circonstances étrangères à ce récit, à inviter un jeune chérif, engagé volontaire aux spahis comme cavalier de deuxième classe, à venir le voir.

Dans la religion musulmane, un chérif est un dignitaire considérable ; un cheikh l'est plus encore. Exercer ces hautes dignités, transmissibles de père en fils, c'est prouver qu'on appartient à la descendance du Prophète. Quoiqu'il soit seulement cavalier de deuxième classe, le jeune chérif, objet par son père et par lui-même des plus respectueux égards de ses coreligionnaires, était donc, aux yeux du commandant qui l'avait invité, un hôte de marque. Il fut donc reçu avec tous les égards dus à son caractère religieux. Du reste, il prouva vite qu'il les méritait. Souple de corps, alerte d'esprit, témoignant d'une vaste érudition et d'une intelligence déliée, il portait sur ses traits, en dépit de l'infériorité de son rang dans l'armée, l'air un peu hautain qui révèle l'habitude du commandement. Parlant la langue française aussi facilement que la sienne, il exprima en bons termes au commandant son dévouement et celui de son père à la France.

Après une assez longue conversation et comme elle touchait à sa fin, le commandant lui dit :

— S'il vous est agréable, monsieur le chérif, de voir mes tirailleurs, je serai heureux de vous les présenter.

— Et moi je le serai de leur dire quelques mots.

Le commandant avait sous la main un sergent français comprenant l'arabe et connaissant la sténographie ; il lui fit un signe ; le sergent le suivit en s'apprêtant à recueillir les paroles que le chérif annonçait l'intention

de prononcer. Arrivé devant les tirailleurs, celui-ci, après s'être fait connaître, leur parla en ces termes :

— Nous avons plus qu'un devoir, mais une dette envers la France, dont nous devons avoir à cœur de nous acquitter noblement. Le Coran ordonne au musulman de défendre ses protecteurs ; à ce titre, vous devez votre vie à la défense de la France, notre bienfaitrice. Ceux qui auront l'honneur de mourir à cette guerre seront admis au ciel tout comme ceux qui meurent pendant le pélerinage.

« Les bienfaits que répand la France, même pendant la guerre, sous forme de prêts en espèces et de céréales, montrent bien qu'elle nous aime. Les Français sont nos frères et nous ne pouvons dans aucun cas les abandonner. L'ami des Français est notre ami, et leur ennemi est le nôtre. Je vous engage à suivre mon exemple pour une si noble cause, puisque je suis venu ici sans aucune obligation. Je veux devenir un vrai soldat, car, pour l'instant, n'ayant pas vu le feu, je n'en suis pas un. Espérons que Dieu m'exaucera, et j'ordonne que mon exemple soit suivi de vous tous.

« La preuve que vous irez au ciel si vous avez l'honneur de mourir pour la France, vous est donnée par le Coran et par moi que rien n'obligeait à s'engager.

« Je veux encore vous faire savoir que certains Jeunes-Turcs, avides de pouvoir et de gain, ont conduit la Turquie dans une guerre contre ses intérêts et contre ceux de tous les musulmans. En prenant parti pour l'Allemagne contre la Russie et la France, la Turquie veut vous ruiner et vous entraîner dans sa chute. Nous devons donc la combattre, et d'ailleurs, les Arabes seuls sont les vrais musulmans et les vrais descendants de

Mohamed. Vous devez avoir courage, car vous êtes des hommes, et les Allemands ni les Turs ne sont pas plus forts et plus vaillants que vous, au contraire. Toute l'Europe vous regarde, vous admire, et vous devez vous montrer dignes de vos glorieux ancêtres. Les Allemands vous craignent comme les moutons craignent le chacal. Vous devez tous, comme moi, demander à partir pour la France et remplir tous votre devoir. Ce sera un grand honneur, le jour de la victoire finale, d'avoir participé à l'action la plus juste, la plus grande et la plus noble. Je compte donc sur vous, sur vos qualités de bravoure, pour vaincre complètement et définitivement notre lâche ennemi, celui de la France, notre Mère. »

Au dire des témoins de cette scène, cette harangue ne révélait en rien la préparation. L'accent d'autorité de l'orateur, la familiarité de la parole et du geste, ses allées et venues devant les soldats auxquels ils s'adressaient, donnaient à son langage le caractère d'une improvisation. Quant aux auditeurs, ils écoutaient, pour la plupart, bouche ouverte, buvant les paroles du chérif comme s'ils se fussent trouvés à la mosquée. Quand il eut fini, ils défilèrent devant lui et, se courbant, ils l'embrassèrent sur l'épaule, suivant la coutume arabe.

Ce fut un spectacle émouvant que celui de ce modeste spahis recevant de ses coreligionnaires ce témoignage de respect et de confiance. Il était visible que, s'il leur eût ordonné de le suivre, ils l'auraient suivi partout où il lui eût plu de les conduire.

Un rapport que j'ai eu sous les yeux, émané d'un médecin-major, témoigne de la sollicitude dont on entoure les tirailleurs blessés. Dans l'ambulance qu'il dirige,

ont été amenés un assez grand nombre d'indigènes tunisiens. Son rapport débute par des remerciements formulés en leur nom pour l'envoi d'une caisse d'objets, venue de Tunis et dont le contenu, linge et vêtements, doit leur être distribué. Le jour où elle leur a été annoncée, arrivent à l'ambulance douze caisses de dattes expédiées à leur adresse par l'Union des Femmes de France de Tunisie : « Vous voyez, mes amis, qu'on ne vous oublie pas dans votre pays », leur dit le médecin-major qui parle leur langue.

Ils ne dissimulent pas leur joie et leur émotion ; ils expriment chaleureusement leur gratitude et, pour la plupart, ils baisent les dattes avant de les manger. Du reste, ordre a été donné de faire tout ce qu'on pourra pour les contenter. Il avait d'abord été question de les réunir dans un pavillon qui leur serait spécialement affecté. Mais sur leur demande et sur celle des blessés français, on décida de procéder à un mélange. D'après le rapport d'où j'extrais ces détails, on a comblé de joie les uns et les autres en les réunissant. Deux pavillons ont été organisés, l'un pour les blessés, l'autre pour les fiévreux, pouvant recevoir ensemble 700 soldats. Dans chaque chambre, on a mis un nombre à peu près égal de Français et d'indigènes et on a pu constater promptement les avantages de cette mesure. Outre qu'il a prouvé aux indigènes qu'il y a égalité de traitement entre eux et les Français, il a eu pour résultat de les initier à la connaissance de notre langue. Le plus grand nombre a exprimé le désir de l'apprendre. On a mis entre leurs mains de petits manuels scolaires, et les soldats français ont été très heureux de se faire leurs instituteurs.

D'autre part, on s'est efforcé de respecter leurs coutumes. Au point de vue alimentaire, on a supprimé certains mets qui ne leur sont pas familiers et, pour qu'ils puissent avoir ceux qu'ils aiment, on a mis à la tête de leur cuisine un cuisinier arabe. Comme ils sont assez raffinés en matière d'ablutions, on a organisé pour eux, dans l'ambulance, des lavabos et une salle de douches. Pour leur donner la même satisfaction au point de vue religieux, on a transformé en Djamah (chapelle de mosquée) une très vaste salle, murs peints en blancs, soubassements verts et, descendant dans la voûte, un drapeau vert avec un croissant blanc. L'inauguration de la Djamah a été l'occasion d'une fête où ils ont retrouvé toutes les coutumes de leur pays.

« Nous avons eu, constate encore le rapport, à enterrer l'un des leurs. Nous l'avons fait point par point suivant le rite musulman. Je n'ai pas voulu laisser partir ce soldat sans lui adresser les adieux qu'on doit à un brave tombé au feu. Je l'ai fait en arabe et j'ai réussi à impressionner mes auditeurs au point de leur faire verser des larmes. Le cortège s'est rendu au cimetière, drapeau tunisien en tête, puis un petit groupe de gradés au milieu duquel je me trouvais, ensuite un groupe d'Arabes, le corps porté sur un brancard recouvert du drapeau tricolore, le drapeau de notre patrie à tous *oubled coum* comme je venais de le leur dire, un autre groupe d'Arabes, le tout encadré de soldats français portant le fusil, canon tourné vers le sol. Au pas ralenti, rythmé sur les chants, le cortège a traversé les rues d'E..., y provoquant un vif mouvement de curiosité et une approbation générale. »

De ces soins et de ces attentions, il est résulté de la

part de nos tirailleurs une confiance sans bornes envers le pays qui reconnaît ainsi leurs services. Leur gratitude et leur confiance en nous se manifestent par les appellations les plus flatteuses de « père, frère, ami ». Ce qui prouve leur sincérité, c'est que les médecins de l'ambulance reçoivent à tout instant des lettres de remerciements des blessés ou malades qui les ont quittés. L'auteur du rapport le termine en ces termes : « Nous les avons d'abord considérés comme un des éléments de notre succès, et à ce titre nous avons voulu nous les attacher. A présent que nous les connaissons, nous les aimons et ils sont traités affectueusement, amicalement, je dirai même paternellement. Si nous ne pouvons avoir la prétention de leur faire oublier la Tunisie, nous avons celle d'adoucir l'éloignement de leur pays et de leur faire aimer davantage la France. »

IV

Prisonniers allemands

Depuis qu'il y a quelques mois, ils sont arrivés en Tunisie et ont été internés dans diverses localités de la Régence, leur mentalité s'est complètement transformée. Lorsque, en novembre dernier, un premier convoi débarqua à Tunis et traversa la ville pour aller prendre quelques jours de repos dans une caserne avant d'être dirigé sur sa destination définitive, tout le monde

fut frappé par l'arrogance et l'air hautain des soldats qui le composaient.

Néanmoins, la foule qui s'était portée sur leur passage, loin de manifester de la malveillance, semblait plutôt disposée à la compassion. On vit même quelques personnes distribuer aux arrivants des fruits et des gâteaux. Il est vrai que cette libéralité ne fut agréable qu'à ceux qui en étaient l objet et que, d'une manière générale, ces témoignages de sollicitude et de bonté furent blâmés par les témoins. Mais ce blâme ne se manifesta pas d'abord; le mécontentement de la foule ne se trahit que lorsqu'elle se sentit bravée par les arrivants, bravée du regard seulement bien entendu, mais suffisamment pour qu'elle s'en offensât. On entendit quelques murmures qui furent promptement étouffés par les remontrances discrètes, mais significatives, des officiers commandant les zouaves qui formaient l'escorte.

Les prisonniers y parurent aussi insensibles qu'au mouvement populaire provoqué par leur passage. Je les vois encore défiler tête nue, leur casque à la main, affectant de ne pas être accablés par leur malheur et pas davantage effrayés des perspectives de leur captivité. La dignité dans l'infortune est toujours chose respectable. Mais ce n'est pas d'un tel sentiment que les prisonniers semblaient s'inspirer. Sur leur visage, dans leurs yeux, et bien que leurs lèvres restassent closes, on sentait gronder la menace (à l'exception d'un petit nombre d'entre eux qu'on sut bientôt être des Alsaciens-Lorrains et qu'on ne tarda pas à séparer des autres afin de pouvoir les mieux traiter); ils semblaient dire : « Oui, nous sommes tombés dans vos mains, mais ce n'est pas

pour longtemps ; avant peu, nous aurons notre revanche. » Il est si vrai que telle était leur opinion qu'elle se fit jour dès qu'ils arrivèrent à leur casernement provisoire ; plusieurs d'entre eux ne la dissimulèrent pas. On entendit des mots tels que ceux-ci : « C'est l'armée de notre empereur qui viendra nous délivrer. » Ce fut plus visible encore lorsque quelques-uns qui parlaient plus ou moins bien français ouvrirent leur cœur à leurs gardiens et leur posèrent certaines questions. L'un demandait si Paris existait encore ; un autre, si l'armée impériale avait dépassé Bordeaux. Il en était qui voulaient savoir si le gouvernement français, fait prisonnier, avait été expédié en Allemagne. Je trouve dans mes notes cette remarque faite par un sous-officier : « Nous savons bien que, si vous nous avez conduits ici, c'est que les Allemands sont maîtres de la presque totalité de votre pays et qu'en France vous n'auriez pu nous interner sans vous exposer à nous voir promptement mis en liberté. »

Ils ne parlent plus ainsi aujourd'hui. Les mines hautaines d'il y a six mois sont entièrement décomposées. Les prisonniers qui d'abord paraissaient disposés à la révolte sont devenus souples, humbles et soumis. On a pu se rendre compte que cette transformation est due aux lettres qui leur parviennent d'Allemagne et qui sont lues par les autorités militaires avant de leur être distribuées. Cette correspondance, qui ne laisse pas d'être fréquente et abondante, témoigne de la dépression morale de la population civile allemande. Elle respire une déception amère et un découragement profond. Les grandes espérances, qu'à la veille de la guerre, le gouvernement impérial faisait luire à tous les yeux dans l'étendue de l'empire, sont détruites pour la plupart.

On doute maintenant de la victoire qui avait été prophétisée avec tant de fracas, et on n'ajoute plus que peu de foi aux promesses à l'aide desquelles le gouvernement germanique s'efforce de ranimer la confiance ébranlée. Les prisonniers subissent l'influence déprimante des propos qui leur arrivent ainsi sous des formes plus ou moins dissimulées ; ils lisent entre les lignes et devinent ce qu'on ne leur dit pas.

Quant au traitement dont ils sont l'objet, il était, au début, d'une bienveillance peut-être excessive. On le mesure maintenant à celui qui est infligé en Allemagne aux prisonniers français. Exception faite pour les Alsaciens et les Lorrains, qu'on a internés à part afin de les soustraire aux injures de leurs camarades allemands qui leur reprochaient de s'être mal battus ou de parler français entre eux, la sévérité est devenue plus grande et plus active. Toutes les infractions aux règlements et aux consignes sont rigoureusement punies, tantôt par l'emprisonnement, tantôt par la défense de fumer ou encore par la privation momentanée des acomptes qui leur sont donnés sur les sommes qu'ils reçoivent de leur famille. Ces punitions sont d'ailleurs assez rares, car, à l'heure actuelle, presque partout dans la Régence, leur conduite est satisfaisante. Mais la surveillance s'est faite de plus en plus étroite, car parmi les soldats, territoriaux pour la plupart, préposés à leur garde, le souvenir des atrocités allemandes, loin de s'être affaibli, est entretenu par ce qu'on sait des traitements auxquels sont soumis dans les pays impériaux nos soldats prisonniers.

On s'est maintes fois demandé, depuis qu'on les tient, à quel emploi ils pourraient être affectés, on a même

essayé d'utiliser leurs services en y attachant un modique salaire. Mais soit mauvaise volonté, soit fatigue physique qui les rend impropres à des travaux manuels, on n'en a pas obtenu grand'chose. J'ai sous les yeux une photographie qui représente une escouade de captifs affectée au creusement de fossés d'irrigation. Ils sont pour la plupart accoudés sur leurs bêches dans une attitude de nonchalance ou même étendus sur le sol. En me montrant cette image, le photographe m'a dit: « C'est ainsi qu'ils sont pendant presque toute la journée. »

On avait songé à les employer à la chasse des sauterelles qui, dans ce moment, menacent les récoltes, créant un péril dont deux chiffres révéleront la gravité. Il y peu de jours, dans la région de Gafsa, les Arabes avaient ramassé, en moins de quarante-huit heures, 74.000 litres d'œufs de sauterelles et, dans la même région, on a signalé un vol des mêmes animaux qui couvrait en longueur et en largeur plusieurs kilomètres. Devant cette invasion, on a pu craindre que le personnel arabe chargé de le combattre ne fût insuffisant. On avait donc songé à lui adjoindre des prisonniers. Mais le commandement militaire a fait valoir que, ce genre de travail exigeant le déplacement et l'éparpillement de ceux qui y sont employés, il faudrait, pour garder les travailleurs et prévenir les fuites, un personnel considérable. On a préféré laisser aux Arabes le monopole de cette chasse en augmentant assez sensiblement la rétribution qui leur est allouée à cet effet.

Du reste, il est un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est que, sauf de très rares exceptions, les prisonniers ont renoncé à tenter de s'enfuir, en raison

des difficultés qu'ils auraient à résoudre pour sortir des territoires de la Régence. Jusqu'ici, dans l'agglomération de soldats teutons qui existe en Tunisie, on n'a constaté que deux tentatives d'évasion, et elles ont échoué assez piteusement. La gendarmerie et des Arabes, ayant à leur tête leur caïd, ont promptement découvert les fuyards. Ils ont été ramenés au point d'où ils étaient partis et mis au cachot. Comment étaient-ils parvenus à se procurer les vêtements civils sous lesquels ils se sont enfuis et qui permettent de supposer qu'ils ont eu un ou plusieurs complices ? Je l'ignore, rien n'ayant transpiré des découvertes que la justice militaire a pu faire à cet égard. Les mesures prises pour empêcher des incidents de cette sorte de se renouveler autorisent à croire qu'ils ne se reproduiront pas.

V

Les œuvres d'assistance.

Ces institutions sont actuellement au nombre de trois : *la Croix-Rouge* ou *Société de secours aux blessés militaires.* — l'*Union des Femme de France*, — et l'*Œuvre tunisienne de secours aux soldats*. Celle-ci est de fondation toute récente, les deux autres existaient déjà ; la guerre n'a fait que grandir leur rôle et multiplier leurs bienfaits.

En ce qui concerne la Croix-Rouge, il y a lieu de

constater d'abord qu'encore que la mobilisation de la presque totalité des médecins attachés à la section tunisienne eut souvent gêné celle-ci dans son action de chaque jour, elle a pu garder ouvert son dispensaire de Tunis, et ceux qu'elle a créés à Bizerte et sur d'autres points de la Régence. C'était déjà singulièrement méritoire, si l'on tient compte des difficultés de toutes sortes qu'elle avait à résoudre par suite de l'état de guerre; mais elle a fait davantage. Tenue de fournir en cas de mobilisation quatre infirmeries de gares, elle était prête, en peu de jours, à faire face à cette obligation avec le personnel et le matériel au complet. Elle a pu en outre envoyer des infirmiers dans les formations hospitalières de France et lorsqu'en dernier lieu, la création en Tunisie d'hôpitaux pour les blessés des Dardannelles en a exigé un plus grand nombre, on les a trouvées grâce à l'école de la rue Sidi Ibrahim où on les forme, laquelle jusqu'à ces derniers temps n'a pas cessé de fonctionner et de recruter de nombreuses élèves. Depuis quelque temps, ils sont fréquentés par des musulmanes qu'on est parvenu à y attirer, et à qui on enseigne en théorie et en pratique les soins élémentaires à donner aux malades. L'empressement avec lequel elles se sont prêtées à cette tentative autorise les plus légitimes espérances, quant à la propagation de l'hygiène dans la population arabe.

Depuis la guerre, la section tunisienne de la Croix-Rouge a complété par la création d'ouvroirs son œuvre déjà si considérable. Dans ces ouvroirs, les dames de la société de Tunis viennent régulièrement travailler pour nos soldats ; les nombreux envois d'objets de pansement et de lingerie faits à Paris et à Bordeaux, à destination

de nos blessés, prouvent que, dans ces réunions, on ne perd pas son temps et qu'on y justifie par un admirable labeur ce titre de *Société de secours aux blessés militaires*, qui est comme l'estampille de la Croix-Rouge.

A côté d'elle, l'Union des Femmes de France se multiplie aussi avec un dévouement et un zèle inlassables. Comme son illustre aînée, et comme elle le fait elle-même dans la métropole, elle prodigue ses soins aux blessés envoyés en Tunisie. En outre, elle a ouvert de son côté des ouvroirs où, sous les formes les plus variées et les plus ingénieuses, ses membres s'appliquent à soulager les maux de la guerre. Nous savions déjà par de mémorables exemples de quoi la femme est capable au cours des grandes crises nationales. Mais il faut bien reconnaître que jamais aatant que de nos jours et surtout depuis que l'institution de la Croix-Rouge, créée par des hommes, l'a appelée à la seconder, elle n'avait mis une plus fougueuse ardeur à parcourir le champ immense ouvert à son activité. Dans le souvenir que l'Histoire gardera de son dévouement, dont elle associera les témoignages à ceux qui nous sont donnés chaque jour par l'héroïsme de nos soldats, l'Union des Femmes de France, due à l'initiative de l'une d'elles, occupera une belle place.

Ce qu'elle fait en Tunisie, ce qu'y font ses émules, ne sera pas le moins attachant chapitre de cette histoire, qui confondra dans le même sentiment de gratitude cette autre œuvre dite *Œuvre tunisienne de secours aux soldats*, qu'on a vu se greffer sur les deux autres au lendemain de la déclaration de guerre, comme pour prouver à la mère patrie qu'à deux cents lieues de ses rivages, dans cette contrée africaine que protège son dra-

peau, les cœurs battent à l'unisson du sien en un élan de patriotisme que la distance qui les sépare ne saurait affaiblir.

L'honneur de cette fondation revient à Mme Alapetite, femme du Résident général. Sollicitée par de nombreuses femmes de réservistes qui, subitement privées des ressources procurées par le chef de famille, demandaient les moyens de subvenir elles-mêmes à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, elle conçut l'idée d'ouvrir en faveur des blessés tunisiens une souscription dont les fonds ne quitteraient pas la Tunisie et permettraient de secourir par des dons en nature les soldats blessés et celles de leurs familles à qui ne pouvaient suffire les allocations accordées par le gouvernement.

Grâce à l'initiative de la fondatrice et au concours très actif qu'elle trouva parmi les femmes des principaux fonctionnaires de la Régence, grâce aussi à l'exemple de libéralité donné par le Bey de Tunis et la Bey, qui s'inscrivirent des premiers parmi les donateurs, l'argent arriva de toutes parts. A l'appel qui leur était adressé, Européens, Musulmans, Israélites répondirent avec un empressement qui semblait contagieux. On avait donné pour la Croix-Rouge, on avait donné pour l'Union des Femmes de France : on donna plus encore pour l'Œuvre Tunisienne de secours aux soldats. Personne ne refusa son obole et, si l'offrande des indigènes pauvres fut forcément modeste, celle des Arabes riches fut largement abondante ; les membres les plus qualifiés du parti « Jeune-Tunisien » se montrèrent particulièrement généreux. Ainsi, l'œuvre à peine fondée se trouvait en état de fonctionner, et même de voguer à pleines voiles.

Elle a rendu aux ateliers de tissage de Djerba, de Kairouan et de Tunis une activité qui depuis longtemps leur faisait défaut, en leur commandant des tissus de laine et des couvertures particulièrement appréciés par les tirailleurs et spahis à qui elle les destinait. Elle a demandé des cotonnades à des sociétés commerciales tunisiennes de création récente dont le gouvernement du Protectorat avait favorisé la constitution afin de développer chez nos protégés l'esprit coopératif. Elle a inauguré en Tunisie l'Assistance par le travail en des ouvroirs où les femmes des réservistes transforment les matières premières en effets nécessaires aux blessés, vareuses d'hôpital, gilets de flanelle, chemises, chaussettes, draps, cache-nez, et tirent de leur travail un prix rémunérateur. Enfin, elle a décidé d'admettre des Musulmanes, dont le mari est sous les drapeaux, à participer à cette tâche, et bien qu'on pût craindre que ces femmes, étant habituellement cloîtrées et non accoutumées au labeur en commun, ne répondissent pas à l'invitation, elles se sont présentées en assez grand nombre à l'atelier. Encouragées par l'accueil qui leur a été fait, elles mettent à apprendre la couture, la coupe; le tricotage, autant de zèle qu'en ont mis à apprendre à soigner les malades celles qui suivaient les cours de la Croix-Rouge.

Ce qu'on peut attendre d'elles est particulièrement visible dans l'ouvroir Arabe qu'a créé récemment la direction des Services économiques de la Régence. Sous la surveillance d'une personne de grand cœur, secondée par trois jeunes filles de la société arabe qui parlent notre langue, ces ouvrières arrivent à gagner un salaire quotidien dont elles apprécient l'utilité. Quand elles

entrent à l'ouvroir pour la première fois, elles ne savent rien ou presque rien.

Couture, maniement de la machine à coudre, coupe, tricotage, il faut tout leur apprendre; mais elles sont intelligentes, habiles de leurs mains et se familiarisent promptement avec leur nouveau métier.

Le jour où j'ai visité l'atelier, elles étaient au nombre de trente-huit. Comme le local où elles travaillent est assez exigu, elles étaient répandues de tous côtés, dans deux salles sur le palier, et jusque sur les marches de l'escalier, et le visage découvert, car si elles considèrent qu'il serait peu décent de se montrer dans la rue sans être voilées, elles quittent leur voile en arrivant à l'atelier pour ne le remettre qu'en sortant, ne craignant pas de se montrer ainsi aux employés des Services Economiques et aux visiteurs.

Quand on les voit réunies, et après tous les récits qu'on nous a faits sur la femme arabe, on est frappé de n'avoir pas à constater entre elles et nos ouvrières de France une différence plus grande. C'est, comme trop souvent dans les classes laborieuses de chez nous, une figure pâlie, des traits contractés et amaigris, tout ce qui trahit l'habitude d'une existence de misère et de privation. N'étaient la peau cuivrée, les yeux extraordinairement profonds, larges et ardents, les tatouages bleuâtres qui sillonnent les bras et les mains, on pourrait se croire dans quelque atelier de Paris.

Aucune de celles que j'ai vues ne parle ni ne comprend le français; mais l'attention dont est l'objet pour elles l'étranger qui vient visiter l'atelier, le sourire parfois railleur qu'elles échangent entre elles à son entrée, le salut qu'elles lui adressent, tout trahit leur curiosité

native, leur ignorance totale de nos mœurs, peut-être même le dédain railleur pour le roumi qui est de tradition dans l'intellectualité arabe. Peut-être, après tout, leur pensée ne va-t-elle pas jusque-là et leur physionomie ne cache-t-elle que le vide de leur cerveau. C'est le résultat de leur ignorance et du despotisme de l'homme. On a dit de la femme arabe qu'elle ne pense pas, ce qui ne veut pas dire qu'elle est incapable de penser. C'est affaire d'éducation et d'habitude. Malgré tout, on aurait tort de ne voir en elle qu'une linotte. Ma visite à l'ouvroir m'a convaincu, ainsi que je l'avais déjà constaté, qu'il en est qui raisonnent et même savent ruser.

Ce qui les caractérise, me dit quelqu'un qui vit depuis trente ans dans le monde arabe, c'est le besoin de donner. A tout instant elles se font entre elles de petits cadeaux, et leur générosité naturelle se traduit même envers le roumi quand elles ont reçu de lui quelque bienfait. A l'approche du jour de l'an, les ouvrières dont j'essaye de définir la mentalité, résolurent d'offrir un bouquet au directeur des Services Economiques, qui représente pour elles l'autorité suprême. Elles se cotisèrent à cet effet et réunirent une somme de dix francs. Toutefois, avant d'acheter les fleurs, elles soumirent leur projet à la surveillante de l'atelier qui crut devoir les en détourner, en leur objectant que le grand chef les verrait avec regret dépenser pour lui une part de leur mince pécule. Mais elles ne voulaient rien entendre et il fallut leur opposer un refus formel. Elles se consultèrent à nouveau et décidèrent que puisqu'il ne voulait pas de leurs fleurs, elles consacreraient le montant de leur cotisation aux soldats qui

combattaient en France. En une autre circonstance, l'une d'elles qui est payée à la journée, ayant fait un travail supplémentaire qui augmentait de vingt centimes son salaire quotidien, alla les offrir spontanément à une de ses camarades plus misérable qu'elle.

On m'a conté encore ceci : l'une des ouvrières les plus laborieuses de l'atelier ne se présente pas un matin pour occuper son emploi et fait prévenir la surveillante qu'elle est au moment d'accoucher. La surveillante s'attendait à l'événement et, comme elle est charitable, elle avait préparé pour la mère une jolie layette. Le soir venu, elle va la lui porter avec quelques sucreries. Quand elle arrive, l'enfant était déjà venu au monde et le père manifestait sa joie. Au moment où la bienfaitrice va se retirer, il s'approche de la fenêtre et constate que la pluie tombe à torrents.

— Vous ne pouvez partir en ce moment, madame, dit-il.

— C'est qu'il faut que je rentre. Je suis attendue.

— Alors, reprend-il, je vais vous chercher un carrosse. Nous sommes pauvres, mais je ne veux pas vous laisser mouiller.

La dame proteste, l'homme insiste et, pour clore ce débat, elle doit consentir à ce que, vu l'heure avancée, il l'accompagne jusqu'à sa maison. Le lendemain, à son réveil, elle reçoit un immense plat de couscous ; puis, quelques instants après, c'est la layette que le père lui rapporte ; l'enfant vient de mourir, elle pourra donc servir à une autre accouchée.

Après m'avoir raconté ce trait, la narratrice a ajouté :

« Mais savez-vous, monsieur, quelle en a été la suite? Dès le lendemain, j'ai été assaillie par toutes les femmes

enceintes de mon quartier : toutes voulaient une layette, promettant d'en faire profiter une autre mère si l'enfant qu'elles attendaient ne vivait pas. Naturellement, j'ai dû refuser. »

Elle m'a montré ensuite une femme, non mariée celle-là, qui est, paraît-il, une très habile ouvrière.

« Elle a une sœur, m'a-t-elle dit, aussi habile qu'elle. Seulement, comme elles sont très misérables et n'ont qu'un costume pour elles deux, elles viennent à l'atelier à tour de rôle, un jour l'une, un jour l'autre : celle qui ne vient pas reste en haillons dans leur taudis, tandis que sa sœur se distrait en venant travailler ici. »

Je citerai, pour finir, ce mot dit par une indigène dont le mari, malgré ses démarches, n'a pu obtenir d'être mobilisé, ayant été trouvé par le conseil de revision trop étroit de poitrine. Comme à la suite de ce refus on ne le voyait plus, on a demandé de ses nouvelles à sa femme. Elle a répondu :

« Il veut partir à tout prix et alors il s'est enfermé et mange beaucoup afin de se faire engraisser. Il espère que lorsqu'il sera bien gras il pourra être mobilisé. »

Il résulte de ces traits, pris sur le vif, que les indigènes sont, malgré les apparences, susceptibles de réflexion, de raisonnement et de reconnaissance.

PARIS
IMPRIMERIE ARTISTIQUE « LUX »
131, boulevard Saint-Michel.

N° 49

“Pages actuelles” 1914-1915



Le Général MAUNOURY

PAR

MILES

Rédacteur au *Correspondant*



BLOUD ET GAY, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE, PARIS

Le Général Maunoury

MILES
Rédacteur au *Correspondant*

Le
Général Maunoury



PARIS
BLOUD & GAY, ÉDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1915

Le général Maunoury (1)

En 1870, quand éclata la guerre, le sous-lieutenant Maunoury suivait, à Metz, les cours de l'Ecole d'application : incorporé dans un régiment d'artillerie, il fut blessé et nommé chevalier de la Légion d'honneur.

En 1914, le 2 août, le général Maunoury, ancien gouverneur militaire de Paris, était à la retraite depuis deux ans ; immédiatement rappelé à l'activité, il se vit confier peu après le commandement

(1) Cette étude a été publiée au *Correspondant*, le 25 mars 1915.

d'une armée et, quelques jours plus tard, fut élevé à la dignité suprême de grand'-croix.

Ces deux dates, 1870-1914, semblent donc, pour ainsi dire, encadrer toute sa vie militaire. Leur rapprochement éclaire avec une précision saisissante l'orientation et la belle unité morale d'une carrière, à laquelle le mot de Revanche fournit un magnifique commentaire.

*
* *

Le général Maunoury naquit à Maintenon (Loir-et-Cher) le 17 décembre 1847, d'une vieille famille du pays chartrain, adonnée depuis plusieurs générations à la culture et à l'élevage. Un de ses oncles mit ses troupeaux à la disposition de Pasteur pour lui permettre de mener à bien ses recherches sur le charbon des animaux, et

Vallery-Radot raconte qu'à cette occasion tous les Maunoury se firent les collaborateurs dévoués du Maître.

Entré à l'École Polytechnique en 1867, le futur général en sortit deux ans après, choisit l'arme de l'artillerie, et alla faire son temps d'application à Metz où le trouva la déclaration de guerre : le 12 août, il rejoignit à Grenoble la batterie à laquelle il comptait, et, le 4 septembre, il arrivait avec elle à Paris ; le même jour, il se rendait de la gare de Lyon à Vincennes, sans se douter que des événements d'une gravité exceptionnelle venaient de s'accomplir et que la République avait pris la place de l'Empire.

Affecté au 14e corps d'armée, sous les ordres du général Ducrot, le lieutenant Maunoury prend part aux batailles autour de Paris, se distingue à Champigny et, resté le seul officier de sa batterie, en

prend le commandement qu'il conserve jusqu'à la fin du siège. Le 18 mars, quand les troupes régulières se retirent devant l'insurrection triomphante, les ordres de départ ne lui sont pas transmis : il reste à son poste pendant dix jours, puis, faisant preuve du plus louable esprit d'initiative, il habille ses hommes en civil, leur prescrit de sortir individuellement par les diverses portes de la capitale et d'aller se rassembler le surlendemain à Versailles. Il les y retrouve tous, et peut présenter à ses chefs une batterie complètement reconstituée. Cependant, il ne fit pas partie de l'armée du second siège, et reçut, en province, une affectation à un dépôt.

A cette époque de désastres et de ruines, tout notre corps d'officiers était unanime à comprendre qu'une lourde tâche allait lui incomber désormais. Dans les lettres qu'il adressait alors à sa famille, le lieute-

nant Maunoury se révèle pleinement conscient de ses nouveaux devoirs. « L'orage, écrit-il, est passé ; l'épouvantable catastrophe laisse la France meurtrie et mutilée, mais ne l'a pas frappée à mort. Tout peut être réparé pourvu qu'on le veuille bien. » Pas plus que ses jeunes camarades, il ne croyait à l'exactitude du cliché alors à la mode, et d'après lequel « le maitre d'école prussien avait tout l'honneur de la victoire ». Bien au contraire, il pensait que les défaites encourues sur les champs de bataille étaient le résultat logique de ce fait brutal que les généraux de l'armée ennemie avaient eu en main un outil meilleur que l'outil français, meilleur par sa cohésion, sa discipline, son instruction militaire, son matériel et son organisation. Cet outil, d'ailleurs, c'est en maîtres qu'ils avaient su s'en servir. Notre jeune armée avait raison de se dire que le jour où tout

aurait été reconstruit, la victoire deviendrait certaine.

Pendant toute la carrière du général Maunoury, son bel optimisme du début ne s'est pas démenti un seul jour, et l'effort de sa vie d'officier a porté successivement sur les diverses parties de la science militaire.

Ce qui devait le séduire tout d'abord, lui, artilleur, c'étaient les discussions et les controverses qui se poursuivaient sur la création d'un nouveau matériel. Au cours de la guerre, on avait fabriqué des pièces et des caissons, sur les plans du colonel de Reffye ; mais ce matériel, étudié pendant les dernières années de l'Empire, ne paraissait plus, en 1872, répondre aux nécessités du moment, bien qu'il constituât un énorme progrès sur celui qui l'avait précédé et avec lequel on avait combattu, c'est-à-dire sur le canon de 4 se char-

geant par la bouche et lançant un obus de 4 kilogrammes qui ne pouvait éclater qu'à deux distances invariables ; d'ailleurs, nous ignorions alors les méthodes qui donnent la possibilité d'encadrer le but entre un coup long et un coup court, puis de resserrer peu à peu cette *fourchette* par des coups intermédiaires. En face de nous, au contraire, les Allemands, dressés dès le temps de la paix à toutes les finesses du réglage, avaient emmené en campagne une pièce se chargeant par la culasse et dont l'obus percutant éclatait au moment où il touchait le sol, par conséquent à n'importe quelle distance. En d'autres termes, leur canon était excellent pour l'époque, et, de plus, ils savaient s'en servir.

Pendant les années qui s'écoulèrent de 1872 à 1880, cette question du matériel

d'artillerie qu'il fallait refaire fut au premier plan parmi celles qui préoccupaient les spécialistes. Le problème posé réclamait la création d'une arme réunissant des qualités de puissance et de mobilité qui sont, la plupart du temps, contradictoires, parce qu'il faut évidemment qu'une pièce soit lourde pour pouvoir lancer un projectile lourd à de grandes distances.

Les uns, avant tout préoccupés de l'idée de manœuvre, demandaient un canon léger, pouvant se déplacer avec facilité et permettre de concentrer rapidement des masses d'artillerie sur un point donné du champ de bataille. Dans la pensée des défenseurs de cette thèse, chaque pièce étant très mobile, mais en même temps médiocrement puissante, on devait remédier à son défaut relatif de puissance en concentrant un nombre important de batteries au point voulu et au moment voulu.

Les tenants de la thèse adverse faisaient remarquer que le nombre des obus ne saurait remplacer la puissance propre à chacun d'eux, quand il s'agit de produire un effet matériel de destruction sur un abri, sur un mur, sur un ouvrage quelconque ; ils ajoutaient qu'au surplus le nombre des projectiles lancés est incapable de suppléer à l'insuffisance de portée d'une pièce trop faible et que les grandes portées permettent précisément d'effectuer des concentrations de feu sans avoir à déplacer les pièces, puisque chacune de celles-ci a un grand rayon d'action, ce qui atténue dans une large mesure les inconvénients pratiques résultant du défaut de mobilité.

Le colonel de Bange présenta et fit adopter tout un matériel d'artillerie comprenant à la fois des pièces de campagne

et des pièces de siège (1). Ce matériel, dans la construction duquel se trouvaient conciliées à la fois les nécessités de puissance et de mobilité, représentait, à vrai dire, ce qu'on pourrait appeler « une solution moyenne » ; à ce titre, il fut l'objet de critiques formulées avec une égale sévérité par les partisans des deux théories en présence. Les uns ne le trouvaient pas assez puissant et lui opposaient le canon de 95 millimètres (2), dû au colonel Lahitolle, dont les effets destructifs sont supérieurs aux siens, mais qui est sensiblement plus lourd. Les autres ne le trouvaient pas assez mobile, pas assez maniable (3).

(1) Le matériel de Bange a si bien fait ses preuves qu'il a pu être remis en service lors de la guerre actuelle et qu'il fait très bonne figure à côté de notre 75.

(2) Le canon Lahitolle rend, lui aussi, de grands services dans la guerre actuelle.

(3) Il n'est pas sans intérêt de remarquer que, plus tard, quand triompha la théorie de la mobilité « indis-

Le capitaine Maunoury fut appelé à commander une batterie de 95 millimètres, et, délibérément, se rangea dans le camp de ceux qui demandaient au canon d'être avant tout une arme puissante (1). Toutes

pensable avant tout », notre 75 actuel a été très discuté, parce qu'insuffisamment maniable. En réalité, la guerre actuelle vient de démontrer que la puissance d'un canon importe probablement plus que sa plus ou moins grande mobilité, ou plutôt qu'on peut consentir des sacrifices relativement importants du côté de la mobilité avec beaucoup moins de danger qu'on ne saurait le faire du côté de la puissance. Si le canon de 75 a donné les magnifiques résultats dont tout le monde en France s'enorgueillit, il en faut rapporter le mérite à l'obus explosif qu'il tire et qui a été inventé bien après lui : si nous n'avions eu à notre disposition au moment de l'entrée en campagne que le projectile dont il était doté à sa naissance, nul doute que nous n'eussions aujourd'hui une tout autre opinion sur la valeur pratique de la pièce.

(1) Il a, du reste, conservé de la valeur de cette pièce un excellent souvenir, et c'est avec une satisfaction très vive qu'il l'a vue reparaître en septembre dernier sur les champs de bataille, où elle s'est comportée, non pas en matériel démodé, mais en *excellente* artillerie.

les questions qui concernent la technique de l'artillerie retinrent et fixèrent son attention. Promu chef d'escadron en 1883, il fut envoyé à Saint-Cyr et y exerça, jusqu'en 1887, les fonctions de professeur du cours d'artillerie. Son cours, qui a paru en librairie, fit longtemps autorité. Le séjour de quatre ans qu'il fit à l'Ecole lui valut, très jeune, une grande notoriété dans l'armée, et les nombreux officiers d'infanterie ou de cavalerie qui ont été ses élèves ont conservé de lui le plus sympathique souvenir.

Toutefois, s'il avait borné son effort à la seule étude des questions relatives à la technique même de son arme, il n'aurait peut-être pas été préparé de façon complète à son rôle actuel de commandant d'armée. De bonne heure, il s'intéressa aux études tactiques. Admis comme capitaine à l'École supérieure de guerre, il en sortit

avec le brevet d'Etat-Major (1), et plus tard, devenu divisionnaire, il en fut nommé directeur.

A cette activité intellectuelle intense qui s'est manifestée d'abord par son professorat à Saint-Cyr, ensuite par ses études tactiques et par sa direction de l'Ecole de guerre, le général Maunoury a toujours joint un goût très vif pour les exercices du corps et pour le métier d'officier de troupe. Il fut, dès ses débuts, excellent cavalier, obtint des notes brillantes lors de son passage à Saumur, et a toujours gardé l'amour

(1) Il est à remarquer que l'Ecole de guerre fut, à proprement parler, le berceau de tous nos commandants d'armée actuels : *un seul* d'entre eux n'en est pas sorti, le général de Langle de Carry, mais il fut élève de l'Ecole d'état-major qui la précéda. Il est permis de croire que c'est pour une grande part à l'Ecole de guerre qu'est dû le relèvement militaire de la France : elle fut, en quelque sorte, le centre intellectuel où se sont formés tous les officiers qui constituent aujourd'hui l'élite de notre armée.

du cheval. En 1890, quand fut créé à Fontainebleau un cours d'instruction pour les lieutenants d'artillerie, le lieutenant-colonel Maunoury s'en vit confier la direction. Il la quitta pour aller commander le 11e régiment à Versailles.

A la fin de l'automne 1910, le général Maunoury, qui avait successivement commandé le 15e corps à Marseille et le 20e à Nancy, était membre du conseil de guerre, lorsqu'il fut nommé gouverneur militaire de Paris.

Dès qu'il parvint à ce poste élevé, il fut péniblement surpris du relâchement de la discipline et des mille négligences de tenue qui en étaient l'indice, parmi les troupes de la garnison. Avec une fermeté qui fit alors sensation, et à laquelle personne n'était plus habitué, il eut tôt fait de réagir. Prêchant d'exemple, il sortait à cheval tous les jours et faisait au bois sa promenade,

quelque temps qu'il fît. Les Parisiens n'ont pas oublié une circulaire qui date de l'hiver 1911-1912, dans laquelle il manifestait l'étonnement — et le regret — qu'il avait éprouvés en constatant combien, les jours de neige et de froid, étaient peu nombreux les officiers qu'il rencontrait à cheval. Il n'en fallut pas davantage pour faire comprendre à tous cette vérité fondamentale que l'entraînement des chefs doit être poursuivi avec régularité, et par tous les temps. D'accord avec M. Millerand, alors ministre de la guerre, il réorganisa les retraites militaires et donna une grande solennité aux prises d'armes qui marquèrent les visites de souverains. En deux ans, l'armée de Paris, tenue constamment en haleine, reprit une superbe allure et se trouva reconquise tout entière par ce bel esprit militaire qu'elle paraissait avoir un peu perdu.

En cela, elle s'était modelée sur l'image même de son chef.

Le général Maunoury n'a jamais appartenu à cette catégorie d'officiers « modernistes » qui furent trop nombreux avant la guerre, et qui ont leur large part de responsabilité dans les échecs dont fut marqué le début de la campagne, — peut-être même dans la lenteur des opérations actuelles. Il a toujours été profondément imbu de cet esprit militaire qui est aussi nécessaire à une armée désireuse de vaincre que peuvent l'être pour elle ses canons et ses fusils. Il a toujours estimé que la discipline est, avant tout, indispensable, parce qu'elle met chacun à sa place et fait de chacun l'esclave de son devoir, le serviteur jusqu'à la mort de sa mission. Il a toujours professé que la discipline seule donne à une armée les qualités d'intime cohésion, sans lesquelles elle ne saurait

agir harmonieusement, ni combiner ses forces les unes avec les autres de façon à les employer toutes et à n'être exposée à en perdre aucune. Une pareille discipline, qui doit être assez forte pour conduire s'il le faut tous les hommes, braves ou lâches, jusqu'au sacrifice de leur vie, ne se prépare et ne s'obtient que par la mise en exploitation méthodique de tous les moyens dont un chef dispose : moyens intellectuels — c'est-à-dire connaissance raisonnée du « métier », qui permet de réaliser une parfaite unité de vues et de doctrine ; moyens mécaniques, — c'est-à-dire habitude de la manœuvre en commun, qui impose à chacun d'une façon presque automatique, son rang, sa place et sa fonction ; moyens moraux enfin, — c'est-à-dire imposition d'une règle à laquelle tout doit être conformé et qui exige à tous les instants la parfaite maîtrise de soi.

Ce précieux esprit militaire, le général Maunoury s'attacha à en animer toujours les troupes qu'il eut à commander au cours de sa carrière, et quand, devenu Gouverneur militaire de Paris, il sentit que de simples conseils pourraient ne pas suffire, il n'hésita pas à l'imposer, en donnant tous ses soins à faire respecter ce qui en est, à tout prendre, la manifestation la plus tangible : la tenue même de la troupe. Il la voulut soignée, pour qu'il fût bien établi qu'aucun relâchement n'était plus toléré, et surtout strictement réglementaire, pour qu'il fût bien entendu que, du haut en bas de la hiérarchie, chacun désormais savait obéir et se soumettre aux ordres reçus. Ce que l'on a pu croire n'être chez lui qu'une pure manifestation de « cocarde » était, en réalité, la résultante de tout un système de discipline.

*
* *

C'est grâce à cette notion élevée du devoir dont il est animé jusqu'au plus profond de son âme que le général Maunoury a pu résister aux dangers d'un poste qui lui fit coudoyer de près la politique, — cette grande corruptrice : comme colonel et comme général de brigade, il fut en effet, commandant militaire du Sénat. Il sut s'y tenir avec beaucoup de dignité à l'écart des intrigues, et ne devint l'homme d'aucun parti. Il appartenait à une famille d'opinions nettement républicaines ; — d'aucuns ont même prétendu qu'il avait été, à ses débuts, soutenu par Brisson. Son frère, le docteur Maunoury, actuellement médecin chef de l'hôpital de Chartres, a été plus ou moins député ; son cousin, qui porte le même nom que lui, a été pendant quarante-

huit heures sous-secrétaire d'Etat dans la combinaison Ribot qui, en juin dernier, ne résista pas au premier vote de la Chambre.

Qnant à lui, il fut soldat, sans plus. Atteint par la limite d'âge en 1912, il se retira à la campagne, dans son village de Mer (Loir-et-Cher), et devint le plus convaincu des agriculteurs. Pendant les deux hivers qu'il passa à Paris, « comme civil », on le vit assidu au cours d'arboriculture fruitière que professe au Luxembourg M. Aupois ; on le rencontra au Concours agricole ; on l'aperçut aux Expositions organisées au Cours-la-Reine par la Société d'horticulture. Personne ne le trouva jamais à la Chambre, ni au Sénat, ni dans les couloirs d'un ministère.

En 1914, il fut vivement sollicité par ses compatriotes d'accepter une candidature législative contre M. Treignier qui avait

voté contre la loi de trois ans, tandis que le général Maunoury avait pesé de toute son influence dans sa région pour en faire accepter le principe et comprendre la nécessité. Son élection était certaine ; ses amis lui auraient épargné les ennuis d'une campagne électorale. Mais ce fut en vain qu'on insista. Rien ne put venir à bout de sa résistance. Sans doute avait-il acquis, durant son passage au Sénat, une exacte connaissance de ce qu'il faut faire, accepter et subir pour être élu...

En lui, du reste, l'homme public n'a jamais fait de tort à l'homme d'intérieur : une de ses caractéristiques les plus frappantes est son affection pour les siens, qui sont toujours présents à son esprit. Sa fille a épousé un officier très distingué, le commandant Schneider ; son fils, capitaine d'artillerie, a épousé la fille du général Hagron : grièvement blessé en septembre,

il a été amputé d'un pied, et maintenant encore, bien que hors de danger, il n'est pas entièrement rétabli. Ses deux enfants lui ont donné des petits-fils qui sont toute sa joie : il les dirige dans leurs premières études, en bon grand-père affectueux et tendre, qui se réjouit, entre deux batailles, des succès scolaires dont la poste lui apporte l'heureuse nouvelle.

Il pensait à ses petits-enfants, le jour où il a donné l'ordre exprès de faire conduire en arrière *tous* les enfants demeurés avec leurs parents dans les villages de la ligne de feu. Un obus allemand était tombé sur une école et y avait fait d'innocentes victimes...

*
* *

Le 2 août, premier jour de la mobilisation, le général Maunoury accourut de Mer à Paris.

Très actif, très énergique, très « allant », repris par l'amour profond de son métier, il aurait voulu pouvoir être des premiers à partir. Mais toutes les armées du début étaient commandées par des généraux appartenant au cadre actif.

Le ministre de la guerre lui confia l'importante et difficile mission de parcourir les dépôts de province pour les inspecter et pour s'assurer que partout l'organisation se poursuivait avec méthode. On peut bien dire maintenant que, de ce côté, presque tout était à faire. La tâche dévolue aux dépôts est d'une importance capitale, mais elle est ingrate, sans gloire et sans éclat. Il ne pouvait suffire de s'en tenir à ce qui avait été prévu — et mal prévu — dès le temps de paix. Il fallait des hommes énergiques pour imprimer partout une direction vigoureuse. Pendant quelques jours, le général Maunoury fut l'un d'eux.

Mais il ne conserva pas longtemps ces fonctions. Dès le 20 août, il recevait le commandement d'une armée formée sous Verdun et s'engageait avec elle sur la rive droite de la Meuse, en même temps que d'autres armées se mettaient en mouvement vers Longwy à l'est, vers Charleroi à l'ouest.

L'insuccès des opérations qui furent alors conduites amena une retraite générale vers le sud. L'aile droite allemande, que commandait le général von Kluck, exécutait un grand mouvement enveloppant sur notre gauche ; le général Joffre décida d'envoyer dans cette direction l'armée Maunoury : elle y fut transportée en chemin de fer, et débarqua dans la région de Montdidier, au contact même de la droite allemande.

La situation était terriblement difficile : les éléments de l'armée arrivaient les uns

après les autres ; ceux qui devaient être prélevés dans la région même pour leur être adjoints avaient terriblement souffert ; il fallait se constituer, s'organiser sous le feu même de l'ennemi, et jeter au combat les divisions au fur et à mesure de leur arrivée sur les lieux de concentration. En même temps, il fallait reculer devant la poussée violente d'un ennemi qui progressait avec vigueur, à la gauche d'armées françaises en pleine retraite.

Cependant le moral du général Maunoury demeurait inébranlable : en aucun moment il ne se départit de sa robuste confiance en l'avenir ; avec un sang-froid que rien ne put jamais troubler, il dirigea le lent repli de ses forces, tenant sur chaque ligne aussi longtemps qu'il le pouvait, ne se considérant jamais comme battu, ne perdant jamais l'espoir de vaincre lui-même, à son heure. Ce qu'il accomplit

alors sera certainement proposé un jour comme un admirable modèle de stratégie tenace et « utile ».

A sa droite, les Anglais battaient en retraite, refoulés par des forces supérieures. Fort heureusement, le général von Kluck était attiré par eux qu'il avait toujours trouvés jusqu'alors à la gauche des armées françaises : il supposait négligeables les forces qui se réunissaient devant sa droite, ne se doutant pas qu'elles pourraient être prêtes assez tôt pour agir en temps utile, tandis que les armées qu'il avait battues seraient ramenées en avant.

Le général Maunoury reçut l'ordre de se diriger directement sur Paris, dont il devait constituer la garnison de siège. Ce fut pour lui le moment le plus douloureux de la campagne : « Tout plutôt que cela, » disait-il à son état-major, en se rappelant les épouvantables débuts de sa vie mili-

taire, lorsque, jeune lieutenant d'artillerie, il avait vu le feu pour la première fois, en 1870.

Von Kluck crut pouvoir se dispenser de le combattre : il l'évita, continuant à poursuivre les Anglais dans la direction de l'est, et glissant pour ainsi dire devant Paris qu'il laissa à sa droite. Ce fut sa perte.

C'est à ce moment, au début de septembre, que s'exécuta la belle manœuvre de la Marne. Les armées qui se trouvaient entre Verdun et Paris reçurent l'ordre de faire front et d'attaquer coûte que coûte, tandis que l'armée Maunoury marcherait de Paris sur l'Ourcq pour se jeter contre la droite allemande.

Le résultat des ordres donnés, et le résultat surtout de la façon dont ils furent exécutés, fut cette bataille victorieuse de la Marne, qui dura du 6 au 10 septembre, et

brisa de façon définitive l'offensive allemande. A coup sûr, l'avenir estimera que la retraite des forces ennemies fut due à l'attaque énergique que subit leur aile droite, — attaque dirigée de l'ouest vers l'est et exécutée par l'armée Maunoury.

*
* *

A propos de cette bataille de la Marne, qui a tout simplement sauvé notre pays du désastre, et rendu possible la victoire qui se prépare, il n'est pas inutile de préciser un point d'histoire sur lequel les journaux se sont laissés aller à commettre une erreur involontaire.

Le 10 septembre, le général Maunoury, qui commandait en chef la VI[e] Armée, adressa à ses troupes l'ordre général n° 5, daté du Quartier général de Claye, et ainsi conçu :

« La VIe Armée vient de soutenir pendant cinq jours entiers, sans aucune interruption ni accalmie, la lutte contre un adversaire nombreux et dont le succès avait jusqu'à présent exalté le moral. La lutte a été dure ; les pertes par le feu, les fatigues dues à la privation de sommeil, et parfois de nourriture, ont dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer. Vous avez tout supporté avec une vaillance, une fermeté et une endurance que les mots sont impuissants à glorifier comme elles le méritent.

« Camarades, le général en chef nous a demandé, au nom de la Patrie, de faire plus que notre devoir ; vous avez répondu à son appel au delà même de ce qui paraissait possible. Grâce à vous, la victoire est venue couronner nos drapeaux ; maintenant que vous en connaissez les glorieuses satisfactions, vous ne la laisserez plus échapper.

« Quant à moi, si j'ai fait quelque bien,

j'en ai été récompensé par le plus grand honneur qui m'ait été décerné dans ma longue carrière : celui d'avoir commandé à des hommes tels que vous.

« *C'est avec une vive émotion que je vous remercie de ce que vous avez fait*, car je vous dois ce vers quoi étaient tendus depuis quarante-quatre ans tous mes efforts et toutes mes énergies, la revanche de 1870.

« *Merci donc à vous, et honneur à tous les combattants de la VIe Armée !*

« Claye, le 10 septembre 1914.

« *Signé :* MAUNOURY. »

Au mois de novembre, la *Revue des Deux Mondes* eut connaissance de cet ordre par une indiscrétion, et le publia, *en l'attribuant au général Joffre.*

L'erreur ainsi commise s'explique aisé-

ment. L'ordre du général Maunoury fut lithographié avant d'être adressé aux troupes, et c'est sous cette forme qu'il se trouve encore dans les Etats-majors. A la suite de son texte, le général fit ajouter un extrait d'une lettre qui lui avait apporté les félicitations du général Joffre.

Cette addition, qui ne fait pas partie de l'ordre, mais le suit simplement, est ainsi conçue :

Le Commandant en chef apprécie hautement le rôle joué par la VIe Armée pendant ces dernières journées. Dans une lettre qu'il vient d'adresser au général commandant la VIe Armée, il s'exprime ainsi :

« *En maintenant sur le front de l'Ourcq une notable partie des forces allemandes, la VIe Armée a obtenu un immense avantage qui permet aux opérations des armées alliées de se développer dans le sens que je désire. Je tiens à vous en exprimer*

personnellement ma satisfaction, et vous prie de la transmettre à toutes les troupes placées sous vos ordres.

« *Signé* : JOFFRE. »

Cette addition est facile à comprendre : après avoir remercié ses troupes, le général Maunoury leur communique un extrait des félicitations qu'il a lui-même reçues du général Joffre. Ce qui, par contre, est beaucoup moins compréhensible, c'est que la *Revue des Deux Mondes* ait cru devoir ajouter à la signature du générale Joffre cette mention : « Contresigné, Maunoury. » Elle aurait peut-être pu ne pas ignorer que les usages militaires ne permettent pas à un subordonné de contresigner la prose de son chef direct...

*
* *

L'erreur commise, et qui attribue faus-

sement au général Joffre cette phrase : « *Je vous dois ce vers quoi étaient tendus depuis quarante-quatre ans tous mes efforts et toutes mes énergies*, la revanche de 1870 » est d'autant plus regrettable que l'ordre général n° 5 a été rédigé par le commandant de la sixième Armée sous sa propre inspiration, sans le concours ni le conseil de personne ; son état-major n'en a connu le texte que dans sa forme définitive.

Quand, en 1911, le général Maunoury reçut la médaille commémorative de 1870, il l'enferma dans son écrin, mais ne la porta jamais. Quand, le 10 septembre, il remit à son chef d'état-major le texte de l'ordre général n° 5, en lui prescrivant de le faire copier et envoyer aux diverses unités de l'armée, il avait épinglé à sa vareuse l'humble médaille de bronze, soutenue par un ruban vert et noir.

Le premier acte de la campagne était

terminé ; la victoire était désormais acquise. Les succès de 1914 autorisaient le souvenir de 1870.

* *

Ce souvenir ému, le général Maunoury a toujours su puiser en lui le réconfort de sa vie d'officier. Pendant quarante-quatre années, le mot de *Revanche* ne put être que murmuré par les lèvres françaises. Pas un parti n'aurait osé l'inscrire dans son programme ; pas un ministre de la troisième République n'aurait cru possible de lui donner une place dans ses discours, et — personne ne l'a oublié — le général Bailloud fut durement frappé pour avoir commis la faute d'affirmer, dans une proclamation à ses troupes du XXe corps, la certitude qu'un jour viendrait où nous pourrions reprendre la

Lorraine et l'Alsace. Il faut noter, comme une date vraiment historique, celle du 4 août 1914 où, du haut de la tribune française, le chef du Gouvernement a jeté en réponse aux félonies allemandes cette déclaration solennelle que la Patrie attaquée saurait défendre son honneur, qu'elle était résolue à aller jusqu'au bout des sacrifices, mais qu'elle effacerait les tristesses du passé douloureux, et que jamais elle ne consentirait à conclure la paix avant d'avoir remporté la victoire. Ces fières paroles ont eu un retentissement profond, qui fit soudain se dresser la Nation frémissante et mit des armes dans toutes les mains.

L'idée généreuse qu'elles exprimaient avait gardé dans nos cœurs une vitalité que beaucoup d'entre nous ignoraient peut-être, et qu'à coup sûr nos ennemis ne soupçonnaient pas. En dépit des décla-

mations pacifistes, en dépit des objurgations prudentes de ceux qui s'étaient fait une loi de répéter : « N'en parlons jamais ! » le service militaire personnel et obligatoire avait entretenu dans tous les esprits la croyance à l'absolue nécessité d'une revanche.

On peut bien dire maintenant que si la France n'a pas oublié, c'est surtout à son armée qu'elle doit sa longue fidélité au souvenir douloureux. Les victoires qu'il fallait à tout prix préparer ont toujours fourni dans les casernes le thème quotidien d'une prédication discrète mais ardente. Nos officiers ne s'étaient pas laissés tenter par l'appât d'une maigre solde quand ils avaient choisi leur carrière ; le métier des armes n'avait jamais été pour eux un pis-aller, puisqu'ils étaient au collège parmi les premiers de leurs classes. Ils avaient

revêtu l'uniforme pour obéir aux conseils d'une voix intérieure qui leur rappelait le passé, en leur prédisant l'avenir glorieux ; la pensée d'une tâche féconde à accomplir ennoblissait leur vie de chaque jour ; elle leur faisait supporter sans faiblir les tristesses des années qui se sont écoulées de 1900 à 1914 et pendant lesquelles on ne croyait plus à la guerre...

*
* *

Le général Maunoury a fidèlement servi cet idéal des officiers de France ; il lui a donné le meilleur de son âme, et, depuis le jour où, pour la première fois, il franchit le seuil de l'Ecole polytechnique, il est resté dans toute la force et dans toute la noblesse du terme, un soldat. Certains de ses camarades, le général Joffre et le général Gallieni, par exemple, ont connu les

aventures séduisantes de la vie coloniale ; le général Maunoury, lui, a partagé exclusivement son activité entre la troupe, les états-majors et les écoles : jamais il n'a voulu d'autre existence que celle des garnisons, avec sa monotonie apparente, mais aussi avec toute la grandeur des obscurs sacrifices dont elle est faite.

Tel il a toujours été pendant le cours de sa vie militaire, tel il est redevenu au Quartier général de la VIe Armée qui, depuis le début de la campagne, a été confiée à son commandement. Infatigable, leste, cavalier solide et élégant, il a gardé l'allure jeune malgré ses 68 ans. Toujours accueillant pour ceux qui le viennent visiter, sachant d'un mot marquer sa bienveillance, sobre de reproches bien que sévère pour les autres autant que pour soi-même, il est, dans toute la force du terme, un chef que l'on aime et que l'on respecte.

Constamment soucieux du bien-être de ses soldats, il n'a jamais cessé de vivre parmi eux, partageant leurs périls avec cette belle insouciance qui est la marque du vrai courage, et que ses collaborateurs immédiats ont souvent cru pouvoir se permettre de lui reprocher un peu. A ces aides de camp qui, à maintes reprises, lui ont demandé de renoncer à s'imposer, *comme il le faisait tous les jours*, l'obligation d'inspecter lui-même les tranchées de première ligne, il a plus d'une fois répondu que la place d'un chef est au milieu de ses hommes, et qu'en campagne le danger doit être égal pour tout le monde.

L'événement a malheureusement prouvé que les craintes de son état-major étaient fondées.

Il s'en était allé, le 11 mars dernier, en compagnie du général de Villaret, l'un de

ses commandants de corps d'armée, visiter un retranchement avancé. Il avait eu selon son habitude des paroles aimables pour les officiers et pour les hommes qu'il y avait trouvés, montant une garde vigilante. Les deux généraux voulurent se rendre un compte exact de ce qui se passait à 50 mètres en avant, dans les lignes allemandes, afin de pouvoir donner en toute connaissance de cause des ordres qui s'imposaient. Ils montèrent sur la banquette pour regarder à travers un créneau. Hélas ! une balle vint, qui leur fit payer cher leur audace tranquille. Ils s'écroulèrent tous deux, grièvement blessés.

L'un et l'autre vivront, l'un et l'autre porteront au visage de glorieuses cicatrices.

Le général Maunoury, un œil perdu, le maxillaire brisé, saura supporter ses souf-

frances avec une âme patiente. Dans quelques mois, il reprendra sa place au front. A ce moment, l'envahisseur aura été repoussé en dehors des frontières et le général Maunoury sera de ceux qui lui montreront comme les Français savent faire la guerre en territoire ennemi. Il y a quelques jours encore, il affirmait aux officiers qui ont l'honneur d'être ses collaborateurs immédiats son impuissance à comprendre les brutalités allemandes. « Quand nous serons chez eux, disait-il, nous leur donnerons une terrible leçon d'humanité. »

Le général Maunoury tiendra parole. Les Allemands apprendront par lui qu'un Français se venge par la justiee et par la bonté.

N° 22. **Le Roi Albert**, par Pierre Nothomb.
N° 23. **En Guerre**, *Impressions d'un Témoin*, par F. de Brinon.
N° 24. **Les Zeppelins**, par G. Besançon, Secrétaire général de l'Aéro-Club de France. *Illustré.*
N° 25. **La France au-dessus de Tout**, *Lettres de Combattants*, rassemblées par Raoul Narsy.
N° 26. **L'Opinion catholique et la Guerre**, par Imbart de la Tour, de l'Acad. des Sciences morales et politiques.
N° 27. **La Charité et la Guerre**. *Tableaux et Croquis*, par G. Lechartier.
N° 28. **Les Surboches**, par André Beaunier.
N° 29. **Contre les maux de la Guerre**, *Action publique et Action privée*, par Henri Joly, de l'Académie des Sciences morales et politiques.
N° 30. **Le Général Pau**, par G. Blanchon.
N° 31. **L'Allemagne s'accuse**. Pour servir à l'Histoire de la Guerre Européenne, par Jean de Beer.
N° 32. **Pendant la Guerre**. *Lettres pastorales et Allocutions*, par S. E. le Cardinal Amette, Archevêque de Paris.
N° 33. **L'Allemagne et la Guerre européenne**, par Albert Sauveur, professeur à Harvard University. Préface de Henri Le Chatelier, de l'Acad. des Sciences.
N° 34. **Les Catholiques allemands, hier et aujourd'hui**. *Quelques précédents au cas du Cardinal Mercier*, par le comte Begouen.
N° 35. **Notre « 75 »**, par Francis Marre.
N° 36. **L'Opinion américaine et la Guerre**, par Henri Lichtenberger.
N° 37. **L'Occupation allemande à Bruxelles racontée par les Documents allemands**. Avis et proclamations affichés à Bruxelles du 20 août 1914 au 25 janvier 1915. Introduction, par L. Dumont-Wilden.
N° 38. **A un neutre catholique**, par Mgr Batiffol.
N° 39. **Dans les tranchées du front**, par Francis Marre.
N° 40. **L'Esprit philosophique de l'Allemagne et la Pensée française**, par Victor Delbos, de l'Institut.
N° 41. **La France de Demain**, par Hébrard de Villeneuve.
N°s 42-43. **Comment les Allemands font l'opinion**. Nouvelles de guerre affichées à Bruxelles pendant l'occupation. Introduction par L. Dumont-Wilden. 2 volumes.
N° 44. **Les Catholiques espagnols et la Guerre**, par Maurice de Sorgues.
N° 45. **Un examen de conscience de l'Allemagne**, par P. Hazard, officier interprète.
N° 46. **Guerre et Philosophie**, par Maurice de Wulf, professeur aux Universités de Louvain et de Poitiers.
N° 47. **Les Aumôniers militaires**, par Geoffroy de Grandmaison.

BLOUD et GAY, Éditeurs, 7, Place Saint-Sulpice
(PARIS-VI[e])

"PAGES ACTUELLES"

Nouvelle Collection de volumes in-16. — Prix : 0.60

Sous Presse.

La conduite des Allemands en Belgique et en France d'après l'enquête anglaise, par Henri Davignon.

Le Martyre du Clergé français, par l'abbé Eugène Griselle.

Les Arabes et la Guerre, par Ernest Daudet.

La vraie France et l'Evolution du Patriotisme, par Samuel Rocheblave.

La Mission du Prince de Bulow à Rome, par Henri Welschinger.

La Presse et la Guerre. *Le Figaro*, par Julien de Narfon.

La Presse et la Guerre. *Le Journal des Débats*, par Raoul Narsy.

La Presse et la Guerre. *L'Action française*, par Louis Dimier.

Le Général Maunoury, par Miles, Rédacteur au *Correspondant*.

La guerre telle que l'entendent les Américains et telle que l'entendent les Allemands, par Morton Prince.

Poitiers. — Société française d'Imprimerie

N° 50

"Pages actuelles" (1914-1915)



La Vraie France

et l'Evolution du Patriotisme Français

CONFÉRENCES

DONNÉES

à l'Aula de l'Université da Genève et à la " Maison du Peuple " de Lausanne
Février-Avril 1915

PAR

SAMUEL ROCHEBLAVE



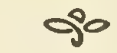
BLOUD ET GAY, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE, PARIS

La Vraie France

et L'Évolution du Patriotisme Français

"Pages actuelles"
(1914-1915)



La Vraie France

et L'Évolution du Patriotisme Français

CONFÉRENCES

DONNÉES

à l'Aula de l'Université da Genève et à la " Maison du Peuple " de Lausanne
Février-Avril 1915

PAR

SAMUEL ROCHEBLAVE



PARIS
BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1915

La Vraie France[1]

Mesdames, Messieurs,

Mon premier mot sera un remerciement ému, adressé conjointement à mon éminent ami Monsieur Albert Bonnard, rédacteur en chef du *Journal de Genève*, et à Monsieur le Conseiller d'Etat Rosier, auxquels je dois l'honneur de porter ce soir la parole devant vous.

Ce fut toujours pour moi un privilège précieux, dont j'ai déjà joui ici même, que de parler des choses de France hors de France, je dirais à l'étranger, si Genève était *l'étranger*. Et, chaque fois, la joie de parler de mon pays avec le sentiment d'un fils pour sa mère, se tempérait des plus justes égards pour les sentiments analogues que pouvait éprouver mon auditoire, ainsi que d'une conscience très

(1) Conférence donnée à l'Aula de l'Université de Genève, le 24 février 1915.

nette de ma responsabilité. Cette conscience, je l'apporte, ce soir, plus en éveil que jamais. L'acuité de son avertissement pourrait même me causer une sorte de souffrance, — puisque mon loyal patriotisme ne doit rien prononcer ici que votre loyale neutralité ne puisse entendre — si je ne trouvais dans ce double respect de votre situation et de la mienne le terrain précis où peut s'établir cet entretien; terrain d'ailleurs assez large dans ses limites volontaires pour que certaines constatations, d'un ordre surtout moral, puissent s'y exprimer avec une irréprochable liberté. Dès lors, je n'ai plus rien à craindre.

Le vrai patriotisme, au reste, n'est-il pas la passion tolérante par excellence, celle qui revendique pour autrui ce qu'elle réclame pour elle-même, celle qui répudie tout ce qui est agressif, provoquant, et qui établit toutes les patries, les petites non moins que les grandes, les petites plus encore que les grandes parce qu'elles sont plus faibles, dans le même degré de culte et d'intangibilité sacrée? — Et n'est-ce pas ce que proclamait déjà implicitement notre Montesquieu, ce Montesquieu qui a anticipé toutes les noblesses et aussi toutes les sagesses du civisme moderne, lorsqu'il a écrit cette ligne auguste : « Je suis un bon citoyen; mais dans quelque pays que je fusse né, je l'aurais été de même »? Si donc j'apporte ici une parole française, je me flatte que ce sera aussi une parole « humaine »; et, à vrai dire, — vous m'excuserez si je suis aveugle, mais je ne crois point être aveuglé, — je ne comprends guère qu'on puisse parler de la

France autrement qu'en fonction de l'humanité. Cependant, si j'ai donné pour titre à cet entretien « *La vraie France* », c'est donc que certains jugements erronés peuvent avoir cours, ont pu avoir cours plutôt au sujet de ce pays; et que ces erreurs, auxquelles le pays lui-même a pu fournir prétexte par certaines de ses apparences, doivent au préalable être expliquées, dissipées, avant qu'on puisse montrer la France elle-même, la France de la France, dans son essentielle réalité.

Hier encore en effet, — et cet hier dont je parle n'a que sept mois de date, — quand on parlait de la France devant un étranger, ou simplement devant quelqu'un qui n'était pas tout à fait de chez nous, on pouvait se heurter à une objection de ce genre : « La France?... mais laquelle?... car on sait bien qu'il y en a plusieurs. Suivant certains, il y aurait deux Frances, la laïque et la cléricale; mais sans doute il y en a bien davantage. Il y en a tant, que, si l'on hésite, c'est devant le choix le plus prudent à faire. Ce n'est point que j'aie un préjugé contre elle, croyez-le bien; mais, si je la juge par ce qu'elle montre au dehors, je vous avoue mon embarras, pour ne pas dire ma désillusion. De laquelle, encore un coup, voulez-vous me parler? de celle des partis politiques? ou de celle des intellectuels? des fanatiques de l'autorité? ou des fanatiques de l'anarchie? des financiers, ou de « la foire sur la place? » de la mode, ou des snobs? de l'art « avancé », ou du théâtre plus qu'avancé? du modernisme, ou du cubisme? Voulez-vous me parler

enfin de la pensée française, de la volonté française, du sentiment national français? Mais y a-t-il seulement, parmi le heurt de ces manifestations, l'indice de quelque chose de commun à toute la nation en tant que pensée, que sentiment, que volonté? Vous qui voulez me parler de la France, de laquelle encore une fois me parlez-vous? Et, de tant de Frances antithétiques, répondez du moins sans ambages, laquelle est la vraie?

A ces questions mordantes, un vrai Français eût pu déjà répondre, certes, avant le 2 août 1914, mais répond avec bien plus d'assurance après : « *Laquelle de ces Frances est la vraie? Toutes sont fausses. La France n'est pas là* ».

Certes, il est regrettable qu'une grande nation, placée si en vue sur la scène du monde, soit si peu amie d'elle-même et si mauvaise surveillante de certaines de ses allures, qu'elle puisse se faire prendre pour ce qu'elle n'est pas. Si elle était meilleure calculatrice de ses intérêts, elle saurait davantage ne rien perdre de l'estime où la tiennent ses amis, et ne pas ajouter à la satisfaction secrète de ses ennemis. Mais peut-être aussi le dédain qu'on a pu affecter d'elle est-il trop intéressé, trop flatteur à l'amour-propre, pour n'être pas une imprudence doublée d'une erreur, et peut-être aussi y a-t-il dans cette allure libre et comme libertine de la France, à côté d'une négligence coupable, une sincérité et j'allais dire une ingénuité qui placent à côté du mal le remède. Cet enfant terrible des nations, — mauvaise tête et bon cœur, — vaut évidemment beaucoup mieux qu'il ne paraît! La

France aurait-elle seulement subsisté comme peuple, en effet, si elle était telle qu'on la dépeignait, ou que la donnaient à croire certaines de ses apparences ? Quelle nation vit d'anarchie morale ? Et, si la guerre fond tout à coup sur elle, avec quelle force résisterait-elle ? Ne serait-elle point au premier choc effondrée, victime d'elle-même avant d'être la proie sûre de l'ennemi ?

L'imprudence, de toute façon n'est pas niable. Il faut qu'elle réponde à un défaut ancien dans la race puisque, voilà déjà longtemps, une des grandes voix de la France avait poussé un cri d'alarme, jeté un holà à la pétulance nationale. Ecoutons ces paroles, vieilles de près de trois quarts de siècle, et reconnaissons-en le prophétique accent.

« La France a cela de grave, qu'elle se montre « nue aux nations. Les autres, en quelque sorte, « restent vêtues, habillées... Ce qu'on remarque le « mieux sur une personne qui est nue, c'est telle ou « telle partie qui sera défectueuse. Le défaut d'abord « saute aux yeux.

« Que serait-ce, si une main obligeante plaçait « sur ce défaut même un verre grossissant qui le « rendrait colossal, qui l'illuminerait d'un jour ter- « rible, impitoyable, au point que les accidents les « plus naturels de l'épiderme ressortiraient à l'œil « effrayé?...

« Voilà précisément ce qui est arrivé à la France. « Ses défauts incontestables, que l'activité infinie, « le choc des intérêts, des idées, expliquent suffi- « samment, ont grossi sous la main de ses puissants

« écrivains, et sont devenus des monstres. Et voilà « que l'Europe tout à l'heure la voit comme un « monstre elle-même... Le peuple qu'on peint « ainsi, n'est-ce pas l'effroi du monde? Y a-t-il assez « d'armées, de forteresses, pour le cerner, le sur- « veiller, jusqu'à ce qu'un moment favorable se « présente pour l'accabler ?

« Nul peuple, ajoute Michelet, — car vous avez « reconnu la parole enflammée du génial vision- « naire, — nul peuple ne résisterait à une telle « épreuve » (1).

Et il poursuit ainsi, dans un esprit de justification que son cœur suffirait à lui suggérer, si sa conscience d'historien ne lui montrait là moins une justification qu'une suprême justice :

« Il importerait (cependant), d'examiner si ces « livres français qui ont tant de popularité en Eu- « rope, tant d'autorité, représentent vraiment la « France, s'ils n'en ont pas montré certaines faces « exceptionnelles, très défavorables ; si ces peintu- « res où l'on ne trouve que nos vices et nos laideurs « n'ont pas fait à notre pays un tort immense près « des nations étrangères : le talent, la bonne foi « des auteurs, la libéralité connue de leurs princi- « pes, donnaient à leurs paroles un poids accablant. « Le monde reçut leurs livres comme un jugement « terrible de la France sur elle-même. »

Enfin Michelet, enveloppant le conseil d'un exemple, adresse à sa patrie un avertissement affectueux

(1) Michelet, *Le Peuple*, préface, à Edgar Quinet, p. 11-13.

et tire une leçon historique dont la portée morale ne vous échappera pas :

« Cette manie singulière de se dénigrer soi-même, « d'étaler ses plaies, et comme d'aller chercher la « honte, serait mortelle à la longue. Beaucoup, je « le sais, maudissent ainsi le présent pour hâter un « meilleur avenir ; ils exagèrent les maux, pour « nous faire jouir plus vite de la félicité que leurs « théories nous préparent. Prenez garde, pourtant ! « Prenez garde ! Ce jeu-là est dangereux. L'Europe « ne s'informe guère de toutes ces habiletés. Si « nous nous disons méprisables, elle pourra bien « nous croire. L'Italie avait encore une grande force « au XVIe siècle. Le pays de Michel-Ange et de « Christophe Colomb ne manquait pas d'énergie : « mais, lorsqu'elle se fut proclamée misérable, in- « fâme par la voix de Machiavel, le monde la prit « au mot, et marcha dessus. »

Et Michelet conclut par ces mots, qui s'expliquent par leur date, 1846 :

« Nous ne sommes pas l'Italie (de Machiavel), « grâce à Dieu ; et, *le jour où le monde s'entendrait « pour venir voir de près la France, serait salué par « nos soldats comme le plus beau de leurs jours.* »

Messieurs, ce jour-là est venu.

A travers les grandes paroles de l'historien, on démêle sans peine son sentiment sur la France. Celle-ci a pu parfois se compromettre aux yeux du monde. Toutefois, elle ne serait moralement en danger que si elle avait perdu le sens de son anti-

que honneur. La décadence d'une nation, quelle que soit sa richesse, sa force, son armée, date du jour où le sens moral s'affaiblit en elle, où sa parole n'est plus loyale, où ses serments ne l'engagent plus, où le mensonge trône partout où devrait trôner la vérité. La France était loin de là en 1846. Elle n'en est pas arrivée là depuis, elle n'y arrivera jamais. Elle en est bien incapable. Son génie naturel est un génie de loyauté. Avec elle point de surprises. Plutôt se chargerait-elle à l'excès qu'elle ne s'absoudrait dans un intérêt caché. Quand elle s'accuse à la face du monde, c'est comme ce chevalier qui clamait au ciel plus que ses péchés, dans la crainte d'en oublier aucun. Il y a chez elle comme un don-quichottisme de conscience qui lui fait proclamer le reproche qu'on ne songerait peut-être pas, sans elle, à lui adresser, et qui la rend si sévère à elle-même, que les nations se trouveraient naïves de ne pas prendre acte contre elle de la supériorité que semble leur constituer une si publique confession. Oui, la France s'est montrée nue aux nations. Mais à toutes celles que sa prétendue difformité scandalise, ne serait-on pas en droit de dire : « Que celle d'entre vous qui se sent moins difforme sous ses voiles prudents lui jette la première pierre ? » Mais, peut-être, est-ce l'état même de nudité qu'on lui reproche, comme trop peu décent. Oublie-t-on que c'est le costume de la Vérité ? La France n'est que trop sincère. La préférerait-on hypocrite ? Elle est trop peu vêtue : lui voudrait-on un masque ? Elle dit à ceux qu'elle aime des vérités pénibles : souhaiterions-nous à ceux-ci des flatteries

menteuses ? La patrie de Molière, en un mot, gagnerait-elle à troquer Alceste contre Tartuffe ?

Aussi, quand, dans sa magnanime imprudence, elle paraît mettre sa coquetterie à se dénigrer, — comme ces jolies personnes qui aiment mieux dire du mal d'elles que de n'en rien dire du tout, — ne convient-il pas de la prendre au mot. Il n'y a eu d'ailleurs, pour le faire, que ceux qui avaient quelque intérêt à le faire. Ceux-là, et par surcroît elle-même parfois, dans ses mauvaises heures. Car notre nation, si volontiers taxée d'avantageuse, est plutôt modeste si on la compare, modeste au point de méconnaître ses propres mérites, et d'entrer presque en défiance de celui qui prétend l'en convaincre. Elle pousse la crainte de s'en faire accroire jusqu'à la fausse honte. Et, si l'hyperbole lui plaît parfois en poésie ou dans les constructions de l'imagination pure, en matière de morale ou de patriotisme, l'emphase lui inspire une insurmontable horreur. Que dirai-je? elle est ainsi faite que tout excès lui répugne, sinon comme assaisonnement passager de la raison ; ce qu'elle a de plus invincible, c'est son bon sens même ; et rien n'est plus passionné en elle que la modération. Comment s'étonner, avec une complexion pareille, que son sens critique soit ce qu'elle a de plus aigu, et qu'elle l'exerce sur ses défauts plus que sur ses qualités? Comment s'étonner que son intelligence claire, sa langue de cristal, sa logique inflexible s'attaquent constamment à ce qui, dans l'ordre politique, social et moral, blesse trop souvent — et forcément — soit l'esprit de quiconque a un cœur,

soit le cœur de quiconque a des lumières, et qu'elle fasse croire ainsi à la confusion de la société française, quand cette société poursuit simplement son « évolution créatrice » de l'hier qui n'est plus à ce demain qui n'est pas encore? Comment s'étonner enfin que cette race, la plus idéaliste de toutes les races, toujours bouillonnante de l'esprit de la Révolution, élancée de toutes les puissances de son âme vers les problèmes de l'avenir, au point d'en perdre parfois le sens des réalités, simultanément bâtisse et détruise en pensée, agite et bouleverse les systèmes les plus disparates, échafaude et transforme, s'enthousiasme et s'abatte pour une idée, pour une cause, se livre enfin dans l'arène intellectuelle à toutes sortes de combats qui seraient fratricides, si quelque chose de nous avertissait qu'au fond ce sont des combats fraternels?

Fraternels, ils le sont : comment en douter?

En effet, ce serait à peine un paradoxe de soutenir que les principales de ces luttes ont quelque noble mobile pour cause, et que dans leur ensemble elles caractérisent une nation désintéressée. Les disputes qui, jusqu'à hier, semblaient diviser la France n'étaient pas à base d'égoïsme ; elles étaient à peu près toutes à base de générosité. Elles mettaient en cause quelqu'une de ces questions dont la solution importe non moins au monde qu'à elle; car, même de ses débats locaux, se dégage un ferment qui agit plus loin qu'elle.

Telle est la France, laboratoire séculaire des idées sociales, forge toujours active des principes de l'activité et de la moralité humaine. Son terri-

toire a des frontières, mais non ses pensées, son action. Pesons ses débats les plus graves, ceux du cléricalisme et de la libre-pensée, ceux du nationalisme et du cosmopolitisme, ceux du militarisme et du pacifisme, sans parler de celui du capital et du travail, et de tant d'autres; qu'est-ce à dire? Entre ces deux forces qui se partagent l'univers moral, le dogme et la pensée libre, la science et la foi; entre ces problèmes du patriotisme qui mettent en conflit l'attachement au sol natal et l'amour de l'homme pour ses frères de toutes les patries; entre ces antinomies des biens hérités sans travail, et du travail privé de biens; dans la recherche de ces questions troublées, troublantes, essentielles pourtant au bonheur de l'humanité en progrès, voit-on quelle place centrale occupe la France, et se trouve-t-il quelque part un homme qui pense, une nation soucieuse de son avenir, qui soit indifférente à la poursuite généreuse de leurs solutions?

Fraternelle, je le répète, était bien cette commune et divergente lutte de la France. Toute cette apparente anarchie était, à coup sûr, la fermentation inévitable d'aspirations incoercibles vers un ordre supérieur, vers une société mieux organisée et meilleure, où la vie humaine augmenterait de valeur, et par laquelle s'accomplirait un bien qui concourrait plus directement, plus énergiquement aux fins terrestres ou divines de l'humanité totale. Tous ces camps hostiles ne comptaient-ils pas, dans ces soi-disant ennemis, d'incontestables apôtres, et fut-il souvent hommes plus dignes de s'estimer, de s'aimer, — et plusieurs s'estimaient et s'aimaient —

que ceux, qui, à la tribune ou dans les gazettes, se combattaient avec le dernier acharnement? Tant il est vrai que la lutte n'est pas forcément la haine; que le désaccord n'est pas forcément la discorde, et que, de la division même la plus accusée, entre frères ennemis qui sont pourtant des frères, peut naître l'union instantanée, si tout à coup surgit, plus haut que les querelles, le but sacré qui magnétise tous les cœurs!...

Cependant, à travers la poussière de ces mêlées, le discernement se faisait mal, surtout pour des yeux hostiles, entre la France qui se voyait et celle qui ne se voyait pas. Et l'on prit pour des réalités des apparences qui jetaient une amorce de plus aux convoitises. Comment une nation que l'on croit un champ de bataille pour les siens, n'exciterait-elle pas l'inavouable espoir de ceux qui ont comploté sa perte? Pouvait-on même soupçonner la fermeté de son fond à voir l'agitation de sa surface? Tant d'autres griefs, plus ou moins spécieux, n'étaient-ils point d'ailleurs argués contre sa vitalité? Que n'avait-on pas allégué, parfois même avec une nuance de pitié, — la pitié du crocodile — sur ce pauvre pays d'un si beau passé... bien passé, sur une société en dissolution où la natalité s'en allait en dérive à la suite du mariage lézardé, où la race déjà atteinte dans son âme, était encore gâtée dans son sang appauvri? Dès lors, quel butin pour un agresseur de la manière forte qu'une capitale aux mœurs réputées faciles, — celles qu'y apporte trop souvent le visiteur cosmopolite, — et comment serait-elle défendue par un peuple d'affaiblis, d'épi-

curiens ou de dégénérés? J'exagère? Non, non, vous savez bien, vous que votre position place aux écoutes de l'Europe, vous savez bien que je n'outrepasse pas la vérité. Et c'est ainsi, généreux peuple de France, qu'une diffamation savante te vilipendait à la face de l'univers, jusqu'à faire croire que ta dernière heure allait venir, et que le bras qui sonnerait cette heure serait le vengeur de la vertu outragée par ton existence! Mais cette ignominie systématiquement exploitee, au moment même où mon cœur soulevé de dégoût s'apprête à la maudire, je sens que je la bénis pour le démenti splendide par lequel la France du 2 août lui a répondu.

***

La France du 2 août! Ce qu'elle fût, ce qu'elle continue à être, vous le savez, Messieurs : une révélation pour le monde; pour elle, une résurrection. Une surprise aussi, sans doute; mais se connaît-on jamais? Pas plus les peuples que les individus ne savent le dernier mot d'eux-mêmes, tant que le dernier malheur ne l'a pas arraché. Alors seulement se manifestent les ressorts d'une nation, alors seulement jouent à fond ses energies élémentaires et se dilatent ses capacités morales, lorsque cette nation, soudain, est placée au bord d'un abîme, quand une heure subite de sa destinée l'accule à l'un de ces foudroyants dilemmes : l'écrasement ou le déshonneur, l'abnégation totale ou la mort. Le premier de ces dilemmes, la Belgique l'a résolu. Son héroïsme confère à l'une des plus petites nations de

l'Europe, la grandeur suprême de l'Histoire. Le second s'imposa à la France. Elle y répondit par le sacrifice. Le sacrifice non seulement accepté, raisonné; mais le sacrifice libre, spontané, allègre; non seulement l'enthousiasme du sacrifice, mais la folie du sacrifice. Il fallait, pour tenir tête à une agression qu'il est superflu de qualifier, toutes les énergies humaines serrées en faisceau; la France en a déployé de surhumaines. Il fallait des ressources morales exceptionnelles; la France en a puisé en elles d'inépuisables. Et, comme le propre des forces morales est de se multiplier par l'usage, tandis que les autres s'usent et finissent par tarir, c'est un flot ininterrompu de courage, de constance, de renoncement, et aussi de fierté, de loyauté, de noblesse, disons enfin le mot, un flot de vertus que la race épanche depuis sept mois du fond de ses réservoirs ataviques, un flot qui grossit, qui déborde, qui rompra tous les obstacles matériels, et qui finira par submerger l'assaillant sous un fleuve magnifique de victoire spirituelle. Car l'esprit demeure toujours le maître de la matière, et rien ne résiste à l'esprit.

Cet esprit, non pas d'agression, mais de défense; non pas d'oppression, mais de liberté; non pas d'orgueil, mais de dignité; cet esprit de devoir, appuyé sur le calme de la conscience, nous l'avons senti, perçu, invisible et présent, irrésistible et partout homogène, comme un de ces courants électriques qui parcourent tous les nerfs d'une foule et la polarisent en une seule masse vibrante. Jamais, vivrais-je mille ans, je n'oublierai la solidarité fraternelle qui

se dégageait de cette foule, à la veille de la déclaration officielle de la guerre, dans ce Paris alors bondé et jusqu'à cette heure si turbulent. C'était le soir. Par une de ces nuits laiteuses qui semblent la caresse des étoiles à la terre française, la population parisienne descendait en vagues humaines vers l'artère vitale du boulevard. C'était moins une foule qu'un peuple. Quelque chose comme une assemblée en marche, toutes classes confondues. Ni cohue, ni clameurs. Ni crainte non plus, ni désordre quelconque. On sentait que l'heure grave allait sonner pour tous, et chacun voulait l'entendre. Savoir d'abord; être enfin au clair, après des journées d'incertitude où la décision d'un conflit immense semblait dépendre d'un coup de pouce sur un échiquier invisible, tel était l'urgent besoin de tous les cerveaux. Après, eh bien! on saurait ce qu'on aurait à faire. Et ce fut très simple, et ce fut très grand. Aux approches du boulevard, la vague devenait mer. C'était dans un océan d'autres poitrines qu'avançait chaque poitrine, lentement, posément, parmi des bruits venus on ne sait d'où et renforcés par on ne sait quelle intuition des multitudes. C'était la guerre. Jusqu'au dernier moment, on n'y avait pas cru. Mais c'était elle, évidemment. La mobilisation était décidée, devait être signée, disait-on, à minuit. Et aussitôt, l'examen de conscience. L'âme collective dans la même minute s'interrogeait, se recueillait, prenait son parti.

La guerre? Qui l'avait voulue chez nous? Personne. Qui, au contraire, avait souhaité, tenté jusqu'à la fin de la conjurer? Tous, le gouvernement

et la nation. Donc, point de reproche à se faire? Point de reproche. Alors, puisqu'il fallait en venir là de gré ou de force, allons-y, et de tout notre courage! Autant en finir avec ce cauchemar. Mais ce sera long! On attendra. Mais ce sera dur! On n'est point seuls. Et puis, il y a un droit, il y a une justice, et on croit encore à ces choses chez nous : et, enfin, on n'a pas le choix : être ou disparaître. Soyons donc, et haut les cœurs!

Ainsi sentait, parlait cette foule, grave, sérieuse certes, mais sereine, et comme libérée par l'acceptation virile de tous les sacrifices. Elle donnait tout à la patrie, et la patrie c'était elle maintenant, et cette incarnation prenait une beauté tout à coup surnaturelle. Le civisme devenu foi changeait tous ces hommes. Les avoir vus à cette heure, c'est avoir compris le miracle de la transfiguration. Ils n'avaient plus les mêmes yeux les uns pour les autres; on sentait qu'ils se découvraient. Leurs paroles ne rendaient plus le même son. C'est comme si une taie s'était détachée de toutes les paupières, comme si tous les cœurs battaient sur un rythme nouveau. Le voisin, l'inconnu ne vous était plus indifférents. Tous devenaient « le prochain », étaient « vous » dans les autres. Subitement, on se sentait tous frères; on était un peuple de frères. Les petits intérêts? envolés. Les affaires? le pays était la seule affaire. Les périls? on les mettait en commun. Les affections mêmes de chacun, il semblait qu'elles fussent communes : chacun les faisait siennes par sympathie, par anticipation de souffrance, par similitude. Les risques pareils engendraient des

sentiments pareils. Et cette chose divine s'épanouissait dans toutes les consciences françaises: l'unanimité. D'ouvrier à bourgeois, d'inconnu à inconnu, on échangeait de brèves questions, des réflexions, semblables comme des échos. On entendait ceci : « moi, j'ai un fils, — moi, j'en ai deux, — moi, des gendres, mais ce sont des fils tout de même ! » Un autre : « moi, j'ai cinq fils et je suis veuf, je ferme la boutique et je pars avec les garçons. Comme ça, nous ferons la demi-douzaine, et ça me rajeunira ». Et les adolescents : « moi, je m'engage demain, maman comprendra. C'est une Française. » On entendait encore ceci : « Pourquoi n'ai-je pas de fils? Je serais si heureux de les donner à la patrie ». C'était, pour ceux-là, un deuil de n'avoir que le deuil des autres à envisager. Et ces brefs dialogues se terminaient ainsi : « Oui, tous au service de la France, tout pour la France ! » L'amour de la patrie, ce soir-là, se revéla à tous pour tout ce qu'il pouvait être : plus qu'un sentiment, une passion; plus qu'une passion, un culte. Oui, la France fut sentie alors comme une religion. Une religion qui s'ajouterait à l'autre pour ceux qui en avaient déjà une et qui se confondait avec elle; une religion qui se suffisait pour ceux qui n'avaient que celle-là, et qui comportait les mêmes grandeurs de devoir et de sacrifice. En même temps, la devise des ancêtres, formulée par la première République et inscrite par la troisième sur tous les monuments publics, reprenait, vivifiée, le sens magnifique que lui avaient donné les volontaires de 1792; et, du fronton des édifices où elle était surtout lettre offi-

cielle, descendait au fond des âmes pour s'y incarner en acte et en fait. La fraternité remplissait les cœurs ; l'égalité était celle du danger et de la lutte ; et l'on allait combattre pour la liberté. Tout cela, dans cette soirée du 1er au 2 août fut non pas obscurément, mais lucidement senti, traduit, instantanément réalisé. De tels moments fixent la destinée d'un peuple. Les hommes qui les ont vécus marchent dès lors à la lueur de la lumière intérieure. Ils deviennent eux-mêmes lumière aux autres. Si jamais, dans l'histoire d'une nation qui compte tant de pages dignes de respect, il fut une heure sainte, ce fut assurément celle-là.

Et le lendemain ne fut pas moins beau. Le 4 août proclamait la trêve des partis et l'« union sacrée ». Cette union se prouvait aussitôt par des faits. Toutes les factions de la veille ne formaient plus qu'un parti, le parti de la France. L'anarchiste interrompait, à la lettre, un article sur la guerre sociale pour sonner le ralliement au drapeau. Le manifeste socialiste était un manifeste de patriotisme. Les intellectuels faisant trêve à des utopies souvent nobles, mais imprudentes, accouraient aux réalités nécessaires et mettaient leur pensée au service de l'action. Désormais, l'unité n'était pas seulement dans l'élan des cœurs, elle s'imprimait dans les cerveaux, s'incrustait dans les volontés. Et, du haut en bas, la nation formait bloc.

Elle pouvait maintenant, cette nation renouvelée, considérer d'un œil non pas impassible, mais intrépide, tous les spectacles qu'une guerre sans précédent lui préparait. D'avance étaient acceptées toutes

les gênes de la vie, tous les malheurs, toutes les catastrophes. Stoïque, irréductible dans l'effort comme dans le support, la partie non combattante de la nation — c'est-à-dire les neuf dixièmes, — assista à l'exode des combattants et la seconda. Et ce fut, d'abord, cette suspension impressionnante de l'activité générale provoquée par la mobilisation : le pays transformé en une ruche guerrière, Paris en campement : l'engorgement des routes, la pléthore des gares, la centralisation rythmée, l'expédition vers les frontières, méthodique, organique, sans un arrêt, sans un à-coup, torrent de forces savamment canalisé, ruissellement merveilleux et parfait. Et parmi ces instruments de guerre, ce qui retint ses yeux davantage, ce qui enchaîna son cœur de l'espoir le plus rassurant, ce fut la qualité de l'outil majeur, la nature du soldat français telle que le révélaient son regard, son sourire, son élan, sa certitude. Point de cris, point de fanfaronnades. De brefs appels, de mâles adieux, une foule maternelle faisant escorte discrète, affectueuse à ses fils accourus; et çà et là, quelque strophe de la *Marseillaise*, du *Chant du Départ*, faisant planer ses paroles lyriques ou graves, sa cadence de marche ou de cantique. Mais à l'ordinaire, un silence plein de pensées, une sobriété de démonstration et comme une pudeur virile par où se trahissait la plénitude de nos cœurs.

Puis, quand ils furent partis, pendant que cette jeunesse sans reproche et sans peur allait épancher à flots son sang aux frontières, voici la France en angoisse, la France aux aguets : maintenant, elle

écoute, attend, attend éperdument dans un espoir traversé de lancinantes affres, les deux mains sur sa poitrine pour en comprimer les battements désordonnés. Toute la nation ne respire qu'entre deux « communiqués », celui de l'après-midi et celui du matin, commentant les mots, supputant les silences, sans plainte le jour, sans repos la nuit, résignée à ignorer, prête à tout, sauf à douter, sauf à désespérer. Cependant, on connut alors les extrêmes : car ce fut, après quelques préludes brillants, et les joies prématurées d'Alsace, le grand choc malheureux du Nord, le repli continu, poignant, sous la pression de masses monstrueusement supérieures, puis cette marche foudroyante, vertigineuse de l'ennemi sur Paris qu'arrêta net cette victoire de la Marne, qui, d'un coup, brisa l'offensive et sauva le pays. Depuis, la guerre a changé de face; et l'aspect de la nation et de l'armée, sans cesser un instant d'être hautement admirable, a changé aussi de caractère; la victoire définitive, on l'escompte, on l'aura à son heure. Mais alors, durant ces cinq mortelles semaines qui s'écoulèrent depuis le départ jusqu'à la victoire provisoirement libératrice, la France dans son ensemble, et Paris en particulier, ont développé des vertus que nul ne pouvait leur soupçonner à ce degré. En ce temps des pires épreuves, le pays a fait de l'héroïsme son pain quotidien. Il s'est nourri de son courage, il s'est soutenu de sa constance, il s'est trempé dans sa volonté, il s'est cuirassé de son renoncement, il s'est rafraîchi de ses larmes; il a, de son meilleur sang, versé une coupe de communion où s'est

désaltéré son espoir sublime. Voilà, Mesdames et Messieurs, la France telle que le 2 août l'a révélée. Mais il ne l'a pas faite. De telles créations ne s'improvisent pas : le malheur ne suscite pas tout à coup une nation de héros. Il faut bien que le peuple qui se réveille tel dans sa grandeur soudaine ne se soit pas endormi sur de la petitesse, et que les apparences de faiblesse qu'il a pu donner ne soient que des éclipses passagères, ou même soient dues à une simple crise de croissance. Sûrement, pour la France d'avant 1914, il en fut ainsi. Car cette France surgie du 2 août, c'est la vraie France, c'est la seule; c'est la France identique à elle-même, celle de son lointain passé, celle de son immortel avenir. D'où elle sort spécialement aujourd'hui et pourquoi elle a ainsi jailli le 2 août, c'est ce qui me reste maintenant à expliquer.

* * *

D'où elle sort? C'est bien simple. Elle sort, avant tout, de quarante-trois ans d'humiliation injuste et jamais digérée. Une nation, même grande et glorieuse, peut connaître les déboires : laquelle n'en eut jamais? Elle peut se résigner à certains sacrifices : laquelle n'en a point consenti? Elle peut renoncer à des rêves reconnus trop ambitieux, et, après de pénibles sacrifices, se faire, comme on dit, une raison. Encore faut-il qu'il y ait des raisons de cette raison, de celles que le cœur puisse accepter et contre lesquelles l'honneur n'entre point en révolte. Mais aucune nation digne de ce nom n'ac-

ceptera, d'un cœur léger, l'amputation d'un de ses membres; aucune ne se fera à l'amertume de cette blessure toujours béante et constamment envenimée. Et quand, par les abus d'une force toujours plus agressive, des tiraillements de l'extérieur viennent à tout instant élargir la plaie; lorsque la menace d'une mutilation plus grave encore, ajoute à la blessure toujours saignante la perspective de blessures nouvelles ; lorsque la surenchère des armements ne laisse à l'amputée d'hier d'autre choix qu'entre l'effort surhumain pour le salut et l'abdication sans condition sous le talon d'un spoliateur arrogant; alors, mourir pour mourir, comment une nation qui sent la justice de sa cause, et qui n'accepte point d'être le paria des nations, ne se dresserait-elle pas finalement d'un seul bond contre l'agression suprême, et comment du fond des tombes, de ces tombes où les morts sursautent dans leurs dernières demeures éventrées, ne sortirait-il point un cri de malédiction contre les profanateurs ? Quel esclave, je le demande, quarante ans courbé sous une menace quotidienne, ne s'élancerait avec joie au combat décisif qui lui promet l'indépendance ou la mort ? Comment la France aurait-elle moins de cœur que cet esclave, elle qui ne sut être l'esclave de personne, pas même du plus grand capitaine des temps modernes, elle dont la longue histoire est la rupture successive de tous les esclavages de l'homme, elle qui a devancé les peuples dans la proclamation de ce droit à la liberté dont elle donne la formule immortelle? Comment eût-elle continué à vivre avec l'épée de Damo-

clès sur sa nuque, et ne peut-on pas admirer qu'elle ait enduré tout ce qu'elle a enduré? Oui, vraiment, sa patience a été merveilleuse, sa sagesse bien faite pour déconcerter ceux qui la croyaient légère. Mais cette endurance même, qu'on a pu prendre parfois pour ce qu'elle n'était pas, était déjà un gage de son renouvellement intérieur; car c'est au creuset de l'épreuve stoïquement subie que s'est forgé ce cœur qu'on voit aujourd'hui tout neuf.

Dans ce silence plein de dignité, il y avait pour une part le sentiment et j'allais dire la pénitence des fautes passées, et cela est à sa louange ; mais il y avait aussi, pour une part plus large encore, le sentiment de l'atteinte portée à l'immuable justice par le prétendu châtiment, excessif, inhumain, qui lui avait été infligé ; qu'il est donc des punitions immorales, dont le maintien indéfini serait le scandale des peuples et l'apothéose de la force brutale contre les droits les plus sacrés ; il y avait, enfin, la conviction que cette rupture momentanée d'équilibre serait corrigée un jour, puisque l'équilibre est aussi nécessaire au monde politique qu'au monde matériel et moral ; et ce jour de la justice lui paraissait d'autant plus sûr qu'il était plus lent à venir. Ce jour a lui, sans qu'elle en ait provoqué la naissance. Il est venu parce qu'il *devait* venir. Et, si la France en a salué l'aube par un tressaillement de tout son être à l'apparition du soleil de justice, comment s'étonner ? La course de ses enfants vers la délivrance est faite des énergies rentrées, des tristesses ravalées de quarante-trois ans. D'où sort la France du 2 août ? Elle sort d'abord de là : d'une

douleur concentrée qui explose enfin en espérance.

Mais elle sort aussi d'autre chose, c'est à savoir de la génération nouvelle que nous ont faite ces dix ou quinze dernières années. En celle-là, notre France a reverdi. D'examiner pourquoi, comment, ce serait ici une trop longue affaire. En pareille matière, au surplus, s'il y a les causes immédiates, qu'on peut analyser et enchaîner, il y a aussi les mystères, qui tiennent à la germination secrète, parfois miraculeuse, de ces plantes humaines qu'on appelle les races. L'indomptable vitalité de la nôtre fut visible de tout temps, et notée par le conquérant romain qu'elle fit plus d'une fois trembler. Au XVIe siècle, notre Ronsard, qui avait vu guerres religieuses et guerres civiles, n'en écrivait pas moins :

Malgré la guerre, notre Gaule
Riche de son dommage, croît ;
Plus on la coupe, comme un saule,
Et plus fertile elle apparoit...

Ce qui apparut, avec le siècle nouveau, voilà quelque quinze ans, ce fut une génération au clair regard, à la démarche assurée, au cœur sans crainte. Celle-là ne regardait pas en arrière, comme ses aînées, elle regardait droit devant elle, dans toutes les directions, surtout dans la direction de la frontière : et, de ce côté il lui semblait voir s'essorer, avec l'avion précurseur, l'alouette gauloise. Avec elle on sentit, les vieux maîtres ne s'y trompaient pas, que quelque chose d'interrompu allait

recommencer. Ce n'était pas « le sourd piétinement des légions en marche » propre à d'autres nations ; c'était le pas allègre, élastique de jeunes vélites au corps exercé, à l'âme saine et joyeuse. Ils avaient ces deux ressorts de la race, trop relâchés par quarante ans d'infortune : la confiance et la gaîté. Désormais, la « génération de la défaite », celle qui avait vu 70, avait fini son temps ; et peu à peu rentraient sinon dans l'ombre du moins dans les plans de l'arrière, et le peuple de vaincus qui lui avait fait suite avec son âme timorée, et ces très intéressants « enfants du siège » qui se confessent à nous aujourd'hui, et ces désemparés généreux d'hier qui ont aujourd'hui, à la lumière de leurs cadets, retrouvé leur chemin de Damas sur toutes les routes du sacrifice.

De grands renouvellements civiques, intellectuels, moraux, s'annonçaient aux mouvements de ces derniers venus : et tous les esprits attentifs se mirent dès lors, comme notre ami Gaston Riou, aujourd'hui prisonnier en Allemagne, « aux écoutes de la France qui vient ». Or la France qui venait, de même qu'elle était rebelle à l'humiliation du joug sous lequel le pays avait naguère courbé le front, rebelle se montrait-elle aussi aux disputes et aux divisions d'hier, à l'intellectualisme et au dilettantisme stériles, rebelle même à un enseignement trop formel, qui ne répondait pas assez par sa substance à la nourriture généreuse qu'appelait son esprit actif et vigoureux : enfin, c'était l'enfant dru dont parle Montaigne, celui qui bat sa nourrice, en attendant qu'il la protège de ses poings robustes.

Et comme, en attendant de pouvoir tailler au plein soleil de l'action sa place et la place de sa patrie, cette génération avait de la force à dépenser, elle tourna résolument le dos aux hommes et aux idées d'hier pour se créer un idéal selon son cœur. Un seul? Plusieurs à la fois, suivant le tempérament des uns ou des autres. Mais un commun besoin de restauration, de réintégration et comme de rafraîchissement spirituel se faisait sentir dans ces recherches disparates : et, si les uns tendaient plutôt vers la foi, d'autres vers l'idée traditionaliste, d'autres vers un idéal républicain mieux épuré, tous en somme tendaient à la reconstitution morale de la France, au nom d'un principe directeur. Et tous étaient, sous des formes diverses, les fervents, les servants d'un culte exalté de la patrie. Ils sentaient d'instinct et de volonté que la France elle-même devait être l'axe de toutes leurs pensées, l'armature du système social de demain, quelle qu'en fût la forme, et qu'aux intérêts supérieurs du pays, à l'idée nationale, tout devait être subordonné, sacrifié, foulé : hommes ou groupes, partis ou sectes, argent ou affaires, intrigues ou complaisances, tout en un mot pour l'honneur d'une patrie plus belle, et pour la renaissance de la fierté, de la dignité, dans une France fidèle à ses traditions séculaires. Dejà on pouvait beaucoup augurer de ces électeurs de demain, quand fut frappé ce qu'on a appelé le « coup d'Agadir ». Le frémissement prodigieux qui alors agita cette jeunesse et fit bondir son cœur, éleva plus haut encore nos espérances. Désormais cette jeunesse était prête à tout, et la menace l'a

faite guerrière de pied en cap. La vieille Gaule ressuscitait dans ses fils du xxe siècle : et quand, après le coup manqué d'Agadir, l'agresseur se rua sur elle, cette fois avec tout le poids de ses masses accumulées, il la trouva debout, opposant à cette tempête de mort la digue infranchisssable de ses jeunes poitrines.

Et depuis !... Ah ! depuis, dirai-je ce qu'ils ont fait, ces héros de la geste française ? Même, si je pouvais le peindre, en serais-je digne ? Oui, ceux-là, ceux-là seuls sont dignes de parler qui ont agi comme eux ! Or ceux qui agissent, là-haut, parlent de leurs actes magnifiques comme de la chose la plus naturelle, avec une modestie qui arrête toute phrase, et ne laissent à ceux qui les écoutent qu'une admiration muette pour leur inconsciente grandeur. Car ils font du sublime sans s'en douter, et cela tous les jours, à toute heure, depuis des mois. Toute épopée ancienne pâlira devant ces actes quotidiens dont les auteurs sont souvent les pacifiques travailleurs de la veille, des ouvriers, des artisans, des écoliers frais émoulus de leurs livres, parfois des enfants. Quel miracle de la loi française les a élancés tous au même faite d'abnégation magnanime, pour les maintenir à cette hauteur durant des semaines, des mois, des saisons entières et quelles saisons ! A travers neiges et frimas, chutes d'eau diluviennes, torrents de boue, marécages sanglants, terriers infects, enfer de mines et de sapes que n'éclaire ni un rayon de soleil ni un rayon de gloire ! Même à la gloire, ces glorieux ont renoncé. Il leur suffit de sentir qu'en mourant, sou-

vent parmi d'atroces tortures, leur mort est utile, et qu'ils meurent pour leur sol, sur ou dans ce sol sacré. Du plus grand au plus humble, du chef paternel jusqu'au plus modeste troupier, son frère et son égal, ils justifient tous la belle parole de Vigny, de ce Vigny que plus d'un officier a emporte dans son sac avec son viatique : « Il faut que le sacrifice « soit la plus belle chose de la terre, puisqu'il y a « tant de beauté chez les hommes simples, qui sou- « vent n'ont pas la pensée de leur merite et le secret « de leur vie. »

Aussi, sans le savoir — mais que dis-je? ils le savent bien — aussi est-ce l'avenir qu'ils ébauchent dans les tranchées, ces enterres vivants, et rien n'aura été vain d'un aussi prodigieux holocauste. Voyez, à l'illumination surnaturelle de la mort partout flagrante, se dissoudre les prejuges, s'evaporer les malentendus s'éclairer mutuellement les tendresses, et s'agglomerer en lingot l'or pur des bonnes volontés. On dirait un tournoi des ames, briguant ensemble le prix de l'heroïsme et joûtant à qui s'élancera le plus impetueusement hors du corps pour le mériter. A qui, dans cette concurrence chevaleresque, decerner la palme? Sera-ce au prêtre-soldat — qu'il soit d'ailleurs abbé, pasteur ou rabbin — figure nouvelle de la guerre moderne, qui frappe pour son pays, qui est frappé et qui tombe en benissant ses freres d'armes? Sera-ce à l'instituteur-soldat, hier parfois inégalement et faussement jugé, aujourd'hui cite à l'ordre de l'armée, asseyant sur ses genoux boueux et sa capote usée les garçonnets d'un village alsacien pour leur

conter l'histoire de Jeanne-d'Arc ? Sera-ce au paysan-soldat, qui ne sait plus même à cette heure, s'il a un village, une femme, des enfants, et qui ne combat plus que pour une famille en idée et pour les six pieds de terre dont la mort seule le fera possesseur? Sera-ce à l'intellectuel-soldat enfin qui, bondissant hors du cercle enchanté de ses chimères préférées, voit la vérité face à face, et s'en inonde, et s'en enivre avec la fougue du néophyte qui a reçu le baptême et qui aspire au martyre ? Tous, oui, tous, sont également des héros, et le choix ici serait un crime. Tous méritent le même amour reconnaissant, confondus qu'ils sont dans l'accomplissement d'un devoir plus haut que toute obligation, car ici tout ce qu'ils font est au-delà des forces humaines. Aussi les enveloppons-nous tous d'une même tendresse, ici le grand chef qui ouvre ses bras à des aviateurs courant à la mort certaine; là le sergent qui, un bras emporté, et voyant tomber son capitaine s'élance pour le relever « avec le bras qui lui reste », et succombe dans cet effort ; ailleurs, le colonel qui va ramasser sous la mitraille un adjudant et qui le rapporte dans une brouette ; ou encore ce soldat blessé par la maladresse d'un camarade et qui reprend ses sens pour crier : « mon capitaine ne le punissez pas ; c'est un bon » ; enfin, cet enfant de dix-sept ans, Gsell, qui expire à l'ambulance en chantant la *Marseillaise ;* ou encore cette rangée de soldats français, derrière laquelle les Allemands marchent et s'abritent, qu'ils poussent devant eux comme un bouclier vivant devant lequel nos fusils hésitent, quand part du groupe des

sacrifiés ce juron sublime : « Mais tirez donc, nom de Dieu ! » Ici d'Assas est dépassé. Mais tout est dépassé par eux, tout. Ils se sont dépassés eux-mêmes en déployant des qualités qui répugnent en principe à la race, et qu'ils ont arborées pour la circonstance, la ténacité, la prudence, le calcul, la retenue qui n'est qu'une concentration des élans futurs. Leur souplesse d'adaptation, jointe à l'intelligence et à la promptitude innées, en a fait les combattants qu'il fallait pour une guerre où tout fut surprises. Et, là encore, on ne sait ce qu'il faut le plus admirer. C'est à ce point qu'un vieil officier retraité, auteur d'un livre sur *l'Ame du soldat*, plein de traits de bravoure glanés dans l'histoire ancienne et moderne, et que je rencontrai au chevet de nos blessés avec une brassée de ses exemplaires, me dit, devant ces « poilus » de la Marne : « Monsieur, j'hésite à leur offrir ce livre, tellement l'histoire est pâle auprès de ce que ceux-là ont fait ».

Or, ce qu'ils ont fait, ce qu'ils continueront à faire jusqu'au bout, ils ne l'ont pu que parce qu'ils sentaient avec eux battre le cœur du pays tout entier. Ce qu'a été le pays de France pour ses défenseurs, ce qu'est la famille française pour ses fils « au front », c'est là encore une chose indicible, un de ces miracles de l'amour qu'attestent, à chaque foyer, des lettres qui sont déjà des reliques et qui demain seront des documents de la plus haute signification morale. La femme française, mère, épouse, fille, sœur, s'est montrée la digne descendante de ces filandières ancestrales qui, au temps

de Du Guesclin, filaient une quenouille et disaient une oraison pour le rachat de leur défenseur, prisonnier de l'ennemi. Infirmières ou grandes dames, bourgeoises, paysannes ou artisanes, toutes ont « ouvré » de leurs doigts ou de leur cœur, toutes ont été sœurs de charité. Et la Suisse nous fut aussi sœur charitable, comme dans les jours inoubliés de février 1871, elle qui ne s'est faite de sa neutralité jurée un si infrangible rempart que pour abriter sous cette égide, ces vastes œuvres de la miséricorde humaine, qui sont le seul adoucissement de la guerre ; la Suisse qui, par les multiples cordeaux de la reconnaissance a relié à son territoire deux fois inviolable l'âme meurtrie de toutes les nations en conflit.

Tout cela, certes, fut aux champions de la France un inestimable réconfort. Pourtant, quiconque ira au fond des choses sentira que le ressort définitif de cette résistance victorieuse n'est pas seulement dans un sentiment patriotique exalté, tel qu'après tout chaque nation peut le connaître, ni même dans les qualités d'une race merveilleusement douée ; mais qu'il est, à un degré suprême et unique, dans la valeur morale de la cause que soutient la France, et dans la noblesse de l'idéal dont elle a fait son drapeau. Oui, du plus obscur soldat jusqu'au généralissime, du plus petit écolier jusqu'au plus notoire écrivain, tous savent, tous sentent qu'une civilisation, que *la* civilisation est en péril, que l'idéal humain est en péril, et que la France, héritière directe de Rome et d'Athènes, champion de cette civilisation et de cet idéal, est ici menacée

dans son présent, dans son avenir, même dans son glorieux passé, dans son rôle séculaire d'éducatrice du monde, et dans les œuvres vives de l'humanité latine. Tous sentent, tous savent que, comme on l'a dit, cette guerre gigantesque est avant tout une guerre d'idées ; et que, s'il est beau de mourir pour le sol, il est saint de mourir pour l'idée. D'ailleurs, quand on meurt pour l'idée, l'idée tôt ou tard nous ressuscite. Car l'idée est la chose qui ne meurt pas, qu'aucune force matérielle, qu'aucune violation du droit des gens ne saurait anéantir. Tous savent en France, et la France a de tout temps professé par ses actes, par sa geste héroïque, que la force, loin d'être le droit, en est le principe contraire ; et que, dans son application, elle ne peut créer le droit qu'en se mettant au service du bien. Tous d'ailleurs, chez nous, savent faire la distinction de la force et de la violence, de la guerre et de l'assassinat. Tous savent aussi la différence de ce qui est grand avec ce qui n'est que colossal ; de l'ordre-harmonie et de l'organisation-mécanisme ; de la pensée désintéressée au calcul brutal ; de l'obéissance libre et féconde à l'obéissance passive et stérile, instrument aveugle des crimes les plus barbares quand elle est au service d'une idée injuste ; et ils savent aussi que la science n'a pas été donnée à l'homme pour opprimer le monde, mais pour le libérer ; et que l'humanité répartie dans ses groupes nationaux ou familiaux, n'est pas une carrière exploitable par le plus fort, mais une série de mondes chacun respectable, chacun vénérable ; et que ce n'est pas la dimension d'un peuple qui fait sa

grandeur, et que le dernier par le territoire peut être le premier par le cœur et par l'esprit. Ils savent, aussi, que les nations vraiment cultivées n'ont que faire d'être « culturées ». Et ils savent enfin que ni les armes ni l'argent ne font la puissance vraie ; qu'aucune race n'a reçu de la Providence la mission de dominer les autres pour leur prétendu bonheur, et que la conscience des peuples, comme celle des individus, ne doit et ne peut relever que de la liberté. Liberté, sauvegarde pour chaque nation de sa pensée, de son idéal propre, droit de s'appartenir et de régler sa vie sur ses aspirations, n'est-ce pas là l'héritage d'idées que la France a recueilli de l'antiquité la plus noble, et, en y ajoutant de son fonds d'autres noblesses en accord avec l'esprit chrétien ou avec le libre esprit de la Renaissance, n'est-ce pas ce qu'elle a donné au monde, elle qui a proclamé les droits de l'homme, la fraternité des peuples, l'égal respect des religions et de la libre pensée, le respect du faible, bref, ce qu'hier en Sorbonne un des représentants de la Fédération latine appelait « l'évangile latin » ? A ces traits se reconnaît la France éternelle, celle dont la lumière présentée aux nations fut toujours un flambeau, jamais une torche, celle enfin, dont le grand Michelet encore nous a figuré le rôle dans cette image pathétique si connue : « Si l'on voulait entasser ce que chaque nation a dépensé de sang, d'or et d'efforts de toute sorte pour les choses désintéressées qui ne doivent profiter qu'au monde, la pyramide de la France irait montant jusqu'au ciel ; et la vôtre, ô nations, toutes tant que vous

êtes, l'entassement de vos sacrifices irait au genou d'un enfant. »

Voilà, Mesdames et Messieurs, au nom de quelle tradition la France à cette heure supporte ce qu'elle supporte. Elle continue son rôle de paladin, et aussi de nation-martyre ; elle souffre en elle la passion des peuples, la passion de la justice, de la liberté, du droit. Et, c'est parce que cette grandeur de son rôle, naguère voilée par l'injustice ou offusquée par des agitations superficielles, lui est tout à coups revenue à l'âme du fond des temps, sous la révolte provoquée par une agression odieuse, que le monde étonné la voit aujourd'hui si belle. Cette beauté, pour éclater de nouveau éblouissante, n'a eu besoin que d'une menace, et dès lors tout le reste a disparu, et les Français n'ont plus vu que la France.

Messieurs, qu'en conclure ?

Un jour, revenant de vos belles montagnes et retournant à Paris, je m'arrêtai entre Dijon et Sens au village des Laumes — le village des « larmes » dit une étymologie touchante, — pour gravir la colline d'Alésia, cette acropole gauloise que sanctifie toujours le nom de son défenseur, Vercingétorix. Le bronze colossal d'Aimé Millet se dressait, auguste et mélancolique, sur le ptateau désert. Au loin s'étalaient les collines en demi cercle, et, à mes pieds, ce qui fut le camp de César. Je reportais mes regards de l'horizon à la statue, quand un rayon du soleil couchant vint frapper le socle et illumina une inscription. Je m'approchai, et je lus : « La Gaule, unie en un seul peuple et animée d'un seul

esprit, peut défier l'univers ». L'auteur de ces lignes? Le vainqueur, César. Cette ligne rayonne aujourd'hui dans le ciel de la France. Unie, jamais elle ne le fut à ce degré ; animée d'un même esprit, j'en atteste nos morts. Et elle n'a défié ni l'univers, ni personne. Attaquée, elle se défend. Comprenez-vous maintenant, Mesdames et Messieurs, dans cette lutte sacrée, dans cette union sacrée, vers quels horizons d'espoir splendide brûle de s'élancer ma conclusion ?

II

L'évolution du patriotisme en France depuis un demi-siècle (1).

La France, dans la guerre actuelle, aura été sauvée (et, on peut le dire maintenant comme d'un fait déjà accompli), *a été* sauvée par le patriotisme de ses enfants.

Non pas uniquement par cela, certes : mais avant tout, et primordialement, par cela. Tout le reste, et la résistance de la Belgique avec l'arrêt providentiel de l'envahisseur, et la sage tactique de Joffre, et l'à-propos de l'alliance anglaise, bref, tout ce qui devait aboutir à la victoire provisoire et pourtant définitive de la Marne, ne se serait pas produit d'une façon aussi opérante et n'aurait fourni qu'un résultat très inférieur, sans ce facteur qui a aussitôt multiplié tous les autres : le patriotisme unanime, et de qualité unique, sublime, non pas de telle ou telle partie de la nation, mais de la nation entière, dans sa collectivité profonde, et formant bloc.

Ce patriotisme-là, bien que l'amour de la patrie

(1) Résumé d'une conférence donnée à la Maison du Peuple, à Lausanne, le 9 avril 1915.

soit chez toute nation et surtout en France, un sentiment naturel et séculaire, donc identique à lui-même en principe, n'en a pas moins revêtu des caractères qui, révélés soudain avec une grandeur inaccoutumée, apparaissent comme le résultat d'un travail intérieur long et caché, autrement dit, d'une « évolution ». Comment, d'ailleurs, s'en étonner? Les sentiments les plus simples, les plus élémentaires, les plus inhérents à la nature humaine, comme l'amour paternel, l'amour filial, l'altruisme, ne sont-ils pas susceptibles, sinon de changement dans leur fond essentiel, du moins d'éducation, de modification, de manifestation plus juste, plus réfléchie, moins instinctive, sans que pour cela la force du sentiment s'affaiblisse, sans que sa qualité se dénature? et, au contraire, n'est-ce pas au filtre de la raison et au creuset du jugement, de l'expérience, que s'épure tout ce que la nature fournit à l'état brut, que se concentre et se fortifie tout ce que la sensibilité native donne sous forme d'élans irraisonnés? Il est donc, pour le patriotisme comme pour les autres passions généreuses, ce qu'on pourrait appeler une école de l'amour, tout un long et mystérieux apprentissage, où l'esprit joue son rôle comme le cœur, où les circonstances en jouent un autre, parfois singulièrement capital. De là le terme employé ici, « l'évolution du patriotisme », évolution dont l'âme française a été le théâtre plus ou moins agité depuis les désastres de 1870, et qui provoque une comparaison entre les deux époques et les deux guerres, entre les manifestations du sentiment national à la veille

des événements qui marquèrent la fin de l'Empire et celles que nous avons vu éclater avec émerveillement lors de l'agression allemande, dans la France du 2 août 1914.

Quelle est la « courbe » — j'allais presque dire le graphique — qu'a suivie le patriotisme français depuis cinquante ans environ? Quelle était sa nature, sa qualité dans les dernières années de l'Empire? son caractère en 1870? ses étapes, ses transformations ou ses accroissements depuis lors? Grave et beau sujet, digne d'être étudié avec ampleur et approfondi plus tard à loisir par quelque historien-psychologue: dans ces brèves pages, nous nous bornerons à marquer quelques étapes, ou, si l'on préfère, quelques « états ». On verra que le patriotisme français, comme beaucoup d'autres sentiments en France, reforgé sur la dure enclume de l'épreuve, a passé par un très pénible laminoir, au bout duquel il est sorti neuf et solide comme une épée de la meilleure trempe : l'épée française de 1914.

Quel contraste avec le patriotisme « Second-Empire »!

Celui-là, après la brillante Exposition universelle de 1867, c'était le patriotisme en sécurité, se reposant sur ses lauriers, — lauriers de guerre, lauriers de paix, — sûr de son fait au point d'en devenir un peu dédaigneux, et de se complaire dans une satisfaction béate de la prospérité nationale. Prospérité d'ailleurs d'une rapidité qui tenait un peu de la féerie quand on songe au chemin parcouru depuis 1852, en quinze ans, et capable de tourner les meil-

leures têtes. Tout ce luxe neuf, un peu voyant sans doute, mais élégant sans grossièreté ni lourdeur dans son joli tapage, communiquait son pimpant et son vernis aux sentiments comme à l'art, et mettait sur le même ton les fêtes de Compiègne ou des Tuileries, les aquarelles d'Eugène Lamy ou les toiles d'Horace Vernet, les costumes des lanciers de l'Impératrice et les revues, les toilettes des femmes et le style du grand Opéra, où triomphait l'opulence d'un escalier. Tout étant tourné à la parade, le patriotisme s'affichait, lui aussi, un peu comme une parade. Il ne s'interdisait pas d'être, parfois, agaçant pour le voisin. Non pas, sans doute, qu'il ait été jamais aussi arrogant qu'on l'a dit depuis, et qu'il se soit fait provocant au point de susciter naturellement des haines. Il se contentait d'être « satisfait », ce qui est toujours une imprudence; et il était fat, ce qui est toujours une sottise. Il s'étalait, il faisait la roue. D'ailleurs, rien d'agressif ni de méchant. L'incapacité de haïr est le fort du tempérament français; d'aucuns disent que c'est son faible. En tout cas, le faible du patriotisme « Second-Empire », c'était cet air vainqueur qui mortifie l'étranger plus sûrement qu'une vraie défaite. D'ailleurs, si l'on compare la fierté nationale d'alors avec les infatuations colossales et les orgueils féroces que nous avons connus et subis depuis, on ne peut s'empêcher de trouver la suffisance française d'avant 70 étrangement modeste et fort innocemment impertinente. Question de degré, et aussi question de nature. Il y avait de tout dans ce cocardisme trop avantageux, et plusieurs

choses qui pouvaient même se justifier. Car il y avait, d'abord, de la gloire, et de la vraie : celle d'Afrique qui continuait ; celles de Crimée et d'Italie, toutes neuves, avec les noms de Sébastopol, de Solférino, de Magenta, fraîchement inscrits sur les drapeaux. Il y avait aussi de la gloriole, en souvenir du grand Empereur : et les témoins de la grande époque existaient encore, grognards chevronnés, médaillés de Sainte-Hélène, invalides chers à l'illustrateur Randon. Mais aussi il y avait, et en quantité, de la « gloriette », cette pointe de vantardise du Français fier d'être Français, entêté de chauvinisme bien ou mal appliqué, louant, admirant avec béatitude les produits inégaux de l'esprit, de l'art ou du goût français, et prononçant, avec une supériorité de Homais patriotique, des jugements un peu trop accablants pour les autres nations. C'est ici que la grâce et la légèreté françaises, malgré la « blague » qui en sauvait la méchanceté, perdait ses droits et faisait de mauvaise besogne. Car toute supériorité vraie indispose, simplement à être sentie : à plus forte raison l'étalage d'une supériorité, surtout quand elle est plus superficielle que réelle. Toute ostentation est offensante, fût-ce celle de l'esprit, surtout peut-être celle de l'esprit. Car l'accusation de lourdeur est celle à laquelle on se résigne le moins. Et les nations, en général, sont ainsi faites (sauf la nôtre, je crois) qu'elles subissent plus facilement l'étalage de la force que l'étalage de la gloire, de la grâce ou de l'esprit. Mais l'étalage de la force est celui que la France n'a jamais connu.

Quiconque veut se représenter le patriotisme « Second-Empire » devra donc l'imaginer pareil à l'armée, une armée de métier, parure et parade de la nation, et aussi pareil à l'art remuant et superficiel d'alors, ainsi qu'à la « fête » que mènent à la même heure, outre les soupeurs de Grévin, la plupart des genres littéraires à la mode, et presque toute la musique, où l'opérette passe presque à l'état de genre national.

D'ailleurs, l'ivresse ou la liesse imprévoyante de cette génération a cette belle excuse qu'en 1860 les enfants avaient pu, montés sur les épaules de leurs pères, acclamer avec une foule enthousiaste les régiments français revenant d'Italie, et qu'un idéal de fierté libératrice et de générosité désintéressée flottait dans les plis du drapeau.

Il manquait à ce patriotisme allègre et troubadour, insouciant comme Gavroche, et qui jugeait de la guerre à distance, d'en avoir connu les immédiates réalités, et d'avoir senti la défaite. Hélas, il n'en fit que trop l'expérience. L'heure fatale sonnait au même instant.

* * *

Ce que fut 1870, il est superflu de le rappeler. Ceux qui ont vécu l'année terrible n'y peuvent penser sans frissonner. Effondrements de tous les côtés. Effondrement de l'Empire, effondrement de l'armée ou du moins de son état-major ; arrachement de deux provinces, vigoureuses et riches entre toutes ; rançon de guerre formidable ; occu-

pation d'une notable partie du territoire, enfin toutes les humiliations, toutes les hontes à la fois. Non seulement le profit normal de la victoire retiré par le vainqueur, mais son abus, et déjà l'extorsion, l'exploitation, l'*ultima ratio* de la force brutale. Un triomphateur sans égard, sans humanité, faisant du vaincu sa proie, et se flattant de l'avoir épuisé sans retour. Tel fut le lendemain de l'Empire. Jamais peuple ne tomba de si haut, ni si bas.

Les yeux se dessillèrent alors ; et le patriotisme, blessé au cœur, d'intempérant ou d'intempestif qu'il était, devint douloureux et connut ce qu'était la souffrance, une souffrance combien cruelle! celle qui, au deuil des personnes, ajoute celui des illusions les plus chères, celle qui multiplie la tristesse privée par la tristesse publique, celle qui fait que le regard, en cherchant dans le regard d'autrui un rayon de consolation, n'y trouve que le reflet de sa propre misère et renonce à tirer du dehors un réconfort contre l'atonie du dedans.

Aussi bien est-ce du dedans, de l'intérieur même de l'âme française crucifiée que pouvait seulement, que devait surgir la force salutaire. Un monde social s'était écroulé. Il fallait le refaire autrement, en profitant de la sanglante leçon. La nation avait à se restaurer dans la douleur, par la douleur. C'était toute une éducation nouvelle, non pas sans précédent historique, mais à frais nouveaux et terriblement imprévus. Mais la douleur est le grand maître des nations comme des individus. Alors allait recommencer, pour cette période particulière de notre histoire, cette œuvre de lente et patiente

création dont Michelet caractérise le passé entier de la France, « le travail de soi sur soi », grâce auquel, suivant son expression sublime, « l'homme est son propre Prométhée ». Le patriotisme français, désormais approfondi, creusé jusqu'en ses vraies sources, allait être le Prométhée qui insufflerait au corps inerte et mutilé de la France une vitalité nouvelle.

En marche désormais, il parcourra les étapes de la résurrection nationale. Nombreuses seront celles-ci, et sur tous les terrains. Nous nous bornerons à noter ici les principales.

* * *

La première, la plus longue et la plus cruelle de ce calvaire de quarante-cinq ans, c'est l'*étape du silence.*

C'est par le silence, en effet, que commença l'action et la transformation du patriotisme français. Ce silence disait l'intelligence de la situation, la conscience des erreurs commises, la volonté ferme de les réparer. Les fautes ne se voyaient que trop, à la lueur des désastres — la guerre civile après la guerre étrangère ; — et les deuils, les pertes sous toutes les formes, traçaient avec précision les devoirs. On se mit à la tâche, avec une vaillance d'autant plus belle, que la nation restait bouche close.

Bouche close ! par dignité, par pudeur, par constance aussi dans le ressentiment et le désir légitime de la revanche. Car le moraliste homme d'esprit qui a prétendu que « hors des affections domes-

tiques, tous les longs sentiments sont inconnus aux Français », a écrit une immortelle sottise. D'ailleurs, ce relèvement moral de la France était trop jalousement surveillé pour se faire autrement qu'à voix basse. « N'en parlons jamais, pensons-y toujours ! » Tel était le mot d'ordre, imposé par la prudence. Honneur à cette prudence ! car nous savons aujourd'hui que, dès 1875, effrayée de l'énergique réaction de la France, l'Allemagne songeait de nouveau à nous écraser. Bouche close ! Et cependant tout était à réorganiser, et le dévouement national refaisait tout sur de nouvelles bases : l'armée, qui, par des lois graduelles, voyait s'étendre à tous l'obligation militaire et devenait l'image de la nation, avec un corps d'officiers désormais digne de sa tâche ; — le régime républicain, obligé de s'acclimater, de s'adapter, de vaincre peu à peu les résistances des partis anciens ou le péril des prétendants éventuels ; — l'école, où pénétra dès lors le sentiment des dangers encourus et où la pensée des maîtres, discrètement mais invinciblement, fut orientée vers la préparation de l'avenir ; — la famille, enfin, où s'entretenait pieusement le souvenir des disparus, et où naissaient et grandissaient, parmi des larmes refoulées et des inquiétudes qui entouraient leurs berceaux de mystère, ces chers enfants qui sont aujourd'hui les pères ou les frères aînés des héros de nos tranchées. On sentait les devoirs envers le pays et, par là même, tous les devoirs, car toutes les formes de l'abnégation publique profitent à la morale privée, qu'elles affermissent en l'élargissant. On mesurait l'étendue

de ces devoirs ; on touchait les causes, les origines lointaines du malheur présent. Et, à force de dévouement à la chose publique, de renoncement à soi, de modestie, d'humilité presque, on voulait racheter, on voulait guérir, on voulait ressusciter la France. Chacun, à sa manière d'agir, tâchait de « bien mériter » de son pays.

Période touchante de sacrifices obscurs, digne de la consécration de l'histoire! Car tout ce qui fut acquis depuis est sorti de là. Peu à peu cependant, la reconstitution se faisait dans les profondeurs de la nation, mais toujours sous l'épée de Damoclès, car aucun geste un peu libre ne s'esquissait chez nous sans qu'une brutale menace, une mise en demeure insolente ne rappelât aux Français qu'ils étaient un peuple de vaincus. On frémissait. La jeunesse rongeait son frein et n'en travaillait que de plus belle. Aux nations étrangères, naguère jalouses de son rang et secrètement flattées de son abaissement, elle offrait maintenant un spectacle qui excitait leur étonnement et même leur admiration, celui d'un désastre immérité subi avec héroïsme, grâce à une force morale imprévue et à la plus intelligente des vitalités. C'était le temps où ce problème essentiel : *Qu'est-ce qu'une nation?* s'approfondissait et se définissait avec la plus délicate netteté sous la plume du grand écrivain-penseur Ernest Renan ; où la célèbre *Lettre à un ami d'Allemagne*, du même, posait avec simplicité et modestie la question du militarisme prussien ; où, enfin, dans la conviction que la force n'a pas et ne saurait avoir le dernier mot dans les affaires hu-

maines quand elle est en lutte avec le droit, on tâchait d'ajouter aux forces spirituelles, que l'on sentait chez nous intactes et supérieures, ces forces matérielles dont la défense d'une cause juste ne saurait désormais se passer. Et la conspiration des bonnes volontés était si unanime, que des signes non équivoques de rajeunissement, de rétablissement prochain, apparaissaient sans tarder. L'Exposition de 1878 fut un de ces signes. Personne ne s'y méprit au dehors. Sept ans après la guerre, cinq ans à peine après la libération du territoire, Paris pouvait offrir au monde une grande fête de la paix, où la France montrait déjà les merveilles de son industrie renaissante. L'inauguration de cette fête fut intime, presque muette, et d'autant plus imposante. Les faits parlèrent seuls. Et la foule qui remplissait les abords du Palais de l'Exposition et les boulevards, émue doucement et silencieusement, était elle-même un pathétique spectacle. L'espoir gonflait les cœurs. Des larmes de joie, de reconnaissance, perlaient aux paupières. On se montrait les hommes de la Défense nationale. On se répétait une sublime parole de Victor Hugo, le grand vieillard rendu à son peuple idolâtre ; et l'on obéissait docilement aux mots d'ordre, si sages, du grand tribun patriote, Gambetta. C'est en lettres d'or qu'il faut inscrire dans nos annales cette « étape du silence », celle où s'élabora, dans le recueillement, la prudence et l'indéfectible abnégation de toutes les volontés rassemblées en un seul faisceau, la refonte de nos énergies nationales, et notamment de cette

force souveraine, — le patriotisme. Désormais, le chauvinisme superficiel et satisfait d'avant 70 a fait son temps. C'est fini, on ne le reverra plus.

* * *

Ainsi passèrent dix à douze années.

Cependant, ces forces renouvelées demandaient leur emploi. L'âme française elle-même, trop comprimée, avait besoin de desserrer son étau. Si les énergies matérielles d'une nation ne peuvent s'accumuler impunément sur place et réclament à un moment donné des débouchés, à plus forte raison les énergies sentimentales ne peuvent-elle être sans danger éternellement concentrées. Il faut qu'elles explosent ou qu'elles se donnent de l'air. Sans cela elles aigrissent, elles rongent à l'intérieur, comme toute fermentation excessive. Un levain trop longtemps renfermé tourne au poison, et corrompt ce qu'il devait faire mieux vivre. Le meilleur germe alors devient virus. Tel serait peut-être devenu ce patriotisme intensif, sorte de sourd accumulateur qui trépidait à vide, si quelque « jour » n'avait été ouvert à son action. Ce fut le coup de génie d'un Jules Ferry, d'avoir à point débridé la plaie intérieure et donné au patriotisme français, par des entreprises lointaines, une soupape de sûreté. Son mot célèbre, qui fit alors scandale, « que la France ne devait pas s'hypnotiser devant la trouée des Vosges », était un mot du grand homme d'Etat. Jules Ferry voyait loin et savait où il allait. Il avait son plan, un plan que sa mort même ne

devait point empêcher de se développer magnifiquement, tant il était juste, Et par un surcroît d'à-propos, à ce plan, la jalouse Allemagne ne contrevenait pas, car elle n'en prévoyait pas les suites et n'augurait pour nous que des déboires. Le Français est réputé si peu « colonial! » Si Bismark vit, comme cela paraît établi, d'un œil satisfait l'énergie française se détourner de l'Allemagne pour la première fois, il vit faux. Il ne savait pas à quel avenir il ouvrait la porte. Mais le génie politique allemand, s'il est très bon calculateur, est très mauvais psychologue. Ne sait-on pas que pour la prochaine guerre (la nôtre, en fait), Bismark ne faisait aucun cas des « impondérables », c'est-à-dire de ces forces morales dont le poids s'annonce aujourd'hui décisif?

La France, en revanche, bien plus fine psychologue, s'est trouvée, sur la question des colonisations lointaines, bonne calculatrice par surcroît, ce qui n'était, en principe, qu'au second plan de ses prévisions : car, outre les avantages moraux de la conquête, elle a recueilli de ces expéditions de tels avantages matériels, que ce sont eux qui, par contre-coup, ont alarmé l'Allemagne, excité sa cupidité, déchaîné sa convoitise au point d'avoir amené assez directement l'agression de 1914. La pensée de Jules Ferry, en se développant au cours des circonstances, avait donc doté la France, devenue déjà la très grande sinon la plus grande France, d'un véritable empire colonial, qui, grâce à la Tunisie, au Tonkin, au Cambodge, à Madagascar, à l'hinterland africain, etc., était le plus

vaste sur la surface du monde après celui de l'Angleterre. Tout cela, non par simple voracité et manie de conquête, mais pour ouvrir un champ d'action à ce patriotisme qui se rongeait et qui risquait de se vicier dans l'atmosphère trop étroite de nos frontières amoindries.

Mais si l'intérêt matériel de cette nouvelle politique fut de grandes conséquences, l'intérêt moral fut supérieur encore : dans l'évolution du patriotisme français depuis 1870, ceci fut la seconde étape, et tout à fait décisive pour l'avenir : l'*étape de l'expansion*. Ce patriotisme s'exerçant au loin, ne portait ombrage à personne en Europe, du moins au début : et, en attendant, chacune de ces nouvelles conquêtes devenait une école d'application de l'énergie française. Quelles leçons de choses fournies par les divers terrains sur lesquels elle s'exerça ! Quelles réalités de guerre, enseignées par des contacts partout imprévus, partout différents, et auxquels il fallait pourvoir avec plus d'intelligence que de moyens ! Que de problèmes soudainement posés, que l'initiative seule et le tact pouvaient résoudre ! Et quels chantiers de perpétuel héroïsme que ces sols tantôt brûlants et désertiques, tantôt fiévreux et pestilentiels où le pionnier français a tout contre lui, non seulement l'ennemi décuple ou centuple, mais la nature hostile, la fièvre, la soif, les insectes, la terre, le ciel et les eaux? Aussi quel appel fait par tous ces dangers simultanés à toutes les qualités de la race, et quels hommes ce patriotisme colonial a de toutes parts fait surgir ! Qui pourra les dénombrer, qui rendra la justice qui leur est due à ces

rééducateurs de l'âme française, à ces explorateurs, à ces officiers de terre et de mer, à ces héros de notre épopée coloniale qui ajoutent les pages sublimes aux pages sublimes, depuis Francis Garnier l'Asiatique jusqu'à Marchand l'Africain?

Depuis trente ans, en effet, on peut dire que la principale pépinière de la race française fut hors de France. Il se forma, au loin de la mère-patrie, toute une génération de « coloniaux », élite bonne pour le sacrifice comme pour la lutte, pour l'obéissance comme pour le commandement, qui, après avoir fait merveille là-bas, fit merveille encore plus chez nous, en transfusant dans la masse de la nation ce goût de l'aventure qui nous était autrefois congénital et qui s'était peu à peu oblittéré, et en réveillant ces aptitudes souples, actives, intelligentes, par lesquelles le Français de bonne race se différencie de toute autre nation. Et de tout cela, le patriotisme profitait, s'embellissait, par les vertus que suscitait l'effort même prématuré, même infructueux. Que dis-je? certains échecs furent plus glorieux pour le patriotisme français que d'incontestables victoires. Ce que représente l'entreprise de Fachoda, avec un Marchand, un Baratier, un Mangin, est de la plus haute beauté morale. Toutes les plus rares vertus du soldat furent là mises à l'épreuve, et d'autant plus noblement, que les héros de Fachoda risquaient, en réussissant, d'échouer grâce à un désaveu et d'avoir accompli des prodiges, non pas même pour l'honneur, mais pour le crève-cœur d'un démenti. La politique d'alors, depuis rachetée, eut de ces exigences cruelles; et, aujour-

d'hui plus que jamais, il serait malséant d'en tirer argument quelconque, sinon au bénéfice moral des sacrifiés. Mais quand on songe à ceux-ci, on ne peut pas croire que l'abnégation humaine puisse aller plus loin. Il appartenait à des Français seuls d'avoir été paladins à ce point d'avoir tout affronté, même le démenti, pour montrer uniquement de quoi la constance française était capable. Mais de quelle portée, en revanche, ne fut pas une telle démonstration ! Et, au moment où l'idée de notre dégénérescence commençait à être sournoisement répandue avant d'être méthodiquement exploitée par un perfide ennemi, quelle moisson de virilité n'a pas produite en France la semence d'héroïsme soi-disant stérilement jetée dans les marécages du Bahr-el-Gazal?

Tel fut le service sans prix rendu par la conquête coloniale au sentiment patriotique. A cette vertu de rénovation guerrière, s'ajouta aussitôt une autre vertu (car tout se tient), celle-là plus rare, une vertu d'humanité. Il se trouva que la trempe morale de ces champions, au lieu de les endurcir envers les êtres moins civilisés qu'ils combattaient et vainquaient, les fit plus humains, plus assouplis, plus connaisseurs en hommes et meilleurs créateurs d'énergie intelligente. Ces conquérants sans morgue ont été des éducateurs de races. Ils ont senti que leur supériorité leur créait, à côté de certains droits jamais oppressifs, des devoirs envers les inférieurs dont ils se servaient ; et c'est là, dans ces terribles campagnes où tous étaient égaux devant la souffrance, que s'est inaugurée cette fraternité si

belle de l'officier et du soldat, cette fraternité non moins admirable du chef blanc envers l'indigène de couleur, devenu son collaborateur, son élève et son ami. Ainsi, la lutte de la civilisation contre la barbarie ajoutait aux qualités natives du Français d'autres qualités qu'enfante rarement la victoire : la bonté qui se penche vers les frères inférieurs, l'aménité qui les rassure, la sympathie qui les touche, l'intelligence qui voit le parti à tirer, non seulement au profit du victorieux, mais au profit surtout du vaincu d'hier, amélioré, relevé, rapproché de ses maîtres. Ce que la force adroite a commencé, la douceur et la persuasion l'achèvent, et à la campagne succède la mission.

Cette « mission » de la France, ce rôle séculaire interrompu par les malheurs de 70, et rappelé, comme ressuscité au loin par nos « coloniaux », exerçait déjà, autour de 1895, une salutaire fascination sur la jeunesse, grande lectrice d'exploits africains, grande admiratrice de nos explorateurs, de nos marins et marsouins, et toute tournée vers les prouesses de l'aviation commençante, — encore une découverte française. L'initiative ancestrale se réveillait. Les champs de l'air, après ceux des vastes colonies, offraient de belles conquêtes à des cœurs résolus et ambitieux de gloire pour le renom français, en attendant que les contingences fournissent au patriotisme toujours blessé l'occasion d'une réparation conforme au droit des peuples. Et sans doute, la génération d'alors — la seconde depuis 1870, — se fût-elle essoré vers son rêve nouveau de justice, de science et de gloire françaises, si, dès ses débuts,

elle ne s'était trouvée prise dans un de ces remous redoutables comme en connaissent les nations en pleine crise de croissance, qui ballottent longuement les énergies les plus solides et semblent pour un temps voiler l'horizon à tous les yeux.

***

Après l'expansion, c'était maintenant le désarroi. L'unité morale qui se faisait au dehors par la production d'un patriotisme désintéressé, élevé au-dessus des partis, était en train de se défaire à l'intérieur par la compétition des mêmes partis. Une mêlée politique et sociale, depuis longtemps engagée pour la résolution de plusieurs problèmes dont aucun n'était, du reste, sans importance, battait son plein maintenant dans l'agitation de tous ces problèmes à la fois. A côté des luttes proprement politiques ou ministérielles pour la possession du pouvoir, luttes qui avaient redoublé d'intensité depuis que le régime républicain n'avait plus d'ennemi un peu sérieux à craindre, les questions sociales, discutées avec une ardeur croissante, échauffaient de plus en plus l'arène parlementaire. Et le conflit des idées, des intérêts, des passions, naturel dans un état démocratique ouvert à toute libre discussion, sans parler d'autres conflits intellectuels, graves et dirimants, où la pensée française, sa philosophie, son art et ses croyances se heurtaient en tournoyant aux quatre vents de l'esprit, présentèrent pendant un certain nombre d'années une confusion qu'il suffit de rappeler sans qu'il soit nécessaire ou même

opportun de la juger. Sans doute, de telles périodes semblables à ces tunnels, qui séparent deux vallées de lumière, sont nécessaires à franchir pour atteindre aux rives prochaines d'un avenir meilleur. Sans doute aussi un pays de liberté, d'opinion, de suffrage universel, qui se fait justement gloire de marcher à la tête des peuples pour le maximum d'indépendance accordé à la pensée, à la parole et à l'action de chaque individu, de chaque groupe ou sous-groupe social, est, par sa tolérance même, plus exposé qu'un autre et plus désarmé contre ces crises aiguës d'individualisme qui mettent les meilleures républiques au bord même de l'anarchie. Mais il est non moins certain que de telles périodes, pour inévitables qu'elles soient et même fécondes peut-être pour l'avenir (en tout cas, fécondes en leçons), ne peuvent se prolonger longtemps sans danger, et que, tant qu'elles durent, c'est l'unité nationale qui en paraît atteinte et le sentiment patriotique qui risque d'en pâtir très douloureusement.

Or, en effet, plus d'une atteinte lui fut alors portée, directe ou indirecte, et l'on put craindre alors de le voir vaciller. Cependant, il tint bon, grâce aux deux étapes précédemment franchies. Non seulement il tint bon ; mais, après une sorte d'ébran lement général dû à la force de la tourmente, il tira, semble-t-il, de la contemplation même des dangers, la vision claire de son devoir, il s'enracina d'autre sorte qu'il n'avait fait dans le silence d'abord, puis dans l'action lointaine ; enfin il sembla désormais ceindre ses reins pour faire face moins encore à la

bourrasque intérieure qu'à la tempête extérieure dont il lui semblait que tout le menaçait.

Il se produisit alors ce phénomène, — bien capable d'étonner quiconque oublie que la France est le classique pays du bon sens, — que les passions déchaînées trouvèrent dans leur excès même leur remède. Peu à peu, tout ce qui excédait la raison fut ramené à sa norme par l'invincible sentiment de modération et de justice qui est inné chez nous. Faut-il, pour signaler seulement d'un mot quelques exemples, rappeler l'effet contraire produit par certains déchaînements ? un certain « antimilitarisme » n'obtenant comme résultat que de susciter des officiers plus stricts et plus irréprochables que jamais ? Un certain socialisme à outrance détachant de lui par ses revendications excessives ceux même dont il faisait valoir les intérêts ? Un certain anti-patriotisme ne soulevant que le dégoût, un certain pacifisme ne provoquant que les malaises, un certain cosmopolitisme n'excitant que la risée ? Voire, un certain anti-cléricalisme engendrant, chez les libres-penseurs eux-mêmes, un regain de tolérance résolue, et chez la foule obscurément blessée un respect pour la religion désormais moins timide ?

Ainsi chaque passion trouvait son antidote naturelle dans la consciencs collective, et, pas à pas, comme tranchée après tranchée, un patriotisme réfléchi, approfondi, tenace, fait de tous les respects en attendant de pouvoir déployer toutes ses énergies, se consolidait, se parachevait dans la résistance à des entraînements anti-nationaux. Après

avoir un instant oscillé comme pour prendre son orientation définitive, la jeunesse, maintenant, allait droit à son but patriotique. Ce but, d'ailleurs, lui était désigné par le vétéran patriote dont le nom, inégalement qualifié dans l'intervalle par la rancune des partis, était maintenant devenu le drapeau de la jeune France militaire, par Déroulède. Le prestige de Déroulède, son action morale dans la dernière partie de sa vie, ne sauraient être évalués assez haut. Considérable aussi, et moins prévue, fut l'action de l'écrivain lorrain qui, après une longue évolution d'art et d'intellectualisme pur, enseigna « l'enracinement » dans des romans célèbres, et se fit ensuite le lieutenant convaincu de Déroulède, avant d'être son continuateur passionné. Maurice Barrès a cristallisé en fictions annonciatrices les sentiments qui couvaient dans beaucoup de cœurs jeunes et généreux. Et la flamme, encore contenue, s'est propagée non moins ardente, par les vers ou proses d'écrivains graduellement plus jeunes, depuis Péguy, pour nommer le plus notoire dans son incoercible indépendance, jusqu'à Henri Franck, pour nommer le plus juvénile et le plus prématurément arraché à nos patriotiques espoirs. Tel fut l'aspect que présenta cette jeunesse transformée, qui fit que, à partir du début du xxe siècle, plusieurs observateurs sympathiques de ce nouveau blé qui levait, se mirent, jeunes eux-mêmes, « aux écoutes de la France qui vient ».

***

Cette France enfin est venue, et c'est celle de 1914. C'est cette « France du 2 Août » que plus haut nous avons essayé de simplement faire comprendre; car pour la peindre il est trop tôt, et pour cette peinture il faudra d'autres pinceaux que les nôtres. L'évolution du patriotisme en France est aujourd'hui complète. Les événements actuels se chargeraient d'y ajouter les éléments qui pouvaient, à la veille du 2 Août 1914, lui manquer encore. Mais, en vérité, il ne lui en manquait aucun.

A la fatuité et à la soi-disant supériorité de naguère, d'avant 70, ce patriotisme a pour toujours renoncé. Longtemps reforgé dans la douleur et le silence, puis rendu justement confiant en lui-même par l'apprentissage des sacrifices lointains pour « la plus grande France », il a eu à combattre ensuite l'intérieur pour « la vraie France », et, cela faisant, il a eu constamment à renoncer, à s'ennoblir, à s'épurer. Le sentiment du juste, du droit, de l'humain, du légitime, du modéré, ont corrigé en lui tout ce que les passions moins désintéressées apportent d'âcreté à l'âme et de trouble à l'esprit. Et, dans la droiture de la conscience la plus éclairée, dans la volonté la plus consacrée à des principes augustes, se manifeste cette idéale flamme, l'amour de la patrie adorable et adorée, devenue elle-même objet de foi et de religion, ce que Michelet appelle « l'amour des amours ». Jamais, à aucune époque de son histoire, le patriotisme français n'atteignit

à cette hauteur, à cette perfection. Et c'est là le grand espoir. Lorsqu'une nation odieusement assaillie compte autant d'âmes unanimes que de soldats, et lorsque la nation, derrière l'armée, ne fait elle-même qu'une âme avec son armée, quelle force serait plus forte que cette force, et comment ne pas avoir une invincible foi dans un proche et victorieux lendemain ?

63.

PARIS
IMPRIMERIE ARTISTIQUE « LUX »
131, Boulevard Saint-Michel.



